

276295B



**MARCEL  
DUBUISSON**

**MÉMOIRES**

VAILLANT-CARMANNE S. A. - Place St-Michel, 4 - 4000 LIÈGE - 1977





2762958

MARCEL DUBUISSON MÉMOIRES

MARCEL  
DUBUISSON  
MÉMOIRES

Préface  
de Monsieur le Professeur Albert DUBUISSON

Préface  
de Monsieur Louis DUBUISSON

Édition en deux  
de la « Société des Études Dubuissoniennes »



PARLANT CHAMPTON & Co.  
Éditeurs  
10, rue de la Harpe, 10  
75005 PARIS





276295B

# MARCEL DUBUISSON MÉMOIRES

Préface  
de Monsieur le Professeur Albert DISTÈCHE

Postface  
de Monsieur Jean DELCHEVALERIE

Édité au profit  
de la « Fondation Marcel Dubuisson »



VAILLANT-CARMANNE s. a.  
Imprimeur-Éditeur  
Place St-Michel, 4  
LIÈGE  
1977





MARGOT  
DUBISSON  
MEMOIRS



UNIVERSITY OF TORONTO  
LIBRARIES  
100 St. George Street  
Toronto, Ontario  
M5S 1A5









## Avant-propos général

Printemps 1974. Une équipe de la Télévision belge fait un reportage sur la Station océanographique de l'Université de Liège à Calvi. Le Recteur Dubuisson qui l'a créée est là. Un journaliste lui pose la question : « Pourquoi une station océanographique et pourquoi à Calvi ? ». Souvent, des amis ont demandé au Recteur d'écrire ses Mémoires. Il y répugne. Dès le retour à Nice, son ancien élève, le Professeur Distèche lui apporte un gros cahier, un lot de stylos à bille et lui dit « Vous l'avez entendu, il faut le faire. » Cette fois, il accepte « Il va voir, il va tenter l'aventure ».

Et le voici dans son clair bureau dont chaque objet lui est un souvenir, dans son bureau rempli de musique et que, peu à peu, encombre une marée de dossiers. Le travail est plus lourd qu'il croyait, parfois ingrat. Il se lève tôt ; le petit matin le trouve feuilletant des classeurs. Ses visites au jardin, dont il aime photographier les fleurs, à son atelier du bois s'espacent mais il reste fidèle à ses escapades hebdomadaires vers la rivière cristalline où, dans la paix de la nature, en équilibre sur des cailloux glissants, sa canne à lancer à la main, il ruse avec le poisson et oublie tout souci. Il écrit vite, calmement. Cet homme passionné a pris ses distances et de loin dépassé le temps des tumultes. Son désir est d'être objectif, précis.

Les feuillets couverts de sa belle écriture hardie s'accumulent, sont dactylographiés. Un été calme et doux se passe. Marcel Dubuisson projette de consacrer le début de l'automne à rechercher les détails qui lui manquent puis, renonçant à un long voyage, d'emmener ses documents dans le Sud Marocain et d'« en finir ». En finir, c'est-à-dire en parfaire certaines parties, en élaguer d'autres, équilibrer le tout, faire des synthèses, peut-être déduire, de cette longue vie ardente, une philosophie.

Hélas, au début d'octobre, le destin frappe, c'est l'accident déplorable et bientôt le glas.

Avec quelques amis, je décide de reprendre ce livre incomplet, d'en combler les blancs. Notre préoccupation constante est de respecter la pensée de l'auteur <sup>(1)</sup>. Des points négligés qu'il eût repris sont passés sous silence, aucune synthèse n'est ébauchée. Le dernier geste de ce grand constructeur restera inachevé. Il n'en apporte pas moins, dans l'élan de son premier jet, à travers l'histoire d'une phase d'expansion de l'Université, un message d'énergie et d'espoir.

\* \* \*

A cet ouvrage qui se forme si vite, Marcel Dubuisson ne donne pas de préface. Un début d'avant-propos – dont le reste s'est perdu – montre bien dans quel esprit de modestie il écrit et l'intérêt qu'il porte à l'Université et à la Science, car la phrase interrompue ne peut se rapporter qu'à elles.

### Avant propos

<sup>(1)</sup>  
Conduit à demander d'être relevé  
de mes fonctions de Recteur de l'Université  
de l'Etat à Liège, à la suite de  
désaccords avec le Gouvernement sur  
une loi portant réforme de l'Univer-  
sité, d'ailleurs votée par, à la  
Sauvete, par un Parlement prêt  
de partir en vacances, j'ai  
brusquement découvert : les lois  
Ils m'enchantent

<sup>(1)</sup> Faut-il dire que j'ai trouvé auprès des amis et collaborateurs de mon mari une aide efficace et constante dont je leur suis profondément reconnaissante ?



Si j'ai désormais le temps de cultiver mes passions, qui sont nombreuses, il m'arrive de feindre aux événements <sup>auxquels je</sup> ~~au point~~ <sup>me</sup> suis mêlé.

Leur importance est, en somme, dérisoire, si on les compare ~~à~~ à tout ce qui a pu se passer au cours des mêmes périodes.

Il n'en est pas moins vrai que le hasard, au des accidents de parcours, m'ont conduit à être, par les fonctions que j'exerçais, le témoin privilégié, ou l'animateur, d'actions dont les incidences, sur le développement

Pas de titre non plus. « Pas de mémoires ni d'anti mémoires » a-t-il dit et cependant, nous nous arrêtons à ce mot de « mémoires » qui nous paraît le plus neutre, le seul sans doute à ne pas être chargé d'un jugement de valeur. Et comment pourrions-nous enfermer dans une formule cette personnalité si polyvalente ? Il est un homme de sciences, mais aussi un grand administrateur ; homme d'action mais aussi de pensée ; une intelligence lucide et cartésienne le guide mais il est sensible à la voix secrète de l'intuition ; il possède un élan vital puissant et irrépressible, source de son enthousiasme et de sa générosité mais une volonté clairvoyante mesure les énergies et assigne les buts. C'est un intel-



lectuel doué d'une rare adresse manuelle, un homme de laboratoire qui aime le sport, un scientifique à qui l'art, la musique surtout, est aussi indispensable que l'air.

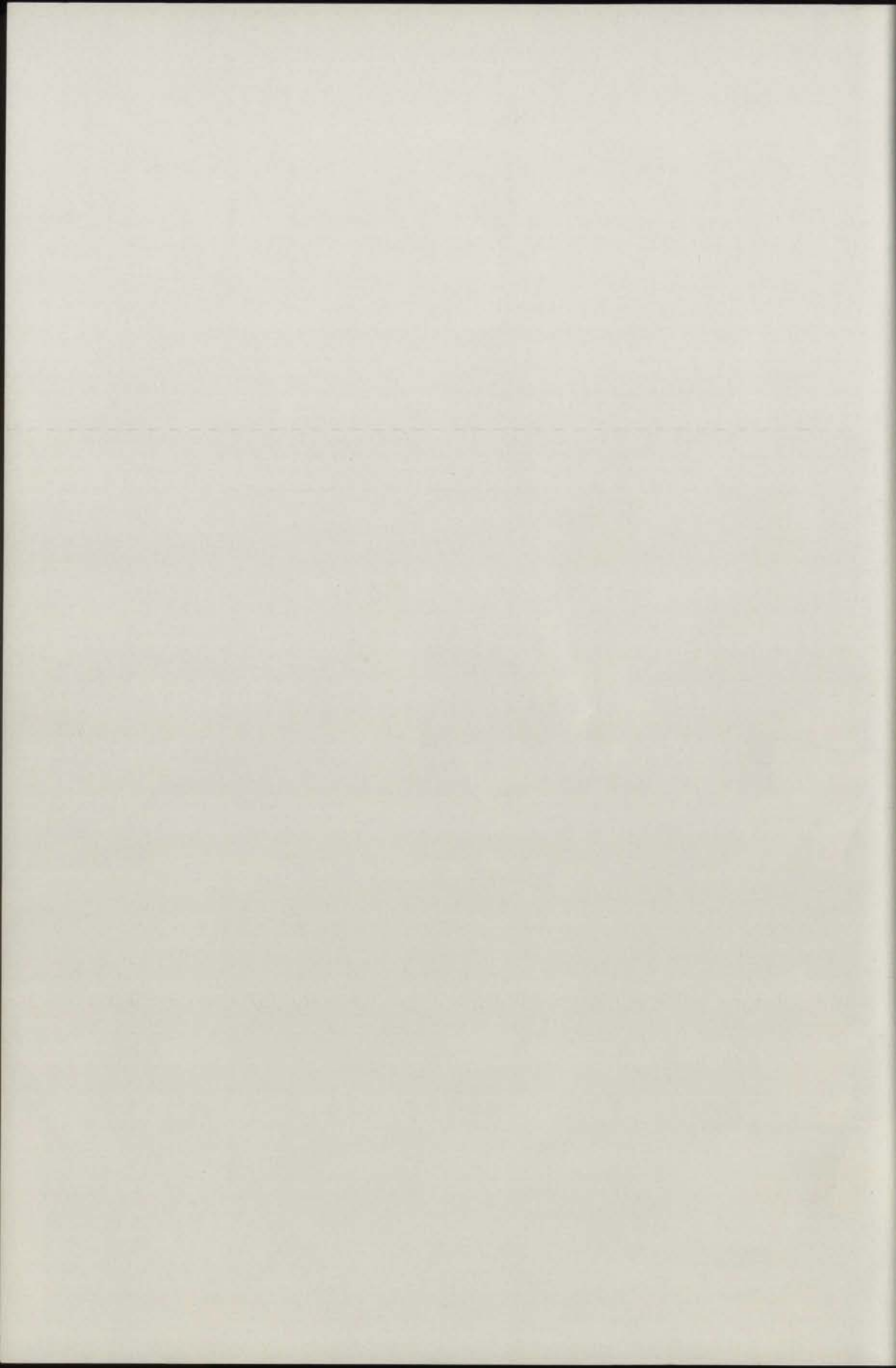
Donc, ni titres, ni préface mais, en exergue, une phrase de l'école de Sophocle glanée au cours d'une lecture « Il faut attendre le soir pour savoir si la journée a été belle. » Phrase qui suscite en moi un malaise dès qu'il m'en parle et que je me réserve de discuter plus tard. Le soir est loin : s'il s'annonce parfois à l'horizon, c'est par une onde de paix et de sérénité.

Il manquera à cette vie haute et belle la pensive méditation du crépuscule. Mais à la question de l'Offrande Lyrique : « Le jour où la mort viendra frapper à ta porte, quel présent lui offriras-tu ? » Il peut certes répondre « je placerai devant la visiteuse la pleine coupe de ma vie – Certes je ne souffrirais pas qu'elle reparte les mains vides. » La pleine coupe de sa vie...

A. DUBUISSON-BROUHA.









## Préface

*Octobre 1947. L'ancien amphithéâtre de l'Institut Van Beneden est bondé. Des centaines d'étudiants de 1<sup>re</sup> candidature en sciences, médecine et pharmacie écoutent Marcel Dubuisson, nouveau titulaire du cours d'Eléments de Zoologie et d'Anatomie comparée.*

*La troisième leçon est consacrée au microscope et Marcel Dubuisson explique qu'avec une source de lumière rasante, on peut observer à angle droit la lumière diffractée par des particules microscopiques en suspension dans un fluide. C'est l'effet Tyndall. Tout en parlant, il appuie sur le bouton de la sonnette qui retentit dans la loge du concierge. L'auditoire se retourne, la porte grince en haut des gradins. « Vous m'appellez, Monsieur le Professeur ? » — « Monsieur, dans votre loge, il y a un divan, sur ce divan, des coussins, apportez m'en un » — « Un coussin ? Dans ma loge ? » — « Oui, et tout de suite, s'il vous plaît ». L'homme disparaît sous un éclat de rire général. Le cours continue. Et voilà à nouveau le concierge. Il descend les gradins brandissant un coussin rouge. Son air étonné déclenche de nouveaux remous. Marcel Dubuisson s'avance sur le côté de la chaire, une baguette à la main. Il prend le coussin. La salle se tait, curieuse. Et soudain, il frappe avec force le velours usé dans un rayon de soleil que les arbres du jardin laissent filtrer par une fenêtre latérale. Et c'est un jaillissement d'étincelles, la poussière diffracte la lumière, elle semble remplir les rayons lumineux. Le Professeur tend le coussin au concierge : « Vous avez tous vu ce qu'est l'effet Tyndall et vous Monsieur, vous feriez bien de battre plus souvent vos coussins » — « Oui, Monsieur le Professeur » et il remonte les gradins, se retournant sans cesse, ne comprenant pas pourquoi l'on rit si fort. On rit, mais personne n'oubliera de sa vie l'effet Tyndall.*

*Rien n'avait été préparé pour cette démonstration et c'est là une des facettes du talent de Marcel Dubuisson qui, guidé par le canevas de sa leçon sait, à chaque instant, saisir l'occasion propice qui force l'attention. Intuitif, il adapte sans cesse l'exposé aux réactions de*

*l'auditoire ou laisse aller sa pensée au fil des associations d'idées qui surgissent en lui. Il improvise, fait rire, mais garde une logique impitoyable. Il subjugué ses élèves par une présence et une personnalité dont la valeur et le rayonnement s'imposent d'emblée. On ne peut que l'écouter avec avidité et curiosité; ses exposés sont clairs, parfaitement ordonnés, brillamment illustrés d'une craie colorée, habile et sûre. Il se dégage de ses enseignements un souci de synthèse pénétrant dont la rigueur marquera des générations d'étudiants, une vitalité optimiste et enthousiaste qui suscitera bien des vocations.*

*En 1947, Marcel Dubuisson a 43 ans; depuis 1936, il est nommé professeur ordinaire à l'Université de Liège, où, chargé de cours dès 1931, il enseigne les Eléments de Biologie générale aux étudiants de 2<sup>e</sup> candidature en Sciences chimiques.*

*Ceux-là — dont je fus — avaient devant eux un homme qui, bien certainement, connaissait la biologie tant animale que végétale, mais capable aussi d'écrire au tableau, et par cœur, les formules de tous les acides aminés et qui en savait fort long tant en physique qu'en chimie.*

*Marcel Dubuisson, comme la plupart des enseignants, est, en fait, un autodidacte mais avec un éventail de connaissances particulièrement vaste. Docteur en Sciences Naturelles de l'Université de Gand en 1924, il donne cours quelque temps dans le secondaire, et le soir construit ou répare des appareils radio pour compléter ses revenus. Il apprend ainsi l'électronique, non pas de façon superficielle, mais d'une manière approfondie, car il découvre plus tard une technologie sur laquelle va se fonder toute l'électrophysiologie. Cherchant une place d'assistant, il en trouve une à la Faculté de Médecine en 1925, mais il s'agit d'un poste de prosecteur d'anatomie humaine. Qu'importe, il apprendra aussi cette science et son succès est tel qu'en 1928, il se retrouve chef de travaux, toujours en Anatomie. Il rencontre de nombreux médecins, entre en relation avec le Professeur Duesberg, Recteur de l'Université de Liège, qui lui propose d'y enseigner la Biologie, alors que l'Université de Gand devient entièrement flamande. Entre-temps, de 1928 à 1931, Marcel Dubuisson entre au FNRS comme chercheur qualifié puis associé.*

*Les travaux scientifiques de Marcel Dubuisson confirment cette extraordinaire capacité d'apprendre guidée par un effort exigeant afin de discerner l'essentiel en toute matière. Ses premières recherches datent de 1924 et, consacrées à la respiration chez les insectes,*



*prolongent ses travaux de fin d'études. Il les poursuit avec beaucoup d'opiniâtreté malgré les difficultés en tant que prosecteur d'anatomie, plus aisément quand il est nommé au Fonds National de la Recherche Scientifique. Il s'intéresse alors à la circulation du sang chez les invertébrés. Ce sujet l'amène au fonctionnement du cœur et en particulier à l'électrophysiologie du muscle cardiaque. Il travaille grâce à une bourse de la CRB à la Station de Biologie marine de Woods Hole (U.S.A.) où il rencontre le physiologiste français Monnier. Ils seront les premiers à utiliser l'oscilloscope cathodique en physiologie et étudient l'électrocardiogramme de la limule.*

*Reconnaissant que les effets électriques observés reflètent des courants ioniques, des changements d'impédance, de conductibilité et de perméabilité de la membrane cellulaire, Marcel Dubuisson va consacrer de nombreux travaux à ces phénomènes. Construisant lui-même ses instruments, il montre notamment une chute importante de l'impédance de la membrane musculaire, contemporaine du potentiel d'action et précédant la contraction. L'importance de cette donnée dans l'explication du mécanisme de la formation du potentiel d'action n'apparaît que bien plus tard. Mais alors que d'autres poursuivent dans cette voie, lui cherche une relation entre les variations d'impédance pendant la contraction musculaire et les phénomènes qui accompagnent celle-ci.*

*Bien vite, il se rend compte que la méthode n'est pas suffisamment spécifique. Les travaux de Meyerhof et Lohmann montrent que plusieurs réactions chimiques qui entrent en jeu pendant ou après la contraction libèrent ou absorbent des ions hydrogènes. Comprenant combien est important de suivre la cinétique des variations de la concentration en ions hydrogènes (le pH) en continu pendant la phase contractile et post-contractile, il décide de mesurer les variations de pH de la surface du muscle au moyen d'une électrode de verre. En 1936, il séjourne chez Michaelis, physico-chimiste de renommée internationale, à l'Institut Rockefeller à New York pour apprendre les techniques électro-chimiques nécessaires. L'électrode de verre vient d'être découverte, l'industrie sort les premières lampes électrométriques. Marcel Dubuisson met au point son amplificateur, apprend à fabriquer les électrodes avec MacInnes et publie sa méthode en 1957: ce sera sa 54<sup>e</sup> publication.*

*En 1937, il séjourne chez Meyerhof et Lohmann à Heidelberg où il se familiarise avec les techniques de dosages des principaux*



métabolites intervenant dans la contraction musculaire en vue d'interpréter ses mesures de pH. Travaillant sur l'estomac et le sartorius de la grenouille, il démontre l'existence de quatre phases dans les changements de pH : les deux dernières sont liées avec certitude au métabolisme de la phosphocréatine et de l'acide lactique, les deux premières, attribuées à des changements de configuration protéiniques et à l'hydrolyse de l'ATP. Si ces dernières interprétations sont actuellement encore discutées, les courbes de pH observées par Marcel Dubuisson pendant la contraction musculaire sont devenues classiques et ont été reproduites par de nombreux auteurs. Elles constituent une contribution importante à la physiologie musculaire, à mettre en parallèle avec les mesures de chaleur réalisées en continu également par Hill en Angleterre.

Alors que la guerre éclate en 1940, Marcel Dubuisson est devenu un des grands spécialistes de la contraction musculaire. Résistant de la première heure, il est incarcéré par l'occupant pendant l'hiver de 1941. Libéré, il reprend opiniâtement ses travaux dans des conditions plus que difficiles; à la fin de la guerre, sa maison bombardée, il habite une cave de son laboratoire dont les vitres sont remplacées par des tôles de fer et dort dans un lit que l'on remonte chaque matin au plafond grâce à des treuils construits à l'atelier du laboratoire.

Il se penche sur la machine contractile, c'est-à-dire sur les protéines qui la constituent. Il va extraire ces protéines et les étudier. Mais l'analyse des protéines en est à ses débuts. Il apprend par hasard que Longsworth a mis au point aux U.S.A. une technique de séparation électrophorétique en phase liquide. Avec des moyens de fortune, se basant sur un schéma à peine lisible d'une mauvaise photocopie venant on ne sait comment d'Allemagne, il arrive à réaliser de toute pièce un appareillage d'électrophorèse. Il assemble les cellules de verre, les rode à la main, monte le banc optique, le dispositif de Foucault qui permet d'observer les gradients de concentration, et, après un labeur acharné, aboutit à un instrument dont les performances, en 1945, sont équivalentes à celles des machines qui furent commercialisées après guerre.

En 1946, il est professeur d'échange à Alger, il y crée un laboratoire utilisant une copie de l'instrument de son invention pour l'analyse du sang et d'autres tissus. A Liège, il a jeté, avec ses collaborateurs, les bases de l'analyse électrophorétique des albumines et globulines musculaires. Il cherche à démontrer que les protéines musculaires



*réagissent entre elles pendant la contraction et montre en effet que leur extractibilité dépend de l'état physiologique du muscle.*

*En 1953, il est mondialement connu, tant pour ses travaux d'électro-physiologiste que pour ses connaissances sur les protéines. Il publie un livre sur la contraction musculaire et apporte sa contribution à de nombreuses revues. Membre de l'Académie Royale des Sciences de Belgique, il est l'auteur de 129 publications auxquelles s'ajoutent près de cent articles écrits par ses collaborateurs.*

*Rompu à toutes les techniques, zoologiste, physiologiste, biochimiste, il intègre toutes ses connaissances et a le don de pressentir le chemin qui mène à la découverte. Il dirige son laboratoire de main de maître. Ceux qui travaillent avec lui sont entraînés par un élan et un optimisme exigeant que rien n'arrête et trouvent aussi le soutien d'une bonté généreuse. Il est le Patron dont on s'émerveille qu'il sache aussi jouer du piano, collectionner des timbres, pêcher, chasser, faire du ski, du bateau, de la moto, de la photographie, qu'il participe à l'organisation de la vie artistique de la Cité.*

*Recteur, il est contraint par ses charges de tourner cette page de vie, celle de sa carrière scientifique, pleine encore de promesses et de réussite et d'abandonner progressivement ses enseignements.*

*Mais cet homme qui avait appris tant de choses — qui avait même appris à être prosecteur d'anatomie — sait aussi apprendre à administrer une Université. Il en étudie à fond tous les rouages, toutes les fonctions et les règles de jeu, comme s'il s'agissait d'un être vivant, à la vie duquel il tient prodigieusement. Il dégage l'essentiel de l'accessoire, examine l'importance de chaque chose sans en omettre a priori aucune, aussi insignifiante puisse-t-elle paraître.*

*Son intuition, si utile dans ses enseignements, constamment mise à l'épreuve durant sa carrière scientifique, devient une ligne de conduite pour prendre des décisions; il s'y fiera chaque fois qu'une conclusion logique lui paraît douteuse, les prémices insuffisantes.*

*Il accepte à 50 ans un nouveau métier qu'il vivra pendant 18 ans avec autant de passion, d'énergie et d'audace que les phases précédentes de sa carrière.*

\* \* \*

*Un jour à Nice, après son admission à l'éméritat, rentrant de Corse où il avait participé à une émission télévisée sur la Station*

qu'il a créée à Calvi, nous discussions amicalement du passé et de l'avenir. Je l'écoutais parler de ses séjours dans les stations biologiques en France ou ailleurs, des difficultés de les gérer, puis de l'administration universitaire, de la politique scientifique nationale et mondiale; on parla aussi de pêche, de musique, d'expériences à faire, du bathyscaphe, pour revenir au Rectorat... Finalement, je lui dis : « Il faut écrire tout ce que vous venez d'évoquer, votre expérience des affaires Universitaires est grande et bien plus mal connue que vos travaux scientifiques. Je vais aller vous chercher un cahier ». Il répondit évasivement. Bien des amis déjà lui avaient demandé d'écrire ses souvenirs sans qu'il s'en sentît le courage. Mais le lendemain matin, devant tout ce papier blanc, il se mit à écrire avec acharnement, travaillant plus de huit heures par jour, avec passion comme toujours, accumulant les documents. Il était heureux d'avoir terminé une première ébauche qu'il voulait parfaire, quand une mort accidentelle brisa le nouvel élan qu'il venait de prendre.

L'œuvre inachevée, rassemblée par Madame Dubuisson, est celle d'un homme qui durant toute sa vie a servi l'Université avec une énergie indomptable.

Albert DISTÈCHE.



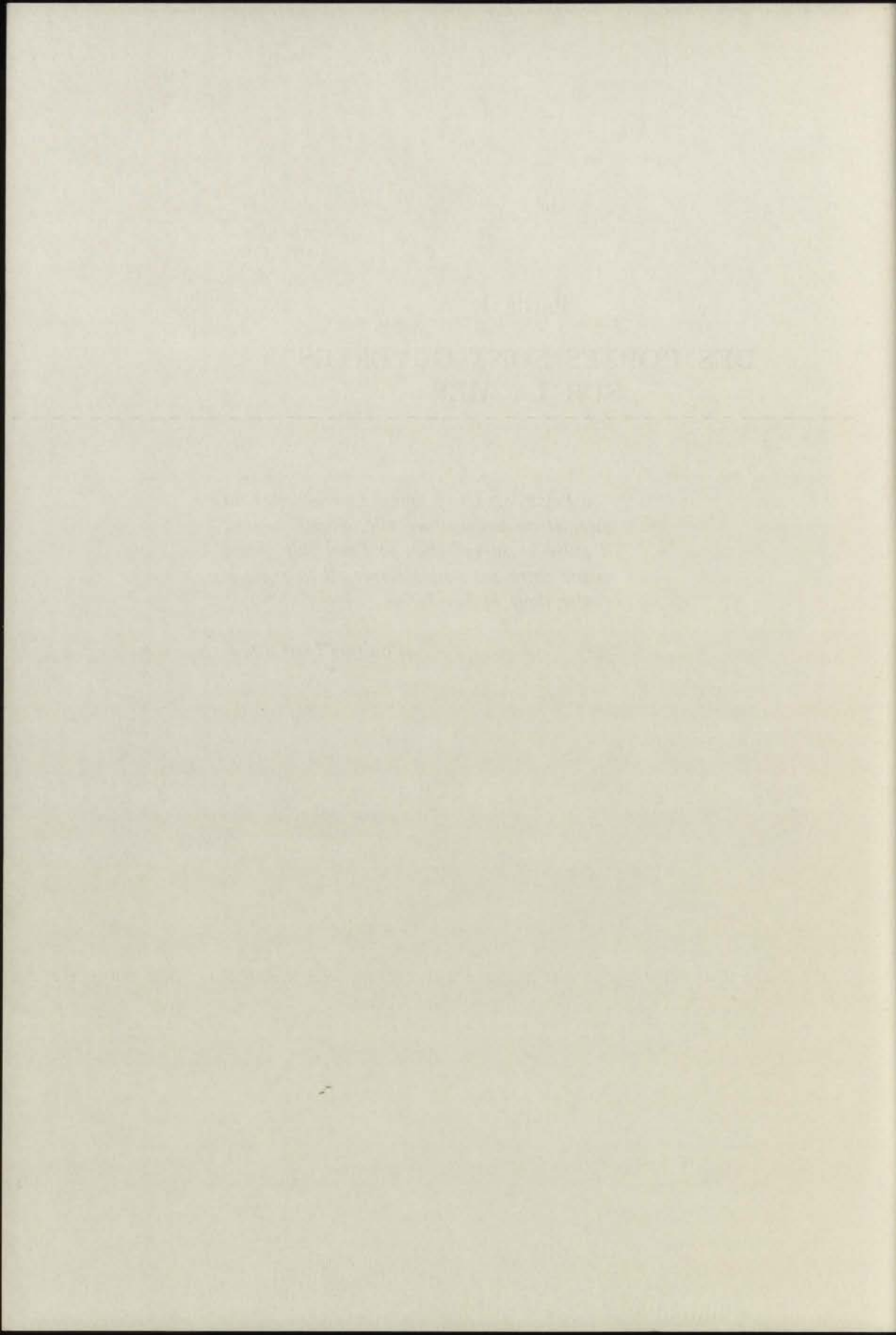


Partie I

**DES PORTES SONT OUVERTES  
SUR LA MER**

*« Regarde. Un homme marche vers la mer. Il se penche sur elle, mains jointes, il puise et se redresse, et l'eau fuit quand même entre ses doigts serrés. Il la regarde couler dans la lumière. »*

Philippe TAILLIEZ.



## Avant-propos de la première partie

Toute la carrière de Marcel Dubuisson est orientée par la passion de la recherche. Parmi ses centres d'intérêt, une place particulière est réservée à la mer. Très jeune, il en a subi la fascination, pressenti la richesse. Il a souhaité, peu à peu de plus en plus clairement, l'étudier comme un milieu complexe dont l'équilibre physico-chimique conditionne la vie. Zoologue pourvu d'une solide formation en physique et en chimie, il est bien préparé à envisager des recherches maritimes sous cet angle fécond. Il est tout naturellement porté vers les stations des côtes françaises. Y règnent à cette époque la systématique et les sciences morphologiques dont il veut s'évader mais il y commence son dialogue avec la mer. Il ne s'en écarterait peut-être pas si les jeunes chercheurs jouissaient des facilités qu'ils ont connues depuis lors.

La seule voie ouverte à la recherche, pratiquement, est la carrière universitaire où les élus sont rares. Marcel Dubuisson est ainsi amené à quitter les rivages prometteurs et à infléchir le sens de ses études.

Même éloigné d'elle, il reste fidèle à la mer, y retourne comme à une source, en facilite l'accès aux étudiants, vit intensément la grande aventure de la pénétration des océans. Plus tard, devenu recteur, coupé de toute participation directe, il utilise l'autorité qu'il a acquise dans la vie intellectuelle de la nation pour promouvoir en Belgique les études marines et couronne la série de ses initiatives par la création, à Calvi, d'un laboratoire tel qu'il le rêve depuis des années, apte à l'étude globale du milieu marin.

A ce grand artisan des recherches sous-marines modernes, la mer réserve, au fil des ans, quelques rencontres : 2 plongées en bathyscaphe, 15 jours à la Grande Barrière de Corail, quelques prospections côtières en Corse. Ces brefs enchantements sont de lumineux jalons sur une route par ailleurs sévère. Il en jouit pro-



fondement et retrouve chaque fois d'emblée, avec la joie de l'action, le regard émerveillé de ses 20 ans.

Marcel Dubuisson a voulu rassembler les éléments de sa vie consacrés à la mer. Les notes biographiques sont réduites à un minimum, les recherches scientifiques, passées sous silence. Ce chapitre aurait certainement été revu dans un souci d'équilibre et de cohérence.

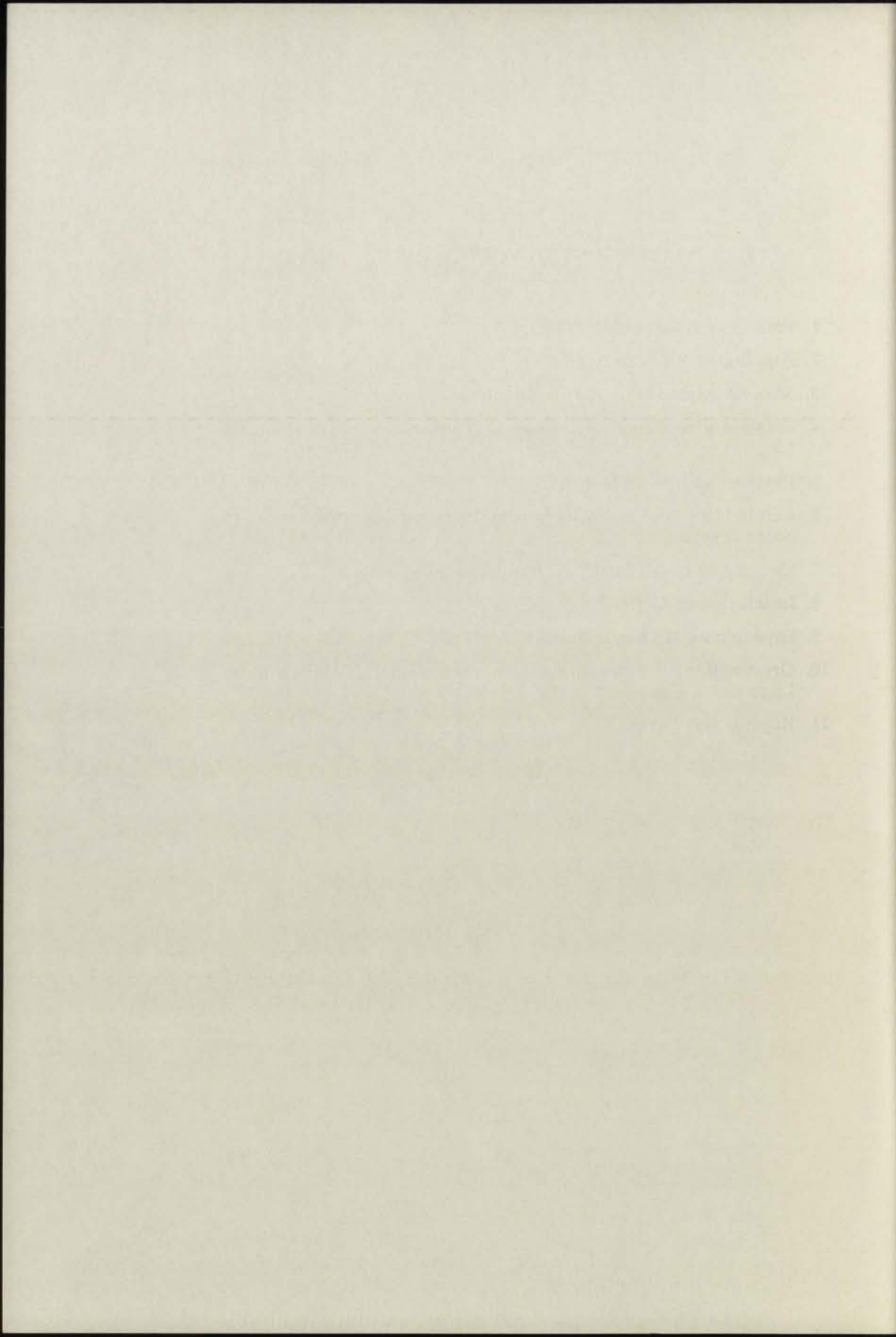
Tel quel, il a la spontanéité d'un premier jet.

A. D.-B.



## DES PORTES SONT OUVERTES SUR LA MER

1. Premiers pas au bord de la mer.
2. Aux Etats-Unis et en Allemagne.
3. Séjour à Alger : la découverte du monde sous-marin.
4. Création d'un musée de zoologie et d'aquariums à l'Université de Liège.
5. Plongées au fond de la mer.
6. Centre belge pour le développement des recherches sous-marines et océanologiques.
7. Campagnes en Méditerranée. Prospections en Corse.
8. Installation en Corse.
9. Expédition à la Grande Barrière d'Australie.
10. Organisation de l'enseignement en océanologie à l'Université de Liège.
11. Regards vers l'avenir.





## 1.

### Premiers pas au bord de la mer

C'est à l'Université de Gand que je dois ma formation de biologiste; c'est là que commence à s'épanouir en moi le goût passionné des sciences de la nature.

Dès la candidature en sciences, je suis enthousiasmé. Parmi mes maîtres, se détache la très brillante figure de Frédéric Swarts, titulaire de la chaire de chimie générale. Cet homme remarquable « vit » la chimie avec une telle intensité qu'il communique à ses auditeurs de véritables frissons. Mes goûts pour la recherche sont nés là.

Je m'inscris, tout au début de mes études, comme travailleur libre au laboratoire de microbiologie de la Faculté de médecine, dirigé par le Professeur Hinceval. J'y apprends les diverses techniques microbiologiques (méthodes de stérilisation, préparation de milieux de culture, ensemencement de microbes, procédés de numération, confection de préparations microscopiques, analyses d'eau, etc...). Et c'est assurément de cette époque que date mon intérêt pour les recherches qui font appel à des techniques variées et à plusieurs disciplines.

Pendant les deux dernières années de mon doctorat, mon point d'attache est le laboratoire de zoologie du Professeur Victor Willem, esprit critique, savant modeste, connaissant admirablement la matière qu'il enseigne. Il est d'orientation physiologique, les organismes l'intéressent surtout par le mécanisme de leurs fonctions, ce qui répond à mes tendances, mais, bien préparé dans le domaine de la physique et de la chimie, je rêve d'une discipline qui creuserait les problèmes de la matière vivante en se basant sur les apports de ces deux sciences fondamentales.

En ce moment, à Gand, nul ne peut me guider dans cette voie. Il n'y a pas de cours de physique biologique et celui de chimie

physiologique de la Faculté de Médecine ne répond pas à mon attente. Force m'est de compléter mes connaissances en chimie, en physique, en microbiologie, par de longues et patientes lectures.

Sans doute existe-t-il dans d'autres pays des laboratoires dont l'orientation correspondrait à mes penchants. Je ne les connais pas. De plus, à cette époque, je ne formule pas encore clairement ce que je souhaite et je n'ai, du reste, pas les possibilités de faire à l'étranger un séjour assez long. Je me contente provisoirement d'un certain nombre de stages à la Station maritime de Wimereux (Pas-de-Calais), ou à la Station de biologie lacustre d'Overmere (Flandre Orientale), toutes deux aisément accessibles de Gand.

A Wimereux, surtout à l'époque des grandes marées, la mer se retire d'immenses territoires où peuvent être découverts, parmi les algues, entre les roches, sous les surplombs, dans les mares, les représentants d'une faune et d'une flore extrêmement variées.

Wimereux, sa longue plage blonde, ses petits matins frissonnants où les jeunes naturalistes – pantalons relevés et pataugeant – s'attachent à leur minutieuse récolte, se redressent parfois, éblouis, jettent un regard sur la mer immense et pressentent avec une sorte de vénération son innombrable richesse. Bien proche de nos Universités, cette station est un excellent endroit pour un premier contact des jeunes biologistes avec le monde marin. Et je gage que ceux d'entre nous qui y ont fait leurs premiers pas « sur le terrain » en gardent un souvenir enchanté.

Je rencontre là-bas des maîtres renommés : le Professeur Maurice Caullery, titulaire de la chaire « Evolution des êtres organisés » à la Faculté des Sciences de Paris, directeur de la Station; Paul Pelseneer, spécialiste des mollusques, secrétaire perpétuel de l'Académie royale des Sciences de Belgique; occasionnellement, Adrien de Gerlache de Gomery, habitant non loin de la Station. Il est célèbre par son expédition sur le *Belgica* qui séjourna quinze mois dans l'Antarctique; le Professeur Jean Massart, titulaire de la chaire de Botanique à l'Université libre de Bruxelles, qui me surprend autant par l'étendue de son savoir que par son langage anthropomorphique lorsqu'il explique, par exemple, que « si les pétioles du laurier se plient à l'approche de l'hiver, c'est pour éviter de devoir supporter le poids de la neige ».

Tous, ou presque, m'apparaissent très engagés dans les voies



de la systématique et de la morphologie; ils montrent une soif d'exactitude et de précision de type encyclopédique et semblent particulièrement heureux lorsqu'ils peuvent – devant un animal ou une plante – citer en latin le nom du genre et de l'espèce. Certains y ajoutent, d'un air gourmand, des considérations gastronomiques. Malgré le respect que je ressens pour eux, il me paraît extrêmement obsédant d'être entouré de tant de dictionnaires vivants. Tous, ou presque, me paraissent n'envisager le monde merveilleux des spongiaires, des cœlentérés, etc... que sous un angle statique, sans chercher à utiliser la simplicité de structure des uns, la transparence des autres, pour l'étude des fonctions.

Si je puis, sous la direction d'hommes hautement compétents et dévoués à la science, m'initier à la classification des formes marines et à leur organisation, ma passion des recherches sur le fonctionnement ne trouve ici aucun écho.

Le laboratoire lacustre d'Overmeire occupe, au bord du lac, une villa, appartenant à l'Université libre de Bruxelles. L'installation est fort modeste, mais le lac nous offre l'occasion de nous familiariser avec la vie des eaux douces. Les récoltes sont d'une grande abondance et nous ne nous lassons pas d'admirer l'élégance des formes et la variété des espèces rassemblées dans des aquariums d'observation. C'est là que je rencontre Auguste Lameere, titulaire de la chaire de zoologie à l'Université de Bruxelles. Ses immenses connaissances dans le domaine du monde animal, secondées par une prodigieuse mémoire, remplissent d'admiration mais découragent un peu les débutants que nous sommes.

\* \* \*

En 1924, je reçois, de l'Académie des Sciences de Belgique, un subside (Fondation de Potter) qui me permettra de poursuivre, dans une Station maritime, l'étude de la respiration et de la circulation sanguine chez les invertébrés. Sur les conseils de mon maître, Victor Willem, je choisis la Station Arago à Banyuls sur Mer (Pyrénées Orientales). Créée par Lacaze-Duthiers <sup>(1)</sup>, professeur à la Sorbonne et malacologue distingué, elle dépend de la Faculté des Sciences de l'Université de Paris. Le Professeur Octave

(1) Il créa aussi le laboratoire de Biologie marine de Roscoff (Finistère).



Dubosq, éminent protistologue, la dirige; son esprit paternel lui vaut d'être appelé gentiment « le père Dubosq ».

Je séjourne à Banyuls plusieurs mois. Cette très belle et grande station est orientée essentiellement vers l'étude de la mer, mais le maquis de l'arrière-pays réserve aux amateurs de faune ou de flore terrestre un champ de recherches particulièrement riche.

Banyuls possède, pour la récolte du matériel marin, tout un équipement de filets et de dragues et un bateau de taille honorable, *l'Orvet*, pourvu de treuils pour le travail à grande profondeur. Les sorties de *l'Orvet* ne sont cependant pas fréquentes. Elles coûtent cher et immobilisent une grande partie du personnel. De plus, la Méditerranée est souvent très agitée dans cette région et le navire, lorsqu'il est immobile au large, « bouchonne » tellement que presque personne n'échappe au mal de mer. Heureusement dans la Station, de nombreux et vastes aquariums abritent un excellent échantillonnage de la faune et de la flore.

Le laboratoire lui-même est bien pourvu de tout ce que peuvent nécessiter les recherches cytologiques et histologiques. De même, la bibliothèque offre une abondante information sur les problèmes taxonomiques et morphologiques. Mais il est visible que les promoteurs n'ont accordé aucun intérêt, ni aux fonctions des êtres vivants, ni à l'étude physique ou chimique de la mer. Par chance, mes recherches de physiologie n'exigent qu'un appareillage simple.

Je retourne plusieurs fois à Banyuls au cours de ma carrière, soit pour y conduire des élèves qui suivent le cours de zoologie que je donne à l'Institut des Hautes Etudes de Gand (1928-1929), soit pour y poursuivre des recherches en biophysique et biochimie (1934), mais je prends soin d'emporter avec moi les instruments dont j'ai besoin.

Si la Station de Banyuls ne me facilite pas l'approche des mécanismes physico-chimiques de la matière vivante, elle me donne l'occasion de nouer des relations avec d'autres chercheurs français et étrangers : Adolphe Portmann, excellent zoologue suisse; il accède plus tard à la chaire de zoologie de l'Université de Bâle (dont il est le Recteur pendant quelques années). Il a quelque mal au début à s'adapter à une langue assez contrariante pour dire *la* chèvre, *la* feuille, mais *le* chèvrefeuille; André Migot, spécialiste

des hydrocariens, alpiniste distingué; il aime recueillir les acariens dans les lacs d'altitude mais reconnaît volontiers que les excursions en montagne l'intéressent encore bien plus que les acariens; Denis, qui deviendra professeur de zoologie à l'Université de Dijon, spécialisé dans la systématique et la morphologie des collemboles, et qui manifeste un solide mépris pour les « physiologistes » (il prononçait ce mot avec un dédain inimitable)... qui connaissent si mal... le nom des bêtes.

Banyuls est, en outre, fréquenté – pour de courts séjours – par quelques biologistes réputés comme Chaton, protistologue de Strasbourg (qui avait épousé une bagnolaise) et Etienne Rabaud, merveilleusement cultivé et le premier qui, enfin, ne considère pas que, hors des cadres rigides de la morphologie et de la systématique, il n'y a pas de salut. J'aime me promener avec lui. Ses réflexions ont pour moi une résonance particulière. Elles me révèlent que la biologie est un monde dont j'ai, jusqu'alors, pressenti seulement l'exaltant intérêt.

La station permet de nombreux échanges de vues, notamment le soir, dans la bibliothèque, mais ces réunions sans grande spontanéité se terminent infailliblement à vingt-deux heures, le « Père Dubosq » estimant que c'est « l'heure fatidique », (il entendait par là qu'il allait se coucher). Nos contacts les plus riches peut-être, nous les avons au cours d'excursions organisées chaque semaine, soit en mer, soit dans la montagne. Ces longues promenades, à la tour Madelogh, au Col de Banyuls, à San Pedro de Roda, à Sorède, au Pic Neoulous, dans la forêt Laroque, au Col de l'Ouillat, sont l'occasion de nous familiariser avec la flore et la faune, de soulever beaucoup de pierres sous lesquelles nous trouvons des scorpions, des scolopendres, des bombardiers, des termites entre les massifs de cistes, de grandes bruyères et de lavandes. D'autres fois, nous visitons les villes et les villages établis le long de la côte, entre Perpignan et Cerbère en France, entre Port Bou et Gérone en Espagne, et nous faisons, sans guère de notions d'alpinisme, des ascensions comme celle du Canigou (2.785 m), (où, pris par une avalanche de neige, je perds mon sac de montagne et mes jumelles !).

Ces excursions, la joie de la découverte, la grandeur de la nature, nos lectures, nos discussions ardentes, stimulent nos enthousiasmes et nous poussent à élargir sans cesse notre horizon.



Je veux ici me souvenir du grand sculpteur Aristide Maillol. Il habite alors à Banyuls, une métairie. Il a 63 ans et aime les jeunes. Son atelier se trouve sur un coteau dominant le lit de la Baill'Aury (la vallée d'or), bordée de micocouliers. Il a, dans son village, fondé un atelier de tapisserie où ne s'emploient que des laines de très haute qualité et il compose lui-même ses colorants à partir de pigments végétaux. Je rencontre aussi un certain nombre de ses modèles : filles catalanes, au regard bien droit, avec ces poignets et ces chevilles solides que l'on note dans toutes les œuvres du maître, notamment les Trois Grâces, Flore ou Méditerranée, pour n'en citer que quelques-unes que l'on retrouve avec joie depuis 1964 dans les jardins des Tuileries.

C'est le temps où Maillol récolte de vieux draps de lit, faits de pur lin, qu'il transforme en pâte à papier. Une pâte si belle qu'une petite usine est établie dans une vieille grange, près de Marly-le-Roi, à Montval. Ces papeteries de Montval fournissent le papier des « Eglogues » de Virgile, illustrées par Maillol.

La rencontre de l'art est toujours un merveilleux stimulant spirituel et l'exigence de perfection du grand sculpteur dans sa quête de la beauté est pour nous une grande leçon.

\* \* \*

Plus tard, je fréquente aussi d'autres stations maritimes des Côtes de France (Roscoff, Arcachon, Villefranche) de même que la station lacustre de Saint-Jean-de-Losne, près de Dijon. Toutes sont intéressantes à des titres divers et je les apprécie vivement mais, à cette époque, la situation, dans la plupart de ces laboratoires, est – aux dimensions près – fort analogue à celle de Banyuls. Je veux dire qu'ils sont tous plus ou moins orientés vers la récolte du matériel, les déterminations systématiques et la morphologie. Bien que certains soient pourvus d'aquariums d'observation, les chercheurs qui regardent vivre les animaux sont moins nombreux que ceux qui les « fixent », aussitôt récoltés, dans des liquides appropriés, pour en étudier la structure.

Par ailleurs, dans toutes ces stations, chaque chercheur vient étudier un sujet bien déterminé. Ces sujets sont, le plus souvent, sans rapport les uns avec les autres. Et, quelle que soit leur valeur



intrinsèque, quand on les envisage sur la vaste toile de fond de la dynamique de la mer, on a l'impression d'une série de pièces détachées qui ne prendraient leur pleine valeur que si elles pouvaient se placer dans une perspective commune.

Je suis, depuis toujours, un partisan déterminé de la liberté dans le domaine des sciences fondamentales, mais je pense combien fructueuse serait la collaboration voulue de savants venus de tous les horizons de la science, qui mettraient en commun leurs connaissances particulières dans une même et vaste recherche.

Tous ces séjours font mûrir lentement en moi le désir d'une étude de la mer en tant que milieu de vie et de son approche interdisciplinaire <sup>(1)</sup>.

\* \* \*

Au retour de mon premier séjour à Banyuls, en 1925, je suis sans situation. J'en profite pour me perfectionner dans le domaine des mathématiques et de l'électronique... et je fabrique des postes de T.S.F. pour gagner ma vie...

En 1926, je me vois confier un poste d'assistant dans les services d'anatomie humaine par le Professeur Georges Leboucq. Il enseigne remarquablement une discipline difficile à rendre « attachante ». Je n'ai pas de prédilection pour les sciences anatomiques ; il le sait, mais ce qui lui importe, c'est de me sauver de ma solitude et de m'assurer les moyens de poursuivre des recherches *selon mes goûts personnels*. Esprit fin et distingué, d'une culture étendue, fidèle des ventes publiques où l'on peut avoir la chance de dénicher des livres anciens et rares, il aime à recevoir chez lui des conférenciers étrangers de passage à Gand : biologistes, chimistes, juristes, philosophes, historiens, poètes. Il m'invite à toutes ces réunions, me ménageant ainsi d'inappréciables contacts dans les domaines les plus étendus. Grâce à lui, le désir d'« apprendre » et de « savoir » prend pour moi des dimensions exaltantes.

(1) Cette aspiration à une étude globale des phénomènes vivants – déjà perceptible chez le jeune licencié qui désire envisager les organismes vivants dans le cadre de leur existence et pousser l'étude des processus résolument dans les domaines de la physique et de la chimie – sera une ligne de falte de la pensée de Marcel Dubuisson. Faut-il souligner que, dans le monde de la zoologie, cette conception, à l'époque, apparaît d'une hardie nouveauté ?

J'ai l'impression que ma reconnaissance ne sera jamais à la mesure de sa générosité et je ne puis l'évoquer sans une émotion profonde.

\* \* \*

Dans les pages suivantes, je rassemble, par souci d'unité, mes trois derniers voyages d'étude à l'étranger bien qu'ils s'étalent sur plusieurs années, le premier ayant lieu lorsque je suis chef de travaux à l'Université de Gand, les deux autres lorsque je suis chargé de cours à l'Université de Liège où je viens d'être nommé.





## Aux États-Unis et en Allemagne

En 1930, je reçois une bourse d'« advanced fellow » de la « *Commission for Relief in Belgium* » (CRB) et je pars travailler plusieurs mois à la Station maritime de Woods Hole (Massachusetts). J'y poursuis des recherches sur le muscle cardiaque d'invertébrés marins. Les moyens de travail sont – quantitativement – sans comparaison avec ce que j'ai connu jusqu'ici; l'encombrement de la station, malheureusement, aussi.

Les animaux marins récoltés par les soins de la Station sont distribués selon des lois dont je n'ai jamais pu analyser le mécanisme; certains chercheurs sont privilégiés (ce sont toujours des Américains, et pas toujours les meilleurs). Du côté de la direction de l'Institut, aucun souci de coordination. Chaque biologiste dispose d'une petite salle de travail, une « loge ». Ces « loges » sont très indépendantes et ce dispositif ne favorise guère les échanges de vues. Quelques relations amicales naissent cependant au hasard de rencontres, au réfectoire (où la nourriture est si médiocre que l'on ne s'y attarde guère), ou au bord de l'océan. C'est de là que date, entre un jeune couple français, Ali et Andrée Monnier, tous deux élèves de Louis Lapicque, et moi, une grande et durable amitié.

Je retourne à Woods Hole en 1936. L'encombrement est encore plus grand. C'est par centaines que les chercheurs s'y bousculent; mais la nécessité de coordonner les efforts et de pratiquer une étude planifiée des océans, de leur faune, de leur flore et des conditions de vie qu'ils offrent apparaît avec une évidence telle qu'elle conduit à la création, en 1936, à côté de la station de biologie marine, d'un véritable *Institut océanographique*, doté de moyens puissants d'investigation. Je sens à ce moment que les Américains vont, dans le domaine de la mer, prendre une avance considérable.



Sans doute, aimerais-je trouver place parmi les chercheurs de cette nouvelle Institution, mais je suis attendu à la *Rockefeller Institute de New-York*, dans le département de Leonor Michaelis, éminent physico-chimiste, travailleur acharné et mélomane averti qui consacre ses week-ends à faire de la musique de chambre (notamment avec Einstein).

Tandis que ma femme fréquente le laboratoire du Docteur A. Carrel, je mets au point une technique personnelle pour analyser les échanges d'ions hydrogène au cours même de la contraction musculaire. J'ai en main une nouvelle forme d'approche de certains mécanismes de la vie et je m'éloigne, pour un temps, des choses de la mer.

La Fondation Rockefeller est un immense édifice, remarquablement équipé. Je crois que la plupart des disciplines « de pointe » y sont représentées, et par des hommes de haute valeur. Elle est largement ouverte aux émigrés et rassemble, à côté d'Américains, des savants venus de partout, mais surtout de l'Allemagne nazie. Les prix Nobel y sont nombreux.

On songe avec considération à la somme d'intelligence et de talent qu'elle abrite. Cependant, cette institution, si riche en hommes et en possibilités matérielles, me paraît présenter plusieurs défauts. Les chercheurs s'y côtoient comme dans un grand hôtel international : ni unité, ni âme. Les départements sont étanches. Etanchéité voulue. Pas d'échanges d'informations. Il règne entre les services, et au sein d'un même service, une méfiance qui rend inimaginable une recherche interdisciplinaire.

L'Institut est organisé à l'américaine. Le matériel et les produits nécessaires aux expériences sont fournis par des services centraux (*supply*), caractérisés par la rigidité classique des administrations surencombrées. Aucun cas d'urgence ne peut être considéré. L'atelier central est débordé; les bons de commande s'accumulent et la fabrication d'un appareil prend un temps excessif. C'est au point que, n'ayant pas les moyens techniques de réaliser moi-même un électromètre à lampes dont j'ai besoin, j'en suis réduit à en dessiner le schéma, à le faire faire, à mes frais, dans un atelier privé de la ville. Si l'idée d'une expérience naît brusquement à 17 heures, et qu'un produit manque, on ne peut l'obtenir que le lendemain... parce que le « *Chemical Supply* » ferme à 17 h. D'ailleurs, à ce moment, les femmes d'ouvrages s'emparent des locaux... et c'est le

signal du départ. En somme, on fait ses recherches entre des heures déterminées comme on exerce un métier de petit fonctionnaire. Depuis ce séjour à la Rockefeller, je me suis toujours méfié des excès d'organisation : *au-dessus d'un certain seuil, la centralisation perd toute son efficacité.*

\* \* \*

Tout de suite après ce séjour aux U.S.A., ma femme et moi sommes invités à poursuivre nos recherches respectives, pendant quelques mois, dans les laboratoires de Otto Meyerhof, au *Kaiser Willem Institut für medizinische Forschung*, à Heidelberg où travaillent à ce moment Lohman (à qui l'on doit de beaux travaux sur la chimie du muscle) et Ochoa, le biochimiste japonais qui obtiendra, quelques années plus tard, le prix Nobel pour ses travaux sur la fonction chlorophyllienne.

Notre séjour à Heidelberg se situe, hélas, en pleine période nazie mais l'endroit lui-même est charmant. D'harmonieuses collines boisées forment un écrin à la petite ville romantique étendue aux bords du Neckar. L'Institut est un peu en amont. Un sentier qui longe la rivière aux eaux vives y mène à travers la campagne. Quelle antithèse entre les promenades détendues qu'il offre et les trajets new-yorkais dans la foule, le bruit, le trafic trépidant et combien ce calme de la nature est propice à la vie de l'esprit.

L'Institut, vaste, mais bâti à l'échelle de l'homme, comporte quatre départements groupés autour d'une bibliothèque. Celui de chimie biologique est clair, bien équipé, ordonné. Il y règne un excellent esprit de collaboration. Les chercheurs des différents services ont entre eux des relations confiantes.

Cette atmosphère privilégiée est incontestablement due au rayonnement d'Otto Meyerhof, prix Nobel de médecine. Comment évoquer, sans la trahir, cette haute et belle personnalité, ce visage qui semble habité par un songe intérieur, ce regard méditatif et pénétrant ? Le jeune chercheur que je suis se sent profondément impressionné par ce savant prestigieux. Lui est toute bienveillance, inépuisable générosité. Nous le savons toujours ouvert à la discussion, toujours prêt à nous faire bénéficier de son savoir, de son expérience, de son extraordinaire clairvoyance. Lorsqu'une question lui est posée sur un point scientifique précis, il observe, avant



de répondre, un certain temps de latence. Les yeux accommodés à l'infini, il paraît faire, bien au-delà de nous, et grâce à une masse énorme de connaissances, une rapide analyse du problème pour déboucher sur une explication qui nous éclaire ou une hypothèse qui sera le point de départ de nouvelles études. Il est un « maître » dans la plus belle acception du terme et ceux qui ont la chance de rencontrer un vrai maître doivent beaucoup de gratitude à la vie.

Dans l'inadmissible classification nazie, il est noté comme Juif à 50 % et subit de ce fait d'incessantes tracasseries. Mais il n'en poursuit pas moins sa vie de seigneur indépendant, montant à cheval à l'aurore, travaillant avec un calme qui ressemble fort à la paix de l'esprit, recevant souvent ses collaborateurs et ses amis dans sa belle demeure et tenant, à ces soirées, sur le régime politique de son pays, des propos d'une liberté et d'une audace qui donnent la mesure de sa fierté. Une commensale habituelle de ces réunions, jeune organiste, est cependant un agent nazi... et répétera aux maîtres de l'Allemagne ce qui se dit à la table de cet homme de grande race.

En somme, dans cette ville, dont la douceur est déchirée par les discours délirants de Hitler, l'Institut est une oasis de paix. Malheureusement, nous sentons tous la menace qui pèse sur l'Europe et nous ne nous faisons aucune illusion sur l'imminence d'un conflit.

Avant que celui-ci ne se déclenche, Meyerhof prend le chemin de l'exil et est accueilli à l'Institut Pierre Curie à Paris. Lorsque la tempête souffle sur la France, il se replie à Toulouse. Nous l'y rejoignons au terme d'un triste exode où, à chaque étape, nous avons vainement tenté d'aider notre pays désorganisé.

Sans confiance dans la solidité de la ligne de démarcation qui coupe la France, j'insiste beaucoup pour que Meyerhof gagne les Etats-Unis. Il peut enfin rejoindre Bordeaux et s'embarquer.

\* \* \*

Après avoir passé en revue mes voyages d'études à l'étranger, je reprends ici rapidement la suite chronologique des événements qui ont influencé ma carrière.



Les années 1925-1928 sont obscurcies, à Gand, par la douloureuse querelle linguistique. La flamandisation de l'Université accomplie, l'avenir m'y est pratiquement fermé. Je suis sauvé de justesse par mon « patron », Georges Leboucq, dont je suis à ce moment le chef de travaux et qui me recommande à son collègue et ami Jules Duesberg, titulaire de la chaire d'anatomie et Recteur de l'Université de Liège.

Très grand, flegmatique, volontiers souriant, Jules Duesberg promène les étudiants en médecine dans les arcanes de la structure du corps humain avec clarté, précision, élégance. Son jeune auditoire lui voue des sentiments d'admiration teintée d'affection et a vite fait de lui trouver le surnom qui lui restera : « le Grand Sympathique ».

Il est appelé au Rectorat en 1928. Il s'y montre particulièrement actif et courageux. Professeurs et étudiants l'apprécient vivement. Il sera réélu trois fois et Léopold III mettra fin à son mandat en en faisant son Ministre des Sciences et des Arts dans le Gouvernement Pierlot.

Il réussit à me faire nommer, fin 1931, titulaire de la chaire de biologie générale, végétale et animale que la loi Nolf vient de créer à la Faculté des Sciences et m'installe à l'Institut Auguste Swaen où il a ses services.

A son grand regret, il ne peut mettre à ma disposition qu'un seul local, au 1<sup>er</sup> étage, de 40 m<sup>2</sup> – comportant une armoire, une table, deux chaises – et un crédit de fonctionnement de cinq mille francs. Pour faire de la physique biologique, c'est plutôt mince. Je puis acheter quand même des plaques de bakélite, une scie, un marteau, une foreuse à main, des mèches, un fer à souder, des résistances, des condensateurs, des lampes triodes et bientôt mon laboratoire ressemble à une vaste toile d'araignée faite de fils électriques, ponctuée d'ampoules. Mes collègues anatomistes quittent parfois leur microscope pour venir jeter un coup d'œil circonspect sur cette installation complexe. La rue de Pitteurs, où se trouve l'Institut, est très souvent ébranlée par de lourds camions; Mr H. de Winiwarter considère longtemps avec scepticisme ces expériences qui réussissent mieux la nuit et le dimanche que pendant les heures habituelles de travail. Mais il ne se produit aucune catastrophe et, peu à peu, mon intrusion dans ce milieu paisible par vocation est acceptée avec bienveillance et même encouragée par mes voisins

qui me cèdent progressivement quelques locaux au rez-de-chaussée et dans les caves.

Ce département étroit, tout en hauteur, est bientôt le siège d'une vie intense. Toujours poursuivi par l'idée de recherches interdisciplinaires, je m'entoure, petit à petit, de collaborateurs dont la formation diffère de la mienne : chimistes, physiciens, médecins. L'exiguïté des locaux a ceci de bien qu'elle crée entre tous ces jeunes esprits des contacts incessants. Nous prenons le thé, parfois debout, coude à coude dans un laboratoire, mais parfois dans la bibliothèque de l'Institut avec les chercheurs des autres départements et le Recteur Duesberg. C'est son visage qu'évoque pour moi le rappel de ces pauses, brèves le plus souvent, mais que l'on prolonge quand il est là, tout au plaisir de sa présence. Le rectorat, à cette époque, n'est pas très absorbant. Jules Duesberg travaille souvent à son bureau l'après-midi. Jeunes et moins jeunes sont sous le charme de sa conversation qui s'attache tantôt à un point scientifique, tantôt à un sujet général. Il a une belle et généreuse intelligence et représente pour ses auditeurs un merveilleux stimulant.

Il vient nous voir encore, de temps en temps, lorsqu'il est Ministre aux prises avec les affaires politiques dans le chaos des événements de 1939-1940. Mais il finit par perdre son optimisme et quitte le Gouvernement fort meurtri, juste avant le début des hostilités.

Survient la guerre, avec ses deuils et ses angoisses. Notre petit groupe se resserre encore dans une volonté de travail et de confiance à tout prix.

En 1941, je suis arrêté par les Allemands et incarcéré à la prison St-Léonard pendant un certain temps. Un peu plus tard, notre meilleur technicien, Albert Debot, sera recherché et obligé pendant plusieurs mois de mener une vie traquée.

Soutenu par la voix de la France libre, le moral reste élevé. Même les bombes volantes qui démolissent le laboratoire et beaucoup d'instruments précieux, en 1945, ne nous découragent pas. Nous transportons ce qui reste de nos appareils dans les sous-sols voûtés de l'Institut.

Le bombardement fait rage, et a rendu inutilisables la maison d'Albert Debot et la mienne. Nous logeons fraternellement dans les caves du laboratoire. Mais dès 8 heures du matin, les lits sont remontés au plafond par des poulies et les sous-sols se remplissent de l'animation des jeunes travailleurs.



## Séjour à Alger : la découverte du monde sous-marin

La guerre finie, nous nous rendons compte que les travaux de réfection seront longs et que, pendant longtemps, nos recherches se trouveront fortement freinées.

Des amis étrangers me proposent l'hospitalité dans leur service. Parmi ces offres généreuses, j'accepte celle de Jean Malmejac, titulaire de la chaire de physiologie près la Faculté de Médecine d'Alger. Le Professeur Laugier, Recteur de l'Académie d'Alger, vient de créer, en effet, une « *Chaire d'actualités scientifiques* ». Elle doit, en principe, être occupée chaque année par un titulaire de discipline différente. Le premier mandat m'est confié par le gouvernement provisoire du Général de Gaulle. Ma leçon d'ouverture, en novembre 1946, se donne avec une pompe exceptionnelle, à l'occasion de l'inauguration de cette nouvelle chaire, en présence des autorités civiles et militaires, notamment de M. Yves Chataigneau, Gouverneur général d'Algérie, qui deviendra plus tard Ambassadeur de France à Moscou.

Mes enseignements sont orientés vers la biophysique et la biochimie cellulaires, et je monte, dans les laboratoires de Malmejac, un appareil d'électrophorèse mis au point dans mon institut, à Liège, pour l'étude des protéines <sup>(1)</sup>.

Les services du Professeur Malmejac sont situés en haut d'un jardin botanique plein de charme. Les fenêtres encadrent la vue superbe de la rade. L'air est doux, la lumière belle. Travailler là-bas après les bombes volantes de Liège, c'est une vraie détente.

(1) L'appareil a un tel succès que le Professeur Benhamou, directeur des Services de transfusion sanguine, désire absolument en avoir un aussi. Je chargerai Albert Distèche, chercheur de mon département de biologie de Liège, d'aller faire à Alger cette installation.



Invité à prolonger mon séjour, je reste presque deux ans à Alger tandis que, progressivement mais lentement, nos bâtiments universitaires sont remis en état.

Je suis au bord de la mer, j'en profite évidemment pour utiliser les animaux marins comme matériel de recherche. Et voilà qu'une rencontre fortuite vient m'ouvrir des horizons nouveaux. C'est sûrement l'instinct de la chasse qui, poussant l'homme à poursuivre les poissons dans leur domaine, est à l'origine du perfectionnement des techniques de nage sous-marine. Quoi qu'il en soit, je découvre, dans une boutique d'Alger, un masque – sorte de lunette protégeant en même temps les yeux et le nez – grâce auquel on peut « voir » ce qui se passe sous l'eau. L'adjonction d'un tube recourbé, appelé tuba <sup>(1)</sup>, assure la possibilité de continuer à respirer par la bouche, la tête complètement immergée. Rien n'est plus banal aujourd'hui sur les plages de la Méditerranée que ces accessoires, mais, en 1946, ils sont pour moi une révélation. Je vais les essayer à la « pointe Pescade », où les eaux sont aussi claires que chaudes. Je suis comme un enfant que l'on mène pour la première fois au théâtre. Le nez dans les algues, au ras du fond, inspectant la vie accrochée aux falaises, soustrait à l'action de la pesanteur, évoluant dans l'eau avec l'aisance la plus grande, je sens tout de suite que ce que l'on tient à l'époque pour un engin de sport va se hausser à la dignité d'un instrument de la connaissance <sup>(2)</sup>.

Je saisis l'énorme intérêt de ce nouveau moyen de prospection, plus particulièrement pour les biologistes, et je suis littéralement envoûté par le spectacle :

« Après une seule visite d'un de ces petits abîmes qui sont à quelques mètres seulement de nos côtes, là où les rochers, les plantes et les animaux prennent au piège la lumière marine et lui imposent des jeux sans fin, on n'est déjà plus tout à fait un terrien comme les autres.

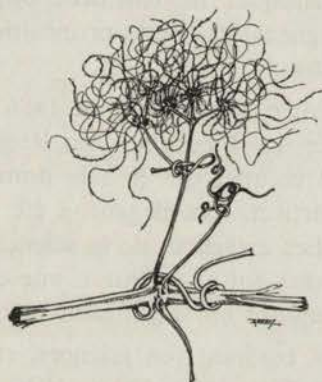
Ce silence, la solitude de la plongée ne sont pas sans effet sur la vie intérieure. On éprouve une joie et une angoisse tout à la fois, mais ici l'angoisse de la mort prend forme de paysage. L'attraction

<sup>(1)</sup> Le tuba semble bien avoir existé du temps d'Aristote.

<sup>(2)</sup> *Les portes s'ouvrent sur la mer*, discours prononcé à l'occasion de l'ouverture solennelle des cours de l'Université de Liège, octobre 1954, imprimerie Michiels, Liège (Annexe 1, p. 531).

qu'exerce la mer dépasse la joie sportive et la curiosité intellectuelle. »

Nous savons que c'est dans la mer qu'est née la vie. Est-ce pour cela que je me sens indéfinissablement attiré par ces profondeurs d'eau originelle ?





## **Création d'un musée de zoologie et d'aquariums à l'Université de Liège**

Retour d'Alger, 1947. La chaire de zoologie et d'anatomie comparée, dont les services sont installés à l'Institut Van Beneden, est devenue vacante par suite de l'accession à l'éméritat du Professeur Désiré Damas.

Les autorités académiques insistent beaucoup pour que j'accepte de postuler ces enseignements. Cette proposition me trouble, ainsi que mes collaborateurs.

L'Institut de Zoologie a été édifié en 1886 sur les terrains qui entouraient l'Hospice des Incurables, en Bèche, le long du Quai de Meuse. Bâtiment et quai ont pris le nom illustre d'Edouard Van Beneden. Cet institut, très élégant, a été salué à sa naissance comme un modèle. Les exigences de la science et de la technique, le nombre des étudiants ont augmenté si vite et dans de telles proportions qu'il est aujourd'hui insuffisant et démodé.

Il doit recevoir les étudiants en sciences, en sciences naturelles et médicales; ils sont 73 en 1870, 139 en 1930, 283 en 1940, 354 en 1950 et seront 800 en 1970. L'amphithéâtre compte 180 places et la salle des cours pratiques, longue et étroite, est de beaucoup trop exiguë.

Au point de vue recherches, l'Institut, malgré sa taille, est incroyablement décevant. Les ailes sont peu profondes, les couloirs très larges. Les cytologistes de l'époque n'avaient guère besoin de place.

En plus des locaux d'enseignement, le rez-de-chaussée ne compte que quelques laboratoires et une grande bibliothèque.

Au premier étage, un vaste laboratoire de préparateur voué aux techniques histologiques et, sur toute la longueur du bâtiment,

une série de salles, où de hautes armoires vitrées renferment des collections zoologiques, forment un vrai dédale. Le silence y est lourd et le bruit des pas de l'homme, insolite. Cette nécropole n'est d'ailleurs pas accessible aux étudiants. Des greniers et conservatoires, sombres et poussiéreux, occupent le dernier étage, tandis que le sous-sol comporte l'appartement du concierge et des salles de rangement.

La première visite à l'Institut Van Beneden n'est pas encourageante. Les jeunes membres de notre petite équipe sont réticents. Ils sentent que, mêlés aux chercheurs et aux assistants de l'Institut de Zoologie, ils devront évoluer dans un milieu plus organisé, seront plus séparés les uns des autres et que leurs intéressants et fructueux échanges de vues sont menacés. Je suis moi-même très sensible à cette inquiétude. Nous connaissons, rue de Pitteurs, dans notre pauvre installation, une atmosphère de travail et d'enthousiasme assez exceptionnelle. Les heures ne comptent, ni pour les chercheurs, ni pour notre secrétaire, Marcel Dupré, pierre angulaire de notre administration, ni pour nos excellents techniciens. Combien de fois poursuivons-nous le travail tard dans la nuit, partageant la même ardeur. Vivre dans cette ambiance chaleureuse est pour un « patron » une joie unique.

Mais l'Institut de Zoologie nous offre un potentiel de place important. Or, chaque année, je dois refuser des jeunes gens qui aspirent à s'initier à la recherche. D'indispensables techniques me sont interdites à cause de leur encombrement. Argument de grand poids, nos techniciens, depuis 10 ans, vivent dans des caves, à la lumière artificielle, ce qui constitue une menace pour leur santé.

Par ailleurs, la chaire de Zoologie me donnera plus de possibilités pour défendre certaines idées sur la biologie. Je voudrais entre autres voir les éléments de botanique et de zoologie réunis en un cours unique de Biologie <sup>(1)</sup>, ce qui ferait apparaître beaucoup plus nettement l'unité fondamentale des processus vivants. Je voudrais que la biologie elle-même s'ouvre à de nouveaux horizons, que revivent l'éthologie et la psychologie animale abandonnées depuis la mort de notre collègue Louis Verlaine; que la biologie marine et l'étude des océans, dont l'intérêt se fait de plus en plus actuel,

(1) Cette réforme n'aboutira qu'en 1967.



figurent à nos programmes ; que, dans les études de zoologie, à côté des structures, les fonctions et leurs mécanismes aient droit de cité.

Enfin, parmi mes collaborateurs les plus directs, certains, remarquablement doués, souhaitent faire une carrière universitaire. C'est en acceptant une chaire à laquelle l'évolution des sciences donnera sûrement des prolongements que je pourrai le mieux les aider.

La chaire de zoologie sera sûrement pour moi une charge accrue mais je suis assez organisateur pour qu'une administration – même lourde – ne m'effraye pas et la perspective d'un auditoire nombreux et jeune, à qui il faut faire partager mon goût passionné de la biologie, me paraît exaltante.

Nous avons, mes élèves et moi, de nombreuses discussions. Nous pesons soigneusement le pour et le contre et, finalement, j'accepte de poser ma candidature en insistant toutefois sur la nécessité de rénover l'Institut. Les autorités académiques marquent leur accord. Je suis nommé. Aussitôt, nous nous penchons sur les plans de transformation.

Depuis sa création, l'Institut réserve au directeur de vastes appartements personnels. Je renonce à ce privilège et voici déjà pas mal d'espace gagné pour la recherche.

Il est inutile d'essayer de trouver, dans les limites actuelles, place pour l'amphithéâtre et la salle de cours pratiques : on les élèvera au fond du hall d'entrée, sur le territoire du jardin. Cette indispensable annexe comptera trois étages et un sous-sol. Au rez-de-chaussée, nous aurons un très bel amphithéâtre, au premier étage, une vaste salle de leçons pratiques et de démonstrations.

Nous l'avons vu, le premier étage est presque complètement occupé par des collections dont personne ne profite alors qu'elles sont une source importante d'information. Des réserves s'entassent dans un grenier sombre. Bien éclairé, ce grenier peut devenir un musée dont la surface sera considérablement augmentée par le troisième niveau de l'annexe.

Le premier étage libéré et le rez-de-chaussée seront occupés par des laboratoires et de petites salles de cours. Une ingénieuse division horizontale des pièces, très hautes, double presque la surface initiale.

Le sous-sol – qui est en fait au niveau de la rue et du jardin – se transformera en ateliers, laboratoires, magasins.

Je ne puis étudier la rénovation de l'Institut sans chercher à le doter d'un aquarium. Le musée permettra déjà une belle illustration des cours mais l'aquarium mettrait devant les étudiants des animaux vivants dans un milieu aussi naturel que possible. Les chercheurs ne seraient plus arrêtés par la difficulté de maintenir en laboratoire les organismes marins dans de bonnes conditions. Cet aquarium et ses annexes techniques trouveront aisément place dans le sous-sol de l'amphithéâtre. Musée et aquarium seront de remarquables auxiliaires de l'enseignement et de la recherche mais je considère qu'ils doivent être ouverts au public et surtout aux enfants des écoles, chez qui ils contribueront sans doute à développer le goût de la nature et de l'observation.

Ces suggestions sont acceptées, l'aménagement du bâtiment est confié aux architectes liégeois Libois et Schutz. Commandé en 1947 au Ministère des Travaux publics, il ne se terminera qu'en 1957, après bien des difficultés (ce qui est la règle pour tous les travaux entrepris à l'Université par le Département des Travaux publics à cette époque).

L'Institut modernisé est désormais apte à sa mission. Il peut recevoir de nombreux étudiants dans son bel amphithéâtre (532 places) et sa salle d'exercices pratiques (250 places). Nous pouvons consacrer à la recherche un espace considérable. Le musée de 1.000 m<sup>2</sup> expose plus de 20.000 pièces (non compris les insectes) provenant de tous les continents et de toutes les mers du monde. L'une des salles réunit tous les spécimens de la faune belge; on y admire spécialement une collection complète des oiseaux de Belgique. De grands conservatoires, des ateliers, des bureaux sont annexés au musée. Celui-ci est complété en 1970 par une importante collection de coraux rapportés par l'expédition de la Grande Barrière australienne et qui sont remarquablement mis en valeur dans un ensemble de vitrines dessiné par l'architecte Cl. Strebelle.

La grande salle des aquariums, insonorisée et climatisée, est éclairée seulement par la lumière filtrant à travers les glaces de 27 bacs d'exposition. Ceux-ci sont répartis en quatre sections (eau douce froide – eau douce chaude – eau de mer froide – eau de mer chaude), alimentées par quatre circuits totalement indépendants.



L'eau douce est puisée au niveau du gravier de la Meuse et est déminéralisée ; l'eau de mer provient du Golfe de Gascogne.

Outre les bacs de la galerie accessible au public, une cinquantaine d'autres aquariums sont répartis dans l'Institut et servent aux études en cours. Depuis le premier jour, le fonctionnement de ce complexe est excellent <sup>(1)</sup>.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins comprend immédiatement la valeur éducative des collections zoologiques dans le cadre de l'enseignement et de la culture générale. C'est grâce à son appui moral et financier que l'Université de Liège ouvre les portes de l'aquarium et du musée au public, en février 1962.

Son succès est considérable, 250.000 entrées sont enregistrées en dix ans <sup>(2)</sup>.

Bien souvent, dans les premiers temps, nous consacrons de brefs moments de liberté à nous mêler aux visiteurs enfantins, à nous amuser de leurs réflexions, à nous réjouir de leur émerveillement.

\* \* \*

Je l'ai dit, les travaux de l'Institut Van Beneden durent dix ans. Ce sont dix années d'épreuve.

Les cours théoriques ont lieu à l'Institut de mécanique du Val-Benoît. Les étudiants se répartissent dans deux amphithéâtres superposés et les exposés faits dans l'un sont transmis à l'autre par haut-parleur. Les dessins doivent forcément être réalisés à l'avance sur les tableaux. L'exposé, étroitement lié aux croquis prédessinés, est rigide et ne laisse plus de place aux improvisations qui sont la joie du professeur et la source d'un enthousiasme communicatif.

<sup>(1)</sup> Tous les circuits ont été minutieusement étudiés par le Professeur Spronck, titulaire de la chaire d'hydraulique fluviale et la disposition générale des bassins d'exposition, par Jean Godeaux, alors assistant de mon service et Albert Distèche, du FNRS.

<sup>(2)</sup> Un éminent collègue, J. Warland, m'écrit :  
« S'il est vrai que l'eau soit à l'origine de toute vie, les aquariums de l'Institut de Zoologie nous seront de bon augure, puisque, dans le chatolement de leurs teintes, ils symbolisent bien la continuité de l'essor des forces vives de l'Université dans tous les domaines de son immense champ d'activité. »

Ce lamentable système dure plusieurs années, puis nous utilisons l'une ou l'autre des grandes salles du Palais des Congrès. Elles se prêtent très mal à des cours universitaires mais ont l'avantage de grouper l'ensemble des étudiants.

Les exercices pratiques ont lieu dans les couloirs de l'Institut de mécanique. Aucune démonstration n'est possible.

C'est donc avec grande impatience que j'attends la mise en service de l'Institut de Zoologie.

Mais un événement imprévisible va m'empêcher d'en profiter. En juillet 1953, le Conseil académique est appelé à désigner trois collègues, parmi lesquels le Roi choisira le successeur du Recteur F. Campus. Personne n'est candidat. Les scrutins se succèdent interminablement. A un moment, mon nom est prononcé; il recueille progressivement de plus en plus de voix et je me trouve, au 54<sup>e</sup> tour, placé en tête de liste. Beaucoup de mes collègues ne me connaissent pas. J'imagine que dans leur option est intervenue une grande part de lassitude.

Quant à moi, j'accepte, malgré mon profond attachement à la recherche et à l'enseignement. Notre Maison me paraît à un tournant crucial. Toute ma vie, j'ai souffert de l'insuffisance de locaux et de moyens. Ces carences que je connais, elles se retrouvent partout, étranglent les activités, brisent les élans, freinent la marche de l'Université qui se laisse distancer dans le domaine de la science.

Des lois récentes nous donnent un peu de liberté, un peu de responsabilités. Une première brèche semble faite dans l'étau administratif qui étouffe les Universités d'Etat. Il faut engager sans différer une lutte ardente pour sauver l'Université de la stagnation qui la menace. Il nous faut plus d'autonomie, plus de ressources, plus de personnel, de meilleures conditions de travail. Il faut que nous puissions avoir une politique des bâtiments et une politique scientifique et cette politique doit être audacieuse. Je sens nettement que c'est l'heure du combat – cela n'est pas fait pour me déplaire – et je répons à l'appel de l'action.

Hélas, adieu mes recherches scientifiques. Elles portent depuis dix ans sur les protéines musculaires et exigent des travaux longs et complexes que je ne trouverai plus le temps de poursuivre. Comme, à cette époque, le Rectorat me paraît un intermède dans



ma vie de chercheur, cet abandon – que je crois éphémère – ne me déchire pas trop. Bientôt, harcelé par de nombreux problèmes touchant la politique scientifique de la nation, qui exigent ma présence à Bruxelles un ou deux jours par semaine, je suis également contraint d'abandonner mes enseignements qui seront en grande partie confiés à ma femme, déjà titulaire d'autres cours de biologie et de physiologie. Plus tard, je serai pris de plus en plus par le feu de l'action et je prolongerai ces renoncements pour mener à bien la lutte entreprise. Dix-huit ans passeront ainsi.



## Plongées au fond de la mer

Si absorbé que je sois par mes soucis rectoraux, je garde une grande attention aux choses de la mer. Leur intérêt s'impose de plus en plus au monde. L'Europe, les Etats-Unis consentent pour leur étude des efforts importants. La Belgique reste indifférente. Je voudrais susciter chez nous un mouvement de curiosité pour cet univers encore si peu connu et déjà plein de promesses, un désir de prendre part à une croisade qui sera sûrement féconde aux points de vue scientifique et économique. Je voudrais que nos Universités accueillent, parmi leurs disciplines les plus actuelles, l'Océanologie que je sens vouée à un grand avenir. Pour sensibiliser à ces questions les Universitaires, je saisis l'occasion de mon premier discours rectoral que j'intitule « Des portes s'ouvrent sur la Mer » <sup>(1)</sup>. Après avoir rappelé que les océans couvrent 71 % de la surface du globe, qu'ils constituent un milieu infiniment plus vaste, plus riche, plus varié que le milieu terrestre, je souligne leur extraordinaire intérêt scientifique, en particulier pour le biologiste, le géologue, l'archéologue. Dans tous les domaines de la recherche, ils offrent d'innombrables champs d'action. Du point de vue économique, j'évoque les trésors entrevus de leurs gisements miniers et pétrolifères, de même que les essais d'élevage et de culture sur le plateau continental; ils en sont à leurs premiers balbutiements mais aideront sans doute les peuples à ne pas mourir de faim. Il y a, entre cette abondance et la pauvreté de nos moyens d'approche, une antithèse frappante, mais deux appareils nouveaux vont nous permettre une réelle pénétration du milieu sous-marin, le scaphandre autonome et le bathyscaphe. Grâce à eux, ce monde si mal connu sera peu à peu étudié et rationnellement exploité. Cette mer qui a donné naissance à la vie jouera sûrement un rôle important dans l'avenir de l'hu-

<sup>(1)</sup> Octobre 1954 (Annexe 1, p. 531).



manité. Ces notions, si largement diffusées aujourd'hui, sont alors ignorées de la plupart des intellectuels et les trouvent attentifs.

L'occasion d'être mêlé de plus près aux recherches sous-marines se présente d'une manière inespérée, en 1954, à la suite des événements que voici :

Auguste Picard, savant suisse, professeur à l'Université de Bruxelles, a réussi à prospecter la stratosphère grâce à un ballon de son invention. Subsidé par le FNRS, le ballon est appelé *FNRS I*. A présent, c'est un appareil destiné à l'exploration sous-marine qu'il veut réaliser. Il s'adresse à nouveau au FNRS, en obtient l'appui financier nécessaire<sup>(1)</sup> et construit, avec l'aide du Professeur Cosyns, le bathyscaphe *FNRS II*.

L'appareil est constitué d'une sphère étanche d'un poids de 10 tonnes, capable de résister aux fortes pressions (à 5.000 m de profondeur, la pression est de 500 kg par cm<sup>2</sup>). Elle sert d'habitable aux observateurs et est munie d'un hublot transparent. Un flotteur, contenant plusieurs dizaines de milliers de litres d'essence de très faible densité, soutient la sphère et assure la flottabilité de l'ensemble. Le bathyscaphe comporte d'autre part des caisses à fonds ouvrants commandés électriquement de l'intérieur de la sphère, qui peuvent recevoir plusieurs tonnes de grenailles de plomb.

Le fonctionnement du bathyscaphe est basé sur la pesanteur et la force ascensionnelle de l'essence. A la descente, la charge de grenailles est telle que la pesanteur l'emporte et l'appareil s'enfonce. Une fois les coffres ouverts et la grenaille tombée, c'est la force ascensionnelle de l'essence qui ramène la sphère en surface.

Des moteurs permettent, en outre, au bathyscaphe de se déplacer sur le fond. C'est son indépendance sous la mer qui rend cet instrument infiniment mieux adapté aux recherches sous-marines que la bathysphère de William Beebe (descendue en 1934 au bout d'un câble de 900 m) ou le benthoscope d'Otis Barton (descendu dans les mêmes conditions à 1.375 m en 1949).

La première tentative de plongée du *FNRS II*, sans passagers, a lieu en automne 1948, au large des îles du Cap Vert, avec l'aide

<sup>(1)</sup> Les Commissions scientifiques du FNRS en délibèrent et « estiment que l'établissement des conditions mécaniques et physiques de l'exploration sous-marine, par observation directe, constituera un événement scientifique de toute première importance, susceptible de provoquer un développement de nos connaissances en raison d'un élargissement sensible de nos champs d'observation ».

de la Marine française. Elle doit être considérée comme une expérience préliminaire et montre que le principe du bathyscaphe est correct. Si des passagers s'étaient trouvés dans la sphère lorsque l'appareil descendit, à vide, à 1.380 m, ils n'auraient pu mourir que de peur. Malheureusement, le bathyscaphe est vaincu en surface par le flotteur contenant l'essence. Sa forme inadéquate rend les manœuvres difficiles et il se déchire sous l'effet de la houle <sup>(1)</sup>.

Si des défauts de superstructure ont empêché la première plongée du *FNRS II* d'être aussi spectaculaire qu'elle l'aurait dû, le principe de l'appareil est solidement établi. Cette grosse boule audacieuse prélude à l'éclosion de toute une flotille de submersibles qui vont, dans les prochaines années, multiplier les investigations et accumuler des quantités de résultats. Cette avant-première, pas très réussie, marque une date importante dans l'histoire de l'exploration des mers.

L'expérience doit être reprise avec un bon flotteur, mais la Belgique n'est guère armée pour l'étude et l'expérimentation d'un tel engin.

Le 9 octobre 1950, des négociations particulièrement cordiales entre M. Willems, Directeur du FNRS, M. Dupont de Dinechin, Ingénieur général de la Marine française et M. Dupouy, Directeur du CNRS, aboutissent à la signature d'une convention aux termes de laquelle la révision du bathyscaphe est décidée et confiée aux soins de l'Arsenal de Toulon. Les frais de cette révision sont supportés par le FNRS belge (9.000.000 F) et le CNRS français (5.000.000 F français). La convention stipule qu'aussitôt que le bathyscaphe modifié aura réalisé une première série d'au moins trois plongées, il sera transféré à la France et s'appellera *FNRS III*. Ainsi naît le *FNRS III*, grâce aux perfectionnements apportés par les ingénieurs du génie maritime Gempp et Willm. Son commandement est confié au Capitaine de corvette Houot.

De son côté, Auguste Picard construit, avec le concours de la Marine italienne, un autre bathyscaphe appelé *Trieste*.

Les trois premières plongées du *FNRS III* ont lieu en Méditerranée, par 750, 1.550 et 2.100 m et le 24 Septembre 1953, le Fonds National de la Recherche Scientifique remet donc à la France le *FNRS III*, tandis que le *Trieste* atteint 3.100 m, au large de Capri.

(1) V. Taillez, *Plongées sans câble*, Arthaud, Paris, 1954.



Le 15 février 1954, le *FNRS III* reste cinq heures sous l'eau et se pose sur le fond, au large de Dakar, à 4.050 m <sup>(1)</sup>. Depuis lors, les plongées se succèdent à un rythme accéléré <sup>(2)</sup>.

A la suite de l'intérêt suscité par les premières plongées, un accord est signé en 1950, à Paris, entre le département de la Marine, le CNRS, le Centre de recherches et d'études océanographiques et le FNRS. Il crée, un « *comité de direction* » chargé d'élaborer un programme de recherches et d'exploration sous-marines au moyen du *FNRS III*. Nous sommes désignés comme délégués de la Belgique, Paul Brien, titulaire de la Chaire de Zoologie à l'Université de Bruxelles et moi. Le Comité, qui s'appelle « *Comité de direction du bathyscaphe et de la Calypso* » <sup>(3)</sup> tient sa première réunion le 16 mars 1954. Présidé par le Professeur Fage, Directeur de l'Institut océanographique, membre de l'Institut, il est composé de vingt-sept membres, représentant l'Etat-major de la Marine, le Comité d'Action scientifique de la Défense Nationale, le CNRS, l'Institut français du pétrole, le Génie maritime, un certain nombre de professeurs d'universités, de G. Houot, capitaine de corvette, commandant le *FNRS III* et de J. Cousteau, commandant la *Calypso* <sup>(4)</sup>.

Les séances du Comité ne sont pas très nombreuses, ni d'ailleurs particulièrement constructives. Cette concentration, autour d'une table, de nombreuses personnalités de formations aussi différentes pourrait sans doute conduire à l'élaboration de recherches vraiment interdisciplinaires. Ce n'est pas le cas. Le profit le plus grand de ces réunions (comme bien souvent dans des congrès scientifiques) est l'occasion de contacts entre les participants. C'est ainsi que je me lie d'amitié avec le Commandant Houot <sup>(5)</sup>.

Je l'invite à donner une conférence à l'Université de Liège en 1955. Il est accompagné de l'Ingénieur Willm. Il fait grande impression sur ses auditeurs. Nul n'est sans doute capable d'enthousiasmer notre jeunesse autant que cet officier de marine en uniforme, grand et prestigieux et qui expose ses exploits avec la simplicité du courage inné. Cet exemple de compétence précise et de

(1) V. Tailliez, *Plongées sans câble*, Arthaud, Paris, 1954.

(2) Houot et Willm, *Le bathyscaphe à 4.050 m au fond de l'océan*, Paris, 1954.

(3) M. Dubuisson, *La mer et les hommes*, discours prononcé à l'occasion de la séance solennelle de rentrée le 4 octobre 1969, *Bull. des Amis de l'Université de Liège*.

(4) Le nom du navire océanographique du Commandant Cousteau.

(5) V. annexe, p. 533.

calme audace impressionne nos étudiants au point que, plus tard, – répondant à un questionnaire qui les interroge sur leurs souhaits – ils demandent « encore des conférences dans le genre de celle de Houot ».

Houot rencontre plusieurs personnalités belges; tous admirent que son inébranlable fermeté s'allie à tant de souriante courtoisie. Sans doute, au cours de ses descentes en bathyscaphe a-t-il connu des angoisses; mais je puis dire, ayant plongé deux fois avec lui, qu'il garde toujours à ce point le contrôle de lui-même qu'il n'en paraît rien. Même au cours des moments les plus difficiles, il ne se départ pas de son attitude flegmatique et ne perd jamais le sens de l'humour.

Comme Houot et Willm sont, lors de leur premier séjour à Liège, « *les hommes les plus profonds du monde* », je demande pour eux au Roi une distinction belge. C'est ainsi qu'au cours d'une cérémonie intime, je remets, en raison des pouvoirs qui me sont conférés, la Croix d'Officier de l'Ordre de Léopold au Commandant Houot et celle de Chevalier du même Ordre à l'Ingénieur Willm. Ils y sont fort sensibles.

Pendant l'hiver 1960, G. Houot, alors capitaine de Frégate, est appelé par notre Université à donner un cours libre sur les « Méthodes modernes d'exploitation sous-marine ». Il est nommé à ce moment Maître de Conférences. Son enseignement animé et très documenté est largement suivi par des biologistes et des géologues. Il laisse à ses auditeurs un souvenir très vif.

Ma présence au sein du Comité de direction du bathyscaphe me donne l'occasion de plonger avec le *FNRS III*. Ma première plongée a lieu le 10 août 1955 à 2.000 mètres. C'est la vingt-huitième plongée de ce sous-marin. L'expérience est inoubliable.

J'ai consigné mes impressions dans mon journal dont j'extrais quelques notes :

Monté à bord de l'*Elie Monnier* (navire d'escorte - Commandant Ortolan), le 9 août à 21 h 15. L'équipage est déjà couché. Bavardé 30 minutes avec le Commandant Houot, au quartier des officiers. Couché vers 22 heures. Pas d'air. Chaleur insupportable. Sommeillé péniblement jusqu'à 3 h 15. Temps frais dehors. Deux vedettes de la marine amènent le bathyscaphe au milieu du port. L'*Elie Monnier* prend le sous-marin en remorque. On file vers le large. On déjeune. Café (mauvais), biscottes. On bavarde jusqu'à 5 h 15, on se couche jusqu'à 7 h 30. Un peu



dormi. Le sondeur indique 2.000 mètres vers 8 heures. On re-déjeune. Houot demande que l'on poursuive la route jusqu'à ce que l'échosondeur indique 2.100 mètres — on y arrive vers 8 h 30. On stoppe. Quatre plongeurs endossent leur vêtement de caoutchouc, mettent scaphandres, masques et palmes. Houot part le premier, en dinghy, avec son mécano et un rameur. Il pénètre immédiatement dans la sphère et procède à divers essais aux tableaux de bord. Le dinghy, revenu vers l'*Elie Monnier*, embarque les quatre plongeurs. Le Commandant Ortolan surveille les manœuvres du pont de commandement. Les ordres sont donnés fort gentiment, mais les mâchoires de l'officier sont visiblement serrées. Du large, en effet, on ne voit que la côte embrumée. Ortolan a prévenu Houot que, dans ce cas, il manquera peut-être de points de repère précis et que le repérage du sous-marin, sitôt son arrivée en surface, pourrait présenter quelques difficultés. Il compte surtout sur les ultra-sons qu'émettra le bathyscaphe toutes les 30 minutes, pour suivre les déplacements de l'engin au cours de sa plongée. Il disposera en outre de la bouée, posée sur la mer au point d'immersion. A mon tour d'embarquer sur le dinghy.

A bord du sous-marin, aucun projecteur ne veut s'allumer et les moteurs ne tournent pas. Le mécano est fort pâle, tandis que les plongeurs ont déjà enlevé un à un les étriers qui, sous la coque, maintiennent les électros des silos et des batteries. Le mécano s'affaire dans le fouillis inextricable de fils logés sous le pont du sous-marin. Pas de réparation, pas de plongée. On ne peut, en effet, plonger sans projecteurs. Heureusement, la panne est repérée, et le circuit est remis en ordre. Pour les moteurs, rien à faire : on s'en passera. « Ah, me dit Houot, heureusement que les projecteurs marchent. Sans eux, inutile de plonger. Et si vous étiez ici pour rien, on aurait vraiment l'air d'idiots... ». Les étriers sont à nouveau comptés un à un, avec un certain cérémonial (il ne s'agit pas d'en oublier), et placés dans le dinghy. Je pénètre dans la sphère vers 9 heures. Je m'installe immédiatement au hublot. La sphère est éclairée par cette indéfinissable lumière qui vient de la mer et qui est d'un vert très particulier lorsqu'elle a traversé les 8 mètres d'eau qui séparent le hublot de la surface.

Dernières conversations entre Houot et Ortolan par téléphone. On visse la plaque qui sépare le sas de la sphère. On mettra huit vis seulement (au lieu de trente-deux) ! : la pression de l'eau fera le reste. Les bonbonnes d'oxygène sont ouvertes et les paniers de chaux sodée pour l'absorption de l'anhydride carbonique de la respiration sont mis en place. Houot est extrêmement occupé et ne dit pas un mot. Je suis déjà collé au hublot. Il y a, dans l'eau, des tas de paillettes qui scintillent parce qu'elles réfléchissent vivement la lumière qu'elles reçoivent du soleil.



Ortolan précise l'heure exacte (9 h 13 min). Houot donne l'ordre d'évacuer le pont du sous-marin. Il fait entrer l'eau dans le sas. On la voit par le hublot du sas : elle est d'un vert émeraude intense. Le sous-marin s'enfonce rapidement. Le lest a en effet été calculé pour une température de l'essence de 23 °C. L'eau de mer étant à 16 °C, le sous-marin est plus lourd que prévu. Désormais à l'abri de la houle, le bathyscaphe est d'une stabilité étonnante. La lumière baisse avec une telle rapidité que j'allume presque tout de suite les deux projecteurs verticaux. L'abondance des matières en suspension est énorme. Ce qui me frappe le plus, c'est la quantité invraisemblable de masses blanches, scintillantes, de taille fort variable, spumeuses, s'étirant quelquefois en longues chaînes, d'un mètre ou plus, ou formant des chevelures irrégulières. J'éteins les projecteurs. Rien dans ces formations n'est lumineux. Je rallume. Houot, que j'appelle un instant au hublot, n'a jamais vu cela. Il m'indique rapidement les commandes des quatre projecteurs survoltés supplémentaires. Le premier ne marche pas. Le second claquera tout de suite; les deux derniers ne me lâcheront pas, mais je ne puis les utiliser que pendant de très courts instants, à cause du survoltage des lampes qui devront servir sur le fond, pour les éventuelles prises de vues au cinéma. Houot me montre le bouton de commande de l'appareil de photo et du flash électronique. Lui s'occupe des bonbonnes d'oxygène, de la chaux sodée, dose le CO<sub>2</sub> de l'air, surveille le baromètre de pression, la vitesse de descente, émet des ultra-sons au morse/code toutes les trente minutes, freine la descente du sous-marin en lâchant du lest, tient le journal de bord... J'aimerais voir de près ce qu'il fait mais je reste passionnément rivé à mon hublot malgré l'inconfort de ma position. Les jambes recroquevillées, je suis couché de côté sur ma veste de pêcheur et sur un vieux coussin fort humide (qui ne doit pas voir quitté la sphère depuis longtemps). Je me soutiens sur mon coude. Je prends photo sur photo.

Je finis par être convaincu que les masses spumeuses qui, sans arrêt, défilent devant le hublot, sont des matières organiques en décomposition, (mais lesquelles ?). Il passe aussi de merveilleuses petites méduses, dont la bouche et la base des tentacules sont rouge vif et des tas d'animaux lancéolés, très brillants dans la lumière, mais qui sont toujours trop loin pour être identifiés (près de 4 m). J'insiste pour que la descente soit ralentie le plus possible. Lorsque nous sommes presque immobilisés, les conditions d'observation sont idéales, surtout lorsque les projecteurs survoltés éclairent l'eau près du hublot. J'ai l'impression que le nombre d'organismes vivants va en croissant au fur et à mesure de la descente, mais leur taille est faible. Pas de poissons, sinon de tout petits, et toujours isolés. Apparemment, beaucoup de formes larvaires. Mais c'est toujours le même problème : dans les faisceaux des projecteurs fixes, ils sont trop loin; dans ceux des projecteurs survoltés, ils



sont trop près et passent trop vite. Entre les deux, c'est la pénombre. Peu d'organismes phosphorescents.

Houot me donne de temps en temps la profondeur : 120 m - 400 m - 650 m - 900 m - 1.600 m. Là, il déclenche l'ultrasondeur pour la détection du fond. La distance qui nous en sépare s'inscrit sur le papier. A 100 m, Houot ralentit beaucoup la descente du bathyscaphe en lâchant de la fonte ou de la grenaille de plomb (on l'entend tomber sur la sphère). Il faut en effet éviter de s'embourber par un atterrissage trop violent.

Un petit troupeau de poissons verticaux, de 30 à 40 cm de long (nageoires en forme d'ailerons, les abdominales très en avant) circulent, montant ou descendant, devant le hublot. Lorsqu'ils descendent, sur la queue, ils tire-bouchonnent. Ils peuvent monter à une très grande vitesse. Houot me dit qu'ils descendent quelquefois la tête en bas. J'en fais au moins vingt photos.

Nous sommes à 1.950 m et nous reposons bientôt sur le bout du « guide-rope ». Nous stoppons aussitôt. Il est 11 h 45. La sphère mettra encore 15 minutes pour atteindre le fond. Il est sinistre. Eclairé en bleu-vert par les projecteurs, on dirait un paysage de neige désertique et désolé au clair de lune. Quelques cailloux. Quelques monticules. Pas un être vivant. A un mètre au-dessus de la terre, l'eau paraît limpide. A y bien regarder cependant, elle ne l'est pas plus qu'ailleurs; mais ici, les particules ne sont plus visibles par effet Tyndall (éclairage perpendiculaire à l'axe de vision de l'observateur). Elles sont simplement éclairées par les projecteurs que réfléchit le fond de la mer.

Un verre de vin, du saucisson, du pain beurré...

Depuis le départ, toutes les 30 minutes, Houot a contacté Ortolan par ultra-sons. Sur le fond cependant, pas de réponse. Ortolan a-t-il entendu ? Son récepteur est-il en panne ? Notre émetteur émet-il ?

Toujours aussi sinistre, ce fond. Rien que quelques vers qui nagent devant le hublot. Traces de foussement sur le sédiment.

Quelle époque vivons-nous ? Nous sommes ici en train de pique-niquer, inconfortablement sans doute, mais on s'étonne du luxe quand on pense que 2 km d'eau nous séparent de la surface, que notre habitacle est soumis à une pression de 2 tonnes par  $\text{cm}^2$  et que la moindre fissure dans cette sphère nous laminerait en quelques fractions de seconde. Nous sommes ici dans un monde extraordinaire où, depuis des millions d'années, l'obscurité est éternelle et la température ( $13^\circ\text{C}$ ) froide et constante. Point de saisons !

Il passe encore un chaetopode du genre néréide. Que font ici ces vers qui ont des yeux normaux ? Ne viennent-ils pas des touffes d'algues qui poussent sur la coque du sous-marin ? Je serais tenté de le croire. Passe un hallolophorus.

Mais là, à quatre ou cinq mètres de nous, quelque chose pulse sur le fond. C'est brun, cela bat comme un cœur. C'est opaque; il y a comme un filament à cette cloche qui bat. Hélas, c'est dans la pénombre, et impossible de déplacer le bathyscaphe. Cela ne peut être qu'un céphalopode dont le corps doit avoir sept ou huit centimètres. Il pulsera là, sur le fond, jusqu'au décollage que nous amorcerons à 13 h 50.

Le bathyscaphe effectuant sa dernière plongée cette année, il faut le débarrasser de tout son lest de fonte, non récupérable. On décharge donc tout le ballast. En tombant sur le fond, il déclenche la formation d'un nuage de sédiment fort ténu et fort léger. Ce fond n'est donc pas compact.

On monte à une allure qui paraît folle.

— Si vous ne freinez pas la montée, nous allons sauter hors de l'eau comme un bouchon.

— Nous n'allons tout de même pas à l'allure d'une cadillac, dit Houot. Tout compte fait, nous sommes à 2 km/heure. Il n'y a pas de quoi s'affoler. Houot devient drôle. Il ne faut plus hésiter maintenant, nous pouvons vider la bouteille de rosé.

Au hublot, je vois une danse effrénée de particules dans les tourbillons d'eau que provoque la coque du sous-marin. J'éteins les projecteurs. C'est une féerie d'organismes phosphorescents. J'en fais part à Houot qui, sceptique, me répond :

— Vous les aviez vus en descendant ?

— Bien sûr, je n'en ai pas vu autant, mais je m'attendais bien à ceci. La mer, les soirs chauds, n'est phosphorescente que lorsqu'elle est très agitée et c'est un phénomène connu que lorsqu'on remue l'eau contenant des organismes bioluminescents, ils émettent davantage de lumière.

— Ah, Ah !, me répond-t-il d'un air intéressé.

Mais ce ballet des particules est si rapide que toute observation précise est impossible et, quittant le hublot, je dialogue avec un Houot moins occupé, très détendu.

Nous voici à 600 mètres. Il ne faut pas manquer le lever du jour. J'éteins tous les projecteurs. L'éclairage de la sphère est supprimé. Au travers du hublot, je distingue, en violet sombre, un cadre de fer de la coque. Il n'y a pas de doute, c'est le début de la lumière, mais il se manifeste par une couleur que je n'ai jamais vue sur la terre. Très vite, l'eau devient bleu foncé, puis bleu plus vif, virant rapidement en un vert de plus en plus éclatant. Mon cœur se gonfle d'une immense joie tellement cette lumière est belle. J'ai l'impression d'être resté des années sur le fond et je redécouvre la lumière du soleil. C'est merveilleux. Et déjà, la sphère se balance. Nous sommes donc en surface. Nous avons,



en 55 minutes, parcouru les deux kilomètres d'eau. Déjà, le téléphone annonce :

— Ici, *Elie Monnier*, j'ai repéré bathyscaphe à 1 mile. Arrivons. J'envoie dinghy avec plongeurs.

— Ici bathyscaphe, bien compris, bien compris...

Plus tard, au quartier, sur le pont de l'*Elie Monnier*, tout le monde est souriant.

Ma seconde plongée a lieu en 1959, à 2.300 m. Entre-temps, mon collaborateur Albert Distèche – qui a développé en laboratoire la technique d'utilisation d'une électrode de verre pour la mesure des variations de pH au cours de la contraction musculaire que j'avais imaginée et mise au point chez Michaelis – a monté, à ma demande, sur le bathyscaphe, un appareil susceptible de mesurer le pH de l'eau de mer. Sa manœuvre est manuelle mais je prends un grand nombre de mesures et suis très surpris de constater que la concentration des ions hydrogène présente une discontinuité dans les environs de 200 m. Je ne puis écarter la possibilité d'un incident technique et souhaite une confirmation de ce phénomène.

Le *FNRS III* fait un nombre important de plongées : quatre-vingt-treize entre le 6 août 1953 et le 21 janvier 1960 sans incidents notables. Insuffisamment équipé pour tirer de chacune de ses descentes le maximum d'informations, devenu vétuste et peut-être dangereux par la détérioration de quelques-unes de ses structures, il a cependant largement démontré qu'il constitue un excellent instrument pour l'étude des profondeurs. Le Commandant Houot, l'Ingénieur Willm et moi-même, faisons de grands efforts pour que la France envisage de construire un nouveau submersible, basé sur le même principe, mais avec des possibilités techniques d'investigation considérablement accrues.

Pour galvaniser les énergies françaises et accélérer la décision, j'obtiens du FNRS qu'un million de francs belges soit mis à la disposition du Comité du bathyscaphe.

Le 8 novembre 1955, la décision est prise. L'avant-projet, établi par le Service technique des constructions et armes navales, est terminé au début de 1957. Le CNRS se charge d'obtenir les crédits nécessaires à la construction (évaluée à 250 millions d'anciens francs) et le 16 juin 1958, est signée une nouvelle convention entre la Marine nationale, le CNRS et le FNRS.

Le Ministre des Armées donne, le 30 juillet 1958, l'ordre à l'Arsenal de Toulon de mettre en chantier le bathyscaphe II, baptisé d'abord *bathyscaphe 11.000*. Il prendra plus tard le nom d'*Archimède*. Il est lancé le 28 juillet 1961 à Toulon en présence de Monsieur Messmer, Ministre des Armées.

Il possède un certain nombre de caractéristiques qui le rendent infiniment plus efficace que les *FNRS II et III* : il est calculé pour atteindre les fosses les plus profondes que l'on connaisse (plus de 11.000 mètres), la sphère de 2,10 mètres de diamètre, pesant 19 tonnes et soutenue par un flotteur rempli de 162 m<sup>3</sup> d'hexane, est percée de trois hublots d'observation. A bord sont montés des enregistreurs de température, de pression, de pH, de bruits, de vitesse du son, de salinité et des appareils de photographie et de cinématographie.

L'*Archimède* (qui est toujours en service) inscrit à son palmarès une impressionnante liste de plongées (139 entre 1961 et 1970) dont certaines à très grandes profondeurs : 9.500 m, au large du Japon, dans la fosse des Kouriles (1962) et 9.200 m dans la fosse de Porto Rico (1962) <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup>.

Il participe aussi aux recherches des sous-marins *Minerve* et *Eurydice*, dont il découvre les débris provenant de l'implosion par 1.150 m de fond.

Ces dernières années voient une véritable explosion de véhicules sous-marins : bathyscaphes, soucoupes plongeantes, torpilles guidées, jeeps des profondeurs. C'est que, à l'attraction intense que tous les hommes ont toujours ressentie pour la mer, à l'intérêt scientifique des explorations, se sont jointes des considérations économiques et stratégiques.

Depuis 1962, il existe aussi de vraies maisons sous les mers, dont la première construite par Link (deux hommes y ont passé 49 heures, à 135 m de profondeur); d'autres, par Cousteau (Précontinent), par la Marine américaine (Sealab), par les Anglais (Glaucus et Kraken). En 1965, Westinghouse fait vivre des hommes à 182 m de profondeur dans le Golfe du Mexique, et l'*Advanced*

<sup>(1)</sup> Voir Houot, *Vingt ans de bathyscaphe*, pp. 62 et 63.

<sup>(2)</sup> Le bathyscaphe *Trieste*, de Jacques Picard, atteindra en 1960, la profondeur de 10.987 m, au large de l'île de Guam, dans la fosse des Mariannes.



Diving System (ADS) de Link, homologué par la Marine américaine, peut être utilisé jusqu'à 200 m de profondeur...

Mon collaborateur Albert Distèche plonge deux fois à bord de l'*Archimède*, en 1963 et en 1966.

Il y installe un pH mètre, automatique cette fois, et confirme la discontinuité du pH de l'eau de mer dans les environs de 200 mètres.

Ces observations auront sur sa carrière une influence profonde. C'est, en effet, à partir de ce moment qu'il oriente ses recherches sur l'action des hautes pressions sur les dissociations des équilibres de l'eau de mer et qu'il s'intéresse progressivement aux choses de la mer.



## Centre belge pour le développement des recherches sous-marines et océanologiques

Puisque mon Collègue Brien et moi-même représentons la Belgique au sein du « Comité scientifique des campagnes du bathyscaphe et de la *Calypso* », nous décidons le FNRS à constituer un « *Comité pour le développement des recherches sous-marines et océanologiques* » dans notre pays. La présidence m'en est offerte.

En 1957, il prend le nom de « *Centre belge d'Océanographie* ». Son existence, ses buts et ses règles de fonctionnement sont portés à la connaissance de toutes les institutions scientifiques du pays. Le nouveau Centre <sup>(1)</sup>, disposant de crédits propres qui lui sont alloués par le FNRS, comble une lacune puisque aucune des Commissions scientifiques du FNRS n'est spécialisée dans le domaine des sciences de la mer.

Aussitôt constitué, ce « Comité » <sup>(2)</sup> devient extrêmement actif et apporte aux recherches maritimes un grand encouragement.

Il supporte – en totalité ou en partie – des expéditions scientifiques belges de sédimentologie, paléobiogéographie, biologie, à Madagascar, aux Iles Seychelles, en Afrique du Sud, au Mozambique, en Corse, en Australie, aux Iles Bahamas.

Comme nous l'avons déjà signalé, il encourage la construction du nouveau bathyscaphe, l'*Archimède*, par un don de 1.000.000 F. Il soutient les campagnes du *FNRS III* et de l'*Archimède* et finance 5 plongées. Il subsidie des mises au point d'appareillages destinés

<sup>(1)</sup> En faisaient partie, outre Brien et moi-même, Leloup, Martens, Maton, Swings et Willems.

<sup>(2)</sup> Constitué de Brien, Capon, De Coninck, Lecomte, Lombard, Leloup, Macar, Martens, Maton, Picciotto, Swings, Freson (trésorier) et moi-même auxquels viendra s'adjoindre plus tard Distèche (secrétaire).



aux prospections sous-marines. Il donne son appui financier à un certain nombre de stages d'étude dans diverses stations maritimes, à des participations à des congrès, à des missions d'observation, à l'organisation de conférences et de colloques, notamment celui sur « l'Hydrodynamique des océans » qui se tient, depuis 1969, chaque année à Liège. Le « Centre » figure à l'index des institutions s'occupant d'océanographie à l'UNESCO, à la FAO et reçoit de la plupart des Instituts océanographiques une documentation régulière.

Il est très efficace et réussit à rester économe (les dépenses totales depuis 1955 jusqu'à 1971 – y compris le don de 1.000.000 F pour la construction de l'*Archimède* – sont inférieures à 6.000.000 F).



## Campagnes en Méditerranée. Prospections en Corse

Pendant l'été, Albert Distèche et moi profitons de nos vacances pour organiser quelques plongées en Méditerranée. Nous emmenons avec nous des membres du « Club de plongée » de l'Université qui s'intéressent à la biologie marine.

Une première campagne a lieu à Villefranche-sur-mer (1963), une autre à Banyuls-sur-mer (1964). Nous possédons, en propre, un « zodiac » muni d'un moteur de 22 HP, quelques scaphandres, masques et tubes.

Pierre Levie, cinéaste, plongeur amateur, fait pendant ces campagnes un film destiné aux élèves en biologie et qui montre les principes et l'intérêt de l'utilisation du scaphandre autonome pour l'étude du monde sous-marin. Commencé à Villefranche, il est achevé à Banyuls.

Le Commandant Tailliez <sup>(1)</sup> nous rejoint et prend, au tournage du film, une part active. C'est un honneur pour nous. Le Commandant Tailliez est en effet l'un des pionniers de la plongée sous-marine et le premier, je crois, à avoir ramené des fonds sous-marins des diapositives en couleurs prises avec un appareil protégé par une boîte étanche qu'il a lui-même confectionnée. Ces photographies représentent pour nous tous, à l'époque, une bouleversante révélation d'un monde insoupçonné. Homme d'action, d'invention et d'audace, le Commandant Tailliez est aussi le poète méditatif des champs sous-

<sup>(1)</sup> M. Tailliez est l'auteur de livres passionnants sur la mer : *Plongées sans câble*, Arthaud, 1954; *Nouvelles plongées sans câble* (Arthaud, 1960); *Travaux de l'été 1958 sur l'épave du Titan à l'île du Levant (Toulon)*, dans Actes du II<sup>e</sup> congrès international d'archéologie sous-marine, Albenga (Cines, 1961); *Aquarius*, Ed. France-Empire, Paris, 1961.



marins. Il nage comme un dauphin, a le sens de l'enseignement et toute notre jeune équipe se groupe avec entrain autour de lui, comme le faisaient les marins lorsqu'à Toulon, Capitaine de Frégate, il dirigeait le « groupe de recherches sous-marines », section scientifique de l'Etat-major de la marine.

Des campagnes de Villefranche et de Banyuls, nous dégageons deux considérations.

1. Ces stations biologiques de France sont situées au bord d'une mer dont la flore et la faune s'appauvrissent progressivement; la chasse sous-marine est un sport courant, et la plongée en scaphandre, une distraction pour beaucoup d'estivants. Indignes de la chance de parcourir de merveilleuses régions sous-marines, beaucoup d'entre eux les saccagent et les pillent, en ramenant de somptueuses gorgones et des coraux, des langoustes, des araignées de mer ou des oursins dont ils se délectent, voire des amphores ou d'autres vestiges de l'histoire.

En même temps, la pollution de l'eau, néfaste à la vie de la plupart des plantes et des animaux, croît dans des proportions inquiétantes, d'année en année, avec la densité des habitations le long des côtes et le nombre de bateaux à moteur.

2. Ces stations de recherche sont accueillantes mais généralement surencombrées l'été. A cette époque, la demande de matériel est si grande que l'on n'obtient pas aisément ce que l'on souhaite.

Nous confirmons de plus ce que j'ai déjà depuis longtemps noté : les chercheurs que l'on rencontre dans ces stations poursuivent leur trajectoire scientifique, sans coordination entre eux; *la mer n'est pas étudiée comme un système global* dans lequel les organismes vivent et se répartissent selon des lois qui dépendent étroitement des conditions physico-chimiques et de l'hydrodynamique des océans.

Ce sont là les considérations majeures, qui nous poussent à chercher pour la Belgique – et pas trop loin d'elle – un endroit de la Méditerranée, le long de côtes peu habitées, où l'eau soit moins visitée et moins polluée. Tout de suite, nous songeons à la Corse; elle est située en zone tempérée chaude, isolée, peu peuplée (275.000 habitants en 1973 sur 8.700 km<sup>2</sup>) et a des caractéristiques insulaires particulièrement intéressantes.

Il est important d'en prospector les rivages. Nous confions cette mission à M. Théodore – excellent photographe sous-marin – très habitué à plonger seul, que nous avons rencontré au laboratoire de Banyuls où il étudie les gorgones.

Les côtes à l'Est et au Sud étant peu favorables, la prospection s'étend du Golfe de St-Florent, au Nord, jusqu'au Cap Gargalo, à l'Ouest, en passant par Algajola, Calvi, Galéria, soit sur près de 100 km de côtes. Des relevés nombreux montrent que la faune et la flore des fonds sont plus riches que dans les eaux côtières métropolitaines.

La mission Théodore comporte aussi le repérage de terrains pouvant convenir, par leur emplacement, leur exposition, leur micro-climat, à l'installation d'une station de recherches.

Nous ne tardons pas à les inspecter à notre tour.

L'accès d'un laboratoire doit être aisé. Le site majestueux de Gargalo et celui de Galéria, remarquables par leur beauté, sont trop éloignés des voies normales de communication. A St-Florent, on nous offre la Citadelle datant du XVI<sup>e</sup> s. Elle est magnifique et le village est charmant. Nous sommes un moment séduits. Mais, soigneusement mesurée, la surface utile de l'antique bâtiment est trop faible. De plus, St-Florent occupe le fond d'une baie étroite et longue et la vie sous-marine doit y être moins riche qu'ailleurs. Enfin, une usine d'amiante constitue un risque de pollution.

A l'ouest de Calvi, la presqu'île de la Revellata retient toute notre attention. Elle présente d'emblée de notables avantages. Elle est à 12 km d'une petite ville bien achalandée, reliée au continent par des services réguliers de bateaux et d'avions. A part un phare à son extrémité, elle est encore vierge de toute construction. En cas d'achat, les négociations ne doivent pas être difficiles, car les propriétaires sont connus, ce qui n'est pas toujours le cas en Corse.

La vaste baie de Calvi est délimitée, d'une part par la côte inflexible et, d'autre part, par cette arête rocheuse haute et massive. Il arrive que la mer soit de laque; on n'y perçoit même pas le bruit soyeux des vagues. Alors, la Revellata, paisiblement allongée, se réfléchit dans un miroir. Mais quand la tempête gonfle d'énormes houles qui se hérissent d'écume et se jettent avec des clameurs sur les roches, elle dresse contre la fureur des éléments une barrière inébranlable. Lorsque, du S.O., le « Libeccio » souffle en



rafales, il peut atteindre 140 km/h. Prise d'assaut par les flots déchaînés, la face Ouest de la presqu'île offre un spectacle d'une indescriptible grandeur tandis que les embruns jaillissent par-dessus les sommets (160 m). Mais à l'Est, la baie protégée reste relativement calme. Au contraire, lorsque, du Nord, se lève la « Tramontane », la baie s'agite parfois furieusement sans que la mer à l'Ouest soit fort perturbée.

La Revellata est un site sauvage. Elle est couverte d'un maquis très parfumé mais qui, en maints endroits, est raboté par les chèvres, le vent, les embruns. Pas de route, on n'y arrive qu'en barque ou en suivant le sentier muletier dit « des douaniers » qui serpente au flanc du massif. Pour protéger l'avenir et mettre la station à l'abri d'ennuis que pourraient entraîner d'autres constructions (hôtel, dancings), c'est la pointe Nord de la presqu'île qu'il faut choisir. Le terrain y est certes accidenté, rocailleux, exposé au vent et au soleil mais il possède en certains points un beau maquis de cistes, d'arbousiers, de myrtes, de lentisques et de chênes verts embaumé par le romarin, la lavande, les immortelles. Levant les yeux, on découvre un paysage extraordinaire : le vaste avant-plan d'eau aux reflets mouvants ; sur un éperon rocheux qui se détache du fond de la baie et domine la mer, la vieille ville de Calvi avec sa citadelle, fièrement plantée, entourée de fortifications dont les vieilles murailles accrochent la lumière et qui peuvent être grises, dorées ou roses. A l'arrière, d'harmonieuses montagnes que surmonte le Cinto coiffé de son éternelle calotte de neige.

Il est bon que le regard des chercheurs de demain puisse parfois se reposer sur ce paysage vaste et serein.

Le milieu marin n'est guère menacé par la civilisation. De la Revellata à Porto (50 km), la mer n'est accessible par la route qu'au niveau du petit village de Galeria et l'on n'y croise guère que quelques barques de pêche (lorsque le temps est très beau) et quelques bateaux de vacanciers pendant l'été. Même dans la baie de Calvi, la navigation est très peu intense et les estivants se massent du côté opposé à la Revellata, le long d'une plage de sable fin.

Quitte-t-on la baie et va-t-on vers St-Florent ? Passée l'île Rousse, on longe le désert des Agriates aux rochers clairs et aux petites criques hospitalières. Va-t-on vers Porto ? La côte est haute, sévère,

tourmentée. Bientôt, son aspect chaotique, grandiose, ses teintes étonnamment variées offrent un tableau impressionnant. Au Cap Gargalo, les grands cristaux de basalte noir s'enfoncent et se reflètent comme d'immenses cortèges d'ombres dans une eau dont le bleu sombre est si intense qu'il suscite un sentiment d'angoisse et certains de nos plongeurs – opprimés – hésitent à quitter le bateau.

Il ne faudra pas longtemps pour que les observations de Théodore soient confirmées. Nos jeunes plongeurs découvrent quantités de fascinants biotopes dans des grottes, des défilés, sous des surplombs.

Mais la Corse n'est pas seulement un champ privilégié d'exploration sous-marine, son milieu terrestre offre aussi un grand intérêt. Elle a la même origine géologique que les Maures, l'Estérel, les Baléares. Sa partie occidentale est l'une des plus vieilles régions du globe – masses rocheuses principalement granitiques – tandis que la partie orientale se rattache aux plissements alpins. Le sommet le plus élevé (Cinto, 2.707 m) est, à vol d'oiseau, à 25 km de la côte la plus proche. Ces conditions font de la Corse un site exceptionnel au point de vue de la biologie terrestre. En effet, le Cinto est enneigé de façon permanente, si bien qu'entre la mer et lui s'échelonnent, sur une courte distance, des zones climatiques se traduisant, dans le couvert végétal par exemple, par un étagement extrêmement varié, depuis les associations halophiles jusqu'aux prairies alpines.

A partir du niveau de la mer, jusqu'à 200 m environ, la faune et la flore sont nettement de type méditerranéen; entre 200 et 900 m, le climat est intermédiaire (zone des *châtaigniers*); de 900 à 1.500 m, les hivers sont froids, les étés chauds (zone des *pins laricio*, du *hêtre*, de l'*épicéa*, du *bouleau*); au-delà de 1.500 m, c'est la zone alpine, avec ses aspects propres, ses hivers durs.

Par ailleurs, à cause de l'insularité très ancienne de la Corse, l'évolution des êtres vivants s'y est poursuivie en quelque sorte « en vase clos ». L'endémisme est, de ce fait, très marqué et plus de cent cinquante espèces végétales sont exclusivement corses. Ces caractéristiques font de cette île un terrain de choix pour les généticiens, les écologistes, les phytosociologues.



## Installation en Corse

Nous rapportons de Corse la conviction que la presqu'île de la Revellata constitue un endroit de grande valeur pour y édifier une station répondant aux exigences scientifiques les plus étendues aux points de vue *marin et terrestre*. Par ailleurs, l'acquisition d'un territoire occupant l'extrémité de la presqu'île se présente sous un jour avantageux.

Je constitue aussitôt un comité consultatif composé de professeurs appartenant aux Facultés des Sciences, de Médecine et des Sciences appliquées <sup>(1)</sup>. En octobre 1964, il adresse, à l'unanimité, à la Commission administrative du Patrimoine et au Conseil d'Administration, une requête en vue de l'acquisition d'un espace de 20 ha à la pointe de la presqu'île de la Revellata *« pour y installer une Station de recherches, orientée vers les Sciences naturelles, et plus particulièrement vers les Sciences de la mer »*.

Le 25 novembre 1964, le Conseil d'Administration admet le principe de l'acquisition; le 30 novembre 1964, la Commission administrative du Patrimoine décide l'acquisition. Celle-ci est autorisée par arrêté royal en date du 5 janvier 1965; l'acte de vente est signé à Neuilly-sur-Marne le 22 juin. Dès lors, le Comité consultatif se mue en un « Conseil scientifique de la station ». Je le préside jusqu'à la fin de 1972.

Nous relevons, avec joie, en dehors de notre initiative, toute une série de gestes qui convergent pour faire de 1964 une année marquante dans l'histoire des sciences de la mer. Les Nations Unies lancent un programme pour l'étude des océans. Le Système

<sup>(1)</sup> Les Professeurs Calembert, géologie; Chèvremont, histologie; Distèche, océanologie; Jeuniaux, zoologie; Lecomte, physiologie; Macar, géologie; Michot, géologie; Monoyer, botanique; Nihoul, hydrodynamique; Spronck, constructions navales; Ubaghs, paléontologie; Welsch, microbiologie, et moi-même.

mondial intégré des stations océaniques (SMISO) recommande expressément la création de stations insulaires. L'océanologie prend un prodigieux essor dans le monde, notamment aux Etats-Unis, qui quintuplent les crédits destinés aux recherches océaniques entre 1963 et 1969. Partout, l'intérêt grandissant des hommes pour la mer aboutit à des réalisations concrètes qui doivent déboucher sur de nouveaux horizons.

Avec notre station en perspective, nous sommes donc dans le vent !

Notre premier devoir est de « programmer » la station. Elle doit pouvoir accueillir à la fois biologistes, physiciens, chimistes, géologues, médecins, météorologistes, hydrodynamiciens, et tendre à l'étude du milieu marin sous tous ses aspects.

Mais elle doit rester malgré tout modeste. Pour qu'elle puisse remplir sa mission interdisciplinaire, il est nécessaire d'établir un programme analysé, discuté, corrigé, remanié. Ces études prennent un certain temps.

En attendant, nous poursuivons, à Calvi même, pendant les vacances de Pâques et d'été, les prospections sous-marines. Des biologistes plongeurs nous secondent.

Nous disposons déjà de quelques scaphandres autonomes, d'un compresseur pour gonfler les bouteilles, d'un zodiac équipé d'un moteur hors-bord. Notre première base est installée à même le sol, dans un terrain vague. Les chercheurs logent sous des tentes. Un laboratoire sommaire est monté dans la cave d'une maison privée, près de la mer.

Nous explorons le pourtour de la baie, les environs immédiats de la presqu'île de la Revellata et quelques points le long des côtes Ouest de la Corse. Plus tard, disposant d'un bateau un peu plus vaste et plus puissant de type trimaran, nous étendons nos prospections en maints endroits du côté de Galéria, du Cap Gargalo, de la Baie de la Girolata et de celle de St-Florent.

Une Jeep d'occasion avec remorque est acquise. Nous faisons de temps à autre des excursions à l'intérieur du pays, dans la Balagne, dans la forêt de Bonifato, de Valdo-niello, de Tartagine, dans la vallée de l'Argentilla et du Fango, nous familiarisant avec la flore et la topographie des terrains.



Ces séjours en Corse, même dans les conditions les plus difficiles, sont pour beaucoup de jeunes chercheurs une excellente école. Certains se révèlent très doués pour la plongée, d'autres, plutôt terriens; dès lors, leur carrière s'oriente, en partie en fonction de ces expériences.

En 1966, la Force Navale Belge met à notre disposition, pendant les mois d'été, le navire océanographique *Zénobe Gramme*, sous les ordres du Commandant Vincent, en vue de l'établissement d'une carte précise des fonds sous-marins dans la baie de Calvi et autour de la presqu'île de la Revellata. Nous disposons sur la côte, en trois points aussi éloignés que possible les uns des autres, des spécialistes (militaires et civils) munis de théodolites. Leur rôle consiste à mesurer les coordonnées du *Zénobe Gramme* à un instant donné de sa trajectoire, alors qu'au même moment, le navire note la profondeur par la lecture de son écho-sondeur. La coordination dans le temps entre les lectures aux théodolites et la lecture de la profondeur est assurée par des « tops » donnés du bateau, de minute en minute, et communiqués à chacun par talkie-walkie. On fait, en 1966, près de 4.000 mesures, ce qui nous permet de tracer une carte très détaillée du relief sous-marin dans un rayon de 2 km autour de la future station. Ce plan, définitivement dessiné par M. Ortegat des Services techniques de l'Université, est un document de grande valeur qui servira de base à l'établissement d'une carte écologique. Il montre, avec abondance de détails, la position et le relief des vallées et des pitons sous-marins, repères qui méritent d'être étudiés sur le plan biologique, synoptique et physique. Il est, dès à présent, très précieux pour nos plongeurs car la faune et la flore peuvent être très différentes selon la configuration des fonds.

Inestimables pour nous, ce plan le serait autant pour les amateurs de chasse sous-marine que pour les touristes plongeurs, et pour les mêmes raisons : c'est bien pourquoi il n'est connu que d'un nombre très limité de personnes et ne sera pas publié.

Je crois qu'aucune station biologique de France ne dispose encore d'une carte aussi fouillée des étendues maritimes qui l'entourent directement. Ce document constitue de la sorte, un premier geste fort précis de nos travaux océanographiques et on ne pourrait assez remercier la Marine belge de nous avoir apporté son efficace collaboration.

Lorsque nous avons décidé l'édification de l'Université au Sart Tilman, la région a été étudiée sous tous ses aspects et l'emplacement, choisi de façon à respecter le caractère du site. Il en sera de même ici. La Revellata sera prospectée sous ses angles géologique, pédologique, phytosociologique. C'est Jules Moureau (fondateur de la Station de recherches de Mabali, au bord du Lac Tumba, dans l'ex-Congo belge) qui en sera chargé. Ayant quitté l'Afrique au moment de l'Indépendance, il s'est intégré dans l'équipe dirigée par le Professeur Raymond Bouillenne, titulaire de la Chaire de Botanique à Liège. Habitué aux grands espaces, très compétent pour les organiser, connaissant fort bien les plantes et leurs associations, il va dresser, avec grande rigueur, la carte phytosociologique et construire une maquette reproduisant les profils du terrain de la presqu'île.

A peu près en même temps, l'Armée de l'air française photographie le territoire et transmet les documents au service de photogrammétrie de notre Université dirigé par le Professeur Pauwen qui les étudie aussitôt, aidé par l'un de ses collaborateurs, M. Camps. Ainsi est établie une carte de profils, remarquablement précise.

Le Professeur Henri Louis et l'Architecte Claude Strebelle ont à présent en mains les éléments nécessaires à l'étude de l'implantation de la station. Celle-ci s'appellera Stareso : « Station de recherches sous-marines et océanographiques ».

Nous profitons des vacances de Pâques 1964 pour parcourir ensemble le territoire et choisir les options. Se joignent à nous Albert Distèche, en raison de son intérêt grandissant pour l'océanographie et le Professeur de Chirurgie David Honoré car nous considérons que, dans une station de plongée, il faut envisager des dispositifs permettant, en cas d'accident, une intervention rapide et efficace.

C'est alors, au seuil de nos premières réalisations, qu'un grand malheur s'abat sur nous. Le 7 avril, le Professeur Henri Louis, voulant absolument, avec sa minutie habituelle, examiner les travaux de mise en état d'une ancienne citerne, s'engage sur un petit sentier le long de la falaise Est, perd l'équilibre et fait, dans les rochers, une chute d'une quinzaine de mètres. Descendu aussitôt près de lui, je le vois couché sur les galets, presque dans l'eau, conscient mais apparemment incapable de remuer. Il ouvre les



yeux, me voit et j'entends cette phrase que je n'oublierai jamais, la dernière qu'il ait prononcée devant moi : « *je m'excuse de te donner tant d'ennuis* ». Dans de pareilles circonstances, ce propos, dans sa tragique concision, a, en un instant, tracé une inoubliable image de sa nature.

Le Professeur Honoré juge aussitôt le cas très sérieux. Blessé et chirurgien sont transportés à Calvi par le bateau de la Gendarmerie, à l'hôpital d'Ajaccio, par hélicoptère. Après deux jours, la situation ne s'améliorant pas, le Professeur Honoré décide de transférer H. Louis à l'hôpital de Toulon, mieux aménagé que celui d'Ajaccio dans le domaine de la réanimation. L'avion qui les emporte tous deux vole en rase-mottes pour éviter les effets de l'altitude. A Toulon, tout est mis en œuvre par les spécialistes de l'hôpital et le Professeur Honoré. Madame Louis et un de ses fils sont là. M. et Mme Distèche les rejoignent aussitôt, leur prodiguant leur sollicitude tandis que, impuissants, nous restons tendus vers le téléphone.

Hélas, Henri Louis meurt, le 15 avril, à l'âge de 54 ans.

L'Université, très affligée par la perte irréparable de ce collègue affable et dévoué, ouvre une souscription pour que soit élevé un monument à sa mémoire à l'endroit même du drame. Nous le souhaitons très simple et comportant une fontaine. Claude Strebelle dessine un projet remarquablement intégré dans le paysage : coupant la pente de la colline, deux terrasses irrégulières reliées par un escalier; sur la terrasse supérieure, dressée, une grande pierre circulaire, meule provenant d'un ancien moulin à huile avec cette inscription :

A Henri LOUIS  
Professeur  
à l'Université de Liège  
accidenté ici et décédé  
à Toulon le 15 avril 1956.

Sur la terrasse inférieure, une fontaine. Terrasse et escaliers sont tapissés de ces galets colorés de Corse que la mer a roulés, arrondis et satinés, assemblés par Madame J. Moureau et Vincent Strebelle<sup>(1)</sup> en dessins élégants qui font penser à une mosaïque antique. Face à la mer, tout entourée du maquis, à deux pas du laboratoire

<sup>(1)</sup> Madame Moureau, peintre et Vincent Strebelle, sculpteur, fils de Claude Strebelle, architecte coordonnateur du Sart Tilman.

dont H. Louis a été l'un des premiers artisans, cette fontaine sera un lieu de souvenir et de méditation.

La disparition du Professeur Louis, dramatique pour nos constructions au Sart Tilman, l'est évidemment aussi pour nos projets de Corse. Nous avons néanmoins, avec Claude Strebelle et lui, fixé déjà les étapes essentielles des travaux de la Revellata. Le premier bâtiment de la station sera bâti sur la côte Est de notre terrain, bien protégé des vents d'Ouest et du Sud-Ouest, intégré dans les massifs rocheux qui s'étagent tout au long de la côte. Edifié aussi près que possible de la mer, il sera de plain-pied avec un petit port suffisant à abriter des tempêtes de Tramontane des embarcations de taille moyenne. Il facilitera les embarquements et débarquements du matériel de recherches et des récoltes.

L'accès de la Station sera assuré par une route privée se détachant de la voie principale que les promoteurs du lotissement de la Revellata vont établir tout le long de la presqu'île, depuis la nationale côtière jusqu'au phare.

Au cours des prospections sous-marines sur les côtes de la Méditerranée et en Australie <sup>(1)</sup>, nous avons acquis une expérience qui nous sera précieuse pour l'étude fonctionnelle de la Station Stareso. Beaucoup d'heures sont consacrées à faire des plans, à les corriger. Claude Strebelle et Albert Distèche ne ménagent ni leur peine, ni leur temps.

L'Université approuve le projet de construction de la Station, dessiné par les Architectes Cl. Strebelle et Ch. Dumont et décide la mise en adjudication. C'est l'entreprise EGET d'Ajaccio qui est désignée conformément aux règles des marchés publics de l'Etat belge. Le chantier s'ouvre le 20 octobre 1969. La Station est pratiquement achevée en 1971.

Construit dans le rocher, admirablement adapté au paysage (c'est bien pourquoi la truelle d'argent va lui être attribuée), le bâtiment épouse la forme de la falaise. Des « murs écrans » très épais, de pierre et de béton, le protègent contre les vents, souvent très violents, de Tramontane. Cette protection est complétée par des volets de bois qui peuvent, en cas de tempête, fermer le préau et les locaux.

(1) Voir chapitre suivant.



« Sur fond de ciel fort lumineux, l'architecture se découpe avec une grande précision.

« Les espaces habitables et leurs accès sont blottis dans les creux les moins exposés aux vents. » <sup>(1)</sup>

La route privée passe au-dessus du bâtiment avant d'arriver, par un élégant virage, au seuil même de la Station et aux quais du port.

En haut de cette route (côte 60), la toute première construction de la Station : petite maison à 2 niveaux servant de logement et de remise pour bateau, matériel de plongée, pharmacie.

En bas, l'appartement du capitaine et 2 chambres de chercheurs.

Enfin, en un point choisi en fonction de la direction des vents, un incinérateur à ordures. C'est la première chose qu'on voit en descendant vers le port. L'aspect en est presque humain. Dans la région, on l'appelle Véronique.

Le port présente un plan d'eau protégé de 300 m<sup>2</sup>, une longueur d'accostage de 75 m. L'entreprise Comte, de Bastia, le construit en collaboration avec les Services hydrauliques de notre Université qui l'ont étudié sur maquette.

La digue qui le défend contre les vents de Tramontane est consti-

<sup>(1)</sup> La station comporte :

1. Des laboratoires dits « humides » où sont placés les aquariums d'exposition, les uns sont à la température et à la lumière naturelles, d'autres peuvent être maintenus à une température voisine de 16 °C, d'autres encore, obscurs, permettent l'étude des phénomènes de luminescence et de biophosphorescence.

2. Des laboratoires dits « secs », destinés à permettre les études au microscope, la mesure du pH, des dosages chimiques, l'enregistrement de phénomènes biophysiques.

3. Un studio, une chambre noire et deux bureaux dont l'un sert aussi de bibliothèque, des locaux de réserve.

4. Des locaux à l'usage des plongeurs : cuisine, infirmerie, lavoir, douches, vestiaires.

5. Un abri pour le groupe électrogène de secours, un autre pour le système permettant la circulation d'eau de mer refroidie.

6. Des locaux servant au rangement et à l'entretien du matériel : atelier équipé pour l'entretien et la révision des moteurs hors-bord; abri indépendant pour les carburants; hangar à bateaux qui peut - l'été - être transformé en dortoir équipé de douze lits; local comprenant la chaufferie centrale, le système de ventilation, le boiler, les mécanismes de commande des pompes à eau de mer; salle réservée aux compresseurs; bacs en béton avec circulation d'eau de mer, destinés à recevoir les récoltes avant le triage; atelier d'électronique.

7. Un vide technique existe entre les bâtiments et le rocher. C'est là que sont logées toutes les canalisations d'alimentation du complexe; ainsi l'on peut réparer ou modifier aisément l'un ou l'autre circuit.

La longueur totale du bâtiment est de 60 m; la hauteur moyenne de 5 m; sa superficie d'occupation est de 615 m<sup>2</sup>.

tuée essentiellement d'énormes blocs de rochers pris sur notre territoire, aux endroits mêmes où il est prévu d'édifier plus tard, des logements pour chercheurs et des extensions des bâtiments de recherches, au fur et à mesure des moyens financiers dont disposera la Station.

A peine la Station Stareso vient-elle d'ouvrir ses portes, nous apprenons que la « Section autonome française de la Commission des monuments et des sites de Belgique », ayant créé un prix pour récompenser les auteurs de bâtiments « susceptibles d'embellir les paysages » l'a décerné à l'Université de Liège, maître de l'ouvrage, et à l'Atelier d'architecture du Sart Tilman, représenté par les Architectes Strebelle et Dumont, « pour la station de recherches sous-marines et océanographiques de l'Université de Liège, à Calvi, Corse ».

Au cours d'une réunion officielle, tenue le 11 février 1974, M. Falise, Ministre de la Culture, remet une truelle d'argent à l'Université de Liège, une autre à l'Atelier d'architecture. Ce prix récompense « *le plus beau bâtiment administratif, scientifique ou socio-culturel construit entre le 31 mai 1971 et le 31 mai 1973* ». Cette nouvelle fait un très réel plaisir à tous ceux qui ont mis le meilleur d'eux-mêmes à concevoir et à réaliser la station. Une telle distinction est un bel hommage rendu aux talents de Cl. Strebelle. Sa claire intelligence se manifeste dans tout ce qu'il entreprend et il est secondé admirablement par des collaborateurs qu'il choisit avec le discernement qui est la fortune des grandes natures.

Un très gros effort est consenti pour la plantation d'arbres sur notre territoire de la Revellata. Malheureusement, M. Jules Moureau se heurte aux conditions les plus défavorables. Les vents, fort souvent violents, dessèchent les jeunes plants. Les embruns répandent du sel partout : la moyenne des pluies oscille autour de 500 mm par an, mais la saison sèche est généralement extrêmement longue ; il est très rare en effet qu'il pleuve entre mai et octobre, alors que la chaleur est particulièrement forte en juillet et en août. Des arrosages suffisants ne seraient réalisables que si l'on disposait de grandes quantités d'eau (et entre 1965 et 1970, nous n'en avons pas ou très peu) et d'une main-d'œuvre importante que nous ne pouvons nous offrir. Dès lors, la réussite des plantations ne dépassera sans doute pas 10 à 15 %.



Ce n'est pas beaucoup; néanmoins, dans quelques années, nous aurons, non une forêt bien sûr, mais un certain nombre d'arbres dignes de ce nom, surtout des *chênes verts*, des *eucalyptus*, des *cypres*. Le maquis protégé prend de la hauteur et des fleurs poussent partout où il y a un peu de terre.

En même temps que s'édifient les bâtiments de la Station, l'Architecte Don Tate de Yarmouth, spécialisé dans les constructions maritimes, est chargé de dresser les plans du bateau océanographique. Le schéma de base est longtemps discuté par M. Distèche, M. Spronck, titulaire de la chaire de constructions navales, ses collaborateurs et quelques membres de la campagne d'Australie. C'est après de très nombreuses hésitations que nous nous décidons pour le type catamaran, parce que, constitué de deux coques parallèles, il offre une plus grande stabilité latérale sur l'eau et permet de disposer de superstructures étendues. Le modèle catamaran est d'ailleurs de plus en plus adopté par les marines étrangères, à cause de sa stabilité, de la superficie des ponts et de l'existence, entre les deux coques, d'un vaste espace se prêtant à l'utilisation d'engins de levage. Les U.S.A. ont mis à l'eau, récemment deux catamarans lourds (4.200 tonnes de déplacement). On a adopté également le modèle catamaran dans la construction de plates-formes mobiles de forage (E. W. Thornton, 6.100 t, U.S.A.; Kyor Ogly, 13.200 t., U.R.S.S.).

La construction de notre bateau s'achève malheureusement avec beaucoup de retard, en 1971. Je suis très touché que la Commission scientifique de Stareso décide à l'unanimité de lui donner le nom de *Recteur Dubuisson*. Il jauge 67 tonnes, a 21 m de long et 7,5 m de large. Il est équipé d'un générateur électrique de 27 KVA, treuils océanographique (8.800 m de câble) et de chalutage (800 m de câble), d'un derrick de levage, d'un compresseur, de deux embarcations auxiliaires pour la plongée sous-marine. Il abrite deux grands laboratoires permettant l'utilisation d'une quantité d'appareils de recherches océanographiques.

## Expédition à la Grande Barrière d'Australie

Depuis la licence en zoologie, je suis fasciné par la Grande Barrière de Corail. Le hasard m'a mis sous les yeux des photographies qui doivent être parmi les premières prises là-bas. Cachée sous des eaux scintillantes – qui parfois la découvrent quelques heures –, mystérieuse, d'aspect varié, d'un intérêt inépuisable, elle est bien de nature à stimuler et à enchanter l'imagination de jeunes biologistes. Cette gigantesque construction sous-marine a, comme artisans principaux, les Madrépores ou Coraux. Rappelons-le, ces organismes primitifs et minuscules forment le plus souvent d'importantes colonies et sécrètent un squelette calcaire. Après la mort, les squelettes d'une génération servent de soubassement à la génération suivante et ainsi, étage par étage, à la vitesse de 1 cm de hauteur par an, s'édifie la masse énorme du récif. Ces étonnants petits animaux exigent pour se développer d'assez strictes conditions de milieu : eaux dont la température est supérieure à 18°, variations saisonnières faibles (1 à 3°), eaux agitées donc bien oxygénées, eaux limpides aussi car les petits bâtisseurs vivent en symbiose avec des algues vertes, les zooxanthelles dont la fonction chlorophyllienne réclame la lumière, ce qui explique que la partie vivante des récifs ne dépasse guère vingt à cinquante mètres de profondeur.

Aux époques géologiques, où une mer claire et chaude recouvrait nos régions, les madrépores ont foisonné jusqu'en Islande. Ils ont laissé sur notre sol des empreintes fossiles. Le refroidissement du climat les a refoulés vers les zones tropicales où ils continuent d'édifier des formations récifales dispersées sur plus de 190.000.000 km<sup>2</sup> et dont la plus étendue est la Grande Barrière de Corail d'Australie. Nous pouvons donc suivre aujourd'hui, se déroulant devant nous, un processus géologique dont l'origine remonte à la fin du Cambrien, il y a 450 millions d'années.



Ces structures sous-marines n'ont pas seulement un intérêt paléontologique ou géologique, elles sont, pour le biologiste, un site privilégié d'observation et, on peut dire, un vrai paradis. Elles abritent en effet un monde extraordinaire et foisonnant d'êtres vivants, réserve prodigieuse et relativement intacte : coraux durs et coraux mous, alcyonnaires, hydrozoaires, bryozoaires, polychètes, échinodermes, mollusques, crustacés, poissons, serpents, algues calcaires. Quantités de formes colorées, irisées, phosphorescentes et chatoyantes tapissent les reliefs, s'accrochent aux aspérités, creusent le roc pour en faire jaillir d'étincelants panaches, dressent vers la lumière des éventails de fines dentelles ou l'élan de sculptures étranges; quantités de formes ondoyent, glissent, bondissent et font un mouvant décor aux inimitables ballets d'extraordinaires poissons.

Presque toutes les espèces animales se rencontrent là-bas et elles sont représentées par leurs variétés les plus belles, les plus fantaisistes, dans un cadre merveilleux. On comprend les sentiments d'allégresse et d'émotion des jeunes plongeurs évoluant dans un monde qui n'a pas de correspondant sur la terre.

La Grande Barrière s'étend le long des côtes du Queensland sur plus de 2.000 km, depuis l'archipel des Murray, dans le Détroit de Torrès, jusqu'aux îles du Capricorne. Sa surface, comprise entre la côte Est du Queensland d'une part, la mer de Corail et l'Océan Pacifique d'autre part, couvre plus de 250.000 km<sup>2</sup>; sa largeur, en certains endroits, atteint 150 km.

La navigation dans les eaux de la Grande Barrière est fort dangereuse en raison des hauts fonds; un petit nombre de « chenaux » permettent seuls à des bateaux de taille moyenne d'atteindre les côtes en venant du Pacifique. James Cook en fit la triste expérience lorsque, le 10 juin 1770, son navire l'*Endeavour* s'échoua près du Cap Tribulation. Depuis, la Grande Barrière a été le cimetière de plus de 500 bateaux... Les cartes de navigation sont fort incomplètes et ne signalent encore que les endroits les plus périlleux.

C'est en raison de leur difficulté d'accès que ces récifs, malgré leur richesse, ont été si peu explorés encore.

En 1928-29, sir C. M. Yonge, professeur de zoologie à l'Université de Glasgow a opéré une prospection importante de ces eaux si bien gardées. Par ailleurs, la « Great Barrier Committee » de Bris-

bane a établi une station biologique à Heron Island, île de 16 km à peine de long, située au large des côtes du Queensland. Mais, dans l'ensemble, les recherches sur les coraux et leur faune associée sont surtout concentrées dans le Pacifique (Iles Marshall, Carolines).

Aller à la Grande Barrière avec des plongeurs, récolter du matériel, filmer et photographier est une expédition d'un grand intérêt scientifique mais fort coûteuse; elle ne peut être aisément imaginée dans les limites restreintes du budget de recherche d'un pays petit comme le nôtre.

Je mets un certain temps à trouver la solution qui est d'obtenir le patronage simultané de plusieurs organismes.

1. — Le Ministère de l'Education nationale consacre annuellement une partie de son budget à la commande de films éducatifs. En cette matière, les fonds sous-marins de la Grande Barrière constituent un sujet de choix. Pour convaincre ce Ministère, il faut présenter des « scénarios ». Nous ne pouvons guère les faire à partir de lectures sans risquer de passer à côté des vrais problèmes. Mais le Professeur Yonge est susceptible de nous proposer les sujets les meilleurs. A notre demande, il rédige très aimablement dix scénarios de 20 minutes chacun, sur des sujets bien précis.

J'introduis le dossier au Ministère de l'Education nationale. Il est approuvé par le Ministre de l'époque, le Professeur Fernand Dehousse, et un subside (à répartir sur plusieurs années) m'est accordé. Le Gouvernement est démissionnaire avant la signature du contrat mais le Ministre Michel Toussaint, qui succède à M. Dehousse, honore les engagements pris par son prédécesseur.

Le Département nous accorde une subvention de 8.680.000 F, qui se répartira, en fait, sur plusieurs années, couvrant la période préparatoire, celle de l'expédition elle-même, puis le temps considérable consacré au laborieux montage des séquences filmées.

2. — La Force navale belge possède des bâtiments capables d'effectuer ce long voyage et de nous prêter l'appui logistique nécessaire. Je fais de nombreuses démarches pour convaincre les autorités de la marine et je suis très aidé en haut lieu.

Finalement, l'algérine F.905 *De Moor*, construite en 1945, et que l'on s'appêtait à désarmer, est mise à notre disposition avec un équipage de soixante-dix hommes : officiers, sous-officiers, techni-



ciens et matelots, sous le commandement de A. Robyns, Capitaine de Corvette.

Le *De Moor*, anciennement *Rosario*, appartenait jadis à la Marine anglaise. Les Belges lui donnèrent son nouveau nom en souvenir d'un certain Pasquier De Moor qui prit un jour, à l'abordage, quatre navires anglais ! Long de 69 mètres, large de 10,80 mètres, il jauge 1.300 tonnes avec un tirant d'eau de 3 mètres. Il a une réserve de 235 tonnes de mazout réparties en deux réservoirs, dispose de quatre turbines totalisant 2.500 CV, sa vitesse de pointe est de 18 nœuds pour une consommation de 30 tonnes de carburant pour 24 h. Quarante % des membres de l'équipage sont nécessaires au fonctionnement des machines (le Lieutenant Debie, assisté de 18 sous-officiers et 12 matelots). A bord, sont installés trois générateurs de 50, 80 et 120 kW.

Nous passons un contrat avec la marine en vertu duquel ce navire sera à notre disposition pendant un an, moyennant un subside forfaitaire de 3.500.000 F.

Le *De Moor* subit évidemment une certaine « transformation » en vue du rôle qu'il aura à jouer. Les tourelles du navire sont débarassées de leurs canons, les soutes à munitions, vidées. Un poste d'équipage est aménagé en salle d'aquariums montés sur cardans. De nombreuses couchettes sont installées à bord pour les scientifiques, les cinéastes et leurs collaborateurs.

Ce long voyage Belgique-Australie et retour doit comporter plusieurs escales techniques. Elles donneront à notre Force navale l'occasion d'effectuer, sous notre drapeau national, quelques visites de prestige.

Entre-temps, je convaincs A. Distèche, à ce moment professeur associé, d'accepter la direction de l'expédition, mes occupations rectorales me permettant tout au plus de rejoindre le *De Moor* pendant quelques semaines, au moment des vacances.

Nous convenons de faire de cette mission un *événement national* et d'inviter chacune des Universités du pays, ainsi que le Musée d'Histoire naturelle, à désigner des chercheurs désireux de se joindre à nous. Ils profiteront ainsi de conditions de travail tout à fait exceptionnelles.

L'expédition prend dès lors l'appellation « *Expédition belge à la Grande Barrière d'Australie* ».

3. — Ayant établi les prévisions de dépenses, nous sommes amenés à constater que le budget reçu du Ministère de l'Education nationale n'est pas suffisant. Nous devons payer la Force navale, acheter des embarcations de plongée, des moteurs hors-bord, des compresseurs, des scaphandres, des films, louer des caméras sous-marines et terrestres, engager des cinéastes, des scripts et entretenir toutes ces équipes pendant cinq à six mois.

Nous décidons donc — puisque aussi bien il s'agit d'une expédition interuniversitaire — de nous adresser au FNRS et au Centre belge d'Océanographie. Nos demandes sont honorées. Le FNRS nous accorde 3.500.000 F et le Centre, les subsides nécessaires à acquérir quelques équipements.

Le grand départ a lieu à Ostende, le 4 avril 1967, en présence du représentant du Ministre de l'Education nationale, du Commodore Lurquin, de l'Ambassadeur d'Australie à Bruxelles et de personnalités du monde universitaire. J'y prononce une allocution exposant les buts et les moyens de l'expédition et je termine en disant :

Mes chers Collaborateurs, la mission qui vous est confiée est importante, mais elle est difficile. Chacun de vous a des objectifs déterminés qui le conduiront à éprouver des joies, mais aussi à rencontrer bon nombre de difficultés. Vous vaincrez celles-ci dans la mesure où, tout en assurant vos besoins et en gardant votre personnalité, vous ne manquerez pas de bien vous pénétrer de l'idée que vous poursuivez une œuvre *commune* et qu'il convient, en conséquence, que l'amitié vous unisse en toutes circonstances, quels que soient vos devoirs et vos prérogatives <sup>(1)</sup>.

(1) L'équipe cinématographique terrestre est constituée par M. Thonon, M. de Mevius, A. Noury; l'équipe cinématographique sous-marine, par P. Dubuisson, C. Massart, Belges; R. Taylor, V. Taylor, de Sydney. Pierre Levie, cinéaste chargé du montage des films participe à l'expédition pendant deux mois.

L'équipe scientifique comprend : J. Cl. Bussers, zoologue, assistant à l'Université de Liège; Cl. Monty, géologue, assistant à l'Université de Liège, chef de l'équipe scientifique; A. Coomans, zoologue, chef de travaux à l'Université de Gand; A. Bastin, géologue, assistant à l'Université de Louvain; T. Jacques, zoologue, collaborateur du Musée d'Histoire Naturelle de Bruxelles; D. Barnes, zoologue, Université de New Castle, Angleterre; M. Chekanof, conservateur et R. Henen, préparateur à l'Université de Liège fournissant l'aide technique et B. Gorsky, écrivain.

De nombreux autres chercheurs étrangers partageront les travaux de l'expédition, pendant des séjours de durée variable : P. Woodhead, zoologue, directeur de la Station scientifique d'Heron Island; S. Domm, son assistant; B. Pearson, biologiste, Département des pêcheries, Harbours and Marine, Brisbane; A. B. Crible, botaniste, Université de Brisbane; B. Goldman et S. Beresford, ichtyologistes, du Musée d'Histoire Naturelle de Sydney; H. Heatwole, zoologue, Université Armidale, NSW; T. Goreau, biologiste, professeur à l'Université de Kingston, Jamaïque; Sir Maurice Yonge, zoologue, Université de Glasgow.



Ma femme et moi profitons des grandes vacances pour rejoindre l'expédition. Nous arrivons à Brisbane le 6 août 1967, accueillis par le Vice-Consul de Belgique, M. Naylor, qui rend de nombreux services à l'expédition. Nous sommes conduits à Yeppoon où nous attend le *Careelah*, petit navire auxiliaire, commandé par son propriétaire Wally Muller dont nous nous sommes assuré le concours. C'est un homme de trente-huit ans, râblé, solide, imperturbable. Il connaît très bien la Grande Barrière et ses dangers. Son bateau de 16 m, pourvu d'un diesel de 200 CV doit nous permettre des déplacements plus faciles dans les zones périlleuses. Il est décidé qu'il logera surtout les cinéastes et leur encombrant matériel, notamment un puissant groupe électrogène permettant l'éclairage des fonds sous-marins.

Le *Careelah* nous mène à Cairns, où nous rejoignons le *De Moor* qui ne tarde pas à reprendre le chemin de la Grande Barrière.

Le pont présente toujours beaucoup d'animation. Des équipes se préparent à partir, s'équipent, vérifient leur matériel; d'autres rentrent, la moisson rutilante est triée, certains organismes sont disposés dans de grands bacs, d'autres, descendus dans les aquariums.

La mise à l'eau et l'accostage des petites embarcations transportant scientifiques et cinéastes nécessitent des manœuvres délicates et présentent souvent des risques quand la mer est agitée. La vigilance et la coordination des marins ne sont jamais en défaut. Plus de 800 missions sont ainsi assurées par le personnel du *De Moor* sans accident sinon sans difficulté.

L'enthousiasme des plongeurs est grand.

Les marins ne sont pas indifférents au travail des cinéastes et des scientifiques. Ils s'intéressent aux récoltes, sont ravis de la beauté des organismes exotiques, rassemblent des collections de coquillages. Tous ces hommes, dans les limites étroites d'un bateau, vivront pendant cinq mois, jour et nuit, en coude à coude. Ensemble pour travailler, pour manger, pour dormir. Leur tempérament, leur formation, leur motivation, la langue qu'ils parlent sont différents. Certaines incompréhensions, certains heurts sont parfois inévitables et réclament doigté et psychologie de la part du Commandant Robyns et de M. Distèche. Mais on aura rarement vu,

dans des conditions si difficiles, autant de fructueuse collaboration et d'amicale fraternité.

C'est la première fois qu'une expédition scientifique parcourt une étendue aussi vaste de la Barrière qui borde la côte du Queensland. C'est aussi la première fois qu'un navire d'un tonnage et d'un tirant d'eau (3 m) aussi élevés s'aventure dans un tel dédale de récifs, en se servant de cartes de navigation fort imprécises et incomplètes. Et le danger ne doit pas être sous-estimé : un récif étant signalé quand le *De Moor* marche à douze nœuds, il lui faudrait quatre-vingts secondes et 550 m pour l'éviter. Cet exploit est possible grâce aux qualités des officiers et des hommes d'équipage.

Au cours d'une manifestation à bord du *De Moor*, j'offre une collation à l'ensemble des membres de l'expédition et j'adresse un télégramme à Sa Majesté le Roi qui a efficacement soutenu notre initiative :

Expédition Scientifique belge à la Grande Barrière d'Australie se poursuit dans les conditions les meilleures grâce à la qualité des équipes, à l'appui logistique et au dévouement vraiment incomparable de l'équipage du *De Moor* sous les ordres du Commandant Robyns - Stop - Résultats déjà acquis fort importants - Stop - De la Mer de Corail adresse à Votre Majesté au nom de tous sentiments respectueux d'indéfectible attachement - Stop - Recteur Dubuisson.

Je profite de cette circonstance pour exprimer au Commandant Robyns notre reconnaissance pour les éminents services que lui et son équipage rendent à notre mission.

Lorsque je dois, à mon très grand regret, quitter l'Australie, à la fin du mois d'août, je suis enchanté de tout ce que j'ai vu et entendu. Assuré que l'expédition sera un succès, je fais des vœux pour qu'aucun accident (si vite arrivé dans une entreprise de cette dimension, avec les risques qu'elle comporte) ne vienne ternir l'éclat de cette merveilleuse aventure.

Je prends donc congé de l'équipe et rentre à Liège, où m'attend la mise au point des manifestations du 150<sup>e</sup> anniversaire de notre Université.

Les prospections à la Grande Barrière, qui avaient commencé le 26 juin, prennent fin le 30 novembre. Les principaux endroits visités sont Heron Island, l'Atoll de Lady Musgrave, les Swain Reefs, Palm Island, Lizard Island, Nymph Island, Low Island,



Three Isles, Yonge Reef, Gannet Cay, soit dix stations réparties entre 24° et 14° Latitude Sud.

A la fin de l'expédition, la plupart des chercheurs et cinéastes rentrent chez eux par avion, tandis que le *De Moor* reprend la route vers la Belgique, par le Cap (le Canal de Suez ayant été fermé depuis le départ de l'expédition).

Le *De Moor* arrive à Ostende le 28 février 1968, accueilli par le Prince Albert, l'Ambassadeur d'Australie, le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée, le Commodore Lurquin, le Professeur Distèche et moi-même. Deux hélicoptères accompagnent le *De Moor* jusqu'à l'accostage. Au Commandant Robyns, qui a manifesté tant d'exceptionnelles qualités pendant l'expédition, je remets, au cours de la cérémonie d'accueil, la médaille d'argent de l'Université gravée à son nom, ainsi que la médaille du Fonds National de la Recherche Scientifique.

Le navire a parcouru 36.307 miles, dont 4.826 à la Grande Barrière elle-même. Ses escales sont, à l'aller : Tunis, Massawa, Colombo, Djakarta, Freemantle, Melbourne, Sydney, Brisbane et, au retour : Darwin, Singapore, Cochin, Madagascar, Le Cap Abidjan, Tenerife.

Il apporte dans ses soutes à munitions la plus importante et sans doute la plus belle collection de coraux du monde.

Le recul est suffisant aujourd'hui pour tracer les grandes lignes des résultats de cette expédition.

## FILMS

J'envisage tout d'abord les films, puisque l'aventure était essentiellement axée sur eux. L'expédition ramène 30.000 mètres de films, couleur Eastman color, 35 mm, la plupart tournés sous la mer, soit à la lumière naturelle, soit sous éclairage artificiel. Un certain nombre de plans sont pris la nuit. Comme je l'ai dit plus haut, au départ, nous avions en vue de réaliser dix scénarios scientifiques. Choisir les séquences strictement en fonction de ces dix plans s'avère tout de suite difficilement réalisable, parce que le matériel souhaité ne se trouve pas toujours à point donné dans la mer. Mais, au hasard des rencontres, des initiatives et de l'imagination

de nos cinéastes sous-marins, bien des organismes curieux sont filmés et bien des scènes intéressantes, captées.

Dès lors, nous rêvons de mettre à la portée de l'admiration de tous, les prodigieux paysages de la Grande Barrière et l'idée prend corps, peu à peu, de faire un film de long métrage qui retienne l'attention des scientifiques par sa diversité et sa vérité, et soit en même temps une initiation pour le public cultivé.

C'est dans cet esprit que Pierre Levie et quelques membres de l'expédition entreprennent un travail long et difficile : choisir les séquences appropriées, les relier correctement entre elles, mettre bout à bout les scènes sélectionnées, d'une manière logique, rythmée. Ainsi, naît « *La Grande Barrière de Corail* », un « long métrage » de quatre-vingt-dix minutes.

Le commentaire est mis au point par ma femme et Albert Distèche, la musique est de Patrick Ledoux.

Le film est projeté pour la première fois à Liège en présence du Roi et de la Reine, le 9 mai 1969. Leurs Majestés sont accueillies par la musique de la Force navale et par les Cadets de la Ligue maritime belge qui rendent les honneurs. Le Commodore Lurquin et moi-même introduisons la séance. Je crois intéressant de publier ici l'essentiel du discours prononcé par le Chef de la Marine :

Au moment où vont être présentées au public les images de l'expédition à la Grande Barrière d'Australie, je suis heureux, en tant que Chef d'Etat-Major de la Force navale, que la Marine, conformément à ses traditions et à sa vocation de grand service public, ait été associée à cet élan scientifique qui ouvre à l'Université de Liège et à notre pays les accès des domaines les moins explorés.

Tous les marins ont dans leur âme le goût de l'exploration. Ils ne peuvent pas résister à l'attrait de la découverte.

Pays inconnus, coutumes différentes, civilisations exotiques, sont pour eux autant de joyaux cachés derrière les horizons vers lesquels ils conduisent leurs navires.

Les marins de notre pays n'ont d'ailleurs jamais été en reste à cet égard. Au temps de la Marine Royale déjà, nous les retrouvons sur les côtes d'Afrique et sur celles de l'Amérique Centrale et même en Extrême-Orient.

De leurs voyages, ils rapportent le résultat de leurs intéressantes observations. Leurs contributions viennent enrichir les connaissances sur le monde dans lequel nous vivons.



L'absence de Marine en Belgique à la fin du siècle dernier, n'empêche pas certains de répondre à l'appel de l'inconnu. Adrien de Gerlache, Georges Lecointe, Emile Danco furent de ceux-là. A bord de la *Belgica*, ils devaient entreprendre la première expédition antarctique belge et effectuer le premier hivernage jamais réalisé au Pôle Sud.

Après 1946, année de la création de l'actuelle Force navale, nous retrouvons de nouveau des marins belges au service de la Science, que ce soit au cours de campagnes hydrographiques au large des côtes africaines ou océanographiques en Méditerranée, ou encore lors de campagnes belges dans l'Antarctique.

Le projet de Monsieur le Recteur Dubuisson d'envoyer une équipe de chercheurs sur la Grande Barrière de Corail à bord d'un navire de notre Marine militaire devait dès lors susciter mon plus vif intérêt.

Dans la mesure de ses faibles moyens, la Force navale entreprit de fournir à l'expédition le soutien logistique et le moyen de transport.

Le seul bâtiment capable de remplir une mission lointaine d'aussi longue durée était le *De Moor*. Sans tarder, tout fut mis en œuvre pour rendre cet escorte, datant de la dernière guerre mondiale, apte à remplir sa nouvelle tâche.

Dans le délai promis, le *De Moor* fut transformé et prêt à accueillir les membres de l'expédition et leur matériel. Un équipage fut sélectionné parmi les nombreux volontaires qui se présentèrent et je pense que les marins du *De Moor* peuvent être fiers aujourd'hui de la façon dont ils ont rempli leur mission. La confiance que j'avais placée en eux n'a pas été déçue.

A la lumière des rapports de mer que le Commandant Robyns me faisait parvenir, je pus me rendre compte, en effet, du bon déroulement de la campagne.

Et maintenant, un peu plus d'un an après le retour du *De Moor* en Belgique, je suis heureux que notre Marine se soit enrichie d'une expérience de plus dans le domaine très spécialisé de la recherche scientifique et qu'elle ait été, par la même occasion, en mesure de faire opérer un de ses navires aux antipodes, loin de toute base et dans des eaux réputées pour les périls qu'elles présentent pour la navigation.

Mais je désire que l'on s'arrête également quelque peu au fait que si cette expédition a été à même de récolter une si ample moisson de données, c'est, pour une certaine part, grâce à la Marine. Elle a ainsi, une fois de plus, fourni la preuve qu'elle est capable de rendre des services au-delà de son rôle dans la défense de notre pays et de ses voies de communications maritimes. Notre préparation à l'action navale reste primordiale mais le service public que nous rendons au pays en temps de paix constitue

pour nous une mission à peine moins importante et qu'il nous est bien agréable de remplir.

A l'instant où nous nous félicitons de la contribution qu'apporte l'Université de Liège au prestige de notre pays et à celui de sa Marine, je terminerai en vous disant combien j'éprouve un sentiment de gratitude à l'égard de ceux aux efforts desquels ce beau résultat est dû.

Je vous demande, Monsieur le Recteur, de me laisser nommer Monsieur le Professeur Distèche, dont l'enthousiasme et le dynamisme dans la direction de l'expédition ont permis de terminer les travaux sur la Grande Barrière avec le succès que l'on connaît.

D'autre part, je n'ignore pas la part de mérite qui revient au Capitaine de Corvette Robyns. Au cours d'un voyage de près d'un an, pendant lequel notre pavillon national a été montré dans de nombreux pays étrangers, il a su diriger avec l'autorité et la compréhension qui s'imposaient, une équipe au service de la recherche.

Pareil concours apporté par le marin au savant, constitue une expérience que la Marine serait heureuse de renouveler.

Sire, Madame,

Les navires de la Force navale, à l'exemple de vos Ambassadeurs, assurent la présence tangible de la Belgique dans le monde.

Que Vos Majestés soient assurées que nos marins, enfants de ce pays, sont fiers de servir sous son pavillon et Ses Souverains.

Une première est organisée à Paris, le 28 avril 1970, en présence de la Princesse Paola et au profit de l'Association belge de bienfaisance à Paris.

Le film est lancé. Il va faire le tour du monde, dans des versions française, néerlandaise, allemande, anglaise, espagnole, japonaise.

Il est primé au festival de Venise, au festival du film du folklore et tourisme à Bruxelles, obtient le Neptune d'or au festival de Trente, l'Ancre d'or au huitième festival international du film maritime et d'exploration à Toulon.

Des journaux du monde entier publient des commentaires élogieux sur « *La Grande Barrière de Corail* ». Le *Journal des Beaux-Arts* (n° 1248) du 17 mai 1969 s'exprime, notamment, comme suit :

« *La Grande Barrière : l'Univers des merveilles naturelles*. Aucune photo en noir et blanc ne peut rendre compte de la splendeur magique, du quasi inconnu, de la constante découverte pour le profane qu'est la Grande Barrière de Corail. C'est d'autant plus merveilleux que les



nombreux collaborateurs de ce film n'ont pas voulu, à l'intention d'un grand public — que pour une fois on n'a pas pris pour stupide — faire de la vulgarisation vulgaire ni de l'information purement scientifique. Pour ma part, j'estime qu'il y ait eu une juste mesure qui peut à la fois enchanter les initiés (bien qu'ils demanderont toujours des informations plus précises que certainement d'autres films tirés de la même masse de pellicule leur donneront) et les spectateurs simplement curieux de l'inconnu, et il faut bien avouer que nous connaissons peu de choses.

Si un artiste aborde ce film, il constatera que, dans le domaine sous-marin, le Monde du Silence de Cousteau et certaines productions pseudo-scientifiques de Disney ne lui ont rien révélé. Le monde des formes mouvantes et des couleurs qui nous est ici donné à voir, réjouira les artistes — à qui je recommande tout particulièrement *La Grande Barrière*, non seulement parce qu'ils y verront que leurs recherches de lignes, de couleurs et de matières rejoignent parfois leurs conceptions plastiques et sculpturales. Intuition ou connaissance — les artistes sont souvent très malins et avertis — il y a ici subitement une vision de l'univers qui rend enthousiaste.

A un autre niveau, plus sentimental qu'intellectuel, il y a la découverte, ou la redécouverte, de l'admirable unité du monde physique, avec ses organes, ses défenses, ses moyens de survivre. L'on se dit, une fois de plus, que tout est en un. A qui devons-nous cette révélation chaque fois renouvelée et chaque fois nouvelle ? Beaucoup au Professeur A. Distèche, Chef de l'expédition, beaucoup aussi aux admirables Ron Taylor et Pierre Dubuisson qui assurèrent les prestigieuses vues sous-marines, beaucoup encore à Pierre Levie pour la construction générale de cet ouvrage et à Gérard Corbiau qui se chargea du montage. L'on ne peut pas consacrer une page et demie à tous les autres collaborateurs, tous autant méritoires. Voici un film belge qui très certainement va faire le tour du monde. Il est dommage, tout de même, qu'il faille un film de cette sorte pour convaincre nos compatriotes d'une maîtrise certaine ».

Le film est la propriété du Patrimoine de l'Université, en raison même du contrat signé entre le Ministre de l'Education nationale et moi-même et les sommes qu'il rapporte sont rassemblées au sein d'une Fondation que je fais créer à cette occasion par le Patrimoine de l'Université (*Fondation pour les recherches sous-marines et océanographiques*).

Un second film d'une durée de vingt minutes, tiré de cette inépuisable source de documents a pour titre : « *Les Poissons de la Grande Barrière d'Australie* ». Véritable festival de couleurs, il tend à montrer, non seulement la beauté, mais les attitudes typiques

et les comportements divers des poissons. Il est monté et commenté par J. Voos, premier assistant d'éthologie. Les droits, pour l'Italie, ont été récemment concédés à une Société fabriquant des « télé-cassettes ».

Enfin, un troisième long métrage de quatre-vingt-dix minutes vient de voir le jour : « *Le Récif de Corail* ». Entrecoupé de dessins animés, il est monté par P. Levie, sous la direction de Cl. Monty, chef de travaux de Géologie à l'Université de Liège et membre de l'expédition de la Grande Barrière. Il constitue assurément le plus complet et le plus beau document qui soit sur ces organismes extraordinaires qui édifient les immenses barrières de corail. La musique est de Patrick Ledoux, le texte est de Cl. Monty.

#### RÉSULTATS SCIENTIFIQUES

Sur le plan des recherches, quelques résultats sont acquis pendant le trajet aller : enregistrement à l'écho-sondeur du profil sous-marin pendant la traversée de la Mer Rouge, enregistrement de la morphologie de la plate-forme et du talus continental par échosondage entre Colombo (Ceylan) et Brisbane (Australie); enregistrement continu de la température de surface en Mer Rouge et dans l'Océan Indien; collectes de plancton de jour et de nuit.

A la Grande Barrière, de nombreuses observations sont faites sur place, au fond de la mer ou en aquarium. Beaucoup de nos hôtes étrangers viennent éclaircir l'un ou l'autre point de leurs travaux.

Un matériel abondant est récolté par les chercheurs pour eux-même et leurs institutions. A moyen et à long terme, il va être dépouillé et, pendant des années, constituera un « fonds » de sujets de recherches variées.

Grâce à Cl. Monty essentiellement, l'Institut de Zoologie de l'Université de Liège s'est enrichi de la collection de coraux, sans aucun doute la plus abondante qui soit. Près de 1.000 spécimens ont été rapportés; 1/3 d'entre eux sont rassemblés dans une salle d'exposition du Musée de Zoologie, accessible au public. Leur mise en valeur est due au talent de Cl. Strebelle.

Dès le retour, les Universités de Liège et de Gand rédigent un projet sur l'« Etude des collections zoologiques, botaniques et



sédimentologiques de la Grande Barrière de Corail ». Grâce au Fonds National, les deux universités se voient dotées d'équipements propres à une étude approfondie du matériel récolté. A Gand, le Professeur A. Cooman, oriente son laboratoire vers des recherches systématiques, morphologiques et histologiques de formes inconnues ou mal connues, surtout dans les groupes de Nématodes des sédiments. Il dresse aussi un inventaire faunistique.

A Liège, Cl. Monty monte un « Centre d'analyses paléo-écologique et sédimentaire » où collaborent zoologues et géologues. Il se consacre surtout à l'étude des *coraux* (influence de l'environnement, et morphologie fonctionnelle; des *foraminifères* (systématique, distribution des biocénoses, formes aberrantes, détection des formes exogènes amenées par les courants); de la *sédimentologie* (faciès sédimentaire et foraminifères benthiques, oolithes, action des organismes vivants sur la formation des sédiments, modification des grains calcaires, analyses chimiques des sédiments) <sup>(1)</sup>.

\* \* \*

Les films, les photographies, les récoltes, les travaux scientifiques, ce sont là les résultats que nous escomptions; mais il vient s'ajouter à tout ceci, la profonde empreinte psychologique laissée par l'expédition sur tous ceux qui y ont participé.

Claude Monty m'écrit, en décembre 1967 :

C'est une grande aventure que vous nous avez fait vivre là, Monsieur le Recteur, une aventure qui, sans aucun doute, nous marquera tous profondément pour le déroulement de notre carrière scientifique et de notre vie d'homme.

Et plus loin :

Cette expédition fut une grande aventure humaine, et cet acquis n'est pas négligeable à l'heure où l'homme de science passe de plus en plus de temps dans l'isolement de son laboratoire.

Pour le moment présent, nous rentrerons en Belgique tels des éclaireurs chargés d'impressions et d'« échantillons » du monde merveilleux qu'ils ont découvert. Nous avons un message à transmettre, des intérêts à

<sup>(1)</sup> Cl. Monty a rédigé une courte note relative aux premiers résultats scientifiques. Nous la donnons en annexe p. 535.

susciter, des horizons nouveaux à faire découvrir à ceux qui n'ont pas eu notre chance. Il nous appartient maintenant de continuer dans la voie que vous venez d'ouvrir et de prolonger votre effort aujourd'hui dans de nouvelles expéditions où seront exploitées les connaissances acquises. Puissent les Autorités nationales comprendre cela. Puisse le monde comprendre que la Grande Barrière de Corail, bien que territoire australien, constitue, de par l'importance et la richesse multiple des phénomènes qui s'y déroulent, un héritage pour les hommes de science du monde entier. Son étude et sa protection nous concernent tous, et à ce propos, je n'ai pas hésité devant la télévision australienne à tenter une comparaison avec la situation des Temples de Nubie. Cela, Monsieur le Recteur, vous l'avez merveilleusement compris, et l'on ne peut que louer votre clairvoyance.

En tant que chef de l'équipe scientifique, je ne puis que vous témoigner toute notre gratitude et notre profonde reconnaissance pour le privilège que vous nous avez accordé de participer à votre expédition. En tant qu'universitaire liégeois, je ne puis que vous dire ma fierté sans limites d'appartenir à votre grande Maison. En tant que Belge, je ne puis que vous dire merci pour notre Science et son rayonnement.

Les sentiments exprimés par ce brillant chercheur se retrouvent dans tous les messages écrits par ses compagnons.

Chose assez extraordinaire, aucun équipement n'est perdu au cours des prospections. On ramène ainsi un matériel d'exploration fort important. Il est remis en état et cédé par le Patrimoine à la Station Stareso de Calvi. Celle-ci se voit ainsi, dès le départ, dotée – sans dépenses – d'un matériel de valeur : bateaux de plongée, moteurs hors-bord, bouteilles de plongée, compresseurs, groupe électrogène, etc...



## **Organisation de l'enseignement en océanologie à l'Université de Liège**

Les sciences de la mer ne sont pas, en Belgique, enseignées sous une forme coordonnée. Il y a bien, dans les Facultés des Sciences et des Sciences appliquées, des cours qui se réfèrent – largement – aux problèmes de la mer; mais l'étudiant désireux de se préparer à l'Océanologie doit glaner, çà et là, des informations et – au risque de passer à côté de choses essentielles – les rassembler lui-même pour en faire tant bien que mal une synthèse. Il y a là une lacune à combler. Ce n'est pas, en effet, parce que la Belgique est un petit pays qu'elle doit rester en dehors de l'extraordinaire mouvement d'expansion des Sciences de la mer. Les grands pays y consacrent des sommes très considérables. Les U.S.A., la Grande-Bretagne, le Canada, l'Allemagne, le Japon, la France dépensent ensemble plus de 600 millions de dollars <sup>(1)</sup>, annuellement, pour les recherches océanologiques. De grands organismes internationaux tels l'UNESCO, la FAO, établissent des programmes mondiaux d'études où interviennent toutes les disciplines. La technologie sous-marine a fait de si grands progrès depuis 20 ans qu'elle ne peut rester ignorée ni par nos scientifiques, ni par nos industriels. Convaincu qu'à Liège, nous avons les hommes capables d'occuper dignement les places qui doivent être créées, je déclenche une campagne destinée à sensibiliser le monde académique à la nécessité d'organiser en océanologie un cycle d'études complet. Un projet est déposé à la Faculté des Sciences, la plus intéressée par ces problèmes. Le programme comprend tout un ensemble de cours : océanologie générale, physique, chimique et biologique; océanographie instrumentale et expérimentale; océanographie physique; hydrographie,

<sup>(1)</sup> En 1969.

hydrométrie et éléments de navigation; mécanique des fluides non homogènes; hydrodynamique de l'océan; interaction air-mer; constructions maritimes et océaniques; climatologie et météorologie; géomorphologie marine; météorologie appliquée, géologie des océans, sédimentologie marine récente; microplanctonologie et palynologie marines; planctonologie, algologie; systématique des animaux du benthos et du necton; écologie marine; bactériologie marine; physiologie et biologie marines; chimie des animaux marins; physico-chimie des eaux marines; comportement des matériaux dans les eaux marines et géographie économique de la mer.

Quelques-uns de ces cours sont obligatoires pour tous les élèves, les autres sont à option avec un nombre déterminé d'heures minimum. Il existe, en outre, un certain nombre de cours libres, généralement enseignés par des chercheurs d'autres universités. Il s'agit de la chimie analytique des traces, de la chimie des sédiments marins et des eaux interstitielles; des senseurs chimiques appliqués au milieu marin; des chaînes trophiques dans les écosystèmes marins (1).

Comme on le voit, c'est un vaste domaine, désormais accessible d'une manière coordonnée.

Une vingtaine de professeurs et de membres du personnel scientifique de l'Université de Liège ou d'ailleurs, se partagent l'ensemble des enseignements.

Deux chaires sont créées, l'une d'océanologie, confiée à Albert Distèche, l'autre de Biologie marine, confiée à Jean Godeaux. L'Université de Liège est, à l'heure actuelle, la seule Université belge à présenter un programme complet d'océanologie accessible aux licenciés en Sciences et aux Ingénieurs.

(1) Le programme indiqué ici est celui de 1973-1974.



## Regards vers l'avenir

L'Université de Liège a démontré qu'elle considère la mer comme un champ privilégié d'étude et d'action : en 1969, elle crée l'enseignement de l'Océanologie et les chaires nécessaires; la station de Calvi est fonctionnelle, c'est la première station biologique de Corse et la première station méditerranéenne belge; le bateau océanographique est au travail; les collections les plus diverses, ramenées de la Grande Barrière sont à l'étude; des hommes de science de plusieurs pays collaborent, à Stareso, aux recherches sur la mer.

La Belgique apporte désormais sa contribution à l'effort gigantesque entrepris par toutes les nations pour l'étude des océans.

Ce faisceau de faits m'amène à tenter une mise au point de la situation de l'homme face à la mer. Car s'il apparaît de plus en plus qu'il veut, non seulement la conquérir mais la comprendre, il apparaît, hélas, qu'il risque de l'abîmer.

Je prononce, en octobre 1969, lors de la cérémonie d'ouverture de l'année académique, un discours intitulé :

*« La Mer et les Hommes ».*

Après avoir parcouru l'aspect alimentaire des ressources de la mer, et les divers moyens de les exploiter, je dis :

Il ne faut pas perdre de vue qu'en ce qui concerne l'utilisation des ressources animales de la mer, nous en sommes encore au stade de la cueillette et de la chasse, et que ce que nous avons appris sur terre en matière d'agriculture et d'élevage ne nous sert pas à grand-chose.

J'y évoque également le problème des richesses minérales de la mer, des campagnes de prospection en cours, des « chantiers sous-marins ». Puis j'aborde le dramatique problème de la pollution des océans, masses d'eaux considérables qui ne sont – sous

réserve de certaines limitations (eaux territoriales, câbles sous-marins) – juridiquement la propriété de personne.

Les biologistes regardent l'activité industrielle qui se déploie au large des côtes avec effroi, car elle va immanquablement provoquer un accroissement de la pollution et des dégradations dont les répercussions seront graves sur la faune et la flore. Il est urgent que les Nations établissent une réglementation internationale et cherchent les moyens de la faire respecter. D'autre part, des accidents sont toujours à craindre. Au cours de forages pétroliers, il a suffi d'une fuite pour ravager récemment la côte californienne (1). Qu'arriverait-il si une nappe de pétrole recouvrait ne fût-ce qu'une partie des récifs de la Grande Barrière de Corail où des concessions ont été récemment consenties aux prospecteurs ?

Mais le drame ne se limite pas à quelques accidents. De façon continue, l'homme déverse des déchets divers dans l'océan et ceux-ci augmentent en fonction de l'accroissement de la population et du degré d'industrialisation.

Environ 300.000 tonnes de plomb sont introduites par an comme antidétonnant dans l'essence. L'air en transporte les 3/4 sous forme d'aérosols et ils finissent par tomber dans la mer.

On peut détecter dans presque toutes les mers des produits radioactifs provenant des explosions nucléaires et des réacteurs. On y déverse chaque année des quantités considérables de détergents. Tous ces produits sont très résistants à la destruction biologique. Ils agissent à très faibles doses sur les propriétés des membranes cellulaires essentielles à la vie. On trouve dans la graisse de nombreux poissons, comme le thon, des quantités appréciables d'insecticides.

Enfin, l'augmentation de la teneur en  $\text{CO}_2$  de l'atmosphère, par l'utilisation toujours croissante de combustibles fossiles, constitue à elle seule un risque grave. En effet, la mer contribue largement au maintien d'une atmosphère dont la composition est compatible avec la vie. Elle contrôle le taux du  $\text{CO}_2$  dans l'air, absorbe l'excès de ce gaz toxique, déchet de la respiration et de la combustion, et en neutralise une partie sous forme de carbonates et de bicarbonates. L'autre partie est retenue par les algues marines qui, en échange, libèrent l' $\text{O}_2$ .

Les algues partagent ce remarquable pouvoir de photosynthèse avec les végétaux terrestres et, à elles seules, fournissent plus de la moitié de l' $\text{O}_2$  atmosphérique.

Or, la quantité de  $\text{CO}_2$  d'origine industrielle ou domestique, dégagée de 1860 à 1960, correspond à 16 % de la quantité totale de ce gaz

(1) A Santa Barbara.



dans l'atmosphère. A la fin de la présente décade, elle sera de 21 % et pourrait dépasser les 70 % vers l'an 2000.

Malgré la photosynthèse et la rétention chimique et physique du  $\text{CO}_2$  dans les océans, la quantité de  $\text{CO}_2$  dans l'atmosphère augmente déjà maintenant de 0,25 % par an, ce qui correspond à la moitié du  $\text{CO}_2$  libéré par la combustion du charbon et du pétrole. Les quantités de carbone correspondantes sont déjà de l'ordre de grandeur de la production totale de matière organique sur la terre.

Ce chiffre, déjà menaçant, le deviendrait encore bien davantage si, à la destruction continuelle des forêts et des prairies, venait encore s'ajouter celle des algues marines, à la suite d'épandages massifs d'herbicides ou d'huile à la surface de l'océan.

Si la teneur en  $\text{CO}_2$  atmosphérique actuelle venait à doubler, il en résulterait une élévation de température près du sol de 0,6 à 4° C. L'anhydride carbonique, en effet, absorbe fortement le rayonnement infrarouge solaire. Ce réchauffement provoquerait la fonte des glaces, l'élévation du niveau de la mer, de graves perturbations dans les cycles biologiques. Certains pensent que cette dramatique éventualité pourrait bien survenir peu après l'an 2000; d'autres craignent même pour nos réserves d'oxygène.

En somme, vous le voyez, cette mer dont nous attendons tant de bienfaits : ressources alimentaires, richesses minérales, équilibre dans la composition de l'air atmosphérique, cette mer immense que notre sensibilité veut, avec le poète, « toujours recommencée », cette mer, témoin de centaines de siècles d'histoire, cette mer, nous devons le savoir, apparaît donc infiniment plus vulnérable et fragile qu'on ne pourrait *a priori* le soupçonner. Malgré son immensité, à côté de laquelle l'humanité paraît si peu de chose, notre civilisation la menace : mazout, produits radioactifs, insecticides et détergents peuvent affecter grandement sa merveilleuse prairie planctonique, compromettre l'évolution des cycles alimentaires, empêcher la régulation de la composition de l'air atmosphérique.

Pendant les âges géologiques, les hommes — d'ailleurs peu nombreux — ont eu une très faible influence sur ces cycles naturels. Mais ces temps sont révolus : l'explosion démographique dans les pays neufs, l'explosion industrielle dans les pays avancés conduisent à la famine d'un côté, à la pollution de l'autre.

Bien sûr, chaque être humain dans les régions industrielles dispose de cent fois plus d'énergie que l'homme au stade de la cueillette. Mais, en se multipliant et en intensifiant ses consommations, il s'est engagé, sans s'en rendre compte, dans une voie de plus en plus dangereuse. Si son génie le mène à conquérir la lune, il ne devrait pas pour la cause

se pencher trop tard sur les difficultés réelles que pourraient rencontrer les hommes sur la terre.

Il faut que tous nous en prenions conscience, car les problèmes de la protection de la nature n'intéressent pas seulement les artistes et les biologistes, mais l'humanité tout entière.

Ce discours n'est qu'un cri de plus qui s'ajoute aux appels angoissés qui s'élèvent, sans cesse plus nombreux, de tous les coins du monde. Depuis qu'il est apparu, le danger des pollutions se précise davantage chaque jour. La déplorable stabilité des détergents et des pesticides organochlorés et organophosphorés dans l'eau de mer est démontrée, de même que la capacité d'organismes vivants (dont les poissons que nous mangeons) de retenir les pesticides à des concentrations cent mille fois supérieures à celle du milieu. Si l'on ajoute à cela la haute toxicité des produits à base de cuivre et de mercure, déversés dans les mers et qui ont, sur la fonction de reproduction, des effets fort néfastes, on se rend compte que la situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui est extrêmement angoissante.

Une Université ne peut pas se désintéresser d'un tel problème. Or, j'apprends, en 1970, que le Gouvernement belge, à la suite d'une recommandation de l'OTAN, y est attentif. Il a chargé Jacques Errera <sup>(1)</sup> de l'étudier. Celui-ci me demande mon avis. Je lui signale que Liège peut apporter une importante collaboration au programme projeté. Les événements se précipitent. En 1971, le Comité interministériel de la politique scientifique prend l'initiative d'un plan d'étude de la Mer du Nord où l'Université de Liège occupe d'emblée une position prépondérante.

Le projet, qui doit aboutir à la réalisation d'un modèle mathématique prévisionnel de la pollution en mer du Nord, est placé sous la direction du Professeur Jacques Nihoul. De nombreux autres professeurs liégeois ainsi que des professeurs d'autres universités du pays se voient confier des études importantes. En tout, soixante-quatorze chefs de service, chercheurs et techniciens non à charge du programme, soixante-deux chercheurs et techniciens à charge du programme, sont engagés dans une recherche multidisciplinaire couvrant tous les aspects de l'Océanologie. Instituts, Départements, Universités, Force navale travaillent de concert, échangent leurs

<sup>(1)</sup> Commissaire Honoraire de l'Energie atomique, conseiller auprès des services de programmation scientifique.



informations. A l'heure où j'écris ces lignes (1974), la Belgique possède ainsi, en matière d'Océanologie, un des groupes les plus cohérents et les plus complets qui soient.

Je voudrais, pour finir, jeter un coup d'œil sur l'avenir de Stareso.

Sa mise en route coïncide incontestablement avec un développement spectaculaire des Sciences de la mer dans tous les pays du monde et une prise de conscience fondamentale de la nécessité de la coordination dans les recherches océanologiques. Les enjeux de l'*Océanologie* – terme qui couvre aussi *l'ensemble des activités humaines concernant les océans* – sont immenses. C'est presque une mutation de notre civilisation qui se prépare par les perspectives extraordinaires qu'elle ouvre dans tous les domaines.

L'exploitation de la matière vivante des océans, qui fournit actuellement 2 à 3 % de la production alimentaire mondiale (60 millions de tonnes en 1968) augmente chaque année de 6 à 8 %, et représente à peu près 15 % des besoins du globe en protéines. L'aquaculture, c'est-à-dire l'organisation d'élevages, notamment de bivalves, sous la mer, le long des continents, sur le plateau continental, n'en est qu'à ses débuts. Ce sont surtout le Japon, le Canada, l'Espagne, les Etats-Unis et la France qui s'occupent activement de mettre au point les techniques d'élevage. Les méthodes ostréicoles japonaises, par exemple, ont donné des résultats pratiques fort valables. A une vingtaine de mètres de profondeur, le rendement actuel est de 50 tonnes d'huîtres à l'hectare, ce qui correspond, si l'on déduit le poids des coquilles, à 8 tonnes de chair à l'hectare. En Espagne, dans la baie de Vigo, l'élevage de moules produit (coquilles comprises) 300 tonnes à l'hectare. Mais on a obtenu des résultats fort prometteurs également dans l'élevage de crevettes (Japon, 250 tonnes en 1968) et de poissons (au Japon et en France - Bretagne).

En somme, l'aquaculture, qui n'en est qu'à ses débuts, ouvre des perspectives économiques tout à fait dignes d'intérêt. Les progrès, en ce domaine, seront surtout fonction d'une meilleure connaissance de l'écologie et de la physiologie des animaux marins.

Les promesses ne se limitent pas aux champs de l'aquaculture.

Il faut envisager aussi les ressources pétrolières. On présume qu'en 1990, le quart de nos approvisionnements viendront des

fonds marins. Ces prévisions sont basées seulement sur les possibilités d'exploitation du plateau continental. Mais certains pays sont actuellement équipés pour effectuer des forages à des profondeurs de 4.000 et 5.000 mètres et notamment les Américains, avec leur navire spécialisé, le *Glomar Challenger*.

Il y a enfin les exploitations minières : la récolte des concrétions ou nodules polymétalliques des grands fonds (composés de minéraux divers, tels le nickel, le cobalt, le cuivre, le fer, le manganèse); l'exploitation des saumures chaudes de la Mer rouge (zinc, cuivre, plomb); l'exploitation de sables de la Baltique (rutile, zirconium, titane), de l'étain sous-marin en Indonésie, des sables diamantifères d'Afrique du Sud et de sédiments aurifères dans l'Alaska.

La masse des océans représente 98 % de l'eau de notre planète, eau contenant plus ou moins 35 gr de sels au litre, soit un total de  $5 \times 10^{16}$  tonnes de sels. Absorbant la chaleur du soleil, l'eau des océans est un réservoir thermique immense qui échange son énergie continuellement avec l'air atmosphérique. L'ensemble forme un système thermodynamique qui s'étudie aujourd'hui par les procédés modernes de la physique et de la mécanique et fournit les données de base de la météorologie moderne.

Une meilleure connaissance des gradients de température, de salinité, des propriétés optiques et acoustiques de l'eau de mer, ainsi que de la répartition et la variation des courants sont à la base même de possibilités meilleures de prévision du temps et de rendement des pêcheries.

Tout ceci explique la tendance actuelle d'effectuer le plus de mesures possibles « *en continu* », de manière à pouvoir les « digitaliser » et les enregistrer pour les traiter ensuite sur ordinateur.

Ce bref aperçu des perspectives d'aujourd'hui montre l'importance considérable de l'océanologie.

L'étude des océans, on le voit, concerne toutes les sciences et une station moderne de recherches océanographiques ne peut plus être – comme autrefois – le domaine réservé seulement aux biologistes. Ceux-ci ont d'ailleurs tout à gagner à faire place, à côté d'eux, à des représentants d'autres disciplines dont ils ne pourront plus se passer à l'avenir, car ils les aideront à mieux comprendre la distribution de la vie, les phénomènes d'évolution, les écosystèmes et leurs variations dans les mers et les océans.



Le rêve que je caresse depuis 1924 : *l'étude interdisciplinaire des choses de la mer*, se voit ainsi prendre des dimensions insoupçonnées sur le plan international.

La Station de recherches océanographiques en Corse pourra y apporter sa contribution.

C'est pour moi, une source très grande de satisfaction. Et lorsque mon collègue et ami Distèche, me demande une préface au livre d'or de la Station, j'écris ceci :

La mer, qui recouvrait la terre autrefois, a laissé comme témoignage de son empire, les roches sédimentaires et ses fossiles; elle y a déposé la vie... et laissé les ancêtres de l'homme.

Pendant longtemps, bien que recouvrant les deux tiers du globe, elle n'a pas été l'objet d'une attention très particulière.

On nous donne pour fertile en merveilles une époque qui désintègre l'atome et qui conduit l'homme sur la lune; mais le complexe sous-marin est à peine connu.

Les choses sont en train de changer.

Les méthodes de prospection actuelles du milieu sous-marin éveillent un intérêt grandissant.

Les hydrologues, géologues, météorologistes y trouvent des voies nouvelles; la biologie, la physico-chimie peuvent être refaites sous l'eau, ce qui bouleversera sûrement bon nombre de nos conceptions, notamment sur les phénomènes d'évolution.

On comprend, dès lors, le développement spectaculaire des sciences de la mer dont l'étude nécessite, à chaque instant, une collaboration interdisciplinaire.

L'Université de Liège ne pouvait être absente à ce rendez-vous de l'histoire.

Ainsi sont nés cette modeste Station et son navire océanographique.

C'est avec une ferveur particulière que je souhaite à Stareso d'apporter, avec continuité, sa pierre à l'immense édifice océanologique international.

Puissent ceux qui ont le privilège d'en assurer la direction, ou d'y collaborer, ne jamais oublier l'effort consenti à la naissance de Stareso et faire que cet enfant soit digne de notre Alma mater.

\* \* \*

Je voudrais cependant le dire encore ici, ceux qui, demain, auront la mission de « conduire » la Station, devront prendre conscience

que son isolement géographique requiert une certaine variété de relations humaines. J'ai connu ces rencontres dans toutes les stations françaises. Elles ont contribué au charme et à l'efficacité des séjours, à l'épanouissement du patrimoine culturel de chacun. Il faut veiller à ce que Stareso demeure une station multidisciplinaire; ce souci doit être fondamental, mais il est bon de se rendre compte que quelques heures en compagnie de musiciens, de littéraires; d'artistes ou plus simplement de personnes exerçant d'autres activités, ont toujours eu une féconde influence sur les chercheurs. L'homme de science s'enrichit de tout apport de qualité.

Je crois aussi que, dans un laboratoire, consacrer quelques journées à « se libérer » de la tension d'esprit qu'entraînent les recherches, en faisant *ensemble, autre chose*, est une source de rapprochement dont l'influence est des plus heureuse sur le développement et la consolidation de l'« esprit d'équipe ».

Le savant ne peut être un « robot » : il n'y a pas de recherche scientifique féconde sans chaleur humaine; les relations entre un vrai chef et son équipe sont d'un ordre aussi psychologique qu'hierarchique.







Partie II

DU CÔTÉ DE L'ÉQUATEUR

*« Les mines feront le Congo,  
l'Agriculture le sauvera. »*  
LÉOPOLD II.



Paris II

## DU CÔTÉ DE L'ÉQUATEUR

---

à l'Université de Paris II  
Département de Géographie  
J. L. L.

## Avant-propos de la deuxième partie

Marcel Dubuisson pense qu'une Université, avec son énorme potentiel de compétences, ne peut se désintéresser des problèmes du tiers-monde.

Dans l'Afrique tropicale, ravagée par la maladie, l'effort s'est porté d'emblée sur la santé. Les autres Universités ont édifié des hôpitaux, Liège a délégué des missions médicales.

Mais à l'heure actuelle, les grands fléaux enrayés, le plus urgent aux yeux de Marcel Dubuisson est d'empêcher la population de mourir de faim. La médecine a rompu le triste équilibre préexistant entre natalité et mortalité; les mines et les industries ont fait miroiter l'espoir d'une existence libérée des servitudes d'une terre inféconde. Dans les régions suburbaines, l'engorgement humain atteint un niveau redoutable qui ne peut engendrer que misère et déchéance morale.

Marcel Dubuisson voudrait démontrer que la brousse, rétive aux moyens primitifs de culture, peut devenir une campagne prospère si elle est bien traitée.

Un village expérimental sera créé.

Marcel Dubuisson met sur pied la première vaste équipe interdisciplinaire. Elle comporte des membres du personnel enseignant de l'Université de Liège et de la Faculté agronomique de Gembloux. Le problème sera ainsi étudié sous tous ses angles, dans toutes ses perspectives, depuis les caractères du sol jusqu'à la psychologie des futurs villageois et les besoins des marchés.

L'expérience démarre pendant la détestable période qui précède l'Indépendance. Après de grandes difficultés, elle est un succès et rien n'empêche de croire que si elle avait eu le temps de passer à l'essaimage des centres ruraux, le visage hâve du Katanga se serait modifié.





Marcel Dubuisson défend les parcs nationaux et les grandes réserves naturelles, ce qui est bien dans la ligne de son esprit.

Il porte aussi une grande attention à l'Université d'Elisabethville.

Au cours de ses séjours katangais, Marcel Dubuisson se lie d'amitié avec le Président Tshombé. Il sera fait appel plusieurs fois à cette amitié par des autorités belges cherchant pour le Katanga des solutions de paix.

A. D.-B.



## DU CÔTÉ DE L'ÉQUATEUR

1. Missions aux Colonies.
2. Premier Centre expérimental de formation et d'action rurales au Katanga.
3. Fulreac et le développement rural à l'échelle régionale (Haut Katanga).
4. Abandon forcé de nos activités au Katanga.
5. Bilan final de l'entreprise Fulreac.
6. Autres recherches scientifiques outre-mer.
7. Création d'un Centre d'études pour les pays en voie de développement.
8. Incidences politiques de la présence de Fulreac au Katanga.



100  
100  
100

THE CITY OF LONDON

100

1. London, 1000

2. London, 1000

London

3. London, 1000

London

4. London, 1000

5. London, 1000

6. London, 1000

7. London, 1000

8. London, 1000

1.

## Missions aux Colonies

Le monde universitaire belge a déjà apporté au Congo et au Rwanda-Urundi une assistance efficace, l'Université de Bruxelles, par sa Fondation Cemubac, l'Université de Louvain, par sa Fondation Fomulac, toutes deux dirigées vers une action médicale.

A Liège, le Patrimoine de l'Université crée, en 1954, des « mandats coloniaux ». Il y consacre 120.000 F en 1954, 450.000 F en 1955, 450.000 F en 1956. Des chercheurs isolés les utilisent pour poursuivre des études personnelles ou pour apporter aux élites coloniales les résultats les plus récents des travaux scientifiques <sup>(1)</sup>.

Deux réalisations prennent un développement particulier :

### A. — ACTION SOCIALE DU PROFESSEUR R. CLÉMENS à LA KATUBA

L'engorgement des faubourgs des villes industrielles est un des problèmes cruciaux de la vie katangaise. Certains quartiers se développent avec une rapidité angoissante. A la Katuba, il y avait une famille en 1956; en 1968, on y dénombre 56.000 personnes, déracinées, coupées de leurs coutumes ancestrales, appartenant à des ethnies étrangères, voire ennemies. Il faut tâcher de trouver pour cette population hétéroclite un équilibre de vie nouveau et satisfaisant. Le CEPSE (Centre d'étude des problèmes sociaux indigènes, qui a vu le jour sous le patronage de grandes sociétés : UMHK - CSK - BCK, etc.), fait appel au Professeur Clémens et à son équipe. Ils vont entreprendre à la Katuba une action sociale

<sup>(1)</sup> 1954 : Messieurs Bouillenne, Deuze, Campus, Tulippe; 1955 : Messieurs Honoré, Hanquet, Damiseau; 1956 : Madame Ruyters, Messieurs Reginster, Gillet, puis Messieurs Dubuisson et Delchevalerie.



basée sur la connaissance du milieu, des besoins et de la mentalité des Africains. Cette action est centrée sur la vie quotidienne et résolument pratique (cours et conférences ne viennent que dans un second temps). Elle s'adresse à tous, hommes, femmes, enfants et envisage la famille globalement, intéressant le mari aux progrès ménagers de sa femme, amenant les parents à discuter de l'éducation des enfants. Elle attache une attention particulière aux adolescents oisifs (trop âgés pour l'école ou n'y ayant pas trouvé place) et guettés par la délinquance.

*Organisation pour les hommes* : plan horticole, encouragement à la culture des jardins, culture maraîchère, florale, fruitière (distribution de graines, conseils, concours, attribution des surfaces de terre plus importantes aux plus assidus) avec, comme résultat, l'amélioration de l'alimentation et des suppléments de revenus. Encouragement aussi à de petits métiers : couture, blanchisserie, photographie.

*Organisation pour les femmes* : au Foyer social, hygiène, puériculture, cuisine, couture. Les maris sont invités à se rendre compte des avantages de cette éducation. Permanence permettant aux femmes de venir quand elles le veulent avancer un travail de couture ou cuire un repas en profitant des conseils de la monitrice.

*Ecole des parents* : causeries menées avec tact et prudence.

*Organisation pour les adolescents* : formation de manœuvres spécialisés : après une formation psychosociale et technique, ces jeunes gens trouvent place dans l'industrie. Cercles de jeunes filles : formation ménagère et horticole. Les jeunes filles peuvent devenir auxiliaires ménagères, aides dans les hôpitaux, vendeuses. Pour tous, plaines de jeux, maison des jeunes, service des jeunes : l'accent est mis sur un désir d'arriver à une certaine autonomie, sur le goût du travail et le sens de la responsabilité. Le groupe Tosalisma comprenant 200 adolescents passés du vagabondage à la discipline du travail est une réussite spectaculaire.

*Loisirs* : orientés vers le cinéma éducatif, les sports, les danses, le folklore.

*Assistance* : un effort est fait pour apprendre aux Africains à résoudre eux-mêmes leurs problèmes, mais chaque cas de personne en difficulté est étudié et conduit à une aide appropriée.

Ces quelques lignes sont loin d'exposer dans sa totalité l'œuvre très diversifiée du Professeur Clémens. Ses résultats sont positifs sur le plan de la santé autant que de la promotion sociale et de l'intégration communautaire. Elle est appelée à prendre de plus en plus d'extension. La base et les méthodes en sont scientifiques. De jeunes sociologues s'initient à la recherche en pays neuf et mènent à la Katuba des études pleines d'intérêt et riches de possibilités et d'application.

#### B. — ACTION MÉDICO-SOCIALE DU PROFESSEUR A. LAMBRECHT (PÉDIATRIE)

Le Professeur A. Lambrecht s'attache à l'une des régions les plus déshéritées du pays, le Kwago et met l'accent sur la prophylaxie. Il crée à Feshi un laboratoire de recherches nutritionnelles. Il fait des enquêtes minutieuses sur les menus des familles et établit des bilans alimentaires très précis (analyses chimiques des ingesta et des excréta, dosage des protéines, lipides et sels importants). Il peut ainsi mettre en évidence des carences qui varient avec les saisons et proposer des moyens de les combattre.

Il s'intéresse particulièrement au Kwashiorkor chez les enfants, aux moyens de le traiter et de l'éviter.

Ses travaux scientifiques conduisent à des résultats d'un grand intérêt théorique et à des applications pratiques de grande importance pour la santé de toute la population.

#### C. — MISSIONS ET TRAVAUX PRÉLIMINAIRES À NOTRE ACTION DE FORMATION RURALE AU KATANGA

Ces actions dispersées ont une incontestable valeur; mais, dans l'ensemble, l'Université de Liège manque d'une politique coloniale déterminée.

Au printemps 1956, la Commission administrative du Patrimoine me charge d'un voyage d'information au Congo et au Rwanda-Urundi. Jean Delchevalerie, alors Attaché au Cabinet du Recteur, m'accompagne. Nous effectuons un long périple : 4.000 km de route, 1.000 km de bateau et nous visitons successivement Léopoldville, Popokabaka, Kenge, Masi-Manimba, Feshi,



Kikwit, Tshikapa, Luluabourg, Elisabethville, Jadotville, Kolwézi, Manono, Bukavu, Lwiro, Uvira, Usumbura, Astrida, Goma, Rwindi, Epulu, Stanleyville, Coquillatville <sup>(1)</sup>.

Cette expérience congolaise, les réflexions qu'elle suscite, les perspectives qu'elle ouvre font l'objet du discours rectoral de rentrée en septembre 1956 <sup>(2)</sup>.

Tout au long de ce trajet, nous avons examiné avec soin les réalisations administratives, médicales, sociales, économiques, culturelles, industrielles. Nous avons longuement discuté, en toute liberté d'esprit, avec les responsables de ces réalisations, à tous les niveaux et partout, avec les « Amis de l'Université » qui venaient vers nous qui leur apportions le salut de leur Alma mater.

Nous avons beaucoup apprécié les hommes et les œuvres. Nous avons aussi d'emblée aimé ce peuple noir au sourire éclatant.

Délégués d'une Université métropolitaine, nous venons, avec modestie et bonne volonté, examiner si notre Maison peut apporter l'un ou l'autre soutien à l'œuvre entreprise par la Colonie et aux Africains face à la civilisation industrielle.

L'immense pays est entraîné dans une marche rapide. Il possède un excellent contingent d'hommes éclairés, travailleurs, énergiques. Mais chacun d'eux, enfoncé dans sa tâche jusqu'aux yeux, est complètement absorbé. Poussé par des nécessités impérieuses, d'un jour à l'autre, d'une année à l'autre, aucun d'entre eux n'a le loisir de porter ses regards au-delà du but immédiat qu'il s'est assigné.

Le danger de cet état de choses est qu'un acte logique posé par l'un de ces hommes, dans le domaine de sa compétence, peut provoquer, dans d'autres domaines, des effets inattendus, parfois néfastes. Chaque geste est lourd de conséquence. Or, le Congo est amené à prendre sans cesse des décisions graves. Il fait appel chaque fois à un, voire deux spécialistes. Jamais, il ne peut en réunir un nombre suffisant pour que toutes les résultantes d'un acte soient prédites et pesées par une étude convergente pluridisciplinaire.

C'est ici qu'une Université peut aider un grand pays érigé sur le

<sup>(1)</sup> « Mission rectorale au Congo belge et au Rwanda-Urundi ». *Bulletin Association des Amis de l'Université de Liège*, 3, 1966, pp. 3-8.

<sup>(2)</sup> *Métamorphoses à l'Université*. Discours prononcé à la séance solennelle de rentrée, 29 septembre 1956, Imp. Michiels 1956.

concept du rendement. Elle groupe, en effet, tout un faisceau de chercheurs formés à toutes les disciplines, dégagés de tout impératif matériel et qui peuvent, en pleine sérénité, unir leurs savoirs pour envisager de façon exhaustive certains projets et leurs effets secondaires.

Les difficultés foisonnent au Congo. L'Université de Liège pourrait s'intéresser à l'une ou l'autre question fondamentale pour l'équilibre du pays et le bien-être de sa population.

Sans avoir encore devant elle de dessin précis, la Commission administrative du Patrimoine décide, à ma demande, de former une « Fondation universitaire pour les recherches scientifiques en Afrique Centrale » : FULREAC. Elle est créée par acte notarial le 23 juillet et reconnue personne juridique de droit congolais par arrêté royal du 15 septembre 1956. Son but est de « promouvoir par tous les moyens appropriés la recherche scientifique, ainsi que l'enseignement et l'assistance médicale, sociale et culturelle aux autochtones ». Le secrétariat général est confié à Mademoiselle S. Cruck qui en assume les charges, tant à Liège qu'en Afrique, avec beaucoup de dynamisme et un inlassable dévouement.

Dès ce moment, des conférences réunissent les membres du personnel enseignant de l'Université de Liège et de l'Institut agronomique de Gembloux particulièrement intéressés par l'évolution des pays en voie de développement. Dans chaque domaine, des spécialistes exposent le résultat de leurs expériences et de leurs études et des discussions animées s'ensuivent.

Au cours de l'été 1956, je représente l'Université aux fêtes du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Union Minière du Katanga. C'est l'occasion de nouveaux contacts, de nouvelles réflexions. La situation sociale au Katanga pose de façon aiguë des problèmes cruciaux. La richesse des gisements miniers du Haut-Katanga a provoqué, en cinquante ans, une intense industrialisation, principalement en trois points : Elisabethville, Jadotville, Kolwézi, situés à peu près à égale distance le long d'un axe de 300 km. Le corollaire de cette industrialisation a été l'édification de faubourgs suburbains, dits « centres extra-coutumiers » où vivent les ouvriers et leurs familles.

Ces centres n'ont pas tardé à devenir dangereusement surpeuplés. Grâce à la médecine, l'exubérante natalité n'est plus compensée par une mortalité importante; les couches d'âge les plus jeunes



surtout sont en forte augmentation. De plus, phénomène moins prévisible, il s'est établi un exode continu des campagnes vers les villes. Des parents souvent éloignés, de simples frères de race sont venus s'installer avec les leurs aux foyers des ouvriers en place. En 1956, alors que les immenses territoires de l'Hinterland comptent environ deux personnes par km<sup>2</sup>, les trois centres extra-coutumiers contiennent 300.000 à 400.000 habitants. Les maisons construites pour des familles normales ne peuvent abriter tout ce monde. Les organisations sociales et culturelles se voient débordées par la marée des nouveaux arrivés. Les salaires partagés ne sont plus suffisants. Le mécontentement flotte dans l'air et l'oisiveté de tant d'adultes est un terrain de choix pour l'éclosion de troubles psychosociaux. Par ailleurs, les enfants deviennent adolescents. Ils quittent l'école, traînent leur ennui par les rues. Chez tous ces jeunes inoccupés, c'est la délinquance juvénile et la prostitution qui se développent. Ces débordements s'implantent d'autant plus facilement chez les sujets déracinés que la morale coutumière a beaucoup perdu de son efficacité.

Ce péril n'est-il que temporaire ? L'accroissement continu des usines va-t-il résorber cette main-d'œuvre inemployée ? Il n'y a malheureusement aucun espoir de voir se dessiner une solution de ce côté. Les progrès de la mécanisation et de l'automatisation sont tels que l'offre d'emplois restera toujours faible en face de la demande grandissante.

On se trouve donc ici – et la situation est encore bien plus grave à Léopoldville – devant un impératif absolu : il faut dégorger les centres extra-coutumiers.

Mais les milieux ruraux du Haut-Katanga sont fort arriérés : conditions de vie précaires, maigres revenus, évolution lente. Dans cet état de choses, inutile de songer à attirer vers la brousse les familles urbaines en surplus, impossible même d'enrayer l'exode vers les villes.

Des esprits clairvoyants prennent, depuis, un certain temps déjà, conscience de cette menace. Le CEPESI se penche depuis longtemps sur la question. Il en a mesuré toute l'étendue, il sait qu'elle ne trouvera de dénouement valable que si elle est étudiée simultanément sous toutes ses faces et dans tous ses prolongements. Il sait aussi qu'une solution partielle risque de mener à un désastre.

Une « action interdisciplinaire » comme celle que propose l'Université a, à ses yeux, les plus grandes chances de succès et nos premiers pourparlers avec le CEPsi s'engagent en août 1953 à Elisabethville.

Un projet de convention est établi. Il prévoit l'envoi, au Katanga, d'une « mission interdisciplinaire » qui examinera la situation et proposera des moyens d'y remédier. Le Patrimoine de l'Université approuve cet accord en octobre et, quelques jours plus tard, une Commission chargée de constituer la première mission FULREAC se réunit.

En janvier 1957, cette mission est formée <sup>(1)</sup>.

Le Professeur Brull part, dès janvier 1957 pour préparer le travail. Les autres membres de l'équipe le rejoignent, à Elisabethville, le 19 février et restent au Katanga jusqu'en mai. Ils se limitent à une étude générale de l'Hinterland et de ses habitants et recherchent les améliorations de vie possibles. Ils ont de nombreux contacts avec les chefs coutumiers, les villageois, le personnel administratif et, à Elisabethville, avec des délégués du Gouvernement de la Colonie, l'équipe du CEPsi et d'autres personnalités qui peuvent leur apporter des renseignements et des conseils. Chaque soir, ils se retrouvent, confrontant leurs informations et leurs réflexions. Je rallie moi-même le groupe le 21 avril. Tous ensemble, nous mettons au point un rapport que nous présentons au CEPsi le 26 avril 1957, en présence des autorités et d'un représentant du Gouverneur général venu spécialement de Léopoldville. La conclusion, appuyée sur une argumentation solide, est qu'on peut remédier à la surpopulation des centres coutumiers en créant des « cités satellites » et des « centres d'action et de formation rurales ». Tous les participants à la réunion ayant marqué leur accord, le CEPsi demande l'intervention de l'Université qui se voit ainsi engagée pour un certain temps dans une opération congolaise <sup>(2)</sup>.

Je me mets en rapport avec le Ministère des Colonies à Bruxelles, le Gouverneur général de la Colonie à Léopoldville. Deux con-

<sup>(1)</sup> Placée sous la direction du Professeur Brull (Médecine), elle se compose des Professeurs Clémens (Sociologie), Paulus (Psychologie), Bouillenne (Biologie végétale), Damas (Biologie animale), Lambrechts (Nutrition), Tulippe (Géographie), Bourguignon (Pédologie).

<sup>(2)</sup> Voir : « Une collaboration qui promet d'être fructueuse : celle de l'Université de Liège », *Bull. du CEPsi*, n° 35, pp. 5-23.



ventions sont signées entre le Gouvernement de la Colonie et FULREAC.

La première approuve l'initiative de FULREAC et s'engage à la soutenir, à la subsidier – sous réserve de l'approbation des chambres législatives –, à lui assurer la collaboration des autorités administratives et des services spécialisés de la Colonie.

La deuxième donne à FULREAC la disposition de la future Ecole provinciale d'horticulture dont la construction est décidée au Katanga.

Le CEPSI a déjà creusé l'idée des cités satellites. A la périphérie des grandes villes, des zones campagnardes seraient aménagées. Des autochtones, des familles d'ouvriers y feraient de la culture vivrière, du petit élevage. Les ouvriers pourraient revenir le soir vers cette ceinture verte ou, si les transports sont trop longs, au moins y prendraient-ils leur retraite.

Un tel projet présente assurément un éventail de problèmes sociaux, économiques, psychologiques mais le premier de tous est le choix d'un territoire. Celui-ci doit être agricole et pourvu d'une réserve forestière. Or, aux alentours des villes, et surtout d'Elisabethville, il se révèle bientôt que fort peu de terrains sont disponibles : les uns sont déjà acquis, d'autres sont réservés par les Autorités, d'autres sont insalubres, d'autres enfin, de potentiel très médiocre. Les quelques sites que l'on peut retenir sont celui de la Karavia et celui qui se situe entre Lukuni et Twemba. Ils font l'objet d'une étude préliminaire, mais la solution qu'ils offriront ne sera jamais que très partielle.

FULREAC et le CEPSI finissent par considérer qu'il vaut mieux concentrer son effort sur les centres ruraux car l'Hinterland n'est grevée d'aucune restriction de choix.

## 2.

### Premier Centre d'action et de formation rurales

#### A. — OBJECTIFS - CHOIX D'UN TERRITOIRE

Toute notre attention va donc se concentrer sur la brousse. Nous le savons, elle ne dispense aux habitants qu'une subsistance maigre et aléatoire. Mais les moyens de culture, de pêche, d'élevage sont très rudimentaires. Notre mission a acquis la certitude que des *techniques améliorées* donneraient des résultats incomparablement supérieurs aux résultats actuels. Elle a aussi la conviction que les Katangais, tout enfoncés qu'ils soient dans leurs coutumes primitives, peuvent devenir de bons agriculteurs s'ils sont *bien encadrés*, de même qu'ils sont devenus de bons ouvriers d'usine.

C'est en partant de ces deux notions que la mission envisage la création d'un premier centre de formation rurale. Une centaine de candidats cultivateurs y vivront avec leur famille et il prendra, de ce fait, la structure d'un village. L'enseignement se fera, non suivant la méthode autoritaire, mais par la *proposition d'un modèle* auquel le candidat agriculteur finira par s'assimiler. Ainsi, il passera de la simple imitation à la réflexion et à la compréhension de notions nouvelles. L'action éducative s'étendra à la famille et visera à être *générale* car tous les éléments psychosociologiques s'interpénètrent et s'influencent.

Autour de ce village animé, nanti d'une école et d'un dispensaire, s'étendront les champs où les adultes apprendront leur métier et trouveront en même temps une source de revenus. Quand ceux-ci atteindront un niveau suffisant pour assurer une vie confortable aux habitants et l'autofinancement de l'entreprise, la partie financière de l'expérience sera gagnée.



Par ailleurs, ce centre initial parvenu à maturité, d'autres centres, profitant de ses acquis, se créeront aisément par *essaimage*. Ces phénomènes d'essaimage se rencontreront aussi au niveau individuel. Le cultivateur compétent pourra devenir indépendant. Il s'installera dans les environs du centre qui lui dispensera aide et conseils. Il sera bien vite, pour ses voisins, un pôle d'attraction et un exemple et, chaque fois qu'un élève se détachera du village qui l'a formé, un hameau s'édifiera et un nouveau territoire sera ouvert à une exploitation rationnelle.

Les centres et leurs hameaux satellites seront autant d'oasis de travail et de paisible satisfaction. La brousse hostile et désolée reculera et, avec elle, la misère et la malnutrition.

Une pareille perspective est bien faite pour réjouir l'esprit. Elle paraît pouvoir passer du domaine du rêve à celui de la réalité. C'est l'expérience à laquelle l'Université de Liège va s'attacher.

Mais avant que le premier centre ne soit apte à fonctionner, trois grands problèmes restent à résoudre : choix d'un site favorable – construction du village et aménagement du territoire – peuplement du village et statut des villageois <sup>(1)</sup>.

Le centre, qui doit tenir compte des débouchés commerciaux, ne peut être trop éloigné des grandes villes minières. C'est donc l'Hinterland, proche du rail et de la route Elisabethville-Kolwézi qui est prospecté. Cette brousse comporte une série de petits villages, dont la tendance est en « regroupement » autour du chef de secteur. Les habitants y cultivent le manioc. Les chemins, rarement carrossables, permettent seulement de lointains contacts

(<sup>1</sup>) Les deux premiers de ces problèmes seront rencontrés par une équipe comprenant : MM. R. Bouillenne, professeur près la Faculté des Sciences de l'Université de Liège (Botanique); L. Brull, professeur près la Faculté de Médecine de l'Université de Liège (Médecine générale); R. Clémens, professeur près la Faculté de Droit de l'Université de Liège (Sociologie); P. Fourmarier, professeur près la Faculté des Sciences appliquées de l'Université de Liège (Géologie); L. Hennaux, professeur à l'Institut agronomique de Gembloux (Zootechnie); A. Lecrenier, professeur à l'Institut Agronomique de Gembloux (Horticulture); G. Neujean, professeur près la Faculté de Médecine de l'Université de Liège (Maladies tropicales); A. Noirfalise, professeur à l'Institut Agronomique de Gembloux (Phytogéographie); L. Sine, professeur à l'Institut Agronomique de Gembloux (Génie rural); P. Bourguignon, chef de travaux près la Faculté des Sciences de l'Université de Liège (Pédologie); J. Calember, chef de travaux à l'Institut Agronomique de Gembloux (Ecologie végétale); R. Vanderweyen, chef de travaux à l'Institut Agronomique de Gembloux (Phytologie tropicale); M. Streel, assistant près la Faculté des Sciences de l'Université de Liège (Botanique); J. Wilmet, assistant près la Faculté des Sciences de l'Université de Liège (Géographie); Mme Streel-Potelle, licenciée en sciences géographiques.

avec les villes pour l'exportation de charbon de bois, éventuellement de poissons et pour l'importation de produits manufacturés. Les possibilités agricoles sont limitées à quelques vallées alluviales courtes et étroites, isolées les unes des autres par de grandes étendues de forêt claire dont le sol est d'une fertilité douteuse.

L'intérêt des pédo-botanistes se concentre sur un territoire que le Directeur du CEPsi, Monsieur Grevisse, connaît et dont il fait remarquer les avantages. Il comporte environ 1.000 ha et est situé non loin du lac de retenue de la Lufira, qui dessert le barrage Sogefor dont les installations électriques, sises à Mwadingusha distribuent le courant aux trois centres miniers. Une route carrossable d'environ 15 km, tracée et entretenue par le CEPsi, traverse le territoire se détachant du grand axe routier, à mi-distance entre Elisabethville et Jadotville, et gagnant le lac de la Lufira. Les conditions d'irrigation sont assez favorables : si la zone envisagée ne renferme qu'un oued à action intermittente, le Mwemba, elle est longée par la Lupembashi, rivière à débit permanent et important. Enfin, la population est un peu plus dense qu'ailleurs et quelques timides essais de cultures diversifiées ont été faits.

Par un hasard du sort, toutes ces terres se trouvent sous l'autorité coutumière du Chef Katanga, dont les ancêtres ont tiré leur hégémonie de l'exploitation de premières mines rudimentaires de cuivre.

Un sous-chef important du Chef Katanga, le Chef Mangombo, a construit un village juste à la limite S-E du territoire proposé à notre attention.

Des recherches pédo-botaniques très poussées étudient la nature des sols, leur vocation agricole, leurs possibilités d'irrigation. Une carte pédologique couvrant 2.000 ha est établie au 5.000<sup>e</sup> et une carte phytosociologique de l'immense plaine de la Lufira, dressée d'après des relevés terrestres et aériens, la complète.

Un soigneux inventaire hydrologique tient compte des eaux disponibles pour les irrigations, des nappes souterraines qui alimentent les puits et aussi des possibilités de drainage en saison des pluies.

Enfin, un relevé topographique au 1.000<sup>e</sup>, très détaillé et portant sur 700 ha, effectué à notre demande par les experts de l'Union Minière, est le dernier document nécessaire à une connaissance parfaite du territoire.



La synthèse de tous ces éléments conduit à la conclusion que la région explorée, avec ses sols variés, se prête, après les nécessaires amendements, à des cultures diversifiées et convient donc à un centre de formation rurale.

Après accord avec le Chef Katanga, les limites du domaine sont précisées : il comporte 562 ha de terres destinés au village et aux cultures et 2.500 ha de pâturages.

#### B. — CONSTRUCTION ET PEUPLEMENT DU VILLAGE

Voici FULREAC à la veille des réalisations. Parallèlement seront menés les travaux d'aménagement du territoire et l'étude des problèmes humains posés par le peuplement du Centre et son organisation socio-économique.

L'énorme travail de défrichement commence. Il portera sur 150 ha de forêt au sol irrégulier, hérissé d'énormes termitières. Les terres les meilleures, réservées aux champs collectifs et individuels, sont labourées; les terres les plus pauvres sont destinées au village.

On construit un ensemble de routes et de pistes accessibles aux engins motorisés. On creuse un canal de dérivation long de 3,250 km alimenté par la Lupembashi pour l'irrigation des cultures, soit par gravité, soit par aspersion et l'on aménage, en même temps – car, dans ce pays, il faut se défendre sans cesse tantôt contre la sécheresse, tantôt contre l'inondation – un système efficace de drainage. La Lupembashi, avec son débit d'environ 40 litres par seconde à l'étiage, suffit à assurer les besoins de la saison sèche. En saison des pluies, avec le Mimbwa, elle alimente les nappes souterraines. Cinq puits sont creusés pour fournir l'eau aux habitations; l'un d'eux est doté d'une éolienne.

Les plans du village sont tracés. Les maisons indigènes, assez espacées et entourées de jardinets, doivent être construites par les villageois avec l'aide du personnel du poste, en briques adobes fabriquées sur place ou en briques cuites. Toit, châssis métalliques, menuiseries sont cédés à titre de prêt remboursable. Les habitants choisissent pour peindre les murs des couleurs claires.

Un centre d'hébergement est prévu pour les jeunes gens qui viennent faire un stage d'apprentissage.

Une école primaire, grande et belle, est édifée pour les enfants, mais, le soir, ses locaux servent pour des cours d'adultes, des réunions, des conférences.

Non loin de là, c'est le dispensaire créé et financé par la *Revue Médicale de Liège*. Il compte quelques lits, une infirmerie, un petit laboratoire, un bureau pour le médecin. Conçu par le Professeur Brull, il va porter son nom « *Dispensaire Lucien Brull* ».

Enfin, quelques maisons sont bâties pour les Européens : Directeur, Médecin, chercheurs et un guest-house comprenant 8 chambres pour visiteurs ou chercheurs.

Une porcherie modèle est élevée en bordure du domaine ainsi qu'un « dipping tank » pour les soins du bétail. De grands hangars abritent le matériel.

On installe des groupes électrogènes (2 groupes de 24 HP, fonctionnant alternativement) fournissant l'énergie nécessaire à l'éclairage du poste, de 18 à 22 heures.

La direction technique de ces aménagements est confiée au Professeur Sine de l'Institut agronomique de Gembloux (Génie rural). Il reviendra plusieurs fois à Mangombo. Sa compétence, son dynamisme, la généreuse attention qu'il porte aux problèmes de développement rural en font un des piliers de FULREAC.

Ce village, vaste et aéré, est paisible et bientôt la plantation d'arbres ornementaux et les espaces verts lui donneront un aspect très souriant.

L'équipe des pionniers connaît des périodes difficiles. Mais tous les obstacles qu'ils rencontrent dans cette brousse rude, les études préliminaires les laissent prévoir.

L'équipe psychosocio-économique s'engage, elle, sur le terrain infiniment mouvant des relations humaines.

Il convient d'établir le statut du poste, mais il importe, avant tout, de recruter les familles qui vivront au village et de trouver des débouchés pour les produits de nos cultures.

L'information et la sélection des futurs agriculteurs doivent être menées par une équipe très compétente et clairvoyante. Le choix des populations à installer pose des problèmes délicats. Les cher-



cheurs se heurtent à la complexité des rapports ethniques, aux mystères des relations coutumières et aux inconnues du milieu rural; autant de domaines qu'il faudra prospector prudemment avant d'établir des « critères de départ ». Il ne sera sans doute pas facile de persuader les premières familles contactées de venir faire cet essai. L'Africain est méfiant; dans une proposition, il envisage plus volontiers les éléments de frustration possible que les avantages. Il faut le convaincre, avant tout, que l'initiative des Européens est totalement désintéressée et n'a en vue que le bien-être de la population. Il est certain qu'à l'heure actuelle, un retour en milieu rural va à l'encontre des tendances spontanées de la population et que, dans des centres ruraux mais organisés par des Européens, l'homme de la brousse peut craindre un dépaysement analogue à celui des ouvriers des quartiers suburbains.

Cependant, il faut, pour l'avenir, que ce premier centre soit un succès et ceci peut dépendre, pour une large part, des qualités des familles engagées. Sans avoir la prétention de pénétrer leurs motivations profondes, nous ne choisirons que des couples qui semblent vraiment tentés par la perspective de vivre dans ce nouveau village, qui sont en bonne forme physique et donnent quelque assurance qu'une communauté de vues existe entre mari et femme.

Pour le recrutement des villageois, FULREAC constitue une mission particulière <sup>(1)</sup>.

La mission va tenter de faire comprendre bien clairement à chacun des « ménages candidats » la situation qui l'attend; *quant aux avantages* : il sera logé dans une maison qu'on l'aidera à construire selon ses goûts; la famille jouira, pour ses cultures vivrières, d'un champ personnel de 0,5 à 1 ha; le mari sera formé à des techniques agricoles rentables et pourra devenir, plus tard, un agriculteur indépendant; la femme recevra une éducation ménagère et les enfants auront, sur place, une école de qualité; tous bénéficieront gratuitement des soins médicaux et préventifs.

<sup>(1)</sup> M. R. Clémens, professeur près la Faculté de Droit à l'Université de Liège (Sociologie); Mlle J. Benoît, licenciée en Sciences sociales; V. Debain, docteur en Médecine; MM. J. Falise, docteur en Droit, licencié en Sciences économiques et sociales; A. Nassogne, licencié en Sciences botaniques; M. Roes, administrateur du territoire; P. van den Byvang, ingénieur agronome, directeur du Centre; enfin, un délégué du Chef coutumier responsable.

*Quant aux obligations :* le mari doit suivre les directives qui lui sont données pour son instruction; dans les champs collectifs, chaque homme participe, par son travail, à l'exploitation en commun du domaine.

*Quant aux salaires :* par souci de promotion sociale, il est décidé que le Centre sera une communauté coopérative dont les villageois ne sont pas des salariés mais les membres; ils se partagent les bénéfices de l'entreprise, de même qu'ils participent à la gestion du village.

Enfin, les familles doivent être agréées par le Chef Katanga.

Nous sommes dans la période troublée qui précède l'indépendance. FULREAC veut travailler en accord avec le Chef Katanga et n'envisage pas d'introduire, sur un territoire qui dépend de lui, des familles qu'il n'agrèerait pas.

Pour que l'expérience soit tout à fait concluante, elle devrait porter sur une centaine de familles provenant, si possible, en nombre approximativement égal des cités urbaines et des villages de brousse. L'application de ce principe connaît, dès le départ, des difficultés. En ville, notre équipe rencontre très peu de succès : il n'est pas douteux que les citoyens hésitent à troquer une existence qu'ils considèrent comme privilégiée contre ce qui n'est encore qu'une promesse. De plus, des considérations ethniques viennent compliquer singulièrement le problème.

A cette époque, les facteurs raciaux ont, au Congo, une importance extrême. La majorité des habitants des villes sont d'ethnie Muluba. Dans la région où se trouve notre centre, se rencontrent surtout des Balemba, des Basanga, des Babemba. Finalement, malgré beaucoup d'efforts, la mission de sélection ne recueille l'adhésion que de 3 familles Kasai (Baluba) à Elisabethville et de 10 familles Muluba à Jadotville. Mais le Chef Katanga refuse certains de ces couples, et insiste vivement pour que le nouveau village soit peuplé de gens vivant sur les terres qu'il contrôle : villages de Katanga, M'Poyo, Kiembe, Tenké, Lusoski. Pour nous, ce qui importe, c'est de créer un centre qui soit un exemple pour la brousse et capable de concurrencer les attraits des villes.

On se met donc au travail avec une centaine de familles recrutées tant bien que mal. On les entoure d'un cadre approprié.



Ce cadre comprend un personnel blanc <sup>(1)</sup>: le Directeur, ingénieur-agronome, son adjoint, agronome également, le Médecin, le Directeur de l'école, licencié en Sciences de l'Education, le Chef mécanicien. Ils conduisent l'expérience en se conformant aux principes de FULREAC. Les promoteurs, régulièrement informés, leur adressent le soutien de leurs conseils.

Dès le début, de fréquentes liaisons avec Elisabethville sont nécessaires; il faut assurer le ravitaillement du poste et de nombreux contacts avec le CEPST. Pour ne pas détourner de leurs travaux les agents du Centre, c'est M. Jean Falise, docteur en droit séjournant en permanence en ville qui se charge de ces problèmes, de même que de la correspondance et de la comptabilité. Un poste émetteur fonctionnant sur ondes courtes établit chaque jour à la même heure, une communication entre le village et le secrétariat urbain. Une fois les postes en ordre de marche, l'intervention de ce délégué ne sera plus utile : correspondance et comptabilité se feront à Mangombo et les liaisons quotidiennes avec la ville seront assurées par les transporteurs de légumes qui approvisionnent aussi le magasin local où les villageois viennent faire leurs achats.

Le personnel de cadre africain est formé par deux infirmiers et deux moniteurs. Ils sont malaisés à trouver mais, patiemment formés, deviennent de bons auxiliaires.

### C. — AGRICULTURE ET ÉLEVAGE

Les Professeurs Lecrenier et Debuissou de l'Institut agronomique de Gembloux ont soigneusement déterminé les programmes des cultures : elles doivent être un élément éducatif pour l'ouvrier agricole et doivent aussi trouver des débouchés rémunérateurs.

Les plans bien établis ne se réalisent pas d'un coup de baguette magique. Il faudra attendre plusieurs saisons culturales pour obtenir des résultats vraiment satisfaisants. Ce décalage entre projets et réalisations, on le rencontre dans la période de démarrage de toute entreprise de ce genre. Il est dû à l'évolution graduelle des sols

<sup>(1)</sup> Directeurs : MM. P. Vandenbijkand, ingénieur agronome; A. Nassogne, licencié en Sciences botaniques; E. Pagacz, ingénieur agronome; J. Dendas ingénieur agronome.

Agronomes-adjoints : MM. C. Henry, S. Poncelet, J. Coppin, D. Dethier, J. Kindts, J. Ramakers.

forestiers en terres arables, à l'adaptation des variétés cultivées aux conditions locales, enfin et surtout, à l'écolage progressif des villageois et, dans une certaine mesure, des cadres responsables.

Il a été décidé aussi que le Centre s'orienterait vers l'élevage des bovidés et des porcs. MM. Henniaux, professeur de Zootechnique à l'Institut agronomique de Gembloux, Van der Weyen, chef de travaux à Gembloux également et Vandenbijvand, ingénieur agronome, achètent dans un élevage du plateau de Marunga 99 vaches « Africander » et peu après, 2 taureaux « Zebu ».

Au début, ce troupeau, en médiocre santé, est atteint de trypanosomiase. Malgré les magnifiques porcheries, les porcs aussi se portent mal. Il faut surveiller les animaux de très près, les traiter régulièrement, mettre au point un plan de lutte contre les insectes vecteurs. Si la bataille est finalement gagnée en ce qui concerne les bovidés, elle ne le sera jamais complètement pour les porcs.

Le personnel de cadre est sur la brèche.

Les villageois enfin, mal nourris dans les premiers moments sont confrontés avec les difficultés de la mise en valeur de cette terre lourde, avec un rythme de vie nouveau, désorientés par la notion d'organisation communautaire, ne comprennent pas toujours le sens des essais. Le départ de familles mal adaptées, leur remplacement ralentissent la marche des travaux. Après une période de flottement, la population se stabilise.

Peu à peu, l'horizon s'éclaircit. Tout en restant longtemps encore hérissée d'obstacles, l'existence s'organise dans le calme. Pour augmenter les contacts entre villageois et agents du poste, de fréquentes réunions ont lieu : projection de films, causeries, concours divers, spectacles de danse. C'est le dimanche qui est le plus souvent choisi pour ces rencontres toujours pleines d'entrain. Certains dimanches, des missionnaires catholiques et protestants viennent célébrer leur culte. C'est aussi le jour des visites. Bientôt des équipes de football se forment et des matchs animés se disputent devant une foule enthousiaste. C'est donc dans une atmosphère de grande cordialité que s'instaure la vie communautaire.

La formation technique des villageois à l'agriculture et à l'élevage, après bien des efforts, est une réussite évidente.



La culture maraîchère ne tarde pas à prendre de l'extension. Le premier programme portait sur les pommes de terre et les tomates. Ne tardent pas à s'y ajouter, selon les demandes des marchés, toute une gamme de légumes : aubergines, carottes, choux, endives, haricots, laitues, persil, piments, poireaux. Quelques cultures industrielles (ricin-tabac) sont essayées.

La production trace une courbe rapidement ascensionnelle. De 16.743 kg en 1961, elle passe à 39.068 kg en 1962, à 66.177 kg en 1963 pour atteindre, en 1964, 134.277 kg.

En 1964, le chiffre global des ventes maraîchères est de 8.631.178 F. Si l'on déduit de cette somme les salaires, les prix des semences, engrais, insecticides, les frais d'irrigation, de route, l'entretien et l'amortissement des installations, des camions, des tracteurs, le bénéfice net est de 2.315.818 F.

Réticents au début, les travailleurs admettent progressivement l'utilité des techniques nouvelles. Un enseignement pratique bien mené les conduit à assimiler les notions théoriques indispensables. Dans leurs champs individuels, ils adoptent les méthodes apprises – qui se révèlent fructueuses – et plusieurs d'entre eux, après 4 ans, sont aptes à s'installer comme cultivateurs indépendants.

L'élevage est également un succès. Les bouviers n'avaient jamais vu des vaches. Il a fallu leur apprendre les soins élémentaires : changer les troupeaux de pâturages quand ceux-ci s'épuisent, rentrer les animaux dans un enclos pour la nuit (ce qui assure non seulement la sécurité mais une abondance de fumure organique), prévoir la nourriture pour la saison sèche. Ce comportement est à l'opposé des habitudes ataviques des Katangais qui ne se soucient jamais de leurs animaux faméliques. Il a fallu tout un temps pour que les bouviers s'adaptent à leur travail. Au fur et à mesure que les conditions naturelles de vie s'améliorent, la santé des animaux devient plus solide et ils résistent de mieux en mieux à la maladie. Il convient de remarquer que ce sont des moyens naturels qui ont permis la réussite de l'élevage. Le recours aux médicaments traduit une méconnaissance des exigences du milieu; à long terme, elle signe un échec.

Cet élevage est rémunérateur. Le troupeau, de 101 têtes en 1961 compte, en mai 1965, 305 adultes et 50 veaux. En 1964, le chiffre de vente a été de 360.355 F et le bénéfice, de 169.268 F.

#### D. — L'ACTION MÉDICALE <sup>(1)</sup>

Elle a été, on l'imagine, accueillie avec joie. Les médecins et ses infirmiers prennent en charge, outre le dispensaire de FULREAC, trois dispensaires aménagés dans les environs par le CEPSEI. Ils contrôlent en fait une population importante répartie sur un vaste territoire. En 1964, en un mois, 1.029 malades sont examinés et 4.312 consultations données. Les consultations d'enfants sont particulièrement nombreuses et les mamans suivent avec application les enseignements et les conseils qui leur sont donnés. Le médecin attache la plus grande importance à l'hygiène et à la prophylaxie, à une amélioration de la santé de base par une alimentation mieux adaptée. L'introduction de lait de soja dans le régime des écoliers est volontiers admise. Des recherches sont faites sur la nutrition dans tout le secteur.

Le médecin est, de tous les Européens, celui qui reçoit le plus de confidences. Il joue un rôle bienfaisant dans l'intégration des villageois et aide à la compréhension réciproque de deux ethnies en présence.

#### E. — L'ENSEIGNEMENT <sup>(2)</sup>

L'éducation des enfants a été un de nos premiers soucis. L'expérience devait forcément être tentée sur des adultes. Mais si nous pouvions craindre que ces femmes et ces hommes déjà formés à un mode de vie et de pensée coutumier ne s'adaptent pas parfaitement à l'organisation que nous leur proposons, nous étions certains que la deuxième génération réaliserait pleinement nos espoirs. Dans presque tous les domaines, les habitudes des adultes se sont heureusement modifiées. Mais les enfants se sont imprégnés avec beaucoup d'aisance des notions nouvelles que nous apportions aux points de vue agriculture, hygiène et socio-économie.

<sup>(1)</sup> *Liste des médecins ayant occupé le poste de médecin de Fulreac* : Mlle V. Debain, Mme L. Ruyters, MM. F. Dessaint, E. Ernould, Mlle M. Dumont.

<sup>(2)</sup> *Liste des pédagogues, directeurs de l'Ecole* : M. G. Dufrène, licencié en Sciences de l'Education; Mme G. Dufrène-Séquaris, licenciée en Sciences de l'Education; M. R. Brabant, licencié en Sciences de l'Education; M. J. Godefroid, licencié en Sciences de l'Education; M. J. Delens, Instituteur.



Une mission de l'Université de Liège au Rwanda-Urundi<sup>(1)</sup> et de l'un de ses membres au Katanga a relevé dans l'enseignement des défauts qui ne sont certes pas l'apanage de la seule Afrique noire mais s'y rencontrent avec une fréquence et une gravité alarmantes : caractère théorique des cours, appel à la mémoire au détriment de l'observation, de l'expérience, du raisonnement, verbalisme, passivité des élèves. De plus, cet enseignement théorique est trop souvent coupé du monde dans lequel vit l'enfant et risque de contribuer à le déraciner.

A Mangombo, nous avons la chance d'être maîtres du jeu. Nous allons créer un système éducatif directement ancré dans le milieu rural katangais et qui, tout en respectant au maximum la civilisation indigène :

- fasse acquérir les notions culturelles de base nécessaires à l'insertion dans un monde développé;
- s'oriente plus spécialement vers la formation que réclame la gestion et l'exploitation rationnelle d'une exploitation agricole, coopérative ou non;
- assure, en même temps que la santé mentale, une santé physique optimale par une bonne politique nutritionnelle, le développement de l'hygiène, l'éducation physique. L'inspection médicale scolaire est très attentive; la distribution de daraprim se fait régulièrement et chaque jour, les enfants reçoivent du lait de soja.

#### ECOLE MATERNELLE.

Préfigurant, en quelque sorte, les efforts immenses qui, depuis une décennie, sont déployés dans le monde pour prévenir et combattre les handicaps socioculturels au niveau préprimaire – c'est-à-dire au moment où s'offrent les meilleures chances de succès – l'Université de Liège s'attache tout d'abord à former une école maternelle.

Psychologues et pédagogues admettent que la diversité et la qualité des expériences des toutes premières années ont un retentissement profond sur le développement de l'intelligence et du caractère. L'enfant noir est, à ce point de vue, particulièrement

<sup>(1)</sup> *Les problèmes de l'Enseignement dans le Rwanda-Urundi*. Edition FULREAC 1958, Mme A. Dubuisson-Brouha, Messieurs J. Paulus, N. Natalis, professeurs à l'Université de Liège.

désavantagé. Il est porté par sa mère près de deux ans puis déposé, tout transi, dans un monde où il doit bientôt, le plus souvent, chercher à se nourrir et assumer de petites tâches (garde du bétail, cueillette de baies, etc...).

Absorbé par ses gestes utilitaires, il n'imagine guère ni jeux, ni activité exploratoire gratuite. Son milieu – dénué des objets variés que le plus déshérité des enfants blancs trouve en abondance autour de lui – est pauvre en informations, en stimulations sensorielles, en incitations motrices et engendre la passivité. Ayant été élevés dans une ambiance identique, les adultes ne font rien pour rompre la monotonie de la vie des jeunes et pour l'enrichir. Seule, l'école maternelle peut lutter contre cette carence. Il est de toute urgence d'offrir aux enfants une gamme d'expériences qui puissent servir de base solide à l'épanouissement de leur personnalité. Malheureusement, les écoles maternelles sont rares au Congo (encore, certaines sont-elles menacées). La nôtre, très modeste, se caractérise par un programme très souple mais des buts précis : favoriser le développement sensori-moteur (bac à sable et ses jeux, jouets fabriqués sur place, perles à enfiler, constructions), stimuler la curiosité et l'esprit d'observation (exploration du milieu, imitation des gestes des travailleurs, des animaux, collections), l'expression verbale (chants rythmés, récits, les premiers mots de français), lutter contre l'inertie (empêcher l'enfant de répéter sans fin les mêmes gestes ludiques en lui proposant d'autres points d'intérêt), lutter contre l'inhibition et amener l'enfant à s'exprimer, à s'affirmer (dessin, modelage, instruments de musique mais surtout les marionnettes y contribuent nettement), inculquer quelques notions d'hygiène (apprendre à se laver, à se moucher dans un carré de papier doux), interrompre la série des occupations par de brèves séances d'éducation physique (danses, sauts, exercices respiratoires) <sup>(1)</sup>.

Les enfants sont, dès le début, très nombreux et assidus. Ils se dégèlent peu à peu et prennent un goût très vif à toutes ces activités. Les mamans assistent souvent aux jeux en plein air, les suivent avec

<sup>(1)</sup> Les premiers résultats de Mangombo sont prometteurs mais trop récents pour que nous voulions nous y arrêter. Depuis lors, nous avons visité, à la Luena, le Centre maternel organisé par Mademoiselle Centner. La démonstration est faite que, depuis son entrée en fonction, la scolarité s'améliore sensiblement. Les installations de la Luena sont remarquables. Elles dépassent de beaucoup les possibilités de la brousse. Mais mêmes infiniment plus rudimentaires, des initiatives analogues auraient une très grande efficacité si un même esprit les animait.



un réel plaisir et enregistrent çà et là des notions qui enrichissent leur rôle d'éducatrice.

#### ECOLE PRIMAIRE.

Elle est l'objet de soins très attentifs. C'est en effet dans la génération montante que nous plaçons l'espoir d'une réussite vraiment complète de notre action. Malgré tous nos efforts, beaucoup de nos villageois resteront de bons exécutants. Mais les écoliers d'aujourd'hui peuvent devenir des adultes réfléchis : agriculteurs avisés, hommes et femmes ouverts au progrès, à l'hygiène, aux intérêts généraux, sachant prévoir et diriger, à l'échelle du village, les affaires publiques, capables de former des couples attentifs à l'éducation des enfants et de réaliser une véritable promotion rurale.

Nous souhaitons que les enfants s'attachent à leur milieu et comprennent la beauté et l'intérêt de la vie qu'un agriculteur éclairé y mène. L'enseignement sera orienté dans ce sens mais conçu de telle sorte qu'un écolier puisse, à tout moment, s'insérer dans un autre système scolaire.

Les caractéristiques dominantes de notre pédagogie qui pourrait découler de l'antique « Manu, Oculo, Mente » sont la volonté de fuir tout verbalisme, de rester toujours en contact avec le concret, de faire agir les apprentissages. En principe, rien n'est enseigné dont l'enfant ne puisse avoir une connaissance vécue, directe. Cet enseignement basé sur la réalité objective sera de bonne qualité. Nous nous rappelons avoir remarqué – entre autres – que, dans des écoles de moniteurs, certaines notions théoriques ne recouvrent que le vide (parallèle, perpendiculaire) tandis que dans les écoles techniques, ces notions, chez les jeunes gens de même âge, fabriquant tables et chaises, sont parfaitement comprises et assimilées. C'est pourquoi, très régulièrement, la classe se transforme en atelier. Les enfants sont sans cesse stimulés à observer (matériel pédagogique, terrarium, visite au garage, aux champs, aux troupeaux) et à agir (bac à sable, modelage, peinture, bricolage, construction, marionnettes, orchestre).

A la méthode de Freinet, dont notre action est fondamentalement fort proche, nous empruntons surtout le principe de la coopérative scolaire. Elle permet, notamment, d'enseigner l'arithmétique à partir de problèmes où l'élève se sent concerné et d'inculquer progressivement la capacité de planifier les actions et les dépenses

futures, capacité qui fait cruellement défaut à la population qui nous entoure.

Chaque enfant exploite un petit jardin où il expérimente personnellement engrais, insecticides et façons culturales observées chez les adultes. Ces jardins sont productifs et les profits sont mis en commun. (Les troubles qui, après l'indépendance, agitent le Katanga et désorganisent l'approvisionnement d'Elisabethville, enrichissent les coopératives d'une façon inattendue). A la fin de l'année, les élèves de chaque classe décident de façon démocratique de l'utilisation des fonds de la coopérative (par exemple, culottes pour les garçons, tissus de robe pour les filles).

Les préoccupations de pédagogie scientifique ne sont pas négligées : recherches particulières sur l'adaptation du Français fondamental de Cougenheim aux réalités katangaises, études sur les jeux indigènes, le dessin enfantin, etc... Dès le début, on opère des mesures biométriques et psychologiques qui doivent être des bases précieuses d'études longitudinales.

Les programmes pédagogiques sont mis au point par le Professeur E. Natalis et G. De Landsheere, alors chef de travaux. L'école est dirigée par un licencié en Sciences de l'Education (qui garde un contact permanent avec les Professeurs de Liège) aidé de moniteurs noirs. C'est au niveau de ceux-ci que se posent le plus de problèmes. Le Congo manque de moniteurs; les diplômés méprisent la brousse. De plus, ils sont engoncés dans un verbalisme tenace qui les prépare bien mal à comprendre nos méthodes. Il faudra petit à petit, faire leur propre éducation.

Dès son ouverture, l'école primaire connaît un taux de fréquentation considérable grâce auquel, presque immédiatement on peut travailler aux trois degrés de l'enseignement élémentaire.

Sur le plan pédagogique, nos dernières mesures se situent en mai-juin 1962, soit après trois années d'existence. Elles permettent d'augurer un réel succès de l'éducation, succès d'autant plus encourageant que nous l'obtenons pendant une période où se fait le rodage des moniteurs.

Cette réussite semble attestée par de nombreux visiteurs attirés par l'originalité de notre expérience et, à l'heure actuelle, sa description occasionnelle suscite un vif intérêt dans les milieux scientifiques internationaux.



## CAS DES JEUNES ADOLESCENTS.

Parmi les enfants des travailleurs, une quinzaine ont de 13 à 16 ans. Trop âgés pour l'école, trop jeunes pour partager la vie des hommes, ils sont désœuvrés et nous posent, à petite échelle mais dans toute sa gravité, le problème de l'oisiveté. Nous en connaissons trop le danger pour ne pas y attacher toute notre attention. Nous décidons de leur offrir un travail léger doté d'une certaine rémunération dans les pépinières le matin et de leur donner classe l'après-midi. Une visite à la station de Keyberg (Ineac) nous montre que notre solution est bonne. Le Directeur, Monsieur Jottrand a adopté une façon de faire semblable à la nôtre et nous assure avoir opéré de véritables sauvetages moraux.

## ECOLE DES HOMMES.

Les villageois ont un background culturel fort variable mais un même désir de s'instruire. Ils sont répartis en trois sections suivant leur degré d'avancement et des cours d'une heure et demie ont lieu deux ou trois fois par semaine. Les sections inférieures et moyennes sont sous la direction des moniteurs, la section supérieure, sous celle d'un membre du personnel blanc (Mademoiselle Benoît a mis l'organisation au point et en a assuré la marche dès le début). Ce programme rencontre dans la suite de grosses difficultés à cause du manque de personnel en place et des mauvaises communications.

Mais des réunions ont lieu où des explications sont données sur les travaux agricoles.

## FOYER SOCIAL.

Pour les femmes est mis en route un foyer social où elles apprennent des notions de puériculture, d'hygiène, de tenue du ménage et de cuisine, de couture et de tricot. Cette initiation rencontre beaucoup de sympathie parmi les villageoises mais nous avons de grandes difficultés à recruter une personne compétente et souvent, les membres féminins du personnel du poste assument bénévolement l'éducation des femmes.

Les consultations médicales sont aussi pour elles d'excellentes occasions de s'instruire et elles écoutent les conseils d'hygiène qui leur sont donnés avec beaucoup d'attention.

## F. — ORGANISATION SOCIALE

Après bien des difficultés certes, et au prix d'un effort persévérant, les secteurs agriculture, élevage, action médicale, enseignement, enregistrent des résultats excellents.

Notre essai d'organisation sociale n'est pas aussi heureux. Nous souhaitons l'édification d'une communauté rappelant un peu les kibboutz. Peut-être aurions-nous réussi dans une période politiquement calme et avec une population confiante. Dans l'état actuel des choses, les Africains restent imperméables aux principes d'une coopérative. Ils vivent dans le présent, sans intérêt pour l'avenir, ils ne font aucune différence entre récolte et bénéfice. C'est sur le plan des rémunérations que nous avons les pires ennuis et, après de vaillantes tentatives, nous sommes forcés de revenir au système traditionnel bien connu et accepté des « salaires ». Nous sommes déçus mais nous avons désormais compris le danger d'application hâtive des structures de notre logique européenne à des populations noires adultes. Je dis bien adulte car les écoliers, nous l'avons déjà dit, sont très ouverts à ces notions nouvelles et à la deuxième génération le système communautaire ne rencontrerait pas de difficultés.

Il ne faudrait pas cependant que sur le plan humain cette ombre légère cache les éléments positifs de notre action. L'homme est à présent capable de s'imposer un travail soutenu, d'accepter et d'adopter de nouvelles méthodes; ainsi, les normes de travail d'un chauffeur de tracteur lors du labour et la qualité de l'ouvrage sont parfaitement comparables à ce que l'on rencontre dans nos régions. Le cultivateur a établi une association entre la notion de rendement amélioré et de mieux-être et celle de techniques judicieuses et d'efforts personnels. La promotion de la femme, moins poussée que nous ne l'aurions voulu, est sensible. Beaucoup d'espoirs peuvent être placés dans la jeune génération. L'hygiène, le niveau de vie sont en progression constante.

Cent familles déracinées ont fini par constituer, non un groupe ment artificiel mais un village ayant une entité propre. L'esprit communautaire s'y développe. Des représentants élus par les villageois forment, avec le Directeur, un comité permanent dont dépendent de nombreuses décisions d'intérêt général.

Par ailleurs, *FULREAC s'intègre dans la vie katangaise* et est



appelé à un grand rayonnement. Déjà, des villageois voisins viennent demander avis aux nôtres, certains forment des groupements agricoles calqués sur le nôtre et que FULREAC soutient. Les enfants des alentours fréquentent l'école. Notre Médecin forme les infirmiers des dispensaires de la région.

En 1963, le Ministre de l'Agriculture du Katanga demande à FULREAC de l'aider à créer des cours de formation pour agriculteurs. Nous mettons au point : 3 cycles de 3 ans : l'« Ecole technique d'agriculture secondaire inférieure » et l'« Ecole technique d'agriculture secondaire » mènent les élèves au titre de « Moniteur ». Le 3<sup>e</sup> cycle leur donnera le titre « d'Ingénieur technicien ». Des agents de FULREAC assureront une partie des enseignements théoriques et les cours pratiques auront lieu au Centre.

Cette initiative reste malheureusement à l'état de projet.

\* \* \*

A Liège, le Conseil d'Administration de FULREAC suit avec attention l'évolution de ce petit satellite congolais. Des rapports complets arrivent régulièrement et des bilans d'une exactitude rigoureuse car, fait rare dans une exploitation agricole, notre comptabilité est organisée sur le type industriel. Les chiffres des dernières années soulèvent un grand optimisme et, l'humour ne perdant jamais ses droits, l'un des Administrateurs, le Professeur M. Delbouille, m'adresse ce qu'il appelle la « *Marcellide* ». Je ne puis me priver d'en rappeler le texte délicieux.

#### VOIX DANS LE TEMPS QUI PASSE

(Devant un chef-d'œuvre flamand)

*« Et demain Mangombo sera Dubuissonville. »  
Tel était le propos qu'une noire Sybille,  
Instruite des destins de notre FULREAC,  
Au seuil du Léo II <sup>(1)</sup>, lui jeta tout à trac...  
Il dit : « Notez, mon cher » à Delchevalerie <sup>(2)</sup>  
Et passa, rectoral, en feignant l'ironie.*

<sup>(1)</sup> Restaurant à Elisabethville.

<sup>(2)</sup> Directeur de Cabinet du Recteur.

*Pendant ce même été, au pays de Provence,  
Où il venait entendre à nouveau la romance,  
Des tendres troubadours nés de la terre d'oc  
Et nourris d'ailloli faute de bon manioc,  
Un simple philologue à l'âme de cigale  
Visitait, au cœur d'Aix, l'antique cathédrale.*

*Ici comme là-bas, malgré les latitudes,  
Le même soleil d'or fondait les certitudes.  
Comme le grand, le simple acceptait la leçon  
De l'espace et du temps, sans aucune façon,  
Car tous deux ils rêvaient de la gloire de Liège  
Et voyaient leur Alma comme un autre Saint-Siège.*

*Tandis qu'au Katanga la savante sorcière  
Annonçait à Marcel une chance plénière,  
Le passé provençal offrit à son ami  
Un présage pareil du sort qui fut promis  
Au recteur des recteurs, au premier autonome,  
Qui, tout en restant prof, est devenu grand homme.*

*A peine eut-il franchi la Porte des Prophètes  
Qu'il vit, dans la pénombre où se courbaient les têtes,  
En face de l'Autel de l'Université  
Austère et tout empreint de claire dignité,  
S'ouvrir, resplendissant, un très fameux Tryptique  
Que peignit un Flamand à l'esprit prophétique.*

*Pour le bon Roi René <sup>(1)</sup> en quête d'espérances,  
Ce grand peintre gantois, bien instruit des naissances  
Que sa ville inscrirait en l'an dix neuf cent trois <sup>(2)</sup>  
Au registre des saints et des professeurs-rois,  
Mit pour titre aux panneaux de son œuvre-maîtresse  
« C'EST DU BUISSON ARDENT... » L'ineffable promesse*

*Devant ce nom fameux, Moïse philologue <sup>(3)</sup>,  
Comme s'il eût reçu quelque autre Décalogue,  
Se sentit détenteur d'un message inouï*

<sup>(1)</sup> René Clémens, professeur à l'Université de Liège.

<sup>(2)</sup> Date de ma naissance.

<sup>(3)</sup> Moïse Kapenda Tshombe.



*Et, quittant d'un pas lent son nouveau Sinaï,  
Il redisait les mots de l'obscur Sybille :  
« Oui, demain Mangombo sera Dubuissonville »*

VIGOR HECTO ME FECIT  
anno 1958  
(Pour une nouvelle série de  
la *Légende des Siècles*)

L'Université se trouve devant une expérience réussie. FULREAC a démontré, malgré des conditions politiques et psychologiques souvent désastreuses, que l'on peut faire vivre dans l'Hinterland des centres miniers des villages d'une centaine de familles d'agriculteurs (300 à 400 personnes) avec un revenu du même ordre que celui des ouvriers des villes et tout en leur assurant instruction et soins médicaux.

Des centres d'économie rurale et de promotion sociale auto-financés peuvent se multiplier moyennant des études préliminaires, des investissements de départ, et une direction assistée prolongée pendant un temps assez long pour permettre une adaptation des prévisions aux réalités locales que seules l'installation et l'action peuvent mettre en évidence.



## FULREAC

### et le développement rural à l'échelle régionale

En nous appuyant sur les connaissances que nous avons acquises par nos recherches et par l'expérience de la vie quotidienne du poste, nous sommes en mesure d'étendre notre action soit en créant des nouveaux centres, soit en déterminant les conditions de promotion de régions rurales. De premières études portent sur des territoires limités : vallée de la Lufira <sup>(1)</sup>, vallée de la Mwera <sup>(2)</sup>. A plus grande échelle, répondant à l'appel du CEPSE, FULREAC met sur pied une mission interdisciplinaire et la dirige vers le Haut-Katanga : chefferies de Bunkoyo, Panda, Kazembe, Musokatanda (2.500.000 ha) qui forment l'hinterland des grands centres miniers de cette partie du Katanga.

Le but de la mission est essentiellement pratique : chercher pour cette vaste région déshéritée des moyens de développement, mais son travail doit se fonder sur des observations scientifiques précises.

C'est Monsieur J. Sauvenier, ingénieur A.I.Lg., administrateur-directeur de la Georwanda qui assure la direction des travaux <sup>(3)</sup>.

<sup>(1)</sup> *Etudes pédobotanique et phytosociologique des plaines alluviales de la Lufira*, par P. P. Bourguignon, M. Streel, J. Calémbert : Rapport FULREAC.

<sup>(2)</sup> *Etude d'un avant-projet d'aménagement de la vallée de la Mwera*, par L. Sine et coll. : Rapport FULREAC non publié.

<sup>(3)</sup> La Mission comporte outre M. J. Sauvenier, ingénieur A.I.Lg., membre du Conseil d'Administration de FULREAC qui la préside; Mme A. Dubuisson-Brouha, professeur de Biologie à l'Université de Liège; Messieurs A. Noirfalise, professeur de Phytogéographie à l'Institut agronomique de Gembloux; P. Bourguignon, chef de travaux du Service de Pédologie à l'Université de Liège; J. Calémbert, chef de travaux du Service d'Ecologie à l'Institut Agronomique de Gembloux; R. Grosjean, assistant du Service de Sociologie à l'Université de Liège; M. Streel, assistant du Service de Botanique à l'Université de Liège; J. Falize, secrétaire général de FULREAC en Afrique; Mlle Dargent, secrétaire.

Les différents membres de la Mission restent sur place deux à trois mois, le centre de contacts étant Mangombo.



Homme d'action, fin psychologue, il possède de l'Afrique Centrale une connaissance approfondie et, à maintes occasions, nous a déjà apporté le concours de son expérience. Il accepte avec joie cette prospection dont il apprécie le caractère interdisciplinaire.

La mission s'attache aux trois secteurs essentiels de la promotion économique, médico-social, scolaire. Ils sont du reste indissociablement liés. C'est le facteur économique qui pourra, dans la famille, changer la misère en aisance. Son développement réclamera cependant un effort que l'on n'obtiendra pas d'une population débilisée. Il postule donc une amélioration de la santé : service médical et surtout hygiène. Enfin, tout progrès réel doit être assimilé ce qui nécessite l'intervention du facteur éducatif au niveau des adultes mais surtout de la jeunesse; on envisagera donc forcément un secteur médico-social et un secteur scolaire.

#### A. — SECTEUR ÉCONOMIQUE

En même temps que l'on relève les besoins et les perspectives du marché katangais, on fait une étude scientifique détaillée du milieu naturel, du peuplement, de l'activité et des ressources des habitants. L'ensemble de la région se divise en quatre zones à vocation particulière : *agricole* (maïs, un peu de pommes de terre), *maraîchères* : aux environs des villes; elles fournissent des légumes aux marchés, *pastorales*, la terre est très médiocre mais on peut réussir l'élevage et surtout le petit élevage, et de *pêcherie* <sup>(1)</sup>. Les villageois cultivent ce qui est indispensable à leur subsistance et vendent un léger excédent. Certains d'entre eux ont de petits profits occasionnels : fabrication de charbon de bois, de briques, de cuir, vente de viande de chasse.

Il s'agit d'augmenter la participation du paysan à l'économie du pays.

Le type d'exploitation actuelle et les potentialités des différentes zones sont mis en évidence, compte tenu de tous les facteurs qui peuvent intervenir. Les moyens d'améliorer leur rendement, d'intégrer leur production dans le système économique du pays sont

<sup>(1)</sup> L'étude de la région des lacs et de ses pêcheries a été faite antérieurement. Voir *Aspects biologiques, humains et économiques de la pêche dans le lac de retenue de la Lufira*, par L. Goorts, N. Magis, J. Wilmot, Publication FULREAC.

cherchés. On étudie le perfectionnement des conditions des cultures et d'élevage, on en envisage de nouvelles. Chaque culture est examinée aux points de vue exigences (sol - climat - irrigation), rentabilité, main-d'œuvre (quantités et difficulté de l'effort à consentir) façon culturale, fumures, variétés les mieux appropriées. Des programmes particuliers très complets sont établis pour des territoires déterminés.

D'une grande quantité d'informations scientifiques découlent des directives techniques et des applications immédiates. Cette action promotionnelle devrait s'appuyer sur deux organismes : l'« *Office de développement du Haut-Katanga* » contrôlant l'activité dans l'ensemble de la région réunira pouvoirs publics et sociétés privées, ces dernières apportant l'encadrement et l'aide technique indispensables. Les « *Comités locaux de développement* », groupant les notables les plus évolués des villages qui – convaincus du bien-fondé des initiatives proposées – les feront admettre par leurs concitoyens et obtiendront d'eux une collaboration effective.

#### B. — SECTEUR MÉDICO-SOCIAL

Le réseau sanitaire est bien conçu (quelques perfectionnements sont suggérés). Le personnel paramédical (infirmières européennes dans les hôpitaux secondaires, infirmiers noirs dans les dispensaires ruraux) souffre de son isolement. Ses membres tireraient un grand profit de visites plus fréquentes (de médecins des hôpitaux urbains dans les hôpitaux secondaires, d'infirmières européennes dans les dispensaires) et de périodes de recyclage.

Dans l'inventaire des maladies qui grèvent la santé générale, on note combien nombreuses sont celles qui découlent de la malnutrition et du manque d'hygiène. L'action prophylactique devrait être renforcée. Parmi les mesures proposées, la Mission insiste notamment sur l'intérêt qu'il y aurait à créer, à côté des dispensaires ruraux, des maternités où les femmes se reposeraient et s'alimenteraient correctement avant l'accouchement ce qui diminuerait considérablement les risques d'accident d'accouchement et de mortinatalité. Après l'accouchement, les jeunes mères recevraient d'aides-accoucheuses de modestes notions de puériculture.

Quant à l'introduction de l'hygiène dans la population, elle pour-



rait être réalisée par des équipes itinérantes (la Mission en a vu deux qui, bien qu'incomplètes faisaient de l'excellent travail et étaient très bien accueillies). Ces équipes se chargeraient des vaccinations, de la consultation des nourrissons et montreraient aux femmes les soins des enfants, de la maison, de la préparation des repas. Les équipes disposeraient de diapositives et de films qui attireraient l'attention des adultes sur la question d'hygiène publique : points d'eau, lavoirs, w.c., entretien de l'école. Pour que leur action soit plus aisément comprise et assimilée, les équipes itinérantes compteraient des auxiliaires indigènes et feraient même appel, dans chaque village, à la collaboration de quelques femmes plus réceptives qui pourraient recevoir un entraînement particulier.

La Mission peut établir sur le papier un plan très complet et qui serait sûrement efficace. Dans sa réalisation, il se heurtera malheureusement au manque de personnel.

#### C. — SECTEUR ENSEIGNEMENT

C'est évidemment la jeune génération qui sera le plus aisément influencée par des idées nouvelles, d'où l'importance primordiale d'une instruction bien orientée. Le réseau scolaire est assez complet : l'enseignement devrait davantage être centré sur les réalités africaines.

Des propositions sont faites pour améliorer ou compléter la formation de la jeunesse :

- Création d'écoles maternelles.
- Aménagement rationnel des écoles de brousse, presque toutes insalubres.
- Meilleur rendement des moniteurs dont la plupart manquent de qualification <sup>(1)</sup>. Dans l'avenir, les moniteurs devraient être formés dans des écoles rurales où une place importante serait réservée aux problèmes de la vie de brousse. Pour les moniteurs en place, il faudrait instaurer un système d'inspection, des recyclages, une échelle barémique tenant compte de la valeur et de l'effort.

<sup>(1)</sup> Certains ont fait des études de moniteurs, d'autres l'école primaire ou seulement 5, 4, 3 et même 2 années primaires.

- Encouragement à la fréquentation scolaire, bourses permettant aux petits villageois bien doués de continuer des études dans les écoles centrales et de constituer ainsi ce cadre modeste dont la carence se fait si fortement sentir dans l'organisation du pays (infirmiers, infirmières, moniteurs, monitrices, aides-accoucheuses, ménagères, froebelliennes).

Pour les garçons qui ne continuent pas leurs études, initiatives visant à les sauver de l'oisiveté et à continuer leur éducation. On peut envisager le *scoutisme* et, pour les plus grands adolescents, des *centres de formation civique* auxquels seraient confiés des travaux d'intérêt public, des constructions, des cultures. Ces travaux seraient choisis de façon à leur apprendre des techniques dont ils se serviraient plus tard et devraient être rémunérés de façon que les jeunes gens, au moment du mariage, possèdent la dot de leur femme en même temps que des connaissances pratiques et l'habitude du travail.

Persuadée que la stagnation de la brousse a des causes psychosociales profondes aggravées par l'apathie due à la malnutrition, la Mission insiste sur le fait qu'une promotion réelle exige, non seulement des moyens techniques appropriés, mais une modification de la mentalité. Dans l'encadrement nécessaire, une place de plus en plus importante pourrait être faite aussi à la *collaboration d'auxiliaires noirs*, mieux capables que nous de persuader la masse de l'intérêt d'innovations utiles.

Un rapport général est déposé en juillet 1960 : « Les possibilités de développement dans le Haut-Katanga », rapport d'une mission d'étude mars-juin 1960. Il n'est pas publié mais soumis aux autorités responsables. Ses suggestions sont acceptées par les instances gouvernementales locales et il se crée un « Office de développement rural du Haut-Katanga » réunissant sociétés privées et services gouvernementaux spécialisés. Avec l'aide de FULREAC, les projets de cet office, basés sur les conclusions du rapport de la Mission, prennent corps et toute une région misérable va sans doute commencer à sortir de l'ornière quand les événements de 1961-1962 s'abattent sur le Katanga comme une tornade.



## **Abandon forcé de nos activités au Katanga**

La situation politique va compromettre l'évolution de notre centre expérimental. Jusqu'à la fin de l'indépendance du Katanga, la vie de notre poste se poursuit dans la sécurité. Après, des bandes de pillards armés menacent le village à de multiples reprises sans que nos jeunes collaborateurs se laissent intimider. A Liège, cependant, notre inquiétude est grande.

Devant l'allure que prennent les événements au Congo, nous sommes amenés à faire le point de notre situation. Nous avons atteint le but que nous nous étions proposé et démontré qu'en bien des endroits, cette brousse, aride d'aspect, traitée avec clairvoyance, peut devenir accueillante et productive, que des villages prospères peuvent s'y développer, capables d'attirer et de retenir toute une population satisfaite. La prolongation de notre présence au Katanga ne se justifie que si nous lançons l'essaimage des centres pilotes. Nous avons opéré les prospections préliminaires mais aucune autorité locale ou centrale ne s'intéresse à nous dans un chaos qui risque de se prolonger.

L'insécurité de nos agents et l'absence de perspectives d'avenir refroidissent notre élan enthousiaste. Un événement inattendu va précipiter la décision : la nationalisation de l'Union Minière en 1966. Le CEPSI, filiale de cette société, et qui nous soutient financièrement se trouve tout à coup sans ressources. Nos accords deviennent caducs.

Les choses étant ce qu'elles sont et l'atmosphère ne s'éclaircissant d'aucune façon, je propose en 1967 au Conseil de FULREAC de suspendre nos activités au Katanga et de remettre le Centre au CEPSI. Un acte de cession est signé en 1968 et notre personnel européen quitte le poste, le cœur gros. La seule consolation que

nous avons, c'est que notre premier Centre, s'il n'a pu être le point de départ d'une série de centres-pilotes, va garder sous la direction de la Gécomine son système d'organisation, devenir une sorte de ferme modèle et conserver, dans une certaine mesure, un rôle éducatif.





## Bilan final de l'entreprise

### A. — SUR LE PLAN FINANCIER

FULREAC est fondé par la Commission administrative du Patrimoine et par les Amis de l'Université. Elle a au départ, un petit capital : 1.000.000 F.

Elle reçoit des subsides du Gouvernement belge et du Gouvernement de la Colonie (jusqu'en 1960), notamment pour la rétribution des agents de cadre, la construction de l'école et d'habitations pour le personnel européen et indigène.

Le CEPESI nous fournit les fonds nécessaires à l'édification des bâtiments communautaires, du village, aux aménagements (relevés topographiques, défrichements, labours, travaux d'irrigation, routes, etc.), à l'achat du premier matériel agricole, à l'achat du bétail.

En cédant le Centre-pilote dit « Mangombo », FULREAC ne remet donc – et en de très bonnes mains – que les réalisations faites à partir de subsides extérieurs. L'Université de Liège n'a engagé de dépenses que pour couvrir les frais de déplacement des personnalités appelées à l'une ou l'autre mission.

### B. — SUR LE PLAN CONGOLAIS

Sur le plan congolais, je l'ai longuement exposé, l'expérience a répondu à notre attente, et nous avons pu dire : « mission accomplie ». Nous n'avons qu'un regret, c'est de n'avoir pu réaliser l'essaimage des centres de formation rurale ni attendre le passage de la génération des écoliers à la période active.

D'autres peut-être, plus heureux que nous dans un pays stabilisé,

pourront prendre la relève et rendre au Centre de Mangombo sa pleine signification <sup>(1)</sup>.

Si nous avons eu devant nous 10 ou 15 ans de paix, notre œuvre aurait pu s'étendre et s'épanouir. Ce que nous avons réalisé au Katanga pouvait se répéter dans d'autres points du Zaïre, surpeuplés et misérables. Partout, la promotion rurale aurait été un bienfait pour les populations paysannes, partout, elle aurait pu lutter de façon efficace contre le terrible danger de pauvreté et de dégradation morale que constitue l'engorgement suburbain.

### C. — SUR LE PLAN SCIENTIFIQUE

Sur le plan scientifique, une vaste moisson d'observations et de renseignements a été recueillie. Débordant les limites du poste, bon nombre de chercheurs se sont attachés à ce milieu katangais si varié : études nutritionnelles, sociales, psychologiques, pédagogiques, économiques et administratives, études de géographie humaine, études de la mise en valeur de territoires, des systèmes agraires, des cultures maraîchères, industrielles, études portant sur l'immense plaine de la Lufira, pédologiques, écologiques, botaniques, études des lacs, des oiseaux, des poissons, de la pêche. Aucun aspect du pays, ni de la vie n'a été négligé. La plupart des travaux débouchent sur des applications pratiques ou sur des connaissances permettant d'envisager une amélioration du sort des Africains.

Toutes ces recherches conduisent à un nombre important de publications (35 mémoires de 1958 à 1965 <sup>(2)</sup>).

### D. — SUR LE PLAN DES PARTICIPANTS EUROPÉENS À L'EXPÉRIENCE

Sur le plan des participants européens à l'expérience, la vie du

<sup>(1)</sup> Récemment, en octobre 1973, le Vice-Ministre Chinois de l'Agriculture, en tournée au Zaïre, a visité le « Centre agricole de Mangombo ».

A cette occasion, nous avons appris, par la presse qu'au cours du premier trimestre, notre ancien centre a enregistré, grosso modo, les productions commercialisables suivantes : 50.000 kg de maïs, 24.120 kg de pommes de terre, 4.000 kg de soya, 3.200 kg de haricots, 6.400 kg de tomates, 1.600 kg de bananes, 750 kg de riz, 3.500 kg de tournesol, 470 kg de papayes et 260 kg de patates douces. A cela, s'ajoute l'élevage du bétail, dont l'apport n'est pas négligeable. Au 30 juin 1973, le centre comptait 7 agents de cadre, 124 travailleurs, 30 jeunes en formation et 26 installés (Mwana Shaba, n° 218, 15 octobre 1973).

C'est, à coup sûr, un succès considérable et l'Université de Liège peut être fière d'en avoir été l'origine.

<sup>(2)</sup> On trouvera la liste des travaux dans *Recherches sur le développement en Afrique Centrale*, Ed. FULREAC, 1965, pp. 113-114.



personnel de cadre à demeure au poste a réclamé beaucoup de persévérance et souvent, de courage.

Cette poignée de femmes et d'hommes très jeunes pour la plupart, ont dû apprendre à supporter la solitude, à dominer leurs déceptions, leur fatigue, à être toujours prêts à agir et à résoudre les problèmes qui surgissaient l'un après l'autre, à rester calmes et forts et à trouver leur récompense, non dans la gratitude de leurs obligés, mais dans le sentiment d'une tâche bien remplie.

Pour eux, le séjour à Mangombo a été parfois une épreuve et je n'hésite pas à dire une épreuve dure. Mais je n'hésite pas non plus à dire que si ces jeunes ont été la plupart du temps pleins d'enthousiasme, c'est qu'ils pouvaient développer leur activité à une échelle qu'ils n'auraient pas trouvée ailleurs et c'est qu'ils avaient conscience de participer à une grande œuvre de fraternité humaine. Ils ont élargi leurs compétences particulières : agriculture, enseignement, sociologie, psychologie, médecine et hygiène. Ils ont acquis de la maturité. Ils ont pris leurs mesures et sont revenus intellectuellement et moralement enrichis.

Beaucoup de Professeurs de l'Université de Liège et de l'Institut agronomique de Gembloux se sont vu confier des missions dans le cadre de FULREAC. Pour un bon nombre, c'était l'occasion de faire connaissance avec l'Afrique noire et la complexité de ses problèmes. C'était aussi, souvent offerts à leurs observations et à leurs études, des champs particulièrement vastes, neufs, stimulants. Certains chercheurs, volontiers retranchés et isolés dans leur spécialité ont vu s'ouvrir pour eux de larges fenêtres sur le monde <sup>(1)</sup>.

Enfin, beaucoup de solitaires ont travaillé en équipe et ont apprécié le mode et la valeur d'un travail interdisciplinaire. A l'heure actuelle, certains contacts plus fréquents entre différents services, certaines collaborations ont leur origine lointaine dans le travail en commun et les amicales discussions d'hommes de toutes formations qui s'étaient attachés ensemble à résoudre des problèmes complexes dans la généreuse pensée d'aider un grand pays à trouver son équilibre.

<sup>(1)</sup> Voir à ce sujet dans l'« Université de Liège au Congo » (*Bull. de l'Association des Amis de l'Université de Liège*, n° 2, 1960) les excellents exposés des Professeurs Sine et Clémens.

## Autres recherches scientifiques outre-mer

### A. — GIKONGORO

L'action de FULREAC ne se limite pas au Centre d'économie rurale de Mangombo, ni au seul Zaïre.

Ayant appris que FULREAC était dégagé de ses obligations au Katanga, M. Munyanensa, ambassadeur du Rwanda à Bruxelles me demande l'appui de notre expérience pour une province très déshéritée de son pays : la Préfecture de Gikongoro.

Je séjourne au Rwanda du 3 au 10 août 1968. Ce que l'on attend de nous, c'est une étude interdisciplinaire de base pour la mise en valeur du territoire.

Cette Préfecture a été créée en 1963. D'une superficie de 2.200 km<sup>2</sup>, elle compte 278.000 habitants répartis en treize communes. La région est très montagneuse (altitude moyenne : 1.600 m) et les sols se dégradent très rapidement par érosion.

On y rencontre un grand nombre de petites vallées, richement irriguées, dont les alluvions doivent être propices à la culture. Mais pas de pâturages et le pays n'a aucune vocation pastorale.

Il existe, sur tout le territoire, six dispensaires tenus par des infirmiers. Aucun médecin, aucun assistant médical. Pas de distribution d'eau. Pas d'électricité, ni de téléphone. Les routes sont rares; quant aux « pistes », elles ne peuvent être empruntées que par des véhicules tous terrains, conduits par des hommes habiles. C'est la province la plus pauvre du Rwanda.

Déférant aux vœux du Gouvernement rwandais – avec lequel j'ai, pendant mon séjour, des contacts nombreux et excellents – nous constituons une équipe interdisciplinaire qui demeure au Rwanda de juin à août 1970.



L'Office belge de la coopération au développement en prend les frais à sa charge <sup>(1)</sup>.

Cette mission dépose son rapport fin 1970, consacrant un chapitre au développement des ressources humaines : santé publique, nutrition, enseignement, développement communautaire, action rurale; un autre, au développement économique : cultures (café, thé), forêts (reboisements), marais, élevage, infrastructure routière, adductions d'eau, commerce et industrie; un autre, enfin, aux agents administratifs de transformation du milieu.

Le rapport se termine par un projet de perfectionnement des cadres de la Préfecture, un projet sylvicole diversifié, une note relative à l'élevage de la chèvre laitière dans la Préfecture, des éléments techniques pour l'installation d'un centre de santé à intégration médico-sociale.

En principe, une nouvelle mission doit partir au Rwanda pour mettre en train le projet sylvicole.

#### B. — PARCS NATIONAUX ET AKAGERA

FULREAC a porté, d'autre part, une attention particulière aux parcs nationaux, et à l'utilité que ces réserves présentent non seulement sur le plan ethnique ou touristique, mais encore sur le plan économique.

C'est le parc de l'Akagera, dans le Rwanda qui, depuis 1968, est le territoire principal de nos activités. Il s'y trouve de grandes concentrations d'animaux permettant des études de comportement, d'environnement, de dynamique des populations. C'est pour l'Université une source d'intérêt scientifique et l'occasion de former des zoologistes sur un terrain de choix.

Les travaux sont orientés dans une double perspective :

- a) recherche d'informations sur la faune sauvage dans le cadre des préoccupations de nos laboratoires : *c'est de la recherche pure*;

<sup>(1)</sup> Celle-ci est composée de : Mme Ruyters, professeur associé près la Faculté de Médecine de l'Université de Liège; M. Pierlot, professeur associé à la Faculté Agronomique de Gembloux; M. Gaie (Institut Agronomique de Gembloux), professeur à l'Institut technique et agricole de Waremmme; M. Grosjean et Mlle Lambinet, chargés de recherche à l'Institut de Sociologie de l'Université de Liège; M. Dufrène, licencié en Sciences pédagogiques de l'Université de Liège; Mme Desaiève assure le secrétariat de la mission.

- b) utilisation de ces informations dans un but pratique de gestion, d'aménagement et d'exploitation de la faune sauvage : *c'est de la recherche appliquée.*

Véritable *laboratoire de recherche sur le terrain*, le parc permet de comprendre les lois de l'écologie, à partir desquelles peuvent s'élaborer, *au profit des régions voisines, les principes d'utilisation et d'exploitation de la faune* <sup>(1)</sup>.

Le parc étant considéré comme un noyau protégé où s'effectuent les études de base, on peut prévoir trois zones voisines, dont le développement sera axé sur l'exploitation de la faune indigène. La réalisation de chacun de ces programmes implique évidemment la poursuite de recherches *locales* complémentaires :

- a) développement de pêcheries dans les lacs du Sud de la dépression de l'Akagera;
- b) exploitation du domaine de chasse du Mutara;
- c) mise sur pied de fermes à gibier.

Ces recherches sont financées par FULREAC avec l'appui supplétif de la Fondation pour favoriser les recherches scientifiques en Afrique : FFRA et du Fonds de la Recherche fondamentale collective : FRFC.

<sup>(1)</sup> Un film scientifique est tourné sur le parc de l'Akagera. Il met en évidence, non seulement la beauté du paysage et la richesse de la faune, mais les méthodes d'études de la dynamique des populations et du comportement des grands mammifères, les éléments qui menacent l'intégrité de ce parc (mines, braconnage, incendies, etc.) et les possibilités d'exploitation qu'il offre (pêcheries, fermes à gibier, etc.). Commentaires J. Cl. Ruwet, professeur d'Ethologie à l'Université de Liège. Production et cameraman, P. Dubuisson.



## **Création d'un Centre d'études pour les pays en voie de développement**

Le 12 février 1964 le Conseil d'Administration de l'Université de Liège crée le « *Centre d'études des problèmes des pays en voie de développement* » (CEDEV).

Avant lui, existait un « Centre interfacultaire d'études coloniales » qui organisait des enseignements à l'intention des étudiants se destinant aux carrières coloniales.

La mission du CEDEV est triple :

1. Sur le plan *scientifique*, susciter à l'Université des travaux de recherche fondamentale ou appliquée sur les problèmes du développement, établir des collaborations entre les services et plus généralement entre tous ceux qui se livrent à des études dans ce domaine, établir des liaisons et des contacts étroits entre les chercheurs de l'Université et les personnes ou organismes intéressés aux dites recherches.

2. Sur le plan de l'*enseignement*, susciter au niveau des Facultés et Instituts le désir de favoriser la promotion d'enseignements relatifs aux pays neufs.

3. Sur le plan de l'*information*, créer un service de documentation, organiser des conférences, des séminaires ou toutes autres manifestations ou activités scientifiques susceptibles d'accroître, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Université, l'intérêt pour les problèmes des pays en développement.

Le Professeur Joachim Frenkiel, Recteur de l'Université d'Elisabethville de 1961 à 1963, est l'homme tout indiqué pour prendre en main l'avenir de ce centre. Il en assure la présidence et le mène avec un dynamisme et une clairvoyance auxquels il convient de rendre hommage.

Au moment de sa création, le CEDEV constitue incontestablement une innovation dans le monde universitaire et l'activité qui y est déployée depuis confère à notre Alma mater un rôle pilote dans ce domaine.

Voici quelques-unes des réalisations les plus importantes :

Constitution d'une cellule de documentation <sup>(1)</sup>; publication d'un bulletin d'information à la coopération; organisation annuelle d'un séminaire de trois jours à l'occasion duquel les étudiants sont mis en contact avec des spécialistes et des praticiens de la coopération au développement; information sur les possibilités d'emploi outre-mer; stages pratiques sur le terrain, etc...

Parallèlement à l'activité du centre, les Facultés organisent des cours centrés sur les problèmes des pays en voie de développement. Il existe un « *certificat d'études complémentaires pour les pays en voie de développement* » à la Faculté de Droit ainsi qu'un choix de licences spéciales dans les domaines des Sciences sociales, de la Botanique, de la Zoologie, de la Géographie, de la Géologie, de la Minéralogie, de la Médecine.

Des missions ou des stages ont eu pour objet : en Turquie, le développement communautaire; en Grèce, l'implantation d'une usine extractive; au Zaïre, des études préalables à la construction d'un barrage, la remise en fonctionnement d'un hôpital à Jadotville; au Dahomey, l'étude de la réorganisation de l'enseignement technique et professionnel; dans les différents états de l'ancienne Afrique française, l'examen des possibilités de la « régionalisation » des établissements d'enseignement en matière de pêcheries maritimes et fluviales; au Maroc, l'examen de l'organisation des études d'Ingénieur et d'un centre de calcul; en Argentine, l'étude préalable à la création d'une école d'ingénieurs et d'administrateurs des transports ferroviaires; au Chili, l'étude de l'organisation d'un centre de recherches du cuivre.

Le CEDEV soutient les Universités des pays neufs. Son activité se concentre surtout sur la formation rapide du personnel enseignant et scientifique des Universités aidées et plus spécialement celles du Zaïre et du Burundi.

(1) Comportant, en 1974, quelque 150.000 références.



Une convention particulière a été signée avec l'Université de Concepcion, au Chili, en vue du développement des recherches à l'Ecole des Ingénieurs de cette Université.

Enfin, le *CEDEV* est la cheville ouvrière de l'entente qui s'est instituée entre les Universités belges, aussi bien néerlandophones que francophones, pour synchroniser leurs actions en matière d'aide au développement.

Cette entente mène à la « *Commission interuniversitaire de coopération au développement* » dont les membres sont les délégués des Recteurs des huit Universités belges.



## Incidences politiques de la présence de FULREAC au Katanga

La connaissance que j'ai acquise des choses du Congo, mes conversations avec des politiciens congolais – notamment Lumumba, en avril 1960 – à E'ville, les travaux de la « table ronde » dont le Gouvernement belge est si fier et qui devaient conduire le Congo au désastre, font que l'indépendance du Congo m'apparaît comme une aventure bâclée, dangereuse, dont les Africains seront les premières victimes.

Vouloir imposer des règles empruntées à notre démocratie aux colonies, où les relations humaines sont empreintes de tant de traditions coutumières, c'est méconnaître le vrai problème, donc courir au désastre. Mais notre Gouvernement est très sûr de lui : *« il va gagner le pari congolais ! »*.

On a vu ce qui en a été.

Aussi, lorsque le Gouvernement m'invite – ainsi que les autres Recteurs – à assister aux « cérémonies de l'indépendance », le 30 juin 1960 <sup>(1)</sup>, je n'accepte pas d'y aller. Et, en quelque sorte en signe de deuil, l'Université supprime la cérémonie d'ouverture des cours en octobre (L'Université de Gand fait de même), et je refuse d'arborer les drapeaux aux bâtiments universitaires.

Le Ministre de l'Instruction publique <sup>(2)</sup> me reproche cette attitude :

— Vous faites de la politique, Monsieur le Recteur ?

— Si c'est cela faire de la politique, Monsieur le Ministre, je suis plus fier de la mienne que de celle de votre Gouvernement.

<sup>(1)</sup> On se rappellera les incidents qui ont marqué ces cérémonies et qui ont placé notre Roi, et quelques-uns de ses Ministres, dans une situation inadmissible.

<sup>(2)</sup> Charles Moureau.



Le fonctionnement de notre Centre de Mangombo m'oblige à de fréquents séjours au Katanga. Après l'indépendance, je suis amené à avoir beaucoup de contacts avec le Gouvernement katangais et, plus particulièrement, avec le Président Tshombé. Dès le début, nos relations s'établissent dans un climat d'estime et de parfaite sincérité. Il a, dans de nombreux domaines, une vue très claire des événements et réussit – après quelques incidents mineurs au moment de la proclamation de l'indépendance du Congo, suivie presque aussitôt par la proclamation de l'indépendance du Katanga – à maintenir dans les grands centres miniers et dans l'Hinterland, un ordre parfait.

*Il pense personnellement que la Belgique a mis beaucoup trop de hâte à accepter l'indépendance du Congo. Maintenant que c'est chose faite, il faut modifier le moins possible les structures fondamentales mises en place par les Belges et qui, assurément, pendant au moins trente ans, constitueront pour la vie des katangais, un cadre indispensable. Il est convaincu que la structure démocratique de la Belgique représente un système inadapté au Congo, et que le respect des chefs coutumiers et de leurs prérogatives doit, pendant encore fort longtemps, rester la base de l'organisation sociale des Katangais.*

Il donne lui-même l'exemple du respect des traditions coutumières. Une scène, dont je suis témoin, m'impressionne fortement. Tshombé a épousé la fille du Mata Yambo, grand chef des Lunda, dont le fief est à Dilolo-Sandoa. Il rend, un jour, visite à son beau-père. En tant que Premier Ministre du Katanga, il voyage dans une auto précédée et suivie de motocyclistes de la Gendarmerie katangaise, vêtus des couleurs éclatantes de la Province. Le cortège s'arrête à 100 m de la maison du chef et un officier de liaison va demander au Mata Yambo audience pour son beau-fils qui, dans sa main, tient le destin de l'immense province et de toutes ses chefferies. Après dix minutes d'attente en plein soleil, la rencontre a lieu et, sur le seuil de la porte, Tshombé se met à genoux et baise les pieds du grand chef...

Cette scène, que je ne pourrai jamais oublier, montre, sans équivoque, l'abîme qui sépare la conception de la hiérarchie sociale chez les Belges et les Africains... et les erreurs considérables que nous avons commises au cours des travaux préparatoires du fameux « pari congolais ».

Tshombé a d'excellentes relations avec les Belges qui travaillent sur son territoire. On pourrait penser que sa considération pour l'Union Minière est liée à l'importance des revenus que touche le Katanga, mais il manifeste son intérêt à de bien plus modestes entreprises et porte une grande sympathie à notre Centre de promotion et d'action rurales qu'il encourage autant qu'il le peut.

Au cours de nos entrevues, nombreuses et longues, une solide amitié naît entre nous. La méfiance native de Tshombé fond dès qu'apparaît un sentiment d'affection. Il a réellement foi en ses amis. Il ne discerne malheureusement pas toujours, parmi ceux qui se targuent d'amitié, les traîtres qui abusent de sa confiance. L'un d'eux l'entraîne dans un avion qui, devant faire escale aux Baléares, est détourné sur Alger où Tshombé va trouver la prison et la mort.

Comment nous apparaît la situation en juillet 1960 ?

Il y a, entre la vie bouleversée et dramatique du Congo et celle du Katanga, qui n'est troublée que fugitivement, une différence frappante. La comparaison entre l'existence de notre poste de brousse où l'activité reste normale et le sort inquiétant et trop souvent tragique de stations analogues au Congo montre bien que, dans le chaos congolais, seul, le Katanga garde de la stabilité. On ne peut pas ne pas se soucier de la contamination prochaine du désordre et du désespoir. Le Congo brûle. Peut-on, sans angoisse, voir s'étendre les ravages de l'incendie jusqu'aux ultimes limites des terres encore épargnées ?

Un certain isolement nous paraît de nature à sauver un dernier havre de paix dans ce grand pays convulsif; un certain isolement dans l'immédiat, quelle que soit la forme de ce désengagement. Mais la position du Katanga, en tant qu'Etat indépendant, me semble - m'a toujours semblé - vouée à une existence éphémère.

Une telle aventure, une province pauvre la réussirait peut-être. Mais on sait quelles convoitises le sous-sol katangais a allumées au Congo et ailleurs. Une indépendance totale, comme le veulent certains et quelques-uns des intimes de Tshombé, ne sera jamais accordée de plein gré. Il faudrait, pour l'imposer, des frontières naturelles et une armée puissante. Le Katanga n'ayant aucun



de ces deux atouts, son indépendance me paraît une vue de l'esprit.

Mais l'on peut imaginer une certaine autonomie dans le cadre d'une fédération. L'espoir d'une solution semblable suffirait à rendre confiance au peuple katangais et aux étrangers du Katanga. Tout un peuple, avec ses hommes qui ne souhaitent que secouer leurs soucis et reprendre le rythme de leur vie, avec ses femmes aux bras chargés de bébés, avec ses enfants dont les grands yeux interrogent, tout un peuple serait préservé. Il faut maintenir ordre, paix, travail au Katanga, pour le bien actuel de cette province privilégiée – la seule pour laquelle on puisse faire encore quelque chose – et pour le bien futur du Congo tout entier.

#### A. — MISSION TECHNIQUE

Le Gouvernement belge d'alors le comprend bien. Il dépêche au Katanga *une mission technique*, conduite par le Comte Harold d'Aspremont-Lynden, chef de Cabinet adjoint du Premier Ministre Eyskens pour aider la province à poursuivre ses activités dans le calme. Le Professeur Clémens de Liège est appelé à seconder d'Aspremont, de même que l'Ambassadeur Rothschild, qui deviendra plus tard chef de Cabinet du Ministre Spaak, aux Affaires étrangères, avant d'être désigné comme Ambassadeur de Belgique à Paris.

Monsieur d'Aspremont, très clairvoyant et énergique, a tôt fait de juger la situation. Je suis à Elisabethville fin juillet et août 1961, il me demande de vouloir bien effectuer un rapide voyage à Bruxelles pour prendre contact avec le Gouvernement et obtenir de lui certains soutiens nécessaires à la tranquillité, la sécurité et le niveau économique du Katanga.

J'accepte. J'arrive à Bruxelles le 2 août. Je rends visite aussitôt à M. Eyskens, Premier Ministre. Celui-ci, devant les responsabilités en jeu, décide de réunir, le même soir le Conseil des Ministres pour m'entendre et prendre des mesures s'il y a lieu.

A six heures, tous les Ministres sont présents et le silence est grand. J'expose la situation à E'ville. Ce n'est pas un plaidoyer pour un Etat indépendant que je fais; je répète que, dans sa forme absolue, ce projet me semble utopique. Mais la réalité que je tâche

de faire toucher à ces hommes attentifs est celle d'un îlot d'ordre et de sécurité menacé de toutes parts et inquiet. La Belgique se doit d'essayer, par tous les moyens, de sauver le calme et le sang-froid de la population africaine et européenne du Katanga et de tenter d'endiguer le déferlement de la marée aveugle et destructrice qui menace tant de réalisations utiles et de vies humaines.

Si votre Gouvernement est de cet avis, Monsieur le Premier Ministre, il faudrait prendre d'urgence certaines mesures que la Mission technique chargée de faire face aux problèmes actuels juge indispensables. Il faudrait détacher au Katanga un certain nombre d'agents spécialisés dans le maintien de la discipline et de la justice. Il faudrait aussi fournir aux autorités compétentes, les moyens financiers de soutenir le niveau économique du Katanga.

C'est sur cette double base que la discussion s'engage entre les Ministres. Les difficultés sont d'autant plus grandes que l'assemblée est acculée à une décision rapide. Enfin, les moyens de satisfaire à la requête de la Mission technique sont trouvés et on convient de les mettre en œuvre immédiatement. Cette solution est adoptée dans un sentiment général de solidarité.

Le lendemain, le Roi souhaite me voir. Il m'écoute avec la vigilante attention qu'Il accorde à tous les problèmes graves. Il prie le Premier Ministre de nous rejoindre. L'atmosphère est lourde de soucis. Après avoir mis le Roi au courant des faits, je lui expose les sentiments que fait naître dans la population le débarquement des casques bleus, prévu par une résolution des Nations Unies. Je dis combien, à mon sens, cette mesure est inopportune, de nature à rompre un équilibre déjà précaire et contraire aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

Ayant exposé quelques affirmations apodictiques permettant, sinon d'éviter, du moins de postposer ce débarquement, il est convenu que M. le Premier Ministre interviendra immédiatement auprès des Nations Unies.

Je reprends l'avion l'après-midi pour E'ville. Un membre du Cabinet de M. Eyskens m'apporte une lettre du Premier Ministre, me remerciant, au nom du Gouvernement, pour l'accomplissement de ma mission.

La Mission Aspremont-Lynden est satisfaite.

La suite immédiate ne me concerne plus.



## B. — L'UNIVERSITÉ D'ELISABETHVILLE

Un décret du 26 octobre 1955, pris par Monsieur Auguste Buisseret, Ministre des Colonies, crée à Elisabethville « l'Université officielle du Congo belge et du Rwanda-Urundi ».

Décidée dans un climat de rivalité scolaire, pour s'opposer, par son caractère laïque, à l'Université Lovanium de Léopoldville, cette Institution est plutôt une machine de guerre. Certains de ses professeurs se préoccupent plus de politique que de Science. Et c'est dans une atmosphère détestable que l'Université d'E'ville aborde l'heure critique de l'Indépendance congolaise <sup>(1)</sup>.

En fait, au moment de la proclamation de son indépendance, le pouvoir politique du Katanga, considère l'Université comme un lieu de subversion et en ordonne la fermeture.

Plus tard, au cours d'entretiens avec le Président Tshombé à propos de FULREAC, nous abordons le problème de l'Université d'E'ville. Il manifeste l'intention de la rouvrir, mais me demande de vouloir bien chercher un professeur de l'Université de Liège, disposé à accepter les fonctions de Recteur.

J'ai plusieurs contacts avec mes collègues. M. J. Frenkiel, titulaire de la chaire d'Electro-acoustique à la Faculté des Sciences appliquées, accepte cette charge.

Il est nommé le 13 janvier 1961. Il remplit sa mission avec une autorité incontestable et une très grande indépendance d'esprit; il sait faire prendre par le Conseil d'Administration de l'Université katangaise des mesures objectives, dénuées de toute arrière-pensée politique, et replace dès lors cette Maison sur ses rails. Il rentre définitivement en Belgique en novembre 1963.

## C. — Le « TROISIÈME ROUND » AU KATANGA

Comme on le sait, la position d'indépendance prise par le Katanga dans les années 1960-1961-1962, provoque une quantité innombrable de discussions, de fièvre diplomatique, de résolutions de l'O.N.U., d'événements à sensation comme la détention de

<sup>(1)</sup> Voir J. Frenkiel, « Une assistance généreuse : l'aide de l'Université de Liège à l'Université d'E'ville ». *Bull. Assoc. Amis de l'Univ. Liège*, 1965, 4, p. 3.

Tshombé à Coquilhatville (d'où il fut libéré par Mobutu), la mort accidentelle d'Hammar skjöld à N'Dola, le débarquement, d'abord interdit puis toléré, des casques bleus, les deux guerres – les deux premiers rounds – entre les troupes de l'O.N.U. d'une part, la gendarmerie katangaise aidée de mercenaires européens, d'autre part et qui toutes deux se soldent par un cuisant échec pour les troupes de l'O.N.U., lamentablement encadrées. Je n'hésite pas à le dire, elles comprenaient un certain nombre d'individus dont la conduite est indigne d'une Institution internationale qui se veut au service de la paix <sup>(1)</sup>.

De très nombreux ouvrages ont été écrits sur tous ces événements. Si j'en rappelle ici quelques épisodes, c'est qu'à un moment donné, mon intervention personnelle est sollicitée pour essayer de réconcilier le Congo et le Katanga.

Voici dans quelles conditions.

A la suite d'une série de résolutions de l'O.N.U., toutes restées pratiquement sans effet, le Secrétaire général, U'Thant, met au point un plan de réconciliation <sup>(2)</sup>.

Considérant que les conditions de ce plan ne sont pas inacceptables pour le Katanga, le Comte d'Aspremont-Lynden qui a dirigé la mission technique à Elisabethville, et occupé le poste de Ministre des Affaires africaines dans le Gouvernement belge, me propose de rencontrer Tshombé pour le convaincre de donner son accord au plan U'Thant.

Le Président est à ce moment à Genève et nous allons le voir tous les deux. Entourés très discrètement (?) par un nombre considérable de policiers en civil, nous déjeunons dans un restaurant des environs de la ville. L'approche du problème se fait avec quelques difficultés. D'Aspremont-Lynden ouvre le feu d'une façon peut-être un peu trop abrupte. Je prends la relève en atténuant quelque peu la dureté des premiers propos. L'atmosphère se détend. Au dessert, Tshombé accepte le plan U'Thant.

D'Aspremont et moi croyons nécessaire d'en prévenir les Conseillers de Tshombé restés à Elisabethville, afin qu'aucun

<sup>(1)</sup> De nombreux Africains et certains Européens furent sauvagement massacrés, sans aucune raison, par des soldats de l'O.N.U., principalement des Ethiopiens. Monsieur Guillaume Derricks, directeur adjoint à l'Union Minière, très dévoué à l'entreprise FULREAC, et sa vieille maman, furent parmi les victimes.

<sup>(2)</sup> Voir Annexe 4, p. 547.



écrit, aucun geste ne puisse venir contrarier l'accord que nous venons d'obtenir.

Nous savons aujourd'hui que beaucoup d'entre eux, parmi les « durs » n'ont pas apprécié du tout ce que nous considérons comme le seul moyen de laisser au Katanga une certaine liberté d'action, compte tenu des pressions internationales, la position de l'URSS et les USA sur le plan politique et l'intérêt de certaines grandes nations à voir se détériorer la situation ce qui permettrait à leurs ressortissants de venir cueillir au Katanga la succession des Belges.

Je ne me préoccupe plus du tout de ces problèmes jusqu'au mois de décembre 1962. Le soir du 8 décembre, je suis appelé au Cabinet de M. Spaak, Ministre des Affaires étrangères.

— Monsieur le Recteur, je crois que nos positions ne sont pas les mêmes en ce qui concerne le Katanga, mais étant donné les circonstances présentes, cela n'a pas d'importance. Je voudrais vous demander de remplir une mission à Elisabethville, et voici pourquoi.

Je reviens de New-York et de Washington où j'ai rencontré le Secrétaire général U'Thant et le Président Kennedy.

La situation pour le Katanga devient très grave. L'O.N.U. et les USA sont décidés à lui appliquer des sanctions économiques et, surtout, des sanctions militaires, même si l'on ne veut pas employer ces mots.

Je crois que je suis arrivé à convaincre Kennedy et U'Thant qu'il y a encore moyen de discuter. J'ai proposé de faire venir à New-York le Premier Ministre du Congo Adoula et le Président Tshombé et de leur donner quelques jours pour s'arranger. En cas d'échec, on passerait aux sanctions économiques, celles-ci consistant à obtenir que les pays acheteurs des produits de l'Union Minière, leur ferment dorénavant leurs frontières.

— Avez-vous réussi, Monsieur le Ministre, à obtenir d'Adoula et de Tshombé qu'ils se rencontrent à New-York ?

— Non. Sitôt rentré en Belgique, j'ai délégué Davignon à Léopoldville pour convaincre Adoula. Celui-ci a refusé, pour la raison que toute absence de Léopoldville signifierait pour lui la perte de son poste de Premier Ministre.

Dans ces conditions, on se trouve devant les sanctions économiques.

M. Spaak me donne la copie d'un projet de lettre que U'Thant lui adresserait et porterait, le moment venu devant le Conseil de Sécurité. Le point crucial est que l'Union Minière s'acquitte de

ses taxes et redevances non vis-à-vis du Congo, mais du Katanga. Or celui-ci, malgré les affirmations de M. Tshombé n'est qu'une province du Congo et doit en respecter les lois. L'Union Minière alertée répond qu'elle n'a d'autre choix que de verser les sommes dues à l'autorité qui exerce le pouvoir là où elle est installée. U'Thant lance un appel pressant au Gouvernement belge pour qu'il exerce une pression sur l'Union Minière.

Il se plaint par ailleurs que M. Tshombé, qui a accepté ce plan fasse peu d'effort pour le mettre en application et que, plusieurs fois, ayant admis une décision, il se soit dérobé ensuite disant qu'il avait agi sous la contrainte ou que le geste posé était du ressort de l'Assemblée provinciale du Katanga.

U'Thant rappelle les mesures non militaires de pression qu'il a proposées dans le plan. Il est résolu à les appliquer. Il se rend compte que l'une ou l'autre peut inciter M. Tschombé à employer la force. L'O.N.U. se défendra alors, énergiquement et ses moyens militaires sont considérablement augmentés.

U'Thant voudrait qu'un geste soit fait qui écarte la guerre au Katanga.

Le Ministre Spaak m'expose ensuite que l'Union Minière étant une société privée, il ne voit pas comment le Gouvernement belge pourrait obliger cette firme à céder ses devises au Conseil monétaire.

— Dans ces conditions, dit-il, il devient impossible d'éviter un troisième round militaire. Mais ce ne sera pas un round comme les autres, car le Président Kennedy m'a déclaré qu'en aucun cas, l'Amérique ne tolérera que l'O.N.U. ne sorte pas vainqueur des combats, même s'il fallait que l'armée américaine intervienne. Je ne sais plus que faire, sinon de vous demander d'aller voir Tshombé.

— Quel serait l'objet exact de ma mission auprès de lui ?

— Vous devriez aller lui exposer qu'il devrait décider lui-même que les devises de l'Union Minière soient cédées au Conseil monétaire. L'Union Minière recevra de cet organisme la ristourne des devises qui lui sont nécessaires et M. Tshombé peut compter, pour les besoins du Katanga, sur une somme d'environ 250 millions de devises par mois. Si vous obtenez cela de M. Tshombé, le pire peut être évité.

Nous discutons longuement du problème et j'insiste sur mon incompétence sur le plan financier et sur mon ignorance du fonctionnement du Conseil monétaire; M. Spaak appelle, pour nous



rejoindre et exposer l'aspect « technique du problème » les Ambassadeurs Bassonpierre, Van den Bosh, le Vicomte Davignon et l'Ambassadeur Rothschild, chef de Cabinet du Ministre.

Après un long débat, j'accepte la mission, à la condition que toute liberté me soit laissée pour négocier cette affaire dans l'ambiance psychologique qui est celle des relations amicales existant entre Tshombé et moi.

— M. le Ministre, si je comprends bien, ma mission consiste, pour éviter une guerre décisive — avec l'appui des Américains cette fois — à obtenir de Tshombé d'accepter de perdre de 100 à 150 millions de devises par mois ? <sup>(1)</sup>

— Oui.

— C'est un marché qui me paraît acceptable. J'ai huit chances sur dix de réussir.

— Ne soyez pas trop optimiste, Monsieur le Recteur. Je vous donne une chance sur cent de réussir. Mais si vous réussissez, vous pourrez me demander un poste d'Ambassadeur !

Mon départ est fixé au lendemain dimanche à quinze heures.

J'emporte une lettre de Spaak à Tshombé (que je ne lui remettrai pas parce que les termes sont trop durs), une note technique et divers documents relatifs aux devises de l'Union Minière.

Je dois retirer mon billet d'avion au « *Service d'information* » de la Sabena. Si bien qu'alors qu'il a été convenu que mon départ sera entouré du plus grand secret, les journaux du lendemain annoncent que le Recteur Dubuisson est envoyé par le Gouverne-

<sup>(1)</sup> La situation financière se présentait, à ce moment (1961) de la façon suivante :

1. Recettes totales en devises (215.000 tonnes de cuivre, 6.300 tonnes de cobalt, 4 tonnes de germanium) —————	9.815.000.000
2. Dépenses en devises :	
Pour l'Afrique —————	1.998.000.000
Pour l'Europe —————	2.120.000.000
	4.118.000.000
3. Dépenses en F katangais (achetés avec les devises) :	
Pour l'Afrique —————	3.754.000.000
Pour l'Europe —————	616.000.000
Taxes et impôts —————	1.546.000.000
	5.916.000.000
	10.034.000.000
Déficit —————	219.000.000

Si les ventes avaient été normales, les recettes auraient été augmentées de 1.250.000, ce qui aurait donné un bonus de trésorerie de 1.000.000.000.

ment à E'ville pour y rencontrer le Président Tshombé. Cette indis-  
crétion rendra ma mission beaucoup plus difficile.

Je passe la nuit dans l'avion à étudier mes documents, à me fami-  
liariser avec le fonctionnement du Conseil monétaire, à lire et à  
relire la note technique que je dois exposer à Tshombé.

Tout cela me paraît fort compliqué pour lui être expliqué sans  
la présence d'experts. Je rédige donc une autre note, plus « hu-  
maine » oserais-je dire, et qui me permettra de discuter d'égal à  
égal avec Tshombé.

Après un voyage assez mouvementé, j'arrive à Salisbury le  
lundi 10 décembre à onze heures. Le Consul de Belgique, M.  
Houart, m'apporte un télex qui m'est adressé d'E'ville par le  
Colonel Van de Walle, Consul de Belgique au Katanga. Il dit  
notamment ceci :

— Crois utile attirer dès maintenant votre attention sur raidissement  
général Gouvernement katangais eu égard plan. Stop. Si aucune con-  
cession ne lui est faite estime impossible obtenir adhésion à nouveau  
geste spectaculaire.

Le Consul Houart ajoute, comme commentaire :

— Votre mission qui devait rester secrète, tout le monde la connaît  
(on a vu plus haut pourquoi) et votre arrivée au Katanga n'est souhaitée  
par personne.

— ?

— Le fait que vous êtes envoyé par M. Spaak vous rend suspect  
aux yeux des katangais.

— Qu'ils attendent au moins pour savoir de quoi il s'agit.

— C'est à ce point que je vais prendre des précautions particulières  
pour que, lorsque vous arriverez à N'Dola, vous ayez une voiture pour  
vous conduire à E'ville.

Je prends l'avion de Salisbury à Lusaka puis de Lusaka à N'Dola.  
Là, un Consul, *mais pas de voiture* (je m'y attendais !).

Je décide de prendre un taxi au moment même où arrive un  
véhicule de FULREAC (les agents du Centre ont évidemment,  
eux aussi, appris mon arrivée). Je serai donc à E'ville ce soir, grâce  
à FULREAC.

Après beaucoup de difficultés — ce qui n'est pas l'habitude de  
Tshombé, lorsque je lui demande audience — je suis convoqué



à la Présidence le mardi à 18 heures. Je suis reçu par le Ministre des Affaires étrangères Kimba, avec qui je parle de tout sauf de ma mission. J'attendrai 20 h 45 pour être reçu !

J'expose le problème, pendant plus de deux heures. Whisky. Tshombé écoute attentivement et me déclare, vers 23 heures :

— Je vous ai bien suivi M. le Recteur, mais je ne comprends plus. M. Spaak vous choisit pour venir me voir, et pendant que vous faites la route pour arriver ici, le même Spaak, à l'occasion d'une conférence qu'il donne à Bruxelles, soi-disant sur l'Europe, y parle beaucoup du Katanga et, parlant de moi, me traite de « *Rebelle puissant* » (j'ignorais ce fait).

— M. le Président, je suis désolé, mais j'ignore tout de ceci.

— Quoi qu'il en soit, je suis tout à fait d'accord sur votre proposition, mais je demande d'obtenir de M. Spaak l'assurance formelle qu'il ne parlera jamais plus, à mon sujet, de tergiversations, réponses dilatoires et n'emploiera plus des termes de ce genre.

— Bien. Je téléphonerai ceci demain à M. Spaak. Mais, Monsieur le Président, il faut aller vite. Le Comité consultatif des Nations Unies se réunit jeudi soir et il faut que votre geste soit accompli à temps pour éviter le pire. Allez-vous réunir demain votre Conseil des Ministres ?

— Je n'en sais rien. Cela n'a pas d'importance : c'est tout de même moi qui décide.

En sortant de l'entretien, je convoque à minuit les Conseillers de Tshombé, en présence du Consul de Belgique, pour leur exposer la situation et les prier de préparer un texte qui ne comporte aucune ambiguïté et soit conforme à ma note.

Dès le lendemain, Spaak est mis au courant. Dans l'un des télégrammes qu'il m'adresse, le 11 décembre, il écrit :

— Réussite de notre projet d'autant plus importante que j'ai reçu de New-York, ce matin, lettre U'Thant sur paiement Union Minière et que durcissement attitude O.N.U. et Etats-Unis se manifeste de plus en plus.

Le Conseil des Ministres du Katanga siège de 14 h 30 à 20 h, puis de 21 h à 21 h 30.

Il siège encore le lendemain 12, à dix heures.

Beaucoup de conciliabules entre Kimba, le Ministre des Affaires étrangères, le Consul de France et le Consul de Grande-Bretagne,

M. Dodson, qui a reçu, de son Gouvernement, une note lui demandant de soutenir mes efforts.

A 16 h 40, l'après-midi, je reçois le message de Tshombé :

Le Katanga, conscient de la solidarité africaine et du fait que si la paix est menacée en un point de l'Afrique, c'est celle-ci tout entière qui est atteinte, a décidé d'aller encore plus avant dans l'application du plan Thant, bien que les autres parties intéressées n'aient pas tenu les engagements qu'on attendait d'elles.

Le Gouvernement du Katanga se propose, sans attendre les travaux des Comités chargés d'élaborer la formule du règlement, de prévenir l'Union Minière du Haut-Katanga qu'elle est autorisée à céder désormais au Conseil monétaire ou à tout autre institution internationale qui sera désignée et acceptée par les parties intéressées, le montant total des devises provenant des exportations qu'elle fera de ses produits.

Le Conseil monétaire ou l'institution internationale désignée, sous la garantie des Nations Unies, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis d'Amérique et de la Belgique, assurera au Katanga, pour le fonctionnement de son économie, après défalcation de la couverture des besoins de l'Union Minière du Haut-Katanga, 50 pour cent des devises versées par l'Union Minière du Haut-Katanga sans que le montant cédé ne puisse être inférieur à deux cent cinquante millions de francs belges par mois.

Ce minimum sera augmenté des montants qui seraient nécessaires pour acheter à l'étranger les produits traditionnellement fournis par les autres régions du Congo.

Dans le but de rétablir la confiance au Congo et d'écarter définitivement la menace de faire couler le sang africain, le Gouvernement du Katanga demande que le Gouvernement de Léopoldville, en application du plan Thant, promulgue une loi d'amnistie générale et ratifie l'accord de cessez-le-feu conclu le 16 octobre dernier sous la garantie de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président du Katanga,  
Moïse Tshombé.

Elisabethville, le 13 décembre 1962.

Si le texte n'est pas tout à fait celui que l'on pouvait souhaiter, il est, comme on le voit, très positif. En l'adressant à Spaak, j'ajoute:

Que le texte final signé par Tshombé soit ce qu'il est, tient encore du miracle.

En effet, j'ai contre moi, le scepticisme de certains conseillers du Président, les démarches nombreuses du Consul des Etats-Unis,



Monsieur Dean, pour faire échouer ma mission, l'attitude négative incompréhensible du Consul de France.

J'apprends plus tard que le Consul des Etats-Unis a modifié sa position au dernier moment, à la suite d'instructions reçues, via Gullion, Ambassadeur des Etats-Unis à Léopoldville, du Secrétaire d'Etat, Dean Rusk (celui-ci ayant rencontré Spaak au Conseil de l'OTAN qui s'était réuni à Paris le 12).

Le 13, au matin, je reçois la visite du Consul des Etats-Unis : M. Dean vient me transmettre « *la très vive satisfaction* » du département d'Etat avec qui il a été en contact le matin. J'ai l'impression qu'il s'acquitte de cette mission parce qu'il en a reçu l'ordre ; je ne crois pas que cela lui fasse personnellement plaisir.

— Comment faites-vous, Monsieur le Recteur, pour obtenir de telles concessions de Tshombé ?

— Il a confiance en moi, c'est tout.

Je suis aussi appelé dans le bureau du Président Tshombé :

— *Je vous remercie vivement, Monsieur le Recteur, pour ce que vous avez fait pour le Katanga. Monsieur Spaak a de la chance de vous avoir choisi.*

A mon retour en Belgique, le 16 décembre, Monsieur Spaak me félicite très chaleureusement.

Avant de lui exposer quelques détails de ce qui s'est passé, je lui dis :

— M. le Ministre, vous êtes satisfait, mais pas moi. Et pour deux raisons.

La première : avant mon départ, vous insistiez pour que ma mission soit ultra-secrète. Pour que cette condition soit réalisée, j'abandonne le Rectorat de Liège en disant à mes collaborateurs : « je dois partir me reposer tout de suite, j'espère être rentré dans huit jours ». Mais vous, vous faites déposer mes billets d'avion au *service d'information de la Sabena*. C'en est assez pour que tous les journalistes soient au courant. Vous avez dit, au Parlement, que vous regrettiez que ma mission ne soit pas restée confidentielle. Cela n'est point de ma faute.

La seconde : la première chose dont Tshombé m'a parlé, c'est de votre conférence à Bruxelles où vous l'avez traité de *rebelle puissant*. Je n'en savais rien. Je ne pouvais donc vous défendre, ni lui donner tort d'être mécontent. Avouez que vous auriez pu, étant donné la mission dont vous m'aviez chargé, vous dispenser de ce propos.

— Il est vrai M. le Recteur. Je vous le concède. Je crois que j'ai méconnu les qualités de M. Tshombé. Je ferai son éloge, demain au Sénat <sup>(1)</sup>. *Merci, M. le Recteur, vous venez de sauver le Katanga !*

Je notais, le même soir, dans mon journal :

Si les Nations Unies et l'Amérique veulent absolument le 3<sup>e</sup> round, il leur est aisé de l'obtenir en créant n'importe quel incident. Mais, devant l'histoire, le geste ne pourra, en aucune manière – étant donné la résolution du 13 décembre – être justifié.

Malheureusement, la machine de guerre était en route depuis trop longtemps.

Dès le début du mois de décembre, les Nations Unies ont considérablement renforcé leurs effectifs militaires et fait appel aux USA qui ont envoyé sur place une importante « *mission militaire spéciale* ».

Le 17 décembre, bien que U'Thant ait déclaré que la lettre de Tshombé « *était encourageante* », il s'adresse aux dix-sept pays auxquels Adoula s'était déjà adressé le 12, leur demandant une application immédiate de l'embargo sur les exportations katan-gaises de cuivre et de cobalt !

On voit mal comment on peut concilier le paiement de redevances avec ces sanctions : s'il y a des sanctions économiques... il n'y a plus de quoi payer les redevances !

Adoula, quant à lui, refuse de prendre en considération la proposition Tshombé, « le stade des négociations étant dépassé ».

Je me mets plusieurs fois en rapport téléphonique avec Tshombé, dès mon retour, pour l'inciter à adresser, sans retard, ses experts, accompagnés d'experts désignés par l'Union Minière, au Conseil monétaire, de manière à montrer sa bonne volonté.

Par une lettre datée du 18, Tshombé confirme cette proposition aux Nations Unies, par l'intermédiaire de M. Gardiner, leur représentant à Elisabethville. Il ne reçoit aucune réponse.

Le 20 décembre, une importante mission militaire américaine arrive à Léopoldville et le Général Truman vient lui-même à E'ville le 25 décembre. Il s'agit de *pourvoir au danger soviétique* <sup>(1)</sup>.

<sup>(1)</sup> Mais le lendemain, MM. Hougardy et de Boodt renoncèrent à interpellier le Ministre sur l'affaire katangaise, « pour ne pas gêner M. Spaak dans ses négociations ».



Pourtant, le 10 décembre, le sénateur américain, Thomas Dodd, critique avec aigreur le recours aux sanctions et à la force militaire pour assurer la réunification du Congo.

Je défie quiconque de justifier l'idée que les Nations Unies ou les Etats membres aient le droit d'intervenir par les armes dans aucun pays en vue de maintenir au pouvoir un gouvernement de leur choix ou de forcer une réunification ou d'imposer l'acceptation d'une constitution : c'est cependant ce que les Nations Unies essaient actuellement de faire au Congo <sup>(1)</sup>.

Mais ce qui est tout aussi surprenant, c'est le communiqué du Gouvernement de Léopoldville publié le 26 décembre, par l'agence congolaise de Presse :

Au moment où s'élève un nouvel espoir de voir s'éclaircir le problème congolais, une propagande insidieuse tente à nouveau de brouiller la situation. Cette propagande est menée autour de la proposition de M. Tshombé concernant les modalités de versement des devises provenant des activités de l'U.M.H.K. Quoi qu'il en soit, et afin de lever toute équivoque, le Gouvernement central tient à préciser qu'il n'a reçu aucune proposition de quelque nature qu'elle soit et de quelque source que ce soit (*sic*). Toutefois, soucieux de l'intérêt supérieur congolais, le Gouvernement central ne s'opposerait nullement à l'examen des modalités d'application des dispositions financières du plan de réconciliation nationale avec les représentants qualifiés des parties intéressées. Cette décision ne préjuge en rien de l'attitude que le Gouvernement central pourrait prendre à la lumière des résultats des contacts éventuels.

Le 28 décembre, prétextant un incident local, les troupes de l'O.N.U. entrent en action, *puissamment soutenues par des troupes américaines* dont le matériel, *camouflé par des paquets de boue*

(1) Le Général de Gaulle exprime la même opinion :

« C'est ainsi qu'une fois reconnue l'indépendance du Congo-Léopoldville et formé le gouvernement de Patrice Lumumba, nous désapprouvons ouvertement l'action menée par Washington sous le couvert de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui conduit l'Organisation, contrairement à sa propre charte, à intervenir avec ses forces et son budget dans les affaires intérieures du nouvel Etat. » (*Mémoires d'Espoir, le Renouveau 1958-1962*, Plon, p. 217.)

John Kennedy, étant en correspondance avec le Président de la République française, écrit au Général :

« ... pour me demander d'appuyer son Gouvernement qui veut voir les Nations Unies s'emparer de la direction militaire, politique et administrative du Congo-Léopoldville, à quoi d'ailleurs je dois me refuser. »

(*Ibid.*, p. 267.)

*qui fondaient dans la pluie, laisse apparaître, avec évidence, son exacte origine.*

C'est le 3<sup>e</sup> et dernier round. Victoire peu glorieuse pour l'O.N.U.

Le 10 janvier 1963, M. Spaak déclare à la Commission des affaires étrangères du Sénat :

Il me semble que c'est malgré les ordres de M. Thant que les opérations militaires ont abouti à la prise de Jadotville et de Kipushi. C'est donc spontanément et par manque d'entente entre M. Thant et les Chefs de l'O.N.U., au Congo, que la guerre a éclaté...

Ce sera un rude problème, pour les historiens, d'essayer de voir clair dans ce tragique imbroglio.

*Ce qui est indiscutable, c'est que l'O.N.U., agent de paix, installait du même coup dans la Province du Katanga, un désordre analogue à celui que l'on connaissait ailleurs au Congo.*

Contrairement à ce qu'avaient espéré Monsieur Tshombé et Monsieur Spaak, je n'avais pas sauvé le Katanga !

Comme on le sait, Tshombé s'exila à Madrid. Au court d'un court séjour en Belgique, il vint me voir. J'étais au lit, grippé. Il était très détendu, m'entretenait du passé sans amertume. Il paraissait s'intéresser peu à la politique, mais j'étais certain que la politique s'occuperait de lui.

A la fin de l'entretien, je lui dis :

— Vous verrez, dans moins d'un an, vous serez le Premier Ministre du Congo.

Il le devint, en effet, peut-être pour son malheur !



...et de la ...  
...et de la ...

...et de la ...  
...et de la ...

...et de la ...  
...et de la ...

...et de la ...  
...et de la ...

...et de la ...  
...et de la ...

...et de la ...  
...et de la ...

...et de la ...  
...et de la ...

### Partie III

## L'UNIVERSITÉ NOUVELLE ET SON INTÉGRATION DANS L'AGGLOMÉRATION LIÉGEOISE

*Je voudrais qu'au Sart Tilman, une  
véritable communion s'établisse entre la  
nature et les hommes <sup>(1)</sup>.*

<sup>(1)</sup> Marcel Dubuisson plaçait une citation en épigraphe à chacun de ses chapitres. Pour le chapitre III, son choix n'étant pas définitif, nous avons isolé de son propre texte une pensée qui, sur le plan humain, résume tout son programme.



THEORY OF THE  
ELECTRICITY

DANS L'ÉLECTRICITÉ

Le premier chapitre de ce livre est consacré à l'étude des phénomènes électriques. On y trouve une exposition claire et concise des principes fondamentaux de l'électricité, ainsi que des applications pratiques de ces principes.

Il est à noter que ce livre est écrit dans un style simple et accessible, ce qui le rend très utile pour les étudiants et les chercheurs en physique. Les illustrations et les exemples sont soigneusement choisis pour faciliter la compréhension des concepts.

## Avant-propos de la troisième partie

Les deux derniers chapitres concernent tout particulièrement l'Université. Faut-il le rappeler, Marcel Dubuisson a le sens de la grandeur de l'Université. Elle est la source de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, piliers du progrès économique et social de la nation. Elle est le dernier refuge de la pensée désintéressée. Dans le monde actuel, elle ne rencontre pas la considération à laquelle elle a droit.

On pourrait s'étonner de voir Marcel Dubuisson quitter une carrière qui se développe avec bonheur pour accepter les charges d'un rectorat. En fait, il est fidèle à lui-même. La recherche scientifique reste à l'avant-plan de ses pensées : pendant la première partie de son activité universitaire, il s'y adonne pour son propre compte; après, il la protège et la stimule.

Il a énormément souffert des conditions précaires dans lesquelles il a dû travailler. Ailleurs, presque partout, la situation est analogue, brime les chercheurs, sape les enthousiasmes.

Il l'a dit, au moment où son nom est mis en avant par le Conseil académique, apparaît à l'horizon l'espérance de pouvoir sortir l'Université de sa position stérile. L'homme d'action s'engage. Ce qu'il ne sait pas au départ, c'est que l'Université va le prendre tout entier et le garder jusqu'au bout.

Il connaîtra, certes, de belles compensations, mais le regret de ses recherches scientifiques est demeuré en lui comme une blessure cachée. Le révélaient ses yeux assombris quand il venait – de moins en moins souvent – au laboratoire où nous continuions de vivre en blouse blanche.

\* \* \*



La nécessité d'une nouvelle Université s'est imposée à lui depuis longtemps. Son imagination et sa réflexion la situent au Sart Tilman parce que celui-ci offre, non seulement l'espace, mais aussi le contact avec la nature.

Cet éperon boisé forme un écran entre la ville et la pollution industrielle de la vallée de la Meuse. Le lotissement est imminent. Le Gouverneur Clerdent reprend le projet datant du début du siècle d'y aménager un vaste parc public et ranime ainsi un espoir teinté d'anxiété et qu'aucune promesse formelle ne sous-tend.

Marcel Dubuisson obtient du Gouvernement l'achat d'un territoire important. L'Université va-t-elle entrer en concurrence avec la ville ? Sûrement non. Marcel Dubuisson a déjà compris le problème humain de la sauvegarde du Sart Tilman et l'a fait sien. Il renforce la forêt écran et ouvre au public, largement, son beau domaine accueillant. Et quand il s'agira de sauver la partie non encore lotie du plateau, il participera à la croisade avec son énergie et son efficacité habituelles.

Construire une université, il y a bien là de quoi l'exalter. Cependant, cet homme ardent sait refréner son impatience. Il ne veut poser aucun geste irréfléchi et organise, comme au Congo, une étude interdisciplinaire complète et minutieuse.

Les limites du budget sont étroites. Marcel Dubuisson et Claude Strebelle insufflent aux architectes un enthousiasme tel que, sans souci de leur peine, ils s'attachent à réaliser une université techniquement excellente et qui, de surcroît, soit belle.

Mais nul étudiant, nul chercheur ne saura jamais ce que cette université a coûté d'efforts et d'acharnement. Il faut conquérir l'indispensable maîtrise de l'ouvrage – cela prend des années –; obtenir des subsides suffisants et réguliers et, quand ceux-ci s'arrêtent inopinément, trouver les moyens de continuer les travaux et de ne pas licencier le personnel. La route est longue pour les Universités d'Etat, du projet à la réalisation. Celle-ci est hérissée de tels obstacles qu'il faudra, pour la franchir, un caractère particulièrement trempé.

Heureusement, Marcel Dubuisson a la joie de voir s'élever les premiers instituts, de les remettre entre les mains de ceux qui les animeront, de se réjouir de la belle ordonnance des bâtiments et des plans verts.

Les problèmes financiers ralentissent tellement les entreprises que, seul, le premier secteur est achevé. Mais Marcel Dubuisson imagine aisément l'Université entière et la joyeuse foule des étudiants. Sur les collines et bordant la délicieuse vallée du Blanc Gravier, vont se profiler d'autres laboratoires, d'autres bibliothèques. Levant les yeux de leur travail, des hommes et des femmes reposeront un instant leur regard sur les lignes pures de l'horizon. A deux pas de la ville bruyante, déchirée par le cri des sirènes, ils participeront à la paix de cette belle nature préservée. « Je voudrais qu'au Sart Tilman, une véritable communion s'établisse entre la nature et les hommes. »

A. D.-B.





For the purpose of this study, the author has selected  
four cases of political violence in the United States  
which have been the subject of extensive scholarly  
attention. The cases are: the assassination of  
Martin Luther King, Jr.; the assassination of  
Robert Kennedy; the assassination of John F. Kennedy;  
and the assassination of Abraham Lincoln. The author  
will discuss the political context of each case, the  
circumstances of the assassination, the motives of the  
assassin, and the impact of the assassination on the  
nation.

## L'UNIVERSITÉ NOUVELLE ET SON INTÉGRATION DANS L'AGGLOMÉRATION LIÉGEOISE

1. Bâtiments universitaires :
  - A. Lutte pour la maîtrise de l'ouvrage.
  - B. Politique de construction.
2. Tentatives de sauvetage de la forêt du Sart Tilman.
3. Acquisitions au Sart Tilman :
  - A. Acquisition d'un premier territoire.
  - B. Acquisitions successives.
4. Choix et mise en place des Artisans et des Conseils d'exécution :
  - A. Services d'études techniques : SETU.
  - B. Conservateur-régisseur.
  - C. Conseil scientifique des sites naturels du Sart Tilman.
  - D. Etudes préalables à l'urbanisation.
  - E. Services de programmation : SUP.
  - F. Artisans de l'urbanisation et de l'architecture.
  - G. Bureaux d'études.
  - H. Conseil supérieur des bâtiments : CSB.
5. Urbanisation du domaine, son aménagement, sa conservation :
  - A. Espaces bâtissables et bâtiments.
  - B. Espaces verts.
  - C. Plaines de sport.
6. Infrastructure :
  - A. Routes.
  - B. Distribution d'eau.
  - C. Gaz.
  - D. Electricité et chauffage.
  - E. Egouts.
  - F. Poste central de commande.
7. Bâtiments.
  - A. Toute première constructions :
    1. Annexe de la bibliothèque.
    2. Atelier.



- B. Première tranche de constructions :
  - 1. Introduction.
  - 2. Service d'Etudes techniques.
  - 3. Restaurant et Annexe culturelle.
  - 4. Homes.
- Départements de Physique et de Chimie :
  - 5. Institut de Physique :
    - Licences-recherches.
    - Travaux pratiques.
    - Physique nucléaire.
  - 6. Institut de Chimie :
    - Licences-recherches
    - Travaux pratiques.
    - Radio-chimie.
  - 7. Amphithéâtres et salles de répétitions.
  - 8. Institut de Botanique.
  - 9. Institut d'Education physique.
- C. Inauguration officielle de l'Université au Sart Tilman.
- D. Constructions ultérieures et projets en cours :
  - 1. Hall de la Métallurgie.
  - 2. Institut de Pathologie et Hôpital universitaire.
  - 3. Extensions Chimie-Physique.
- E. Inévitables constructions et transformations en dehors du Sart Tilman :
  - 1. Généralités.
  - 2. Institut de Mathématiques.
  - 3. Centre de Recherches Métallurgiques.
  - 4. Salle d'autopsies et Laboratoire médico-légal.
  - 5. Service de transfusions sanguines.
  - 6. Service des Hautes Energies.
  - 7. Bâtiments polyvalents.
  - 8. Homes :
    - a) Home Gustave Ruhl.
    - b) Home Lucien Brull.
  - 9. Station des Hautes Fagnes.
- 8. Le Château de Colonster, ses annexes, ses fermes.
- 9. Problèmes financiers.
- 10. Université et agglomération liégeoise.

## 1.

# Les bâtiments universitaires

### A. — LUTTE POUR LA MAÎTRISE DE L'OUVRAGE

Par son origine même, l'Université de Liège est une Université d'Etat, ce qui signifie, entre autres, qu'elle dépend entièrement du Pouvoir Central aux points de vues financier et immobilier.

L'évolution de notre Université est, de tout temps, entravée par l'insuffisance de locaux. Déjà, en 1860, le Recteur Lacordaire jette un cri d'alarme : « Il y a péril en la demeure. L'Université est à la veille de refuser, faute de place pour les recevoir, les jeunes gens qui viendraient lui demander l'instruction ».

Dix ans plus tard, une campagne est organisée par le Conseil académique pour obtenir l'agrandissement des locaux. Elle reprend en 1875, 1876, 1877, 1878, toujours sans résultat <sup>(1)</sup>.

Depuis, l'Université ne connaît guère que deux périodes fastes qui tranchent sur la toile de fond grise d'un sous-développement permanent.

A la fin du siècle dernier, sept bâtiments sont édifiés : les Instituts de Botanique, de Pharmacie, d'Astrophysique, de Zoologie (E. van Beneden), de Physiologie (L. Fredericq), de Chimie (W. Spring), d'Anatomie (A. Swaen). Malheureusement, ces bâtiments – magnifiques à l'instant de leur mise en service et qui font le renom de l'Université – sont construits pour satisfaire aux besoins du moment. La science évoluant à pas de géants, leurs possibilités sont vite débordées par les exigences des techniques et ils deviennent assez rapidement trop petits et inadaptés.

<sup>(1)</sup> *Esquisse historique sur les bâtiments universitaires*, publiée par l'Association générale des Etudiants, Liège, Imp. Bénard, p. 17.



Entre les années 1935 et 1937, au Val-Benoît, sur un terrain acquis par le Patrimoine en 1924, s'élève un vaste complexe destiné à la Faculté des Sciences appliquées. Il est inauguré par le Roi Léopold III en novembre 1937, en même temps que l'Université fête le centenaire de l'Ecole des Mines. Hélas, les bombardements du Pont du Val-Benoît en 1944 l'endommagent fortement.

La période d'après-guerre – où l'on aspirait à une renaissance – est loin de marquer un essor. Tandis que la Faculté des Sciences appliquées s'occupe de panser ses plaies, les autres Facultés connaissent, dans leurs locaux vétustes, des conditions de travail difficiles.

Il y a, entre le potentiel intellectuel de l'Université et l'insuffisance de ses possibilités matérielles, une frappante antithèse. Ce déséquilibre, qui met en péril enseignement et recherche, c'est notre dépendance vis-à-vis du Pouvoir central en matière de constructions et d'aménagements qui en est la cause.

Certes, chaque année, l'Administrateur-Inspecteur ne se fait pas faute de réclamer au Ministre des Sciences et des Arts les subsides nécessaires à édifier et à transformer des locaux. Mais là s'arrêtent ses prérogatives. Les études sont confiées au Ministère des Travaux Publics, surchargé, qui met à les faire un temps infini. Dans l'intervalle, les crédits qui n'échappent pas à l'annuité sont souvent perdus. Freinée, frustrée, l'Université est impuissante à modifier cette situation stérilisante. Et c'est, depuis toujours, un malheur et, au point de vue rendement, une lourde erreur dans la répartition des responsabilités car, bien plus qu'un Ministère harcelé de toutes parts et non directement concerné, l'Université est motivée à trouver à ses problèmes des solutions rapides et efficaces. Elle en est aussi particulièrement capable : c'est elle qui sait le mieux ce qu'elle attend de modifications parfois complexes; elle dispose de plus, dans la maison, des compétences nécessaires pour conduire une politique hardie et assurée de constructions universitaires.

On ne rendra jamais assez hommage au Recteur Campus et à l'Administrateur-Inspecteur Horion d'avoir, par leur intelligente ténacité, convaincu le Ministre de l'Instruction Publique de l'époque, Pierre Harmel, qu'il était indispensable de revoir le statut des Universités de l'Etat en leur conférant une plus grande autonomie.

L'appartenance politique de Pierre Harmel ne le prédispose pas, *a priori*, à défendre l'enseignement officiel (il est vrai qu'il est professeur à l'Université de Liège); il est d'autant plus remarquable qu'il s'attache à ce problème, admirablement secondé par son Chef de Cabinet André Molitor et dote les Universités de l'Etat d'outils dont l'efficacité ne devrait plus dépendre que d'elles.

C'est ainsi que sont promulguées deux lois importantes : l'une, du 28 avril 1953, sur l'*Organisation de l'enseignement supérieur dans les Universités de l'Etat*; l'autre, du 22 juin 1953, créant un *Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat*.

Au sujet des bâtiments, la loi du 28 avril 1953 dit ceci :

C'est le Conseil d'Administration de l'Université qui: « arrête par ordre de priorité et communique à l'autorité compétente la liste des travaux de construction, d'aménagement et d'entretien à exécuter; donne des directives pour la mise au point des avant-projets relatifs à ces travaux; approuve le cahier des charges et les plans d'exécution (art. 18, 4<sup>o</sup>).

Et celle du 22 juin 1953 prévoit :

Un fonds spécial dénommé « *Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat* » est constitué au profit des Universités d'Etat et des Athénées pour une durée de cinq ans en vue de couvrir les dépenses afférentes à la... : modernisation, agrandissement, aménagement des locaux.

Le Ministre de l'Instruction Publique décide des travaux; le Ministre des Travaux Publics est chargé de leur exécution.

Les Ministres « peuvent pourvoir... au recrutement du personnel dont le concours s'avère nécessaire... La rétribution de ce personnel, ainsi que les frais d'études... sont imputés sur les crédits mis à la disposition du Fonds ».

Au moment où j'accède au Rectorat, l'horizon semble donc éclairci. L'Université vient d'enregistrer, coup sur coup, deux progrès notables : le Conseil d'Administration a désormais le droit d'établir un ordre de priorité; les crédits alloués restent acquis puisqu'ils ne sont plus inscrits au budget annuel d'un département mais versés à un Fonds dont l'existence n'est pas annuelle.

Les soucis financiers en grande partie écartés, nous espérons pouvoir répondre aux besoins les plus pressants des divers services. Pour les définir et les étudier, nous créons deux organismes.



En octobre 1954, une « *Commission des bâtiments* » <sup>(1)</sup> chargée de donner des avis sur les demandes d'aménagements ou de constructions émanant des professeurs et, en juillet 1955, un « *Bureau d'architectes* » pour étudier les problèmes sur le plan technique.

Le rôle de la « *Commission des bâtiments* » consiste :

1) « à présenter au Conseil d'Administration des avis et suggestions sur toutes questions relatives à la politique générale des acquisitions immobilières, la localisation d'instituts, les constructions et aménagements de bâtiments universitaires. »

2) « à donner aux services techniques les instructions nécessaires à l'exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration en matière de constructions. »

3) « à donner des avis au Conseil d'Administration sur l'opportunité d'accepter, d'amender ou de rejeter les avant-projets et projets présentés par les services techniques ou par les Travaux Publics. »

En juillet 1955, c'est le « *Bureau d'Architecture* » qui est mis sur pied <sup>(2)</sup>. Il s'amplifiera et deviendra le *Service d'études techniques* : SETU; dont nous reparlerons plus tard en envisageant les Artisans et Organismes d'exécution de la nouvelle Université (p. 216). Dès le départ, il a dans ses attributions l'étude de l'aspect technique des problèmes : mise au point des projets, des plans, des cahiers des charges. Il doit également permettre à l'Université le contrôle des travaux.

Malheureusement, il s'avère bientôt que, en pratique, notre position est à peine améliorée. Sans doute, le Conseil d'Administration, grâce à la Commission des bâtiments, peut-il établir la priorité des travaux en connaissance de cause et l'aspect technique des solutions est-il soigneusement contrôlé par le Bureau d'Ar-

<sup>(1)</sup> Elle comprend : les Professeurs Campus (Génie Civil), Puters (Architecture), Rousseau (Electricité), Danze (Thermodynamique) et moi-même.

A partir de 1957, la composition en est modifiée. En font partie un représentant de chaque Faculté sous la présidence du Recteur : les Professeurs Horrent (Philosophie et Lettres), Harmel (Droit), Desreux (Sciences), Brull (Médecine), et Campus (Sciences Appliquées) ainsi que Louis, en sa qualité de directeur des Services techniques.

Enfin, en 1966, elle devient le « *Conseil Supérieur des Bâtiments* », mécanisme coordonnateur chargé de décanter les problèmes périphériques et présidé par le Professeur Desreux.

<sup>(2)</sup> G. Gabriel est le premier architecte de ce bureau. D'autres jeunes architectes (et tout d'abord F. Piron) et des ingénieurs ne tarderont pas à se joindre à lui (p. 216).

chitecture, mais c'est au niveau de *l'organisme d'exécution* que le déroulement des opérations est bloqué : les Travaux publics mettent un temps considérable à l'examen des problèmes, leur exécution est extrêmement lente, la coordination des tâches déficiente, et les dépenses excessives.

Fin 1956, j'établis un inventaire des travaux en cours ou à effectuer et je le communique au Conseil académique. On y lit ceci :

1. C'est en 1947 que les Autorités académiques de l'Université de Liège demandent l'amélioration de l'Institut de Zoologie. L'étude est confiée, seulement en 1949, à des architectes privés; le chantier s'ouvre en 1952. En décembre 1956, les travaux sont fort loin d'être terminés. Le professeur de Zoologie, expulsé de son bâtiment par suite des travaux, donne chaque année, depuis 1952, à plus de 400 élèves, ses enseignements à l'Institut de Mécanique du Val-Benoît où les étudiants sont répartis en deux auditoriums dont l'un reçoit les cours par haut-parleur ! Les cours ne sont illustrés par aucun matériel didactique, celui-ci, entreposé dans des caisses, étant inaccessible depuis 1952. L'entreprise est « si bien étudiée » qu'on va de surprise en surprise. Le nombre de « décomptes » atteint aujourd'hui (en 1956) le chiffre de 54.

2. Le bâtiment destiné à l'Hydraulique fluviale au Val-Benoît, commandé en 1947, est commencé, mais le chantier est sans vie depuis septembre 1955. Les poutrelles mécaniques, sans protection contre le vent et la pluie, rouillent. De plus, de regrettables malfaçons sont constatées dès le début des travaux (1).

3. A l'Institut de Physiologie, de petits aménagements sont demandés le 17 janvier 1952. Des rappels sont adressés le 8 octobre et le 17 novembre de la même année. En 1956, rien n'est fait.

4. Au bâtiment central de la Place du XX Août, le bétonnage d'une allée intérieure est sollicité le 28 janvier 1954, rappelé les 28 février et 4 octobre 1956, n'est toujours pas exécuté.

5. La situation est analogue pour une série de petits travaux demandés à l'Institut de Botanique, aux services de Géologie, à l'Institut d'Anatomie, à l'Astrophysique, au Val-Benoît, à la Pharmacie, à l'Institut Montéfiore, etc...

De toutes ces constatations, résulte à l'évidence que l'efficacité des deux lois de 1953 – que nous avons accueillies avec bonheur – se perd au niveau de l'exécution.

(1) Le bâtiment ne devait être achevé qu'en 1962 !



A quoi servent le libre choix des priorités et même l'argent si les travaux sont bloqués ou s'éternisent ? Nos besoins les plus criants, ce n'est pas dans dix ans qu'ils doivent être satisfaits. Allons-nous continuer à nous user en attente décourageante et stérile, à marquer le pas quand la science nous devance sur tous les plans, à ne rien oser prévoir d'important, à nous scléroser ?

Après avoir espéré une libération, nous sommes dans une impasse. Le seul moyen d'en sortir et de faire face aux exigences d'une Université vivante, c'est de pouvoir exécuter nous-mêmes nos projets, c'est de ne plus dépendre d'un Ministère aux structures rigides et, par ailleurs, accablé de travail, c'est d'obtenir la *maîtrise de l'ouvrage*.

Or, nous avons été tout près de recevoir cette liberté que les Universités de Bruxelles et de Louvain, plus heureuses que nous, ont trouvée dans leur berceau. Lors des travaux préparatoires de la loi du 28 avril 1953, la maîtrise de l'ouvrage, réclamée par mes prédécesseurs, avait été inscrite dans le projet de loi.

En janvier 1955, je demande à M. Pierre Harmel pour quelle raison les prérogatives du maître de l'œuvre ne se trouvent pas dans la loi. Il me dit ceci <sup>(1)</sup> :

Les renseignements que j'ai pris m'amènent à répondre... que la responsabilité du maître de l'ouvrage a été abandonnée au cours de discussions; elle aurait entraîné, en fait sinon en droit, une décentralisation de tous les travaux de surveillance et de contrats de projets depuis le Ministère des Travaux Publics vers l'Université et, en conséquence, la création, sur place, d'importants services techniques. Les délégués de l'Université de Liège n'ont, m'a-t-on dit, pas souhaité qu'on aboutisse à pareil résultat.

Pour le Recteur Campus <sup>(2)</sup>, à qui je communique ce message de Pierre Harmel : « La disposition du maître de l'œuvre a franchi victorieusement le cap des discussions de la commission. Elle figurait au projet dont j'ai présidé la discussion par le Conseil académique et je n'ai pas manqué de souligner l'importance de la clause. Elle figurait encore au projet de loi imprimé présenté aux Chambres

<sup>(1)</sup> Lettre du 25 janvier 1955.

<sup>(2)</sup> Lettre du 28 janvier 1955.

législatives » (1). F. Campus m'écrit qu'avec ses collègues, il a été convoqué au Cabinet du Ministre Harmel pour prendre acte de quelques amendements « qu'il faut concéder à l'opposition ». Parmi eux figure l'éviction de la clause du maître de l'œuvre exigée, selon le Ministre, par son collègue des Travaux Publics.

Par ailleurs, mon prédécesseur conteste que les délégués des Universités de l'Etat n'aient pas souhaité la décentralisation des services techniques depuis le Ministère des Travaux Publics vers l'Université (2).

La Commission des bâtiments, se réunit le 24 janvier 1958, P. Harmel, qui en fait partie en qualité de représentant de la Faculté de Droit, intervient dans la discussion qui s'engage sur la nécessité d'être le plus rapidement possible maître de l'ouvrage. Il déclare que lui également est partisan de la maîtrise de l'ouvrage; mais il croit que la difficulté essentielle d'une telle mesure se trouve dans *l'opposition du Ministère des Finances*. Tous les projets antérieurs, élaborés en accord avec l'Instruction Publique et les Travaux Publics, ont échoué à cause de cette opposition. Le Ministre des Finances, préoccupé des problèmes de trésorerie, redoute, en effet, que l'autonomie des Universités ne lui fasse perdre le contrôle régulier des sorties de fonds.

Quelles que soient les responsabilités en cause, cette maîtrise de l'ouvrage perdue en route, nous devons la récupérer. Tous nos efforts se concentrent sur elle. Nous y dépensons une énergie énorme qui n'aurait pas de peine à s'employer ailleurs. Mais nous savons qu'elle prélude pour nous aux possibilités d'expansion, qu'elle est la porte de l'avenir, qu'elle vaut tout notre temps et nos sacrifices.

Nous essayons de marquer quelques points.

C'est un arrêté du Régent en date du 23 octobre 1946, qui impose le recours au département des Travaux Publics pour toute

(1) Ce projet, n° 636 (1951-1952) daté du 17 juillet, porte en effet, à l'art. 18 : 4°... (Le Conseil d'Administration) « *exerce les droits de maître de l'ouvrage en ce qui concerne les travaux de construction, d'aménagement et d'entretien* ».

Mais, dans le document n° 166 (1952-1953) daté du 3 février, on lit, page 7 :

« Amendements présentés par le Gouvernement :

» Art. 18 - 4°, *remplacer la disposition qui fait l'objet du 4° par la suivante...* » et on trouve le texte tel qu'il est reproduit plus haut. Il n'y a, dans les documents parlementaires, aucun commentaire au sujet de cet amendement.

(2) Lettre de F. Campus du 28 janvier 1955.



transformation, amélioration ou construction. Je ne cesse de harceler le Gouvernement pour que cet arrêté soit modifié (une dérogation a déjà été accordée par arrêté du Régent au département de la Défense Nationale) et pour que les études et réalisations soient confiées à nos services techniques. Je demande en conséquence que ces services soient « reconnus » et « subventionnés » par le Fonds des constructions.

En juillet 1957, j'invite les Ministres de l'Instruction Publique et des Travaux Publics à venir se rendre compte sur place de la triste situation de la plupart de nos bâtiments. Je ne manque pas d'attirer une nouvelle fois leur attention sur les difficultés que nous rencontrons dans nos rapports avec le département des Travaux Publics. Ils conviennent tous deux que l'état des locaux (Chimie, Physique, Botanique) est « *consternant* » (*sic*) (Qu'eussent-ils dit s'ils avaient eu le temps de visiter l'Institut d'Hygiène où des étançons sont placés au milieu des pièces pour soutenir les plafonds), et *que les conditions sont si mauvaises qu'elles justifient l'existence de services techniques universitaires*. J'en profite pour demander que ces services soient officiellement reconnus par le Gouvernement et chargés seuls, à l'avenir, de l'étude de tous nos travaux. Sous cette forme, cette requête n'est pas acceptée, mais un arrêté royal en date du 19 juin 1958 fixe des modalités nouvelles de collaboration entre l'Université de l'Etat à Liège et le département des Travaux Publics. Dorénavant, les travaux de construction, modernisation, agrandissement et aménagement des bâtiments « sont confiés par le Ministère des Travaux Publics aux Services d'études techniques de l'Université » <sup>(1)</sup>.

Si c'est une substantielle amélioration, le but n'est pas encore atteint et nous poursuivons le combat.

Une nouvelle occasion d'amorcer nos revendications se présente dans les conditions que voici : nous sommes en octobre 1956. Notre Alma mater souffre, non seulement de la situation de ses bâtiments, mais encore d'une pénurie de crédits de fonctionnement et d'un cadre scientifique et administratif dérisoire. La situation est donc *difficile dans tous les secteurs*. Mais une « Commission Nationale des Sciences » est en voie de création <sup>(2)</sup>. Sitôt qu'elle est en

<sup>(1)</sup> Voir annexe 5, p. 554.

<sup>(2)</sup> Voir p. 441.

fonction, j'y présente le problème des bâtiments. Cette question fera l'objet de la « sixième recommandation » de la Commission.

Avant d'en reproduire le texte – capital pour toutes les Universités – il convient que je m'attarde un instant sur le double problème qui y est évoqué et qui, parce que les éléments étaient indissolublement liés, force le succès. Je me rends parfaitement compte que les subsides accordés par l'Etat aux Universités libres, et basés sur les dispositions de la loi du 23 avril 1949 <sup>(1)</sup>, deviennent insuffisants et que, tôt ou tard, ils devront être augmentés pour permettre notamment de moderniser les bâtiments. Les Universités libres sont, d'autre part, parfaitement conscientes que refuser aux Universités de l'Etat la maîtrise de l'ouvrage – qu'elles-mêmes possèdent – est une injustice qui doit être corrigée. L'opportunité se présente de coupler les deux revendications.

Je discute de ce problème avec Henri Janne, Recteur de l'Université libre de Bruxelles. Nous déjeunons, ainsi que le Secrétaire général au Ministère de l'Instruction Publique Seeldrayers, avec le Ministre Collard, le 4 février 1958. L'entretien est très cordial. Le Ministre se réjouirait que la Commission Nationale des Sciences fasse cette double proposition. Je prends l'engagement de la présenter, *mais à la condition expresse que ces deux problèmes soient indissolublement liés.*

Je rédige donc un rapport dans ce sens. Au sein de la Commission, tout le monde est rapidement d'accord et c'est à l'unanimité qu'un chapitre intitulé : « *Exécution des travaux de construction, d'aménagement et d'entretien* » est approuvé <sup>(2)</sup>. La sixième recommandation, qui en reprend les conclusions, est rédigée comme suit :

La Commission Nationale,

*Considérant* qu'un vaste programme de travaux immobiliers doit être réalisé sans retard dans les Universités pour faire face aux besoins de l'enseignement et de la science tels qu'ils ont été exposés dans le rapport ci-dessus.

*Considérant* que les besoins des deux Universités de l'Etat sont, à ce point de vue, considérablement plus importants que ceux des Uni-

<sup>(1)</sup> Cette loi prévoit qu'il est accordé, chaque année, à chacune des deux Universités libres, une allocation équivalente aux 5/12 des 2/3 des crédits prévus aux budgets ordinaires des Universités de l'Etat.

<sup>(2)</sup> V. annexe 6, p. 554.



versités libres : « pour les dix prochaines années, les besoins des Universités de l'Etat atteignent quatre milliards et ceux des Universités libres un milliard. »

*Considérant* que le mode de financement de ces travaux appelle une solution différente pour les Universités de l'Etat et pour les Universités libres.

*Considérant* que le caractère très spécialisé de la plupart des constructions universitaires et l'ampleur du programme à réaliser, tant à Liège qu'à Gand, justifient économiquement et techniquement que l'on accorde aux Universités de l'Etat une dérogation au principe de la centralisation au Département des Travaux Publics de toutes les prérogatives relatives aux bâtiments de l'Etat.

*Considérant* qu'une telle dérogation est justifiée par l'existence même, au sein de ces institutions, d'un Conseil d'Administration possédant, outre des pouvoirs étendus en ce qui concerne, par exemple, l'utilisation des crédits budgétaires, le droit d'approuver ou non les cahiers des charges et les plans d'exécution.

*Considérant* que les bâtiments dans les Universités libres posent un problème exclusivement financier.

*Se réjouit* d'apprendre que le Parlement est saisi, actuellement, d'un projet assurant le financement des travaux immobiliers des établissements d'enseignement supérieur de l'Etat <sup>(1)</sup>.

*Demande* au Gouvernement de vouloir bien, au moins pendant les dix premières années d'existence du nouveau Fonds, accorder des crédits suffisants pour couvrir les besoins mentionnés dans le présent rapport.

*Et recommande* au Gouvernement :

a) d'investir les Universités de l'Etat des droits du maître de l'ouvrage, en modifiant dans le sens indiqué par le présent rapport, la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les Universités de l'Etat.

b) d'apporter une aide financière aux Universités libres en modifiant, dans le sens indiqué par le présent rapport, la loi du 23 avril 1949, accor-

<sup>(1)</sup> La recommandation fait allusion, on l'a vu, à un projet assurant le financement des travaux immobiliers des Universités de l'Etat. En fait, le « Fonds des Constructions scolaires et universitaires de l'Etat », créé pour cinq ans par la loi du 22 juin 1953 est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1954. Nous ne cessons d'insister pour que le Gouvernement scinde ce Fonds en deux, l'un pour le secteur scolaire, l'autre pour le secteur universitaire, de manière à voir plus clair dans les comptes et à obtenir plus d'efficacité dans l'action. Satisfaction nous est donnée et c'est le 22 avril 1958, pendant que se terminent les travaux de la Commission Nationale des Sciences, qu'est créé le « Fonds des Constructions de l'Enseignement supérieur et des Cités universitaires de l'Etat ». Ce Fonds prévoit des crédits annuels d'au moins 200 millions pour les deux Universités et les Etablissements supérieurs de l'Etat.

*dant une subvention annuelle à l'Université Libre de Bruxelles, à l'Université Catholique de Louvain, à la Faculté Polytechnique de Mons et au Fonds National de la Recherche Scientifique.*

*La Commission Nationale insiste particulièrement auprès du Gouvernement pour qu'il veuille bien lier ces deux réformes.*

Bruxelles, le 6 mars 1958.

Le Gouvernement donne une suite favorable à cette recommandation. Le Ministre de l'Instruction Publique est chargé de prendre les mesures d'exécution. Le résultat est atteint, mais ce n'est pas sans d'ultimes soubresauts. Tout d'abord, au dernier moment, l'Université de Gand, assez curieusement, refuse d'être « maître de l'ouvrage » et souhaite continuer à travailler avec les Travaux Publics ! <sup>(1)</sup>. Il me faudra recourir à toutes les ressources de la diplomatie pour faire accepter par le Recteur de l'Université de Gand que les *deux possibilités soient prévues dans la loi : celle d'être ou de ne pas être maître de l'ouvrage, au choix*. Ensuite, les textes proposés par le Ministre de l'Instruction Publique, Ch. Moureau, ne me donnent pas satisfaction. Ils prêtent à équivoque, au point que de sérieuses tensions naissent entre le Ministre et moi. J'obtiens finalement que l'Université rédige elle-même un projet. Cl. Renard, vice-président du Conseil d'Administration, J. Delchevalerie, directeur de mon Cabinet, aidés par quelques collègues juristes, se chargent de présenter une version sans ambiguïté. Le Ministre l'accepte. Elle fait l'objet des articles 6 et 7 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1960 :

*Article 6. — Le programme, par ordre de priorité, des travaux de construction, de modernisation, d'agrandissement et d'aménagement à exécuter dans chaque Université est établi par le Conseil d'Administration et soumis au Ministre de l'Instruction Publique.*

*Article 7. — Le Conseil d'Administration est chargé de l'exécution des travaux dans les Universités de l'Etat. A cette fin, et sans préjudice des dispositions de l'article 51 de la loi du 28 avril 1953 <sup>(2)</sup>, il :*

1° choisit librement les architectes et les entrepreneurs, ainsi que les autres techniciens, en vue des différentes études à effectuer.

2° conclut avec eux les contrats appropriés et leur donne les directives sur la manière dont les travaux doivent être exécutés, notamment en ce qui concerne l'établissement des plans et des cahiers des charges.

<sup>(1)</sup> L'Université de Gand abandonnera cette position un peu plus tard.

<sup>(2)</sup> Allusion est faite ici au Commissaire du Gouvernement qui peut prendre un recours.



3<sup>o</sup> met les travaux en adjudication et les adjuge.

4<sup>o</sup> surveille l'exécution des travaux et effectue leur réception.

5<sup>o</sup> dispose, dans les limites et conditions fixées par les lois et règlements, des crédits affectés aux travaux décidés.

Toutefois, à la demande du Conseil d'Administration, qui lui sera transmise par le Ministre de l'Instruction Publique, le Ministre des Travaux Publics assume tout ou partie de ces tâches <sup>(1)</sup>.

De leur côté, les Universités libres et diverses autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique bénéficient d'une loi du 2 août 1960 qui augmente la subvention forfaitaire annuelle établie en pourcentage des crédits inscrits au titre des dépenses *ordinaires* du budget octroyé aux deux Universités de l'Etat.

Ce pourcentage est de 44 % pour les Universités libres de Bruxelles et de Louvain, mais il faut de fortes pressions pour que le FNRS obtienne la maigre augmentation de 10 % seulement.

La loi du 1<sup>er</sup> août 1960 qui nous donne la maîtrise de l'ouvrage prévoit aussi la rétribution du personnel de notre Service technique par le « Fonds des constructions de l'enseignement supérieur » <sup>(2)</sup>.

Avant de terminer cet exposé, il importe de faire une remarque. La loi du 1<sup>er</sup> août 1960, dont je viens de reproduire ici les articles qui nous intéressent, modifie celle du 22 avril 1958 portant « création d'un Fonds des constructions de l'Enseignement supérieur et des Cités universitaires de l'Etat ». Cela signifie que la maîtrise de l'ouvrage qui nous est accordée *ne l'est que pour les dépenses qui seront imputées à ce Fonds*. Il eût été préférable que fût modifiée la loi organique du 28 avril 1953 sur l'Organisation de l'Enseignement supérieur dans les Universités de l'Etat, ce qui nous eût donné la maîtrise de l'ouvrage *pour toutes les constructions*, quelle que soit l'origine des subventions. A vrai dire cependant, en dehors du

<sup>(1)</sup> Pour satisfaire l'Université de Gand.

<sup>(2)</sup> L'Université décide, le 1<sup>er</sup> janvier 1962, que ses Services techniques et son Service de programmation (voir chap. 4) seront organisés et financés par le truchement d'une convention entre le Patrimoine et le Conseil d'Administration de l'Université. Il est, en effet, impossible d'assurer la souplesse nécessaire à l'organisation des services destinés à faire face à un programme de constructions — considérable et complexe mais limité dans le temps — en recrutant, dans le cadre de l'Etat, le personnel nécessaire à ces services, qu'il soit définitif ou temporaire.

C'est donc le Patrimoine qui finance le fonctionnement de ces services et le Conseil d'Administration qui indemnise le Patrimoine; néanmoins, celui-ci accepte d'intervenir dans les frais à concurrence d'un maximum de 500.000 francs par an.

Fonds, les subsides pour constructions qui ont été accordés (subsidés sociaux, par exemple), l'ont été au Patrimoine. Or, par son statut même, celui-ci dispose de la maîtrise de l'ouvrage. Mais, comme l'Université espère, à bref délai, des subsides de la Santé Publique pour la construction de l'Hôpital du *Sart Tilman*, il y aura lieu d'être attentif au sujet des modalités grâce auxquelles ces fonds seront mis à notre disposition.

Mais, laissons ce souci et réjouissons-nous : la maîtrise de l'ouvrage nous est enfin acquise. A Liège, on n'osait plus guère l'espérer. Nous avons vécu sept ans braqués sur cet objectif, sans que notre vigilance et notre ténacité se relâchent un seul jour. Notre Université s'est libérée de contraintes qui lui pesaient comme des chaînes. Nous allons repartir avec un nouvel élan vers un avenir qui nous appartiendra dans une grande mesure. C'est le matin d'une ère nouvelle. Nous sommes résolus à ce que ce soit une ère d'épanouissement.

#### B. — POLITIQUE DE CONSTRUCTION DE L'UNIVERSITÉ

Définir la priorité à donner aux divers travaux qu'il faut entreprendre pour améliorer nos bâtiments, en construire de nouveaux, présuppose que nous ayons une « politique des bâtiments ». Or, en 1953, on est loin de compte. Nos prédécesseurs pourtant se sont souciés du problème et ont exprimé, à diverses périodes, le vœu que nos Facultés soient « regroupées ».

Un projet d'installer l'Université à Cointe est fortement soutenu par l'Administrateur-Inspecteur Jules Duesberg, ancien Recteur. A ce propos, en 1947, le Recteur Fredericq déclare, dans son discours de rentrée : « Des projets grandioses sont en train de s'élaborer en vue du transfert de l'Université sur la colline de Cointe, dans un cadre digne d'une institution qui veut rester à la pointe du progrès. » Un architecte est même désigné pour étudier l'implantation des bâtiments à Cointe <sup>(1)</sup>. Mais le Corps professoral

(1) « L'administration, la salle académique, les Facultés de Philosophie et Lettres, de Droit et des Sciences, la Bibliothèque centrale devaient y trouver place. Cependant, la Botanique et la Zoologie seraient installées le long du Boulevard Kleyer, en face du nouveau Jardin botanique. Une cité pour un millier d'étudiants devait être construite dans le parc des *Dames du Sacré-Cœur* où des bâtiments avaient été détruits par un incendie. Le coût était évalué à 761 millions auxquels devaient s'ajouter 21 millions d'expropriation. Le projet fut abandonné plus tard, les espaces étant trop limités



est hostile à ses propositions car il a poussé son étude jusqu'à la construction d'une maquette sans avoir, au préalable, établi de programmation. Chaque chef de service est ainsi conduit devant le plan alors qu'il n'a pas eu l'occasion d'exprimer ses souhaits. Et le projet tombe dans l'oubli.

En 1949, le Ministre Mundeleer installe une « *Commission des bâtiments universitaires* » chargée d'étudier les diverses possibilités de répartir les nouveaux bâtiments de l'Université de Liège dans la partie centrale de l'agglomération liégeoise <sup>(1)</sup>. Le premier soin de cette commission est d'examiner les bâtiments existants. Elle constate la trop grande dispersion des instituts, l'éloignement des bâtiments voués aux mêmes disciplines, la vétusté et l'inadaptation de beaucoup d'entre eux. Elle estime que le transfert de toute l'Université dans le voisinage plus ou moins immédiat de l'agglomération est théoriquement souhaitable « mais ne peut, malheureusement, être envisagé dans la conjoncture économique actuelle de la Belgique ». Dès lors, elle propose « de conserver l'hôpital de Bavière, complété par la Caserne Fonck et ses abords, d'exproprier le territoire de la prison St-Léonard qui doit disparaître, du parc de la Citadelle, des pentes de la colline vers la rue Vivegnis et des terrains que possède l'Assistance publique de la ville de Liège le long de la Montagne Ste-Walburge jusqu'à l'hôpital des Anglais ». Tous les Instituts et Etablissements actuels, « y compris ceux de la Place du XX Août, de la Botanique et du Val-Benoît, seraient abandonnés ».

Ce projet reçoit l'appui du Bureau d'Architecture et d'Urbanisme l'« Equerre », chargé par l'ASBL « Le Grand Liège » de donner son avis sur le problème des bâtiments de notre Université. Il ne mène cependant à aucun geste positif.

Dès son accession au rectorat, mon prédécesseur, le Recteur Ferdinand Campus, fait le point de la situation dans deux articles

pour des extensions prévisibles. Dès le début d'ailleurs, la place manquait pour l'Institut d'Education physique et les terrains de sport. »

(Robert Demoulin, « L'Université de Liège de 1936 à 1966 », *Liber Memorialis*, p. 48.)

(1) Cette Commission est composée de D. Dorchard, chef de la direction des bâtiments de Liège; M. Hoyoux, architecte à Bruxelles; M. Legraye, professeur à l'Université de Liège; E. Montrieux, directeur de l'Urbanisme de la Province de Liège; J. Moutschen, architecte, directeur de l'Académie royale des Beaux-Arts de Liège; H. Reubsacts, inspecteur général des bâtiments au Ministère des Travaux Publics; Ch. Servais, architecte à Liège.

excellents <sup>(1)</sup> : il insiste particulièrement sur la gravité de la *dispersion* de nos bâtiments et sur le *désordre* qu'elle entraîne. Pour lui, le problème le plus urgent est de mettre fin à ce désordre. Mais il ajoute aussitôt que le *seul* remède – il est à long terme – est le « *regroupement de l'Alma mater* ». Il n'en méconnaît pas les difficultés pratiques. Il écrit : « Et puis, il y a la question du choix d'un emplacement éventuel... Je ne crois pas que l'on puisse abandonner l'idée du regroupement futur de l'Université; il faut la défendre au moins pour le principe et en raison de ses avantages... Je l'appellerais volontiers « l'Université de l'an 2000 » et si l'on croit pouvoir la réaliser pour lors, il ne faut pas tarder à s'en occuper. »

Le rôle que le Professeur F. Campus a joué dans l'édification des bâtiments du Val-Benoît, avant la guerre <sup>(2)</sup>, l'expérience qu'il y a acquise dans le domaine des bâtiments universitaires, donnent évidemment à ses propos une valeur particulière.

Dès la mise en place du Conseil d'Administration, fin 1953, la « politique des bâtiments » fait l'objet de nombreux échanges de vues. Nous essayons de mettre un certain ordre dans nos intentions. Sans doute, tout le monde souhaite que, pour l'an 2000 par exemple, les bâtiments universitaires soient rassemblés. Mais, étant donné la dimension du problème et le temps que prendra son étude, il faut, d'une manière pragmatique, parer au plus pressé.

Partout, le développement explosif des disciplines et des techniques fait éclater les cadres. Partout, aménagements et extensions sont réclamés avec insistance. Nous faisons un minutieux tour d'horizon :

La Faculté de Philosophie et Lettres devrait voir ses besoins satisfaits par l'édification, Place Cockerill, d'un nouvel Institut dont l'étude remonte à 1951. De ce fait, un certain nombre de locaux vont être disponibles mais ils seront immédiatement annexés par l'Administration centrale ou utilisés à la réorganisation de la bibliothèque de la Faculté de Droit. Les professeurs de cette Faculté restent aussi mal logés qu'avant, ce qui nous décide à louer pour eux des appartements rue Charles Magnette.

<sup>(1)</sup> Ferdinand Campus, « La question des bâtiments de l'Université de Liège », *Bull. Assoc. Amis de l'Université*, XXIII, 1951, p. 3.

*Ibid.*, « Le voyage à Bristol, *ibid.*, XXIV, 1952, p. 4.

<sup>(2)</sup> Voir M. Dehalu, *Bull. Assoc. Amis de l'Université*, 1930.



A la Faculté des Sciences, il faut améliorer sans tarder les tristes locaux du quai des Etats-Unis : Chimie et Physique; de l'Institut de Botanique rue Fusch, de l'Institut d'Astrophysique à Cointe, tandis que se poursuit la modernisation de l'Institut Van Beneden, commencée en 1951.

A défaut d'autres solutions, le Conseil se résout à laisser les services de doctorat de la Faculté de Médecine au quartier de l'hôpital de Bavière. Mais, comme nous disposons là de terrains fort réduits, un programme d'acquisition est mis au point. Parallèlement, d'importantes transformations sont effectuées dans l'enceinte même de l'hôpital : stomatologie, polycliniques médicale et chirurgicale. Les services de candidatures en Médecine restent rue de Pitteurs et Place Delcour : Institut Auguste Swaen (Anatomie), Institut Léon Fredericq (Physiologie).

La Faculté des Sciences appliquées a été reconstruite, nous l'avons dit, juste avant la guerre, au Val-Benoît. Elle y dispose de bâtiments importants : Génie civil, Chimie-Métallurgie, Mécanique, Centrale thermo-électrique, sans compter le Centre de recherches métallurgiques, CNRM, Institution de droit privé mais lié à l'Université par d'efficaces conventions. Le développement de cette Faculté ne pose, pour l'avenir, aucun problème préoccupant, car l'Etat a acquis, en 1947, à proximité du territoire du Val-Benoît, le « terrain Fontaine », d'une superficie d'un peu moins de 10 ha <sup>(1)</sup>. Pour l'immédiat, et afin de décongestionner les services de Chimie et de Physique situés au quai des Etats-Unis, le Conseil prend la résolution de construire au Val-Benoît, un « Institut des Candidatures Ingénieurs » : chimie, physique, mathématique. Il décide également, pour couvrir les besoins de certains services, d'acquérir plusieurs immeubles situés le long de l'Avenue des Tilleuls et rue Louis Boumal <sup>(2)</sup>.

Toutes ces mesures, on le voit, consistent à améliorer la situation, mais non à « regrouper nos Facultés ». A vrai dire, j'ai de plus en plus le sentiment que nous abordons le problème par, oserais-je dire, le petit côté. Sans doute, ces solutions peuvent-elles, à première vue, sembler économiques. En fait, c'est une fallacieuse illusion et un retard. Le problème de l'an 2000 devrait être

<sup>(1)</sup> 9 ha, 69 a, 62 ca, pour la somme de 9.000.000 F.

<sup>(2)</sup> De 1954 à 1957, ces acquisitions représentent 4.600.000 F en 1954; 5.425.000 F en 1955; 11.917.000 F en 1956 et 1.500.000 F en 1957.

attaqué tout de suite globalement, j'en ai de plus en plus la certitude.

Les expropriations des terrains nécessaires à l'édification ou à l'agrandissement des locaux actuels, notamment dans le quartier de Bavière pour la Faculté de Médecine, seront extrêmement onéreuses car il faut acheter le sol mais aussi les immeubles qu'il porte. Quant à la modernisation d'instituts, c'est une entreprise d'un prix exorbitant, rarement satisfaisante et qui, tout au long des transformations, impose aux occupants une épreuve pénible et un ralentissement déplorable d'activité.

Même si ce programme peut se réaliser rapidement et dans de bonnes conditions financières, nous parerons ainsi au plus pressé mais – ces nouveaux espaces étant malgré tout assez limités – nous ne ménagerons à l'avenir qu'une marge bien étroite.

Et enfin, de toutes façons, notre Université restera un archipel d'îlots séparés, dont les habitants ont un minimum de rapports les uns avec les autres et vivent presque en vase clos. Or, je suis convaincu que l'Université faillirait à sa mission si elle n'offrait, à côté de la compétence professionnelle et de la formation scientifique, de larges possibilités de culture générale. La plus simple, la plus naturelle de ces possibilités, ce sont les rencontres et les discussions entre jeunes gens de disciplines différentes. Dans l'état actuel des choses, un étudiant d'une Faculté déterminée ne connaît que des camarades aux horizons identiques aux siens et peut très bien se croire dans une école spécialisée et non dans une Université ouverte à tous les mouvements d'idées. De sorte que cet isolement, qui frustre notre jeunesse intellectuelle de contacts enrichissants, l'empêche aussi de se rendre compte qu'elle appartient à une grande Maison dont elle peut s'honorer.

L'importance du regroupement des Facultés s'est imposée à moi tout au long d'une série d'observations et de discussions dont l'origine remonte en 1936. Au cours d'un séjour d'études aux Etats-Unis, je représente l'Université aux cérémonies du tri-centenaire de l'Université de Harvard. Je suis très impressionné par l'organisation de cette Institution et l'esprit qui l'anime – et que j'ai retrouvé ailleurs –. Le rassemblement des instituts, restaurants, logements, plaines de sport forment un « campus ». Ce campus n'est certainement pas sans inconvénients sérieux,



et j'y reviendrai, mais cette disposition géographique des lieux de travail et de détente amène un brassage continu des étudiants et des Professeurs qui partagent la même vie, apprennent à se connaître et, tout naturellement, considèrent l'Université dont ils portent les couleurs, comme une entité douée d'une personnalité propre, à laquelle ils s'attachent et dont ils sont fiers.

Cet esprit de corps, cet esprit de maison nous fait cruellement défaut et je suis persuadé que la dispersion des bâtiments en est en bonne partie responsable.

Jules Duesberg est, à cette époque, Recteur de notre Université. Il a passé, avec sa famille, la guerre de 1914-1918 à Baltimore comme « Research associate » au département d'Anatomie de la John Hopkins Medical School. Presque chaque après-midi, il vient travailler à l'Institut Auguste Swaen où il a son bureau et où se trouve mon département de Biologie Générale. A l'heure du thé, souvent, nous évoquons des souvenirs des Etats-Unis et discutons des campus. Nous partageons l'opinion que notre Université ne pourra connaître un jour de climat vraiment universitaire que si l'on repart à zéro. Mais où s'établir ?

Les pouvoirs du Recteur d'une Université d'Etat sont, à ce moment, dérisoires. Cointe lui paraît déjà une vue d'une grande hardiesse. Quand j'évoque le Sart Tilman, il semble que nous pénétrions en pleine utopie.

L'idée du Sart Tilman ne m'a cependant pas quitté depuis ces lointaines conversations.

Si Liège a fait des plans d'avenir, elle n'a pas compris qu'une Université est en perpétuelle évolution et réclame de plus en plus de place. Resserrée entre ses collines, la ville ne peut nous réserver que des solutions peu satisfaisantes et risque de nous trouver bientôt fort encombrants.

Aux portes de la cité, le Sart Tilman est un vaste domaine forestier. Il est selon l'expression consacrée le « poumon » de la ville industrielle. Il est aussi un coin de nature libre où des familles aiment à se promener, à laisser jouer les enfants. Ce précieux espace vert, nous le verrons plus loin, bien des bonnes volontés tentent de le préserver depuis 1906 avec, hélas un insuccès constant. Or le spectre du lotissement se fait de plus en plus apparent.

La population liégeoise manque d'espaces verts; l'Université manque de place. Le Sart Tilman ne peut-il concilier les aspirations de l'une et de l'autre ?

L'Université n'utiliserait pour ses constructions que les terrains ingrats et délaissés. Elle compenserait largement l'occupation de ces espaces dégradés par une politique de préservation et de reboisement des forêts. Le « poumon » de Liège n'en serait que plus efficace et les promenades des citadins, plus belles.

Quant à l'Université, elle regrouperait ses Facultés, établirait entre elles des contacts variés, et elle le ferait dans un site privilégié assurant à chacun, loin de l'agitation et du bruit, des heures de paix pour le travail et la méditation. Elle ne serait plus un corps écartelé. Unifiée, elle deviendrait plus sensible au rythme de la jeunesse en plein élan et prendrait vraiment conscience d'elle-même.

Ces pensées, restées plus ou moins latentes en moi, depuis mon séjour à Harvard, reviennent de plus en plus souvent, baignées d'une clarté de plus en plus vive car je sens que c'est à une solution de ce genre – sûrement heureuse pour nous – que nous sommes progressivement acculés, étant donné l'absence totale d'un plan d'urbanisation de la ville de Liège qui aurait prévu les besoins futurs de notre Alma mater.





## **Tentatives de sauvetage de la forêt du Sart Tilman**

En examinant une carte de Liège et de ses environs, on est tout de suite frappé par l'existence d'un vaste espace vert, encore pratiquement vierge de toute habitation, situé sur les collines qui séparent la vallée de la Meuse et la vallée de l'Ourthe. Il est assez proche de la ville pour être considéré comme faisant partie de l'agglomération.

Depuis longtemps déjà, les Pouvoirs publics ont fait des tentatives pour préserver ce territoire boisé. Dès 1906, le Ministre des Finances, Monsieur de Smet de Naeyer, est disposé à acquérir 1.300 ha de forêt. Mais les exigences des propriétaires font échouer les pourparlers. Le Ministre a l'intention ensuite d'exproprier le territoire, mais il quitte le Gouvernement avant d'avoir pu prendre les mesures nécessaires.

Le 23 mai 1914, le Bourgmestre de Liège, Monsieur Emile Digneffe, attire l'attention du Conseil communal sur l'existence de ce domaine et propose de prendre des mesures de conservation et d'obtenir de l'Etat l'expropriation des terrains boisés du Sart Tilman.

Messieurs, un projet a été élaboré, il y a longtemps déjà, dont la réalisation constituerait pour les habitants de la ville de Liège et des communes circonvoisines, un inappréciable bienfait : la transformation en parc public de l'ensemble des bois qui couvrent les collines séparant la vallée de la Meuse de la vallée de l'Ourthe, à l'endroit où cette dernière rivière, après s'être réunie à la Vesdre, vient se jeter dans le fleuve.

Si l'on jette un coup d'œil sur la carte de la région, on remarque que les bois qui occupent l'espace compris entre la Vallée de la Meuse, celle de l'Ourthe et le village de Bonnelles, et qui se relie par le sud et

par le nord de ce hameau, à la forêt communale de la Vecquée, constituent un admirable ensemble de plus de 3.000 hectares.

Lorsqu'on parcourt ces bois, on y découvre une très belle végétation, et on y rencontre une succession de points de vue véritablement admirables, ouverts sur les panoramas les plus caractéristiques du pays de Liège.

Actuellement, cette région si pittoresque des environs immédiats de la ville n'est peut-être pas assez connue des Liégeois, parce que les accès n'en sont pas très faciles et parce que beaucoup de sentiers y sont interdits. Mais ceux qui ont pu y circuler ont conservé un souvenir inoubliable des paysages qui s'y déroulent sous les yeux des promeneurs.

Certains propriétaires n'ont pas résisté à l'envie de procéder en plusieurs endroits à des commencements de morcellement, dont ces Messieurs peuvent peut-être escompter de fructueuses réalisations, mais qui, si l'on n'y tient la main, auront pour conséquence d'altérer profondément et rapidement le caractère de toute la région.

Or, il importe indiscutablement, non seulement à tous les Liégeois, mais aussi aux 300.000 habitants qui constituent l'agglomération liégeoise, que cet ensemble admirable de bois qui représente pour eux un but de promenade, ne leur soit point ravi. Pour cela, leur transformation en parc public s'impose, et cela avec d'autant plus de raison que, dans les environs immédiats de l'agglomération liégeoise, il ne reste plus de grands bois qu'en ce seul endroit.

C'est aujourd'hui une préoccupation commune à toutes les administrations des grandes villes et des grands centres, surtout des grands centres industriels, de procurer à la population dont elles ont mission d'assurer le bien-être, le bienfait d'un grand parc public.

C'est là une vérité tellement évidente que je ne m'attacherai pas à la discuter.

Or, l'agglomération liégeoise, dont la population a la jouissance de quelques jardins publics d'ailleurs assez agréables, ne comporte rien qui puisse être appelé un parc, et le seul endroit où il soit possible d'en aménager un, c'est Kinkempois <sup>(1)</sup>.

La solution désirée importe tant au bien des habitants de la région intéressée que, dans ma pensée, si même des sacrifices sérieux doivent être faits par les Pouvoirs publics pour arriver au résultat envisagé, il ne peut être question de s'arrêter à la considération de cette majoration de dépense pour retarder encore une solution qui s'impose, et dont l'idée, je le disais en débutant, ne date pas d'aujourd'hui.

<sup>(1)</sup> *Kinkempois* : région boisée bordant la Meuse et proche de Liège, constitue la partie la plus accessible du Sart Tilman.



Pour compléter l'exposé que j'ai cru nécessaire de faire aujourd'hui au Conseil, je dois dire que les plans prévoient la création d'un Parc public dont l'entrée serait située au pied même des collines de Kinkempois, et comportant l'incorporation au Domaine public du bois Saint-Jacques, du bois Saint-Laurent, du bois Saint-Jean, du bois de Colonster, du bois de Sclessin et d'une partie même des bois de Famelette et de Nomont, en tout 1.300 hectares.

L'Etat a consacré à des travaux d'utilité publique réclamés par d'autres grandes villes du pays, des sommes considérables.

Liège est fondée à se réclamer des précédents posés en faveur de Bruxelles, d'Anvers, de Gand, d'Ostende notamment, pour demander que l'Etat la dote d'un parc public dont la création est d'utilité indiscutablement générale et ne demande d'ailleurs, à tout prendre, qu'une somme inférieure à beaucoup de celles qui furent données par l'Etat pour des projets d'une portée moins importante assurément que celui de la création d'un parc public à Kinkempois.

L'appel de Monsieur Digneffe ne trouve pas d'écho.

Une nouvelle requête est adressée par la Ville de Liège au Ministre de l'Agriculture, le 2 avril 1920, pour l'acquisition de l'ensemble des bois situés sur les communes d'Angleur, Ougrée et Tilff, soit environ 1.200 ha.

En octobre 1920, le Gouverneur Grégoire reçoit l'offre du Marquis de Gontant-Biron de lui céder le domaine de Kinkempois au prix de 6.600.000 F (342 ha). Le prix est considéré comme inacceptable. En 1922, le Conseil provincial crée une Commission spéciale pour étudier la question. Celle-ci propose la constitution d'une Société intercommunale avec la participation de l'Etat pour l'acquisition et la sauvegarde du territoire. En 1925, le Marquis de Gontant confie sa propriété, en vue de lotissements, à la Société Bernheim, frères et fils. En juillet 1926, le Gouvernement Jaspard prend la décision de ne pas participer à l'intercommunale qui perd dès lors sa signification.

Mais la Société Bernheim ne perd pas de temps ! Elle achète une grande quantité de terrains boisés aux familles Mélotte-de Noidans-Calf, d'Overschie de Meerische, de Melotte-de Lavaux, de Gontrant-Saint-Blancar. Au total, 909 ha, dont il restera 888 ha après la revente de la Cense rouge, de quelques autres parcelles et déduction faite de l'assiette de la route du Condroz. Le projet Bernheim est en effet de lotir ces propriétés et – pour les rendre

accessibles – il accepte de céder gratuitement une bande de terrain à l'Etat, à charge pour ce dernier d'y faire passer la route du Condroz.

Cette menace de lotissement fait rebondir l'intérêt des pouvoirs publics pour le domaine boisé.

Dans une remarquable intervention au Sénat, le 29 janvier 1936 (lors de la discussion du budget des Travaux publics), le Baron Joseph van Zuylen s'exprime ainsi :

... Des réserves nationales, c'est-à-dire des forêts domaniales, il en faudrait un peu partout en Belgique, surtout dans les grands centres, aux abords des agglomérations industrielles où la population a un besoin majeur de refaire ses forces, de se reposer, de sortir de l'atmosphère des fumées, de respirer l'air sain, revivifiant des bois.

Je demande à l'honorable Ministre d'engager le Gouvernement à reprendre la politique forestière d'avant-guerre (1914). L'Etat augmentait le domaine forestier chaque fois qu'il le pouvait.

Près des grands centres, il est indispensable d'avoir de grands massifs de verdure, des réservoirs d'air et de lumière.

Depuis des dizaines d'années, l'agglomération liégeoise, qui compte environ 400.000 habitants, demande l'acquisition du bois de Kinkempois. Ce serait chose faite depuis trente ans sans la chute du Comte de Smet de Naeyer, qui en avait promis l'achat à notre collègue le Sénateur Digneffe, ancien et distingué Bourgmestre de Liège. Les successeurs du Comte de Smet de Naeyer ne comprirent malheureusement pas l'utilité de cet achat, utilité majeure.

Le bois de Kinkempois se trouve dans un site magnifique, sur le plateau situé entre la vallée de la Meuse et la vallée de l'Ourthe, d'où l'on n'aperçoit plus les fumées, ni la région industrielle, d'où l'on découvre un magnifique horizon de pâturages et de bois.

Ces bois non surveillés ont été incendiés de nombreuses fois. Le sol, bien que de bonne qualité, est dégradé; il ne porte plus que de pauvres taillis. Il est grand temps que l'administration forestière y établisse de bonnes plantations.

Une importante Société immobilière a acquis là un massif d'environ 1.000 ha de bois. En 1925, cette Société avait consenti une option d'achat de six mois à une intercommunale composée de l'Etat, de la Province et de communes, pour un bloc de 372 ha, au prix de 1.850.000 F. A la fin de l'option, l'Etat s'est défilé en invoquant la pénurie du Trésor.

A l'occasion du projet de construction d'une grand-route reliant Liège directement au Condroz, ce massif boisé va être mis en valeur.



Etant donné la plus-value que cette route va donner au bloc important de la Société immobilière, c'est l'occasion pour l'Etat de reprendre les pourparlers abandonnés; le Trésor est actuellement fourni. Consacrer deux millions pour cette acquisition serait une opération de tout repos, doublement rentable au point de vue financier et au point de vue hygiénique.

L'agglomération liégeoise aurait sa forêt, son parc, comme Bruxelles a sa forêt de Soignes, comme les Hennuyers ont la forêt de Colfontaine, comme la ville de Mons a le bois d'Havré.

Des routes, des grands travaux, c'est très bien, il en faut. Mais des bois, de l'air, de la lumière, de la joie, c'est indispensable pour la santé publique.

Etant donné le but à atteindre, le bloc à acquérir, la somme à affecter à cette opération est peu importante et nullement en rapport avec le résultat à obtenir. Je recommande tout spécialement à l'honorable Ministre cet achat si utile à la santé de toute la population liégeoise <sup>(1)</sup>.

En octobre 1939, le Conseil provincial de Liège décide de constituer une Société en vue d'acquérir ce territoire. Après la guerre, le projet est repris par le Gouverneur Leclercq et, en juin 1949, un arrêté du Régent approuve les statuts d'une Société anonyme intercommunale : « *La Société liégeoise d'urbanisation* ».

Elle envisage d'aménager, en vue de constructions sociales, un domaine d'environ 771 ha situé sur le plateau de Kinkempois, mais ne conserve comme zones boisées qu'un maximum de 92 ha. Ce projet est attaqué par les partisans de la protection intégrale du Sart Tilman et finalement abandonné.

La commune d'Angleur dresse un plan de zoning que le Conseil communal accepte le 18 mars 1955 et qui restera sans suite.

On le voit, il y a beaucoup d'initiatives et on dessine beaucoup de plans. En fait, en 1956, on n'est encore nulle part. Et l'on se demande même s'il existe encore réellement une forêt au Sart Tilman ? Beaucoup de Liégeois se posent la question. A l'initiative du Grand Liège, une étude approfondie du territoire est faite, notamment par Messieurs Darimont et Colart. Leurs investigations portent sur 1.100 ha de formations forestières; 40 %, soit 450 ha, sont encore des futaies bien vivantes, riches en essences variées; 14 %, soit 150 ha sont plantés de conifères; 23 %, soit

(1) *Annales parlementaires*, Sénat, pp. 178-179.

255 ha ne contiennent plus que de la futaie presque entièrement détruite; mais si l'on intervient assez tôt, le sol de ces parties dégradées peut être régénéré. Le reste est occupé par des taillis clairs.

C'est en 1956 que, dans un discours remarquable <sup>(1)</sup>, le Gouverneur de la province de Liège, Pierre Clerdent, rappelant quelques tentatives antérieures, s'exprime comme suit :

Actuellement, le Sart Tilman est, en grande partie, propriété d'une Société immobilière; son lotissement se poursuit et, depuis quelques années, on y bâtit à un rythme qui s'accélère. Nous en sommes arrivés à l'ultime moment où les pouvoirs publics sont encore libres de choisir.

Et plus loin :

L'enquête scientifique à laquelle il a été procédé nous rassure quant à la qualité du domaine boisé. On peut aujourd'hui affirmer qu'il est apte à jouer tous les rôles que sa situation providentielle lui assigne, qu'il sera apte à les mieux jouer encore si on le restaure comme il le mérite et comme le permet son sol demeuré forestier.

Rôle hygiénique, parce qu'il vivifie l'air en l'enrichissant d'oxygène, parce qu'il couronne le piton où viennent buter les gaz, les fumées et les poussières d'origine industrielle entraînés dans le couloir de la vallée de la Meuse, constituant ainsi un écran physique et chimique qui purifie l'atmosphère.

Rôle économique, parce qu'il est l'agent irremplaçable de la lutte contre l'érosion du sol.

Rôle esthétique et touristique, parce qu'il est à la fois une incomparable parure pour le site liégeois et un voisinage immédiat de beautés naturelles sans lequel l'attrait des cadres urbains historiques et de l'extraordinaire paysage industriel ne serait pas complet.

Rôle pédagogique et scientifique, parce qu'il doit permettre à nos enfants de garder le contact avec la nature, comme le veut la pédagogie moderne et qu'il est un champ de recherches inestimable pour nos naturalistes.

Ce massif forestier qui offre à tous ses beautés et son calme, qui assainit une atmosphère hélas si polluée, allons-nous le condamner ? Car, persévérer dans le lotissement tel qu'il est entrepris, c'est rompre définitivement les équilibres biologiques, anéantir le faciès forestier originel, ramener le rôle des arbres survivants à celui de plantations de jardins et d'avenues, condamner la route du Condroz à n'être plus qu'une rue

<sup>(1)</sup> Pierre Clerdent, *Le Sart Tilman*, discours d'ouverture, octobre 1956, Impr. Larock, Liège.



et non pas la grande artère qui doit permettre la circulation rapide dont les entrées et les sorties de Liège ont le plus grand besoin.

Je crois que la question se pose ainsi :

Le Sart Tilman doit-il être sacrifié à quelques centaines de privilégiés qui, en cas de lotissement généralisé, risquent d'ailleurs de se trouver un jour dans la même situation que les habitants de Cointe ? Ou doit-il être conservé au profit de tous ?

Il est évident que le problème déborde les intérêts particuliers pour atteindre un plan plus large : celui de la région liégeoise tout entière, celui d'une collectivité de plus d'un demi-million d'habitants. C'est par définition un problème régional comme l'est, par exemple, celui du logement.

Le Conseil provincial, convaincu par le discours du Gouverneur, vote, à l'unanimité, une motion, présentée par Messieurs Salmon, Duchateau, Herbiet, Bailly, Moyaerts, Duray, Gillet et Brugmans, et conçue comme suit :

Vivement impressionné par le discours que le Gouverneur a prononcé lors de l'ouverture de la présente session et vu la nécessité de prendre sans délai les mesures propres à préserver de la destruction les bois du Sart Tilman, véritables poumons de l'agglomération liégeoise, le Conseil provincial demande instamment au Gouvernement ainsi qu'à tous les pouvoirs publics intéressés de mettre tout en œuvre pour la sauvegarde de ces bois.

Dans un article intitulé « *Qui sauvera le Sart Tilman* », on lit <sup>(1)</sup> :

Concluons : ou le Sart Tilman sera sacrifié au profit de quelques centaines de propriétaires qui, rapidement d'ailleurs en cas de lotissement généralisé, connaîtraient les mêmes inconvénients que ceux dont se plaignent depuis vingt ans les habitants de Cointe. Ou le Sart Tilman sera sauvegardé et régénéré au profit de la région liégeoise tout entière et d'une collectivité de plus d'un demi-million d'habitants.

Cette conviction a suscité de nombreuses démarches auxquelles M. P. Clerdent, gouverneur de la Province, s'est consacré avec l'appui de la Députation permanente et du Conseil provincial, en vue de racheter le domaine tout entier et de réserver 450 ha à l'installation d'un centre de délassement. M. E. Leburton, Ministre de la Santé publique et de la Famille, a favorablement accueilli ce projet, de sorte qu'un plan particulier d'aménagement a été élaboré et soumis à l'approbation des cinq communes intéressées : Angleur, Ougrée, Embourg, Tilff et Esneux.

<sup>(1)</sup> *Bulletin du Grand Liège*, n° 29, mai 1958.

La première n'a pas encore pris position; les quatre autres ont donné leur accord.

Nous nous associons pleinement à ces démarches car nous avons toujours considéré qu'il convenait, non pas de frapper le Sart Tilman d'une espèce de servitude de non-usage, sous prétexte de le sauvegarder, mais bien de lui donner des affectations conformes à sa nature et à sa fonction au cœur de la région. C'est ce principe qu'affirme avec autorité le plan d'aménagement régional qui réserve, au sein de la forêt, deux zones dont l'une serait consacrée au centre de délassement et l'autre à l'enseignement. Cette dernière suggestion confirme, après des études qui en garantissent le bien-fondé, la proposition que le Grand Liège avait faite, dès la fin de la guerre, de regrouper progressivement au Sart Tilman les différents instituts universitaires.

La sauvegarde du Sart Tilman a suscité un grand nombre d'efforts et de dévouements s'échelonnant sur plus d'un demi-siècle. Malheureusement, malgré l'intérêt qui s'y attache et les espoirs qu'ils éveillent, ils connaissent l'un après l'autre un échec qui devient de plus en plus angoissant. La question « Qui sauvera le Sart Tilman » reste tragiquement posée.





## Acquisitions au Sart Tilman

### A. — ACQUISITION D'UN PREMIER TERRITOIRE

Le projet de réunir un jour toutes les Facultés au Sart Tilman va mûrir plus rapidement en raison d'un nouvel événement.

En octobre 1954, le Bureau d'architecture et d'urbanisme l'« Equerre » m'avertit que le Ministre des Travaux publics lui a confié la mission d'établir le « plan d'aménagement de la région liégeoise ».

Cette mission ne consiste pas seulement à prévoir les dispositions qui pourraient rapidement améliorer la situation existante, mais encore à prendre toutes mesures aptes à orienter l'évolution de la région de telle sorte que celle-ci ait, en l'an 2000, par exemple, le visage qu'on lui souhaite.

Dans ces conditions, ce Bureau désire savoir quelles sont les intentions de l'Université quant à son emplacement géographique futur. Je me réjouis beaucoup de ce message.

La « Commission des bâtiments » de l'Université, immédiatement consultée, estime qu'il y a lieu d'interroger les Facultés.

Il semble que la plupart de nos collègues ne soient guère préparés à s'attacher à ce problème; la démarche ne provoque pas chez eux de prise de conscience bien profonde de la situation. Ils ont souvent du reste, comme tant d'hommes d'étude, une méfiance inconsciente vis-à-vis du changement.

Les Facultés de Philosophie et Lettres et de Droit souhaitent rester et se développer dans les environs de la Place du XX Août; la Faculté de Médecine, s'étendre dans le quartier de Bavière où il convient de construire un nouvel hôpital; la Faculté des Sciences appliquées, ne pas quitter le Val-Benoît.

La Faculté des Sciences – elle est la plus défavorisée, il est vrai – envisage seule le problème dans une perspective plus large. Elle propose de regrouper toute l'Université – sauf la Faculté de Médecine – et retient deux endroits possibles : Val-Benoît - Cointe et Sart Tilman.

Le projet du Val-Benoît - Cointe a déjà fait l'objet de maintes réflexions et propositions. Il avait été soutenu, rappelons-le, par Jules Duesberg et semblait offrir des perspectives assez favorables. Estimant les besoins de l'Université à au moins 40 ha <sup>(1)</sup>, la Faculté des Sciences suggère, si l'on se range à cet avis, que l'Université acquière quelque 20 ha qui viendraient s'ajouter aux 10 ha du Val-Benoît et aux 10 ha du terrain Fontaine. Elle souligne cependant les difficultés de communication entre Cointe et le Val-Benoît et l'impossibilité d'installer un jardin botanique.

Quant au Sart Tilman, les espaces nécessaires pourraient assurément être trouvés, mais l'éloignement de la Gare des Guillemains désavantagerait un certain nombre d'étudiants.

Quelle que soit leur attitude actuelle, la plupart des professeurs, pensant à la future Université (l'Université de l'an 2000), la souhaitent unifiée. Le Conseil d'Administration estime que pour réaliser ce rassemblement des diverses Facultés, il faudrait prévoir une superficie – jardin botanique compris – d'environ 100 ha et une surface bâtie de 250.000 m<sup>2</sup> <sup>(2)</sup>. Mais le territoire, pour des raisons de commodité, ne doit pas être trop éloigné de la ville.

Cet avis est adressé au Bureau *l'Equerre* en février 1956. Sa réaction est très rapide : dès avril 1956, il propose à l'Université un terrain d'environ 170 ha au Sart Tilman, situé autour du ruisseau du Blanc gravier.

Je parcours longuement le site, évaluant les possibilités qu'il ouvre. Je discute de cet emplacement avec des collègues, des amis. Le choix est grave : il doit s'appuyer sur une conviction solidement charpentée. Je saisis la Commission des Bâtiments de cette proposition et plaide vigoureusement pour l'acquisition. Je suis très solidement soutenu par mes collègues Brull et Harmel. Ce dernier n'hésite pas à m'encourager à acheter un territoire encore plus vaste

<sup>(1)</sup> Signalons qu'en 1955, la superficie totale des bâtiments de l'Université est de 16 ha (non compris l'Hôpital de Bavière).

<sup>(2)</sup> Les études de programmation effectuées plus tard conduiront à 200 ha.



que celui que j'ai en vue (172 ha), mais craint (sans doute à cause de la position du Gouverneur Clerdent) qu'un arrêté royal fixant l'urbanisation de l'ensemble du Sart Tilman, ne nous empêche d'y construire.

Le Conseil d'Administration marque son accord sur la proposition de la Commission des bâtiments. Je prends dès lors contact avec le Comité d'acquisition de la Province de Liège, seule habilité à négocier l'achat de terrains pour les besoins de l'Etat. Ses experts estiment la valeur du bien <sup>(1)</sup> et, chose exceptionnelle, je suis autorisé à négocier *directement avec le propriétaire*, M. André Bernheim, à condition que la somme arrêtée soit inférieure à l'estimation. Il est convenu que les experts du Comité d'acquisition assisteront à l'entretien et pourront poursuivre le dialogue avec le vendeur, si ses exigences apparaissent démesurées.

La rencontre a lieu dans mon bureau, au Rectorat, le 24 février 1959, à 20 heures. M. Bernheim, que je vois pour la première fois, a un air bourru; mais son regard est bien droit. Il fume avec conviction de très grosses cigarettes jaunes : des Boyards caporal, papier maïs...

— M. Bernheim, l'Université de Liège serait désireuse d'acquérir le lot que voici. Il a une superficie de 172 ha et est constitué, comme vous le savez, de zones d'inégale valeur en ce qui concerne la possibilité d'implantation de bâtiments. Il nous faudra faire un très gros effort financier pour y réédifier une partie de notre Université. Et comme nos disponibilités sont très limitées, je suis certain de pouvoir compter sur votre généreuse compréhension pour que nous arrivions à un accord qui ne compromettrait pas le financement de notre programme de construction.

— M. Bernheim, je voudrais que votre nom soit associé à la grande œuvre que nous comptons entreprendre. Vous êtes sûrement sensible à cette idée, etc...

Et puis, brutalement :

— Cher Monsieur, je vous offre 45 millions pour le lot.

Un très long silence succède à mon propos... personne ne bouge, chacun de nous semble vissé sur son siège... l'air devient de plus en plus difficile à respirer... et puis, tout d'un coup :

— Je suis d'accord Monsieur le Recteur.

<sup>(1)</sup> Des raisons de discrétion ne me permettent pas de citer ce chiffre.

Comme la somme offerte est très notablement inférieure à l'estimation, les représentants du Comité d'acquisition et moi sommes presque troublés. Mais il n'est pas question de le laisser paraître !

Il enchaîne :

— Je suis heureux, Monsieur le Recteur, de pouvoir, en acceptant votre proposition sans discuter, apporter ma collaboration au grand projet que vous voulez réaliser. Et tous mes vœux vous accompagnent.

Cette vente à l'Université d'une partie de ses propriétés au Sart Tilman, André Bernheim n'ignore évidemment pas qu'au point de vue financier, elle constitue une mauvaise opération. Mais il a une politique à long terme. Il sait mieux que quiconque combien l'étau se resserre autour de ses forêts et craint l'expropriation. Le dédommagement serait de beaucoup inférieur aux sommes qu'il escompte du lotissement. La vente d'un lot important peut remettre en question l'expropriation. Par ailleurs, le voisinage de l'Université provoquera une plus-value certaine des terrains encore disponibles. Sans doute, toutes ces considérations s'agitent-elles dans l'esprit alerte d'A. Bernheim, mais en même temps — j'en acquiesce la certitude au cours de nombreux entretiens ultérieurs, — il est très sensible à la pensée de participer à ce qu'il considère comme une grande entreprise.

Les plus surpris sont les experts du Comité d'acquisition; aussi, par la suite, chaque fois que j'ai à discuter achats de terrains avec A. Bernheim, ils me laissent traiter les affaires d'homme à homme, glissant seulement dans ma poche le papier indiquant le chiffre à ne pas dépasser... sans leur autorisation. Cette facilité donne beaucoup de souplesse à mes rapports avec le grand brasseur d'affaires (1).

Le projet d'acheter ces 172 ha au Sart Tilman, aussitôt connu, suscite maintes réactions. A l'intérieur de notre Maison, la nouvelle est généralement favorablement accueillie. Je dis « généralement », car j'ai à faire face aux objecteurs pessimistes qui ne croient jamais à rien, qui sont pour ce qui est contre et contre ce qui est pour. Envisager la création d'une ligne d'autobus Liège-Sart Tilman est, à leurs yeux, une audacieuse utopie et ils considèrent l'éventualité d'une panne d'autobus comme une catastrophe sans solution.

(1) André Bernheim est décédé à Paris le 12 février 1966.



Pour eux, le Sart Tilman est au bout du monde, nous allons vers un exil. Ils semblent vraiment ne pas savoir que le Sart Tilman est à 7 km de la ville, relié à elle par une route à grand trafic bordée de villas nombreuses et que, à ses portes, trois localités, Ougrée, Tilff et Sart Tilman, se développent. Ils n'ont vraiment pas à craindre un champ clos.

A l'extérieur de la Maison, on note une prudente expectative. Le Gouverneur de la Province est inquiet. On le comprend : il tente, après combien d'autres, de courageux efforts pour conserver intact le « poumon » de la ville de Liège et cherche à faire prendre un arrêté interdisant toute construction. Et voilà que l'Université va s'installer au Sart Tilman !

Pierre Clerdent vient me voir, le 21 février 1959. Il m'expose que, voulant bloquer la totalité du domaine, il lui paraît inopportun, voire dangereux, que l'Université s'empare d'une partie du territoire.

— Il n'y a, pour l'Université, aucune urgence, Monsieur le Recteur, puisqu'il s'agit de l'an 2000. Si vous vous installez à court terme ou à moyen terme au Sart Tilman, le fait même de votre présence va faire monter les prix des autres parties de la forêt et nous trouverons d'autant plus difficilement les ressources financières pour préserver le territoire.

— Monsieur le Gouverneur, je comprends ce point de vue, mais je voudrais vous dire deux choses. La première est qu'il ne s'agit pas de l'an 2000. L'extension de l'Université est un problème de grande urgence. Nous étouffons littéralement dans la cité. Nos services sont répartis dans tous les coins de la ville. Tous, ou presque, sont inadaptés à leur mission. L'accroissement de la population estudiantine est tel qu'il est de plus en plus difficile de faire face aux événements. Notre enseignement risque de devenir médiocre, nos services de recherche ne peuvent suivre l'évolution moderne des techniques. La ville n'a pas de programme urbanistique. *Ou, si elle en a un, elle a oublié que nous existions. Rien n'est prévu pour nos extensions.* Les expropriations nous entraînent à des dépenses exorbitantes. Les transformations de nos Instituts nous ruinent.

La seconde chose va vous rassurer : l'intention de l'Université n'est pas seulement de construire des bâtiments au Sart Tilman, mais *aussi de sauvegarder la forêt qui existe encore*. Il y a plus de cinquante ans que l'on veut sauver le « poumon » de Liège. On n'a jamais réussi ; maintenant, il est grand temps d'agir. Si quelqu'un peut sauver le Sart Tilman, ce sera peut-être l'Université, et avec vous, si vous le voulez bien.

Il est hors de doute que le Gouverneur sort désolé de l'entretien. Il a l'impression que nous allons – sans le vouloir bien sûr – torpiller la tentative qu'il fait pour garantir l'intégrité du domaine. Je ne partage pas son anxiété et ne puis différer notre décision. L'avenir ne me donnera pas tort, comme on le verra plus loin.

L'acquisition définitive du lot de 172 ha est évidemment subordonnée à l'accord du Ministre de l'Instruction publique, Ch. Moureau et du Ministre des Travaux Publics, F. O. Van Audenhove. A ma demande, ils viennent tous deux examiner sur place le territoire convoité. Ils marquent en principe leur acceptation.

Mais le silence qui suit cette visite me préoccupe. Je sens que le projet est bloqué quelque part. Je demande audience au Premier Ministre, M. Gaston Eyskens, le 9 mars. Je lui expose longuement le problème, lui précisant que le Ministre de l'Instruction publique a donné son consentement, mais que M. Van Audenhove, Ministre des Travaux publics, n'a pas encore, malgré mes nombreuses démarches, autorisé l'acquisition. Gaston Eyskens, particulièrement compréhensif, téléphone, en ma présence, à son collègue Van Audenhove. La conversation n'est pas longue et Gaston Eyskens me tend bientôt l'appareil. M. Van Audenhove, tout en s'amusant un peu de ma hâte et de mon anxiété, me donne les feux verts. Mais il n'a pas encore mesuré toute mon impatience. Cette promesse qui m'est faite, c'est tout de suite que je voudrais la voir se concrétiser. Ce n'est guère dans les habitudes ministérielles mais M. Van Audenhove, décidément de bonne humeur, et sachant que nous avons déjà tout préparé dans l'espoir de son accord, me conseille de voir son Chef de Cabinet, M. Saccasin.

C'est un lundi. Je rentre à Liège et j'appelle aussitôt Monsieur Delchevalerie, mon Directeur de Cabinet :

— Je reviens de Bruxelles. M. Van Audenhove accepte; il ne voit pas d'objection à ce que cela se fasse sans retard. Je me passerai de vous au Conseil de mercredi. Alerte Bernheim et le Comité d'acquisition; arrangez-vous pour que tout le monde soit à Bruxelles, mercredi, au Cabinet du Ministre des Travaux publics, et ne revenez à Liège que lorsque les actes seront signés. Dès qu'ils le seront, téléphonez-moi.

Le mercredi, à 14 h 38, en pleine séance du Conseil, on m'appelle de Bruxelles.

— Monsieur le Recteur, l'acte vient d'être signé.



Je rentre en séance.

— Messieurs les Administrateurs, je vous convie à vous lever : je vous annonce que notre Université est propriétaire d'un terrain de 172 ha au Sart Tilman. Et si cela vous agréé, je donne l'ordre aussitôt d'arborer le pavillon à tous les bâtiments universitaires, pendant huit jours.

La semaine qui suit est pour beaucoup une semaine d'enthousiasme. Les messages s'accumulent sur mon bureau. En voici deux, au hasard :

En arrivant à l'Université, j'ai ressenti une émotion où il entrait encore plus de gratitude que de fierté à voir flotter le drapeau tricolore au mât du bâtiment central. Comme vous l'avez dit hier soir, la date du 11 mars 1959 s'inscrira en lettres d'or dans les annales de cette Maison <sup>(1)</sup>.

Je suis heureux et fier d'être attaché à l'Université de Liège à une époque aussi brillante et aussi captivante de son évolution et de son histoire. Votre exemple et votre enthousiasme me servent de guide et de réconfort dans les efforts que je m'impose... <sup>(2)</sup>.

Et beaucoup d'autres, émouvants. Notamment des adresses revêtues des signatures de plusieurs centaines d'étudiants de diverses Facultés ainsi que de l'Association du Personnel scientifique de l'Université.

André Bernheim lui-même m'écrit, le 16 mars, qu'il se réjouit infiniment de constater avec quelle unanimité la presse liégeoise approuve l'acquisition.

## B. — LES ACQUISITIONS ULTÉRIEURES

Dès qu'un premier lot de 172 ha est acquis au Sart Tilman, nous créons, le 18 avril 1959, une « Commission interdisciplinaire pour l'aménagement du Sart Tilman » <sup>(3)</sup>. Elle est chargée de l'étude des différents aspects du territoire. Le 23 septembre de la même année, elle tient déjà sa septième réunion. Sur sa proposition, le Conseil d'Administration confie au Bureau d'architecture et d'urbanisme l'« Equerre » les études préalables d'aménagement du Sart Tilman.

<sup>(1)</sup> Lettre de Fernand Desonay, membre du Conseil d'Administration, 12 mars 1959.

<sup>(2)</sup> Lettre de Pierre Halleux, 14 mars 1959.

<sup>(3)</sup> Elle est composée des Professeurs Pauwen, Louis, Darimont, Bourguignon, Calembert, Sine (Gembloux), de MM Catelain, ingénieur en chef-directeur des services de topographie et de photogrammétrie du Ministère des Travaux publics, Montrieux, directeur des Services provinciaux de l'habitation et de l'urbanisme, Gathy, ingénieur-forestier, régisseur du domaine.

Entre-temps, notre Conseil d'Administration définit, le 13 janvier 1960, les grandes étapes de la reconstruction et approuve un plan de dix ans, rédigé sous la forme d'un « livre blanc » <sup>(1)</sup>.

Ce plan prévoit dans le domaine acquis au Sart Tilman la reconstruction des Facultés des Sciences, de Droit, de Philosophie et Lettres, de l'Administration et de la Bibliothèque centrale. Cependant, ni la Faculté des Sciences appliquées ni la Faculté de Médecine n'y trouveront place : comme il a été dit plus haut (voir p. 190), ces deux Facultés préfèrent se développer au Val-Benoît et à Bavière.

Mais force nous sera de procéder à des acquisitions de terrains, ceux qui nous appartiennent n'étant pas suffisants.

Dès nos premières prospections, il semble que, pour assurer l'avenir de ces deux Facultés à croissance rapide, il faille disposer de sommes très importantes.

Au quartier de Bavière, des fonctionnaires supérieurs du Ministère des Travaux Publics et moi-même parcourons les environs de l'Hôpital pour repérer les propriétés à exproprier et trouver un emplacement assez vaste pour y construire un nouveau centre hospitalier. On dresse ainsi un plan ménageant l'espace nécessaire au développement de la Faculté. C'est un bloc qui va de la rue Rensonnet, à l'Ouest, au complexe provincial du Barbou, à l'Est, limité par le boulevard de la Constitution, sur une longueur approximative de 425 mètres, il a une profondeur moyenne de 110 mètres; la surface totale est d'un peu plus de 4 ha. Un certain nombre de bâtiments universitaires s'y trouvent déjà : la Maternité, la Salle d'autopsies médico-légales, le Dépôt mortuaire, la Transfusion sanguine. La superficie envisagée est estimée, en 1959, à 115 millions. C'est une somme considérable et les surfaces ainsi annexées seront encore trop réduites. Car tous les bâtiments terminés (nouvel Hôpital, Home pour étudiants, Institut d'Education physique), ils seront si serrés les uns contre les autres que les malades de l'hôpital ne disposeront pratiquement d'aucune place pour se promener et que l'on ne voit pas où l'on pourra parquer les véhicules.

On ne peut par ailleurs s'empêcher de penser que 45 millions ont suffi à acquérir 172 ha au Sart Tilman, mais *qu'il faudra plus*

<sup>(1)</sup> Dubuisson, « Le Problème des bâtiments de l'Université de Liège, au seuil de l'an 1960 », *Bull. Amis Univ. Liège*, n° 1, 1960, pp. 3-34.



*de 100 millions pour une surface 60 fois moindre au boulevard de la Constitution ! Et j'en viens à me demander s'il est sage de poursuivre nos expropriations au quartier de Bavière. Elles sont, certes, en partie engagées, mais il ne s'agit encore que de petites parcelles portant des immeubles dont nous avons, de toute façon, un besoin immédiat pour des extensions du Service d'ergothérapie, un Home d'étudiants, le Service de rééducation du langage, les Services administratifs de la Faculté de Médecine, etc...*

Le Doyen de la Faculté de Médecine est le Professeur Willy Esser. Je l'alerte, je le mets au courant de tous les éléments du problème et l'invite à parcourir avec moi le Sart Tilman. Un après-midi suffit à le convaincre que nous devons changer notre politique et nous orienter délibérément *vers un déplacement progressif de toute la Faculté de Médecine au Sart Tilman*, y compris les services hospitaliers et, en conséquence, que c'est là que nous devons poursuivre nos acquisitions.

Or, presque en même temps, en dressant le plan des constructions à édifier sur les terrains du Val-Benoît, et notamment de l'Institut des candidatures ingénieurs, on s'aperçoit, là également, que la densité des bâtiments deviendra inadmissible, qu'il n'y aura pas de possibilités d'extensions futures et *qu'il est préférable de songer également à la reconstruction de cette Faculté ailleurs*.

Ainsi, petit à petit, il apparaît, avec une certitude qui devient chaque jour plus grande, qu'il y a pour toutes les Facultés une solution, et une seule : la reconstruction au Sart Tilman. C'est ce qui me conduit à dire :

Nous avons le devoir de penser au-delà des nécessités d'aujourd'hui et d'envisager *d'étendre le territoire du Sart Tilman* pendant qu'il est encore temps. Nos enfants ne nous pardonneraient jamais de ne l'avoir point tenté, alors qu'il est encore possible aujourd'hui d'acquérir, dans de bonnes conditions, des terrains adjacents au domaine qui vient d'être acheté.

Dès que cette certitude est claire, les événements se précipitent et, en juin 1960, l'Université décide *de construire la Faculté de Médecine au Sart Tilman et d'arrêter le programme des expropriations au boulevard de la Constitution*. Un peu plus tard, elle marquera la même volonté en ce qui concerne la Faculté des Sciences appliquées.

Ces options constituent assurément un événement d'une portée historique considérable. Désormais, tout va être conditionné par une seule politique : *transférer toute l'Université dans un ordre à déterminer.*

Dès lors, en ville, on n'entreprendra plus que les transformations et constructions indispensables au fonctionnement des services dont l'émigration n'est pas prévue à court terme. A Bavière, on renonce à faire un nouvel Hôpital et un Institut d'Education Physique.

Au Val-Benoît, on réduit le bâtiment destiné aux candidatures Ingénieurs à un Institut des Mathématiques et le projet d'y construire un Institut d'Electro-mécanique est abandonné.

On aurait certainement gagné du temps si l'on avait résolu d'emblée de transférer au Sart Tilman la totalité de l'Université. Mais, en ce qui concerne la Faculté de Médecine et des Sciences Appliquées, on devait acquérir d'abord la certitude irréfutable que cette politique était la meilleure.

Par ailleurs, cette décision prise d'emblée risquait de heurter bon nombre de nos collègues. Il a fallu un certain temps et l'évidence que les solutions envisagées en ville ne menaient qu'à des impasses pour que l'opinion générale, toujours un peu conservatrice, admette le départ au Sart Tilman.

Enfin, une telle résolution nécessitait l'achat de plus de terrains. On pourrait s'en étonner à première vue. En 1956, le Conseil d'Administration espérait pouvoir regrouper l'Université dans un espace de 100 ha <sup>(1)</sup> et nous possédons déjà 172 ha. Seulement, le transfert au Sart Tilman implique l'engagement moral de respecter au maximum les espaces verts et les qualités du site. Cette pensée est toujours à l'avant-plan de nos préoccupations. La superficie des endroits bâtissables dont nous disposons actuellement est nettement trop faible pour que l'on puisse y insérer deux Facultés supplémentaires, toutes deux très exigeantes au point de vue place. Nous l'avons vu, la reconstruction de ces Facultés aurait été, pour finir, bien plus onéreuse à Liège qu'au Sart Tilman. Mais, devant l'achat global d'un territoire beaucoup plus étendu au Sart Tilman, peut-être le Gouvernement aurait-il hésité, peut-être aurait-il refusé.

(1) Chiffre porté à 200 par des études ultérieures de programmation.



De nouvelles acquisitions sont donc mises en route au Sart Tilman <sup>(1)</sup>.

Sont acquis (situation fin 1971) :

par le Patrimoine	: 179 ha, 18 a, 82 ca pour	53.075.826 F;
par l'Etat	: 429 ha, 14 a, 94 ca pour	238.712.018 F;
Total	: 608 ha, 33 a, 76 ca pour	291.787.844 F.

La moyenne générale est donc d'environ 48 F le mètre carré, y compris un certain nombre d'immeubles déjà construits sur ces terrains : les villas Debatty, Defechereux, Petit, Valensart, Rigaux, le *Cercle l'Eperon*, le Château de Colonster, fermes de Colonster, deux petites maisons.

Disons-le dès à présent, 53 ha sont donnés au Patrimoine par A. Bernheim et 7, vendus pour un franc symbolique.

La plus importante fraction du domaine nous est vendue par A. Bernheim ou, à partir de 1963, par la Société Bernheim-Outremer, section de la Banque Lambert (toutes les négociations continuent cependant à se faire avec A. Bernheim lui-même); en tout : 425 ha, 85 a, 71 ca pour 142.007.051 F (moyenne : 29,82 F le m<sup>2</sup>).

Le reste est acheté à des particuliers ou à des Communes.

Quatre de ces acquisitions méritent que l'on s'y arrête quelque peu, soit par leur caractère pittoresque, soit par la difficulté des négociations.

Le Club de Golf est installé à Angleur sur le plateau qui domine l'Ourthe; il ne permet que neuf trous. Les joueurs désirent un golf de dix-huit trous. A. Bernheim possède à Ougrée le long de la route qui va de Boncelles à Liège à peu près 60 ha. Il en met gracieusement 54 à la disposition du Club de Golf à charge pour celui-ci de construire un terrain. La concession est envisagée pour cinquante années, mais A. Bernheim se réserve le droit de reprendre l'ensemble du terrain concédé à n'importe quel moment, à compter de la dixième année.

Route du Condroz, A. Bernheim vend des terrains à bâtir dont la valeur se trouve évidemment accrue du fait même de leur situation privilégiée, en bordure du golf, dont les aires de jeux, parfaitement entretenues, constituent un spectacle agréable et reposant.

<sup>(1)</sup> On trouvera en annexe la liste, la date et l'importance des achats p. 558.

Lorsque, en 1963, A. Bernheim s'aperçoit que, ayant cédé des surfaces importantes à l'Université, ses possibilités de lotissement s'amenuisent fortement, il adopte une nouvelle politique et j'apprends qu'il a décidé de mettre fin à la concession accordée au Golf Club et de vendre le territoire par parcelles.

Cette menace crée un grand émoi parmi les joueurs. Elle contrarie aussi vivement l'Université qui se doit de préserver son avenir, et s'est, de plus, donné pour mission de sauvegarder toutes les parties vertes du Sart Tilman.

Je prends aussitôt contact avec A. Bernheim et lui propose d'acheter le bloc. Les négociations se font autour d'un excellent déjeuner au cours duquel cet homme extraordinaire (82 ans) qui avait commencé sa journée de travail à 8 heures, absorbe, coup sur coup, douze huîtres, un demi perdreau, une crème Chantilly, le tout arrosé de champagne rosé et suivi d'un puissant café...

Les 26.500.000 F qu'il me demandait au début du déjeuner sont ramenés à 22.000.000 F à la fin du repas ! Et A. Bernheim, sans se reposer, reprend son travail à 14 h 30 !

La somme convenue est bien inférieure à celle que m'avait indiquée le Comité d'acquisition...

L'acte de vente est conclu, par le Patrimoine, le 1<sup>er</sup> avril 1963.

Tous les membres du Club souhaitent évidemment garder la disposition de terrain. L'Université n'en a aucunement besoin (en tous cas, avant bien longtemps) mais son avantage est qu'il soit entretenu. C'est pourquoi nous le donnons, le 1<sup>er</sup> avril 1969, à bail au Golf Club pour une période de vingt-cinq ans. Sauvés d'un misérable lotissement, ces 54 ha constituent l'un des plus beaux terrains de Belgique.

Je dis un jour à A. Bernheim : « Vous possédez un territoire d'environ 50 ha, convenant mal à la construction à cause de sa forte pente. Il forme le flanc de la colline au pied de laquelle coule l'Ourthe. Vous devriez faire le geste de nous l'offrir ». Après un temps de réflexion, il me dit : « Je ne l'emporterai tout de même pas dans mon cercueil » ! Le Patrimoine en hérite donc et l'acte est signé en juillet 1961.

Je lui dis, une autre fois, qu'une partie de son domaine : 7 ha du côté du ruisseau de la Sordeye devrait nous être donnée pour



éviter que nos voisins puissent un jour polluer ce charmant ruisseau. C'est une bande de terrain, ayant en somme peu de valeur sur le plan du lotissement. Il nous l'offre volontiers, *mais pour la somme symbolique d'un franc*. L'acte est signé le 17 février 1964. Les signatures apposées, A. Bernheim réclame son franc. C'est la seule chose que nous n'avons pas prévue. Personne n'a ce franc symbolique dans sa poche et il faut l'emprunter à quelqu'un qui passe dans le couloir...

Ces différentes opérations immobilières se déroulent dans un climat de claire compréhension. Dès le début, apparaît plus complexe l'acquisition du domaine van Zuylen d'une superficie de 138 ha sur lequel est situé le Château de Colonster, ses annexes : deux villas et deux fermes.

Le parc superbe renferme une collection assez exceptionnelle d'arbres fort vieux et fort beaux : hêtres, charmes, chênes et séquoias. Plusieurs prés bien entretenus servent de pâture au bétail des fermiers du domaine. Le château n'est guère habité que quelques jours par an.

J'apprends, au cours de l'été 1961, que des arbres ont été abattus dans la propriété. « Pour en vendre le bois » me dit-on ! J'ai bien peur que cela ne soit le prélude à une entreprise beaucoup plus vaste qui pourrait conduire au morcellement ou au lotissement de cette belle propriété.

Il faut sauver Colonster !

Je demande à rencontrer le Baron van Zuylen. Il me reçoit dans son château de Ben-Ahin, le 15 septembre 1961. Je lui expose que l'Université s'installe au Sart Tilman, qu'elle voudrait bien, avec le concours des Pouvoirs publics, sauver les forêts et parcs de cette région et que j'espère bien qu'il conservera sa propriété dans le même esprit. Il me répond que *telle n'est pas son intention*, mais bien de « *lotir* » son domaine. Je lui fais observer que cela n'est pas de l'intérêt de la communauté liégeoise et qu'il court le risque d'être exproprié pour cause d'utilité publique. Il prend fort mal le propos. La conversation va devenir désagréable quand je la dévie, j'ai oublié par quelle transition, vers les affaires du Congo (nous sommes en septembre 1961). Je sais que mon interlocuteur y est particulièrement sensible en raison de ses fonctions antérieures au Ministère des Affaires étrangères, où il avait rang d'ambassadeur. L'entre-

tien se fait tout de suite très cordial, autour d'un porto des bonnes années, et nous nous quittons sans revenir sur le principal sujet.

A la suite de cette visite, je fais évaluer par le Comité d'acquisition l'ensemble du domaine.

Cette évaluation est réalisée sur la base de la valeur du terrain, comme cela se pratique pour les grandes propriétés, c'est-à-dire sans tenir compte des bâtisses : un château, deux fermes, deux villas. Jusqu'à un certain point d'ailleurs, l'existence du château déprécie plutôt la valeur marchande du bien, étant donné les sujétions qu'il entraîne...

Fort d'éléments chiffrés, je rencontre à nouveau M. van Zuylen, à Bruxelles, le 15 novembre 1961. Je lui dis que l'Université s'intéresse au domaine de Colonster, qu'elle ne pourrait admettre son lotissement et je lui propose de nous vendre cette propriété. A défaut, je demanderai un arrêté d'expropriation, mais j'aimerais mieux ne pas en arriver là et je l'engage à me proposer un prix. Il réfléchira.

Il vient me voir, peu après dans mon bureau à Liège. Il me fixe la somme qu'il désire recevoir en contre-valeur de sa propriété, basée me dit-il, sur la valeur des terrains, le nombre et la valeur des arbres qu'il a fait expertiser, l'existence d'un château, de deux maisons et de deux fermes.

Son chiffre dépasse tellement les estimations du Comité d'acquisition que je ne discute pas plus avant le problème...

Dans la suite, je reçois son notaire. Je lui offre 44 millions. M. van Zuylen m'informe, quelques jours après, qu'il estime cette somme ridiculement insuffisante. Dans ces conditions, je n'hésite plus et je fais prendre, quoiqu'à regret, un arrêté d'expropriation.

La propriété est finalement acquise par notre Université, deux ans après le début des négociations, le 6 septembre 1963, pour la somme de 44.650.000 F.

Les Liégeois sont très attachés au domaine de Colonster. Leurs réactions, les lettres que je reçois montrent que le geste de l'Université est accueilli avec une joie profonde.



## Choix et mise en place des Artisans et des Conseils d'exécution

### A. — SERVICES D'ETUDES TECHNIQUES (SETU)

Je l'ai déjà dit, dès que l'Université se voit attribuer certaines initiatives dans le domaine des Bâtiments, j'instaure une « Commission des Bâtiments » (voir page 178) qui se préoccupe de l'ordre de priorité à donner aux demandes et un « Bureau d'Architectes ». Celui-ci est le premier de nos services techniques. On lui attribue l'étude de l'aspect technique des problèmes : projets, plans, cahiers des charges. Au fur et à mesure que s'accroît notre indépendance vis-à-vis du Pouvoir Central, son rôle s'élargit.

A la suite de l'arrêté royal de juin 1958, les Travaux Publics se déchargent sur lui des travaux de construction ou d'aménagement et, lorsque la loi d'août 1960 nous confère la Maîtrise de l'ouvrage, c'est du Conseil d'Administration qu'il reçoit charges et pouvoirs.

Au départ, il est constitué par un seul architecte G. Gabriel auquel s'adjoindra F. Piron. Dans la suite, de jeunes ingénieurs et architectes viendront former avec eux une équipe d'importance variable.

En 1956, le « Bureau d'Architecture » prend le nom de « Services d'Etudes Techniques » SETU et le Conseil d'Administration délègue à sa direction le Professeur Henri Louis, titulaire d'une chaire de Génie Civil à la Faculté des Sciences appliquées, ancien Inspecteur des Travaux Publics.

L'éminente personnalité de Henri Louis donne à ce département une grande autorité et sa brutale disparition en 1965 le laisse désarmé.

Il sera restructuré au début de 1966 et dépendra de l'Administration centrale. Il se compose à cette époque des architectes : Gabriel, Piron et Smeets et des ingénieurs : Ghenne, Renard et Soupart (cités par ordre alphabétique).

Un problème délicat est de savoir quelle extension il convient de donner à un tel service. Il doit veiller à l'exécution des études et travaux tels qu'ils sont décidés par le Maître de l'œuvre et faire des suggestions au sujet des matériaux à utiliser, ce qui comporte des tâches nombreuses et souvent complexes : documentation, rédaction des cahiers des charges, contrôle et surveillance des chantiers, etc...

Lorsque notre programme d'aménagements et de constructions s'amplifie, ce service doit s'étoffer. Mais le volume des affaires à traiter n'est pas régulièrement croissant : il dépend des possibilités financières fort variables du Conseil d'Administration, et l'activité du service connaît des temps inégaux.

Aux périodes de pointe, on est poussé à accroître ses effectifs. Pendant les périodes calmes, on cherche à ne pas se séparer des collaborateurs engagés et qui ont fait leurs preuves. On pourrait arriver à former ainsi une équipe trop nombreuse et trop onéreuse, trop lourde aussi car le surpeuplement d'un service de ce type risque d'en ralentir la marche, d'en fonctionnariser le travail, bref, de l'exposer à certains défauts, à certains inconvénients que nous avons dénoncés avec ardeur au niveau des Travaux Publics.

Lorsque j'ai quitté mes fonctions, mon impression était qu'il y avait sinon pléthore, au moins une certaine saturation qu'il serait sage de ne pas dépasser.

#### B. — CONSERVATEUR-RÉGISSEUR

Soucieux de conserver et d'embellir le site universitaire, dès l'achat des premiers ha au Sart Tilman, nous nous préoccupons de donner au domaine un Régisseur qui soit ingénieur-forestier. Nous avons l'heureuse fortune de nous attacher Pierre Gathy, ingénieur-agronome (Groupe Eaux et Forêts) de la Faculté agromique de Gembloux, licencié en Sciences botaniques. Assistant à la Station de recherches des Eaux et Forêts à Groenendal entre 1954 et 1960, il y fonde la section de génétique forestière.



Le 1<sup>er</sup> octobre 1959, il se voit confier la gestion du domaine, son aménagement forestier, sa sauvegarde esthétique et sa police. En outre, depuis 1970, il donne à la Faculté des Sciences un cours libre de « sylviculture et génétique forestière ».

Une de ses premières tâches est d'organiser des pépinières en vue de reboisements nécessaires. Dès 1971, celles-ci s'étendent sur 1,5 ha. Depuis 1960, près de 300.000 arbres sont plantés : 75 à 80 % de feuillus, 20 à 25 % de résineux.

Aussitôt que les études interdisciplinaires établissent la nécessité d'enrichir une forêt existante, de reboiser une forêt dégradée, de former des écrans anti-pollution, ces pépinières offrent leurs richesses judicieusement préparées.

C'est P. Gathy aussi qui préside à l'aménagement des jardins. Un chantier se ferme-t-il, il arrive, cicatrise les plaies, établit des gazons, ménage des bosquets, comble d'arbustes fleuris les coins perdus. Les grands bâtiments nus s'entourent d'une verdure qui fait ressortir leur ligne sobre. Bientôt, sur la blancheur des murs, la vigne vierge aux mille mains tracera de délicates pointes sèches.

Partout, il remplit ses fonctions avec la pleine ardeur de son tempérament généreux mais la forêt reste sa vraie passion. Elle l'entraîne parfois à oublier que les motivations des Botanistes sont différentes des siennes.

Parfois, s'élèvent ainsi d'inévitables controverses, heureusement de courte durée, le Conseil scientifique des sites étant, dans ces cas, un précieux instrument d'alignement.

Celui qui a la responsabilité d'un territoire aussi important que le Sart Tilman doit être sur place à toute heure. Aussi, Pierre Gathy et sa famille sont-ils logés au cœur du domaine, dans une villa que nous avons dû exproprier au début de nos acquisitions.

#### C. — CONSEIL SCIENTIFIQUE DES SITES NATURELS DU SART TILMAN

Quels que soient le talent, le sens de la condition humaine et le respect de la nature des équipes d'architectes et d'ingénieurs appelées à étudier l'implantation de la nouvelle Université, il faut que la conservation des sites et leur aménagement soient confiés

à des spécialistes. Le problème est, au Sart Tilman, d'autant plus essentiel et plus grave que nous avons affaire à une nature fragile, partiellement détériorée.

En octobre 1960, je propose au Conseil d'Administration la création d'un « Conseil Scientifique des Sites naturels du Sart Tilman » <sup>(1)</sup>. Ce Conseil, très actif, ne s'occupe pas seulement de déterminer les endroits où les bâtiments pourront s'insérer dans le site sans l'abîmer, mais il fait l'inventaire des espèces à conserver, précise la localisation du jardin botanique, des serres, des biotopes à respecter ou à réaliser, des territoires à reboiser, des territoires à transformer en plaines de sport. Il donne des conseils, tant au sujet de la sauvegarde de la végétation qu'à celui des espèces végétales intéressantes à acclimater. L'inventaire zoologique nous montre que la contrée est riche en animaux variés. Beaucoup de biotopes sont bien déterminés, nous apprenons que le territoire renferme une des quatre mares de Belgique où pond le Triton sonneur à ventre jaune. Tous les points d'intérêt scientifique sont soigneusement repérés.

Plus tard, quand le problème des 2.000 ha se posera, je ferai appel au Conseil scientifique des sites pour une étude approfondie de la région dans son ensemble.

Son rôle est tellement important dans la mise en valeur d'un territoire, dans le dépistage et la protection de ses richesses naturelles qu'il faut espérer que son action, passant de la recherche à la gestion, deviendra permanente.

<sup>(1)</sup> Ce Conseil comprend au moment de sa création : Les Professeurs R. Bouillenne (Botanique), Président; Mme Bouillenne (Botanique); Mlle Leclercq (Paléo-botanique); L. Calembert (Géologie); A. Monoyer (Botanique); F. Darimont (Botanique); P. Bourguignon (Pédologie) et P. Gathy, ingénieur-forestier, régisseur du domaine et H. Schlitz, directeur du Service des biens immobiliers.

Sa composition est plus tard complétée : J. Lambinon, assistant (Botanique) est désigné en février 1962; Cl. Ruwet, assistant (Zoologie) en mai 1962; G. Troupin, maître de conférences (Botanique) et J. Moureau, chef de travaux (Botanique) en juin 1967; le Professeur Ch. Jeuniaux (Zoologie) en octobre 1968; les Professeurs J. Aghion (Botanique), G. Bernier (Botanique), M. Bourdeau (Botanique), J. Ramaut (Botanique) et C. Sironval (Botanique) tous deux chargés de cours et D. Rondia, chef de travaux (Toxicologie-pollution) en 1969; le Professeur J. M. Bienfait (Zootechnie) en janvier 1970; A. Froment, assistant (Ecologie), Cl. Strebelle, architecte-coordonnateur, en juin 1971.

La présidence est assurée par le Professeur R. Bouillenne jusqu'en 1967, par le Professeur S. Leclercq jusqu'en 1971, puis par D. Rondia, chargé de cours associé.

Le secrétariat, par H. Schlitz, puis par P. Gathy.



## D. — ÉTUDES PRÉALABLES À L'URBANISATION

L'« Equerre » a conseillé notre acquisition initiale au Sart Tilman. Nous lui demandons un tout premier avant-projet d'installation. Le projet préliminaire est difficile à mettre sur pied. Nous ne sommes pas encore Maître de l'ouvrage. Aucun type de contrat dit « préalable à l'urbanisation » n'existe au Ministère des Travaux Publics. Assez curieusement, le Ministre et ses bureaux, non seulement reconnaissent le bien-fondé de notre façon d'envisager les choses, mais insistent pour que ces études se fassent. Ce qu'ils craignent, c'est qu'un accord de ce genre signé avec l'Université soit un précédent et les engage dans d'autres cas. Le Ministre ne peut donc nous donner satisfaction de façon directe mais, sur la base de l'arrêté royal du 19 juin 1958 <sup>(1)</sup>, il charge, en mars 1959, le Service technique de l'Université de l'étude des bâtiments à ériger au Sart Tilman y compris leur implantation et l'aménagement du terrain. Nous avons donc les mains libres pour recourir à la collaboration de l'« Equerre ».

En août 1960, Maître de l'ouvrage, nous signerons un nouveau contrat avec l'« Equerre » qui sera financé par le Fonds des Constructions Universitaires. Ce premier avant-projet ne sera pas retenu comme tel. Il ne s'attache pas assez aux caractéristiques du terrain et des parties boisées. Il ne pouvait en être autrement car l'« Equerre » n'avait pas à sa disposition un nombre suffisant d'informations fondamentales.

Cette observation nous amène à adopter, vis-à-vis des problèmes de l'aménagement, une politique rigoureuse : dans une entreprise comme la nôtre, qui va s'échelonner sur une période assez longue et engager une tranche importante d'avenir, des études préliminaires complètes et minutieuses s'imposent.

Une chose nous paraît de plus en plus indiscutable : nous ne réussirons que grâce à un aménagement rationnel du domaine. Il ne peut être question, à l'heure actuelle, d'édifier l'un ou l'autre Institut. La première chose à faire – cela prendra du temps, mais ce ne sera pas du temps perdu – c'est d'établir une programmation précise et un plan d'urbanisation dressé sur la base d'une con-

(1) Voir chapitre précédent.

naissance approfondie du territoire. Nous sommes conscients que la nature, déjà dégradée, doit être traitée avec un maximum de sollicitude, tandis que notre Université doit être construite avec un maximum de précautions et de données prospectives.

Pour ne risquer aucun geste impie ou imprudent, nous nous soumettons à une longue période de recherches préalables, reprenant la méthode de travail interdisciplinaire qui s'est révélée si fructueuse en Afrique. Sol, sous-sol, relief, végétation, économie des eaux, climat et pollution, tout est fouillé. Toutes les caractéristiques du terrain, ses ressources sont soigneusement relevées, confrontées; la vocation de certains endroits, quelques grands principes d'aménagement du site sont dégagés. C'est sur ce fondement solide qu'architectes, ingénieurs et bureaux techniques concentreront leurs efforts pour faire un plan de zoning, d'urbanisation, de construction.

Pour éviter que les résultats de ces travaux ne soient un jour dispersés, ils sont condensés dans des publications : les « Cahiers du Sart Tilman ». Les deux premiers ont trait à l'étude historique et scientifique du domaine <sup>(1)</sup> <sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> *L'occupation du Sart Tilman à l'époque préhistorique*, par Marguerite Ullrich-Closset : inventaire des trouvailles préhistoriques, de leur localisation, des études qui leur sont consacrées. Il apparaît que le site a été occupé depuis l'époque paléolithique; les vestiges néolithiques sont cependant de loin les plus nombreux. *L'histoire du domaine du Sart Tilman*, par Willy Lemoine. Inventaire des anciens domaines : les paroisses mères, les seigneuries. Il y décrit la vie des populations avant 1789 et à l'époque contemporaine. *Le sol et l'état foncier*, par Charles Christians. D'excellentes cartes montrent l'affectation du sol au XVIII<sup>e</sup> s., XIX<sup>e</sup> s. et en 1931, ainsi que les états fonciers avant l'acquisition du territoire par l'Université et au 31 octobre 1963.

<sup>(2)</sup> *L'aspect géologique*, par L. Calembert, J. Pel et D. Brumagne. On y confirme les conclusions qu'avait déjà présentées le Professeur Calembert en 1959 :

« La région du Sart Tilman représente, aux environs de Liège, l'unique territoire d'un seul tenant et de grande superficie qui soit à la fois exempt d'influences minières et non exposé à l'intervention de facteurs naturels susceptibles d'entraîner des dégradations superficielles graves. Les conditions générales y sont favorables à la stabilité et à la sécurité de constructions d'un prix de revient normal dans un paysage cependant varié quant au relief, à la végétation et au cadre géologique. » (L. Calembert, *Etude de l'influence des facteurs géologiques et miniers sur les déformations du sol de la région liégeoise*. Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction, Plan d'aménagement, 1959, pp. 57-76).

L'aspect géomorphologique est présenté par A. Pissart et P. Macar. Une interprétation génétique de la forme du terrain y est donnée. On y trouve de nombreuses indications quant à la nature et à l'épaisseur des formations superficielles. L'étude est, de ce fait, le complément de la carte géologique et trouve place dans une étude préalable à l'établissement d'un plan d'aménagement.

La *pédologie*, par P. Bourguignon. La terre a été très soigneusement étudiée, à des profondeurs allant quelquefois jusqu'à 1 m 25.

La *phytosociologie forestière* par J. Lambinon qui nous donne la répartition très



Tandis que nous progressons dans la connaissance du site, nous poussons également nos études préliminaires dans le domaine de l'organisation de l'Université car, seule, une bonne programmation nous permettra d'être certains de construire une Université répondant aux besoins de demain comme à ceux d'aujourd'hui.

L'édification d'un bâtiment destiné à une discipline particulière doit évidemment commencer par un travail de programmation. Ceci est un point qui m'a paru, dès le début, fort délicat et combien difficile (1).

Supposons que l'on doive construire un Institut pour les diffé-

détailée de la végétation : chênaies sessiliphores, à charme, à érable, à bouleau, des aulnaies, des épicéas, des pins, des zones non forestières.

L'aspect sylvicole et dendrologique est plus spécialement décrit par P. Gathy :

« Outre son aspect généralement forestier, le domaine présente un réel intérêt, car il comprend un grand nombre d'arbres d'espèces variées. Ces essences, pas tellement courantes dans les parcs et les forêts de notre pays, ont souvent atteint ici de belles dimensions. C'est le cas de très beaux hêtres. On trouve aussi des tsuga, des séquoias, des liquidambers, des tulipiers de Virginie, des ifs, des noyers, en plus d'une grande quantité de chênes, de frênes, de peupliers, d'érables, de platanes, de chênes rouges d'Amérique, de pins sylvestres, de pins de Corse, de pins de Vreymouth, d'épicéas, de mélèzes.

» Tous ces arbres sont — ou seront — repérés sur les plans topographiques du domaine de telle façon que les entreprises des constructions en tiennent compte. » (Au moment où P. Gathy écrit cet article, l'Université est déjà propriétaire de 578 ha et il mentionne que 128 ha sont constitués de prairies et de cultures.)

L'hydrologie est étudiée par R. Spronck, L. Sine et N. M. Dehousse, la climatologie par A. Hufty, C. Heusghem et D. Rondia s'attachent au problème de la pollution de l'air. D'après leurs conclusions, la situation du territoire est, dans l'ensemble, favorable. Il est à l'abri de la plus grande partie des polluants de la vallée de la Meuse, les vents dominants du Sud à l'Ouest drainent les fumées en dehors du domaine. Les vents du Nord-Ouest et du Nord-Est, moins fréquents, sont susceptibles de pousser vers le Sart Tilman les polluants venant de la ville. Il sera nécessaire de créer des zones de protection par écrans de verdure, surtout dans la partie Nord du territoire.

Pour compléter nos informations, une station primaire sera installée par l'Institut Royal de Météorologie, grâce à l'intervention du Professeur Pauwen, qui dirige l'étude cartographique et topographique du domaine.

(1) Comme je le disais, le 19 mai 1962 aux membres de la Presse lors de leur visite au Sart Tilman :

« Créer un grand complexe industriel présuppose une analyse fouillée des marchés, des modes de production, des besoins en locaux et en personnel; toutes ces données de base constituent le programme qui conditionne les avant-projets de construction et de nombreux bureaux d'études ont été créés dans le monde en vue de rechercher, de manière systématique, les solutions les plus intéressantes.

» De même, construire une Université moderne nécessite un plan d'ensemble basé, non seulement sur l'analyse des besoins actuels, mais surtout sur la prévision des besoins futurs toujours difficiles à préciser exactement; il faut voir comment se coordonneront dans l'avenir les multiples activités de l'Université et distinguer les relations d'enseignement et de recherche entre les différents secteurs. »

rents services de Chimie de l'Université. Il est tout indiqué de s'enquérir des besoins des titulaires et de leurs équipes. Mais s'en tenir là serait une politique à court terme et dangereuse. Les Professeurs n'ont pas les mêmes préoccupations d'économie que nous. Par contre, ils ont le désir bien naturel d'avoir un département qui réponde parfaitement à leurs besoins du moment. Ils veulent des locaux les mieux faits pour recevoir leurs instruments et ceux qu'ils espèrent acquérir. Ils ont une tendance naturelle à ne pas lésiner sur la place.

Mais on ne peut évidemment bâtir un laboratoire pour une équipe considérée à un moment donné. D'autres chimistes suivront ceux-ci, avec d'autres programmes, des techniques différentes, et risquent de se trouver devant des locaux inadéquats.

Nous devons construire pour le présent et pour l'avenir et arriver à une solution assez polyvalente pour s'adapter aisément à des exigences diverses moyennant un minimum d'aménagements et un minimum de dépenses.

Nous devons arriver à un système de programmation assez dépersonnalisé pour être d'une utilisation extrêmement souple, et y arriver dans *une surface minimale*.

Nous serons aidés par les recherches et les essais d'autres Universités acculées aux mêmes problèmes que nous et aux mêmes règles d'économie mais où d'autres types d'expériences sont menés. Nous en arrivons ainsi à une sorte de compromis qui tient compte de nos exigences du moment et de ce qui est réalisé dans des Instituts analogues en Europe et ailleurs.

Ces considérations nous amènent à envisager l'avis des professeurs comme un élément important du problème mais qui, seul, ne peut être déterminant.

Il convient donc de former un service de programmation de l'Université : SUP. J'en propose la direction au Professeur V. Desreux, titulaire de la chaire de Chimie-physique. Pendant ses séjours aux Etats-Unis et en Suède, il s'est intéressé à l'organisation des Institutions d'enseignement et de recherche et nous paraît tout désigné pour mettre au point une méthode normative de mesure de nos besoins.

Le Conseil d'Administration le désigne comme « Délégué du



Conseil à la direction générale des Services de Programmation » <sup>(1)</sup>. Il sera, plus tard, assisté par A. Delava, docteur en Sciences, conservateur. Le service dépendra de l'Administration centrale.

Dès le départ, le problème de la programmation de l'Université se révèle des plus complexes. Le Professeur H. Louis, MM. Schlitz, Gabriel, Smeets, Delava, apportent à M. Desreux un concours actif. Des revues spécialisées sont dépouillées, des Universités étrangères, visitées dont Leeds, Eindhoven, le nouvel Institut des Sciences appliquées de Lyon, Delft.

De toutes ces visites et des discussions qu'elles suscitent, ressort bientôt la certitude que, pour « dépersonnaliser » la programmation des services, il est indispensable de recourir à une firme étrangère. Or, à Delft, le Professeur Zweers a élaboré une méthode bien adaptée à notre cas (exception faite de l'hôpital) et qui peut se résumer en quelques points : étude fonctionnelle des besoins, recherche d'une grande souplesse interne des Instituts à construire; analyse de l'unité de base qui déterminera le module du bâtiment; établissement systématique des caractéristiques techniques des locaux.

C'est à la demande du Gouvernement des Pays-Bas que le Professeur Zweers et l'Ingénieur Kok ont fondé un bureau privé : le BSB (Bureau voor Samenstellen van Bouwprogrammas) dont les réalisations en Hollande paraissent si excellentes que nous décidons, Desreux et moi, de proposer au Conseil d'Administration de le charger de nos problèmes.

Une première convention est signée en juin 1960; un contrat en bonne et due forme, en mars 1961.

La collaboration entre notre Service de programmation et le bureau BSB est excellente.

Le 15 octobre 1968, à l'occasion de la Semaine belgo-néerlandaise, l'Université organise, au Sart Tilman, une exposition qui illustre la contribution de ce bureau hollandais à nos travaux et le caractère en quelque sorte international de la programmation qui est à la base de la reconstruction de notre Université.

<sup>(1)</sup> Lorsque le Professeur V. Desreux est nommé Président du Conseil supérieur des bâtiments (CSB), c'est M. A. Delava, docteur en chimie, conservateur, qui lui succède à la direction du Service de programmation.

Elle est rehaussée par la présence de S. E. le Baron Jan Avent de Vos van Steenwyck, Ambassadeur des Pays-Bas à Bruxelles et a un succès considérable.

\* \* \*

Ces études préliminaires terminées ou en voie de l'être, il nous faut choisir et mettre en place ceux qui auront, demain, la charge d'exécuter les volontés de l'Université : architectes, ingénieurs, bureaux d'études, services de surveillance et de contrôle, administration spécialisée, etc...

#### F. — ARTISANS DE L'URBANISATION ET DE L'ARCHITECTURE

Il nous faudra des Architectes, et tout d'abord, un Architecte-coordonnateur.

##### a) *Architecte-coordonnateur.*

Il est en effet bien évident qu'un seul architecte ne peut étudier toute l'Université. Une œuvre aussi complexe en exigera plusieurs. Mais on doit demander à l'un d'eux d'être Architecte-coordonnateur-urbaniste.

Pourquoi un Architecte-coordonnateur et qu'attendons-nous de lui ? Il faut qu'il tienne compte de toutes les nécessités techniques d'une Université – dont des documents fort précis font l'inventaire – mais aussi des besoins, non mesurables et peut-être inconscients, des hommes en bien-être, en beauté, et ceci, dans les limites étroites d'un budget. C'est lui qui intégrera l'Université dans son décor, car quelles qu'en soient les qualités intrinsèques, aucun ensemble de constructions n'est satisfaisant s'il n'est accepté et mis en valeur par le paysage. Les exigences matérielles sont si impérieuses que certains sont tentés de les satisfaire au plus vite sans se soucier de l'environnement. Quelques gestes utilitaires de ce genre et un site est dévasté car la nature est lente à se cicatriser.

Cette nature que nous voulons protéger dans notre action de bâtisseur, il ne suffit pas seulement de la connaître scientifiquement mais il est indispensable d'en apprécier le caractère esthétique, la sensibilité toute de finesse et de charme, avant de savoir si telle



architecture, loin de la mutiler, s'y inscrira avec bonheur. Certes, il s'agit d'une union basée sur de très subtils accords et pour les découvrir, il faut à la fois, savoir, ferveur et longue intimité. L'Architecte-coordonnateur, qui va orienter toute sa pensée créatrice vers le Sart Tilman, n'y réussira que s'il a le sens de la nature, et le fait partager par ses collaborateurs. Chaque architecte travaillera selon son tempérament. L'Architecte-coordonnateur aidera à l'épanouissement de ces recherches dans le cadre d'un ensemble à la fois souple et unifié. Les bâtiments, tout en étant même très différents, ne seront pas disparates. Loin de suivre un alignement monotone, ils formeront des groupes cohérents et animés. Chaque Architecte se rendra compte qu'il collabore à une réalisation collective dont chaque élément tient compte des autres et reçoit d'eux et du site environnant une part de sa valeur eurythmique et de sa signification.

Le rôle de l'Architecte-coordonnateur réclame compétence et talent, esprit de synthèse et souci du détail, goût de la nature et contact humain nuancé et généreux. Dans l'édification de l'Université au Sart Tilman, il jouera forcément un rôle déterminant et lorsque nous disons « Il ne faut pas rater le grand départ » il est l'un de ceux en qui nous plaçons nos espoirs.

L'homme qui va donner forme à nos rêves, c'est au Congo que je le trouve. Je ne suis pas le moins du monde déterminé à choisir un architecte ayant travaillé en Afrique mais peut-être, dans mon subconscient, une relation s'établit-elle entre Sart Tilman et Katanga. Même si l'échelle diffère, ici comme là, il s'agit de tailler dans du drap neuf, de préserver l'avenir, de voir grand. Je suis assez souvent appelé à Elisabethville par notre Fondation FULREAC. Mon attention s'attache à des édifices qui me paraissent remarquables par la qualité de l'exécution et le caractère humain de la conception, tels que le théâtre élevé à l'occasion des fêtes du cinquantième anniversaire de l'Union Minière et le Lycée pour jeunes filles africaines de Luishia. Ils sont signés Claude Strebelle <sup>(1)</sup>.

Je prends contact avec ce jeune architecte. Il est grand, mince et porte avec une fierté qui s'ignore un visage réfléchi au regard ferme et clair. Je suis sensible à l'impression de calme, de dis-

(1) Fils du peintre Rodolphe Strebelle; frère d'Olivier Strebelle, le sculpteur et de Jean-Marie Strebelle, le peintre-navigateur, père du jeune sculpteur Vincent Strebelle.

ponibilité, de vivante attention qu'il dégage. Je lui expose que j'ai peut-être à lui offrir un rôle important dans la réalisation d'un projet d'une ampleur rare en Belgique : la reconstruction d'une Université sur un territoire forestier, sans abîmer le site. S'il est un peu étonné au début, il ne tarde pas à être entièrement captivé par le sujet. Ses questions sont précises, les informations qu'il demande prouvent son souci des problèmes humains. Au fur et à mesure que l'entretien se poursuit, ma conviction de me trouver en face de celui que nous cherchons s'accroît et je termine en disant « Je suis ici pour quelques jours; si ma proposition vous intéresse, montrez-moi ce que vous avez fait, comment vous l'avez fait. A vous de me prouver que vous avez assez de souffle pour collaborer à cette œuvre difficile mais passionnante en qualité d'Architecte-coordonnateur ».

Le lendemain, nous entreprenons une série de visites coupées de discussions qui me confirment dans mon opinion excellente. La première réalisation qu'il me fait voir, c'est une simple maison, la sienne : il a acquis à la périphérie de la ville un château d'eau désaffecté. Ce cylindre de béton, troué, cloisonné, s'est métamorphosé en une demeure aussi originale que charmante.

Le Sart Tilman l'intéresse. Je lui remets aussitôt un billet d'avion, l'engageant à aller voir le site et à se mettre en relation avec mon collègue H. Louis qui dirige le SETU. Le contact est parfait. Cl. Strebelle accepte notre offre. Il est désigné par le Conseil d'Administration en juillet 1961 pour faire l'étude du plan de zoning. Il sera intégré dans le contrat Unisart (p. 232) en décembre 1961 et choisi comme urbaniste et architecte d'ensemble en mars 1965.

Claude Strebelle est né à Kraainem, en 1917. Diplômé de l'Académie des Beaux-Arts de Bruxelles en 1941, il se perfectionne à l'Ecole supérieure des Beaux-Arts de Paris. Il participe, avec l'Architecte Henri Lacoste, aux campagnes de fouilles d'Apamée, sur l'Oronte, en Syrie, puis réside au Congo, de 1949 à 1961, où il est membre du Groupe Yenga à Elisabethville et préside l'Union africaine des Arts et des Lettres. Il est chargé d'étudier l'implantation de l'Université d'Elisabethville. Outre le Théâtre et le Lycée déjà cités, il construit un Musée, un Monastère, des écoles, pensionnat, bâtiments industriels, habitations.



b) *Architectes du Sart Tilman.*

Pour que le coordonnateur puisse tenir son rôle dans les meilleures conditions, il faut qu'il constitue avec les autres architectes une véritable équipe où chacun travaille dans un esprit de confiance et de compréhension.

Coordonner ne veut certes pas dire imposer. Chaque architecte, dans ma conception qui est aussi celle de Cl. Strebelle, doit s'exprimer librement suivant sa propre originalité. L'Université du Sart Tilman sera sur le plan esthétique une réussite dans la mesure où, constituée de bâtiments divers par leur personnalité, elle formera un ensemble harmonieusement équilibré dans le site.

Les architectes sont nombreux. Beaucoup d'entre eux sont excellents. Le choix est difficile et je demande l'aide de Cl. Strebelle.

Je crois pouvoir dire que nous faisons cette sélection avec beaucoup de soin, allant voir sur place ce que ces architectes ont déjà réalisé, comment ils l'ont réalisé, quel a été le prix de la construction, etc... C'est ainsi que nous retenons (je les cite par ordre alphabétique) : Roger Bastin, Groupe EGAU, Pierre C. Humblet, André Jacqmain, Jean Maquet, Charles Vandenhove et, plus tard (pour le Château de Colonster), Henri Lacoste et Jean Opdenberg.

Roger Bastin est né à Couvin en 1913. Il est diplômé de l'Ecole d'Architecture de la Cambre, membre de l'Académie royale de Belgique. Il réalise bon nombre d'églises, des quartiers d'habitations (Malmédy), le siège du port autonome de Liège, le Collège et le Lycée à Usumbura, le musée de Mariemont. C'est un homme décontracté et doux, aimant la simplicité des formes et des moyens. Jacques Dupuis et lui influencent beaucoup de jeunes architectes par leur attitude honnête et profonde. Son aspect très ecclésiastique lui vaudra, de la part de ses collègues, le titre de « Monseigneur ». Il construira l'Institut de Botanique.

Le Groupe EGAU (Etude en groupe d'architecture et d'urbanisme). C'est une association de trois architectes : Charles Carlier, Hyacinthe Lhoest et Jules Mozin. Le Groupe s'intéresse à la construction de restaurants, salles de spectacles, maisons à appartements, plaines de jeux ; réalise des complexes scolaires, la Gare des Guillemins à Liège, l'Hôtel de Ville d'Ougrée, les ensembles

plaine de Droixhe. Il édifiera le premier de nos bâtiments, le SETU.

Hubert Humblet est né à Mouscron, le 8 septembre 1918. Diplômé de l'Ecole d'Architecture de la Cambre, lauréat de plusieurs concours, directeur des Etudes d'architecture et d'urbanisme de l'Office des Colonies africaines à Stanleyville, à Léopoldville, réalisateur d'un grand nombre de maisons en Afrique, etc...

Un homme grand, raffiné, au langage clair et châtié et très sûr de lui. Il se voit confier l'Institut de Physique.

André Jacqmain est né à Anderlecht en 1921. Il est diplômé architecte de l'Académie de Bruxelles en 1944. Il réalise l'habitation et le musée privé de Monsieur Urvater <sup>(1)</sup>, de très belles maisons, le bâtiment circulaire de Glaverbel, le pavillon de la Belgique à l'exposition universelle d'Osaka. Sa personnalité marque très fort l'architecture belge depuis 1950. Il donne à l'espace des valeurs peut-être trop complexes aux yeux de certains mais toujours intéressantes pour celui qui veut les explorer. C'est un homme stable, un peu précieux, un air distrait, inspiré, souvent très silencieux. Il réalisera les homes et le restaurant.

Jean Maquet est né à Jambes le 4 juillet 1924. Diplômé de l'Ecole des Beaux-Arts de Liège, il a travaillé surtout pour les Travaux publics au Congo belge (maisons, hôpital, internats, écoles). Il est désigné en qualité d'architecte en chef de l'Université du Congo et du Rwanda-Urundi. Très barbu, avec un air contestataire, c'est un homme très humain, aimant à pénétrer la profondeur des choses, très soigneux dans ses entreprises, s'attachant volontiers aux problèmes techniques complexes. Il va se charger de bâtiments aux exigences nombreuses : l'Institut de Chimie.

Charles Vandenhove est né à Teuven en 1927. Diplômé de l'Abbaye du Bois de la Cambre. Réalise des villas, des complexes touristiques, le salon d'esthétique industrielle à la 8<sup>e</sup> Foire internationale de Liège, etc... Sous une apparence extrêmement douce, il peut être très volontaire (je peux dire aussi parfois fort têtu). Il apporte un soin extrême à ses études toujours fort personnelles.

(1) Devenue l'Ambassade du Zaïre.



Son affabilité n'est jamais en défaut mais bien naïf serait celui qui se flatterait de l'avoir convaincu en se fiant à son sourire. Il construisit l'Institut d'Education physique.

Jean Opdenberg est né à Likasi (Congo) en 1932 et est diplômé de l'Académie royale des Beaux-Arts de Bruxelles. Il travaille avec l'architecte Jacqmain de 1959 à 1966, notamment pour le bâtiment Glaverbel, réalise un complexe scolaire à Laeken, des habitations privées, un hôtel en France. Très méticuleux et précis, il est choisi par l'architecte Henri Lacoste pour le seconder dans les travaux de restauration du Château de Colonster. Le bel escalier hélicoïdal est de lui.

Henri Lacoste naît en 1885 à Tournai. S'initie très tôt à la beauté des formes bien construites. Sa vaste culture le conduit par une pente naturelle de son esprit vers l'archéologie (nombreuses fouilles en Grèce, en Syrie). Il recueille la leçon des grands maîtres de l'Antiquité et y puise une jouissance qui ne s'épuisera jamais. Mais autant il aime et respecte le passé, autant, comme architecte, il se défend de le copier car « il faut répondre aux besoins modernes avec les ressources techniques modernes ». C'est la vérité profonde qui se dégage de ses réalisations. C'est en accord avec elle qu'il s'intéresse au Château de Colonster.

Henri Lacoste est un professeur prestigieux; il forme 23 promotions d'historiens de l'art, 27 promotions d'architectes. Il leur offre sa solide érudition mais aussi l'esprit de sagesse et de tolérance qu'il puise dans les œuvres les plus belles. Il aime la jeunesse et incite volontiers ses élèves à la gaieté. L'âge est sans prise sur son enthousiasme et l'acuité de sa pensée. A 80 ans, il entreprend l'étude de Colonster avec la fougue d'un jeune homme.

#### G. — BUREAUX D'ÉTUDES

Les architectes et les dessinateurs ne peuvent s'attacher à l'exécution d'un grand complexe comprenant réseaux de routes et d'égouts, distribution d'électricité et de chaleur, sans l'intervention préalable d'un Bureau d'études comptant des ingénieurs spécialisés.

Les Bureaux d'études ne manquent pas, mais notre problème sort des dimensions habituelles. Le premier stade de nos travaux absorbera, infrastructure comprise, près de deux milliards.

Nous en arrivons ainsi à penser qu'il nous faut, non pas *un* Bureau d'études, mais *plusieurs*, et, de pourparlers en pourparlers, nous finissons par constituer une *Association de fait*, appelée « Unisart » (unis pour le Sart Tilman), composée de six bureaux choisis parmi des entreprises importantes du pays <sup>(1)</sup>. Ces bureaux, constitués en association momentanée dans lesquels seront intégrés les architectes choisis, s'engagent solidairement vis-à-vis de l'Université.

Un contrat est signé à Liège, le 9 décembre 1961 <sup>(2)</sup>.

Il confie à Unisart les missions d'architecte et d'ingénieur-conseil tant pour les études que pour la surveillance spéciale et permanente de la première tranche de travaux à entreprendre au Sart Tilman.

Cette première tranche porte sur un total approximatif de un milliard.

Tout agent d'Unisart affecté aux études et à la surveillance des constructions doit être agréé par l'Université; celle-ci se réserve le droit de le récuser en cours de mission.

Unisart désigne, avec l'agrément de l'Université, un architecte pour chaque ouvrage (ce sont ceux que j'ai cités plus haut) et un architecte-coordonnateur.

L'architecte-coordonnateur et les autres architectes ne peuvent être révoqués par Unisart qu'avec l'accord de l'Université.

Les négociations, puis les relations entre Unisart et l'Université, sont facilitées par les excellents rapports que nous avons avec son Président du Conseil, Marcel Dubois, qui préside d'autre part le « Bureau d'études nucléaires » et est Administrateur-directeur de « Traction et Electricité ». Sa parfaite courtoisie place les discussions sur un plan très élevé. Homme d'autorité, il mène ses équipes avec rigueur. Sa présence est souhaitée dans tous les cas difficiles

(1) Le Bureau d'études industrielles F. Courtoy, le Bureau d'études nucléaires BEN, la Compagnie générale d'entreprises électriques industrielles Electrobél, la Société financière de transports et d'entreprises industrielles Sofina, la Société Traction et Electricité.

(2) Le contrat auquel il est fait allusion est mis au point au cours de nombreuses séances de travail — auxquelles participent des représentants de notre Service d'études techniques et d'éminents juristes : les Professeurs S. David, Cl. Renard et A. Buttgenbach; le Bâtonnier Billon (membre de la Commission administrative de notre Université) et Maître Hannequart.



car, en toute circonstance, il adopte une position constructive et sans ambiguïté.

Le « Comité technique » d'Unisart est présidé par G. Firket – par ailleurs Directeur du « Bureau d'études industrielles Courtoy » – F. Louis, Directeur du BEN en est le Vice-Président. Le secrétariat est assuré par A. Gossen, ingénieur principal à « Traction et Electricité ». Ensemble, ils ont donc la responsabilité de l'action « Unisart ».

Aucun d'eux, jamais, ne ménage ses efforts. Non dépourvus de diplomatie quand c'est nécessaire, ils se montrent acharnés dans l'organisation et la conduite des travaux.

Sur place, au Sart Tilman, quatre hommes assurent la coordination des études au niveau supérieur : 2 ingénieurs : M. Soupart (Université) et P. Louckx (Unisart), 2 architectes : P. Smeets (Université) et Cl. Strebelle (Unisart).

Ces équipes mixtes (Université-Unisart) se réunissent chaque matin à l'Atelier, étudient chaque problème en étroite collaboration et mènent à bien une tâche complexe qui, en raison des accidents de parcours, toujours nombreux dans ce genre d'entreprise, demande en plus de la compétence, beaucoup de doigté.

Tous ont bien œuvré pour que les études et les réalisations se succèdent conformément aux vœux de l'Université et dans des délais raisonnables.

#### H. — CONSEIL SUPÉRIEUR DES BÂTIMENTS (CSB)

En 1954, dès que le Conseil d'Administration est autorisé à établir dans les demandes d'aménagements ou de constructions un ordre de priorité, une Commission des bâtiments est constituée qui, entre autres, éclaire le Conseil d'Administration sur les requêtes qui lui parviennent, après en avoir mesuré l'importance ou l'urgence (p. 178).

Quand la maîtrise de l'ouvrage nous est accordée et que l'Université poursuit à la fois des projets d'instituts à construire au Sart Tilman et des projets d'instituts à réparer et à aménager provisoirement en ville, les problèmes sont si nombreux et complexes qu'une Commission des Bâtiments se forme dans chaque Faculté.

Elle présente à l'Autorité académique des programmes d'améliorations ou de constructions et la renseigne sur les questions relatives aux locaux dont elle dispose ou dont elle a besoin.

Celle de la Faculté de Médecine sera particulièrement active en raison de la difficulté de la mise au point du programme de l'hôpital du Sart Tilman.

Entre les Commissions des Facultés, le SETU et le SUP d'une part, et le Conseil d'Administration d'autre part, s'interpose le « *Conseil Supérieur des Bâtiments* » (CSB). Créé en 1956, c'est un mécanisme coordonnateur constitué de personnes ayant des responsabilités supérieures <sup>(1)</sup> et chargé de « décanter » tous les problèmes périphériques.

Le Professeur Desreux, qui jusqu'alors avait la charge du Service de programmation, est appelé à le présider. Le rôle de ce Conseil est défini de la manière suivante :

Le CSB doit connaître de toute affaire soumise à la décision des Autorités académiques. Pour élaborer ses avis, il a les pouvoirs d'investigation les plus étendus sur tout problème intéressant les nouvelles constructions; il veille à prendre l'avis des personnes compétentes sur les différents aspects des problèmes traités.

Pour que la liaison avec l'Autorité académique soit effectivement assurée, Henri Schlitz, directeur d'administration, chargé de la gestion des biens immobiliers, en assure le secrétariat, signale au Recteur les ordres du jour des séances, lui communique les procès-verbaux, décrit l'atmosphère dans laquelle évoluent les questions, rend compte des incidences financières, en un mot : commente la situation.

Lorsque l'importance de l'ordre du jour le justifie, le Recteur assiste aux séances du CSB, et en retire grand profit car il est à même de connaître les dossiers par le détail, de pénétrer les problèmes et d'être ainsi bien armé pour les présenter au Conseil d'Administration. Enfin, dans quelques cas, il peut, en prenant des responsabilités, trancher des questions délicates qui ne pourraient autrement trouver leur solution.

Les études qui ont conduit au plan final d'urbanisation sont consignées dans trois « Cahiers du Sart Tilman » mais nous avons

<sup>(1)</sup> En font partie les directeurs et principaux techniciens des services d'étude technique.



fait aussi un film <sup>(1)</sup>, expression imagée des démarches de notre pensée et une maquette du domaine où sont représentés son relief, les ruisseaux, les forêts, les espaces bâtissables, les routes et les premières constructions.

Présentés aux visiteurs du domaine, film et maquette éveillent toujours un vif intérêt car ils permettent, en un peu plus d'une demi-heure, de comprendre l'essentiel de nos recherches.

(1) Exécuté par P. Levie.



## **Urbanisation du domaine, son aménagement, sa conservation**

Notre but ? Il est d'emblée précis et nous nous le sommes assigné depuis longtemps. Nous avons à reconstruire au Sart Tilman une nouvelle Université. Chaque bâtiment doit s'intégrer le plus intimement possible dans le site, être entouré d'espaces suffisants à de futures extensions. L'infrastructure sera prévue pour l'Université tout entière; elle sera efficace et respectueuse du paysage. Les espaces verts seront sauvegardés, mis en valeur.

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, nous avons, pour assurer la sûreté et la rigueur de notre action, consenti des recherches préliminaires complètes tant sur le plan de la nature, des qualités du sol que sur celui des besoins de l'Université.

Ensemble, ces études apportent à ceux qui sont chargés de l'organisation du territoire des indications de la plus grande valeur car elles leur permettront de décider du sort des différents espaces en se basant sur leurs caractéristiques propres.

*Six grands types de zones sont ainsi définies :*

- 1° Zones de forêt relativement bien conservée.
- 2° Zones de forêt dégradée mais récupérable.
- 3° Zone privilégiée pour le jardin botanique.
- 4° Forêts-écrans.
- 5° Zones bâtissables.
- 6° Zones convenant aux installations sportives.

Ajoutons-y les quelque 60 à 70 hectares de terres cultivables et de prairies encore exploitées.



Nous devons donc envisager successivement les problèmes d'aménagement :

- 1) des espaces bâtissables,
- 2) des espaces verts,
- 3) des plaines de jeux.

#### A. — ESPACES BÂTISSABLES ET BÂTIMENTS

Les espaces réservés aux constructions sont ceux où la forêt n'existe plus et qui sont irrécupérables par les plans verts, à condition toutefois que leur pente ne soit pas trop forte et qu'ils ne présentent de risques, ni d'érosion, ni d'inondation.

Les enquêtes géologiques, botaniques, climatiques conduisent à des conclusions concordantes : les zones bâtissables forment un grand fer à cheval ayant comme axe le Blanc Gravier.

Cette disposition voulue par la nature, notre Architecte-urbaniste Strebelle en saisit tout de suite l'exceptionnelle originalité et la valeur. Elle permet une implantation rationnelle sur une superficie d'environ 200 hectares, de nos cinq facultés, de nos six facultés lorsque la Faculté de Médecine vétérinaire de Cureghem sera incorporée à notre Université.

Plusieurs types de dispositions sont possibles. Le troisième cahier du Sart Tilman, dédié à la mémoire du Professeur H. Louis, expose six solutions différentes, en discute avantages et inconvénients. Dans l'introduction de ce troisième cahier, j'écris :

Jamais peut-être, une opération urbanistique n'a rassemblé, au départ, autant d'informations.

Mais ce temps-là ne fut pas perdu.

Il est, dès à présent, démontré que ces investigations, poursuivies avec la fraternelle collaboration des hommes de science, des architectes et des techniciens, nous ont permis d'éviter les tâtonnements, les faux pas, de prendre d'emblée et avec assurance des options qui sont très vraisemblablement les meilleures possibles.

Nous n'avons pas voulu nous en tenir à livrer au public une somme de données matérielles.

Nous avons pensé qu'il s'imposait de définir, en quelques mots, dans un dernier chapitre, l'esprit dans lequel les autorités académiques con-

çoivent la vie et le développement de notre Université installée dans son nouveau cadre.

On me permettra sans doute de dire ici que nous livrons ce cahier, en toute humilité, à la réflexion de tous ceux qui sont confrontés avec des problèmes comparables aux nôtres.

Nous souhaitons aussi que les générations à venir trouvent, dans ces quelques pages, un témoignage de ce que furent nos peines et nos joies quand nous avons conçu ce vaste ensemble qui est en train, déjà, de naître sous nos yeux.

Après bien des échanges de vue, nous avons retenu une solution qui nous semble répondre de façon satisfaisante aux différents critères jugés importants.

Le premier problème qui s'est présenté à nous est celui *des possibilités d'extension* car l'Université doit envisager une large tranche d'avenir. Ces espaces à réserver pour l'avenir dépendent du développement des techniques, du nombre d'étudiants et de chercheurs, de leurs besoins en place.

Le Service de Programmation démontre qu'ils sont bien différents d'une Faculté à l'autre.

La Faculté de Philosophie et Lettres, pour laquelle les statistiques permettent d'escompter en 1980 2.300 étudiants, sera à l'aise sur un terrain de 4 hectares car chercheurs et élèves exigent peu de place. Par contre, l'Institut de Physique, qui comptera quelques 1.000 étudiants, devra disposer de 22 hectares tant la surface couverte par les laboratoires de recherches et de travaux pratiques doit être grande.

Nous disposons d'une vaste superficie perdue pour la forêt. Je crois que nous ne devons pas lésiner pour assurer aux prochains Instituts une réserve de place suffisante.

Rappelons-le, à la fin du siècle passé, l'Association des Etudiants a publié à l'Imprimerie Bénard un mince opuscule sur l'histoire des bâtiments universitaires. Il y est beaucoup question des nouveaux bâtiments : Botanique, Pharmacie, Zoologie, Anatomie, Physiologie, Astrophysique, Chimie, Physique, du nouvel hôpital de Bavière (dont les pavillons à un étage s'érigent au milieu des jardins et des pelouses et dont les salles de malades reçoivent largement le soleil) qui soulevaient l'admiration des visiteurs et mettaient l'Université au rang des établissements d'enseignement supérieur les plus remarquables d'Europe.



C'est dans ces mêmes bâtiments, illustrés par de prestigieux savants, que nous étouffions quelques décades après leur inauguration. Le nombre des étudiants a augmenté, certes, mais la science exige de plus en plus de techniques de plus en plus encombrantes, et un personnel technique et scientifique de plus en plus important. Le processus est irréversible. C'est parce que nos éminents prédécesseurs ne pouvaient imaginer la révolution scientifique à laquelle nous assistons que nous avons subi tant d'épreuves. Ne les imposons pas à nos successeurs. Même si nous connaissons des moments d'inquiétude budgétaire, ne nous laissons pas aller à penser que nous avons vu trop grand alors que nous n'avons fait que suivre les indications de tant d'études prospectives solides. Et soyons assez sages pour laisser à la disposition de ceux qui nous suivent un large espace d'extension. Certains départements deviendront peut-être des centres interdisciplinaires, d'autres, des centres nationaux ouverts aux chercheurs du pays tout entier. L'instauration du 3<sup>e</sup> cycle aura sans doute des conséquences que nous ne prévoyons pas encore.

Le deuxième point important est *la répartition sur le territoire des différentes Facultés*. Elle tiendra compte des relations inter-facultaires mais, pour toutes, à des degrés divers, les relations avec le milieu extérieur sont d'un grand intérêt.

*Les Facultés de Philosophie et Lettres et de Droit* ont des affinités entre elles mais relativement peu de rapports d'étude avec les autres Facultés. On les place non loin des Homes, près de la Bibliothèque centrale et du Rectorat sur l'éperon paisible qui domine l'Ourthe au N.E. du domaine.

*La Faculté des Sciences* sera centrale car elle reçoit, outre ses propres étudiants, les importantes populations des candidatures en Médecine et en Sciences appliquées. Sur le versant Sud du Blanc Gravier, s'étaleront les départements des Sciences naturelles et sur le versant Nord, s'érigeront les Instituts de Chimie, de Physique, de Mathématiques, des Sciences minérales.

Si l'on réserve le plateau Nord <sup>(1)</sup>, presque plat, à *la Faculté des Sciences appliquées* c'est qu'il peut se prêter mieux que tout

(1) L'opportunité de cette situation se fera encore plus évidente quand le parc industriel du Sart Tilman s'installera sur des terres contiguës.

autre endroit à des disciplines qui connaîtront vraisemblablement des développements rapides. C'est aussi que cet emplacement rend cette Faculté voisine de la Faculté des Sciences avec laquelle elle entretient des échanges permanents et que l'accès immédiat au réseau routier principal lui ouvre une porte sur les industries de la vallée de la Meuse.

Sur le versant qui, au Sud du domaine, descend vers l'Ourthe, la *Faculté de Médecine* sera proche du groupe des Sciences naturelles. L'Hôpital, absolument à l'abri de toute pollution industrielle, y jouira d'une parfaite orientation et d'une très belle vue. Et le gros bourg de Tilff, le réseau routier excellent, le chemin de fer lui offriront leurs commodités.

Si l'on vient à la *localisation des bâtiments*, plusieurs facteurs entrent en jeu. Ceux qui, comme le Centre de Calcul sont en communications suivies avec beaucoup de services occuperont une position aussi centrale que possible. On rapprochera les Instituts qui ont des rapports étroits sous l'angle de l'enseignement et de la recherche (Physique, Chimie). On tentera aussi de rapprocher les services qui, bien qu'appartenant à des Facultés différentes ont une parenté fondamentale (Biologie, Sciences précliniques) sans chercher à grouper étroitement – parce qu'ils sont de la même Faculté – des Instituts dévolus à des disciplines lointaines (Mathématiques, Botanique).

Par ailleurs, on tâchera de réduire les déplacements de grosses masses d'étudiants qui passent d'un bâtiment à l'autre. Même si ces bâtiments ont des vocations très différentes, on leur réservera, si c'est faisable, des implantations rapprochées. Bien entendu, il arrive que toutes les conditions ne puissent être réunies. Un choix, alors, s'impose.

Enfin, sur les flancs supérieurs de la vallée de la Sordèye, les Homes d'étudiants prolongeant le village du Sart Tilman, les étudiants utiliseront ses moyens de communication et noueront avec lui des relations multiples.

Le 12 juillet 1961, après des exposés particulièrement brillants de Claude Strebelle, Henri Louis et Victor Desreux, le Conseil d'Administration adopte à l'unanimité le plan d'urbanisation.

C'est, sans aucun doute, un événement important dans la vie



de notre Université : les divers éléments dont on a tenu compte et qui ont mené à cette solution sont à ce point complexes et imbriqués, liés entre eux par une logique si rigoureuse, qu'une fois le travail lancé, il ne sera pratiquement plus possible d'en modifier les caractéristiques essentielles. Quel que soit le temps que réclamera l'exécution de ce vaste programme, quelle que soit la personnalité des hommes en place : Autorités Académiques, Conseil d'Administration, plus rien d'important ne sera changé à cet ensemble dont les relations découlent d'une façon inéluctable des études rigoureuses sur lesquelles se fonde le projet.

Ce fait — qui donne à notre décision une portée historique — explique les soins, les réflexions, la vigilance qui ont entouré chaque pas de notre travail.

Naturellement, au cours du temps, il restera à décider de l'emplacement exact d'un Institut dans la zone qui lui est réservée. Il restera à définir son « style » et les matériaux dont il sera fait. Selon la peine que l'on se donnera pour son étude et sa présentation, le nouveau venu s'intégrera bien ou mal, altérera ou non l'équilibre de la zone de son implantation mais sa position générale est d'ores et déjà fixée.

200 hectares de terre ingrate sont donc réservés aux constructions prochaines et aux extensions prévisibles. Largement calculées — car, répétons-le, nous disposons d'une grande surface de terres propres seulement aux constructions — ces aires d'extension seront très inégalement occupées plus tard. En aucun cas, elles ne vont devenir un monde de béton et de briques. Même là où la densité des bâtiments sera importante, il restera beaucoup de place pour des jardins, des parterres, des patios car l'Université se veut, autant que possible, entourée de verdure.

## B. — ESPACES VERTS

C'est grâce à eux — ainsi qu'aux plaines de sport — que l'Université va affirmer sa politique sociale : offrir à tous un parc immense où la nature est préservée et embellie, participer à l'assainissement de la vie dans la région liégeoise en luttant contre la pollution, en stimulant la promotion du sport et des délassements de plein air.

En plusieurs points, la *forêt est presque intacte*, par exemple dans les vallées du Blanc Gravier et de la Sordèye, sur les versants abrupts de l'Ourthe. On peut considérer ces régions comme des réserves et se contenter de les entretenir. Elles sont des spécimens de la forêt de l'Ardenne condruzienne. Le chêne et le hêtre y prédominaient primitivement. A l'heure actuelle, on n'y rencontre guère plus d'une bonne douzaine d'espèces différentes. De belles futaies peuvent former des groupes d'arbres émergeant du taillis ou recouvrir des superficies importantes. Au niveau des têtes de ruisseaux, des sources, de petits biotopes homogènes se sont formés : hêtraies, aulnaies.

Mais plus vastes sont les *forêts dégradées*. La vente des beaux arbres, les coupes trop rapprochées, les incendies, l'exploitation minière et sablière, les polluants atmosphériques ont peu à peu transformé une belle forêt en taillis de peu d'intérêt. La plantation commerciale de résineux a altéré le faciès normal de la région (notons cependant que la futaie de pins de Corse de Sur-le-Mont est remarquable par son étendue et l'âge des arbres).

Au niveau de ces espaces dégénérés ou modifiés, il faut intervenir. Le simple entretien suffit souvent à provoquer une amélioration notable; depuis quinze ans, la physionomie de surfaces très appauvries s'est fortement amendée. Presque partout cependant, on accélère la formation de forêt condruzienne par des plantations. En certains points, on constitue des échantillons de forêts étrangères tempérées, les espèces étant rassemblées suivant leurs affinités géographiques. De tels essais ont un intérêt didactique, souvent esthétique, parfois économique car certaines espèces introduites ainsi peuvent se révéler valables en Belgique, au point de vue exploitation.

Dans les zones Nord du domaine, on étoffera et on créera des *forêts-écrans* ou *forêts-tampons*. Destinées à arrêter les poussières et gaz toxiques venant de la vallée de la Meuse et de la ville, elles se composent d'arbres feuillus, à feuillage poilu ou collant (ormes, certains peupliers, tilleuls) largement mélangés de conifères dont la fonction ne s'arrête pas l'hiver. Les sous-bois sont peuplés de buissons peu élevés et de toute une strate de végétation basse qui fixe les particules nuisibles. D'autres écrans lutteront aussi le long des grandes routes contre la pollution sonore; dans les endroits habités,



ils serviront de paravents cachant des arrières de maisons, des parkings.

La Commission scientifique des sites a repéré dans la partie Sud du domaine une zone d'environ 30 ha, bien exposée et dont le sol, exploité depuis longtemps par un fermier du château, est particulièrement fertile. Elle est réservée au *jardin botanique*. Je considère, en fait, l'ensemble du territoire comme un énorme parc botanique et c'est dans cet esprit que je demande qu'à chaque arbre digne de retenir l'attention soit apposée une étiquette donnant au public les indications importantes. Mais il faut établir des collections systématiques nécessaires aux étudiants et utiles aux amateurs. Le Jardin botanique est placé sous l'autorité des professeurs de Botanique. Les travaux commencent en hiver 1968-1969. C'est le sous-bois faisant partie du Jardin qui est aménagé le premier de façon à recevoir les collections ligneuses. Grâce au labeur et à la compétence de M. J. Damblon, hortonome, le Jardin va se développer rapidement et dans un bel équilibre. Fin 1971, il renferme déjà en plusieurs exemplaires près de 80 espèces de conifères, 170 espèces de feuillus en sous-bois et 240 espèces d'arbustes plantés à la lisière de la forêt. Dans 5 couches de 50 m<sup>2</sup>, 1.500 exemplaires de 400 espèces d'arbustes sont en attente. Du Jardin de Liège est apportée la collection systématique des plantes herbacées de plein air, soit 1.200 espèces. Des rocailles sont établies pour des fougères, pour les plantes alpines de Nouvelle-Zélande, d'Amérique du Sud et d'Amérique du Nord. Il faut utiliser à faire ces rocailles 600 tonnes de quartzites – qui ne libèrent aucun sel – provenant de la Baraque Michel.

Hors les bâtiments et quelques points dangereux, le domaine immense de 610 ha est ouvert au public. Des sentiers sont tracés, des bancs, placés aux endroits fréquentés. Tout un programme d'aménagements destinés à faire de ce parc un endroit accueillant est envisagé et sera petit à petit réalisé : 55 km de sentiers pour piétons et cyclistes, 26 km de pistes pour cavaliers, des promenades de difficulté variée de 5 à 10 km dites « promenades de santé ». J'établis aussi un projet de « barbecues » avec réserve de bois et bac à déchets qui seront placés dans des points particulièrement agréables. Ils ont un vif succès. Malheureusement, deux seulement sont construits avant mon départ, un troisième, peu après.

Il convient de rendre un hommage particulier à Pierre Gathy

d'avoir, chaque année, organisé « une journée de plantation d'arbres » par les élèves d'écoles primaires de l'agglomération liégeoise, avec le concours de l'Institut des Sciences de l'Education. La signification de ces réunions est chaque fois commentée; un pique-nique et une grande promenade dans le domaine terminent généralement la journée. C'est là, assurément, une initiative excellente pour mieux faire comprendre aux générations montantes l'importance d'un geste comme celui de planter un arbre et qui contribue ainsi à leur donner le sentiment profond du respect de la nature. A ces journées assistent généralement des représentants des Pouvoirs Publics ou de Sociétés privées, des collègues, l'Administration des Eaux et Forêts, des Autorités communales, le Vieux-Liège, Ardenne et Gaume, la Société forestière de Belgique, la Société de Dendrologie, les Laboratoires pédagogiques de communes, la Fédération du tourisme, l'Association pour la défense de l'Ourthe.

#### C. — PLAINES DE SPORT

Des plaines de jeux en plein air complètent l'équipement de l'Institut d'Education physique. Les deux premières ont été faites en gazon, la plus grande, entourée d'une piste d'athlétisme et réservée au football et au rugby; l'autre, un peu plus petite, pour le football et le hockey. Ces terrains gazonnés sont très beaux mais réclament assez bien d'entretien car la pluie les abîme. Deux autres terrains en matériau semi-stabilisé permettent une utilisation presque permanente. Une piste d'athlétisme, de dimensions olympique, est construite en tartan. C'est la première de la région; malheureusement, des retards dus à la pluie n'en permettront l'emploi qu'en mai 1975. Enfin, d'autres espaces seront encore aménagés au voisinage de l'Institut d'Education physique, notamment des terrains de tennis. Près des Homes, trois courts de tennis et un terrain de football sont largement utilisés par les résidents et leurs amis.

Nous espérons améliorer les installations assez rudimentaires du club de sports de rivière de l'Île Rousseau.

Sous la menace d'un lotissement à nos portes, nous devenons propriétaires du territoire que M. Bernheim avait temporairement mis à la disposition du Royal Golf Club. Nous le louons pour un



loyer indexé de 400.000 F au Golf Club qui l'entretient et se flatte d'avoir un des plus beaux terrains de Belgique.

Le Club Equestre de l'Eperon existe depuis 1949 sur le plateau. Nous sommes obligés de l'exproprier pour réaliser des installations communautaires mais nous lui offrons, à bail pour une durée de vingt ans, un club-house, un manège et ses dépendances sur un terrain du Patrimoine en bordure du Golf, le long de la route qui va de Boncelles à Tilff. Le coût est de 6.362.000 F. L'Eperon a versé anticipativement 2.000.000 F et s'acquitte chaque année d'un loyer indexé qui en 1970 était de 170.000 F. Les cavaliers profitent largement des pistes qui leur sont ménagées.

Je passe avec ces Clubs des conventions grâce auxquelles tout le personnel universitaire peut pratiquer golf et cheval à des conditions nettement avantageuses par rapport aux cotisations et tarifs normaux.

Nous avons toujours été convaincus que nos étudiants ont besoin d'exercice et qu'un bon équilibre physique les aide dans leur travail. De tout temps, il y a, à l'Université, de jeunes enthousiastes du sport. En 1904, ils créent le Cercle athlétique des Etudiants qui plus tard devient le Royal Cercle Athlétique des Etudiants : RCAE. Ses membres, depuis l'origine, font des sports de salle et de plein air dans des conditions souvent difficiles et qui exigent d'eux une louable persévérance. C'est une joie pour nous de mettre à la disposition des descendants de ces premiers pionniers, dans des installations de choix, toute une gamme d'activités de sport et de délassement. Nous espérons vivement que les plus sédentaires de nos étudiants vont se laisser séduire par le confort de nos équipements et l'exemple, sous leurs yeux, de tant de camarades puissant entrain et endurance dans de joyeuses joutes sportives.

Tous ces privilèges ne sont pas réservés aux étudiants et au personnel universitaire. Aux heures libres (en dehors des enseignements et des recherches), la piscine est accessible à tous et les terrains de sports, à tous les Clubs de la région.

Nous avons vu que le public est non seulement admis mais encouragé à venir au Sart Tilman. Très vite, il répond à ces offres d'évasion aux portes mêmes de la ville. Nous sommes ravis de voir tant d'enfants jouer sur les pelouses, de promeneurs s'enfoncer dans les bois où ils rencontreront sans doute des cavaliers, peut-être

un chevreuil ou un sanglier, de visiteurs monter sur les terrasses des amphithéâtres pour admirer le paysage, d'amateurs de sciences naturelles penchés sur les collections du Jardin botanique.

Les aires de jeux attirent sportifs et supporters et, pour qui traverse le domaine un jour de congé, cette animation est une source de plaisir et d'optimisme.

Disons tout de suite que, plus tard, quand tout le Sart Tilman sera sauvé dans le cadre de ce qu'on appellera l'aménagement des 2.000 ha, de nouvelles possibilités sportives seront offertes à la jeunesse et l'ensemble du territoire deviendra ce lieu béni de sain délassément que les hommes les plus clairvoyants espèrent depuis bientôt trois quarts de siècle.





## Infrastructure

L'étendue du territoire fait de l'infrastructure (routes, égouts, eau, gaz, électricité, chauffage) un problème majeur car il faut la prévoir d'emblée, à la fois pour toute l'étendue du domaine.

Heureusement, grâce aux travaux d'urbanisation, nous connaissons les zones d'implantation des bâtiments à quelques dizaines de mètres près et leur degré de fréquentation. Nous avons donc tous les éléments qui nous permettent de décider où il faut tracer les routes, l'importance qu'il convient de leur donner et comment profiter, autant que possible, de trouées forestières nécessaires pour placer les canalisations de distribution de fluides divers.

### A. — ROUTES

#### a) DÉTOURNEMENT DE LA ROUTE DU CONDROZ.

Le problème du réseau routier se heurte à un obstacle initial redoutable : l'actuelle route du Condroz, large artère à trafic intense, coupe notre domaine et sépare de façon fort dangereuse la zone des Sciences fondamentales de celle des Sciences appliquées, plus périphérique. Pour relier ces deux territoires, il faudrait de nombreux ouvrages d'art, onéreux et encombrants. Cette situation est irrationnelle à une époque où tous les milieux scientifiques, économiques, sociaux, réclament des liaisons entre la recherche pure et ses applications. Nous avons depuis toujours souffert de leur absence à Liège et mesuré les graves inconvénients qui en résultent pour l'enseignement et la recherche.

Nous regardons longuement la carte de la région. Une solution est logique : déplacer vers le Nord un tronçon de la route du Condroz et rétablir notre unité. Cette initiative paraît, à première

vue, osée mais qu'est une petite opération chirurgicale passagère en regard de l'avenir qu'elle sauve d'une tare permanente ?

Le problème est longuement exposé aux Ministres Larock (Instruction Publique) et Merlot (Travaux Publics) au cours d'une visite qu'ils font au Sart Tilman le 23 décembre 1961 – et nous leur proposons de détourner la route du Condroz. Le Ministre des Travaux Publics accepte « en principe » notre suggestion. Mais le projet est combattu par les habitants de la Cense rouge, quartier résidentiel du Sart Tilman, qui craignent le voisinage immédiat d'une grand-route très fréquentée. C'est le 29 novembre 1965 seulement, lors d'une visite des Ministres Dehousse et De Saeger et de leurs Chefs de Cabinet, Liégeois, ingénieur en chef-directeur du Service des Routes de Liège et Thiry, inspecteur général des Ponts et Chaussées à Bruxelles, que la décision définitive est prise.

Les travaux sont effectués en 1967.

En fait, ce détournement allonge la route du Condroz de 700 m mais respecte la chapelle-église construite sur l'emplacement de la ferme du Peuplier où des soldats qui défendaient Liège lors de l'attaque surprise allemande, ont passé la nuit qui précédait les glorieux et meurtriers combats du Sart Tilman en 1914.

La nouvelle route suit l'allée de la Cense rouge et a pu être établie sans expropriation d'immeubles. Le tronçon, récupéré au bénéfice de l'Université va approximativement de l'église du Sart Tilman à la Tour du Bol d'Air.

Le territoire de l'Université est – enfin – réuni. La vie universitaire, demain, s'en trouvera enrichie. Aujourd'hui, les travaux d'aménagement sont de beaucoup simplifiés.

#### b) RÉSEAU ROUTIER UNIVERSITAIRE.

Un premier principe s'est imposé dans la distribution du réseau routier du domaine : *il ne faut pas de routes à l'intérieur du grand fer à cheval, le long duquel vont s'édifier les bâtiments*. Seuls, d'excellents chemins réservés aux piétons vont parcourir les versants de cette pittoresque vallée qui gardera ainsi sa beauté, la pureté de son atmosphère, son silence.

La route générale d'accès aux Instituts formera dans l'ensemble un fer à cheval parallèle et extérieur à celui des constructions et



détachera au niveau des bâtiments de courts diverticules de jonction. Branchée sur la route du Condroz au niveau de l'entrée Nord du domaine, elle contourne par les crêtes et en suivant le relief naturel, la vallée du Blanc Gravier pour rejoindre au Sud la future autoroute des Ardennes.

Cette route est, en réalité, double, constituée de deux bandes de circulation à sens unique de 7 m de large et qui, tantôt se rapprochent, tantôt s'éloignent l'une de l'autre, embrassant des gazons, des bouquets d'arbres. La largeur de ces bandes a été définie grâce aux recherches très élaborées sur le trafic par le Service de programmation. Étudiée par Unisart, la route est longue de 1.500 m.

Comme je le disais, le 9 juillet 1964, lors de l'inauguration de la route de pénétration dans le domaine universitaire commencée le 20 décembre 1962 :

Les tracés ont été minutieusement établis en accord avec le Conseil scientifique du domaine, de telle manière que soient respectées au mieux les beautés naturelles du territoire. Les beaux arbres ainsi que les zones d'intérêt botanique ont été contournés dans toute la mesure du possible.

A cette route seront annexés des *parkings*. Ces parkings qui existent actuellement sont ou seront dissimulés le mieux possible par des écrans de verdure. Plus tard, la quantité d'autos augmentant (on en prévoit 5.000 malgré un service suivi d'autobus), on fera des parkings à plusieurs niveaux encastrés dans la pente de certains terrains et des solutions satisfaisantes au point de vue esthétique sont déjà mises au point. Les parkings se multiplient évidemment auprès des Instituts; en attendant que les paravents de verdure deviennent assez hauts pour les dissimuler, ils brisent l'harmonie de l'ensemble. La face externe des bâtiments est ainsi temporairement un peu sacrifiée.

Mais ce que nous voulons de toute notre force, c'est qu'aucune auto ne franchisse la limite du fer à cheval. Le visage que l'Université tourne vers la vallée doit être épargné et doit encadrer une zone de paix qui ait le charme de ces quelques rues privilégiées que chaque ville tente d'arracher au trafic motorisé.

Même si, au début, la valeur spirituelle de cette disposition échappe à quelques-uns, tous ne tarderont pas à comprendre que l'un des plus beaux cadeaux de l'Université, c'est cela : ce calme,

ce silence, cette quiétude qui sont si nécessaires à l'exercice de la pensée et à la vie intérieure.

#### B. — DISTRIBUTION D'EAU

La distribution d'eau dans le domaine est assurée par deux conduites maîtresses de 800 mm de diamètre sur lesquelles viennent se greffer des canalisations secondaires. Au stade final, le réseau aura une longueur de 13 kilomètres environ. L'alimentation principale est assurée par la conduite Eupen-Seraing; l'alimentation de secours, par celle de la route du Condroz (conduite de 150 mm).

#### C. — GAZ

Le gaz est fourni par l'« Association liégeoise du gaz ». Le réseau intérieur est constitué d'une conduite maîtresse, pratiquement orientée Nord-Sud, de 150 à 200 mm de diamètre. Au stade final, le réseau atteindra 6 kilomètres.

#### D. — ELECTRICITÉ ET CHAUFFAGE

Parmi les problèmes posés par l'infrastructure, celui qui donne lieu aux difficultés les plus nombreuses est la distribution de l'*électricité et du chauffage*. Ayant estimé que les besoins de l'Université, complètement achevée, absorberaient 20 à 25.000 KW quart-horaire, et 100 millions de Kcal/h de puissance horaire maximum, nous confions à une Commission de spécialistes le soin de savoir si — comme on l'avait fait au Val-Benoît avant la dernière guerre — nous devons construire une *centrale mixte* capable de nous donner à la fois les calories et l'énergie électrique (quitte à revendre l'excédent, au moment des minima de consommation, aux entreprises d'électricité comme la Linalux) ou nous contenter de fabriquer des calories et d'acheter l'énergie électrique. L'avis de la Commission est formel : la solution la plus économique est la construction d'une centrale mixte.

En tant que membre du Bureau et du Conseil de l'*Institut inter-universitaire des Sciences nucléaires*, je suis, à cette époque, très attentif aux problèmes de l'énergie nucléaire.



Sur les conseils de M. Rykmans, Commissaire à l'Énergie atomique, je fais des efforts pour y sensibiliser les industriels de Liège. Je les réunis en décembre 1954 à l'Université pour leur faire part des possibilités de recevoir, pour des recherches sur l'énergie atomique, des subventions prélevées sur un « compte spécial » approvisionné vraisemblablement par le produit des ventes de minerais d'uranium, pendant la guerre, aux Américains. Je leur dis :

En tant qu'Européens, comment ne pas voir que, pour l'Europe — cette grande nation avec ses 250 millions d'habitants, son potentiel industriel et intellectuel considérable — le problème de l'énergie est capital ? Même unie, cette Europe ne sera jamais totalement libre de ses mouvements, de sa politique si, en matière d'énergie (et le charbon sera bientôt épuisé), elle doit être tributaire de l'étranger et, plus particulièrement, des pays arabes pour le pétrole.

Cette intervention n'est, semble-t-il, suivie d'aucun effet.

Un peu plus tard, je préside la « Commission de l'énergie nucléaire » constituée au sein du Conseil national de la politique scientifique; j'ai ainsi accès aux informations les plus complètes et puis discuter avec les hommes les plus compétents susceptibles de me donner leur avis; je suis amené à m'intéresser à un réacteur nucléaire de faible encombrement capable de nous fournir l'énergie nécessaire. Il s'agit du réacteur « Vulcain » inventé par M. Maldague, ingénieur belge, administrateur-directeur de la Belgonucléaire. La puissance de ce réacteur est parfaitement appropriée à nos besoins; il a les dimensions d'une cuve de 5,30 m de hauteur, 2,30 m de diamètre et contiendra une tonne d'uranium dont l'activité dure deux ans et qui est capable de produire une énergie équivalente à 100.000 tonnes de charbon. Le projet du réacteur a été développé à l'origine, sous l'égide de la Belgonucléaire, par un consortium de 31 sociétés belges groupées au sein d'un syndicat. Un prototype a été installé à bord d'un navire anglais.

Un prototype du noyau « Vulcain » est mis à l'essai à Mol et atteint sa valeur critique en avril 1963.

Un réacteur du type « Vulcain », puissant, peu encombrant semble pouvoir apporter à notre problème une solution excellente. Le seul point noir est que *les essais doivent se poursuivre encore un an pour être tout à fait concluants*, ce qui ne laisse pas de nous inquiéter.

Nous nous mettons, cependant, à la recherche d'un endroit pour placer le réacteur. Le meilleur est assurément l'une des îles Rousseau que nous possédons sur l'Ourthe (sur laquelle étaient installées naguère les usines Raskin).

Les pourparlers avec la Belgonucléaire durent longtemps et je vois avec inquiétude que les bâtiments seront achevés sans que nous soyons en mesure de les approvisionner en électricité et en chaleur. Au printemps 1964, ayant appris que les essais du réacteur doivent encore se prolonger jusqu'à l'automne, je me sens littéralement pris de court. Je ne reçois d'ailleurs, de la part des constructeurs, aucune garantie formelle. Il nous faut d'urgence choisir une solution de rechange.

Nous renonçons donc au « Vulcain ». Dès lors, pressés par le temps, nous abandonnons le projet de fabriquer *simultanément* les kilowatts et les calories, décidons de nous relier au réseau électrique d'une part et de construire une centrale de chauffe, d'autre part.

#### CENTRALE DE CHAUFFE.

On choisit d'édifier celle-ci dans la partie Nord du domaine universitaire qui est la plus exposée aux fumées venant de la vallée. Les sources de pollution seront ainsi concentrées dans cette zone.

Si l'on tient compte d'une programmation prospective basée sur l'accroissement des activités de l'Université et d'une marge de sécurité, la centrale de chauffe doit être capable de fournir 120 millions de Kcal/h.

C'est Claude Strebelle qui est chargé d'étudier l'architecture du bâtiment, avec la collaboration de l'architecte Chatelain, le bureau Courtoy de Bruxelles (partie Unisart) faisant fonction d'ingénieur-conseil. L'architecture résultant de l'adaptation du contenant au contenu est bien réussie : une surface carrée au plancher de 1.600 m<sup>2</sup>, des niveaux supérieurs de plus en plus réduits déterminent une toiture pyramidale recouvrant très exactement les espaces fixés par le gabarit des six chaudières et de leur matériel complémentaires.

Cette centrale de chauffe, aux fonctions essentielles mais modestes, on aurait pu – et pour le même prix – l'abriter dans une solide remise sans art. Et voici que s'élève pour elle un pavillon



étrange et aérien, si original qu'il vaut à son auteur, en mars 1970, le premier prix international Eternit.

Commencée en août 1960, la centrale est fonctionnelle en juin 1968.

Actuellement, le nombre de calories nécessaires ne dépassant pas 32 millions de Kcal/h, deux chaudières seulement sont installées. Une troisième chaudière de 20 millions de Kcal/h y sera logée au moment de la construction de l'hôpital.

Au stade final, le bâtiment comportera six chaudières dont les emplacements sont d'ores et déjà réservés.

Le principe de chauffage adopté est du type chauffage urbain à eau surpressée. L'eau est distribuée à 180 °C (donc à 14 kg/cm<sup>2</sup> de pression); au retour à la centrale, sa température est encore de 110 °C. Au départ du bâtiment, trois « feeders » souterrains alimentent des zones territoriales distinctes : un pour la zone Est, un pour la zone centrale, un pour la zone Ouest.

L'autonomie du combustible est assurée par deux tanks d'une capacité respective de 400.000 litres de fuel; mais les installations sont prévues pour pouvoir fonctionner ultérieurement au gaz naturel avec un minimum d'adaptation.

Nous apportons le plus grand soin à limiter au maximum la pollution résultant du fonctionnement de notre centrale.

En ce domaine, l'Université a évidemment le devoir de se poser en exemple.

Ayant à cœur de promouvoir un effort général d'assainissement de la région liégeoise, l'Université se doit enfin d'innover et de catalyser un vaste mouvement destiné à assurer à la communauté liégeoise des conditions d'environnement propices à son renouveau et à son épanouissement. Toute mesure ou tout système qu'elle pourrait suggérer à longue échéance à la communauté serait inévitablement remis en question si elle-même ne s'y conformait pas <sup>(1)</sup>.

## E. — EGOUTS

Un autre problème important est celui des *égouts* pour lequel nous adoptons, pour éviter d'abîmer le site, un moyen original

(1) Projet d'enquête prospective destiné à définir le degré de pollution atmosphérique résultant de l'installation d'une centrale de chauffe au Sart Tilman par C. Heusghem et D. Rondia.

consistant à construire des conduites en « tunnel creusé », plutôt que des conduites enterrées. La solution du collecteur en tunnel, creusé à des profondeurs variant de 25 à 60 m, d'une longueur d'un peu plus de 2.500 m (non compris les collecteurs secondaires) et capable d'évacuer plus de 12.000 litres par seconde, se révèle la plus économique. Le tunnel (première tranche) est inauguré le 1<sup>er</sup> juin 1966 (1).

#### F. — POSTE CENTRAL DE COMMANDE

Le bâtiment a la forme d'un U entourant un espace central sous lequel pénètrent les câbles électriques qui se distribuent au domaine.

Il présente trois niveaux de plus ou moins 1.130 m<sup>2</sup> brut, soit une surface totale d'environ 3.400 m<sup>2</sup> brut.

*Il renferme :*

- a) la sous-station principale alimentant la totalité du réseau HT du territoire;
- b) le commutateur téléphonique pour les lignes locales (2.000 pour l'instant) extensible à 5.000 et à 8.000, moyennant aménagement;
- c) le départ de la distribution des gaz naturels (chambre de commande à proximité);
- d) la télécommande de l'ensemble réseau HT et la télésurveillance (haute tension, ascenseurs, incendies).

Ses façades en voile de béton raidi sont recouvertes d'une peau isolante et imperméable. Sa construction répond à la nécessité d'un isolement thermique important. Trappu et revêtu de noir, avec la seule fente étroite et claire de ses longues baies en retrait, ce bâtiment étrange, refermé sur le mystère de ses cadrans lumineux évoque bien, à l'entrée du domaine, l'image d'une vigie dont les yeux circulaires ne laissent rien échapper.

L'infrastructure a été faite d'emblée pour l'ensemble du domaine. Nous y étions pratiquement obligés pour que soient fonctionnels des bâtiments aussi éloignés que la Botanique et les Homes.

(1) Il est apparu, depuis la construction de ces tunnels, que la nappe phréatique du domaine s'abaissait dangereusement. La cause en a été trouvée dans la présence de canaux de drainage établis au moment du creusement du tunnel et la situation se normalise.



Cette mesure de politique à long terme nous a parue sage et prévoyante : même si elle grevait notre premier subsidé, elle devait, par la suite, nous épargner bien des dépenses.

Nous avons pris la décision à un moment où nous pensions que le transfert de l'Université durerait dix ans. Des difficultés financières tout à fait imprévues ont ralenti nos travaux de sorte que le capital représenté par l'infrastructure est malheureusement resté en grande partie improductif pendant un laps de temps que rien ne faisait envisager. Malgré ce retard infiniment regrettable, nous croyons encore que ce premier geste facilitera grandement les réalisations ultérieures.



## Bâtiments

### A. — TOUT PREMIERS BÂTIMENTS

L'Université sera reconstruite au fur et à mesure de nos moyens financiers. Les subsides que nous recevons nous sont donnés en « tranches » successives à une cadence que nous espérons assez rapide pour que le transfert des départements ne dure pas plus de dix ans car la période de transition présentera de sérieux inconvénients tant pour les professeurs que pour les étudiants, et pour nous, un gaspillage dans la mesure où l'infrastructure reste inemployée au Sart Tilman et où nous devons consentir des dépenses dans les bâtiments de Liège.

Il y aura donc une première « tranche de bâtiments ». Nous y pensons beaucoup et nous souhaitons que leur édification se fasse parallèlement pour que le Sart Tilman soit occupé d'emblée par un certain nombre d'étudiants et de chercheurs et présente ainsi de l'animation.

Mais, avant que les travaux préliminaires ne soient terminés, avant que le plan d'urbanisation ne soit tracé, les ordres de transfert établis, deux cas d'urgence se présentent de façon si impérative au Conseil d'Administration qu'il décide de les faire passer avant le gros du peloton de la « première tranche », ce sont le « Magasin à Livres » et l'« Atelier d'architecture ».

#### 1. — *Annexe de la bibliothèque*

Le premier bâtiment qui est érigé au Sart Tilman est un « *magasin à livres* ».

A la bibliothèque de l'Université de Liège installée à la Place Cockerill, une accumulation grandissante de livres et le manque



de place posent un problème angoissant qui a tourmenté tous mes prédécesseurs. Des caves, des greniers sont annexés. Les déménagements se succèdent. Mais si les ouvrages finissent par être casés, leur consultation devient de jour en jour plus malaisée et la protection contre l'incendie, de plus en plus aléatoire. C'est pourquoi, dès le mois de mars 1960, le Conseil d'Administration met à l'ordre du jour la construction d'un local destiné à décongestionner la bibliothèque centrale.

A ce moment, le transfert de notre Alma mater est décidé; il est donc opportun que le bâtiment qui abritera une partie de nos collections soit édifié, non en ville, mais directement au Sart Tilman.

Le plan d'urbanisation de notre domaine n'est pas encore fait, mais on installera l'annexe de la bibliothèque en un point périphérique du territoire. De cette façon, elle ne contrariera en rien le projet d'ensemble, quel qu'il soit.

Lors de l'inauguration de ce bâtiment, le 14 octobre 1965, je dis :

Le destin malicieux a voulu que la première construction érigée dans le nouveau campus universitaire du *Sart Tilman* fût conçue pour recueillir les richesses bibliographiques cédées en 1817 par la Ville de Liège à la jeune Université. Celle-ci les a soigneusement conservées, jusqu'à ce jour, dans une aile de l'ancien bâtiment des « Jésuites-en-Ile » où s'ouvrirent les cours de notre Alma mater qu'un décret du Roi Guillaume d'Orange avait érigée au lendemain même de la réunion de la Belgique et de la Hollande.

Désormais, le sort des souvenirs de notre histoire est lié à celui du domaine sur lequel nous fondons tous les espoirs pour notre avenir.

Nos liens avec le passé sont des maîtres atouts que nous envient souvent ceux que la conjoncture contraint aux rôles de pionnier...

... Par ailleurs, à une époque où chacun se plaît à mettre en lumière le rôle prééminent de l'Université dans le développement et la diffusion du savoir humain, la mission des établissements de haut enseignement dans le domaine de la conservation du savoir risquerait peut-être d'être sous-estimée. Or, bibliothèques et musées servent d'appui logistique indispensable, tant à l'enseignement qu'à la recherche scientifique; ils forment, avec les laboratoires, l'infrastructure de base de notre Alma mater.

A défaut d'être spectaculaire, la mise en service de cette nouvelle section de la Bibliothèque universitaire au Sart Tilman ne manque pas d'être significative et évocatrice.

Cette première construction au Sart Tilman est confiée à l'Architecte Vandenhove, Bureau d'étude Lesage, Yodin, Setu.

Le bâtiment est accroché à la colline boisée, à l'écart de la route qui descend de Boncelles vers Tilff, sous la zone d'implantation réservée à l'hôpital.

Il épouse les courbes de terrain et ne dépasse pas la hauteur des arbres. Long de 45 m, large de 27 m, il comporte 2 niveaux plus un niveau intermédiaire et sa surface totale est de 3.200 m<sup>2</sup>. Les toitures plates, recouvertes de gazon, forment des terrasses qui se prolongent dans le paysage. Si le niveau inférieur, encastré dans le sol et le niveau intermédiaire reçoivent très peu de lumière naturelle, ce qui favorise la conservation des livres, le niveau supérieur est entièrement vitré. Des stores ont même dû être prévus pour éviter l'éblouissement en cas de très grand soleil.

Ce qu'on appelle le « magasin à livres » doit être, en effet, à côté d'un précieux entrepôt pour collections, une vivante bibliothèque largement ouverte aux étudiants. Ils ont à leur disposition, dans cette salle de lecture particulièrement lumineuse et dont la vue est très belle, tous les livres et traités qui leur sont utiles, un service de prêt, un service de reproductions photographiques.

L'enrichissement en ouvrages spécialisés pour les étudiants suit l'ordre de transfert des Facultés au Sart Tilman.

## 2. — *Atelier du Sart Tilman*

Tout le monde s'accorde à souhaiter que la nouvelle Université s'intègre à la région du Sart Tilman de façon si intime que l'ensemble forme une véritable unité. Elle ne doit pas être isolée de l'environnement comme si un mur invisible l'enveloppait mais se prolonger naturellement, fraternellement dans les petits villages qui l'entourent et dans la campagne.

Il faut aussi qu'elle s'incorpore au paysage. Pour décider de l'emplacement exact et de l'orientation d'un bâtiment, les architectes ont les documents les plus variés jusqu'au régime des vents et de la pluie. Mais c'est peu de connaître le site par des mensurations si on ne le sent pas, si on n'est pas imprégné de son atmosphère à toute heure du jour, sous toutes les lumières. *Je voudrais qu'au Sart Tilman, une véritable communion s'établisse entre la nature*



*et les hommes.* Je pense que les architectes et les ingénieurs seront mieux inspirés et plus proches des sentiments de ceux qui, demain, évolueront dans ce décor si eux-mêmes s'y plongent et y vivent. C'est pourquoi je suis convaincu que la première chose à faire au Sart Tilman est d'y ménager des cellules de travail pour que architectes, ingénieurs, dessinateurs s'y installent tout de suite et mènent leurs études dans l'ambiance et le voisinage immédiat de l'endroit où vont s'élever les constructions dont ils font les projets. Je vois ces cellules très simples, élémentaires même, ce qui n'en excluera pas le charme, bien insérées dans la forêt. Elles formeront en quelque sorte au moment des premières méditations, des premières discussions, des premières collaborations, un point de rassemblement spirituel où viendront librement s'unir l'imagination et l'ardeur de tous les artisans de la grande œuvre qui prend naissance.

Le Conseil d'Administration partage mon point de vue et l'on bâtit, en panneaux de bois préfabriqués, ce que mes collaborateurs appellent eux-mêmes l'« Atelier » du Sart Tilman. Il est inauguré le 13 mai 1962. J'y prononce l'allocution suivante :

Dès lors que la nouvelle Université de Liège au Sart Tilman est considérée non comme un cortège de bâtiments, chacun fonctionnel pour lui-même, mais comme un ensemble profondément humain, où la grande famille universitaire trouve à s'épanouir dans la beauté et la variété exceptionnelle du site, dans la confiance que confère la certitude d'une fraternelle ambiance, dans le climat d'un humanisme présent à chaque détours et toujours renouvelé, l'Université se devait, au départ, de mettre à la disposition de ceux qui ont reçu la mission d'accomplir ses volontés, un endroit de travail adapté à ces circonstances.

Savants, Ingénieurs, Architectes, Dessinateurs, le rôle d'aucun d'entre eux n'est a priori décisif. Dans une œuvre d'une telle ampleur, chacun avec son message personnel, apportera sa récolte à l'œuvre commune, comme chaque abeille vient à la ruche enrichir le miel des divers parfums butinés.

En construisant *l'Atelier du Sart Tilman*, nous avons édifié une ruche digne de nos abeilles et, pour que l'image soit sans défaut et l'adaptation parfaite, ce sont aussi les abeilles qui ont construit la ruche. Car c'est à tous nos architectes et nos ingénieurs que nous devons les locaux que nous inaugurons aujourd'hui.

Ces cellules de travail, sont, comme vous le voyez, sobres, modestes, lumineuses, de goût parfait. Vous y rencontrerez, si vous êtes attentif, des commodités particulières qui sont le signe d'une volonté commune :

celle de pouvoir profiter des heures où la muse chante, que ce soit la nuit ou le jour.

En ce sanctuaire où les artistes, les esthètes et les savants vont ensemble unir leur pensée, tout me paraît appeler la fraternelle confiance. Sans doute, ces lieux entendront-ils maints désaccords. Cela voudra dire, puisqu'il s'agit de gens de bonne volonté, qu'on ne négligera aucun effort pour s'approcher d'une vérité.

Une vérité ? Oui. C'est à dessein que j'emploie ce langage. L'Université étant, par essence, une Maison en perpétuel devenir, il ne peut y avoir de vérité que celle du moment. Il faut donc se hâter de la saisir. D'unir vos efforts, augmente cette chance. Il n'y aura donc pas lieu de chercher toujours mieux, car en un domaine où les données changent avec le temps, la solution devient insaisissable.

Le 25 septembre 1816, le Roi Guillaume I<sup>er</sup> d'Orange fondait l'Université de Liège. Notre Alma mater fêtera donc, en 1966-1967, le 150<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance. Les procès-verbaux du Conseil d'Administration affirment que c'est cette même année 1966-1967 que nous inaugurerons les bâtiments dont l'édification fait partie de notre premier plan de constructions.

Il faudra, Messieurs, être prêts pour ce rendez-vous de l'histoire.

Aux Collègues, aux Architectes, aux Ingénieurs et à leurs collaborateurs, je remets aujourd'hui ce qu'eux-mêmes ont désiré voir appelé « *L'Atelier du Sart Tilman* ».

Puisse ce cadre qui va, dans les jours qui viennent, bourdonner de votre présence, être le noble creuset des fécondes pensées qui doivent vous conduire à faire vite, mais bien, ce qui doit figurer parmi les complexes les plus étonnants du monde par sa simplicité, par son audace, par l'heureuse conjonction des Arts et des Sciences, en un mot, par son humanisme universel.

L'Atelier compte huit pavillons : une maison de gardien, un local administratif, une salle de réunion et cinq cellules de travail. Ces pavillons sont séparés par des patios gazonnés. Des haies de charmes et de hêtres les cloisonnent. De minces sentiers de dalles claires vont d'une porte à l'autre et sont autant de traits d'union que suit le pas des hommes.

Ces espaces verts servent aussi de jardins d'essais à certains matériaux extérieurs qui doivent subir l'épreuve du temps et le voisinage de la végétation : murs, muret, dalles variées mariés avec l'herbe, la mousse, le lierre, le taillis.

Construit en 1961 – pour la somme de 5.500.000 F, infrastructure



comprise, en matériaux non durables – l'Atelier est toujours en parfait état.

Il est bien le sanctuaire imaginé au départ. C'est là que travaillent l'Architecte-coordonnateur, Claude Strebelle et son équipe, c'est là que se tiennent depuis longtemps les réunions du Conseil des Bâtiments, c'est là que viennent et se rencontrent tous ceux qui sont attachés à la grande réalisation du Sart Tilman.

La forêt l'entoure et, de l'ensemble de ce petit village de bois niché dans les arbres, se dégage à chaque visite, une impression d'activité heureuse et féconde, de souriante simplicité, de sérénité. Claude Strebelle habite à deux pas, dans une maison blanche <sup>(1)</sup>, avec sa famille. J'ai personnellement beaucoup insisté pour qu'il accepte de vivre là et je m'en réjouis tous les jours. Au cours des promenades qui enchantent ses loisirs, il a si bien appris à connaître et à aimer le domaine qu'il a pu me dire récemment « petit à petit il m'est devenu aussi familier que le jardin magique de la maison paternelle ».

C'est pourquoi son enthousiasme se répand si naturellement autour de lui et c'est pourquoi il fait découvrir aux non initiés l'accord profond et subtil qui existe entre la nature et l'âme des hommes.

## B. — PREMIÈRE TRANCHE DE CONSTRUCTION

### 1. — *Introduction*

Le plan d'urbanisation adopté par le Conseil d'Administration en juillet 1961, l'ère des réalisations s'ouvre. Des études préalables approfondies terminées ou en voie de l'être nous donnent une grande confiance et assurent notre marche. Toutes les Facultés monteront peu à peu sur le plateau au fur et à mesure de nos moyens financiers. Mais cette nouvelle Université ne sera pas bâtie d'une façon systématique en suivant un plan académique comme ce pourrait être le cas si la situation à Liège était partout équivalente. Notre politique sera une politique du besoin. Nous établirons des priorités en tenant compte des conditions actuelles de travail. La Faculté des Sciences vit dans une grande indigence et, souvent,

(1) Dont il rembourse la valeur locative à l'Université.

dans un sentiment de frustration. Ce sont les plus déshérités de ses services que l'on doit sauver tout d'abord : les plus pauvres, ceux qui ne peuvent suivre les progrès des techniques, faute de place.

Le Conseil d'Administration va donc se pencher sur des critères de misère, mais aussi d'inadaptation à l'évolution rapide des disciplines. Il décide de bâtir le plus tôt possible les Instituts de Botanique, de Chimie, de Physique, d'Education Physique, d'Electrotechnique, des Services techniques, des Amphithéâtres, des Homes et un Restaurant. Ces divers bâtiments sont en principe mis à l'étude simultanément. Mais l'évolution des constructions n'est pas parallèle à cause de délais inégaux dans la mise au point de programmes extrêmement variés, dans la rédaction des cahiers des charges, à cause de difficultés particulières que présentent ces bâtiments voués à des techniques complexes et qui réclament des méthodes de travail très compliquées, à cause aussi d'embarras financiers passagers, d'accrochages aux adjudications, d'immobilisations de chantiers dues aux intempéries. Les chantiers n'avancent pas au même rythme et l'occupation des locaux se fera en ordre dispersé.

L'Institut d'électronique est même reporté par suite de retards dans la nomination de titulaires de cours importants. Il est remplacé dans la « tranche » par un Institut des Sciences Minérales et de Géographie qui connaîtra aussi quelques difficultés de mise au point et dont l'exécution sera elle-même différée.

Toutes les équipes commencent leur travail, se réunissent, se concertent. Une sorte de fièvre s'empare de tous. Mes visites sont fréquentes et je suis les études avec passion.

Quelle que soit la destination finale et l'originalité de chacun de ces bâtiments, il faut que tous aient entre eux une sorte de parenté due aux rapports des formes, des volumes, de la couleur, à la façon de répondre à la vie qui s'y installera en favorisant les relations et les échanges : des Instituts clairs, agréables, où l'on travaillera bien.

Malheureusement, pour des raisons d'économie, la plupart des bâtiments de recherches doivent avoir cinq étages. D'emblée, nous rencontrons le problème du prix des matériaux. Le béton s'impose : il est le moins cher ; de plus, il se prête à des formes souples comme celles des amphithéâtres. Par ailleurs, fabriqué avec la pierre du pays, il s'harmonise avec des horizons bleutés et, bien traité, fait de belles constructions à la tonalité discrète.



Ce premier geste n'engage en rien l'avenir. D'autres matériaux peuvent être utilisés : pierre, bois, métal, pourvu qu'ils restent en accord avec la fine atmosphère des paysages de l'Ardenne condrusienne.

## 2. — *Service d'Etudes techniques*

Le premier construit, ce bâtiment doit abriter tous les services de l'Université qui dirigent et orientent les réalisations du Sart Tilman : programmation, direction des études, direction et surveillance des chantiers, service des marchés et information. Il doit avoir des contacts permanents avec l'extérieur, c'est pourquoi il se trouve à l'entrée du domaine, près du village du Sart Tilman.

Comme il est consacré à des activités diverses, et notamment, au contrôle des cahiers des charges et des travaux et aux suggestions concernant les matériaux à utiliser, il comporte, à côté de bureaux et de salles d'information, des ateliers et des magasins.

Ce bâtiment se compose de deux étages abritant tous les bureaux et de quatre volumes plus petits à niveau unique articulés autour du hall d'accès et formant entre eux un patio qui prolonge les surfaces de réception.

Le bâtiment principal est constitué extérieurement d'éléments pare-soleil porteurs en béton et de bandeaux horizontaux ceinturant les façades. Il est distribué en trois travées longitudinales séparées par des voiles porteurs en béton.

Les surfaces extérieures des murs des ailes et certaines cloisons intérieures sont en béton nervuré et retravaillé dans la masse pour mieux accrocher la lumière et les plantes grimpantes.

Cette construction très sobre et assez basse s'intègre bien dans une zone de prairie légèrement vallonnée. Quantité d'arbustes et de plantes vertes l'encadrent et accentuent encore son aspect accueillant. Elle renferme, dans un grand local tapissé de plans et de photographies, la maquette du domaine et reçoit à ce titre les visiteurs du Sart Tilman qui, d'un coup d'œil, peuvent se rendre compte du relief, de la topographie du terrain et des problèmes des bâtiments universitaires.

### 3. — *Restaurant et annexe culturelle*

Le Restaurant est situé près des Amphithéâtres, non loin des Homes. Il sera une rotule entre la zone des Sciences exactes et celle du Droit et de la Philosophie et Lettres. Sa réalisation est confiée à l'Architecte Jacqmain, Bureau d'études Unisart.

Certains le trouvent lourd et un peu écrasant, d'autres apprécient beaucoup sa puissance et sa sobriété.

Il est construit dans la pente et le rez-de-chaussée est, en fait, à deux niveaux dans la partie tournée vers la vallée.

Ce rez-de-chaussée est curieux et inattendu. On a l'impression de pénétrer sur une petite placette peu éclairée, centrée par une cafétaria en contrebas. Tout autour, on trouve des locaux à usages divers, ici, un kiosque à journaux, avec revues, livres, cigarettes, là, un magasin dépendant de l'Union Générale des Etudiants et où s'achètent cours polycopiés, règles à calculer, machines à écrire, etc..., plus loin, une dépendance de la discothèque nationale qui vient offrir des disques deux fois par semaine et a énormément de clients. Les vestiaires du Centre culturel sont au fond. Il y a beaucoup de colonnes, des panneaux d'affichage. Tout cela est plongé dans une légère pénombre qui doit être rafraîchissante par les jours de grand soleil, et puis, tout à coup, pleins de la lumière du ciel, des coins ménagés près des fenêtres comme des boxes intimes où l'on peut lire, bavarder, jouer aux cartes; beaucoup d'étudiants y apportent, de la cafétaria, leur café, leur bière. En descendant quelques escaliers, on trouve d'autres coins et de petites salles à hauts murs où ce serait charmant d'organiser des expositions.

L'étage intermédiaire, technique, inaccessible aux étudiants communique avec l'arrière des bâtiments par une large porte que peuvent franchir les camions. C'est là que sont les locaux administratifs, ateliers de découpage des pièces de viande, surgélateurs, fours à pâtisseries, magasins. Un petit escalier central le relie aux cuisines.

Le niveau supérieur enfin comporte une énorme cuisine centrale, remarquablement équipée – apte à fournir 3.000 repas à midi – et 4 salles de restaurant de 190 places environ chacune. Le Restaurant domine la vallée du Blanc Gravier, les autres bâtiments universitaires et un merveilleux horizon.



Trois de ces salles offrent une vue étonnante. Les restaurants sont équipés suivant le principe du self-service avec choix entre 3 ou 4 préparations mais l'un d'eux est transformé pour un « service à table » à la carte ou menu fixe.

La Direction des Cités Universitaires attache le plus grand soin au recrutement des cuisinières. Le rendement du Restaurant ne sera complet que quand, le transfert de l'Université étant plus avancé, un nombre plus considérable d'étudiants prendront au Sart Tilman le repas de midi.

\* \* \*

*Annexe culturelle* : Le Restaurant (rez-de-chaussée) communique avec une salle de spectacle de 300 places et ses annexes. En hémicycle, avec ses gradins de béton garnis de coussinets lumineux, sa grande scène, elle a beaucoup d'atmosphère et son acoustique est remarquable.

Elle est destinée aux concerts, au théâtre, aux conférences et doit être un lieu de rencontre entre le monde universitaire, les Liégeois et les habitants des villages avoisinants. Lorsque les spectateurs n'ont plus des dos de vingt ans, ils se plaignent un peu de l'inconfort des sièges. Pour que chacun puisse jouir pleinement des spectacles, on décide de substituer bientôt, à ces bancs spartiates des fauteuils à dossier <sup>(1)</sup>.

L'animation culturelle au Sart Tilman, à côté du bénéfice direct qu'en retireront les étudiants, insérera l'Université dans la vie de la région mais sans l'isoler de Liège.

Elle ne fera qu'intensifier les échanges entre l'Université, le centre de la ville et le proche voisinage.

#### 4. — *Homes*

On le sait, les Autorités académiques ont toujours voulu éviter un campus. Aussi, l'opportunité d'un home au Sart Tilman à côté des homes de la ville a-t-elle été discutée. Par ailleurs, beaucoup d'étudiants aiment la campagne. Nous nous rappelons avec émo-

<sup>(1)</sup> Cette transformation a eu lieu.

tion la réponse d'un étudiant à un questionnaire relatif au home souhaité et qui était d'une nostalgie assez déchirante : « je voudrais une chambre d'où l'on pourrait voir un arbre ». Pour finir, il nous paraît sage de laisser aux jeunes gens le choix entre la ville et la campagne <sup>(1)</sup> et nous confions l'édification au Sart Tilman d'un home de 360 places à l'Architecte Jacqmain, Bureau d'études Unisart. Nous le voulons proche du village pour que nos étudiants nouent des relations avec les habitants et profitent des avantages de cette petite communauté.

L'ensemble du home, très animé, est plein de charme. Trois blocs de logements, à 3 niveaux, sont réunis par des galeries à un bloc central bas comportant les services collectifs, l'appartement du Directeur des Cités universitaires et celui des Concierges.

Grâce à une architecture très originale, les 360 chambres ont vue sur le paysage et sont à l'abri des regards. Chaque chambre est un studio meublé d'un divan, d'un bureau, d'une bibliothèque. La garde-robe lingère est placée dans une petite antichambre. L'isolation acoustique est parfaite.

Nous savons que beaucoup d'étudiants n'habitant pas la ville se sentent profondément isolés, ne prennent pas l'initiative d'aller vers d'autres et souffrent de la solitude à un point qui est parfois néfaste à leurs études. Il faut vraiment amener ces jeunes gens à se mélanger. Nous ne retenons pas l'idée de chambres à plusieurs lits qui ne plaît pas à nos étudiants soucieux de pouvoir travailler et d'être à certains moments seuls. Nous évitons l'alignement impersonnel de chambres le long d'un couloir inhospitalier et choisissons la formule des appartements.

Chaque étage compte quatre appartements de huit chambres. Les chambres sont disposées deux par deux; ayant chacune une entrée et un lavabo particulier, elles se partagent la même douche. Les huit chambres ont en commun des sanitaires et une salle de réunion. Les quatre appartements d'un niveau disposent d'une cuisine équipée et d'une salle d'étude.

<sup>(1)</sup> Les demandes dépassent de beaucoup les possibilités d'accueil. Si l'on interroge les occupants des différents homes, on s'aperçoit qu'au début de l'année, beaucoup d'étudiants sont enchantés de pouvoir profiter des attractions de la ville mais, dès que le premier examen partiel se dresse à l'horizon, bon nombre d'entre eux voudraient avoir place au Sart Tilman et travailler dans la paix de la forêt.



Grâce à cette disposition, les deux voisins nouent vite des relations qui ont tôt fait de s'étendre aux occupants de l'appartement, puis de l'étage.

La direction favorise le groupement des étudiants par affinités et pendant le premier mois de l'année, les changements de chambre sont autorisés et fréquents.

Les étudiants des différents étages des trois blocs se rencontrent au rez-de-chaussée central : au snack-bar, dans la salle à manger, dans la salle de ping-pong ou de football de table, dans la salle de musique avec pick-up, dans la bibliothèque, grande et agréable avec son piano, sa cheminée à bois, le paysage qui s'inscrit dans ses vastes fenêtres (et aussi à la laverie : deux machines à laver, une à sécher – et une table à repasser).

Bientôt, les étudiants organisent eux-mêmes une vie culturelle – cinéma, musique – ou des joutes sportives car, près des homes, il y a 2 terrains de tennis et 1 terrain de football.

Les contacts interfacultaires sont donc assurés et aussi, parce qu'il y a 20 à 25 % d'étrangers, des contacts interraciaux.

Mais ce home comble presque trop bien les besoins des jeunes qui n'éprouvent guère le désir d'activités extérieures. Ils forment un petit monde qui se suffit. Ils ne fréquentent pas assez le Cercle culturel du Sart Tilman, situé à 500 mètres. Ils ouvrent leur bibliothèque aux habitants du Sart Tilman et annoncent par affiches dans le village, sous forme d'invitations, les séances dont ils prennent l'initiative sans que les relations soient très suivies.

Bien sûr, si les étudiants des homes vivent plus isolés qu'on ne le souhaiterait, c'est parce que le transfert de l'Université se fait avec une désespérante lenteur. Les jeunes gens auraient des amis soit au village du Sart Tilman, soit à Ougrée, soit Sur-le-Mont, ils iraient les voir chez eux ou leur donneraient rendez-vous parfois dans un café de la région.

Ils ne sont pas non plus très tentés de descendre en ville le soir car le dernier autobus leur permet bien d'assister à un spectacle mais pas de prendre une collation à la sortie, avec des amis.

Nous regrettons que ces jeunes gens vivent dans un cercle un peu trop étroit. Nous ne sommes malheureusement pas maîtres de la vitesse du transfert des Facultés au Sart Tilman, ni de la

mise en œuvre des moyens rapides de communication entre la ville et l'Université. Mais nous leur donnons la paix et le bonheur de vivre dans un cadre sympathique créé par une architecture claire et élégante qui s'accorde bien avec leur jeunesse et à leurs aspirations.

## INSTITUTS DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE

Nous avons déjà plusieurs fois signalé la grande détresse de la Faculté des Sciences. Les Instituts de Physique et de Chimie ont été élevés au siècle passé. On imagine aisément combien ils sont démodés et étriés devant le développement de la Science, les exigences des techniques, le nombre d'étudiants. Il faut admirer les professeurs et les membres de leurs équipes qui ont résisté à l'inconfort, au manque de place, à l'insalubrité des locaux en gardant à la hauteur de leur tâche moral et efficacité. Aussi, l'Université se réjouit-elle de pouvoir enfin leur offrir des Instituts dignes de ce nom.

Les architectes à qui sont confiées les études des départements de Chimie et de Physique arrivent, tant par logique que par souci d'économie, à adopter une même formule générale. Ces deux Instituts ne seront pas édifiés d'une seule venue mais formés de trois constructions répondant chacune à des exigences particulières.

Dans les deux cas, *le bâtiment Licences-recherches*, mis le premier en chantier, va abriter plusieurs services qui doivent avoir une certaine autonomie et qui, appropriés à des recherches déterminées aujourd'hui, pourront facilement s'adapter à d'autres recherches demain. Ce type d'édifice est donc axé sur une grande souplesse. La hauteur : respectivement cinq et six niveaux, répond à un impératif financier.

Les architectes ont choisi une unité de construction, un module initial utilisable à toutes fins, dont les équipements se transforment rapidement et qui se répète et s'agence au gré de tous les besoins. Ce module est de 6,20 m  $\times$  3,70 m pour l'Institut de Physique et de 8,40 m  $\times$  3,20 m pour l'Institut de Chimie. Dans les bâtiments Licences-recherches, ces modules sont disposés en trois travées le long de deux couloirs longitudinaux. Les travées extérieures prennent largement jour sur la forêt et sur le parc, la travée médiane n'est pas éclairée par la lumière du jour et se trouve bien abritée des variations possibles de température.



Ces deux bâtiments Licences-recherches sont flanqués, à chaque extrémité d'une tour carrée. Chacune d'elles renferme escaliers, ascenseurs, colonnes de fluides et offre des surfaces d'insertion à des passerelles allant soit vers des annexes, soit vers d'autres services.

*Les bâtiments « Travaux pratiques de Candidatures »* n'ont que trois étages et limitent ainsi la circulation verticale de grandes masses d'étudiants. Ici encore, le module est l'unité fondamentale, et leur nombre détermine la superficie des laboratoires.

Ces annexes renferment aussi des salles de cours et de répétitions. Elles sont greffées par passerelles sur les édifices Licences-recherches.

Enfin, chacune de ces deux disciplines compte un service qui réclame des conditions très importantes de sécurité : la *Radiochimie* et la *Physique nucléaire*. La Radiochimie est rattachée à une tour du bâtiment de Chimie Licences-recherches par une longue passerelle. La Physique nucléaire a été construite un peu à l'écart du bloc Recherches-Licences de Physique, ce qui a permis, entre autres, d'épargner un beau groupe d'arbres.

Si ces bâtiments de Chimie et de Physique ont, dans la conception, certains dénominateurs communs exigés par les disciplines elles-mêmes, ils n'en ont pas moins chacun une personnalité très différente due au tempérament de leur créateur et à leurs besoins particuliers.

## 5. — *Institut de Physique*

Le département de Physique comporte donc trois types de bâtiments. Il est confié à l'Architecte Humblet, Bureau d'études Unisart.

*Le bâtiment Licences-recherches.* — Grand parallépipède long de 65 m, large de 27,50 m et haut de 21,60 m, flanqué de deux tours carrées. Il compte six niveaux, chacun d'une surface nette de 1.010 m<sup>2</sup> et renferme 46 modules disposés en trois nefs longitudinales dont la centrale est privée de lumière naturelle. Les locaux clairs des nefs extérieures sont préservés des variations climatiques dues à la variabilité de l'ensoleillement par de grandes plaques de béton nervuré situées au-dessus et à une certaine distance des fenêtres.

Ces dispositifs architecturaux fonctionnels donnent beaucoup d'originalité à la façade.

Les fluides amenés à chaque étage par des colonnes verticales sont distribués aux tables de laboratoires par des gaines horizontales en U. A intervalles réguliers, des ouvertures dans le plancher rassemblent les points d'aboutissement ainsi que les boîtes de raccordement aux équipements.

Les subdivisions intérieures en matériaux légers, les armoires se situent sur une trame modulée qui permet une grande souplesse d'organisation des surfaces correspondant à des hypothèses de programmes variables.

Ce bâtiment abrite, en plus des ateliers et d'une bibliothèque, les services de physique générale, de physique et de cristallographie, de cristallographie, de physique, de physique nucléaire expérimentale (*partim*), de physique expérimentale, les laboratoires de physique générale approfondie, de résonance magnétique nucléaire, le service de physique moléculaire et de structure de la matière et, provisoirement, les services de physique théorique.

*Le bâtiment des Travaux pratiques*, bloc de trois étages relié par une passerelle aérienne à la tour de l'Institut Licences-recherches où se trouve le hall d'entrée. Les circulations verticales sont réparties aux deux extrémités du bâtiment.

Chaque niveau compte 28 modules de 40 m<sup>2</sup>. Les couloirs sont vastes. La superficie nette totale est de 3.500 m<sup>2</sup>. L'ensemble des locaux comprend : 7 salles de répétitions de 40 places, un laboratoire de cristallographie de 48 places, 18 laboratoires de physique générale de 24 places, trois laboratoires de physique expérimentale de 40 places. Ces laboratoires comportent chacun une salle de préparation avec magasin et un bureau d'assistant.

*Le bâtiment de Physique nucléaire.* — Il y a une vingtaine d'années, l'Institut interuniversitaire des Sciences nucléaires offre au service de Physique nucléaire un accélérateur électrostatique de van de Graaff pour protons de 2 Mev; c'est un des premiers d'Europe. A ce moment, on compte édifier un Institut de Physique au Val-Benoît; c'est donc au Val-Benoît que le Patrimoine ménage, pour cet appareil, un local provisoire et modeste – une salle pour l'accélérateur et deux laboratoires-bureaux-ateliers – alors que le



bâtiment de Physique reste en place au Quai Roosevelt. Pendant de pénibles années, l'équipe de chercheurs est scindée en deux et l'accélérateur est séparé de l'atelier et des laboratoires du Quai Roosevelt.

Ce sont des raisons de sécurité qui conduisent l'Université à ne pas retarder l'édification, au Sart Tilman, d'un laboratoire à l'usage exclusif des chercheurs en Sciences nucléaires. Sa destination même détermine sa localisation à proximité de l'Institut de Physique et des laboratoires de Radiochimie. On l'a voulu assez distant du bâtiment de Licences-recherches par souci de prudence et pour lui ménager d'éventuelles extensions.

La construction comprend deux blocs s'articulant au niveau d'une entrée principale. Elle est extrêmement sobre et dépouillée, faite de matériaux brut, dont la structure est systématisée pour permettre toute adaptation aux modifications éventuelles d'organisation. Elle abrite un nouvel accélérateur de van de Graaff en plus de l'ancien du Val-Benoît. Elle renfermera bientôt un Cyclotron à énergie variable, multi-particules, d'une énergie de 20 Mev en protons pour l'achat duquel – peu avant de quitter le Rectorat – j'obtiens le concours financier du département de la Politique scientifique et celui de l'Université de Liège. Il doit servir, en priorité, à des recherches biomédicales.

Tous les locaux sont au rez-de-chaussée, les équipements techniques occupant le sous-sol. La surface totale nette est de 1.350 m<sup>2</sup>. Commencé en août 1969, le bâtiment reçoit ses premiers occupants en mars 1971. L'inauguration officielle a lieu le 21 septembre 1971.

## 6. — Institut de Chimie

Il est l'œuvre de l'Architecte Maquet, Bureau d'études Unisart.

Le *bâtiment Licences-recherches* est un grand parallépipède de 67 m de long, 33 m de large et 23,50 m de haut. Deux puissantes tours carrées s'accotent à ses deux extrémités. Elles renferment les escaliers et les grands ascenseurs.

L'Institut présente 5 niveaux de 1.480 m<sup>2</sup> : 57 modules, 3 travées longitudinales de locaux par niveau. Les laboratoires d'étudiants sont constitués de 4 modules groupés formant un « home » où

travaillent 8 étudiants qui disposent de 2 laboratoires de chimie, d'une salle de mesure et d'un bureau.

Le caractère dominant de cet Institut est sa grande souplesse d'adaptation et l'indépendance relative de ses occupants. Elle est due à des vides techniques importants séparant les étages où les fluides circulent horizontalement. Ces étages techniques sont conçus de façon que les techniciens puissent y travailler aisément. Ils permettent l'autonomie de chaque niveau, son isolation acoustique et sont suffisamment hauts pour permettre toute modification de distribution de fluides, d'énergie sans que les activités soient perturbées. Le bâtiment comporte, outre les locaux de recherche, ateliers, magasins et bibliothèque provisoire, une salle de cours de 140 places, 2 salles de répétitions de 25 places et une cellule administrative du complexe de chimie et de physique. Le bâtiment Licences-recherches rassemble les services de chimie générale, de chimie analytique et de chimie-physique.

*Le bâtiment des travaux pratiques.* — Il est constitué de 2 blocs de 1.000 m<sup>2</sup> chacun, à 3 niveaux, ce qui réduit les déplacements verticaux des groupes de nombreux étudiants. Ces 2 blocs s'articulent autour d'un hall central d'entrée ouvert vers l'extérieur et rattaché à une tour du bâtiment Licences-recherches par une passerelle au niveau du sol. Ce hall sert de lieu de rencontre aux étudiants, un puissant escalier en encorbellement en part. Ces blocs contiennent de vastes laboratoires avec leurs annexes, des salles de répétitions, des magasins et des locaux administratifs.

*Radiochimie.* — Il existe au Val-Benoît une installation de Radiochimie qui doit venir compléter l'ensemble de Chimie du Sart Tilman. Mais les contrats signés avec Euratom pour l'étude des transuraniens déterminent un développement si considérable de ce service que son transfert au Sart Tilman s'avère d'une urgente nécessité. Ses exigences techniques sont importantes et onéreuses : ventilation puissante, filtrage absolu de l'air rejeté à l'extérieur, confinement des laboratoires pour éviter toute contamination du voisinage en cas d'accident, système séparé de collecte des eaux résiduaires suspectes et enfin, blindage assez important des locaux. La solution la plus économique est d'édifier pour lui un pavillon particulier, proche de la Physique nucléaire et communiquant avec le bâtiment de Chimie Licences-recherches par une passerelle aérienne. Ce dispositif



permet, en cas d'accident, d'isoler le département jusqu'à décontamination par des spécialistes.

Le problème est d'une grande complexité. L'adjudication à des firmes différentes de la construction et des installations techniques risque d'entraîner difficultés et retards. Par bonheur, le Conseil d'Administration réussit à obtenir une dérogation aux règles habituelles des adjudications et remet l'ensemble de l'entreprise à une même firme. L'expérience semble favorable : il y a peu de complications et le département est achevé dans le temps record de 6 mois.

En construisant cet institut de Radiochimie à proximité de la Physique nucléaire, d'une part, et du complexe de Chimie, d'autre part, l'Université a clairement exprimé son désir de voir s'établir une collaboration de plus en plus étroite entre la Physique nucléaire et la Chimie nucléaire et de mettre à la disposition des différents secteurs de la Chimie organique, physique, minérale, analytique, ces remarquables outils de travail que constituent les radio-isotopes et les transformations nucléaires.

Le premier étage, relié à l'Institut de Chimie Licences-Recherches par une passerelle, est destiné aux travaux de radiochimie au niveau traceur. Au rez-de-chaussée, mieux isolé, se situent les laboratoires spécialement aménagés pour des travaux à un niveau d'activité situé en classe II. Enfin, deux laboratoires ont été spécialement aménagés pour les travaux avec des émetteurs  $\beta$ ,  $\gamma$  ; ils serviront entre autres au retraitement des cibles irradiées au futur cyclotron compact de la Physique nucléaire <sup>(1)</sup>.

Signalons que les différents services de Chimie sont pourvus de douches : 28 douches de sécurité dans les départements de Licences-Recherches, 14 dans le département des Travaux pratiques. 7 cabines de douches émaillées dans le pavillon de Radiochimie.

La superficie nette est de 1.400 m<sup>2</sup>.

### 7. — *Amphithéâtres et salles de répétitions*

Les Amphithéâtres sont des réalisations très coûteuses exigeant énormément de place et des équipements perfectionnés : conditionnement acoustique, climatisation, éclairage, matériel audiovisuel. Aussi, est-il décidé de n'en faire, pour toute l'Université, qu'un nombre minimum mais d'en assurer une occupation maximale. Il y en aura quatre groupes : Philosophie et Lettres et Droit -

<sup>(1)</sup> G. Duyckaerts, plaquette d'inauguration.

Physique, Chimie - Mathématiques, Physique théorique et Sciences minérales - Sciences naturelles. Chacun d'eux sera d'accès facile, près des parkings et des restaurants.

Le premier et le seul construit jusqu'ici est celui de Physique-Chimie. Il est implanté sur le versant assez abrupt de la vallée du Blanc Gravier. Cette situation est particulièrement avantageuse car les gradins peuvent suivre le profil de la pente.

Il existe un Amphithéâtre de 500 places et deux de 300 places, tous trois d'un grand confort. L'entrée se fait au Nord, par une galerie de distribution, véritable salle des pas perdus, grande et claire, qui s'ouvre sur la placette dont part le chemin qui va vers les bâtiments de recherche et sur un curieux couloir vitré menant au restaurant. Le plan inférieur des Amphithéâtres se prolonge vers l'arrière par des locaux de préparation de cours largement conçus.

Dans les deux espaces qui séparent les Amphithéâtres et dont la dénivellation est forte, sont aménagées, à l'étage inférieur, deux salles de cours et, à l'étage supérieur, une bibliothèque et une salle de lecture; ces dernières communiquent directement avec les vastes et magnifiques terrasses formant les toitures des Amphithéâtres et des services d'arrière-scène. Orientées vers le Sud, ces terrasses fort fréquentées dominent la vallée du Blanc Gravier.

Le bâtiment se prolonge vers cinq salles de répétitions et de séminaires. Il comprend au total 1.350 places pour une superficie nette de 2.530 m<sup>2</sup>.

L'ensemble des départements de Physique et de Chimie, dispose d'un remarquable éventail de salles de cours : trois amphithéâtres, nous venons de le voir, un de 500 places, deux de 300 places, trois salles de cours de 140, 80 et 60 places, dix-neuf salles de répétitions dont sept de 50 places et douze de 30 places. Cette abondance de petits locaux correspond bien à l'esprit de la réforme des études des candidatures en Sciences appliquées et qui tend à se généraliser : on cherche à augmenter la participation des jeunes à l'enseignement en répartissant les grands contingents anonymes en petites cellules de travail sous la direction d'un assistant pour des répétitions ou des discussions. Tous ces locaux d'enseignement sont mis à la disposition des élèves des départements de toutes les Facultés et leur occupation est pratiquement permanente.



L'Université possède depuis 1884 un Institut de Botanique, rue Fusch. Il est attenant au Jardin botanique qui appartient à la ville mais est géré par le titulaire du cours de Botanique générale et renferme des serres et des collections. Très démodé, à l'heure actuelle, cet Institut fait une triste impression. Les laboratoires ne sont pas du tout adaptés aux recherches de biologie végétale modernes. Il faut du courage au Professeur Raymond Bouillenne et à Madame Bouillenne, sa précieuse collaboratrice, pour y travailler et assurer les enseignements d'éléments de Botanique aux élèves, toujours plus nombreux, des Candidatures en Médecine et en Pharmacie.

C'est en première priorité que le Conseil d'Administration décide de construire un Département de Botanique au Sart Tilman. Il sera situé sur la crête Sud du domaine, près du jardin botanique qui en dépend, dans une zone forestière de très belle qualité, mais à forte pente.

Son étude est confiée à l'Architecte Roger Bastin, Bureau d'études Unisart.

Il est destiné, non à la candidature, mais au deuxième et troisième cycles et réunira un certain nombre de départements spécialisés et des locaux d'enseignement.

La forte déclivité du terrain a permis d'installer trois terrasses coupant la pente. La première, au niveau de l'entrée, comporte, outre les locaux d'accueil, la bibliothèque, l'amphithéâtre et l'herbier. La deuxième, plus profonde, s'ouvre largement sur un jardin ménagé en contrebas du plan d'entrée et qui renferme une grande pièce d'eau où le ciel se reflète entre des plantes aquatiques. Elle comporte des locaux d'enseignement et une galerie pour les collections. La terrasse inférieure abrite les services techniques. Trois niveaux de laboratoires et de bureaux s'élèvent au-dessus du rez-de-chaussée.

A côté de ce bloc principal de 65,5 m de long et de 27 m de profondeur, se trouvent deux blocs plus petits. L'un, destiné à la Radiobotanique, est bâti dans la pente, sa toiture offrant un plan horizontal précieux aux serres expérimentales. Ses deux étages en contrebas comprennent des ateliers et des laboratoires pour traitement des substances radioactives.

Le deuxième bloc est composé, en sous-sol par des garages et, de plain-pied avec la route, par des serres d'application.

Ce vaste institut abrite les services de morphologie, physiologie, génétique, biochimie, systématique, géographie végétales, botanique générale et écologie, phytobiologie, botanique pharmaceutique, microbiologie appliquée aux sciences pharmaceutiques (ce dernier dépendant de la Faculté de Médecine).

La construction, commencée en 1965, n'est achevée qu'en 1970, en raison de difficultés financières. Elle ne se terminerait que beaucoup plus tard encore sans l'aide généreuse du Patrimoine.

Bâti sur une crête et assez massif, ce bâtiment solitaire domine le paysage découvert qui s'étend devant lui, sans cependant l'écraser. Par derrière, il paraît jaillir de la forêt qui monte vers lui. Son matériau, la rigueur de sa règle proportionnelle, la simplicité de sa façade nue aux hautes fenêtres étroites lui font un visage grave, d'une austère sérénité.

#### 8. — *Institut d'Education physique*

L'Enseignement de l'Education physique commence dans notre Université en 1935. Le mérite en revient en grande partie au Recteur Jules Duesberg qui consacre le discours de rentrée académique d'octobre 1930 au rôle de l'Université dans le développement de l'Education physique.

Comme l'Université ne possède ni salle de gymnastique, ni équipements adéquats, les cours se donnent à l'Institut provincial d'Education physique. Mais le souci d'édifier un Institut d'Education physique se fait jour chaque fois qu'il est question de rassembler les Facultés. Juste avant la guerre, on lui attribue l'ancienne Abbaye du Val-Benoît : on y aménage des laboratoires ; l'invasion interrompt les travaux de fondation des gymnases et de la piscine. Les bombardements endommagent gravement l'Abbaye et détruisent les laboratoires. Le projet est abandonné. Cependant, on se préoccupe de plus en plus de le remettre à l'étude le plus tôt possible. Aussi, dès qu'est prise la décision du transfert de l'Université au Sart Tilman, une première priorité est accordée à l'Institut d'Education physique.



Il est confié à l'Architecte Vandenhove, Bureau d'Etudes Unisart. Le nouvel Institut ne peut être mis en chantier qu'en 1969 à cause de difficultés d'ordre surtout financier.

Il est situé au Sud de la vallée du Blanc Gravier, dans la zone du domaine la plus apte à recevoir les grands terrains de sports collectifs. Il comporte une piscine de 25 m de long, trois gymnases dont deux équipés pour la gymnastique et un pour les sports de défense, une salle omnisport énorme qui renferme trois terrains de tennis, et où l'on peut pratiquer le mini-football, le volley-ball, le basket-ball, le handball, le badmington. Nous parlerons plus loin des espaces réservés au sport de plein air mais il abrite aussi salles de cours, laboratoires et bibliothèque. Il est voué à l'enseignement des futurs licenciés et aux recherches de biochimie et de physiologie de l'effort.

Ces cinq bâtiments rectangulaires, de tailles différentes, judicieusement disposés en fonction de la déclivité du terrain, forment un ensemble impressionnant. Ils sont râblés, chacun d'eux tassé par une importante toiture sombre. Les pentes du toit s'articulent à une crête longitudinale, épaisse et brusquement redressée dont une face est entièrement vitrée. Cette surface transparente et celle des fenêtres captent un maximum de lumière, lumière égale du Nord pour les salles où les reflets seraient gênants, lumière du Sud, plus vive et mouvante pour la piscine.

Des laboratoires occupent l'espace à plusieurs niveaux compris entre les grands toits. Ils sont recouverts de terrasses plates, gazonnées, qui se prolongent de plain-pied avec la prairie environnante et où les jeunes gens peuvent, comme les anciens Grecs, entre-couper les exercices du corps de moments d'heureuse détente voire de méditation devant un paysage bien tracé.

En inaugurant l'Institut en septembre 1971, j'émetts le vœu de voir s'ouvrir les installations universitaires à la communauté sportive régionale et de faire du Sart Tilman, par des accords avec les clubs sportifs voisins, un centre d'activités culturelles et sportives au sens le plus large du terme.

Que certains évoquent un village polaire solidement arrimé au sol, d'autres une famille de champignons aux grands chapeaux coiffant des pieds trapus, tous sont d'accord pour trouver cet ensemble bien à sa place dans la vaste perspective ondulée où

s'étendent les terrains de sports de plein air. Le succès qu'il connaît montre combien il répond aux aspirations de notre jeunesse.

Cet Institut, ainsi que les terrains de sports qui le jouxtent, et sa ravissante piscine, constituent un des pôles d'attraction du complexe universitaire du *Sart Tilman*.

Je disais, dans la plaquette distribuée le jour de l'inauguration :

Au-delà des préoccupations sur le plan de l'Enseignement et de la Recherche de notre Institut d'Education physique, les Autorités universitaires doivent maintenant dégager les modalités d'une ouverture des installations à la communauté universitaire tout entière ainsi qu'à la communauté sportive régionale. En liaison avec les clubs voisins : Royal Standard Club liégeois, Eperon, Royal Club du Sart Tilman, Mava Club de Liège, Royal Tennis Club liégeois, l'Université entend favoriser au maximum la vocation du Sart Tilman pour les activités culturelles et sportives au sens le plus large du terme.

Pour ma part, je souhaite que l'Université stimule une réflexion globale dans cette perspective qui me paraît essentielle. A long terme, l'échec ou la réussite du transfert général de l'Université de Liège au Sart Tilman peut dépendre de l'évolution des idées et des pratiques en la matière.

\* \* \*

Nous l'avons dit, ce sont des critères de misère qui guident l'Université dans le choix des priorités. Les premiers Instituts viennent s'insérer au Sart Tilman à la place désignée par le plan d'urbanisation. Plusieurs sont éloignés les uns des autres et, attendant que se combler les vides, ils paraissent un peu isolés : Botanique, Education physique, Setu. Mais le complexe Physique-Chimie-Amphithéâtres-Restaurants ne tarde pas à prendre l'aspect d'un ensemble cohérent qui peut donner une première vision de la future Université. Car ce sont des ensembles analogues qui se répéteront, séparés par des espaces naturels et le visage tourné vers la vallée. Ils seront, certes, différents les uns des autres, mais tous auront en commun de s'harmoniser avec le paysage et de participer à sa paix.

Professeurs et étudiants, abandonnent leur voiture à l'extérieur de la zone protégée et pénètrent dans un domaine fait pour l'homme.



Peut-être sera-ce par un étroit chemin qui descend en serpentant dans l'herbe ou par le large escalier appuyé sur ce haut mur de pierres irrégulières rassemblées par le sculpteur Culot et qui, face aux Amphithéâtres, retient toute la lumière du ciel. Il suivra la voie qui va d'un bâtiment à l'autre. C'est une rue, en fait, un peu capricieuse, entre la fresque des constructions claires aux volumes cadencés et de grands pans de gazon devant la forêt.

Elle s'élargit parfois, forme une placette, encadre un bassin d'eau, une fontaine, se borde d'arbustes ou de murets déjà moussus. Des passerelles l'enjambent sans détruire la perspective. Des sentiers s'en détachent, des escaliers de pierres qui vont à des terrasses.

Elle est dédiée à la promenade et à la rêverie comme aux galopades et aux rires des jeunes. Le passant soudain détendu se sent dépaycé et hors du temps. Une seule auto en briserait l'équilibre.

#### C. — INAUGURATION OFFICIELLE DE L'UNIVERSITÉ DU SART TILMAN

Le 6 novembre 1967, l'Université a 150 ans. Nous désirons fêter cet anniversaire avec éclat. Rien ne peut honorer davantage notre Maison que d'accueillir un nombre particulièrement important de Docteurs Honoris causa. Ce grade, le plus haut que nous puissions conférer, c'est au Roi, tout d'abord, que nous souhaitons l'offrir en gage de notre gratitude pour l'intérêt vigilant qu'il porte à l'enseignement supérieur et à la recherche. Nous décidons de lui associer trente savants choisis parmi les différentes disciplines. La cérémonie de remise des diplômes sera suivie, le même jour, de l'inauguration des premiers bâtiments du Sart Tilman; à quelques heures d'intervalle, nous glorifierons notre passé et nous affirmerons notre foi en l'avenir.

L'Université est, à nos yeux, une très grande dame. Pour lui rendre hommage, à elle et à ceux qu'elle accueille au titre de Docteur Honoris causa, nous voulons réunir à nos côtés de hautes personnalités du monde universitaire, politique, religieux, militaire. Les invitations partent, une fièvre heureuse s'empare de tous. 300 Recteurs représentant 43 pays, 60 Ambassadeurs, les plus hautes Autorités belges répondent à notre appel.

Le 6 novembre se lève sur une communauté universitaire qui partage la même émotion. Dès le matin, en vertu des pouvoirs conférés par le Roi, je décerne la Croix de Chevalier de l'Ordre de Léopold à l'Architecte Claude Strebelle, le grand artisan du Sart Tilman.

Bien avant l'heure de la séance académique, la salle du Théâtre Royal (aucune salle universitaire n'est assez vaste pour la circonstance) se remplit dans un ordre impeccable. L'Orchestre de Liège et la Chorale universitaire, sous la direction du Maître Anspach, se massent dans le fond de la scène, face au public. L'avant-scène est occupée par : à gauche, le groupe chatoyant des Docteurs Honoris causa ; leur faisant face, à droite, les membres du Conseil d'Administration, les membres de la Commission administrative du Patrimoine, les Autorités académiques. Au rez-de-chaussée, les Professeurs liégeois prennent place aux derniers rangs des fauteuils. Les fauteuils de balcon et les loges des différents étages sont garnis des invités non-universitaires.

Par ordre d'ancienneté de leur Université et en tenue de gala, les Recteurs pénètrent dans la salle, montent sur la scène et remettent au Professeur Renard, vice-président du Conseil d'Administration l'adresse de leur Université. Les 140 premiers s'asseyent devant la Chorale, les autres, aux premiers rangs des fauteuils d'orchestre.

Monsieur Destenay, Ministre d'Etat et Bourgmestre de la Ville de Liège et Monsieur Clerdent, Gouverneur de la Province, sont allés recevoir à la Gare des Guillemins le Roi, la Reine et leur suite<sup>(1)</sup>. Je les accueille à mon tour à l'entrée du Théâtre, entouré des deux Ministres de l'Instruction publique, MM. Toussaint et Grootjans.

La Reine en souriant accepte d'une étudiante un bouquet d'orchidées Sart Tilman<sup>(2)</sup>, variété créée pour la circonstance par M. Sladen de Liège, puis est conduite dans la loge du Gouverneur. L'ovation que lui fait l'assemblée debout se prolonge pour le Roi quand, suivi de ses Ministres et de moi-même, il traverse la salle

<sup>(1)</sup> Leurs Majestés sont accompagnées de M. A. Scholler, Grand Maréchal de la Cour, M. A. Molitor, Chef de Cabinet du Roi, Mme Delvaux, Dame d'honneur de la Reine et du Lieutenant de Vaisseau H. Robins, aide de camp du Roi.

<sup>(2)</sup> 9 espèces différentes et 17 croisements furent nécessaires pour donner l'orchidée « Sart Tilman ». L'orchidée mère fut produite par le croisement de 3 espèces différentes : *Sophrovitise*, *Laelia Cinabarina* et *Cathleya mauve*. La réalisation de cette merveilleuse nouveauté a pris 65 ans et a été poursuivie par 2 générations successives de spécialistes.



dans toute sa longueur avant de s'asseoir au premier rang des futurs Docteurs Honoris causa.

Le Théâtre est comble. Nous avons dû, à notre vif regret, refuser des demandes très justifiées d'invitation.

Les discours de cette journée souligneront la place de la recherche à l'Université, et le rôle de l'Université, non seulement dans la vie culturelle, mais aussi sociale et économique d'une nation. Je ne puis qu'en extraire quelques points très brièvement. J'ouvre la séance par une allocution où, après avoir exprimé mes profonds remerciements au Roi, à la Reine, à nos invités, j'explique que dans l'édification du Sart Tilman, deux notions nous ont parues primordiales : l'importance de la recherche, la valeur des échanges intellectuels.

La recherche est née au sein des Universités. C'est elle qui, par les qualités d'objectivité, de rigueur, d'esprit critique qu'elle réclame donne à notre enseignement son caractère spécifiquement universitaire.

Si, par l'importance de leurs besoins financiers, certaines investigations exigent une collaboration nationale (Centre d'études nucléaires de Mol) ou internationale (Organisation européenne pour la recherche nucléaire de Genève), la recherche, à l'échelon universitaire, reste fondamentale. Elle va se développer de plus en plus par la création du troisième cycle, l'apparition de centres interdisciplinaires, l'épanouissement de maints laboratoires. Le Sart Tilman nous permettra de répondre aux exigences accrues de la Science. Nous en sommes heureux.

Nous avons toujours eu une politique d'échanges intellectuels (jumelage, bourses, accueil de professeurs étrangers). Le Sart Tilman, sera, par excellence, un lieu de rencontres. Aux congrès et aux colloques, il prêtera son cadre exceptionnel. Bien équipés, nos laboratoires pourront recevoir plus de travailleurs d'autres pays. Il offrira enfin au monde universitaire et aux Liégeois, quantité de salles de réunions, de terrains de sports, d'initiatives culturelles. Les contacts, si rares dans notre Université divisée, vont se multiplier. Les étudiants se sentiront au centre d'une communauté largement ouverte sur le monde.

Après un intermède musical consacré au *Printemps* de Haydn, vient le moment de la remise des diplômes de Docteur Honoris causa. Chaque Doyen <sup>(1)</sup> présente les titres des nouveaux Docteurs auxquels je remets diplôme, médaille de l'Université, épitoge.

(1) Voir la liste des Docteurs Honoris causa en fin de chapitre.

Le défilé de ces savants est impressionnant; 30 poignées de mains célèbrent l'amitié de Liège pour les Universités honorées.

Vient le tour du Roi. C'est à moi qu'incombe l'honneur de Le présenter. Je rappelle que, dès 1953, Il m'écrivait : « Les intérêts de nos Universités, dont vous m'avez entretenu, me préoccupent beaucoup et je m'efforcerai toujours de les sauvegarder. » C'est grâce à Lui que se forme la « Commission nationale pour l'étude des problèmes que posent à la Belgique et aux territoires d'Outre-mer le progrès des Sciences et leurs répercussions économiques et sociales ». Il attache la plus grande attention à chaque étape de cette concertation qui assure la rénovation de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Les marques d'encouragement que le Roi a données aux Universités sont innombrables et méritent notre profonde reconnaissance. »

Les étudiants ont spontanément envoyé un message au Roi, c'est donc au nom du monde universitaire liégeois tout entier que je Le prie d'accepter le grade de Docteur Honoris causa. J'accroche l'épitoge verte aux bandes d'hermine sur Son épaule dans un tonnerre d'applaudissements.

Le Professeur J. Roche, Recteur de l'Université de Paris et Docteur Honoris causa de la nôtre fait un bref discours au nom de la Communauté universitaire internationale. Après avoir présenté au Roi et à la Reine l'hommage du monde universitaire, il rappelle que Liège est un foyer culturel depuis l'époque carolingienne, salue les savants qui l'ont illustrée, souligne le rôle dynamique de l'Université tant dans le cadre de la science que dans celui de la vie économique, et, parlant au nom des délégations étrangères dit :

Nous avons voulu, en ce jour solennel, être présents à vos côtés, à la fois comme des témoins et comme des hommes portant avec vous la charge de sauvegarder et d'étendre le patrimoine spirituel dont nous assumons ensemble la garde.

La Chorale universitaire interprète « Welcome mighty King » extrait de l'Oratorio Saül de Hændel.

Puis le Roi – qui a tenu à remercier l'Université au nom de tous les Docteurs Honoris causa – prend la parole. Dans un discours extrêmement dense, Il s'attache particulièrement au rôle de l'Université dans la vie économique et sociale d'une nation :



L'Université de Liège a largement contribué à l'essor de notre industrie lors de la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle, basée sur l'exploitation des ressources naturelles. Le Roi Albert, dans son discours de Seraing, il y a 40 ans, a souligné le rôle de la recherche scientifique dans la vie d'une nation. A l'heure actuelle, nous sommes confrontés à une adaptation à l'ère technologique. Cette seconde révolution sera basée sur l'utilisation des ressources intellectuelles et des techniques d'organisation. L'innovation industrielle – qui donnera à l'économie produits et procédés nouveaux – dépend en dernier ressort de la recherche fondamentale qui relève essentiellement de l'Université. C'est à l'Université qu'incombe d'assurer les compétences et de former les esprits qui devront réaliser la reconversion industrielle. Ainsi suivra-t-elle sa vocation qui est de préparer l'avenir.

Le Roi termine en faisant des vœux pour notre Université. Son exposé est longuement acclamé par l'assemblée debout.

L'ouverture de Saül, extrait de l'Oratorio de Hændel, clôt une cérémonie académique remarquable de sobriété et de grandeur.

A pieds, dans la lumière douce d'automne, un prestigieux cortège va de l'Opéra à l'Hôtel de Ville. Précédée des massiers, conduite par le Roi entouré des Autorités universitaires, la procession académique déroule lentement son ruban coloré sous les marques de sympathie déférente de la foule.

Dans les salons de l'Hôtel de Ville – que la Reine et Sa suite ont rejoints en auto – M. Destenay, après avoir rappelé que Liège a été, pendant mille ans la capitale intellectuelle d'une Principauté farouchement indépendante, souligne les liens qui se sont tissés entre la Cité ardente et son Université. A l'heure actuelle, c'est avec l'aide de l'Université que la région liégeoise peut envisager de résoudre les difficultés de la deuxième révolution industrielle. Si la Ville a pu craindre un instant que l'Université ne la quitte, elle a été vite rassurée et se réjouit qu'une union vieille de 150 ans se prolonge dans l'avenir.

Je réponds au Bourgmestre en confirmant notre attachement à la Ville. L'Université a une vocation internationale, elle n'en est pas moins citoyenne de notre région industrielle et se sent solidaire de son expansion. Puisse l'Université de l'an 2000 s'épanouir dans la métropole de l'an 2000.

A l'issue des allocutions, le Roi et la Reine se font présenter des personnalités belges et étrangères tandis qu'une réception très

animée a lieu dans les autres salons et dans la salle des Pas Perdus de la Violette. Le déjeuner sépare les participants à cette journée commémorative. Le Roi, la Reine, les Docteurs Honoris causa, les Autorités académiques sont reçus au Palais par Monsieur le Gouverneur et Mme Clerdent tandis qu'un lunch de 600 couverts est servi dans les salons de l'Emulation aux autres invités.

L'arrivée de Leurs Majestés le Roi et la Reine au Sart Tilman est saluée par une sonnerie de cors de chasse du « Rallye Trompes de Liège ». Les bâtiments sont pavoisés; il y a des drapeaux jusqu'au sommet des grues des chantiers. Une flamme gigantesque brûle, en plein vent, dans une vasque près des amphithéâtres. Nous faisons visiter au Roi et à la Reine le Département de Physique moléculaire et de biophysique dirigé par le Professeur Duchesne. Puis, c'est la signature du deuxième et nouveau Livre d'Or, frappé aux armes de l'Université qui, pour cet anniversaire, s'est vu octroyer par le Roi des armoiries <sup>(1)</sup>.

Enfin, les Souverains pénètrent dans le grand hall des trois amphithéâtres où une foule nombreuse leur fait une ovation chaleureuse.

(1) L'arrêté est ainsi libellé :

« Vu la requête qui nous a été présentée par Monsieur Marcel Dubuisson, Recteur de l'Université de l'Etat à Liège agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration de ladite Université, à l'effet d'autoriser celle-ci à faire usage d'armoiries particulières.

» Considérant qu'il y a intérêt à rappeler, par la concession d'armoiries particulières, la participation plus que séculaire de cette Université à la vie de la Cité de Liège.

» Considérant qu'en raison de son implantation nouvelle dans le domaine du Sart Tilman, il y a lieu de rattacher cette Institution au passé de ce domaine.

» Considérant qu'une notable partie de l'actuel domaine de l'Université au Sart Tilman a été jadis possédée par l'Abbaye de Saint-Jacques et l'Abbaye de Saint-Laurent à Liège.

» Vu les articles 29 et 67 de la Constitution;

» Vu la loi du 29 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, notamment l'article 1<sup>er</sup> modifié par la loi du 9 avril 1965;

» Sur la proposition de Notre Ministre-Secrétaire d'Etat à l'Education nationale et de Notre Ministre des Affaires Etrangères,

» De l'avis conforme de Notre Conseil Héraldique,

» Nous avons autorisé et autorisons, par les présentes lettres patentes, l'Université de l'Etat à Liège, à faire usage des armoiries telles qu'elles sont ici décrites et figurées.

» *Ecartelé, aux 1 et 4 de gueules au perron liégeois, accosté à dextre de la lettre L et à sénestre de la lettre G, le tout d'or; aux 2 et 3 d'or à un gril rectangulaire à cinq barres, versé en pal, sa tige annelée en chef, cantonné de quatre coquilles, le tout de gueules — l'écu sommé de la couronne royale.* »

Des bornes séparatives des propriétés de Saint-Laurent et de Saint-Jacques existent encore dans le domaine. Sur l'une d'elles figure le gril sur lequel fut martyrisé saint Laurent. Les coquilles de Saint-Jacques que l'on retrouve dans les écus de l'ancienne Abbaye liégeoise étaient portées par les pèlerins du Moyen Age à Saint-Jacques de Compostelle.



reuse. Je monte à la tribune pour souhaiter la bienvenue à nos hôtes <sup>(1)</sup>.

Je le rappelle au Roi, l'intérêt qu'Il a toujours porté au transfert de l'Université au Sart Tilman nous a été un soutien incomparable. Nous lui en sommes tous profondément reconnaissants. C'est vers la Reine que je me tourne pour dire quels soins nous avons apporté à respecter la beauté de la nature qui est un facteur d'harmonie pour la jeunesse.

Je fais rapidement le point de la situation actuelle, me réjouissant avec les collègues déjà installés au Sart Tilman des nouvelles possibilités qu'ils y trouvent. Aux étudiants, j'explique qu'une de nos grandes préoccupations a été de ne pas rompre entre la jeunesse studieuse et la ville les contacts qui les aideront le mieux à comprendre les hommes parmi lesquels leur diplôme leur assurera un rôle de direction, mais au Sart Tilman même se développera tout un réseau d'aménagements sportifs et culturels complémentaires de ceux de la cité.

J'exprime notre gratitude au Gouvernement qui a consenti les investissements nécessaires à cette reconstruction de l'Université et je souligne que cette solution est, en fait, non seulement la meilleure, mais la plus économique. Enfin, je remercie mes collaborateurs, tous mes collaborateurs, depuis les architectes et les ingénieurs jusqu'aux ouvriers qui ont apporté à leur tâche une véritable ardeur et en ont fait une œuvre de foi et je termine par ces mots qui résument mon émotion :

<sup>(1)</sup> C'est à ce moment qu'interviennent inopinément des étudiants. Des délégations d'étudiants ont été mêlées aux différentes activités. Des étudiants ont manifesté leur sympathie par des acclamations, ce matin; leur humour, en remplaçant pendant la nuit les inscriptions des plaques indicatrices des rues et places proches de l'Université (la Place du XX Août est devenue pour la journée la « Place Marcel Dubuisson » – la Rue de l'Université, la « Rue Marcel Dubuisson » – le Boulevard de la Sauvenière, « le Boulevard Marcel du Bosquet » – la Place St-Lambert, la « Place du Tsar Tilman » – la Place de la République française, « la Place Claude Renard » et, pour qu'il n'y ait aucune méprise, la Rue de Bex est devenue « la Rue du Canular »). Si certains chauffeurs, ont pu être un peu embarrassés, tout le monde a ri de cette facétie.

Dans le grand hall des amphithéâtres, des étudiants sont mêlés aux spectateurs. Des brasseurs ont voulu offrir de la bière aux étudiants après la cérémonie. Venus trop tôt, les camions ont été pris d'assaut. Alcool et excitation ont agi sur un groupe de jeunes qui devient tumultueux. Au moment où je monte à la tribune, mon prénom est scandé avec insistance et j'ai peine à obtenir un certain silence. Les allocutions se détacheront difficilement d'un bruit de fond incessant. L'ordre d'une journée méticuleusement préparée, est détruit et, malgré nos efforts, le climat de cohérence ne se rétablira pas.

Beaucoup d'assistants sont irrités de cette attitude sans que la bonne humeur générale soit réellement compromise. Le Roi et la Reine restent souriants.

En participant à cette foi, j'aurai vécu les moments les plus exaltants de ma carrière tant il est vrai que la fraternelle collaboration, par-delà les opinions philosophiques et les considérations linguistiques est la source la plus riche de nos joies.

Le Président de l'Union générale des Etudiants met l'accent sur le bonheur que les étudiants éprouvent de cette Université pilote qui, réunifiant les Facultés, permettra les échanges interdisciplinaires les plus enrichissants.

Les étudiants souhaitent un contact réel avec la Science, une collaboration active entre étudiants et professeurs, une symbiose entre enseignement et recherche. Le désir de participation des étudiants découle de leur souci de s'intégrer dans la nation et de la nécessité de prendre en charge leur propre avenir.

Il appartient au Ministre Toussaint de clore la série des discours. Après avoir remercié les Souverains, le Roi, de l'inlassable attention qu'il porte à l'Education Nationale, la Reine, de la sensibilité et de la grâce souriante dont Elle éclaire les problèmes austères, le Ministre considère les Universités au seuil d'un avenir difficile. La complexité des connaissances augmente, de pair avec le nombre des jeunes qu'il faut former, des adultes qu'il faut recycler. Quelles solutions l'Université trouvera-t-elle aux problèmes de l'admission des étudiants, des modalités d'enseignement (cours *ex cathedra*, travail en groupe, moyens audio-visuels, machines à enseigner), du contrôle des connaissances ? L'Université doit tenir le premier rôle dans l'évolution extrêmement rapide du monde contemporain. La reconstruction au Sart Tilman de l'Université de Liège est un exemple prometteur. Pour la Wallonie, l'Université de Liège assume une fonction vitale :

La plupart des grandes victoires que nos régions, aujourd'hui en difficulté, connaîtront demain, techniquement, économiquement ou socialement, seront préparées au Sart Tilman. La fortune et l'avenir de la Wallonie sont évidemment en rapport direct avec une meilleure formation des cerveaux.

Le temps nous manquant, l'inauguration de l'Université ne peut être que symbolique. La grande maquette blanche du Sart Tilman a été disposée un peu en contrebas de la Galerie des Amphithéâtres. Un ruban est tendu devant elle. Le Roi le coupe sous les vivats des spectateurs.



Les Souverains posent de nombreuses questions mais l'enthousiasme des assistants ne peut plus être contenu et c'est presque dans un bain de foule que, la réception se déroulant, le Roi reçoit de M. André Leroux, Président des Amis de l'Université, un nouvel annuaire édité à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'Université, la Reine admire des danses improvisées pour Elle, par des étudiants espagnols, quelques-unes des présentations prévues peuvent seules être faites.

Autant le climat de la cérémonie du matin était grave et digne, autant l'atmosphère de l'après-midi, perturbée par l'ardeur turbulente de centaines d'étudiants, est incontrôlée. Ce qui la sauve, c'est la joie qui s'exprime et le sentiment d'attachement foncier aux Souverains et à l'Université qui sous-tend toutes les manifestations. Le Roi et la Reine ne s'y trompent pas et restent jusqu'au bout détendus, pleins d'une souriante amabilité.

A dix-sept heures, c'est dans un redoublement d'applaudissements qu'ils quittent le Sart Tilman en auto.

Le soir, un dîner de gala au Musée de la Vie Wallonne nous réunit à nos hôtes dans une chaude ambiance et clôture cette mémorable journée.

De nombreuses autres manifestations marquent l'année académique du 150<sup>e</sup> anniversaire : Impression d'un Liber Memorialis, Services religieux catholique, protestant, israélite. Prévente d'un timbre spécial, concert de gala au Conservatoire de la Chorale universitaire. Festival international du théâtre étudiant. Tournoi international d'éloquence, expositions d'œuvres d'étudiants. Participation de notre Alma mater à la commémoration du millénaire de St-Laurent. Journée des Anciens et des Amis de l'Université. Journée sur la formation de l'Ingénieur. Cortèges folkloriques. Rencontres omnisports. Fancy-fair internationale, etc...

Il faut signaler l'impact particulier qu'eût la plantation du chêne du Sart Tilman (*quercus rubra*) en présence de 500 à 600 enfants des écoles primaires de l'agglomération liégeoise.

Au moment de l'inauguration officielle, où en est-on au Sart Tilman ? L'Université est propriétaire de 605 ha, dont 178 achetés par le Patrimoine, 427 ha par l'Etat.

Les investissements y ont atteint deux milliards, dont plus de

la moitié sont consacrés à l'achat de terrains, aux études de caractère général et aux dépenses de l'infrastructure. Celle-ci a été définie de manière à satisfaire d'emblée l'ensemble des besoins évalués à long terme. Tout a été conçu à l'échelle du plan global : les routes et les chemins, les réseaux d'électricité, de gaz, d'eau et d'égouts, la production et la distribution de chaleur, « le Poste central de commande » et le « Central téléphonique ». Cette imposante réalisation fonctionne et, progressivement, tous les autres bâtiments des diverses Facultés pourront venir s'y greffer.

Les premières constructions édifiées sont l'annexe de la « Bibliothèque centrale » et les « Ateliers d'architecture » ; qui fonctionnent depuis quelques années déjà. Depuis deux ans, les « Services d'études techniques » occupent leur nouveau bâtiment. Les Départements des « Instituts de Physique » s'installent, ceux du complexe des « Licences et Recherches de Chimie » suivront. Avant la Rentrée académique de 1967-1968, seront en fonction : les « Travaux pratiques de Chimie », trois « Amphithéâtres », un de 500 et deux de 300 places ; les 360 chambres des « Trois premiers Homes », le premier grand restaurant et son annexe culturelle.

\* \* \*

#### *Remise des diplômes aux Docteurs Honoris causa*

Monsieur le Professeur J. Labarbe, doyen de la Faculté de Philosophie et Lettres présente les titres de :

- M. Emile Benveniste, membre de l'Institut (Académie des inscriptions et belles lettres), professeur de grammaire comparée au Collège de France, directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes études (sciences historiques et philologiques) ;
- M. Georges Daux, professeur d'histoire ancienne à la Sorbonne et directeur du Séminaire d'épigraphie grecque, directeur de l'Ecole française à Athènes ;
- M. Etienne Gilson, professeur à l'Université de Toronto et à l'Université Harvard ;
- M. Ramon Menendez Pidal, professeur honoraire de l'Université de Madrid où il occupait la chaire de philologie romane ;
- M. Jean Schneider, professeur à la Faculté des lettres de Nancy, doyen de la Faculté des lettres de Nancy, président de l'Union des doyens de Faculté de France, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études (4<sup>e</sup> section) à Paris ;



- M. Albert Hugh Smith, Quain Professor of English language and Literature, University College, Londres, directeur des études scandinaves à University College, secrétaire du Communication Research Centre de University College <sup>(1)</sup>.

Monsieur le Professeur P. Graulich, doyen de la Faculté de Droit, présente les titres de :

- M. Jean Graven, professeur à la Faculté du droit de Genève, ancien Recteur de l'Université de Genève;
- Mme Joan Robinson, professeur à l'Université de Cambridge;
- M. Alfred Sauvy, directeur de l'Institut national d'études démographiques, professeur au Collège de France;
- M. Marcel Waline, professeur à la Faculté de droit de Paris;
- M. Alex Weill, directeur de l'Institut du travail de la Faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg, doyen de cette Faculté.

Monsieur le Professeur L. Winand, doyen de la Faculté des Sciences, présente les titres de :

- M. Victor Ambartsumian, directeur (fondateur) de l'Observatoire de Byurakan (Arménie);
- M. Tom Barth, professeur de pétrologie à l'Université d'Oslo, directeur du musée géologique et minéralogique de l'Université d'Oslo;
- M. Subrahmanyam Chandrasekhar, professeur à l'Université de Chicago;
- M. Lucien Plantefol, professeur honoraire à la Faculté des sciences de Paris;
- M. Georg.-M. Schwab, professeur ordinaire de chimie physique à l'Université Ludwig-Maximilian de Munich, directeur de l'Institut de chimie physique;
- M. Laurent Schwartz, professeur à l'Université de Paris et à l'Ecole polytechnique;
- M. Eugène Wigner, professeur de physique mathématique à l'Université de Princeton, Prix Nobel de physique (1963).

Monsieur le Professeur M. Welsch, doyen de la Faculté de médecine présente les titres de :

- M. Pieter-Johannes Gaillard, professeur ordinaire de « Celbiologie en Histologie » à l'Université de l'Etat à Leiden;
- Sir Alexander Haddow, directeur du Chester Beatty Research Insti-

(1) M. A. H. Smith est décédé le 11 mai 1967.

tute de Londres et professeur de pathologie expérimentale à l'Université de Londres;

- M. Maurice-Marie Janot, professeur à la Faculté de pharmacie de Paris, directeur de l'Institut de chimie des substances naturelles à Gif-sur-Yvette, membre du Conseil de l'Université;
- M. André Lwoff, chef du service de physiologie microbienne de l'Institut Pasteur à Paris et professeur à la Faculté des sciences de l'Université de Paris (microbiologie), Prix Nobel de médecine (1965);
- M. Pietro Pratesi, professeur de chimie pharmaceutique à l'Université de Pavie, doyen de la Faculté de pharmacie de Pavie, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique;
- M. Milton-Roy Salton, professor and chairman of Microbiology, New-York University School of Medicine, New-York University,

Monsieur le Professeur C. Massonnet, doyen de la Faculté des sciences appliquées, présente les titres de :

- M. Maurice Biot, consultant de la Shell Development Company et du Cornell Aeronautical Laboratory Inc.;
- M. Arthur-Francis Buddington, professeur émérite, Princeton University;
- M. Nathan M. Newmark, professeur de génie civil, chef du département de génie civil de l'Université d'Illinois;
- M. Pierre Nicolau, secrétaire général du Collège international pour l'étude scientifique des techniques de production mécanique, rédacteur en chef de la revue *Automatisme*, directeur du Centre d'études supérieures de mécanique industrielle (Paris);
- M. Hermann Schenck, professeur ordinaire et directeur de l'Institut für Eisenhüttenwesen der Technische Hochschule à Aix-la-Chapelle, président du Verein Deutscher Eisenhüttenleute;
- M. Johannes-Théodoor Thijssse, professeur émérite de l'Ecole polytechnique de Delft, président de la Fondation universitaire néerlandaise pour la coopération internationale, conseiller du « Rijkwaterstaat » et de « Zuiderzeewerken ».

## D. — CONSTRUCTIONS ULTÉRIEURES ET PROJETS EN COURS

### 1. — *Hall de Métallurgie*

Premier jalon de l'implantation de la Faculté des Sciences appliquées dans le site du Sart Tilman, ce hall est orienté vers la recherche dans le domaine de la métallurgie mécanique notamment et de la



métallurgie des poudres. Il étudie les métaux et les alliages les plus nouveaux sous l'angle de leur utilisation dans diverses branches de l'industrie (superalliage de Nickel et de Cobalt pour les turbines à gaz - nouveaux aciers et alliages ferreux - alliages de Titane pour l'industrie aéronautique. Tantale, Niobium et leurs alliages pour l'industrie électronique ou chimique, etc...).

Il répond à une nécessité car le manque de matériau freine encore le développement de l'invention et les progrès réalisés ces dernières années dans l'Industrie n'ont été possibles, dans 60 % des cas, que grâce à la mise en œuvre de matériaux nouveaux. Les recherches sur les matériaux - qu'elles soient fondamentales ou appliquées - doivent être liées aux besoins de l'Industrie et nécessitent des contacts fréquents entre l'ingénieur-réalisateur et le chercheur. Le chercheur peut poursuivre son activité soit dans un sens théorique, soit dans le cadre d'une finalité directe pratique. Ce hall est donc un maillon de la fructueuse collaboration Industrie-Université, problème actuel parmi les plus chargés d'avenir de notre région.

Ce hall est une sorte de laboratoire géant très bien équipé. On y trouve une machine à forger à cadence très rapide, des machines à rétreindre, des bancs de tréfilage, y compris pour des fils très fins, des fours électriques de réchauffe, un générateur de chauffage à haute fréquence, des unités pour le travail des poudres, y compris un four sous vide à très haute température, une machine de déformation à haute énergie, une machine universelle d'essais pour simuler les travaux à la presse, des installations de projection par plasma, un groupe d'équipements de mesures d'usure.

Ces appareillages sont adaptés à des matériaux souvent peu déformables. On a groupé, à côté d'appareils de simulation à l'échelle du laboratoire, un matériel dont la capacité est suffisante pour permettre l'extrapolation des résultats à des engins de production. Cet équipement a été acquis principalement grâce à l'IRSIA et à des crédits exceptionnels de l'Université.

Le bâtiment est constitué par une aire de travail de 30 m de côté environ, sans colonne d'appui intermédiaire, ce qui assure une grande liberté dans le groupement des appareils.

Les colonnes d'angle supportent, seules, toitures, unités de chauffage, de ventilation, d'éclairage. L'alimentation en force motrice

rayonne par des bus-barres vers les appareils. Les autres fluides sont amenés par des circuits placés dans les caniveaux et le long des parois.

L'extension du hall peut se faire aisément en respectant le module de construction.

## 2. — *Institut de Pathologie et Hôpital universitaire*

J'ai longuement exposé pourquoi la reconstruction de la Faculté de Médecine ne pouvait se faire à Liège même : prix exorbitant des expropriations nécessaires, manque de possibilités d'expansions futures (p. 209). Son transfert au Sart Tilman est décidé et le plan d'urbanisation lui attribue, au Sud du domaine, la pente de la colline qui descend vers l'Ourthe. Cet emplacement, je le rappelle, présente de grands avantages surtout pour les services hospitaliers : proximité de Tilff et de ses commodités, voisinage d'un réseau routier important et d'un chemin de fer, orientation et ensoleillement parfaits, très belle vue, protection totale contre les pollutions atmosphériques de la vallée de la Meuse.

Dans le transfert de la Faculté de Médecine, c'est évidemment le complexe hospitalier qui a l'absolue priorité. L'arrondissement administratif de Liège souffre d'un manque cruel de lits d'hôpitaux. La déficience est estimée à 3.000 lits – compte tenu des lits à moderniser ou à remplacer – par l'enquête de 1968 de l'Association belge des Hôpitaux.

Notre vieil hôpital de Bavière, construit en 1890, comportait au départ 300 lits <sup>(1)</sup>. Au fur et à mesure des besoins, les pavillons ont été agrandis, de nouvelles constructions sont apparues et ont proliféré de sorte qu'il y a, à l'heure actuelle, 800 lits, chiffre encore déplorablement insuffisant; aussi, malades, médecins, personnel et étudiants étouffent-ils littéralement.

La programmation d'un nouvel hôpital est œuvre de longue haleine; on la met sur le chantier en 1962. Elle se révèle, dès le début, semée d'embûches. Les Professeurs de la Faculté de Médecine ont généralement, sans doute en raison de leurs responsabilités, de

<sup>(1)</sup> C'est à ce moment qu'on en parlait en termes presque bucoliques : espace, verdure, soleil baignant les chambres des malades dans les pavillons isolés.



« fortes » personnalités. De plus, l'évolution extrêmement rapide des sciences médicales fait que ce qui est vrai aujourd'hui ne le sera peut-être plus demain.

La programmation semble donc devoir être ici spécialement délicate et exige plus qu'ailleurs, le recours à des organismes spécialisés dans la réalisation des services hospitaliers. Le « Bureau de programmation des structures médicales de Paris » (CIET) répond à notre appel. Le problème est mis dans les mains de membres du CIET, d'ingénieurs du SETU, de membres du Bureau Traction et Electricité, de l'Architecte choisi par l'Université, Charles Vandenhove et enfin du Docteur Gomez qui est le porte-parole d'une Commission créée par le Conseil d'Administration pour l'étude de ce projet. Toutes les personnes amenées à donner leur avis sont bien renseignées sur la façon dont sont conçus les hôpitaux à l'étranger, et beaucoup d'entre elles sont allées sur place se documenter.

Le Centre hospitalier universitaire (CHU) offrira, à son stade final, un nombre de lits allant de 1.050 à 1.200, selon les besoins.

Sa surface brute sera de 160.000 m<sup>2</sup> dont 127.000 consacrés aux dispositifs d'hospitalisation, de polycliniques et, dans chaque service, d'enseignement. Laboratoires de recherche et de routine, amphithéâtres, salles de cours occuperont 37.000 m<sup>2</sup>. Sur le plan de sa construction, le CHU répond à deux impératifs : il faut qu'il puisse être bâti « par blocs » pour que les adjudications successives portent sur des montants compatibles avec notre trésorerie et aussi, avec les possibilités des entreprises. Il faut de plus que sa structure soit susceptible d'extensions dans l'avenir.

Sur le plan de l'enseignement, il est largement conforme aux normes du Conseil National de la Politique Scientifique qui compte 7 lits par étudiant d'année moyenne de doctorat (le CHU aura de 1.050 à 1.200 lits pour 150 étudiants prévus), 100 m<sup>2</sup> de surface brute par lit, compte non tenu des locaux d'enseignement (le CHU compte, par lit, 115 m<sup>2</sup> en cas d'occupation maximale, et 3,5 consultations de polycliniques journalièrement par étudiant). Dans un hôpital situé à 7 km de la ville, il est difficile de prévoir le nombre de consultations de polyclinique. Mais à l'hôpital de Bavière, il est passé de 154.000 en 1964 à 307.000 en 1968, ce qui correspond à 9 consultations par jour et par étudiant (de première année).

La construction sera aussi rapide que possible, elle devra amener un minimum de perturbation dans les services. Il semble que les travaux s'échelonnent sur huit ans.

Le bâtiment se présente sous forme de quatre tours entourant un noyau central. La forme carrée des tours donne une bonne répartition des locaux en façade. Une autre tour peut toujours, plus tard, être ajoutée et reliée à l'une de ces quatre tours par une colonne à circulation verticale. Le bâtiment sera en béton lisse, sans protection, coulé dans des moules d'acier poli. Les éléments principaux seront préfabriqués.

Les services hospitaliers sont largement dépendants du Département de Pathologie. C'est donc par la tour de la Pathologie que commencent les travaux.

Fin 1971, lorsque je quitte mes fonctions, l'Institut de Pathologie est en voie d'achèvement et les terrassements de l'hôpital sont en grande partie terminés.

### 3. — *Extensions Chimie*

Je le rappelle, nous n'avons pas pu opérer le transfert de l'Université Faculté par Faculté dans un ordre logique. Nous étions confrontés à l'urgente nécessité de construire, dans les délais les plus brefs, de nouveaux locaux pour les services qui, en ville, étaient les plus misérables. Mais le plan général prévoit qu'autour d'eux s'élèveront progressivement d'autres instituts et que les groupements fonctionnels seront ainsi progressivement constitués.

Les départements de physique et de chimie constituent un de ces ensembles fonctionnels. Leurs besoins sont loin d'être comblés par les réalisations de la « première tranche ». Des extensions ont été décidées. Celle de la chimie précèdera celle de la physique et abritera principalement chimie organique et biochimie.

Elle est en préparation au moment de mon départ et les travaux se poursuivent régulièrement.

Œuvre de l'Architecte Cl. Strebelle – collaborateur : D. Boden, ingénieurs conseils : R. Geisels, A. Yodie, P. Berger – elle présente un premier et heureux exemple de composition qui réunit deux blocs existants (ici, Chimie licences/recherches et Physique licences/recherches) par un groupe de constructions complémentaires aux



volumes différents et, crée un système de patios et d'espaces extérieurs bien proportionnés assurant aux utilisateurs des voies de circulation abritées.

Les trois bâtiments principaux articulés à angles droits délimitent une cour carrée qui s'ouvre largement sur une allée bordée de verdure.

Sur le côté libre de ce quadrilatère est érigée une tour d'appareillage sensible, isolée, permettant, à l'abri des vibrations, des mesures et des expériences très précises.

L'implantation des bâtiments suit la pente du terrain et offre ainsi un maximum d'ensoleillement et de vue sur la vallée, le bâtiment sud étant le plus bas.

Le premier bloc de Chimie licences/recherches établit d'indispensables contacts avec l'extension sud, par le niveau inférieur et avec l'extension nord, par des passerelles aériennes.

Une conciergerie et un magasin de produits solvants sont situés au nord-est tandis que le long du chemin réservé aux piétons, face à la vallée, se dressent la bibliothèque et quatre amphithéâtres communs à la Chimie et à la Physique.

Les trois bâtiments comportent de 2 à 4 étages consacrés à la recherche. Chaque étage est divisé en groupes de 9 modules formant suite et s'adaptant parfaitement aux exigences diverses des différents services.

Le rez-de-chaussée est réservé aux travaux pratiques. Un niveau technique en toiture est équipé de tout l'appareillage nécessaire à l'extraction de l'air vicié des laboratoires.

Le sous-sol est un vaste garage : 80 autos, motos et vélos.

La réalisation des laboratoires est le fruit de l'expérience acquise par l'Université et de nombreuses discussions entre utilisateurs et auteurs de projets.

Des solutions techniques, économiques et pratiques sont expérimentées pour :

- la distribution des nombreux fluides nécessaires aux activités des chimistes.
- la ventilation dont l'équilibre est difficile à atteindre dans les bâtiments où le nombre de hottes d'extraction nécessite un important renouvellement d'air.

— la sécurité, essentielle dans les locaux de haute technicité. Chaque bâtiment peut être facilement isolé des autres en cas d'incendie. Les balcons forment un couloir extérieur qui assure une évacuation rapide des occupants vers les cages d'escaliers qui ne sont séparées que par une distance de 36 m au maximum. De plus, en cas d'accident, chaque suite peut être isolée rapidement.

Le souci d'éviter toute monotonie se révèle par la hauteur différente des trois bâtiments, par leurs proportions et celles de la cour qui sont simples et belles, le rythme des nombreuses baies qui éclairent les façades, les détails architecturaux inattendus et intéressants. Dessiné avec une si rigoureuse logique et tant d'élégance à la fois, cet ensemble crée une atmosphère de grande sérénité.

#### E. — INÉVITABLES CONSTRUCTIONS ET TRANSFORMATIONS EN DEHORS DU SART TILMAN

##### 1. — *Généralités*

D'innombrables améliorations et transformations sont effectuées dans la cité entre 1954 et 1971, et d'autant plus importantes qu'entre la fin de la guerre et 1954, très peu d'aménagements ont été entrepris, faute de moyens.

Même lorsque le programme des constructions est entamé au Sart Tilman, il n'est malheureusement pas possible d'arrêter les travaux en ville. Les divers services doivent continuer à vivre et l'effort portera principalement sur ceux dont le transfert au Sart Tilman n'est pas prévu à court ou à moyen terme.

En dehors des transformations, améliorations ou agrandissements apportés à des bâtiments déjà existants, plusieurs bâtiments nouveaux sont construits. Les Travaux publics bâtissent leurs deux derniers édifices : Philosophie et Lettres et Hydraulique fluviale. L'Université, maître de l'ouvrage, construit, au Val-Benoît, un Institut de Mathématiques — comprenant un Centre de Calcul —, au quartier de Bavière, la morgue et la salle d'autopsies médico-légales, la transfusion sanguine, un bâtiment pour les Hautes Energies appliquées à la recherche et à la thérapeutique, des pavillons



polyvalents, un Home d'étudiants; en ville, un autre Home; dans les Hautes Fagnes, une Station de recherches.

## 2. — *Institut de Mathématiques*

En février 1957, l'Université décide la construction au Val-Benoît d'un bâtiment destiné aux candidatures ingénieurs <sup>(1)</sup> (physique - chimie - mathématiques) (p. 190). L'étude en est confiée à l'Architecte Burton aidé par le Service d'Etudes Techniques de l'Université.

Alors que les projets sont en cours, intervient la résolution du Conseil d'Administration de réunir sur les plateaux du Sart Tilman, non seulement les Facultés de Philosophie et Lettres, des Sciences, de Droit, mais aussi la Faculté de Médecine et la Faculté des Sciences appliquées (p. 210). Dès lors, le plan initial est amputé et seul le bloc des Mathématiques sera édifié.

Ce sera, au bord de la Meuse, face au massif boisé du Sart Tilman, le dernier édifice universitaire important construit dans la cité. Il y jouit d'un emplacement de choix, à l'angle de deux artères urbaines, à proximité du fleuve et avec une perspective dégagée vers l'Abbaye du Val-Benoît, monument classé. Le bâtiment abrite tous les services de mathématiques, de graphostatique et le centre de calcul.

Le complexe architectural s'exprime dans l'espace par le contraste de deux volumes parallélépipédiques : l'un bas et large, l'autre haut et mince.

Bien que destiné surtout à l'enseignement théorique, ce bâtiment doit, dans son organisation interne, tenir compte d'exigences variées des différents services qu'il abrite.

A côté des amphithéâtres (dont l'un de 500 places) et des salles de répétition (allant de 25 à 120 places), le grand nombre d'étudiants qui fréquentent l'Institut (environ 1.000) nécessite un vestiaire particulièrement étudié, une salle de séjour, de vastes couloirs.

Les locaux servant à l'enseignement sont dans les bâtiments peu élevés, ce qui réduit la circulation verticale des groupes nombreux

<sup>(1)</sup> Celles-ci, à cette époque, dépendaient de la Faculté des Sciences. Elles relèvent aujourd'hui de la Faculté des Sciences appliquées.

tandis que la tour à onze niveaux est consacrée surtout aux bureaux.

Le travail est terminé dans les délais prévus et particulièrement courts (550 jours). Il est inauguré le 17 avril 1964, bien que les divers services en aient pris possession à la fin de 1963. Cet événement mérite d'être souligné : l'ouverture des soumissions a lieu le 1<sup>er</sup> décembre 1960, c'est-à-dire quelques mois après que la maîtrise de l'ouvrage nous soit conférée. Pour la première fois, l'Université montre qu'elle est capable, seule, de mener à bien l'étude, l'édification et la surveillance d'un bâtiment d'assez grande envergure, dans les limites de temps imposées et dans les limites budgétaires prévues.

La superficie du bâtiment (parties couvertes) est de 12.970 m<sup>2</sup>.

#### *Centre de Calcul et du Traitement de l'Information (CECTI).*

L'Institut de Mathématiques renferme un Centre de Calcul et du Traitement de l'Information. Pressentant l'énorme importance qu'allaient prendre les ordinateurs dans tous les domaines, l'Université, créée dès 1957, un Centre de calcul électronique et le dote d'un ordinateur assez modeste. Ce nouveau Département est un service général de l'Université, indépendant des Facultés, conduit par une Commission permanente, responsable devant le Conseil d'Administration, et un Directeur qui organise le travail et contrôle sa collaboration aussi bien avec l'Université qu'avec l'Industrie.

Nos prévisions les plus optimistes sont dépassées par le développement fulgurant de cette discipline féconde. En quelques années, plusieurs étapes sont victorieusement franchies, marquées chacune par un gain notable de puissance, de perfectionnements, de nouvelles possibilités.

Grâce au dynamisme de l'équipe du Centre, l'Université garde ici son rôle de pionnier : elle est la première à faire du téléprocessing on line en 1964 et, en 1970, la première en Belgique, elle utilise un ordinateur 360/65 couplé avec un 360/44 qui lui sert d'esclave. Il n'a pas fallu treize ans pour que le gain de performances, depuis l'appareil initial, soit de 4.500. Dès lors, il ne s'agit plus d'une machine à calculer mais d'une usine à traiter l'information. L'esclave reçoit sur carte perforée programmes et données qu'il stocke sur des mémoires à disques magnétiques. Le 360/65, selon un horaire



pré-établi prend connaissance des problèmes, les traite, place les résultats sur des mémoires à disques que l'esclave vient reprendre et dont il assure l'impression ou la mise en graphique. Si les utilisateurs sont éloignés, c'est encore l'esclave qui est chargé du télétraitement, utilisant lignes téléphoniques, télégraphiques, télex.

Ce remarquable tandem de robots intellectuels peut résoudre pratiquement tous les problèmes qui lui sont présentés. Il travaille 24 heures sur 24, 7 jours par semaine et chaque jour, peut prendre en charge 500 problèmes différents.

En plus de lui, des appareils plus petits et spécialisés existent : à l'hôpital de Bavière, pour la conduite des appareils d'analyses et le dépouillement des tracés de cardio et d'encéphalogrammes; à l'Administration centrale pour l'exécution des tâches journalières de gestion.

Enfin, il y a deux installations privées : l'une pour la comptabilité des cliniques médicales, l'autre, pour l'analyse statistique de langues anciennes.

Les tâches du Centre de Calcul sont des tâches d'enseignement, de recherches, d'applications pratiques.

Le domaine de l'enseignement est étendu et est assuré de s'étendre encore. Deux chaires d'informatique sont créées à la Faculté des Sciences appliquées. Le diplôme d'Ingénieur en Informatique s'obtient soit grâce à une option dans la section des Electroniciens, soit par une année de spécialisation dans toutes les autres sections. Des cours libres et à option, avec travaux pratiques, sont ouverts aux étudiants des autres Facultés. Etant donné l'absence d'école technique supérieure en Informatique, le Centre a ouvert une école de programmeurs. Enfin, des séminaires, des cycles d'études sont organisés au profit des utilisateurs du Centre.

Une collection de programmes standard, une bibliothèque très bien équipée complètent les possibilités d'information dans un domaine où les progrès sont rapides.

Dans le cadre de la recherche, l'apport des ordinateurs a révolutionné bien des méthodes. On pensait que les travaux de laboratoire surtout en seraient enrichis mais toutes les Facultés utilisent le centre et l'utiliseront de plus en plus. La demande des divers services double en moyenne chaque année.

Quelques exemples :

EN SCIENCES : à l'Ecole d'Astrophysique : *calcul des modèles d'étoiles variables, analyses de spectres du soleil et des comètes, catalogues d'étoiles, dépouillement des mesures effectuées par des satellites européens.*

En Physique nucléaire et moléculaire : *exploitation numérique très importante des modèles théoriques.*

En Chimie : *Exploitation des données expérimentales. Description quantitative de la structure électronique des molécules en vue de l'interprétation et de la prévision de la réactivité chimique.*

Les botanistes emploient l'ordinateur pour le *dépouillement de sondages palinologiques*, et les géographes, pour la *solution de problèmes de calcul de répartition de populations et le tracé des cartes correspondantes.*

EN FACULTÉ DE MÉDECINE : *Calculs et analyses statistiques de données de dosimétrie en radiothérapie - anamnèse médicale - mémorisation : recherche et analyse de dossiers médicaux - conduite automatique d'appareils de laboratoire.*

EN MÉDECINE VÉTÉRINAIRE : *analyses statistiques de résultats expérimentaux.*

EN DROIT : seule l'Ecole d'Administration des affaires utilise l'informatique de façon appréciable pour le moment, pour des études d'économétrie et de *recherche opérationnelle* (programme Pert).

EN PHILOSOPHIE ET LETTRES : l'étude des *textes latins et de français ancien.*

En Psychologie et Sciences de l'Education : *le dépouillement de tests - l'analyse factorielle - le dépouillement d'enquête sociologique.*

Il n'est aucun service de recherche de la Faculté des SCIENCES APPLIQUÉES qui n'utilise de manière régulière les ordinateurs. L'Université de Liège s'est signalée notamment en produisant les *premiers plans en Europe d'échangeurs autoroutiers dessinés automatiquement par un ordinateur*, et en étant à la pointe de la recherche dans l'*analyse des structures d'avions ou de satellites.* Dans ces



domaines, les recherches sont orientées, non seulement vers l'amélioration des techniques de calcul, mais également vers le développement de nouvelles méthodes et de langages spéciaux de programmation qui facilitent le dialogue entre l'homme et l'ordinateur.

Le CECTI s'impose par un personnel universitaire et para-universitaire particulièrement compétent. Il s'intègre largement dans la politique de promotion sociale qui est celle de l'Université tant par la formation et le recyclage de spécialistes qu'en permettant des travaux fondamentaux pour le progrès industriel, et en trouvant de nouvelles solutions à ses problèmes.

### 3. — *Centre de Recherches Métallurgiques*

Nous avons vu que l'ancienne Abbaye du Val-Benoît, primitivement réservée à l'Education physique, a été fortement endommagée par les bombardements de 1944. Elle est offerte au Centre de recherches métallurgiques (CRM) qui la reconstruit complètement ainsi que sa poterne grâce à ses propres moyens financiers.

Le CRM est une association sans but lucratif qui fixe comme objet à ses recherches l'amélioration de procédés de fabrication métallurgique et de qualité des produits de la métallurgie des métaux ferreux et non ferreux.

Ce Centre, créé en 1948, est financé essentiellement par les Sociétés industrielles et par l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et dans l'agriculture (IRSIA).

Le 29 octobre 1964, le CRM inaugure un second bâtiment, situé non loin du premier, sur une surface de 1.000 m<sup>2</sup> mise à sa disposition par le Patrimoine de l'Université.

C'est à l'infatigable dynamisme du Professeur Coheur que nous devons ces deux départements qui rendent d'éminents services, non seulement à l'industrie des métaux ferreux et non ferreux mais aussi aux services de métallurgie de l'Université qui bénéficient de leurs équipements et de leur rayonnement.

L'activité du CRM ne se limite pas aux frontières de la Belgique. Toutes les sociétés métallurgiques intégrées au Benelux y sont affiliées. Les recherches du CRM se font dans un esprit extrêmement

pratique. Il possède au Val-Benoît des équipements les plus modernes, autorisant les recherches les plus poussées; il passe des contrats avec des laboratoires spécialisés universitaires ou industriels pour des études définies; il entreprend, dans les usines mêmes et avec leurs engins de production industrielle, des recherches fondamentales ou appliquées. Cette politique réaliste et efficace permet une rapidité d'action et un rendement scientifique remarquables.

Le CRM personnifie l'esprit d'une Faculté universitaire conciliant les exigences de la Science pure et le souci de la promotion industrielle.

Des conventions particulières <sup>(1)</sup> existent entre l'Université et le CRM : celui-ci édifie des bâtiments qui sont la propriété du Patrimoine universitaire mais en garde la jouissance pendant cinquante ans. L'Université construit et entretient à ses frais l'infrastructure et fournit pendant cinquante ans les fluides de façon gratuite.

#### 4. — *Salles d'Autopsies et Laboratoire médico-légal*

Le service d'autopsies de l'hôpital de Bavière date de 1909. Il est vétuste et mal adapté aux exigences actuelles. L'Université, en collaboration avec la ville, décide de construire un nouveau complexe mortuaire, rue Dos-Fanchon. Ensemble, le Professeur Moureau, le Professeur Louis et l'Architecte Vandenhove, avec l'aide du SETU, mettent au point un département répondant aux normes modernes dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et des expertises judiciaires. Les corps sont déposés dans des loges climatisées, prenant jour par des lanterneaux pyramidaux, qui leur assurent une excellente lumière tout en les gardant à l'abri des regards. Si l'expertise le nécessite, viscères ou même corps entiers peuvent être conservés à  $-20^{\circ}$ . Des laboratoires, une chambre noire sont annexés à la salle des autopsies. Celles-ci se font dans les meilleures conditions : tables d'opération éclairées par des scialytiques, possibilité de photographier en couleurs, de radiographier, examens microscopiques en quelques instants d'un fragment d'organe, étude sur place, mise en frigo d'échantillons de sang,

<sup>(1)</sup> La première date du 22 octobre 1952, la deuxième, du 10 mai 1960, la troisième, du 28 octobre 1965.





d'épanchements, de prélèvements bactériologiques. Chaque facteur du diagnostic peut être traité avec sûreté et précision.

La chambre funéraire est à la fois grave et de bon ton.

On a conçu l'appartement du concierge de telle façon qu'il échappe à cette ambiance forcément impressionnante.

L'ensemble, en briques claires est d'une sobriété qui n'exclut pas l'élégance. Il dégage une sensation de dignité et de paix. Son coût total est d'un peu plus de 10.000.000 F. Le terrain et le bâtiment sont en co-propriété entre l'Université et la Ville. Une convention d'avril 1963 en attribue 55 % à l'Université et 45 % à la ville. Les dépenses de fonctionnement sont aussi couvertes par l'Université : 55 % et par la Ville, 45 %.

#### 5. — *Service de transfusion sanguine*

Le Service de transfusion sanguine est édifié également rue Dos-Fanchon par l'Architecte Vandenhove, Bureau d'études : Bei-Lesage.

De lignes très simples, en briques claires, il est avenant. Le rez-de-chaussée renferme les locaux administratifs et reçoit les donneurs de sang. Son atmosphère est sympathique. Un bar y est aménagé et une profusion de plantes vertes jouit de la lumière de grandes fenêtres. Au rez-de-chaussée aussi se fait la délivrance du sang. Les étages comportent des bureaux et des laboratoires de la Croix-Rouge et de l'Université, un bureau pour le Médecin de garde, une animalerie.

Ce Service est en co-propriété entre la Croix-Rouge et l'Université. Une convention datant de février 1965 base cette décision sur le fait que les services de transfusion de l'Université et de la Croix-Rouge ne peuvent vivre qu'en symbiose. Le prix global du terrain – qui appartient initialement à l'Université – et de la construction est de 13.500.000 F. Il est supporté par la Croix-Rouge (62,87 %) et par l'Université (37,13 %).

#### 6. — *Service des Hautes Energies*

En 1961 a lieu l'inauguration, dans l'enceinte de l'hôpital de Bavière, d'un nouveau bâtiment qui apporte à l'Université un

accroissement de son potentiel thérapeutique et de son équipement de recherche.

Le SHEART va renfermer un bêtatron, un gammatron et une bombe à cæsium 137.

Les subsides ont été prélevés par arrêté royal sur les recettes de l'impôt de conjoncture grâce à l'intervention de l'Institut inter-Universitaire des Sciences Nucléaires et du Ministère de la Santé et de la Famille auprès du Comité ministériel de la Politique scientifique. Chaque Université sera ainsi dotée d'un appareillage mettant à sa disposition un puissant émetteur de photons gamma et un accélérateur de particules du type bêtatron.

Les crédits reçus par le Patrimoine, le terrain mis gracieusement à notre disposition par la Commission de l'Assistance Publique, nous confions l'étude du bâtiment à l'Architecte Vandenhove. Comme pour l'édification du Home Ruhl, l'Université est investie des droits et des devoirs de maître de l'ouvrage. Le SETU montre une fois de plus son aptitude à faire face à de lourdes responsabilités et cette deuxième expérience est un succès.

L'Université achète trois appareils :

*Un gammatron* qui permet l'application en profondeur des radiations gamma extra-dures.

*Un asclépitron*, basé sur un processus d'accélération d'électrons libres, produit soit un rayonnement corpusculaire électronique, soit un rayonnement électromagnétique du type X.

*Un appareil de télécurithérapie rotatoire au cæsium 137*, efficace dans les tumeurs malignes peu profondes dans les régions riches en os et en cartilages (sinus maxillaire, larynx).

L'étude de la réaction des tissus vivants aux diverses agressions radiantes montre que la réponse diffère suivant qu'ils sont soumis aux radiations classiques ou aux Hautes Energies.

Une première indication urgente de ce nouvel équipement est d'ordre thérapeutique. Les cancérologues jettent un cri d'alarme devant l'incidence de plus en plus élevée du cancer.

Dans le traitement radio-chimio-chirurgical de cette redoutable maladie, la cure radiologique a une grande place et, dans cette cure radiologique, les radiations des Hautes Energies jouent un rôle prépondérant.



Armée comme elle l'est, l'Université pourra améliorer d'une façon spectaculaire les conditions de lutte contre le cancer.

Mais cette installation ouvrira tout un champ de possibilités aux radiobiologistes en mettant à leur disposition des énergies élevées qui peuvent raccourcir le facteur temps si important dans certaines expériences, une gamme étendue d'énergies (allant de quelques milliers à plusieurs millions d'électrovolts), une grande diversité de types de rayonnements utilisables (photons X, photons gamma, électrons). Les chercheurs sont bien placés pour aborder le problème de l'éventuelle variation des effets biologiques en fonction non seulement de la quantité mais de la qualité de l'énergie.

Le SHEART pourra aider aussi les chimistes, les physiciens, les astrophysiciens et les ingénieurs en leur offrant de nouvelles énergies.

Le bâtiment se caractérise extérieurement et intérieurement par une très grande sobriété. Tous les problèmes techniques ont été traités dans un esprit d'efficacité et d'économie. Les matériaux arrêtent les radiations en fonction de leur densité. Là où le facteur place ne comptait pas, on a utilisé du béton ordinaire légèrement armé et on a augmenté l'épaisseur des murs (2,60 m), ailleurs, on a réduit cette épaisseur mais on a choisi un béton de forte densité à base de barytine. Une même salle de contrôle sert pour les deux locaux renfermant le bêtatron et le gammatron.

Outre des pièces à l'usage des malades (salle d'attente, salles de déshabillage) et des bureaux d'examen, le bâtiment comprend des laboratoires de physique et de chimie, un atelier, des bureaux, une chambre noire. L'atmosphère générale est paisible.

#### *7. — Bâtiments polyvalents*

Sur un terrain disponible du Boulevard de la Constitution, l'Université va élever, pour répondre aux besoins de la Faculté de Médecine, un ensemble de dix petits pavillons de 110 m<sup>2</sup>, de construction fort simple et qui, par leur structure, peuvent être facilement adaptés à de nombreux usages.

Chaque unité est libérée de tout point d'appui. Elle est subdivisible à volonté à partir d'un module de 3,10 m ou 1,55 m d'axe en axe suivant les exigences des utilisateurs. Les meubles sont entiè-

rement modulés et transformables. Les fluides, très accessibles, sont disposés au plafond des couloirs.

De telles unités polyvalentes sont nécessaires dans la période de transition qui couvrira le transfert progressif des départements du doctorat en Médecine au Sart Tilman. Dès qu'un de ces locaux deviendra libre, il sera, pratiquement sans frais, mis à la disposition d'un service non encore transféré.

Pour le moment, y sont abrités les départements de psychosomatique et de psychologie médicale; les laboratoires de cytogénétique humaine et animale expérimentale; les laboratoires de recherches de chimie médicale, de toxicologie, de bromatologie et d'hygiène; des unités de recherches moléculaires.

L'ensemble polyvalent est étudié par l'Architecte Vandenhove, Bureau d'études Lesage-Yodin-Setu. Son prix est d'un peu plus de 15.000.000 F.

Il est inauguré le 21 juin 1967, en même temps que le nouveau Chenil destiné à se substituer totalement à l'installation incommode qui existe actuellement dans l'enceinte de l'hôpital. Les animaux ont des installations individuelles, l'entretien est facile et impeccable, l'isolement acoustique parfait (coût approximatif : 4.000.000 F).

## 8. — *Homes*

### LE HOME RUHL-HAUZEUR — LE HOME BRULL.

En 1953, les seuls restaurants d'étudiants sont celui de la « Mason » et celui de l'Union catholique des étudiants, situés tous deux rue Sœurs de Hasque.

Il n'y a pas de home pour étudiants. Ceux-ci vivent çà et là chez l'habitant.

La construction d'un home est déjà souhaitée par mon prédécesseur Campus. Il établit même le projet de création d'un établissement d'utilité publique qui recueillerait les fonds, construirait et gèrerait un tel établissement. Une enquête menée parmi la jeunesse universitaire en 1954 <sup>(1)</sup> montre que cette initiative répondrait au vœu ardent d'un très grand nombre d'étudiants.

<sup>(1)</sup> *Bull. des Amis de l'Université*, n° 2, 1957.



L'occasion de créer un premier home nous est offerte de façon fortuite : en septembre 1930, la famille Ruhl-Hauzeur lègue à l'Etat, pour l'Université de Liège, un immeuble sis Boulevard d'Avroy n° 67 (parcelle 137 H), d'une surface (maison et jardin) de 830 m<sup>2</sup>, « à charge d'affecter les dits biens perpétuellement à l'établissement d'un musée renfermant des biens meubles (dont la liste est annexée)... et à la création de cours d'art et d'archéologie ».

« Ce musée dénommé Musée Gustave Ruhl-Hauzeur... sera accessible au public... »

« L'Etat payera à la donatrice la somme de 316.900 F. »

Les biens meubles (293 objets) : bijoux, tableaux, porcelaines, faïences, verrerie, meubles, tapis, etc... sont évalués, dans l'acte notarial, à 364.834 F.

Lorsque je prends mes fonctions rectores, vingt-trois ans plus tard, la question est encore au point mort, ce qui révèle bien l'embaras de mes prédécesseurs. Je les comprends. La grande demeure, plus ou moins entretenue, recèle de poussiéreuses collections. Aux yeux des spécialistes que je consulte, elles ont incontestablement de la valeur mais ne suffiraient cependant pas à justifier un musée. Pour ouvrir l'immeuble au public, il faudrait y consentir des frais – entretien, chauffage, gardiennat – qui seraient lourds pour l'Université et paraissent peu en rapport avec l'intérêt qu'y trouveraient les visiteurs. Par ailleurs, il est difficile, tant vis-à-vis des légataires que de l'Université, de temporiser encore.

Je fais le rapprochement entre l'édification d'un musée qui se présente assez mal pour l'Université et le besoin criant que nous avons d'un home pour étudiants. L'emplacement central de l'immeuble hérité conviendrait à merveille et je vois là une solution possible à ce problème lancinant. En janvier 1955, je prends contact avec M. Anez de Taboada représentant la famille Ruhl-Hauzeur. Je lui explique que l'Université ne peut engager les dépenses qu'entraînerait la stricte observation des conditions du leg mais qu'elle considérerait comme un bienfait d'avoir la libre disposition de l'immeuble. Et je propose que, dans la forme juridique appropriée, les héritiers de la famille Ruhl-Hauzeur reprennent les collections moyennant quoi l'Université, dégagée de ses obligations, construirait à la place de la maison actuelle un home d'étudiants auquel elle donnerait le nom de « Home Ruhl-Hauzeur ».

M. Anez de Taboada et sa famille acceptent ma proposition, « se ralliant au fait que l'idée de la donation était plus de rendre service à notre Université liégeoise que dans l'application, à la lettre, des textes du legs ».

L'Université, ravie de cette solution, crée dès lors un établissement d'utilité publique : « *Home des étudiants de l'Université de Liège* » <sup>(1)</sup>.

L'établissement a pour objet, à l'exclusion de tout gain matériel, de procurer aux étudiants ainsi qu'aux boursiers, chercheurs et visiteurs scientifiques de toutes nationalités fréquentant l'Université de Liège, à l'exemple d'Universités belges et étrangères, des logements individuels, des salles d'activité sociale ou d'étude, des locaux de direction et d'administration, ainsi que des repas et autres services domestiques.

Un arrêté pris par le Ministre de la Justice, le 18 avril 1956, entérine nos accords.

Mais les discussions ne sont pas terminées : l'immeuble a été donné, pour l'Université de Liège, à l'Etat. Le home sera édifié grâce à des fonds provenant directement ou indirectement du Patrimoine. Il faut donc que l'Etat rétrocède son leg au Patrimoine. L'opération nécessitera beaucoup de démarches. Nous serons très aidés par Jean Rey, Ministre des Affaires économiques et par Victor Gothot, Vice-Président du Conseil d'Administration qui a les relations les meilleures avec Jean van Houtte, Ministre des Finances, son collègue en droit fiscal.

Finalement, un acte de transfert est signé par le Ministre des Finances, le 25 juin 1957. Il cède, au Patrimoine de l'Université, l'immeuble Ruhl-Hauzeur pour la somme de 325.000 F <sup>(2)</sup>.

Restent à trouver les moyens financiers de construire le home, évalué à quelque 20 millions. J'adresse aux industriels, commerçants, banquiers, amis de l'Université, une requête insistant sur le fait que :

Liège est, en Belgique, la seule ville universitaire à ne posséder aucun centre d'hébergement des étudiants. Jeunes gens et jeunes filles étrangers à notre ville sont obligés de se chercher chez l'habitant un logement généralement onéreux et souvent peu sympathique. Au lieu de la chaude

<sup>(1)</sup> Les statuts en sont publiés au *Moniteur* du 28 juillet 1955.

<sup>(2)</sup> La valeur du fonds de terre est estimé, en 1958, à 100.000.000 F.



atmosphère familiale, ils n'y trouvent, les cours terminés, qu'une solitude pesante, source de détresse morale et de dispersion intellectuelle.

Je leur rappelle que les dons qui sont faits à notre Patrimoine bénéficient de l'immunité fiscale (loi du 8 mars 1951 modifiée par la loi du 28 mars 1955). L'appel est un succès : les souscriptions dépassent 8.000.000 de francs. J'obtiens, d'autre part, de M. A. Buisseret, Ministre des Colonies, 6.000.000 F à charge pour nous de réserver un certain nombre de chambres pour les enfants des « coloniaux ».

La dépense prévue n'est cependant pas couverte et le Patrimoine lui-même possède peu de fonds liquides. Mais il est propriétaire au Val-Benoît d'un terrain sur lequel l'Etat a bâti une série d'Instituts : chimie, métallurgie, électromécanique, génie civil, centrale thermo-électrique. Cette situation n'est pas orthodoxe et je propose au Patrimoine de revendre à l'Etat l'assise du fonds sur lequel ces bâtiments sont édifiés, c'est-à-dire une surface de 6 ha 2 a 98 ca. Cette vente, en mars 1959, rapporte au Patrimoine 28.286.300 F.

Nous voici donc très à l'aise pour donner suite à notre projet de home. La construction, confiée à l'Architecte Bosny et commencée en 1957, est achevée en 1960. L'immeuble comprend, outre des locaux de réceptions et de réunions au rez-de-chaussée, les logements répartis dans deux corps de bâtiment : à front du Boulevard, un bloc de dix étages comportant chacun huit chambres d'étudiants ainsi que, dans les entresols, des douches et des « kitchenettes » ; le long du jardin, un bâtiment de trois étages comportant 27 chambres d'étudiants ainsi que, à chaque niveau, une petite salle pour les réunions amicales, le thé ou les collations.

Le coût de la construction a été de 26.382.723 F.

Nous nous efforçons d'y réunir des étudiants et des étudiantes appartenant à des sections différentes.

Ce premier home est confortable et sympathique. Les étudiants l'adoptent avec joie. Son aménagement répond à leurs vœux et il s'y crée tout de suite une atmosphère cordiale et intime. De nombreuses soirées sont organisées : danses, folklore des pays des étudiants étrangers, conférences, expositions. Des clubs interfacultaires s'y réunissent. Ce home est rapidement intégré à la vie universitaire.

## LE HOME BRULL.

Bien que la reconstruction de toute notre Alma mater soit prévue au Sart Tilman, il faudra longtemps encore avant que le nouvel hôpital fonctionne. Or, les étudiants en Médecine ont grand mal à se loger dans le quartier de Bavière. Le Professeur Brull (Clinique médicale) se préoccupe de ce problème. Il trouve même le moyen d'équiper une ou deux maisons du quartier pour y loger quelques étudiants.

La présence d'un home dans les environs de l'hôpital répond donc à une nécessité.

L'étude en est confiée à l'Architecte Charles Vandenhove, Bureau d'études Lesage et Jodin. Cent chambres pour célibataires, garçons et filles, vingt-huit appartements pour étudiants mariés, un appartement pour le directeur, un pour le gardien, des locaux pour la vie en commun : salles de réunion, bibliothèque.

Au rez-de-chaussée, un restaurant de self-service de 200 places assises, avec possibilité d'organiser trois services, une grande cafétaria. Ce restaurant est le premier qui soit géré par l'Université. L'originalité du restaurant et de la cafétaria réside dans le fait que chacun comporte trois locaux de dimensions différentes, créant ainsi une atmosphère plus intime.

Chaque étage de logements se divise en deux appartements de huit chambres. Elles sont en façade, ont 13,50 m<sup>2</sup> de surface et un grand balcon. Les installations communes : toilettes, douches, cuisinettes, locaux de détente occupent le noyau du bâtiment.

Bien que nous voudrions que les homes d'étudiants réunissent jeunes gens et jeunes filles, appartenant à des disciplines différentes, il va de soi que, construit au quai Godefroid Kurth, à quelques pas de l'hôpital de Bavière, le home Brull sera surtout fréquenté par des étudiants et des étudiantes du doctorat en Médecine, en tout cas aussi longtemps que le nouvel hôpital ne sera pas construit au Sart Tilman.

C'est le 21 juin 1967 que l'Université inaugure son deuxième home d'étudiants et le premier restaurant dont elle assurera, seule, la gestion.

Lors de l'inauguration de ce complexe, je m'exprime comme suit :



A l'époque où les services universitaires seront transférés au Sart Tilman, bon nombre de nos étudiants préféreront encore séjourner en ville. L'Université, d'accord en cela avec les associations d'étudiants, s'est ainsi décidée à construire une résidence estudiantine dans le quartier de Bavière, outre trois homes et un restaurant au Sart Tilman.

L'unanimité enthousiaste des responsables de l'Université s'est faite sur le nom de « *résidence Lucien Brull* ». Beaucoup d'entre nous ont bien connu le Professeur Lucien Brull, titulaire de la Chaire de Clinique médicale à la Faculté de Médecine. Excellent physiologiste et grand clinicien, il était aussi bien un homme à qui rien de ce qui concerne l'homme n'est étranger. Sa mort prématurée nous a tous appauvris sur grand nombre de plans. Les étudiants lui doivent une reconnaissance particulière : il a pris part à toutes les batailles menées en leur faveur, sur le plan académique, en tant qu'adversaire agissant de la surcharge des programmes, sur le plan social, où ses vues pertinentes et réalistes ont contribué à résoudre bien des problèmes.

### 9. — *Station des Hautes Fagnes*

Cette Station est créée en 1924, à l'initiative du physiologiste Léon Fredericq, en raison de la faune et de la flore spécifique de la région, au voisinage de l'auberge du Mont Rigi, à 693 m d'altitude, sur une parcelle louée à l'Etat en bordure de la belle Fagne où prend naissance le ruisseau du Polleur, l'une des branches de la Hoegne.

Les premiers bâtiments sont des pavillons en bois, préfabriqués, provenant du Fonds du Roi Albert. Le Patrimoine de notre Alma mater en assure l'aménagement.

Cette Station modeste dont ne cesseront désormais de s'occuper – avec une persévérance d'autant plus méritoire qu'ils ne disposent que de maigres subsides – les Professeurs Bouillenne et quelques chercheurs, est un succès : professeurs, étudiants belges et étrangers y effectuent des séjours de travail depuis l'origine.

L'offensive Von Rundstedt la détruit complètement. Sur le même emplacement, et avec l'aide du Patrimoine de l'Université, elle est reconstituée au moyen de baraquements américains, inaugurée en 1947, et complétée en 1949 par le Musée des Hautes Fagnes et le Musée Léon Fredericq, dans les annexes de la *Tour de Botrange*.

De nombreux travaux scientifiques y sont poursuivis. La plupart portent sur la formation de la tourbe (vieille de bientôt 8.000 ans),

sur la végétation actuelle et son pouvoir de rétention de l'eau, cette eau particulière aux Fagnes, si précieuse pour les lainiers et les papetiers.

Sur le plan didactique, le rôle joué par la Station est important : elle permet la formation sur le terrain de nombreuses générations d'étudiants dont beaucoup deviennent d'excellents naturalistes et de brillants écologistes.

Enfin, l'existence même de cette Station est déterminante dans le domaine de la protection de la nature : en effet, c'est le centre de ralliement de tous ceux qui, par leur ténacité, leur dévouement à cette contrée si intéressante et si belle, réussissent à créer dans les Hautes Fagnes, dès 1957, une réserve naturelle domaniale comprenant actuellement quelque 3.500 hectares de Fagne peu altérée.

Le 23 janvier 1963, considérant l'exiguïté et l'état de vétusté des locaux, l'Université décide la construction de nouveaux bâtiments équipés pour les recherches interdisciplinaires, en rapport avec les caractères particuliers de la région et dont une aile sera consacrée au Musée Léon Fredericq. Le nom du Professeur Freddy Darimont reste étroitement attaché à ce projet.

Mais, avant de trouver un terrain propice, les tribulations sont nombreuses. Un premier projet prévoit la construction en bordure du coupe-feu qui relie la route nationale Eupen-Malmédy à la fagne du Polleur-Bach. Jules Moureau, chef de travaux de Botanique est chargé de « programmer » la Station. Le programme est approuvé par le Conseil d'Administration le 26 juin 1963. En juillet de la même année, je demande au Ministre de l'Education nationale d'acquérir le terrain d'un peu plus de trois hectares.

L'étude de la Station est confiée au *Groupe Synthèse* qui termine les plans en janvier 1964. L'estimation est de 11.000.000 F. Mais en février 1965, le Ministre refuse l'acquisition du terrain parce que « l'implantation d'une construction transformerait un site classique voisin de la Baraque Michel et de la réserve naturelle des Hautes Fagnes, et entraînerait une emprise qui réduirait le domaine forestier ».

Nous nous mettons donc en route pour trouver un nouvel emplacement. L'enquête, menée par J. Moureau, conduit à proposer un autre site situé à Robertville, à 600 m de la Tour de Botrange, d'une superficie d'à peu près 5 ha. Le Collège des Bourgmestre et



Echevins de Robertville refuse de vendre la parcelle « parce qu'il s'agit de terrains boisés ». Une délégation des Travaux publics et des Inspecteurs des Eaux et Forêts vient examiner les lieux et conclut que le terrain, dont la vente est refusée par la commune de Robertville, convient parfaitement. Dans ces conditions, je demande, en octobre 1965, qu'un arrêté d'expropriation soit pris; l'Administration de l'urbanisme est d'accord, le Conseil supérieur des réserves naturelles et l'Administration des Eaux et Forêts ne le sont pas.

A ce moment, nous apprenons que l'OTAN a décidé d'installer un radar sur le territoire convoité...

Tout est encore une fois à recommencer. En mars 1968, je demande au Ministre de l'Education nationale d'acquérir une autre parcelle, d'un hectare et demi, au Mont Rigi, terrain géré par l'Administration forestière. Un arrêté d'expropriation est pris et le terrain, accordé à l'Université fin 1969.

Il a fallu *sept ans de pourparlers...*

Fin 1970, est créé le « *Conseil de la Station Scientifique des Hautes Fagnes* », dont la présidence est confiée au Professeur Ruwet et la direction à R. Schumaker <sup>(1)</sup>.

Un nouveau programme de la future Station est aussitôt mis à l'étude. Cette programmation est pratiquement terminée lorsque je quitte le Rectorat. L'étude est confiée à l'Architecte Jean Englebert, professeur à l'Université, bureau d'études Hoens et Dehareng.

<sup>(1)</sup> Sont en outre désignés les Professeurs Bourdeau, Ruwet, Jeuniaux, Bourguignon, Welsch; les Chargés de cours Lambinon, Pissart, Koenigsfeld; les collaborateurs scientifiques Moureau, Remacle, Streel.

## Le Château de Colonster, ses annexes, ses fermes

Lorsque est acquis par l'Université le territoire de Colonster, le château et ses annexes deviennent automatiquement notre propriété. J'ai déjà exposé plus haut que l'acquisition de ces bâtiments n'a jamais été un objectif en lui-même (p. 214).

L'importance prise par le château depuis sa restauration est telle qu'il convient de dire tout d'abord quelques mots de son passé et de son évolution.

Le Sart Tilman a été habité dès la préhistoire ainsi que l'attestent les nombreux objets paléolithiques et surtout néolithiques qui y ont été découverts <sup>(1)</sup>. Protégé par les escarpements abrupts de la vallée, l'éperon rocheux de Colonster a dû constituer de tous temps un lieu privilégié de résidence et de refuge. On peut raisonnablement supposer qu'à toutes les époques, des hommes y ont bâti leur demeure.

Nous manquons de documents sur l'origine lointaine du château. Peut-être remonte-t-elle à l'époque gallo-romaine (M. Lacoste). Au Moyen Age existe un bâtiment fortifié faisant partie du domaine carolingien de Jupille :

Un manoir sans donjon ni garnison capable de soutenir un siège, une habitation de 26 m de côté aux murs extérieurs aveugles, éclairée toute sur une courette intérieure de 13 m.

Son puits existe encore.

Le manoir pouvait se défendre aisément contre les bandes armées et les pillards de passage, protégé sur trois côtés par des escarpements,

<sup>(1)</sup> *L'occupation du Sart Tilman à l'époque préhistorique*, par Mme Ulrix-Closset : cahiers du Sart Tilman.



ouvert sur le quatrième côté, la cour, à l'Ouest. Cantonnée de tourelles aux angles et entourée de communs, cette cour occupait un trapèze de  $80 \times 50 \times 20$  m. On n'y pénétrait que de la basse-cour, après avoir franchi les douves sur un pont-levis gardé <sup>(1)</sup>.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le Comte Maximilien-Henri-Hyacinthe de Horion <sup>(2)</sup> va le transformer en une demeure de plaisance et il n'apparaîtra plus guère de son passé guerrier que les quatre tours de moellons épais et des fossés asséchés. Les rudes façades Nord et Est en moellons de grès parsemés de parpaings calcaires et datant du XVII<sup>e</sup> siècle sont conservées. Mais la façade Sud en briques prend des proportions pures et sereines. Les fenêtres à meneaux sont remplacées par des baies cintrées avec claveau central formant clé de voûte. A l'Ouest, le fond de la courette intérieure est incorporé au corps de logis sous forme d'un hall destiné à abriter un large escalier. La courette, ainsi amputée, est également rétrécie par l'agrandissement des salons qui la bordent latéralement. Sacrifiée aux salons, elle prend finalement la forme d'un doigt de gant assez étroit. Les ailes Nord et Ouest des communs disparaissent et le château s'ouvre largement sur la vaste perspective du parc.

C'est aussi vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'est édifiée, entre la poterne et le château une chapelle Louis XV de grandes dimensions. Elle est dédiée à saint Hubert et les bas-reliefs de la façade représentent les scènes de la conversion du Saint.

Au moment où nous en prenons possession, le château comporte : au bel étage ouvert sur le parc : un vestibule et huit salons; à l'étage supérieur : de nombreuses chambres; enfin, les combles. Au niveau inférieur qui, à cause de la dénivellation du terrain, est de plain-pied avec les jardins, les cuisines, une salle de chasse et des caves. De l'une d'elles, part un accès au puits. Ces locaux n'occu-

<sup>(1)</sup> Extrait d'un rapport de l'architecte Lacoste (7 mai 1964).

<sup>(2)</sup> *Propriétaires du domaine de Colonster.*

A l'époque carolingienne, Colonster fait peut-être partie du vaste domaine de Jupille. Devenu par la suite fief du prince-évêque, il est attribué au XIV<sup>e</sup> siècle aux de Pré, Sénéchaux de l'Evêque. Après l'extinction de cette lignée, il est acquis par le Maître de Liège : Stas Chabot, passe à son gendre Guillaume de Sombreffe puis appartient à Erard de la Marck qui, en 1512, le donne à Conrad de Horion, mari de sa fille. Le château va rester dans cette famille jusque 1780, témoin de son épanouissement puis de son déclin. Dans la suite, se succèdent de nombreux propriétaires : citons le comte Hamal, le baron de Bormans, le baron de Chestret, le baron de Waha, le baron Allard et enfin, en 1920, le baron van Zuylen.

pent que le pourtour du bâtiment, et entourent la masse pleine du piton rocheux.

Le château est profondément délabré. Il subsiste cependant aux murs du bel étage un certain nombre d'œuvres d'art; mais la plupart doivent être restaurées, notamment des toiles de Delcloche, Coclers, quelques peintures non signées dont des camaïeux du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Que faire de ce château ? Il ne nous a rien coûté mais nous ne l'avons pas souhaité non plus.

Il est pratiquement inutilisable. J'y reçois cependant, à plusieurs reprises, dans le grand salon, aménagé et chauffé, quelques visiteurs du domaine. Le Roi y vient le 29 octobre 1964. C'est aussi au cours d'un déjeuner offert à un petit groupe de personnalités dont M. Naessens, de la Banque de Paris et des Pays-Bas, M. Rens, président du Conseil national de la politique scientifique, M. A. Molitor, chef de Cabinet du Roi, autour d'un grand feu de bois, le 15 janvier 1966, qu'est décidée la publication, dans la collection annuelle « Mercator », d'un livre sur « *Liège, de la Principauté à la Métropole* » (1).

Nous y réunissons aussi à plusieurs reprises, les membres du personnel enseignant et du personnel scientifique.

La plupart de ces visiteurs de la première heure sont conquis par le charme de cette vieille demeure admirablement située et parlent de restauration. Hélas, il n'est pas besoin de faire appel à des experts pour se rendre compte que celle-ci sera coûteuse. Les dépenses consenties seront-elles légitimées par la place que tiendra le château dans la vie universitaire ? Il n'est pas de problème, parmi ceux que nous avons à résoudre au Sart Tilman qui soulève autant de passion et me donne autant de soucis. J'interroge quantité de personnes, du monde universitaire ou non. Assez

(1) Dans la préface que M. Naessens me demande d'écrire, je rappelle l'événement : « De quoi parle-t-on sinon de notre nouvelle Université, des incidences de son transfert sur la vie de la métropole, de l'inauguration des nouveaux bâtiments, en novembre 1967, lors des fêtes du 150<sup>e</sup> anniversaire de notre Alma mater.

» Et, au fil du dialogue, petit à petit, l'idée prend corps qu'à l'occasion de cette commémoration, un ouvrage sur Liège soit édité;

» Rédiger un tel message, en réunir les documents iconographiques en un temps aussi bref fut une gageure. Seule une personnalité éminente, parfaitement documentée, pouvait conduire une tâche d'une telle envergure.

C'est mon collègue Jean Lejeune qui prit ce risque. Il fit un ouvrage merveilleux. »



curieusement, il y a un large consensus pour m'encourager à aller de l'avant. « Même si c'est cher, me dit-on, ce sera très utile et comblera une lacune. Une Université se doit d'avoir une maison de prestige pour les réceptions mais aussi les congrès, les colloques. Celle-ci n'exigera, tous comptes faits, qu'un tout petit pourcentage du prix du transfert de l'Université ». On remarque aussi que ne rien entreprendre, c'est condamner le château à périr car s'il ne peut jouer un rôle efficace, il devient une charge injustifiable. Or il est entouré d'un halo sentimental. La communauté liégeoise, très attachée à cette fière silhouette dominant l'Ourthe, supporterait mal l'abandon du château; nous ne saurions nous-même nous y résoudre.

Mais pour devenir un lieu de rencontre, il doit être en mesure d'accueillir, dans de bonnes conditions de confort et de sécurité, des réunions culturelles, ce qui implique d'inévitables transformations. Cette éventualité soulève immédiatement les objections des spécialistes de l'art et de l'archéologie. Les avis sont nombreux sur ce qu'il faudrait faire et ne pas faire et je sens que les divers points de vue ne seront pas aisément conciliables.

Je n'en veux pour exemple que l'irritante question de la chapelle datant du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, si malencontreusement placée qu'elle cache en partie l'une des tours d'angle et forme un écran qui porte ombre sur le château et l'esplanade. La façade intéressante de cette chapelle, orientée vers le Nord, n'est à aucun moment éclairée directement, de sorte que ses reliefs apparaissent mal. Il est donc naturel, que dans un plan général de mise en valeur du château, certains songent à l'enlever, pour la reconstruire ailleurs. Mais cette idée suscite chez d'autres, de véhémentes protestations.

En octobre 1963, cherchant un avis réellement objectif, je demande à Claude Strebelle de m'indiquer un architecte dont le talent et la compétence soient à la hauteur du problème à résoudre. Sans hésiter, il me propose Henry Lacoste, architecte, membre de l'Académie royale de Belgique, Correspondant de l'Institut de France, particulièrement spécialisé dans l'étude et la transformation d'édifices d'époque. M. Lacoste accepte d'établir un projet de restauration qui permette à ce vieil immeuble de tenir un rôle utile dans la vie universitaire.

Il ne se contente pas de visiter le château, il veut y vivre. « Vivre la vie de château ». Cette décision ne manque pas de courage.

Le château ne possède ni eau courante, ni chauffage : un poêle à charbon mal placé dans le hall d'entrée est supposé chauffer l'édifice. Le circuit électrique, là où il existe, est sommaire et dangereux.

Nous sommes en hiver. Il fait froid. Monsieur Henry Lacoste (80 ans) s'installe au château, y dort dans un sac de couchage; Madame Claude Strebelle a la gentillesse de lui apporter ses repas. Il reste là huit jours. Il veut réfléchir, chercher les éléments géométriques qui ont présidé à la construction, préciser les modifications heureuses ou malheureuses apportées à la demeure au cours des siècles.

L'architecte me remet, en mai 1964, un premier rapport établi pour mon information personnelle. Il y rappelle que l'adaptation d'un édifice ancien à une destination nouvelle – et qui procure l'occasion de lier le présent au passé – a déjà été exécutée ailleurs et parfaitement réussie. Il cite l'exemple de Caen, où « l'architecte de la nouvelle Université en a ordonné le plan le plus près possible du château de son fondateur Guillaume le Conquérant ».

La proposition de transformation qu'il me fait est fort intéressante, mais ne donne aucune indication de prix.

Les mois qui suivent sont consacrés à des consultations fort nombreuses, menées plus particulièrement dans le milieu de l'art et de l'archéologie. Sont ainsi amenés à nous donner leur avis : le Comte J. de Borchgrave d'Altena, conservateur en chef des Musées royaux d'Art et d'Histoire, Mme Collon-Gevaert, chargée de cours à l'Université, MM. Joseph Philippe, conservateur des Musées d'Archéologie et des Arts décoratifs de la Ville de Liège, Jean François, ingénieur-architecte, professeur à l'Université, Pierre Colman, chef de travaux à l'Université.

En juillet 1965, le Conseil d'Administration pressé par le temps, et, bien que les avis des spécialistes ne soient pas unanimes, désigne officiellement M. Lacoste pour l'établissement d'un avant-projet d'aménagement. En octobre de la même année, accompagné de M. Opdenberg, son collaborateur, il expose, devant les membres du Conseil ses conceptions.

Le problème qui est posé relève de l'architecture plus que de l'archéologie. Il ne s'agit pas de refaire ou d'imiter un vieux château



mais d'adapter ce qui reste à une nouvelle destination. On respectera les témoins du passé sans recourir au pastiche pour les compléter.

Quand un choix s'imposera entre deux éléments anciens, on sacrifiera celui qui nuit à l'autre et ce sera généralement le moins ancien. On se bornera à satisfaire les besoins d'aujourd'hui avec des moyens d'aujourd'hui, évitant toute équivoque, toute concurrence du produit machiné au travail fait de main d'homme qui se raréfie singulièrement.

Au cours de la discussion qui suit, Claude Strebelle, invité à cette séance du Conseil d'Administration, attire notre attention sur le fait que l'option à prendre est grave car elle suscitera assurément une opposition de la part de ceux qui voudraient voir l'Université se limiter à restaurer ce qui existe. On décide de soumettre le projet de M. Lacoste à l'examen d'une commission d'experts comprenant les personnalités de l'art et de l'archéologie et à l'avis de la Commission royale des Monuments et des Sites.

En attendant, le sort du château suscite beaucoup d'émotion en ville.

La Société royale le « Vieux Liège » m'écrit le 3 novembre 1965 :

Si ce bruit (celui de moderniser le château de Colonster) devait se confirmer, il nous faudrait déplorer ce que les générations à venir ne manqueraient pas de définir comme un acte de vandalisme caractérisé (*sic*).

Et plus loin :

Pour l'archéologue, l'historien de l'art, de la vie économique ou sociale, son altération serait chose aussi regrettable que la destruction d'un fossile rare ou unique pour un paléontologue.

Et la lettre se termine ainsi :

Nous vous demandons de défendre la thèse du maintien intégral de l'actuel château de Colonster.

Un peu plus tard, avisé de ce que des démarches sont effectuées auprès de la Commission royale des Monuments et des Sites pour « classer » le château de Colonster (ce qui subordonnerait toute modification extérieure à l'approbation de la CRMS), je demande des éclaircissements. Cela me permet d'apprendre que :

Le château a été repris jadis par la Commission des monuments et des sites dans la 3<sup>e</sup> classe des édifices civils privés, mais que cette classification n'avait aucun caractère officiel. Une nouvelle proposition fut

soumise, le 3 avril 1933, à la décision du Ministre, mais est restée sans suite... <sup>(1)</sup>.

En possession de ces informations, la commission désignée par le Conseil d'Administration pour l'examen du projet Lacoste <sup>(2)</sup> se réunit le 5 novembre 1965.

Les conclusions sont claires :

Si le château constituait un souvenir historique, il faudrait le conserver quelle que soit sa valeur architecturale ou ses qualités esthétiques. Or, il n'est pas classé et chacun s'accorde à reconnaître qu'il ne mérite pas de l'être : sa signification historique et sa qualité architecturale ne sont pas telles que l'on doive s'interdire tout aménagement.

L'avis unanime est donc que le château ne doit pas être conservé au sens strict du terme : il peut être adapté à une nouvelle fonction.

Au sein de la Commission même, deux tendances s'opposent.

Les uns estiment que si l'on n'est pas tenu de conserver le château tel quel, il faut créer une œuvre belle en soi, pensée par un contemporain maître de son art, et qui sait utiliser au mieux les éléments existants ayant une valeur réelle, que ce soit un volume ou un détail d'architecture. Ils sont ravis par le projet de M. Lacoste qui s'attache aux grands principes de l'Architecture.

Les autres, sans contester l'intérêt du projet présenté, ne sont pas convaincus que l'utilisation du château impose des transformations aussi profondes. Ils souhaitent que la silhouette pittoresque du château soit préservée, fût-ce au détriment de la valeur architecturale ou esthétique de l'œuvre contemporaine. Pour eux, les modifications du château devraient toucher le moins possible à l'aspect extérieur et en tout cas à la silhouette qui se découpe sur le ciel. Le projet se définirait plus comme un aménagement que comme une transformation.

Si l'emplacement occupé par la chapelle doit être libéré pour des raisons fonctionnelles, il faudrait que sa façade soit soignée-

<sup>(1)</sup> Lettre de M. L. Moulin, secrétaire de la Commission (17 décembre 1965).

<sup>(2)</sup> La Commission est composée des Professeurs Madame S. Collon-Gevaert, MM. J. François et H. Louis; des architectes Cl. Strebelle, H. Lacoste, J. Opdenberg et G. Gabriel; de M. Englebert, maître de conférences, et de M. Colman, chef de travaux.



ment démontée et reconstruite de manière à être mise en valeur, par exemple à l'étage supérieur des jardins en terrasse.

Des concertations ont lieu entre experts en architecture et en archéologie. Elles finissent par conduire à un accord qui semble acceptable par tous. Je tiens ici à rendre hommage à la bonne volonté générale, à l'esprit compréhensif des architectes qui n'ont ménagé aucune peine pour persuader tous les membres de la Commission, à la largeur de vue des archéologues et historiens de l'Art qui ont su admettre les nécessités fonctionnelles de l'adaptation du château de Colchester. Jamais je ne regretterai les efforts faits pour concilier des points de vue qui, au départ, étaient si différents que nous désespérions de trouver une solution.

L'intéressante proposition de l'architecte Lacoste conduit à des dépenses qui ne peuvent être effectuées que progressivement. La décision s'impose de procéder par étapes. La première consiste à s'occuper du château lui-même et à négliger, pour l'instant, l'aile des communs. C'est sur cette base que les projets sont mis sur le chantier.

M. Lacoste et son collaborateur M. Opdenberg étudient donc une remise en état du château uniquement, en conservant autant que possible son authenticité mais en le rendant apte à sa future mission. Il doit ne comporter que salons, lieux de réunion, de colloques, de discussions, de culture; toute possibilité d'y habiter est exclue.

Le projet approuvé par l'Université, un entrepreneur (firme Lhoest) est désigné pour l'exécuter. Le chantier s'ouvre le 2 novembre 1966.

Le 3 décembre 1966, un effroyable incendie, dont on ne connaîtra jamais l'origine, détruit une partie importante de l'édifice, notamment les combles et le premier étage. La plupart des locaux sont gravement endommagés.

Trois salons disposés en enfilade ont heureusement conservé intacts leurs lambris et leurs décors d'époque.

L'incendie, que nous ressentons tous au moment même comme une lourde perte, change évidemment les données du problème. Pour des raisons d'économie, en effet, on avait décidé de conserver les planchers du premier étage, quitte à n'y admettre par mesure

de sécurité qu'un nombre limité de personnes; on avait décidé aussi de « restaurer » les combles aux moindres frais. Mais il n'y a plus de combles, il n'y a plus de toit ni de planchers et une partie des murs sont écroulés.

Il nous faut donc revoir toute la question. Cette destruction va simplifier la situation. Les architectes vont pouvoir élaborer des solutions d'aménagement convenant mieux au rôle futur du château.

Ils proposent de conserver ce que l'incendie a épargné des plans primitifs et, après de longues discussions portant essentiellement sur l'utilisation de matériaux assez nobles mais pas trop onéreux pour ne pas nous conduire à des dépenses excessives, les plans définitifs sont approuvés.

Les travaux reprennent donc le 17 mai 1967 et conduiront l'édifice à son aspect actuel. La chapelle est démontée. Les pierres de la façade sont enlevées une à une, numérotées et rangées de telle manière qu'il soit possible, sitôt que l'Université en aura les moyens, de la reconstruire à un autre endroit du domaine.

Les travaux sont achevés le 15 juillet 1968.

Mais ce n'est pas sans mal. Le nombre de problèmes posés est considérable et les décisions doivent être prises presque au jour le jour, au fur et à mesure que l'on découvre des structures insoupçonnées ou des anomalies dues aux constructions successives.

A ces difficultés techniques s'ajoute un écueil juridique. La loi n'a donné aux Universités que la maîtrise de l'ouvrage; les autres droits et devoirs du propriétaire appartiennent toujours au Ministère des Travaux publics. L'incendie en cours d'entreprise pose de multiples problèmes d'intérêt entre de nombreuses parties. Avec l'esprit de décision qui le caractérise, le Ministre De Saeger tranche et confie à l'Université la représentation de l'Etat pour conclure les questions relatives à l'incendie et pour reconstruire dans les meilleures conditions et délais.

Le résultat final est le suivant :

Le château, initialement relativement petit (quelques caves, huit salons, des chambres et des combles), comporte désormais trois niveaux de surface importante. Nous avons vu que les caves formaient un U autour de la partie centrale du soubassement. Cette aire est excavée et se transforme en un hall, des cuisines et



des vestiaires. Le déblaiement poursuivi vers l'ouest, le pied de la tour est libéré et le sous-sol de la chapelle rejoint. Un vaste rez-de-chaussée est ainsi créé. Il s'ouvre au sud sur une petite esplanade partiellement abritée par un énorme hêtre rouge. Le chemin qui descend des parkings y aboutit et l'entrée principale du château se fera désormais par là.

Plafonds voûtés, fenêtres étroites, dallages sombres et murs épais blanchis à la chaux donnent à cet étage un caractère un peu monacal. Le hall renferme la margelle du puits profond et le départ d'un audacieux escalier hélicoïdal qui relie les différents niveaux et semble, grâce à une dalle transparente du toit, s'ouvrir en plein ciel. Il est dû à l'architecte Oppdenberg. A gauche et à droite du vestibule, un bureau pour le Conservateur et un vaste fumoir. Au fond, sur toute la largeur du château, la salle de chasse agrandie, transformée en salle à manger. A l'est, une petite salle à manger, un bar et le fumoir s'ouvrent sur une terrasse qui domine le ravin et recouvre la chaufferie centrale construite en dehors de l'édifice. A l'ouest, nous l'avons dit, la cuisine, la tour qui renferme une installation de diffusion de musique enregistrée, les vestiaires et, sous la chapelle, une remarquable et originale salle de musique de chambre ou de conférences.

Ce rez-de-chaussée est meublé avec beaucoup de sobriété.

Les deux étages supérieurs sont singulièrement agrandis par l'incorporation de la surface de la courette en doigt de gant. L'étage supérieur, réservé à des colloques, est aménagé et meublé en fonction de sa destination avec salles de conférences et de réunions, bibliothèque et bureaux pour secrétariat.

Au bel étage, rien n'est modifié dans les dimensions des pièces de réceptions. Mais elles s'ouvrent à présent sur un très grand hall de plain-pied avec le parc.

Heureusement, avant de livrer le château à l'entrepreneur, nous enlevons grâce à l'attention vigilante de Pierre Colman et de Georges Gabriel tout ce qui a besoin de restauration ou risque d'être abîmé (toiles de Delcloche, de Coclers, autres toiles et camaïeux du XVIII<sup>e</sup> siècle). Le château transformé, nous y remplaçons ces pièces sauvées. La restauration du bel étage est assumée par l'architecte G. Gabriel. Il sera aidé et conseillé par d'éminents experts : Monsieur J. Ferret, inspecteur des Monuments historiques de France,

spécialisé dans la restauration des grands châteaux du XVIII<sup>e</sup> siècle, Monsieur R. Sneyers, directeur de l'Institut royal du patrimoine artistique, Monsieur J. Folville, expert en tableaux anciens, en réparation et conservation du bois sculpté et polychrome, Monsieur H. Liégeois, spécialiste de la dorure.

Les trois salons <sup>(1)</sup> qui avaient échappé à l'anéantissement par le feu sont traités avec un soin particulier. Monsieur Jean Feret accepte de venir voir les lambris anciens de Colonster. Sur son conseil, je délègue G. Gabriel à Versailles où l'architecte en chef, Monsieur Marc Saltet le documente sur les méthodes utilisées au Grand Trianon. Monsieur Gabriel visite également le château de Champs-sur-Marne avec les spécialistes qui l'ont restauré et prend, à Paris, contact avec les artisans chargés des travaux par les Monuments historiques. Il rentre avec la certitude qu'il faut respecter scrupuleusement les techniques utilisées au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ces procédés sont perdus chez nous depuis longtemps et on ne peut engager des entreprises de peinture dans des recherches qui risquent d'être très coûteuses. Heureusement, l'Université compte une équipe de peintres que je mets à la disposition de Monsieur Gabriel. Celui-ci, avec l'aide de Monsieur Folville et de Monsieur Liégeois, s'attache à redécouvrir les méthodes oubliées. Après bien des expériences, il y arrive et la restauration est faite en respectant minutieusement la nature des enduits, des pigments ainsi que la mise en œuvre utilisée au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Je ne pense pas qu'il existe dans notre région de restauration de lambris conduite avec un aussi grand souci de la reconstitution de la situation originelle.

C'est à Madame M. Graulich aidée de Monsieur G. Gabriel que l'ameublement du château est confié. Des meubles, quelques objets d'art sont acquis petit à petit, au fur et à mesure de nos

<sup>(1)</sup> « Cet ensemble est intéressant à plusieurs points de vue :

» (a) la distribution architecturale met successivement en liaison un grand salon d'apparat aux lambris rehaussés d'or avec la bibliothèque au décor infiniment plus sévère, puis celle-ci avec un petit boudoir décoré de scènes bucoliques et galantes. Les préoccupations majeures du maître de l'ouvrage transparaissent dans le décor à la fois orienté vers les réceptions mondaines, les connaissances encyclopédiques et la « galanterie ».

» b) les affectations spécifiques des trois locaux se reflètent aussi dans le décor dont un examen détaillé a permis de redécouvrir les polychromies primitives bien adaptées à la destination de chaque local. »

(Rapport de l'architecte G. Gabriel.)



moyens, souvent à l'occasion de ventes publiques. Comme le souvenir du château m'accompagne dans mes voyages, je rapporte de Tananarive une ammonite fossile de grandes dimensions et des Indes une superbe table de marbre blanc incrustée de pierres de couleurs et faite par les descendants des artisans qui ont décoré le tombeau du Taj Mahal.

Ainsi restauré et meublé, le château, dans son parc séculaire, devient un cadre prestigieux dont un de mes amis, m'en félicitant, dit « L'université a là les moyens de sa politique ». Il tient dans la vie de notre maison et de la collectivité liégeoise, une place qui dépasse les plus optimistes de nos prévisions. C'est un lieu de rencontre privilégié pour les communautés universitaires, régionales, nationales, internationales, pour les sociétés savantes, industrielles, philanthropiques. Il est le siège de brillantes réceptions, de dîners, de réunions diverses. Les colloques scientifiques s'y succèdent de même que les assises de travail mais il ouvre ses portes à de nombreux concerts, récitals, à des expositions de peintures et de sculptures. A côté d'éminents savants, de hautes personnalités y sont reçues : le Roi et la Reine (le 8 mai 1969), des Ministres, des Ambassadeurs, des Gouverneurs de Province, de hauts dirigeants de l'Industrie et de la Finance.

Ce château a rendu à l'Université des services d'une qualité rare. Il possède une atmosphère exceptionnelle. Son élégance, sa dignité, sa claire simplicité sont telles qu'il n'admet aucune médiocrité. J'y traite beaucoup d'affaires graves et complexes où se mêlent des intérêts individuels, financiers, politiques. L'ambiance agit : des contacts francs et cordiaux s'établissent, les questions se dégagent des implications personnelles, se placent d'elles-mêmes sur un plan élevé, se simplifient, mènent à des conclusions où prime le bien général. Je pourrais citer bon nombre de situations épineuses ou délicates où le charme du château agit. La dernière réunion à laquelle je participe activement laisse en moi un vif souvenir. Elle assemble, autour d'un rêve que Liège caresse depuis 1906, l'Université, le Gouverneur Clerdent, les représentants de la Banque Lambert-Bernheim-Outremer et aboutit – après des heures – à la convention qui assure la protection intégrale et définitive des 2.000 ha du Sart Tilman. Jamais peut-être mieux qu'au cours de cette séance du 23 septembre 1971, trois jours avant la fin des fonctions du Gouverneur et des miennes, mesurant l'importance pour

la région de ce nouvel accord, je n'ai pareillement rendu grâce au château. Et quand, ce soir là, le représentant de la Société Bernheim-Outremer, dans un geste d'extrême courtoisie envoie à ma femme des fleurs avec cette citation : « Barons et Chevaliers, inclinez-vous devant celui qui part. Il est plus grand que nous », c'est au château que j'ai envie de dédier cet hommage.

Le château nous a causé bien des tourments; mais ceux qui, dès le début, m'ont dit qu'il serait pour l'Université un enrichissement avaient raison. Nous aurions pu bâtir une maison de réunion, la faire belle, vaste, fonctionnelle. Aurait-elle dégagé ce subtil enchantement ?

Cette aura de Colonster, elle est due sûrement à ses proportions équilibrées à la mesure de l'homme, à la simplicité de cette architecture sereine mais aussi au prestige mystérieux d'un long passé et à la sagesse que nous attribuons volontiers aux pierres qui ont été les témoins de beaucoup d'événements parce qu'elles nous aident à dépasser l'encombrement de la vie quotidienne pour atteindre aux vérités fondamentales et permanentes.

Je suis assez heureux pour pouvoir désigner, en qualité de « Conservateur du Château de Colonster » Madame Paul Desaive. Douée d'un remarquable talent d'organisation, toujours en action et semblant toujours disponible, elle imprègne de toute sa distinction cette maison exceptionnelle. Grâce à elle, Colonster connaît un grand départ. L'Université lui doit beaucoup et ne l'oubliera pas.

#### FERMES DU CHÂTEAU

Le domaine de Colonster comprend deux fermes, situées sur la commune d'Angleur, appelées l'une, la ferme Labeye (qui est le nom du fermier qui l'occupe), l'autre, la ferme du Moulin.

La ferme Labeye présente quatre ailes formant carré. Elle a beaucoup de caractère. Construite vraisemblablement au XVIII<sup>e</sup> siècle, elle renferme notamment deux cheminées fort intéressantes, l'une en style renaissance, l'autre en gothico-renaisant aux armes d'Erard de la Marck. Le fermier exploite les terrains proches. Nous souhaitons qu'il continue à entretenir cultures et pâtures. Nous concluons avec lui, en mai 1966, un contrat laissant à sa disposition un ensemble de terrains à destination de cultures



exclusivement. Le contrat de fermage a été progressivement transformé en un accord d'occupation précaire et une nouvelle convention est conclue avec le fermier, le 7 juillet 1969. Lorsque la Faculté de Médecine vétérinaire, actuellement à Cureghem, viendra s'installer au Sart Tilman, l'Université devra disposer des terres que loue le fermier et mettra fin à son contrat.

Mais comme la ferme est relativement grande par rapport aux surfaces habitées et proche des pépinières du Conservateur-Régisseur, nous décidons de l'aménager pour les besoins du service des forêts et jardins, et d'y installer un complexe d'ateliers et de locaux destinés au personnel de ce service (qui comporte, en 1971 : 35 agents au Sart Tilman et 8 agents pour l'entretien des jardins dans la cité).

Les anciennes constructions sont en fort mauvais état lorsque nous les confions à l'architecte Maquet qui les agrandit et les restaure. Il sauve ainsi un élément intéressant du patrimoine liégeois tout en mettant à la disposition du département des Jardins et Forêts des locaux bien adaptés à leur mission.

La jolie ferme du Moulin, du XVIII<sup>e</sup> siècle, libre d'occupation au moment de l'acquisition, est donnée en location à un agent du service des Eaux et Forêts.



## Problèmes financiers

Comme je l'ai rappelé plus haut, la création, en 1953, par le Ministre Harmel, d'un Fonds pour les Constructions est le point de départ pour l'Université d'une ère nouvelle. Elle peut avoir une politique des bâtiments et la réaliser.

En fait, en ce qui concerne les bâtiments, il y a trois sortes de budgets à considérer. Le premier est consacré à l'achat de terrains et à l'édification de bâtiments. Il est couvert par le Fonds. Les deux autres ressortissent au budget annuel de l'Etat. L'un est attribué aux petits travaux d'aménagement, de transformation et d'entretien. L'autre sert à équiper les locaux, en mobilier notamment. Le tableau (p. 328) montre les dépenses relatives à ces trois postes de 1953 à 1971.

Nous avons salué comme une victoire sans restriction la création d'un Fonds des Constructions dont la dotation, fixée pour les dix années à venir, échappe à l'annalité budgétaire.

Toutefois, cette dotation globale n'est pas, à l'origine, répartie entre les institutions bénéficiaires : nous ne disposons, en fait, que de « tranches » fixées annuellement et dont l'importance varie selon les aléas de la conjoncture économique.

Au surplus – bien qu'il s'agisse de crédits d'engagement, c'est-à-dire d'autorisations de commandes qui n'affecteront la trésorerie de l'Etat que plus tard, au fur et à mesure des paiements – il faut très souvent harceler le Gouvernement pour les obtenir.

Encore ne sont-ils libérés que par blocs trimestriels, ce qui impose, soit de fragmenter les marchés, soit d'en retarder la conclusion jusqu'au moment où le cumul de plusieurs tranches permet de couvrir le coût de la commande.



BUDGETS ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE DE 1953 À 1971  
(en millions de F)

	Créd. d'investis. immobil. ( <sup>1</sup> )	Budget ordinaire				
		Personnel	Equipe- ment	Immobil. (Travaux)	Fonction- nement	Total
1953 .....	—	114,5	12,4	—	30,7	157,6
1954 .....	—	124,4	12,1	—	30,6	167,1
1955 .....	—	126,1	11,6	—	30,1	167,8
1956 .....	—	126,5	16,6	—	32,0	175,1
1957 .....	—	138,3	17,5	—	38,5	194,3
1958 .....	—	142,3	18,0	—	50,9	211,2
1959 .....	—	149,0	10,0	—	77,6	236,6
1960 .....	—	178,5	12,0	—	76,0	266,5
1961 .....	260	186,0	30,0	—	98,6	314,6
1962 .....	100	201,0	40,0	15,0	104,3	360,3
1963 .....	100	210,0	38,0	15,0	99,0	362,0
1964 .....	305,8	250,0	38,0	15,0	98,7	401,7
1965 .....	628,3	362,0	49,0	24,4	125,2	560,6
1966 .....	598,0	429,7	91,0	31,0	156,6	708,3
1967 .....	272,5	495,0	127,2	31,0	144,3	797,5
1968 .....	65,4	542,5	116,8	33,6	167,8	860,7
1969 .....	170,0	601,1	128,4	36,8	197,8	964,1
1970 ( <sup>2</sup> )....	465,3	713,5	126,1	39,9	239,4	1.118,9
1971 ( <sup>2</sup> )....	576,5	834,2	82,8	44,4	280,8	1.242,2

Nous traversons, au cours de ces années, des périodes vraiment très difficiles. Notre objectif est double. Nous construisons l'Université du Sart Tilman, et c'est le côté exaltant de notre travail. Mais nous ne pouvons abandonner cette partie de l'Université qui, à Liège, doit vivre encore un certain temps. Tout le monde comprend que nous y réduisons au maximum nos dépenses. Cependant, il faut permettre à des activités d'enseignement et de recherche de se poursuivre dans des conditions provisoires mais raisonnables; nous devons modifier certains locaux, en agrandir d'autres.

(<sup>1</sup>) Fonds des Constructions.

(<sup>2</sup>) Y compris la Faculté de Médecine vétérinaire de Cureghem, rattachée à l'U.Lg.

Nous ne pouvons pas non plus différer l'édification de trois bâtiments indispensables et dont certains ont été commandés avant 1953 <sup>(1)</sup>. Il est à peine croyable, il est désespérant que, d'octobre 1953 à fin 1971, nous ayons dû investir dans ces dépenses inéluctables près de 500 millions (non compris ce qu'il est habituel d'appeler les frais d'entretien courant qui émarginent à un article particulier de budget ordinaire).

Il est évident que l'intérêt de l'Etat serait de hâter les travaux du Sart Tilman car, plus le transfert est lent, plus nous sommes acculés à engager des sommes importantes à fonds perdus dans des locaux que nous abandonnerons en ville ou dans des loyers; plus longtemps aussi l'infrastructure de la nouvelle université (que nous avons voulue complète dans la certitude où nous étions d'un transfert rapide) sera-t-elle sous-employée alors que son entretien est onéreux. Au passif de notre bilan s'inscrit donc un capital qui s'effrite à Liège et un capital, bien investi certes dans l'infrastructure du Sart Tilman, mais qui ne rapporte rien et commence à coûter.

Et l'actif est lourd de soucis.

De 1961 à 1969, c'est-à-dire en neuf ans, le Gouvernement a octroyé, pour nos investissements, la somme de 2,5 milliards – à quelques millions près – ce qui fait une moyenne de 275 millions par an.

Mais la dernière période triennale (1967 à 1969) a été nettement moins favorable que les précédentes, puisque la dotation n'a atteint que 510 millions, soit 170 millions par an.

Ce ralentissement, provoqué par l'épuisement de la dotation globale du Fonds des Constructions, suscite notre inquiétude. Celle-ci se transforme en une véritable angoisse lorsque nous constatons que – malgré les promesses inscrites dans la déclaration gouvernementale de M. Eyskens – rien n'est fait pour alimenter le Fonds par une nouvelle dotation. Quelle est à ce moment notre situation ? Il nous faut encore 10 milliards pour achever le transfert et, nous l'avons vu, plus nous restons en ville, plus nous devons y dépenser d'argent.

Au Sart Tilman la construction de l'*Institut de Botanique* est au stade du gros œuvre, l'*Institut d'Education Physique* et l'*Institut de Pathologie*, au stade des terrassements, les projets de l'*Institut*

(1) Bâtiments de Philosophie et Lettres, d'Hydraulique fluviale, de Mathématiques.



de Radiochimie, de Physique Nucléaire, du Hall de la Métallurgie et des routes du Jardin botanique sont à peu près achevés.

Le Fonds asséché, l'édification de l'Université au Sart Tilman va donc se trouver pratiquement arrêtée.

Notre position est désespérée. Ce retard de durée indéterminée, en plus des conséquences qu'il implique pour l'Université, nous accule à la nécessité de rompre les contrats d'études, de licencier une notable partie du personnel de notre service d'études techniques et de notre service de programmation.

Devant cette menace imminente, nous adoptons un moyen qui, je crois, est fort courageux : *dans l'esprit d'aider l'Université à attendre de meilleures dispositions du Gouvernement, le Patrimoine, en sa séance du 29 janvier 1969, autorise l'Université à conclure des commandes de travaux pour 30.000.000 F en 1969.*

Naturellement, le Patrimoine ne possède pas en trésorerie une somme aussi importante. Le montant qu'il met à la disposition de l'Université est un maximum qui ne sera consommé que petit à petit. Le Patrimoine pourra, s'il le faut, faire des emprunts sur ses biens immobiliers. A la limite, cela équivaldrait à la liquidation de tous ses biens meubles et immeubles. Mais le risque n'est pas aussi grand. L'Etat *devra* nous donner des crédits. La situation actuelle, si pénible soit-elle, doit être considérée comme transitoire.

Ce geste du Patrimoine entraîne la reprise du programme : l'*Institut de Botanique* est achevé en un an, les autres Instituts dont il est question plus haut sont mis en chantier, de même que les travaux de terrassement et les routes.

Nous portons ces événements à la connaissance du Ministre en attirant son attention sur le fait que notre Patrimoine sera pratiquement ruiné si l'Etat ne reprend pas la charge que l'Université vient d'accepter de supporter. Nous avons même l'occasion d'en parler de vive voix avec les deux Ministres de l'Education nationale, Abel Dubois et Auguste Vermeylen, lors de leur visite du Sart Tilman, le 27 janvier 1969. *Ils ne mentionnent aucune objection.*

Pourtant, les semaines qui suivent sont caractérisées par des communications plutôt tendues entre le département de l'Education Nationale et notre Université. Que notre Patrimoine, prêt à

sacrifier ses biens à la poursuite de notre reconstruction dans l'intérêt de l'Etat, se substitue à celui-ci, paraît énerver fortement le Ministre de tutelle.

C'est en mai que le Recteur Bouckaert de l'Université de Gand et moi-même, demandons audience aux deux Ministres de l'Education Nationale pour leur exposer combien l'insécurité de notre situation nous préoccupe.

Quand nous arrivons au Cabinet du Ministre Abel Dubois, nous sommes reçus seulement par M. Vermeyleen qui écoute fort distraitement nos propos – c'est d'ailleurs son habitude –... M. Dubois est occupé ailleurs,... nous dit-on...

Cette entrevue ne donne aucun résultat.

Devant la gravité des faits, en mai de la même année, les « Amis de l'Université de Liège », toujours prêts à secourir la Maison quand elle brûle, organisent une assemblée générale extraordinaire. Cette manifestation réunit de nombreux Anciens et Amis de l'Université de Liège, auxquels se joignent d'éminentes personnalités, ainsi que divers groupements représentatifs de la Communauté universitaire, des milieux politiques, économiques, sociaux et culturels de la région liégeoise.

Etant donné son ampleur, la manifestation se tient au Stade couvert du « *Standard Club Liégeois* », au « *Bol d'air* ».

Plus de mille personnes sont là rassemblées pour écouter les discours angoissés du Recteur, du Gouverneur ainsi que des allocutions et messages d'un nombre impressionnant de groupements représentés : Union générale des étudiants, Conseil universitaire du personnel scientifique, Association du personnel scientifique APSUL, Organisation des chercheurs, OCAUL, Section CGSP du corps scientifique, Amicale du personnel, ASBL Grand Liège, Chambre du Commerce et de l'Industrie, Jeune Chambre économique, Union des Classes moyennes, Union liégeoise des professions libérales et intellectuelles, Régionale de Liège de la confédération nationale des cadres, parti communiste, Wallonie libre...

Une résolution énergique destinée au Gouvernement est votée à l'unanimité des participants <sup>(1)</sup>.

(1) Les textes des discours, messages et d'échanges de lettres entre le Ministre et moi à propos de cette manifestation ont été reproduits dans la presse et dans la *Revue universitaire de Liège* (1969, n° 1).



Quelques jours plus tard, le 3 juin, le Ministre Dubois me dit, dans son Cabinet, qu'il a été heureux d'apprendre qu'au cours de la manifestation des Amis de l'Université, je n'ai rien dit qui ne fut exact !

Pour qui me prend-t-il ?

A partir de ce moment, un dialogue de sourds semble s'installer entre l'Université et le Ministre. La mauvaise humeur de celui-ci, excité par d'autres Ministres de son parti et par l'un de ses principaux collaborateurs, devient de plus en plus manifeste.

La résolution prise par le Patrimoine *d'aider provisoirement l'Etat, avec un désintéressement si grand qu'il y perdra une dizaine de millions*, continue à embarrasser furieusement notre Ministre. J'avoue que je ne comprends pas pourquoi. Serait-ce là, de notre part, la manifestation d'un esprit d'autonomie qui gêne ceux qui, sous une fausse étiquette démocratique, entendent décider, eux-mêmes de tout ? <sup>(1)</sup>

Interpellé, le 5 juin, au Sénat, sur le problème des crédits d'investissement, Abel Dubois déclare...

qu'il convenait en cette matière de *se reporter...* au discours du Recteur qui *n'a, lui, formulé aucune déclaration inexacte* <sup>(2)</sup>.

Mais à la Chambre des Représentants (séance du jeudi 26 juin), le même Abel Dubois déclare :

D'ailleurs, j'ai déjà répondu aux allégations mensongères de M. Dubuisson lors de l'Assemblée des Amis de l'Université de Liège, au Sart Tilman, le 30 mai dernier. *Perseverare diabolicum*.

Comprenne qui pourra !!!

Et plus loin :

... d'ailleurs l'Université de Liège... a désormais renoncé à cet emprunt (emprunt du Patrimoine de 300 millions) parce que l'indexation des crédits du Fonds des Constructions universitaires accorde à l'Université

<sup>(1)</sup> Cet état de tension ne fera que s'accroître avec le temps, pour ces raisons et pour d'autres, et me conduira finalement, en 1971, à demander d'être relevé de mes fonctions au moment où les Ministres ont fait voter à la sauvette, par un Parlement à la veille des vacances, une réforme de l'Université imposée d'autorité et qui m'apparaît, pour des raisons multiples, déraisonnable.

<sup>(2)</sup> Compte rendu analytique, Sénat, séance du 5 juin 1969, p. 590.

de Liège, comme aux autres Etablissements de l'Etat, des possibilités supplémentaires d'engagement.

Cette déclaration est fausse. Nous n'avons renoncé à rien du tout. Et le Ministre le sait fort bien puisque, sollicité par un membre de son Cabinet (vraisemblablement à sa demande) de renoncer à cet emprunt, *je m'y suis énergiquement refusé tant que je n'ai pas, de l'Etat, des assurances sur nos crédits d'investissements*. Et j'ai confirmé cette position dans une lettre adressée au Ministre le 1<sup>er</sup> juillet et qui, après lui avoir reproché les contradictions de ses déclarations, se termine ainsi :

Vous m'avez, en effet, dans votre lettre du 18 juin dernier, laissé espérer que nous recevions en 1969 une part provenant de cette indexation. Mais il ne peut être question pour l'Université de renoncer à l'emprunt – d'ailleurs déjà partiellement engagé – avant d'avoir une certitude en ce qui concerne cette promesse.

Quoi qu'il en soit, l'intervention du Patrimoine a, à la fois, sauvé notre personnel des services techniques et de programmation et permis que ces services continuent à fonctionner normalement, mais a, encore et surtout, permis aux chantiers de reprendre leurs activités interrompues.

Le total des commandes engagées par le Patrimoine s'est élevé à 307.500.000 F. Si l'on tient compte que le premier paiement a été fait en juillet 1969 et le dernier en 1971, et si l'on prend en considération, par quinzaine, les sommes déboursées et les remboursements (en appliquant le taux annuel de 5 %), on voit que le *Patrimoine a perdu dans l'opération une somme d'un peu moins de 9 millions*.

C'est un sacrifice dont il peut légitimement être très fier.

En juin 1970, *soit un an après la manifestation dont il vient d'être question*, les crédits destinés à poursuivre la reconstruction de l'Université de Liège au Sart Tilman, font toujours cruellement défaut. Les démarches, nombreuses, effectuées au Ministère de l'Education nationale reçoivent d'aimables promesses qui ne sont suivies d'aucun effet.

Au cours d'une réunion du Conseil économique de la Province de Liège (CEPLI), au Palais des Congrès, le 22 juin 1970, j'expose les difficultés que nous rencontrons.

Si aucune action n'est entreprise, il faudra encore 20 ans pour achever l'Université au *Sart Tilman*, et c'est la région toute entière (cinq généra-



tions d'étudiants et de chercheurs) qui subira les conséquences de cette carence.

Je propose que les Universités de l'Etat soient autorisées à négocier une partie de leurs crédits de construction, en charge d'emprunts à 40 ans.

Je propose qu'on attribue à ces Universités des crédits complémentaires équivalents aux subsides que l'Etat accorde en général aux ouvrages d'infrastructure, notamment dans les zones industrielles (60 % à 100 % du crédit de ces ouvrages).

C'est enfin, en septembre 1971, quelques jours avant que je ne quitte le Rectorat, que le Gouvernement met des crédits à notre disposition. Le Patrimoine va pouvoir être remboursé; il perdra néanmoins l'usufruit des sommes prêtées.

En soi, l'opération « remboursement » au Patrimoine n'est pas aussi simple qu'on le croit. Les subsides du Gouvernement nous viennent par le truchement du Fonds des constructions universitaires. Ces sommes ne peuvent servir à autre chose qu'au financement des travaux immobiliers. Rembourser un « prêteur », même si l'argent a été utilisé à des fins conformes aux prescriptions du Fonds, n'est pas prévu. Il faut donc que la Cour des comptes ne fasse pas opposition à l'opération...

Or, il se fait que le 4 avril 1970, nous recevons, pour la mise au point des modalités de contrôle des dépenses de l'Université, le Président de la Cour des comptes et quelques membres de son état-major.

C'est une occasion, pour nous de leur exposer le problème des « 300 millions du Patrimoine » et nous obtenons l'assurance que l'organisme qu'ils représentent ne créera pas de difficultés à ce propos.

Je ne puis me refuser de reproduire ici un fragment du dialogue qui a lieu, au cours du déjeuner, au *Château de Colonster*, entre notre réunion de travail et la visite projetée du Sart Tilman l'après-midi.

Mon voisin de gauche, un très haut fonctionnaire de la Cour des Comptes :

Monsieur le Recteur, je me réjouis de visiter le Sart Tilman cet après-midi. Nous ne connaissons l'entreprise que de nom, si je puis dire;

nous la connaissons assurément par les dépenses consenties pour vos constructions, comme nous connaissons les dépenses analogues faites ailleurs pour des investissements du même genre.

Je saurai, cet après-midi, si c'est bien ; mais ce que je sais, c'est que les dépenses ont été, relativement à l'importance des surfaces construites, plus que raisonnables et si de surcroît, ce que vous avez fait est « beau », alors bravo !

La visite terminée, il me dit :

*C'est superbe.*

Il y a pas mal de visiteurs qui emploient cet adjectif mais ils ajoutent aussitôt : cela a dû coûter bien cher !

En argent, pas plus qu'un ensemble banal. Ce qui est exceptionnel au Sart Tilman, c'est le cadre : bois et prés grand ciel, lumière, paix de la nature. Et ce qui est inestimable, c'est ce qui n'a pas été payé : la somme de travail, d'imagination, de recherches, de talent, la volonté de tous de créer une œuvre fonctionnelle et harmonieuse, les longues réflexions, les discussions ardentes, l'esprit de collaboration, le généreux enthousiasme, l'élan.





## L'Université et l'agglomération liégeoise

### L'UNIVERSITÉ ET SON VOISINAGE

Lorsque nous sommes amenés à envisager la réédification de l'Université, deux considérations nous paraissent primordiales : il faut que l'Université ait un cadre digne d'elle et qui ménage l'avenir; il faut que ne soient pas rompus les liens qui la rattachent à la ville. Vieux de plus de 150 ans, ces liens ont toujours établi entre Liège et son Université une véritable symbiose car si Liège bénéficie du potentiel intellectuel et du dynamisme de notre Maison, elle offre aux universitaires de tous grades l'éventail de ses réalisations commerciales, sociales, culturelles. L'Université est profondément attachée à cette Cité ardente qui a été son berceau et de même qu'elles ont traversé ensemble épreuves et moments de gloire, il semble tout naturel qu'elles jettent sur l'avenir un même regard.

Cette volonté de rester l'Université de Liège au Sart Tilman, nous l'avons clairement montrée en édifiant deux homes d'étudiants en ville et en refusant l'idée de créer une cité satellite annexée au Campus. A 7 km de Liège, nous ne sommes pas acculés à cette solution et nous la repoussons.

L'étudiant tend à rester en marge de la vie, à faire de ses livres un rempart, s'enfermant dans une sorte d'adolescence prolongée. Déjà, les contacts interdisciplinaires lui ouvrent l'esprit mais ce qui l'aide à devenir un homme réfléchi et tolérant, c'est la confrontation avec les problèmes de son temps et la connaissance large et réelle du milieu dont il fera partie. Où pourrait-il rencontrer des sujets de toutes conditions et de toutes opinions et recueillir les leçons nécessaires à son information et à sa maturation si ce n'est dans une ville qui s'est lentement formée au cours des siècles

et lutte pour que son élan ne se brise pas ? C'est parce que nous ne voulions pas priver les étudiants de l'expérience d'une grande ville que nous avons insisté fortement dès le début, sur la mise en œuvre de moyens rapides et nombreux de communication <sup>(1)</sup>.

L'Université entend bien ne briser aucune de ses attaches liégeoises mais des liens nouveaux vont s'établir entre elle et la région du Sart Tilman.

Le Sart Tilman n'a pas déçu son attente. Il lui offre un cadre remarquable, le privilège de travailler dans le calme, d'entre-couper les heures d'étude par des moments de promenade ou de sport, de se retremper dans la sérénité de la nature, la possibilité, aussi, de contacts simples entre jeunesse et corps enseignant, enfin, l'apaisante certitude qu'aucune discipline ne verra son évolution entravée par manque de place. Un nouvel équilibre de vie, dès le départ, et toutes les portes ouvertes sur l'avenir.

Et tout cela à 7 km de Liège, à quelque 20 minutes d'autobus, à quelques tours de roue par des routes à grande section.

L'Université, quant à elle, a observé l'engagement tacite de protection qu'elle avait pris vis-à-vis du Sart Tilman et son installation est vraiment le premier geste concret de sauvegarde du site. Il faut lui savoir gré d'avoir refréné son impatience, de s'être imposé une longue période d'études préalables pour qu'aucune des ses initiatives ne soit dangereuse vis-à-vis d'une nature déjà partiellement dégradée et fragile. Les 200 ha de terre bâissable ne peuvent convenir qu'à des constructions et à des jardins faits de terre amenée d'ailleurs. Les 400 autres ha sont protégés. La nature y est restaurée, elle reprend ou on lui confère un intérêt biologique diversifié.

Mais la présence de l'Université et de tous les agréments qu'elle dispense va donner un nouvel attrait aux terrains limitrophes. Le plus important propriétaire de la région, le groupe immobilier Bernheim-Outremer qui, antérieurement a déjà vendu 100 ha dans les environs immédiats, envisage de morceler de nouveau – sur ses 423 ha – 110 ha voisins du Sart Tilman.

<sup>(1)</sup> Je développe ces préoccupations dans un discours inaugural de rentrée académique en 1965.



Devant cette première menace de lotissement qui en fait craindre d'autres, le Gouverneur Clerdent et moi-même tentons d'assurer la préservation de la totalité du territoire. Les études de la Commission Scientifique des Sites faites au moment de l'achat du domaine universitaire ont bien mis en évidence le rôle essentiel pour l'agglomération de ce dernier vestige forestier de la contrée. Beaucoup de villes ont une forêt de plaisance, mais on ne saurait trop y insister, ce n'est pas un rôle de luxe que joue le Sart Tilman, face à la banlieue industrielle. D'un côté, le long de la Meuse asservie, quantité de bruyantes usines captent l'oxygène de l'air pour leurs combustions et crachent des fumées délétères que le vent emporte. Le ciel en est parfois obscurci. De l'autre, le Sart Tilman, par son silencieux couvert végétal, régénère la pureté de l'air en fabriquant de l'oxygène et en fixant sur son feuillage les poussières toxiques. Cette action d'indispensable assainissement devrait lui assurer respect et protection. Sur le seul plan de l'hygiène générale, la protection du Sart Tilman doit mobiliser toutes les énergies.

Cette croisade que nous allons entreprendre, nous voulons lui donner les bases les plus complètes et les plus solides et nous voulons l'intégrer dans un plan global de promotion de la région tout entière. Comment se présente la situation ? Dans le plan de secteur qu'il établit pour la Province, le groupe l'« Equerre » attribue au Sart Tilman un rôle de « poumon » et de délassement sportif et culturel, reprenant là les désirs si souvent exprimés par des édiles liégeois et faisant état de certains résultats d'études sur le terrain.

Je demande à la Commission Scientifique des Sites d'étendre les recherches qu'elle a entreprises sur les 600 ha universitaires à tout le Sart Tilman et de nous éclairer sur sa nature et sur sa vocation. Elle établit un rapport dont un résumé est remis à Sa Majesté le Roi qui s'intéresse à la question et avec qui, le Gouverneur et moi, avons un long entretien lors d'une visite du Souverain à Liège en mars 1966.

Le territoire appelé Sart Tilman s'étend inégalement sur plusieurs communes <sup>(1)</sup>. L'Université y occupe une position centrale, entourée par un anneau qui reste incomplet au niveau de Tilff et peut se diviser en six zones de caractère différent dont le sort doit

(1) Angleur : 394 ha 37 - Ougrée : 741 ha 20 - Tilff : 327 ha 80 - Esneux : 119 ha - Embourg : 87 ha 40 - Chaudfontaine : 44 ha 80 - Beaufays : 23 ha 50 - Plainevaux : 11 ha.

être envisagé séparément, mais l'ensemble constitue un tout régional du plus haut intérêt.

En bref, *les zones 1 et 2* (communes d'Angleur et d'Ougrée) descendent vers la Meuse suivant une pente douce d'abord puis accusée. Elles forment une crête boisée et, renforcées, élèveront une véritable barrière antipollution contre les vents venant de la vallée. Sur le plateau, elles encadrent les territoires du village du Sart Tilman et la Cense Rouge. La zone 1 offre déjà une belle promenade publique. La zone 2 permettrait la création d'un arboretum.

*Les zones 3* (commune d'Angleur) *et 6* (communes d'Ougrée, Esneux, Tilff, Plainevaux) ont une très belle végétation et une réelle valeur touristique. Dans la zone 3, la colline boisée descend vers l'Ourthe et de façon assez abrupte. Sur le plateau, la route de la corniche réserve quelques points de vues magnifiques. L'ancien Golf, où des incendies s'allument chaque année presque, a pris une allure steppique très curieuse. Le site retient l'attention du géologue comme du botaniste. *La zone 6* est une véritable « usine végétale à oxygène ». Les bois de Nomont et de Famelette sont très beaux et offrent quantité de sites intéressants pour la géologie et les sciences naturelles. La Roche-aux-Faucons est un des endroits les plus remarquables des environs de Liège.

*La zone 4* (commune d'Angleur, Embourg, Chaudfontaine, Beaufays et Tilff) était d'une grande beauté. Massacrée par les travaux de l'autoroute, elle ne pourra reprendre plus tard et lentement un peu de son charme que grâce à des soins vigilants. Elle renferme les rochers du Bout-du-Monde qui constituent le bel avant-plan que l'on voit du château.

*La zone 5* enfin (commune d'Ougrée), est riche en sablières. Elle conviendrait à l'établissement d'aires sportives mais semble vouée à un prochain lotissement <sup>(1)</sup>.

(1) Très vite, en 1965, cette zone 5 réalise son destin. Elle est achetée à la Société Bernheim-Outremer par le grand Club sportif du Standard. De ces 34 ha, il laisse 1/3 à l'état de sablières, 1/3 à l'état de bois et installe sur le dernier 1/3 des terrains de football, de hockey, de tennis et une énorme halle omnisport en plus de quelques locaux administratifs.

Les meilleures relations de voisinage s'établissent entre Université et Standard. Notre Institut d'Education Physique n'est pas fini. Le Standard accepte de nous louer des salles qui serviront de laboratoires de physiologie de l'effort et admet que nos étudiants utilisent ses aires de jeux.



La Commission Scientifique des Sites montre également que l'ensemble du Sart Tilman forme une entité biologique unique dans la région. Plusieurs de ses multiples curiosités scientifiques seraient aisément rendues accessibles au public.

Enfin, trois centres d'habitation sont en contact avec le domaine universitaire. Au Nord, le village du Sart Tilman y est en partie enclavé. Proche des homes et des zones réservées à l'Administration, aux Facultés de Philosophie et Lettres et de Droit, il a un caractère surtout résidentiel.

Au-dessus d'Ougrée, près de la Faculté des Sciences Appliquées, un quartier souvent appelé « Bel Air », groupe surtout des techniciens et des travailleurs de l'industrie.

Enfin, sur la colline de Tilff, entre les futures Facultés de Médecine et de Médecine vétérinaire, s'étend le petit hameau rural de Sur-le-Mont.

Les conclusions de ces études montrent que le problème devant lequel nous nous trouvons est bien, par ses dimensions et sa complexité, un problème d'urbanisation régionale. Le bien public y côtoie des intérêts privés et communaux. Aucun résultat positif ne sera atteint si ce n'est par une concertation très large, très compréhensive, très confiante.

Nous pouvons dès lors schématiquement grouper nos activités sous trois rubriques. Il faut *réunifier le Sart Tilman*, ce qui dépend des propriétaires actuels. Il faut faire un *projet d'aménagement* qui tienne compte de la vocation du site et de l'intérêt des hommes. Il faut *trouver les fonds nécessaires*. Ce programme qui, à l'énoncé, paraît simple, ordonné voire relativement facile, ne peut évidemment être suivi de façon systématique. Des initiatives sont proposées, examinées, des études s'amorcent, des discussions, des démarches se multiplient. En cours de route, de nouvelles perspectives s'ouvrent. Nous devons sans cesse écarter les obstacles, éclairer les esprits, concilier les points de vue, convaincre les pouvoirs publics, répandre l'enthousiasme. Toute une équipe d'hommes, compétents et généreux, travaillent coude-à-coude. L'enjeu est énorme; si nous échouons, le Sart Tilman sera démantelé. Nous nous sentons les chevaliers de la dernière chance. Nous attaquons sur tous les fronts.

## RÉUNIFICATION DU TERRITOIRE

Qui sont nos premiers interlocuteurs ? Les propriétaires de ces territoires que nous voulons réunifier. La Société Cockerill : son territoire ne pose, pour l'instant, que le problème d'un reboisement efficace. Les communes : de certaines d'entre elles dépendent des terrains englobés dans le tracé général, mais toutes sont intéressées par l'avenir de la région. La Société Bernheim-Outremer, enfin, possède à elle seule 423,35 ha.

Le premier objectif à atteindre est d'éviter un lotissement incontrôlé. Ou bien il se fera entre quelques privilégiés qui se réserveront les forêts, qui ceintureront et isoleront l'Université, ou bien, les parcelles étant modestes, on court le risque d'un véritable surpeuplement, du carnage des arbres, de la transformation d'un site magnifique en une banlieue médiocre. Dans les deux cas, la plus grande partie du Sart Tilman est perdue pour l'ensemble de la population.

Nous prions la Société Bernheim-Outremer de surseoir à son lotissement et de revoir sa position selon l'optique qui est la nôtre. Le Gouverneur Clerdent et moi-même, nous nous rendons bien compte que si nous décidons les Pouvoirs Publics à acheter du terrain au Sart Tilman, cette opération ne se fera, dans des conditions financières favorables, que si nous offrons à la firme immobilière une juste compensation. Elle voulait disposer de 110 ha, au Sart Tilman, nous lui proposons de limiter son lotissement à 65 ha. Elle voudrait prévoir 3.500 logements. Nous trouvons ce chiffre exagéré et cherchons à le réduire. Devant nous, s'ouvre une période de tractations très longues, souvent difficiles, toujours franches et courtoises. Il est certain que le groupe Bernheim-Outremer comprend notre point de vue et souhaite nous aider.

Pendant ce temps, nous entrons en communication avec les Communes. Nous les rendons attentives à nos intentions montrant les avantages qu'elles retireraient de mesures de protection de la nature et d'équipements collectifs communs – culturels et sportifs – et demandons leur collaboration. Nous trouvons auprès d'elles un accueil ouvert et clairvoyant et nous les tenons au courant de tout ce que nous entreprenons pour le bien général tout en discutant avec chacune d'elles ses problèmes particuliers.



L'« Equerre » poursuit ses travaux avec, en ce qui concerne le Sart Tilman, l'aide dynamique et avisée de Messieurs Strebelle et Schlitz. La Commission Scientifique des Sites continue ses prospections et se passionne de plus en plus pour cet immense champ d'observations et de découvertes.

Les contacts se multiplient entre les délégués de la Société Bernheim-Outremer, ceux de la Province et ceux de l'Université. Tous cherchent, avec ardeur, un terrain d'entente. Fin 1969, les points de vue se rapprochent. En mai 1970, la Société Bernheim-Outremer fait savoir au Ministre des Travaux Publics que, si elle peut construire 3.500 logements dans des zones voisines de l'Université, sur une surface approximative de 65 ha, elle est disposée à céder aux Pouvoirs Publics le Bois de Nomont, le versant Ourthe et le versant Meuse, soit 333 ha. Le Ministre demande aussitôt que des négociations définitives soient entreprises avec la collaboration du Département des Travaux Publics, de la Province, des Communes concernées et de l'Université. La situation devient ainsi suffisamment claire pour permettre au Comité des acquisitions d'évaluer les biens en question.

#### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les projets d'aménagement se baseront sur les caractéristiques des différentes régions et sur un plan d'utilisation dont nous avons vite fait de tracer les grandes lignes. Nous conférons au Sart Tilman les rôles antipollution, délassément culturel, et sportif qui lui ont déjà été attribués.

L'Université s'intéresse aussi à l'évolution des *trois pôles d'habitats* existant à ses portes.

Enfin, elle ne tarde pas à caresser le projet de favoriser, aux abords de la Faculté des Sciences appliquées, l'établissement de *parcs industriels*, dont nous reparlerons plus loin.

Le sort des différentes entités du Sart Tilman se précise de plus en plus :

a) ESPACES VERTS. — Nous les placerons sous la sauvegarde de la Commission Scientifique des Sites. Les forêts seront soignées, les écrans végétaux, renforcés, des curiosités naturelles – biotopes

végétaux, animaux, points d'intérêt géologique ou hydrologique – inventoriés, protégés, mis en valeur et offerts à l'attention du public. Les promenades balisées seront nombreuses, belles, captivantes. Les espaces verts assumeront ainsi un rôle antipollution en même temps qu'ils tiendront leur place dans les délasséments et dans la vie culturelle.

b) ZONES D'HABITAT. — L'Université apprécie le voisinage de centres habités qui la prolongent naturellement et l'ancrent dans la vie réelle.

Ces centres se développeront forcément car il existe chez les citadins un mouvement spontané vers les campagnes et la présence de l'Université catalysera cette évolution. Certains étudiants, des membres du personnel voudront se rapprocher du siège de leur travail et viendront s'installer chez l'habitant, en appartement, en maison communautaire ou privée. Ils se mélangeront à la population, susciteront de nouvelles activités : les hameaux tendront à devenir des villages.

Ce développement, inscrit dans l'ordre des choses, dans quelle mesure est-il souhaitable ? D'un point de vue général, on sait que l'agglomération liégeoise n'est pas dans une phase d'expansion démographique. Il paraît donc peu indiqué de susciter un déplacement notable d'habitants. Par ailleurs, seule, une extension modérée des trois petites communautés ne comporte pas le risque d'altérer l'équilibre de la région et d'après de premières estimations, elle suffit à l'Université.

Comment peut-on prévoir sa réalisation ? A « Sur-le-Mont », il n'y a pas de société immobilière et de nouvelles constructions ne se feront que dans le cadre des disponibilités des propriétaires actuels. A « Bel Air », sur le haut d'Ougrée, la Société Bernheim-Outremer possède encore le bois St-Jean mais déjà partiellement loti. Au « Sart Tilman », nous l'avons vu, la Société Bernheim-Outremer a obtenu d'édifier 3.500 logements et là réside le seul risque de surpeuplement. L'Université ne souhaitait que 2.500 logements, mais déjà, la Société provinciale d'Industrialisation a acheté 25 des hectares à lotir et réduit de ce fait, considérablement, l'éventuel danger de pléthore. D'autres sociétés suivront sûrement ce mouvement.



L'urbanisation des trois pôles d'habitat observera deux critères essentiels :

1° Le caractère propre de ces zones habitées ne peut pas être altéré. Les apports nouveaux, surtout universitaires doivent ne pas dominer le milieu spontané mais s'assimiler à lui sans discordance. Les Communes seront très attentives à conserver l'homogénéité des ensembles.

2° Les maisons ne seront pas dispersées mais leur groupement aura une certaine densité. En effet, la vie moderne implique une quantité de services publics qui ne peuvent être rentables que si les utilisateurs sont assez nombreux et rapprochés (crèches, écoles, services des postes, de la distribution d'eau, d'électricité, de gaz, téléphone, égouts, de même que magasins, pharmacies, banques, cafés).

Des relations suivies et à double courant s'établiront entre ces petits centres et l'Université. S'ils répondent à ses besoins, elle souhaite, en retour, les faire profiter de son potentiel culturel et sportif.

c) VIE CULTURELLE : pour l'instant, elle n'est encore représentée que par l'Université. Nous avons vu déjà la place que tient le Château de Colonster dans la vie intellectuelle de la région. Depuis longtemps, le théâtre du Restaurant est le siège d'une animation quasi permanente. Ces deux pôles d'attraction dont l'action ne fera que s'amplifier réunissent déjà à peu près toutes les activités que l'on peut attendre d'un centre culturel : conférences, colloques, expositions, théâtre, musique. Les Liégeois, les habitants du voisinage suivent certaines de ces manifestations, de même que les étudiants descendent à Liège pour assister aux spectacles de la ville. Il est dans l'ordre des choses que ces échanges deviennent de plus en plus nombreux.

Peut-être, dans l'avenir, d'autres formules culturelles seront-elles adoptées (musées, par exemple).

d) TERRAINS DE SPORT. — Nous avons signalé la grande pauvreté de l'agglomération liégeoise en aires de jeux et de sport. Les Autorités publiques – Ministère de la Culture française, Province, Ville, Université, Communes – sont conscientes d'une lacune qui peut avoir de si graves conséquences sur l'équilibre mental et la santé

des jeunes générations. Si l'on veut remonter le courant et créer une éducation sportive des jeunes et des moins jeunes, il faut diversifier les sports offerts, il faut susciter dans la population le goût et l'habitude des exercices et des jeux de plein air. Les écoles, même les écoles maternelles, devraient pouvoir disposer d'aires de jeux bien aménagées et de conseils pédagogiques avisés. Les jours de congé, les vacances devraient être pour les enfants et les adolescents, l'occasion d'activités physiques favorables à leur développement.

Il existe un premier projet de centre sportif important sur les hauteurs de Liège (Naimette - Xhovémont). L'aménagement des 2.000 ha du Sart Tilman peut conduire à un plan complet de réalisations sportives.

L'équipement de l'Université et du Standard est de loin insuffisant. Pour permettre à la région du Sart Tilman de réaliser sa vocation de délassément sportif, bien des choses restent à faire : compléter les infrastructures universitaires par des terrains de tennis, de grands jeux et des aires polyvalentes; mettre à la disposition des Communes un nombre accru de terrains de football, de rugby (Angleur, Sainval, Ougrée); généraliser les aires polyvalentes et les salles omnisports, les plaines de jeux pour enfants; encourager les sports de rivière. Les trois îles de l'Ourthe conviennent admirablement à ces activités. Nos étudiants y ont installé un club d'aviron et de kayak; un club privé, le Mava, mérite, comme les clubs universitaires, d'être modernisé. On favoriserait la natation en améliorant le site de baignade de Streupas et en créant des piscines ouvertes, chauffées.

Il faudrait ménager aux adolescents une aire de loisirs sportifs et culturels. L'ancien golf d'Angleur paraît convenir à une telle initiative. On réunirait là des ateliers créatifs, une piscine, quelques terrains de sport et un terrain de camping pour mouvements de jeunesse.

Les adultes vieillissant non entraînés et les contemplatifs auraient tout un choix de promenades et se réjouiraient de découvrir dans cette campagne si proche de la ville tant de richesses qu'ils ne soupçonnaient pas.

L'Université est prête à favoriser de tout son pouvoir la promotion sportive. Elle met à la disposition de tous ses installations



existantes, accepte la perspective de recevoir sur son territoire de nouveaux équipements.

Si un véritable mouvement sportif se dessine, elle en retirera elle-même bien des avantages. Ses étudiants, son personnel se mêleront à d'autres jeunes gens dans l'atmosphère fraternelle des stades. De nouvelles carrières s'offriront à ses licenciés en Education physique dans la pédagogie de l'exercice, à de jeunes médecins dans le contrôle médico-sportif. Des groupes de tous âges pratiquant des exercices divers pourront être étudiés par les physiologistes de l'effort et de grands progrès se réaliseront dans la connaissance de l'homme bien portant.

e) L'UNIVERSITÉ ET LA PROMOTION INDUSTRIELLE : CRM, CTN, PARCS INDUSTRIELS :

*Centre de Recherches Métallurgiques (CRM).* — On reconnaît depuis longtemps que la recherche scientifique est à la base du développement économique et social. De plus en plus, on réclame des points de jonction entre Sciences fondamentales et Sciences d'application. Dès lors, l'Université ne peut plus être tenue à l'écart de la vie active du pays; elle doit y être incorporée comme un facteur de progrès.

Dans une région comme la nôtre, la collaboration Université-Industrie est la première qui s'impose. Dès 1948, elle se concrétise par l'installation au Val-Benoît du *Centre de Recherches Métallurgiques* dont nous avons déjà parlé (page 300). Tourné à la fois vers l'Industrie et vers les Sciences théoriques, il est le siège d'échanges extrêmement fructueux. Son activité est telle qu'il est bientôt amené à construire un deuxième bâtiment au Val-Benoît. A présent, il envisage une installation au Sart Tilman et l'Université lui offre 8 ha dans la zone des Sciences appliquées.

*Centre de Technologie Nouvelle (CTN).* — En juin 1970, au cours d'une réunion du Conseil économique de la Province de Liège <sup>(1)</sup>, je propose, en accord avec la Société Provinciale d'Industrialisation <sup>(2)</sup>, d'établir sur les terrains du Sart Tilman d'autres centres para-universitaires de recherche de pointe, libres d'implications commerciales immédiates.

<sup>(1)</sup> CEPLI.

<sup>(2)</sup> SPL.

En septembre 1971, le « *Centre de Technologie Nouvelle* » CTN, créé récemment à la suite d'une initiative conjointe de l'Université et du Conseil économique de la Province de Liège, passe avec l'Université une convention analogue à celle du CRM et un certain espace lui est réservé sur le territoire de la Faculté des Sciences appliquées <sup>(1)</sup>. Dans l'avenir, d'autres centres seront sans doute envisagés. Ils permettront à l'Université de mettre sa compétence au service des problèmes les plus actuels et de s'ouvrir en retour, des horizons nouveaux.

*Parcs industriels.* — En juin 1970, je présente au Conseil d'Administration du Conseil économique de la Province de Liège un rapport qui attire l'attention des auditeurs sur les perspectives qu'offrent les « *Parcs industriels* ». Cette notion naît aux Etats-Unis où des entreprises industrielles de pointe cherchent à se fixer dans les environs d'Universités de qualité. Elles y voient l'avantage de profiter naturellement de leur milieu stimulant, de leurs progrès sur le plan de la recherche et de leur organisation sociale. Cette idée a gagné quelques pays européens. En Belgique, la zone d'Haasrode, proche de l'Université catholique néerlandophone de Louvain reçoit le statut de « zone industrielle » et son équipement est à charge du Fonds d'expansion économique.

Au Sart Tilman, nous avons la possibilité d'organiser, aux portes du domaine universitaire, un Parc industriel de grande classe et de grande attractivité pour l'investisseur belge et étranger.

A l'issue de son assemblée générale, le CEPLI prend une résolution par laquelle il se réjouirait de l'existence d'un parc industriel et demande instamment au Gouvernement de conférer à ce parc un statut d'intérêt national.

Quelques jours plus tard, l'inauguration des Usines Burroughs

(1) « L'Université met à la disposition du CTN, 5 ha lui appartenant au Sart Tilman.

» Les bâtiments qui y seront construits par le CTN sont la propriété de l'Université après un délai de 50 années mais sont laissés à l'entière disposition du CTN pendant cette période, pour autant qu'il leur donne une affectation conforme à son objet initial.

» Les architectes sont librement choisis par le CTN, mais ils devront respecter les directives générales de l'Université.

» L'infrastructure est faite aux frais de l'Université (ouvrages routiers, égouttage, eau, gaz, électricité, chauffage); les raccordements sont aux frais du CTN.

» Pendant cette période de 50 années, les fluides sont fournis gratuitement par l'Université. »



aux Hauts-Sarts me donne l'opportunité de reprendre, devant les Autorités ministérielles, les thèses essentielles de mon rapport.

Le 1<sup>er</sup> juillet, l'Université et la Société provinciale d'industrialisation adressent au Gouvernement une demande officielle d'octroi du statut de zoning d'intérêt national au Parc universitaire du Sart Tilman et une première demande de crédit d'équipement de cette zone.

Le Gouverneur Clerdent, le Secrétaire Général de la SPI J. André, Cl. Strebelle, H. Schlitz et moi parcourons le nord du domaine pour localiser l'espace qui pourrait convenir à ce parc industriel. Ainsi est définie une zone d'environ 50 ha, située sur le versant Meuse des Communes d'Angleur et d'Ougrée et bordant le domaine universitaire, le long de la future Faculté des Sciences appliquées. Le terrain sera acquis par la Société provinciale d'Industrialisation. Un premier lot de 25 ha est acheté à la Société Bernheim-Outremer sur le territoire du Sart Tilman <sup>(1)</sup>. Le reste, qui ne sera mis en exploitation que plus tard, appartient à la Société Cockerill avec laquelle des arrangements seront pris.

Le parc est relié au domaine universitaire par de larges voies d'accès et ses occupants profiteront aisément du style de vie universitaire : bibliothèque spécialisée, conférences, symposium, recyclage permanent ainsi que de l'animation culturelle et sportive de l'Université.

L'accès de ce parc est largement ouvert aux industries non polluantes, même si leur activité inclut certaines incidences commerciales.

Dans le but de respecter l'esthétique générale du Sart Tilman, il est convenu que les architectes de l'Université seront consultés lors des constructions. Le site est actuellement boisé; ainsi les centres bénéficieront-ils d'un cadre dont l'urbanisation préservera le caractère extrêmement agréable.

#### ABOUTISSEMENT DE NOS EFFORTS

Pendant que tous ces projets mûrissent et s'intègrent dans le plan d'urbanisation générale, nos négociations avec la Société Bernheim-Outremer se poursuivent activement.

(1) Près du tiers du terrain à bâtir prévu.

C'est le 29 novembre 1971, trois jours avant que le Gouverneur de la Province de Liège Pierre Clerdent et moi-même cessions nos fonctions, que nous rassemblons, au château de Colonster, tous ceux qui sont concernés par la protection de l'intégralité des forêts du Sart Tilman. Il y a là le Gouverneur, les représentants du Comité d'acquisition, les délégués de Bernheim-Outremer, le Directeur général Delchevalerie, le Directeur d'administration Henri Schlitz et moi-même. Réunion au cours de laquelle nous allons nous efforcer de trouver une solution définitive au problème de l'urbanisation du Sart Tilman, dans l'intérêt de toutes les parties en cause, sur la base des accords dont il a été question ci-dessus.

L'entrevue est interrompue fréquemment pour permettre aux représentants de Bernheim-Outremer de se concerter, au fur et à mesure que se poursuit le dialogue.

C'est après six heures de discussion que nous arrivons à un accord. Le texte définitif est ainsi libellé :

La Compagnie Lambert, soucieuse d'épauler les efforts entrepris par l'Université de Liège et la Province de Liège en vue de sauvegarder et d'aménager le site du Sart Tilman s'engage à céder 333 ha 65 a 27 ca appartenant aux bois St-Jacques, St-Laurent et de Nomont, environnant le domaine universitaire pour un montant de 122.648.000 F (cent vingt-deux millions six cent quarante-huit mille francs).

Cette offre est faite à l'Université de Liège, la Province de Liège et éventuellement aux autres pouvoirs qui, à l'intervention des deux pré-nommées, seraient associés à l'opération. Il est entendu qu'elle sera levée dans les plus brefs délais et ne sera en tout cas plus valable après le 31 décembre 1972, le paiement devant être effectué le plus tôt possible et au plus tard le 31 décembre 1973.

Ce prix, arrêté sur base des estimations du Premier Comité d'acquisition de la Province de Liège est définitif, sauf modification légale de la parité monétaire, auquel cas il serait adapté en due proportion.

Fait au Château de Colonster, le 29 septembre 1971, à vingt heures.

Si la négociation est longue, c'est en raison de la différence importante entre le prix demandé par Bernheim-Outremer et l'estimation du Comité d'acquisition.

L'accord est finalement obtenu parce que, au dernier moment, l'Université propose que l'on ajoute à la valeur fixée par le Comité d'acquisition, l'intérêt de cette somme pendant la période qui s'écoulera avant que le paiement puisse être effectué. Cette période



sera assez longue. Il faut obtenir, au plus tard le 31 décembre 1972, que les options soient levées par le Département de l'Agriculture pour le bois de Nomont, par la Province pour le versant Meuse et par l'Université pour le versant Ourthe. Il s'écoulera ensuite encore un certain temps avant que soient mobilisés les fonds nécessaires aux paiements.

Aux termes de la convention, les entités territoriales appartenant à Bernheim-Outremer cédées sont :

Le bois de Nomont .....	161 ha 53 a 89 ca
Les bois du versant Meuse .....	62 ha 56 a 32 ca
Les bois du versant Ourthe .....	109 ha 55 a 06 ca
<i>Total</i> .....	333 ha 65 a 27 ca

L'option doit être levée avant le 31 décembre 1972. Elle le sera effectivement.

Le 13 décembre, l'Université de Liège marque son accord pour l'acquisition du *versant Ourthe* (109 ha) <sup>(1)</sup>; le 15 décembre, le Comité de Coordination Economique, pour l'achat du *Bois de Nomont* (161 ha) et la Province, pour l'achat du *versant Meuse* (63 ha).

A la fin de cet exposé, jetons un coup d'œil sur le résultat de tant d'efforts. Le Sart Tilman est sauvé et sa vocation, reconnue depuis le début du siècle, est confirmée et élargie.

Le problème du Sart Tilman a été envisagé dans l'ensemble d'une urbanisation régionale de grande envergure qui tient compte de l'évolution des espaces verts et des espaces habités dans une perspective générale de développement de l'Université, des Communes, de l'Agglomération.

L'action a été menée au début par quelques hommes conscients de ce que représente, dans un monde industriel, le miracle du Sart Tilman encore presque intouché. C'était une œuvre de foi. Peu à peu, ces hommes audacieux ont rallié des bonnes volontés, des intérêts, des compétences. Le plan a pu prendre toute son ampleur. Chaque élément y est déterminé. L'Université est là, avec son dynamisme scientifique, son animation culturelle et sportive, les forêts

(1) L'acte de vente est signé le 30 août 1973 pour la somme de 49.757.446 F.

sont sauvegardées à jamais, les points d'habitats proches du domaine se trouvent au seuil d'un développement équilibré et les aires de délassement sportif se situent au mieux des qualités des sites et du souhait des hommes. Définitivement préservé par le plan de secteur, chacun des éléments de ce vaste territoire va se perfectionner selon un programme pré-établi qui assurera entre eux complémentarité et équilibre.

En bref, 410 ha d'espaces urbanisés, dont on peut envier le sort des occupants, entourés de 1.000 ha de forêts ou d'espaces verts, librement accessibles et en voie de constante amélioration, et de 600 ha de territoires exceptionnellement riches en possibilités scientifiques, culturelles et sportives !

Certains ont pu penser que le transfert au Sart Tilman de notre Université divisée, qui étouffait dans le centre urbain sans espoir d'expansion était un exil et un reniement, que l'Université risquait d'être un campus. Aucune de ces pensées pessimistes ne s'est confirmée.

Depuis que le centre de notre ville ressemble à une forteresse bruyante où la verdure a cédé la place aux parkings, l'instinct pousse les citadins vers la périphérie où ils ont une chance de trouver un climat plus humain : un peu de place pour le jeu des enfants, de l'air que ne souillent pas les gaz d'échappement, quelques arbres. Le peuplement d'Embourg et de Beaufays est une éloquente preuve de ce déplacement centrifuge irréversible et si le Sart Tilman est resté à l'écart de cet exode, c'est sans doute que ses voies de pénétration sont très récentes.

L'Université a suivi un mouvement général. Elle y était obligée, durement, par sa dispersion désordonnée et le manque d'espace. Mais elle a apprécié calme, paix et beauté et a pris envers ce Sart Tilman, qui fait partie du patrimoine de la région entière, un engagement moral de respect de la nature.

A-t-elle quitté la ville ? Un regard sur le plan de secteur de l'« Equerre » rend la réponse évidente : Liège et son agglomération sont inscrites dans un carré de 20 km de côté ; le cœur de Liège et tout le Sart Tilman le sont dans un carré de 10 km de côté. Comme le disait Cl. Strebelle :

Depuis que les transports permettent des déplacements rapides des hommes et des choses, les villes se sont fort étendues et l'activité urbaine



s'est déployée. La ville est devenue le cœur d'une ville plus grande que l'on appelle « agglomération ».

Cette définition met les transports en cause et c'est bien pourquoi nous avons tant insisté pour qu'ils fassent l'objet d'un effort particulier. Ces liaisons établies, le Sart Tilman deviendra un quartier de Liège, un quartier privilégié. Les Liégeois n'auront pas plus de difficultés à y passer leurs loisirs de délassément que les universitaires à profiter des avantages de la ville. Peut-on parler de campus pour une Université intégrée, d'une façon qui sera de plus en plus vivante, dans un complexe d'habitats, de commerces, de recherches industrielles, d'animation culturelle et sportive ? Elle partage cette animation avec ses voisins non universitaires. Elle est à un jet de pierre d'un grand centre urbain où elle est née, à qui elle reste profondément attachée.

Elle a pu, au départ, sembler quitter la cité. En quelques années, elle a démontré qu'elle fait partie de la ville de demain, disposant d'espaces suffisants pour envisager hardiment l'avenir et, sans doute, de plus en plus de collaboration féconde entre elle et la région sans s'isoler du contexte humain qui est le fondement même de son histoire.

Cette opération réussie, sont intégrés dans le « complexe urbanistique » (Situation 1974) :

1. *des zones d'habitats :*

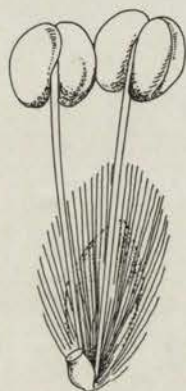
Zone académique (Université) .....	20 70
Commune d'Angleur .....	5 00
Bernheim-Outremer .....	58 27 50
Divers privés .....	328 72 50
	<hr/>
	412 70

2. *des zones vertes :*

Université .....	215 50 00
Commune d'Angleur .....	16 67 00
Etat et commune d'Embourg .....	4 00 00
Province .....	224 00 00
Cockerill .....	146 27 00
Privés .....	264 01 26
	<hr/>
	870 45 26

3. *des zones d'équipements collectifs* : (centres culturels, golf club, Standard, centres sportifs de l'Ourthe, Jardin Botanique).

Université .....	484 00 00
Commune d'Angleur .....	3 00 00
de Tilff .....	5 00 00
Privés et Cockerill .....	95 40 00
	<hr/>
	587 40 00





THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY

100 EAST 57TH STREET  
CHICAGO, ILL. 60637  
TEL. 733-7321

100  
101  
102  
103  
104  
105  
106  
107  
108  
109  
110

Partie IV

**LE GOUVERNEMENT DE L'UNIVERSITÉ  
L'AUTONOMIE  
ET LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE**

*« Je ne vois qu'un moyen de savoir jusqu'où  
l'on peut aller, c'est de se mettre en route  
et de marcher. »*

Henri BERGSON.



LE GOUVERNEMENT DE L'UNIVERSITÉ

UNIONNAGE

ET LA POLITIQUE GÉNÉRALE

Les principes de la politique générale  
sont les suivants :  
1. L'unionnisme.  
2. La politique générale.

## Avant-propos de la quatrième partie

Le quatrième chapitre n'est guère qu'une toute première esquisse, Marcel Dubuisson rassemblait là les documents nécessaires à une réflexion qu'il n'a pas eu le temps de nous livrer.

Monsieur Jean Delchevalerie, son collaborateur le plus constant et le plus direct a bien voulu faire une synthèse de son œuvre proprement rectorale.

1953 voit à la fois la nomination de Marcel Dubuisson au Rectorat de l'Université de Liège et la promulgation d'une loi nous accordant une première ébauche d'autonomie. En 1971, une autre loi modifiera les structures universitaires; Marcel Dubuisson ne l'acceptera pas et démissionnera. Entre ces deux lois, s'étend une période de dix-huit ans, phase mouvementée, ascensionnelle de notre histoire et qui sera l'une des plus denses que l'Université puisse connaître.

Au moment où il accède au rectorat, plusieurs secteurs sont menacés d'asphyxie faute d'espace, d'hommes, de moyens.

Tout en mettant en place une solide administration, Marcel Dubuisson entreprend aussitôt les réformes nécessaires. Les subsides gouvernementaux, toujours insuffisants, ne les permettent pas. Le nouveau Recteur réalise le miracle du Patrimoine, transformant une institution autonome mais de peu d'influence en un organisme riche et puissant qui va être un facteur essentiel du relèvement de l'Université.

L'action de Marcel Dubuisson est imprégnée de la conviction que l'Enseignement supérieur et la Recherche doivent échapper aux tribulations de la politique ; chaque problème qu'ils posent réclame un examen objectif. Il applique ce principe à sa maison avec un réel succès : seuls comptent le bien général, le mérite et la compétence. Cette objectivité, il tentera de l'implanter sur la scène nationale. La Commission nationale des Sciences en fera



sa ligne de conduite et ses assises parviendront à des résultats extrêmement importants.

Marcel Dubuisson se fait d'emblée le champion de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, non seulement au niveau de son université, mais du pays entier.

Un enseignement supérieur de haut niveau est une nécessité de notre époque. Si l'Université parvient à ce niveau, c'est parce que le personnel enseignant reste à l'école critique de la recherche scientifique. L'Université faillirait à sa mission si elle ne maintenait pas son standing intellectuel, par découragement devant les difficultés financières ou le nombre d'étudiants. Il faut aussi que l'enseignement se diversifie et offre aux jeunes gens un éventail de formations, officiellement reconnues, qui correspondent aux exigences d'un monde en évolution.

Quant à la recherche, elle doit être encouragée aux échelons universitaire et national. Une intelligente coordination des efforts serait la meilleure chance de succès. Un petit pays bien organisé peut tenir une place enviable dans le mouvement scientifique mondial.

Marcel Dubuisson n'est pas un particulariste. La promotion qu'il veut pour son université, il la souhaite dans le cadre d'une promotion générale. Il travaille au rapprochement des universités qui, unies, auraient plus de poids vis-à-vis du gouvernement et joueraient un rôle plus marquant dans l'évolution intellectuelle du pays.

Ces différentes options conduisent Marcel Dubuisson à quantité d'heureuses innovations au sein même de l'Université tandis qu'il participe d'une façon extrêmement active à la vie des grandes fondations nationales et à celle de toutes les fondations scientifiques. Sa connaissance approfondie des problèmes et la liberté de son jugement lui assurent bientôt partout une grande influence.

Mais les Universités d'Etat sont handicapées par des lois rigides et périmées qui les empêchent de faire face à leurs nouvelles charges. Marcel Dubuisson est ainsi amené à exprimer, et parfois en des termes très fermes, les revendications universitaires vis-à-vis du Gouvernement. Les discussions se déroulent dans un climat variable selon la sensibilité du pouvoir central au sort des universités. Lutte pour la maîtrise de l'ouvrage; lutte contre la collation

des grades académiques; lutte pour les budgets, sans cesse renaissante et qui prendra parfois une allure angoissée, lutte; enfin, résolue, désespérée contre l'essaimage des candidatures et la création de nouvelles institutions de troisième cycle. Dans tous ces affrontements, Marcel Dubuisson reste essentiellement un constructeur; s'il attaque bon nombre de projets, il a, chaque fois, prêté et mise au point, une solution à proposer. Quand il voit poindre les signes avant-coureurs du déclin des Universités, son combat n'en est que plus intense. Et quand ses inquiétudes se matérialisent, il rejette des mesures qu'il juge contraires à l'intérêt et à la dignité de l'Université; il part, et son dernier geste est de montrer à ses collègues la route qui peut les mener à surmonter l'épreuve.

L'Université de Liège dès le début du régime de 1953 s'épanouit, s'ouvre de plus en plus sur le monde extérieur et s'intègre au milieu industriel et économique de la région.

Elle est accueillante aussi. Son visage était sévère au temps où Marcel Dubuisson a fait des études. Il veut lui apprendre à sourire, veut des amphithéâtres confortables, des bureaux pour les professeurs, des salles de réunion, des cafétarias pour les étudiants. Il s'intéresse beaucoup aux étudiants. Il a été un professeur prestigieux, fascinant son nombreux auditoire par des exposés lumineux et des digressions pleines de vie. Il a dû abandonner ses cours et cela a été un de ses gros sacrifices. Ayant perdu le contact direct de la jeunesse estudiantine, il l'interroge par questionnaires sur ses désirs, sa façon de comprendre les études. Et il tient compte des résultats des enquêtes. Tout ce qui a trait au bien-être physique, intellectuel et moral des étudiants lui tient à cœur. Il suit les répétitions de la chorale, visite les expositions, s'attarde dans les homes jusqu'à ce que les problèmes rectoraux devenant de plus en plus absorbants, il doive abandonner ces ultimes moments de détente.

\* \* \*

Quelles sont les qualités qui ont permis à Marcel Dubuisson d'accomplir son œuvre ?

Qu'eût été son intelligence pénétrante, son don de dégager l'essentiel des problèmes, de les élargir, d'y trouver toujours des aspects nouveaux et féconds sans la hardiesse qui le poussait à entreprendre ? Sa hardiesse, sans son optimisme et son courage ?



Qu'eût été son intelligence pure sans le travail souterrain du subconscient et l'éclair de l'intuition ? Qu'eût-elle été, non réchauffée par un cœur généreux ?

En écrivant cet ouvrage, il a voulu raconter une phase de l'histoire de l'Université et non parler de lui. J'ai respecté la consigne. Et voici que je regrette de n'avoir pu tracer un portrait où il apparaîtrait dans toute sa vérité. Ce livre n'est qu'un reflet de l'œuvre de Marcel Dubuisson. L'homme est plus grand que le livre.

A. D.-B.



GOUVERNEMENT DE L'UNIVERSITÉ  
AUTONOMIE  
ET POLITIQUE SCIENTIFIQUE

1. Autorité académique.
  - A. Loi de 1953 et ses effets.
  - B. Autorité académique sous le régime de la loi de 1953.
2. Administration générale.
  - A. Nécessité d'élargir le cadre de l'Administration générale.
  - B. Collaborateurs les plus proches.
3. Conseil académique.
4. Patrimoine de l'Université.
  - A. Commission administrative du Patrimoine.
  - B. Fonds du Patrimoine. Les origines.
  - C. Politique du Patrimoine.
5. Conseil d'Administration.
  - A. Structure et fonctionnement du Conseil d'Administration.
  - B. Politique du Conseil d'Administration.
6. Perspectives d'avenir.





## 1.

### Autorité académique

#### A. — LOI DE 1953 ET SES EFFETS

Jusqu'en 1953, l'administration des Universités de l'Etat est réglée par une loi datant de 1849. Les pouvoirs d'administration des deux Universités d'Etat sont aux mains du Ministre de l'Instruction publique : chaque affaire de quelque importance doit être réglée par lui-même; les affaires mineures sont traitées en son nom.

Deux autorités bien distinctes sont en place : le *Recteur*, nommé par le Roi parmi trois professeurs élus par le Conseil académique. Il a comme attributions exclusives les questions académiques et préside le Conseil des Assesseurs, le Conseil académique, la Commission administrative du Patrimoine. L'*Administrateur-Inspecteur*, nommé par le Gouvernement, est le représentant local du Ministre et exerce ses fonctions d'administration et d'inspection au nom de celui-ci.

Les Conseils représentatifs du Corps enseignant n'ont, en fait, de pouvoir de décision que dans le cadre de l'enseignement. C'est le cas :

- des *Collèges des différentes Facultés* (comprenant les professeurs et chargés de cours et présidés par les Doyens);
- du *Collège des Assesseurs* (réunissant les Doyens sous la présidence du Recteur);
- du *Conseil académique* (dont font partie tous les professeurs ordinaires).

Ce régime présente, entre autres, trois graves inconvénients : la concentration — excessive — de toutes les affaires universitaires au département de l'Instruction publique; l'impossibilité pour le Corps académique, Recteur y compris, d'intervenir dans la gestion



de l'Université; la scission radicale entre les pouvoirs en matières académiques et les pouvoirs en matières administratives. Comme le reconnaît l'exposé des motifs de la loi du 28 avril 1953, ces méthodes de gestion « s'avéraient de moins en moins adaptées à l'évolution rapide qui a caractérisé la recherche scientifique ». Le rôle du Recteur et de l'Administrateur-Inspecteur devient ainsi progressivement de plus en plus difficile.

La réforme de 1953 a précisément visé à corriger les défauts du régime de 1849; elle repose sur les trois principes suivants :

- il convient de « *décentraliser* » au maximum les pouvoirs de gestion des Universités de Liège et de Gand, tout en maintenant leur caractère d'Etablissements de l'Etat;
- il convient de confier, aux mains d'« *une seule autorité locale* », l'ensemble des pouvoirs ainsi décentralisés, *tant en ce qui concerne les questions académiques que les questions administratives*,
- il convient enfin que l'« Université elle-même », par l'intermédiaire de ses propres mandataires, *participe à sa propre gestion*.

Ces trois principes se traduisent dans la loi de la manière suivante : la fonction d'Administrateur-Inspecteur est supprimée de même que le Conseil des Assesseurs. On institue un « *Conseil d'Administration* » composé de Professeurs et on lui confère des pouvoirs étendus de décision et de proposition. Le Conseil d'Administration est présidé par le Recteur comme d'ailleurs le Conseil académique et la Commission administrative du Patrimoine qui sont maintenus. A côté du Recteur, la loi place un *Vice-Président* du Conseil d'Administration pour l'aider dans l'exécution des tâches d'administration journalière et dans l'exécution des décisions du Conseil.

L'autorité centrale est représentée, à l'Université, par un *Commissaire du Gouvernement* qui a pouvoir de s'opposer provisoirement à toute mesure qu'il juge contraire aux lois et règlements ou à l'intérêt général. Ce système de contrôle est conçu d'une manière souple et constructive.

Telle est, dans ce qu'elle a d'essentiel, la réforme que nous apporte la loi du 28 avril 1953. Rejetant un carcan qui l'opprime depuis plus d'un siècle, l'Université se voit enfin considérée comme majeure et capable d'agir sur sa destinée. Elle cesse de se sentir un organisme bicéphale et partagé. Elle est enfin dirigée par une autorité

locale, le Recteur secondé par un Vice-président, et le corps enseignant, grâce au Conseil d'Administration, coopère à sa gestion.

B. — L'AUTORITÉ ACADÉMIQUE  
ET LE RÉGIME DE LA LOI DE 1953

Voici donc le nouveau régime ainsi que les textes légaux l'ont fait. Sa mise en application dépend essentiellement des hommes qui seront placés à la direction de l'Université et de la manière dont ils vont collaborer. Le problème des relations entre Recteur et Vice-Président est, à cet égard, particulièrement crucial. Sans doute, la loi de 1953 définit-elle quelques principes quant à leur compétence juridique respective. Les zones d'ombre restent cependant importantes. A la fin de 1953, une circulaire du Ministre établit un programme de compétences du Recteur et du Vice-président en ce qui concerne les prérogatives non expressément définies dans la loi.

J'accède au Rectorat en même temps que le Professeur Victor Gothot est nommé Vice-Président du Conseil d'Administration. Professeur de droit fiscal, c'est un homme de grand cœur, dynamique, plein d'humour, dont la pensée très mobile chatoie perpétuellement. Son esprit est clair, logique, pétillant de « coups de phare », exigeant dans l'analyse, audacieux dans la synthèse, pénétré du sens du devoir, de la dignité et de la solidarité humaines. Né en 1892, il est donc mon aîné de onze ans et, académiquement, plus ancien que moi. Il me demande quelques jours avant notre entrée en fonctions comment j'envisage notre collaboration. Il me faut assez bien de courage pour répondre, avec autant de délicatesse que possible, à l'éminent juriste qu'il est que c'est le Recteur qui est le Chef de l'établissement et que je ne pourrais imaginer que l'autorité soit exercée conjointement par deux personnes; mais, cela étant, je propose de nous partager certains domaines car nous sommes, en effet tous deux, par notre formation, orientés différemment. Il comprend aussitôt et c'est dans un accord parfait que nous nous répartissons les charges; le Recteur se réserve — outre les fonctions que lui attribuent les dispositions législatives — les problèmes de bâtiments, du personnel enseignant, la politique scientifique et la politique budgétaire.

De son côté, le Vice-Président assurera la gestion journalière de la maison, gèrera tous les budgets hormis ceux qui sont consacrés



aux services scientifiques et prendra en charge le domaine du personnel scientifique, administratif et technique.

Il sera aussi, à cause de sa compétence, le conseiller juridique du Recteur. La répartition de nos sphères d'influence sur ces bases ne connaît pas la moindre épine. Je le mets au courant de tous les problèmes importants et le consulte au sujet de chacun d'eux. Et il agit de même. Il ne faut pas longtemps pour que nous devenions de très vrais amis. Il est réélu en même temps que moi, en 1957. Mais notre collaboration prend fin en 1961, M. Gothot – qui doit être atteint par la limite d'âge en 1962 – n'étant plus rééligible.

Que M. Victor Gothot ait été choisi parmi tant de collègues brillants a été pour moi une chance unique. Dans le long combat que nous engagions pour notre autonomie, nul sans doute mieux que lui ne pouvait être le compagnon de la première heure. Il avait la foi d'un Croisé. Rarement santé si débordante n'a été mise au service d'une intelligence si lucide ni de tant de franche bonté. Râblé, la moustache en bataille et l'œil pétillant, je ne l'ai jamais vu las, découragé, à court d'optimisme, à court d'arguments. Je conserve de lui un inoubliable souvenir.

Il me disait : « En droit, tout ce qui n'est pas interdit est permis ». Que cette formule lapidaire fût une hardie synthèse de son expérience juridique ou une boutade de son esprit frondeur, je me suis bien gardé de chercher à le savoir et j'ai agi en conformité avec un principe qui m'a épargné bien du temps et des tergiversations. Je crois que personne ne m'a jamais rien enseigné d'aussi utile <sup>(1)</sup>.

(1) Il est décédé le 4 janvier 1966. Je dis lors de ses funérailles :

« Victor Gothot, cœur d'or, main tendue, bonté agissante, toujours prête, pudique, un peu bourrue. Tel il paraissait à ses disciples, tel il m'est apparu en 1953 quand l'Université l'a appelé à la Vice-Présidence du Conseil d'Administration.

» La tâche était dure. Il l'a acceptée pour servir et il a bien servi.

» Nous nous connaissions peu. Nous avons formé une équipe. Pendant huit ans, nous avons travaillé ensemble, nous épaulant dans l'effort, nous encourageant dans l'adversité.

» Au cours de ces années de lutte, il a été un coéquipier ardent et enthousiaste, appliquant à chaque cas les ressources infinies de son esprit pénétrant, demeurant confiant, optimiste, d'humeur égale, aussi prompt à démêler les fils des situations juridiques complexes qu'à éclaircir, par une boutade, une atmosphère tendue.

» Il a été pour moi plus que ce collaborateur d'élite, il a été l'ami.

» Frère dans le combat, frère dans la détente, la joie de chaque succès était plus vive d'être partagée.

» Cette amitié chaleureuse, spontanée, je la range parmi mes biens spirituels les plus précieux. »

C'est Claude Renard, professeur de droit civil, qui succède à Victor Gothot à la vice-Présidence du Conseil après avoir – pendant huit ans – assuré les fonctions de Secrétaire du Conseil d'Administration.

Dès le premier coup d'œil, l'antithèse entre les deux hommes est frappante. Autant Victor Gothot, de taille moyenne, est vif, loquace et trépidant, autant Claude Renard est grand, flegmatique d'aspect, volontiers silencieux. Et cependant, tous deux m'apportent, d'un même cœur, le soutien d'une sagesse qui s'appuie solidement sur le droit et s'éclaire d'une grande bienveillance. Occupé par ses cours et ses nombreux travaux de commission, par son activité internationale au sein de l'Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française, Claude Renard, cependant, est toujours disponible pour le bien de la Maison.

Il reprend les fonctions de son prédécesseur, souvent délicates. Il les exerce avec une inépuisable courtoisie et le souci de ne pas contrecarrer son interlocuteur mais de le convaincre par la rigueur de son raisonnement. Aussi, Claude Renard attire-t-il non seulement l'estime mais la sympathie de tous, ce qui est extrêmement rare dans une fonction publique. Dans notre équipe, en dépit d'une modestie qui le pousse à s'effacer, son esprit distingué et sa compétence lui assurent une place très importante. Un climat de totale confiance s'établit entre nous et nous ne divergeons sur aucun point.

Si la période héroïque de la lutte pour l'autonomie est terminée, il restera encore beaucoup d'obstacles à franchir. Nous rencontrons ensemble bien des difficultés à l'extérieur et à l'intérieur de la Maison. Son calme, sa modération, ses conseils judicieux sont pour moi une aide inestimable. Nous devenons bientôt aussi de vrais amis et ce compagnonnage de huit ans tisse entre nous des liens qui survivront à notre activité commune et que nous considérerons comme un enrichissement.

Le Commissaire du Gouvernement est le Professeur Paul Horion. Nommé en 1947 Administrateur-Inspecteur de l'Université, il collabore efficacement avec le Recteur F. Campus à l'élaboration du nouveau statut d'autonomie des Universités de l'Etat. Il acquiert déjà ainsi un titre important à notre reconnaissance. Mais, sous le nouveau régime où il devient Administrateur-Inspecteur et repré-



sente l'autorité ministérielle, il continue à mettre au service de la Maison un dévouement égal à ses capacités. Il assiste aux séances du Conseil d'Administration avec une attention qui ne se dément jamais. Ses interventions, claires et courtoises, mènent trois ou quatre fois à un « recours » contre une décision du Conseil. Il s'agit, dans chaque cas, de problèmes assez mineurs et jamais ses très amicales relations avec les Membres du Conseil ne sont mises en danger. Il fait grande confiance à l'Administration et n'a pas à le regretter.

Pionnier et maître du Droit social belge, faisant autorité dans le pays entier et à l'étranger, il ne se contente pas d'enrichir l'Université par ses cours et ses publications, il nous apporte régulièrement pendant dix-sept ans sa collaboration éclairée dans une franche atmosphère de travail et de sympathie.

Sa mort prématurée nous plonge dans la consternation et ouvre au flanc de notre équipe une blessure qui restera longtemps béante.



## Administration générale

### A. — NÉCESSITÉ D'ÉLARGIR LE CADRE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Avant 1953, le Recteur dispose d'un secrétaire, Monsieur Pierlot, l'Administrateur-Inspecteur d'un, « conservateur », Monsieur Lacomble. A ces deux collaborateurs, qui approchent de la fin de leur carrière, sont adjoints quelques fonctionnaires moins gradés. C'est l'époque où les Autorités académiques ont peu de pouvoirs et peu d'obligations. La plus grande partie de leurs activités se déploie en dehors des locaux administratifs. Ceux-ci – à part le bureau du Recteur et de l'Administrateur, de dimensions honorables – sont étriés. Nous essayerons de les rendre clairs et sympathiques car on y travaillera beaucoup.

Il nous apparaît tout de suite que ce cadre administratif désuet est sans commune mesure avec les activités qu'impliquent nos nouvelles charges : préparation des séances de la Commission administrative du Patrimoine, du Conseil académique, du Conseil d'Administration; rédaction des procès-verbaux des séances, leur exécution (comportant la rédaction d'un nombre considérable d'arrêtés); mise au point des dossiers destinés au Département; étude d'un courrier volumineux, problèmes concernant le recrutement du personnel de tous grades, bâtiments, budget, etc...

A l'intérieur de la Maison, questions de personnes, désaccords, négligences de chantiers, dépassements financiers possibles ou probables, aucun incident de parcours ne peut être celé au Recteur qui, présidant le Conseil d'Administration, la Commission administrative du Patrimoine et le Conseil académique, doit prendre, à chaque instant, avec diligence et efficacité, les mesures nécessaires au niveau qui convient.



Cependant, les informations qui lui arrivent doivent être analysées, décantées, afin que chaque question, bien posée, trouve une solution claire et sans équivoque. Or, la situation est complexe : constructions, changements dans l'organisation de certains enseignements, d'horaires de cours, de titulaires, modifications du nombre des collaborateurs scientifiques ou techniques, répartition des crédits de fonctionnement, acquisitions exceptionnelles, financement des projets immobiliers ne forment qu'un tout dont les éléments sont interconnectés, à court ou moyen terme, et réagissent continuellement les uns sur les autres. Le nombre de variables à intégrer est, on s'en doute, considérable.

A l'extérieur de la Maison, de très nombreuses réunions, à Bruxelles surtout, de Bureaux, Conseils et Commissions : du FNRS, de la Fondation universitaire, de l'IRSI, de l'IRSAC, de l'Institut des Parcs nationaux du Congo, des Fonds de Recherches, médicale, nucléaire, collective, de la Commission nationale des Sciences, du CNPS, mais aussi des audiences ministérielles, des contacts avec les Ambassadeurs, nécessitent l'étude de dossiers nombreux et de très fréquents déplacements.

Il n'est certainement pas possible de faire face à toutes ces obligations sans être secondé par une administration correctement structurée et de haute qualification.

Mais on ne crée pas un tel outil d'entrée de jeu. D'abord parce que la nature, la complication et l'étendue des tâches n'apparaissent pas clairement dès le point de départ ; ensuite, parce que la formation d'un cadre supérieur ne se fait pas seulement au fur et à mesure des besoins de la Maison mais aussi des possibilités de recrutement et du choix des agents. Je souhaite que les postes clés soient occupés par des universitaires. Le tempérament des hommes doit aussi être deviné – ou découvert – afin qu'il soit possible de les orienter dans un domaine plutôt que dans un autre <sup>(1)</sup>. Peut-être un peu de « flair », sûrement beaucoup de chance, nous ont permis de nous entourer de collaborateurs de premier ordre. Citons, pour ne parler que de ceux avec qui les contacts sont quotidiens et qui sont en place en 1971 : un *Directeur général*, un *Directeur d'administration* pour le

(1) Il peut arriver que des agents ont un mauvais rendement, uniquement parce qu'ils ont des tâches qui leur conviennent mal. On ne fait bien que ce que l'on aime. Il suffit quelquefois de modifier leurs attributions pour les voir s'épanouir et devenir efficaces.

secteur « *personnel* » et « *étudiants* », un *Directeur d'administration* pour le secteur « *bâtiments et problèmes immobiliers* ». Un *Conseiller* pour le secteur *financier* et un conseiller pour le Service d'information compléteront ultérieurement ce premier noyau.

## B. — COLLABORATEURS LES PLUS PROCHES

Chacun d'eux est appelé à diriger un département qui ne tardera pas à s'étoffer. Il le fait selon son tempérament et ses méthodes, en toute liberté. Mais tous sont aussi nos conseillers et c'est dans ce rôle qu'ils ont été parfois mal compris. Leur conduite a cependant toujours découlé de quelques principes adoptés d'emblée, spontanément.

Ils savent tout de suite qu'ils entrent dans une équipe, que leur travail est un travail d'équipe; leurs conclusions particulières ne peuvent prendre leur entière signification que confrontées avec celles des autres. Ils ont su de tout temps que ce qui les a fait choisir, c'est la qualité de leur jugement et qu'en dehors de leur département, ils n'ont, dans la vie universitaire, aucun pouvoir de décision, dans aucun domaine, jamais, ce qui est essentiel à la libre démarche de leur esprit. Ce qu'on attend d'eux, c'est, non seulement de recueillir et de décanter de continuelles informations, mais de donner leur opinion à l'Autorité académique qui n'a pas forcément raison et de discuter les problèmes sans édulcorer leur pensée et en sachant bien que leur responsabilité n'est pas engagée dans la résolution. Ils font partie du Cabinet politique au titre d'agents supérieurs de l'Administration <sup>(1)</sup>. Ils n'ignorent pas qu'ils jouissent au départ d'une confiance totale mais qu'un manquement grave dans leur comportement fondamental serait sans recours. Ils sont dévoués à la grandeur de l'Université et conscients de la valeur de leur action. Très vite, ils comprennent que l'intelligence seule ne suffit pas et s'exercent à « sentir » les problèmes (ce qui s'acquiert par l'effort

(1) S'il pouvait en être ainsi dans les départements ministériels, ce serait un grand progrès. Il y aurait moins de dossiers « perdus » ou « égarés », plus de coordination entre les décisions politiques et leur exécution par les secteurs administratifs, moins de pertes de temps, de négligences et de malentendus, bref, moins de désordre et plus d'unité et de continuité dans des Ministères où les Ministres sont le plus généralement incompétents et restent trop peu de temps pour avoir vraiment « en mains » l'ensemble des affaires qui relèvent de leur fonction. Ceci est particulièrement vrai pour le ou les Ministres de l'Education nationale qui, en 1971 par exemple, à eux seuls, gèrent près de 20 % des dépenses de l'Etat.



et l'expérience). Et comme les problèmes sont nombreux et divers, ils sont toujours très occupés et souvent sur les dents. Leur fonction réclame de longues et en général lourdes prestations. Mais nous avons à cœur de favoriser tout ce qui peut soutenir entre eux bonne humeur et camaraderie et la fin d'une journée dure les réunit souvent dans mon bureau pour un moment de causerie détendue et souriante.

Tout ceci étant dit, voyons dans quelles conditions les agents supérieurs de cette administration ont été recrutés et examinons le cas de chacun d'eux.

Mon premier soin, en 1953, est de m'attacher un collaborateur qui sera pour moi un Chef de Cabinet. Ce poste n'existe pas dans nos Universités; il faut le créer et lui attribuer titre et traitement correspondants. Un collègue ami me fait la généreuse proposition de mettre à ma disposition les subsides nécessaires. Son service jouit d'importantes ressources en raison de prestations extérieures (dont les revenus sont gérés par le Patrimoine en vertu des dispositions de l'article 63 de la loi du 28 avril 1953) <sup>(1)</sup>. Extrêmement touché, je dois cependant rejeter cette offre : être débiteur d'un collègue serait un très mauvais départ.

J'explique la situation à Monsieur Louis Lepage, éminente personnalité du monde industriel, membre de la Commission administrative du Patrimoine. Il m'assure que le Patrimoine doit pouvoir m'aider sur le plan financier et quand je lui confie mes scrupules au sujet du titre de Chef de Cabinet qui risque de donner à penser que je veux jouer au Ministre, il les balaye en disant que si le propos est tenu, il sera vite oublié. Je sors encouragé de cet entretien. Les revenus du Patrimoine sont, à l'époque, bien faibles. J'examine le relevé des opérations et m'aperçois que nous assumons gratuitement beaucoup de comptes de laboratoires et de cliniques qui reçoivent, de l'extérieur, des honoraires pour services rendus. C'est là une anomalie que je dénonce à la Commission du Patrimoine et je propose de prélever sur ces comptes un certain pourcentage « pour frais ». Cet ajustement, que chacun approuve, nous assure un revenu annuel grâce auquel il devient possible d'engager un « Chef de Cabinet ».

<sup>(1)</sup> V. p. 386.

Je veux, je l'ai dit, un universitaire; mais le genre d'études qu'il a faites va me guider dans mes recherches. Elevé moi-même dans la discipline des Sciences dites « exactes et naturelles », je désire pouvoir compter sur un second formé aux Sciences humaines et plus particulièrement aux Sciences administratives et juridiques. C'est sans hésiter que je fais appel à Monsieur Jean Delchevalerie, né en 1921, Docteur en Droit de l'Université de Liège depuis 1949. Il est, à ce moment Secrétaire administratif de l'Association « Les Amis de l'Université de Liège ». Je l'ai rencontré plusieurs fois, à l'occasion d'enquêtes qu'il mène. Je suis frappé par son objectivité et la sûreté de ses jugements. Je lui offre, fin octobre 1953, un poste d'« *Attaché au Cabinet du Recteur* » (j'évite le mot « *Chef* », par prudence...). Il accepte et entre en fonction le 1<sup>er</sup> novembre 1953, soit 30 jours après le commencement du nouveau régime. Il m'apporte une aide si dévouée et efficace que je le propose au rang de « *Directeur de Cabinet* », le 1<sup>er</sup> novembre 1957 – toujours rétribué par la Commission administrative du Patrimoine –. Il entre dans les cadres de l'Etat en qualité de « *Directeur* » en avril 1959, de « *Directeur d'Administration* » en avril 1960.

Tout de suite, il prend son rôle à cœur et y applique toutes les ressources de son intelligence et sa puissance de travail. Il coordonne et dirige avec beaucoup de hauteur de vues et d'affabilité les travaux des agents de l'Administration. Son esprit pénétrant lui permet d'avoir une connaissance particulièrement claire des problèmes universitaires.

Pendant dix-huit ans, nous vivons porte-à-porte, dans un dialogue incessant. Il est à la fois distingué, réservé, déférent et très ferme (parfois têtu même) sur ses positions quand il croit qu'il a raison, ce qui est souvent le cas. Pendant dix-huit ans, il est à mes côtés pour les bons et les mauvais jours, infatigablement dévoué sans perdre un pouce de sa personnalité. J'apprécie hautement sa collaboration lucide, loyale, sans complaisance. Son attitude mesurée et critique tempère parfois ce que mes enthousiasmes peuvent avoir d'excessif. Clé de voûte de l'Administration, il tient assurément la place d'un Directeur général. Dans le cadre de l'Etat, ce titre n'existe que dans les départements ministériels. Mais en octobre 1966, Jean Delchevalerie est nommé *Directeur général*. C'est une joie pour tous, un bonheur pour moi.



Ce travail d'équipe qui est le nôtre, peu de sympathies lui résisteraient. La nôtre s'est muée en une profonde affection.

Le nouveau statut du personnel administratif et technique paraît au *Moniteur* le 9 avril 1954. Il donne à l'Université des prérogatives, mais aussi de grandes responsabilités dans le recrutement et la promotion de ses agents. C'est le Vice-Président du Conseil d'Administration, le Professeur Victor Gothot qui contrôle le département du personnel scientifique, administratif et technique. Mais la tâche est fort lourde. Nous décidons de choisir un collaborateur qui le secondera et, en septembre 1958, est engagé, en qualité de « Secrétaire d'administration », Monsieur René Remy, né en 1923, licencié en Sciences sociales de l'Université de Liège, depuis 1958. Il est chargé de la direction administrative du personnel non enseignant : chefs de travaux, diverses catégories d'assistants, lecteurs, personnel administratif, technique et d'entretien, qu'ils soient rétribués par l'Etat ou non. Tout ceci représente, en 1971, un ensemble d'environ 5.000 personnes dont de nombreux diplômés universitaires.

Il s'occupe, en outre, des questions d'étudiants et des services qui les concernent, ce qui demande beaucoup de doigté. De toutes ces fonctions, il s'acquitte avec un grand dévouement et largeur d'esprit. Les études qu'il présente, et qui témoignent de sa vaste culture, sont, quant au fond et à la forme, d'une rare qualité. Sa susceptibilité que je m'explique par son souci de faire bien, son comportement assez solitaire, son humour souvent corrosif, ne l'empêchent jamais d'être, dans notre équipe un collaborateur hautement efficace. Il est nommé *Secrétaire du Recteur* en avril 1959, *Conseiller* en janvier 1962, *Directeur d'administration* en octobre 1966.

Le secteur des bâtiments et, de manière plus générale, celui des questions immobilières, va en s'amplifiant à la suite de la création de nos services techniques, de la conquête de la maîtrise de l'ouvrage, de la reconstruction de l'Université au Sart Tilman. Dans le cadre du Patrimoine, nous confions ce domaine complexe à Henri Schlitz, né en 1930, licencié en Sciences sociales de notre Université depuis 1959, avec le titre de *Secrétaire d'Administration*. Il est repris en juin 1961 dans les cadres de l'Etat, promu *Conseiller* en janvier 1962, *Directeur d'Administration*, en octobre 1966.



Henri Schlitz joue, avec l'Architecte-coordonnateur Claude Strebelle, un rôle essentiel dans tous les problèmes de la reconstruction de l'Université au Sart Tilman, de son intégration dans le respect des caractéristiques du site et des pourparlers qui conduisent à la protection et à l'organisation du territoire de 2.000 ha qui situe définitivement notre Alma mater dans l'agglomération liégeoise.

Mais, à côté de ce rôle exaltant dans la collaboration au choix des grandes options urbanistiques, Henri Schlitz se trouve bien souvent enserré dans un réseau de difficultés comme il s'en produit chaque fois que l'on construit une œuvre aussi importante que le Sart Tilman. Il est taillé pour les assumer sans broncher. Aucun problème technique ou financier ne le désarçonne : rejetant d'emblée l'hypothèse qu'il puisse en être d'inextricables, il les démonte avec un calme qui ne se dément jamais, les discute et arrive à des solutions. Il en est de même des désaccords parmi les hommes. Si une inquiétude, un malentendu, une rancœur se glisse dans les équipes, Henri Schlitz les éclaire d'une saine lumière, en ramène les proportions à leur juste mesure, fait appel à une objective compréhension ; les conflits perdent leur tonalité d'angoisse ou d'agressivité et ne tardent pas à se dénouer dans un climat de confiance et de cordialité. Son contact humain chaleureux, son esprit lucide, courageux, méthodique lui acquièrent une grande influence et lui permettent de diriger son département avec sûreté et efficacité. Voyant clair, posant admirablement les problèmes, il garde le souci constant d'agir en conformité avec la ligne de conduite de l'Université. Il n'est pas dépourvu d'ambition mais garde, en toute circonstance, une attitude sans équivoque. Si, largement poussé par sa générosité, il s'occupe de politique à ses moments de loisir, l'Université, sous mon Rectorat, n'a jamais eu à en souffrir.

Ces trois collaborateurs constituent presque dès le départ l'âme de l'Administration en ce qui concerne l'Université et son Patri-moine. Malgré des personnalités assez fondamentalement différentes, ils forment une phalange de tout premier ordre.

Nous ne tardons cependant pas à augmenter le cadre de ces premiers conseillers.

On a parfois reproché à l'Université de rester dans une tour d'ivoire. C'est là une image dépassée et qui doit le devenir de plus en plus. Nous avons toujours eu le désir de voir notre Maison



s'ouvrir de plus en plus largement à l'extérieur et s'intégrer à la vie du Monde non seulement scientifique mais économique, social, culturel et artistique. Nous créons en 1960 un *Service d'Information et de Relations publiques*. Nous y appelons Léo Wéry, né en 1931, docteur en droit en 1955. Ses tâches sont de rassembler systématiquement les informations sur les événements susceptibles d'intéresser les Autorités académiques, de suivre les travaux des organismes régionaux, nationaux et internationaux. Par ailleurs, il assure par tous les moyens appropriés la diffusion de renseignements concernant la vie universitaire, si mal connue encore du public.

La curiosité d'esprit, la culture et l'étonnante mémoire de Léo Wéry lui permettent de jouer ce double rôle.

Son service est chargé, entre autres, de poursuivre la diffusion du « Recueil d'information sur la vie universitaire », les « Feuillettes roses » dont la publication remonte à 1957 et qui, sous le nom de « Liège-Université » est repris par l'Association des Amis de l'Université en 1960.

Une connaissance exacte, à tout moment, de la situation financière de l'Université est l'élément capital d'une saine administration. La distribution des crédits de fonctionnement aux divers Services scientifiques a des aspects multiples. En effet, certains chefs de service disposent de subsides qui leur sont accordés par des Fonds de recherche ou qui leur viennent de contrats d'étude ou de prestations fournies à l'extérieur. L'état des dépenses au titre « fonctionnement » doit être suivi avec attention. La gestion du portefeuille des biens propres de l'Université nécessite une vigilance continue.

A la tête de cet important département, nous plaçons, en 1961, Pol Libion, né en 1931, docteur en Droit de notre Université depuis 1955. Il est nommé *Secrétaire d'administration* après une carrière dans l'administration coloniale à Usumbura. Outre les problèmes financiers – qui couvrent aussi les questions d'assurances – il lui appartient d'étudier les documents relatifs à la Politique scientifique et aux Fonds de recherches. Devant une tâche aussi lourde et complexe, il est heureux que Pol Libion soit doué à la fois d'un grand sang-froid et d'une grande capacité de travail. Sa faculté d'analyse et de synthèse lui permet de débrouiller les documents les plus difficiles en un minimum de temps. Il possède ce don rare d'être à tout moment disponible et ravi d'étendre le champ

de ses connaissances. L'ordre et la précision de ses bilans contribuent à la paix de l'esprit des Autorités académiques. Ses dossiers sont, sur le plan de la présentation, de la clarté et de la rigueur, des modèles du genre.

Par la force des choses, c'est avec ces cinq collaborateurs que nos relations sont les plus permanentes. Mais bien d'autres conseillers et fonctionnaires nous apportent, dans les domaines les plus divers, une aide extrêmement précieuse. Je regrette beaucoup de ne pouvoir, faute de place, leur marquer ma sympathie individuellement. Grâce à leur compétence et à leur dévouement, leurs secteurs sont devenus des piliers de l'Université. Je manquerais cependant à tous mes devoirs, si parlant de l'équipe de mes collaborateurs les plus directs, je ne faisais une exception pour ma secrétaire particulière. Une secrétaire de direction, assurant à chaque instant les liaisons internes et externes du Cabinet du Recteur, est un agent précieux, une pierre solide de l'édifice. Après quelques essais, j'ai eu l'heureuse fortune de bénéficier du dévouement d'une collaboratrice exceptionnelle : Madame Irène Bartholomé. Esprit particulièrement vif, elle comprend avant même que la question posée soit achevée. C'est une qualité rare et précieuse. Entrée à l'Université comme secrétaire au service du Patrimoine de l'Université en 1954, elle devient secrétaire particulière du Recteur en 1959. Jusqu'à mon départ, elle assure ses fonctions avec un dynamisme et une efficacité remarquables et sans jamais manifester la moindre fatigue. Mes collaborateurs principaux et moi-même, nous lui devons beaucoup. Très gaie de nature, elle nous apporte souvent du soleil lorsque les jours sont gris.

\* \* \*

Les relations du Corps académique avec l'Administration ne sont malheureusement pas toujours les meilleures. Pendant un demi-siècle, l'autorité est, pour les professeurs, le Recteur qu'ils ont élus. C'est lui qui pense, agit, rédige messages et circulaires. Le dialogue est direct. Les charges actuelles du Recteur et du Vice-Président ne permettent plus de travailler de façon quasi familiale. Tout se passe comme si nous étions monté de la direction d'un petit atelier artisanal à celle d'une grande usine à secteurs multiples. Le nombre des affaires qui sortent du domaine exclusif du chef



d'entreprise est énorme. Elles sont donc confiées à des bureaux compétents mais restent néanmoins soumises au contrôle, vigilant, du pouvoir central. Appliqué à l'Université, ce système est le seul qui permette de donner une suite correcte et rapide à toute question posée.

Le courrier devient de plus en plus abondant. Nous n'en avons jamais sous-estimé l'importance et avons conscience de l'avoir traité au mieux. Quantité de lettres sont dépouillées chaque jour. Une bonne moitié d'entre elles va directement aux chefs des services administratifs qui sont aptes à donner la suite la plus adéquate aux questions soulevées. Plus de la moitié des autres leur sont transmises par le Recteur ou le Vice-Président, avec un commentaire qui suggère ou précise la manière de traiter le problème. Les autres enfin, qui nécessitent un examen particulier, sont conservées par les autorités académiques qui les étudient souvent personnellement.

Les professeurs reçoivent donc des messages signés par le Recteur ou le Vice-Président – et jamais « pour ordre » par un chef de service – mais qui sont généralement rédigés par ceux-ci. Chacun d'eux a un style qui le fait reconnaître. Beaucoup de membres du Corps académique supportent mal cette façon d'agir et en prennent ombrage. Ils se sentent atteints dans leur dignité, souffrent de ce qu'ils estiment être une intrusion d'étrangers et croient volontiers que c'est l'Administration qui dirige. C'est à ce point que, au moment où je décide, en 1971, de mettre fin à mes fonctions et que le Conseil académique se réunit pour établir la liste des trois Professeurs ordinaires parmi lesquels le Roi choisira celui qui aura à achever mon mandat, un groupe de collègues s'efforcera de chercher une personnalité « capable de mater l'Administration ».

Cette méfiance, cette mauvaise humeur sont les fruits d'un malentendu. L'insertion d'un organisme d'étude entre les Professeurs et nous est une garantie et pour eux et pour nous. Les chefs de services administratifs sont, par la force des choses, au courant des affaires universitaires. Comme ce sont des hommes avertis et qui raisonnent, il y a parfois divergence d'opinion entre eux et nous. Là où, seuls, nous prendrions peut-être une décision un peu rapide, nous sommes contraints à aller au fond des choses. Je cherche toujours à éclairer mon jugement, à peser les arguments nouveaux et les interprétations particulières. Ces discussions sont donc pré-

cieuses à tous. Cependant, tous les avis exposés et débattus, c'est moi qui décide et c'est cette décision qui est exécutée.

La situation est analogue en ce qui concerne les rapports – et Dieu sait s'il y en a –. Souvent, j'en indique le plan général à l'un de mes collaborateurs qui le rédige. Mais ce rapport, sitôt relu et, si nécessaire, corrigé par moi, devient mien : ce sont mes idées qu'il exprime et si un collègue n'est pas d'accord avec lui, c'est qu'il n'est pas d'accord avec moi.

Dans notre travail d'équipe, jamais ne s'est glissé le moindre risque de voir l'Administration prendre un empire susceptible de pouvoir, au fil des ans, conduire à une substitution d'autorité. L'imaginer est méconnaître la notion que l'Administration et moi-même avons de notre association. L'Administration est un dispositif d'étude, hautement perfectionné qui multiplie à l'infini nos possibilités d'action mais elle connaît son domaine qui est vaste et important et ses limites. Elle sait que les leviers de commande sont dans d'autres mains. Quant à moi, j'entends bien ne me départir d'aucune parcelle de mon autorité ni de ma responsabilité, non par vain orgueil mais par souci de maintenir, dans la direction de l'Université, l'unité d'esprit que j'ai toujours considérée comme indispensable.





## Le Conseil académique

Avant 1953, seuls les Professeurs ordinaires siègent au Conseil académique. Dès 1964 <sup>(1)</sup>, son cadre s'élargit, et il comporte en outre les Professeurs extraordinaires, les Professeurs, les Professeurs associés. Son importance numérique augmente ainsi notablement et le total de ses membres passe de 91 en 1951 à 326 en 1971. Il choisit chaque année un professeur qu'il propose au Roi au titre de Secrétaire. Bien que son rôle soit juridiquement inchangé, il perd progressivement de son importance après la création du Conseil d'Administration.

Quelles sont ses prérogatives ?

Il désigne, sur présentation des Facultés, les Docteurs et Ingénieurs Honoris causa. Le bilan, les comptes profits et pertes du Patrimoine lui sont soumis. Il élit, au scrutin secret et aux deux tiers des voix, trois Professeurs ordinaires parmi lesquels le Roi choisit le Recteur et trois Professeurs ordinaires parmi lesquels le Roi choisit le Vice-Président du Conseil d'Administration. En outre, « il délibère en principe sur toutes les questions intéressant l'Université ainsi que sur la création éventuelle de Facultés, Instituts, Ecoles et Centres interfacultaires ». Il se prononce également sur l'attribution de certaines peines pouvant conduire à la suspension du droit de fréquenter les cours ou à l'exclusion.

Pendant la période 1953-1971, le Conseil académique a été appelé plusieurs fois à se réunir dans des circonstances graves (difficultés avec le Gouvernement, avec les Etudiants lors de la contestation). Mis au courant de la situation, il en discute et donne son avis. Si le Recteur le souhaite, il vote ou non une motion de confiance sur la politique poursuivie. En maintes occasions, ces

(1) Loi du 6 juillet 1964 et du 9 avril 1965.

séances sont précieuses pour le Recteur en lui offrant un éventail d'opinions plus varié que ne peut le faire le Conseil d'Administration. Il en retire souvent un encouragement.

Les réunions convoquées en fin de matinée sont un dérangement pour chacun. Bien que la présence au Conseil Académique soit obligatoire, il y a toujours beaucoup d'excusés. Les séances sont parfois animées par l'un ou l'autre collègue qui se laisse emporter par l'ivresse de l'éloquence. Elles risquent parfois de s'affoler devant une question épineuse ou de s'embourber au contraire quand des professeurs, par ailleurs clairvoyants sans doute, s'entêtent dans une réelle myopie. Le Recteur doit éviter que la discussion ne s'égare ou ne piétine. Il y réussit le plus généralement sans peine. Et, en général, l'atmosphère est calme.

Si l'on considère le potentiel intellectuel de cette assemblée et la personnalité de beaucoup de ses membres, on pourrait s'étonner de la facilité avec laquelle le Recteur mène les débats. Mais on comprendra vite que ses collègues souhaitent qu'on leur présente des solutions toutes faites. Cette tendance à la facilité, qui peut sembler naturelle vis-à-vis des questions de routine, cède malaisément le pas à une attitude plus vigilante quand le sort de l'Université est en jeu. S'agit-il d'élection rectorale ? Si le Recteur sortant n'a pas commis de faute grave, autant le renommer, c'est simple et rapide. Si un choix nouveau s'impose, les Professeurs votent généralement sans concertation de groupe préalable, modifient leur ligne de conduite pour d'obscures raisons et finissent par porter leur voix sur celui qui, dans le peloton de tête, est le moins éloigné du nombre de suffrages requis. Lorsque, en 1953, je suis désigné pour la première fois, 54 tours de scrutin mettent bien en évidence l'hésitation d'un Conseil qui n'a rien préparé de valable. Au 53<sup>e</sup> tour, un collègue demande à son voisin « Qui donc est ce Dubuisson pour lequel je vote depuis une heure ? ».

La raison de cette attitude qui peut paraître de l'indifférence à la chose publique ? Nos collègues sont très spécialisés, souvent très occupés. Leur vie universitaire se limite à leur service, à leurs recherches. Tout incident qui pourrait influencer le fonctionnement de leur département les touche vivement. Pour les problèmes qui ne les engagent pas directement, ils ne demandent qu'à s'en remettre aux Autorités académiques et au Conseil d'Administration. Dix-huit ans d'expérience me l'ont montré, ces hommes de science



sont des individualistes pour qui l'Université est bien plus une collection de services séparés qu'une entité douée d'une vie propre, qu'une commune maison spirituelle. Comment introduire ici cette notion si courante à l'étranger ? Bien des initiatives déjà ont été vouées à l'échec. Je mets un grand espoir dans le rassemblement au Sart Tilman de toutes les Facultés. Mais je crois que, dans une Université comme la nôtre, Université d'Etat, neutre, sans pensée religieuse ou philosophique commune à tous, il faudra une véritable prise de conscience et une volonté de chacun pour que l'Alma mater prenne son sens profond.



#### 4.

### Patrimoine de l'Université

#### A. — COMMISSION ADMINISTRATIVE DU PATRIMOINE DE L'UNIVERSITÉ

Au lendemain de la guerre 1914-18, la « Commission for Relief in Belgium » (CRB) met à la disposition des Universités belges, en vue de développer l'enseignement supérieur, le reliquat des sommes qu'elle avait réunies pour venir en aide à la population belge pendant la tourmente. Jusque-là, les Universités de l'Etat ne pouvaient posséder aucun bien propre. Une loi du 5 juillet 1920 leur accorde la personnification civile. Chacune des Universités de Liège et de Gand se voit dotée d'une « *Commission administrative du Patrimoine* » (appelée Patrimoine), présidée par le Recteur et qui, limitée à la gestion des biens qui appartiennent en propre à l'Université, est une entité juridique distincte de l'Etat <sup>(1)</sup>.

Cette Commission se compose de huit membres : le Recteur qui la préside, le Vice-Président du Conseil d'Administration et cinq Professeurs élus par le Conseil académique mais présentés, en fait, par les Facultés. Elle peut s'adjoindre, par cooptation, quatre membres qu'elle recrute parmi les personnalités du barreau, de la magistrature, du commerce ou de l'industrie <sup>(2)</sup>.

Le capital primitif du Patrimoine est de 20.000.000 F qui ne tardent pas à être attaqués par l'érosion monétaire. Le Patrimoine

<sup>(1)</sup> On trouvera une analyse des problèmes du Patrimoine dans : J. Delchevalerie, *Le Patrimoine de l'Université de Liège*, Rev. univ. de Liège, 45<sup>e</sup> année, 1, 1973-1974, pp. 7-30.

<sup>(2)</sup> Depuis 1953, les membres étrangers de la Commission ont été : N. Dessart, A. Dewandre, L. Lepage, J. Musch, A. Leroux, J. Rey, A. Billon; les Professeurs : M. Delbouille, L. Pauwen, J. Firket, J. Danze, R. Clémens, G. Leplat, C. Stainier, R. Spronck, O. Rozet, E. Bodart, A. Fettweis, G. Burnay, M. Esser, M. Migeotte, outre le Recteur, le pro-Recteur Campus, les Vice-Présidents Gothot et C. Renard.



ne peut dépenser chaque année que les intérêts de ce capital augmentés de certaines subventions compensatoires du Gouvernement. Ses revenus restent faibles et son action forcément limitée : achat de livres, d'instruments de recherches, d'animaux de laboratoire, etc... A partir de 1953, comme nous allons le voir, le Patrimoine se crée de nouvelles ressources et son rôle devient de plus en plus important. Sous le nouveau régime instauré en 1953, on n'imagine pas que la politique du Patrimoine ne soit parfaitement coordonnée avec celle du Conseil d'Administration. Le 14 décembre 1955 est une date marquante dans la vie du Patrimoine. Le principe de cette collaboration est défini : rien d'important n'est entrepris par le Patrimoine sans l'avis du Conseil d'Administration et toute initiative du Conseil d'Administration qui pourrait impliquer le Patrimoine lui est aussitôt soumise pour examen. Cette collaboration est d'autant plus facile que le Recteur préside les deux assemblées. Certaines séances se font à date fixe : celles où doivent être approuvés le bilan, les comptes de dépenses et de recettes et celles où l'on décide du budget de l'année suivante. Les autres sont convoquées quand il y a matière à un ordre du jour suffisamment important. D'octobre 1953 à septembre 1971, il y en a eu 112.

Il a été exaltant de travailler à faire de ce Patrimoine – dans les limites duquel nous avons toute liberté d'action – un facteur de plus en plus efficace de l'épanouissement de l'Université.

Ses assises sont à la fois très intéressantes et extrêmement agréables. La présence de membres étrangers à l'Université, mais choisis par elle, est une source certaine d'enrichissement. Ils suivent avec la plus grande attention les discussions des séances (dont la préparation exige, de ce fait, un soin particulier) et y prennent longuement part. Souvent, en raison de leur expérience et de leur compétence professionnelles, ils nous rendent des plus grands services, par leur façon d'envisager les problèmes, leurs conseils, leurs solutions. Le Président de l'Association les Amis de l'Université fait partie de ces membres étrangers, ce qui assure une liaison heureuse entre cette association et le Patrimoine.

La nouvelle loi de 1971 sur la réforme de l'Université supprime la Commission administrative du Patrimoine et place celui-ci sous la direction du Conseil d'Administration, si bien que la dernière séance de cette Commission que je préside est, en fait, la dernière de l'institution.

Le Bâtonnier Billon y apporte la note spirituelle et aimable de son allocution :

Les avocats sont assez causants et c'est pourquoi, avec la bénédiction de Monsieur Leroux, je prends la parole en cette dernière séance tenue sous votre présidence. Les avocats sont aussi singulièrement frondeurs et très économes de leur admiration. J'ai, à votre égard, dilapidé toutes mes économies.

Lorsque la Commission du Patrimoine m'a fait l'honneur de sa cooptation, je suis arrivé ici plein de bonne volonté et de curiosité pour cette faune universitaire que je ne connaissais qu'à travers les émotions des examens et les livres de Duhamel. J'avais un peu l'impression de pénétrer dans les coulisses d'un théâtre avec des sentiments et des buts différents, bien entendu. Vous m'êtes tout de suite apparu comme un metteur en scène éminent, un homme d'action remarquable et aussi un caractère.

C'est une qualité qui ne va pas sans inconvénient. Les sommets attirent la foudre; mais elle n'en diminue pas la taille. Et il était dans la logique des choses que la Belgique politique cherche à vous adapter définitivement à la Corse en vous donnant un avant-goût de sa vendetta.

Vous nous quittez en pleine forme.

Et si l'on reste jeune tant que l'on a plus de projets que de souvenirs, vous le restez à coup sûr, dans la plénitude de ces souvenirs et l'espérance de ces projets.

Je crois traduire notre pensée commune en vous exprimant notre gratitude pour tout ce que vous avez fait et nos vœux pour ce que vous comptez faire.

## B. — ORIGINE DES FONDS DU PATRIMOINE

### 1. — *Capital primitif*

Nous l'avons vu, le capital initial du Patrimoine, don de la « Commission for relief in Belgium » est, en 1920 de 20.000.000 F et son revenu dépasse un peu le million. Toutes les dévaluations successives de notre monnaie depuis lors amenuisent fortement ces valeurs. Par mesure de dédommagement, un arrêté royal du 28 mars 1936 nous accorde un subside annuel de 210.000 F. Plus tard, d'autres allocations compensatoires nous seront de nouveau attribuées. Malgré cette mesure, la politique du Patrimoine reste forcément très limitée et son rôle dans la Maison, peu important.



A partir de 1953, il entre dans une phase d'expansion; son champ d'action s'élargit progressivement et il devient un rouage essentiel de la vie universitaire. Comment ?

Il va mettre tout en œuvre pour augmenter son capital, donc ses revenus. Mais ceux-ci sont malgré tout sans commune mesure avec ses nouveaux besoins. Il cherchera donc à se créer des ressources qui, sans directement l'enrichir, lui donnent le contrôle annuel de sommes importantes.

D'une part, il se charge de la gestion – rémunérée – des comptes de services universitaires maniant beaucoup d'argent et ce métier de banquier, qui lui permet de prélever au passage un pourcentage intéressant, lui confère aussi une grande influence dans des domaines étendus. D'autre part, il accepte d'être l'intermédiaire et l'agent exécutif d'organismes divers qui lui confient des subsides affectés à des buts précis et contrôle de cette façon des secteurs variés de la vie universitaire.

## 2. — *La loi du 28 avril 1953 et les prestations rétribuées*

L'origine de ce brusque développement, c'est dans l'article 63 de la loi du 28 avril 1953 qu'il faut le chercher. Cet article spécifie que le Patrimoine est *autorisé à percevoir des rétributions pour les prestations effectuées par les laboratoires, les cliniques ou autres services similaires.*

Avant que n'intervienne cette disposition légale, des prestations rétribuées sont déjà effectuées dans des secteurs des Sciences appliquées et de Médecine. Mais, hormis un arrêté d'exception en faveur du laboratoire du Génie civil, aucune disposition ne règle juridiquement le problème. Les services gèrent donc généralement leurs comptes eux-mêmes. Or, souvent, les Professeurs sont tout à fait étrangers aux tâches administratives et leur département n'a ni l'outillage ni la préparation nécessaires pour les mener à bien. Cette situation est anarchique et dangereuse. Elle autorise le soupçon que les chefs de services s'attribuent personnellement les honoraires perçus; elle encourage certains d'entre eux à placer une partie de ces sommes en obligations ou en actions malgré le risque qu'une telle opération comporte.

La loi de 1953 va régulariser cet état de choses : les services qui désirent effectuer des prestations rémunérées doivent en faire la

demande au Conseil d'Administration; ils doivent également déposer leurs honoraires dans les caisses du Patrimoine.

Ainsi réglementé, le système des prestations rétribuées s'installe dans la vie universitaire. A la Faculté des Sciences appliquées, il favorise la collaboration Université-Industrie et, en Médecine, aboutit à une convention satisfaisante avec l'Assistance publique et à un régime de gestion qui, à la fois, assure la liberté du professeur, le développement de son service et son intégration dans l'Université.

Après un certain nombre de dispositions provisoires, le 28 juin 1957, le Patrimoine établit les règles d'organisation des « *honoraires promérités* ». Elles précisent que ceux-ci sont à la disposition du chef de service pour être utilisés dans l'intérêt de son département (appareils, personnel supplémentaire), mais les dépenses doivent recevoir le visa du Recteur ou de son délégué sur production de pièces justificatives. Pour faciliter certaines perceptions d'honoraires, les chefs de service sont autorisés à utiliser des « *caisses décentralisées* », également soumises au contrôle comptable du Patrimoine.

La politique du Patrimoine consistera à réduire au strict nécessaire le montant des sommes ainsi décentralisées; par ailleurs, à veiller à ce que toutes les rentrées soient connues et déposées dans ses caisses; à contrôler l'utilisation de ces fonds; à éviter tout placement financier par les chefs de service; mais, à s'assurer aussi que les services sont réellement crédités des prestations fournies; à veiller enfin au respect de la législation sociale pour le personnel engagé par les chefs de service.

Il va de soi que la comptabilité de sommes aussi élevées que celles qui sont proméritées par les services cliniques et policliniques et celles de la promotion médicale, contraint le Patrimoine à des charges administratives considérables qu'il n'a pas les moyens de supporter. En mars 1954, il décide de retenir, pour frais de gestion : 1,5 % sur les comptes cliniques et policliniques, 1 % sur les autres comptes (caisses décentralisées exclues). En 1971, ces prélèvements sont abandonnées en considération des revenus supplémentaires que le Patrimoine perçoit en plaçant à bon escient l'excédent des recettes sur les dépenses des services. Ils sont toutefois maintenus – mais selon une formule nouvelle – pour les comptes médicaux, de manière à couvrir les frais du service administratif chargé de la



récupération des honoraires et qui ont été mis en place à cet effet en 1960.

C'est au niveau des services médicaux de la Faculté de Médecine que les problèmes sont les plus compliqués. Les hôpitaux universitaires ont des charges d'enseignement et de recherche. Le Ministère de la Santé publique, par arrêté royal du 6 décembre 1951, alloue un subside chaque année pour couvrir ces frais.

L'octroi de subsides à un hôpital qui dépend à la fois de l'Université et de l'Assistance publique implique une convention entre les deux parties. La première convention, signée le 30 avril 1952, établit notamment que les états d'honoraires promérités par les services cliniques pour les malades hospitalisés sont réclamés et encaissés par l'Assistance publique. Celle-ci retient 30 % des honoraires en remboursement de ses frais de gestion; le solde est versé au Patrimoine et reste à la disposition des services de la Faculté. D'autres conventions sont signées ultérieurement. Elles tendront notamment à réduire les pourcentages retenus pour frais de gestion. A partir de 1964, ils sont ramenés à 8 %.

En 1963, le Gouvernement remplace son premier type de subsides par un subside dit de la « *Promotion médicale* ». La loi du 28 décembre 1963 reconnaît qu'en raison de leur vocation d'enseignement et de recherche, les hôpitaux universitaires ont besoin, plus que les autres, d'un personnel médical nombreux et compétent. Elle leur accorde une subvention calculée sur la base d'une somme supplémentaire par journée d'entretien. Les Professeurs de clinique décident de l'affecter à la constitution d'un cadre de *Médecins-hospitaliers* parallèle au cadre universitaire et qui déchargerait celui-ci de prestations trop lourdes pour permettre une recherche scientifique valable. Les jeunes médecins de ce cadre sont recrutés selon des critères analogues à ceux qui président à la sélection des assistants, ont devant eux une carrière complète (stagiaire-aspirant-assistant hospitaliers; spécialiste-adjoint-spécialiste-agrégé des hôpitaux) et les rémunérations s'alignent sur les traitements du personnel d'Etat. Ces médecins ont un rôle essentiellement clinique mais collaborent à la mise en pratique de découvertes scientifiques et peuvent assumer une place dans l'enseignement du 3<sup>e</sup> cycle. L'Assistance publique touche les subsides, les transfère au Patrimoine qui assure les traitements des médecins hospitaliers.

Le contrôle de la stricte application des conventions avec l'Assistance publique n'a pas été sans nous donner des soucis. En juin 1966, l'Assistance publique accuse un retard de paiement de 68.000.000 F, de 74.000.000 F en octobre de la même année. Après de vaines démarches, le Patrimoine se voit contraint de la sommer, par huissier, de payer ses arriérés sous la menace que l'Université se chargera dorénavant de récupérer elle-même les honoraires médicaux et intentera une action en justice. La menace est efficace : l'Assistance publique nous rembourse ses dettes en février 1967 et de nouveaux accords éviteront à l'avenir des incidents de cette nature.

Une convention de 1952 entre le Patrimoine et l'Assistance publique établit que les Chefs de services cliniques ont droit à une indemnité en raison des responsabilités et des prestations exceptionnelles qu'ils remplissent. De même, les membres du personnel collaborant à ces prestations cliniques ont droit à une indemnité, fixée par le chef de service, mais qui ne peut dépasser 40 % de leur traitement. En 1964, l'*indemnité des cliniciens*, qui est de 150.000 F en 1959, est portée à 220.000 F par an (indexée à 100). Il peut paraître anormal que le Patrimoine accorde à une certaine catégorie de professeurs, une indemnité qui vient s'ajouter au traitement qu'ils reçoivent de l'Etat et qui est prélevée sur les honoraires promérités. Cela n'est cependant pas injuste. Les prestations des membres du Corps enseignant chargés de fonctions médicales ont incontestablement un caractère exceptionnel qui accroît leurs responsabilités, restreint notablement liberté et loisirs. L'Université l'a si bien compris qu'elle leur permet, en outre, de soigner des malades « privés », à condition que la durée des soins qu'ils demandent ne dépasse pas deux demi journée par semaine. Hélas, certains Professeurs, heureusement peu nombreux, ne se contentent pas de ces avantages et s'intéressent plus aux malades privés qu'aux autres. Vis-à-vis de l'Université, c'est un manquement grave à leurs devoirs; vis-à-vis de la société, c'est une inadmissible discrimination.

Plusieurs services de la Faculté de Médecine disposent de fortes recettes et ont donc des moyens beaucoup plus considérables que d'autres, moins favorisés, ou qui ne « prestatent » pas du tout. Les services « riches » peuvent, sans autre formalité, acquérir des instruments onéreux, engager du personnel comme ils l'entendent.



Les autres ne peuvent obtenir les instruments nécessaires que grâce à des crédits d'Etat : crédit ordinaire ou de fonctionnement, crédit exceptionnel pour achat d'appareils coûteux. Ils ne peuvent augmenter leur personnel que dans le cadre du personnel d'Etat. Le désir de mettre fin à cette inégalité nous conduit, en 1969, à créer, au sein de la Faculté de Médecine un « *Comité de coordination* » composé de sept membres élus par les chefs de service hospito-universitaires, représentant les différentes spécialités de l'hôpital. La mission de cette Commission est d'harmoniser la gestion des divers services tout en tenant compte des nécessités de chacun; d'établir chaque année un tableau des prévisions budgétaires sur propositions des chefs de service; d'essayer de répartir la somme constituée par les recettes entre les services au prorata de leurs besoins; d'assurer la liaison Services - Assistance publique; de surveiller étroitement la nature des prestations des agents en faveur desquels les chefs de service proposent une indemnité de 40 %; de promouvoir et de coordonner les initiatives quant à l'utilisation des fonds de la promotion médicale; d'éviter, enfin, des thésaurisations non justifiées.

\* \* \*

Le Patrimoine explore d'autres domaines susceptibles de l'enrichir.

### 3. — *Mécénat, legs*

Il s'adresse au *mécénat* encouragé par la loi de 1951 qui assure l'exonération fiscale.

Le Patrimoine reçoit *des dons et des legs*, les plus nombreux assortis d'une destination précise mais d'autres aussi, libres de charges. De 1953 à 1971, il recueille environ 10.000.000 F auxquels s'ajoutent quelques biens meubles et immeubles. Lorsque les libéralités sont faites avec vœu d'affectation : création de bourses, de prix, etc..., le Patrimoine gère ces fonds en « bon père de famille », il établit les règles de fonctionnement spécifique à chacune des « Fondations » concernées en conformité avec le vœu des donateurs, éventuellement, constitue les jurys scientifiques appelés à donner leur avis sur les candidatures déposées. Ce type de dotation n'enrichit pas le Patrimoine mais lui donne les moyens d'encourager la science.

En 1954, dans le but de construire le home Ruhl-Hauzeur, nous lançons un appel qui nous rapporte 13.000.000 F.

#### 4. — *Fondations scientifiques nationales*

Le Patrimoine participe à la répartition des subsides de recherches ou d'achat d'instruments. Des subventions sont octroyées à des membres de la collectivité universitaire par le FNRS, le Fonds de recherches médicales, le Fonds pour les recherches collectives, l'Institut interuniversitaire des Sciences nucléaires, d'autres organisations nationales ou internationales, officielles ou privées; les sommes accordées sont généralement confiées au Patrimoine où elles sont à la disposition des bénéficiaires sous contrôle comptable.

Lorsque les Fondations de recherches interviennent partiellement dans l'achat d'instruments scientifiques, l'autre part étant couverte par un subside d'Etat, c'est l'Université qui – pour des raisons administratives – honore la totalité de la dépense et la partie supportée par les Fondations est versée au Patrimoine qui dispose ainsi d'un compte spécial dit « masse de manœuvre ».

#### 5. — *Subsides d'Etat*

Certains subsides proviennent de l'Etat :

a) Un subside unique de 5.000.000 F, prélevé sur *l'impôt de conjoncture*, en 1958, et qui nous est donné (à la suite d'une requête de la Commission nationale des Sciences, présidée par le Roi Léopold) pour nous permettre d'accroître le cadre de notre personnel scientifique, technique et administratif, en attendant que d'autres mesures soient prises, en ce domaine, par le Gouvernement.

b) Des allocations gouvernementales destinées à compenser les effets de l'érosion monétaire <sup>(1)</sup>.

c) Une série de subsides destinés à revaloriser les patrimoines universitaires et à aider les étudiants :

La loi du 13 mars 1958 accorde au Patrimoine le montant des *droits d'inscription des étudiants*. L'exposé des motifs signale que ce « geste est accompli parce que la puissance d'achat des revenus du

<sup>(1)</sup> De 1936 à 1946 : 260.000 F. En 1946 : 500.000 F. En 1948 : 1.000.000 F. En 1951 et 1952 : 175.000 F. En 1953 : 1.810.000 F. En 1954 : 1.000.000 F. En 1955 : 1.600.000 F. En 1956 : 2.300.000 F. En 1957 : 1.950.000 F. En 1958 : 750.000 F. En 1959 : 2.500.000 F.



capital primitif a été très sensiblement diminuée par suite des dévaluations monétaires successives ». En contrepartie, les subsides que le Parlement vote depuis quelques années dans le même esprit sont supprimés.

La loi du 3 août 1960 accorde au Patrimoine les « *Fonds sociaux* » destinés à aider les étudiants (logement, nourriture, soins de santé, développement des cités, de restaurants, de services sociaux...). La subvention de base est de 15.000.000 F plus 20 % par tranche de 1.000 étudiants au-delà de 5.000, plus un coefficient d'indexation.

#### 6. — *Loyers et ventes diverses*

d) Grâce à la loi du 3 mars 1958, les loyers d'immeubles appartenant aux Universités de l'Etat, le produit de ventes diverses : publications, électricité, bois, mobilier déclassé, instruments périmés, remboursement du téléphone, etc... échappent à la règle du versement au Trésor public et sont attribués au Patrimoine <sup>(1)</sup>.

Par ailleurs, rappelons que le Patrimoine a vendu en 1959 à l'Etat une partie des terrains qu'il possède au Val-Benoît pour un peu plus de 28.000.000 F.

#### 7. — *Tactique de gestion*

Enfin, dans la gestion de ces biens, la tactique financière du Patrimoine se modifie progressivement. Le capital primitif était constitué d'emprunts d'Etat conservés jusqu'à leur échéance. Sur le conseil de ses experts, le Patrimoine en 1962 place 80 % de son avoir en valeurs à revenus fixes, 20 % en valeurs à revenus variables. A partir de 1970, les emprunts à long terme sont remplacés par des emprunts à échéance courte, le nombre des actions augmente et l'on acquiert des actions étrangères. Enfin, en 1954, une loi autorise les Universités d'Etat à posséder des immeubles de rapport, ce qui a permis au Patrimoine de faire quelques investissements immobiliers.

(1) Ces recettes varient d'une année à l'autre. Elles oscillent autour de 2.000.000 F. S'y ajoutent les loyers des propriétés du Patrimoine : Home Ruhl-Hauzeur - ferme Labeye de Colonster - Cercle l'Eperon - Golf-Club, principalement.

## C. — POLITIQUE DU PATRIMOINE

Dès que le Patrimoine en a les moyens financiers, il entreprend une politique d'expansion dans tous les domaines de la vie universitaire.

### 1. — Mesures prises en faveur de la collectivité

#### *Le personnel enseignant.*

C'est à l'initiative de l'Université de Liège que sont créés, dans notre pays, des postes de « *chargés de cours associés* » et de « *professeurs associés* ». Je crois que c'est à propos de suppléances que notre attention est retenue par une situation dont les conséquences sont lourdes de risques.

Beaucoup de Professeurs sont submergés. Ceci tient au nombre et à l'étendue des cours qui leur sont confiés – et la variété des spécialités est en progression continue – ainsi qu'à la rapide augmentation de l'effectif des étudiants car, même quand l'horaire peut être conservé, l'alourdissement de la charge est notable. Le temps consacré à la recherche est grignoté peu à peu jusqu'à disparaître. Or, ce qui donne son vrai sens à l'Université, c'est que la recherche y est liée à l'enseignement et que le professeur est aussi un homme de science. Nous allons donc vers un véritable péril.

Le professeur surchargé qui veut garantir ou retrouver le minimum d'heures à consacrer à ses recherches n'a d'autre ressource que de demander d'être suppléé (ce qui ne peut être qu'une mesure temporaire) ou bien, d'être définitivement déchargé d'une partie de ses enseignements. Faire droit à ses requêtes implique généralement la création de chaires nouvelles.

Par ailleurs, depuis quelques décennies, la préoccupation de promouvoir le progrès des sciences et d'élargir les cadres intellectuels de la Nation, a incité au recrutement, en nombre croissant, de jeunes chercheurs. Ce mouvement – dans lequel le pays ne s'est encore qu'à peine engagé – doit s'amplifier dans les futures années parce qu'il correspond à une nécessité vitale. Il sera cependant compromis si l'on ne prend pas des mesures propres à donner aux chercheurs d'élite une carrière conforme à leurs mérites et aux services qu'ils rendent. Quelle perspective d'avenir peut s'ouvrir à un jeune



chercheur – qui a souvent renoncé à une situation lucrative pour s'adonner aux recherches scientifiques – sinon l'accession au professorat (donc à une chaire)?

La convergence de ces deux facteurs conduit à l'émiettement progressif des chaires. Or, une telle situation présente de multiples dangers parmi lesquels on retiendra surtout les suivants :

1. suppression de l'unité de conception qui doit présider à l'enseignement d'une grande discipline et risque d'installation, entre ses différentes parties, d'un déséquilibre néfaste;
2. dispersion des crédits et des équipements des services scientifiques;
3. alourdissement des programmes déjà surchargés et augmentation du nombre des interrogateurs, d'où accroissement du travail des étudiants et de la fatigue des examens.

Une solution à tous ces inconvénients ne peut être trouvée que si l'on attaque le mal dans ses causes profondes, notamment :

1. en apportant aux titulaires surchargés une aide dans leur activité professorale, tout en maintenant intact le principe selon lequel ils sont responsables de leurs enseignements et les dirigent <sup>(1)</sup>;
2. en donnant à des chercheurs d'élite la possibilité d'entrer dans le corps professoral, sans les charger, à titre définitif, d'un enseignement déterminé.

Ce double objectif peut être atteint par l'institution de « chargés de cours associés » et de « professeurs associés » et, complémentaiement, par un aménagement des conditions d'organisation des suppléances.

Fondamentalement, la réforme proposée par l'Université de Liège consiste à introduire dans le corps enseignant une nouvelle catégorie de membres ayant une situation et des fonctions entièrement originales. En effet,

- a) les chargés de cours associés et les professeurs associés sont, comme les autres membres du personnel enseignant, nommés à titre définitif, mais ils ne reçoivent pas d'attribution spécifique de cours, ils ne sont pas « titulaires »;

<sup>(1)</sup> Pour les Universités de l'Etat, ce principe découle de l'article 31 de la loi du 28 avril 1953.

b) la fonction normale des chargés de cours associés et des professeurs associés est d'être adjoints à un (ou plusieurs) titulaires de cours, pour participer à la vie et aux activités du service. Ils peuvent être appelés à assister des titulaires dans leurs enseignements théoriques et pratiques chaque fois que l'Université en reconnaîtra la nécessité. Ils seront alors investis d'un mandat, temporaire mais renouvelable, les désignant pour faire certains enseignements sous la direction et la responsabilité des titulaires.

Cependant, un domaine d'activité propre peut leur être ménagé, celui de leurs recherches personnelles, où ils jouissent d'une autonomie de conception et d'organisation. A ce titre, ils ont un statut scientifique, honorifique et pécuniaire qui leur permet d'escompter, même s'ils n'accèdent pas à une chaire, une carrière répondant adéquatement à leurs mérites.

C'est en novembre 1957 que l'Université de Liège adresse au Ministre de l'Instruction publique un avant-projet de loi visant à l'institution de ces chargés de cours associés et de ces professeurs associés dans les Universités de l'Etat, tandis que le texte est soumis à l'Université de Gand. Celle-ci fait connaître son adhésion au projet, sous réserve de quelques amendements que nous acceptons. Le projet est aussi présenté à la « Commission nationale des Sciences présidée par le Roi Léopold » qui l'approuve à l'unanimité.

En attendant que le Gouvernement prenne les mesures légales nécessaires, le projet est mis transitoirement à exécution par un règlement commun du Patrimoine et du Conseil d'Administration adopté le 22 octobre 1958. Les chercheurs sont provisoirement réunis sous la rubrique « Associés de l'Université » et le Patrimoine complète sous forme d'indemnité leur traitement antérieur.

Une année plus tard, sur proposition du Professeur E. Frenay, membre du Conseil d'Administration, le Patrimoine crée un cadre de « *collaborateurs de l'Université* ». Ce titre est accordé à des personnalités étrangères à la Maison (appartenant à l'Industrie, à la Magistrature, à l'Economie, au Corps médical, au Barreau, au Notariat, à l'Enseignement, etc...) appelées à participer, sous la direction et la responsabilité de titulaires de cours, aux enseignements pratiques dispensés aux étudiants. Ces « Collaborateurs » sont désignés chaque année par le Patrimoine, sur proposition de la Faculté intéressée, le Conseil d'Administration entendu.



En 1961, le Patrimoine institue quelques postes de *lecteurs* à la Faculté de Philosophie et Lettres. Ils permettent d'engager des personnes qui, par leur nationalité et leurs études, sont particulièrement aptes à seconder l'enseignement de langues étrangères.

En 1965, à titre expérimental, le Patrimoine met à la disposition de certaines Facultés, et plus particulièrement de celle des Sciences appliquées, les subsides nécessaires à la rétribution de « *chargés d'enseignement* », en faveur de personnes étrangères à l'Université mais qui, par leur compétence spéciale, peuvent exposer des matières théoriques « de pointe ». Le nombre d'heures pour l'ensemble de ces prestations est fixé à 300 par an; la rétribution est de 1.000 F l'heure.

En 1968, afin de permettre à nos Facultés d'inviter d'éminentes personnalités pour enseigner et diriger chez nous des recherches dans les disciplines les plus nouvelles, le Patrimoine institue annuellement une « *chaire d'actualités scientifiques* ». Son titulaire est désigné après examen des propositions des Facultés, sans qu'il s'établisse entre elles un tour de rôle.

#### *Le personnel scientifique.*

Bon nombre de membres du personnel attendent souvent longtemps leur nomination et plus longtemps encore le traitement qui y correspond. Le Patrimoine a un fonds d'*avances sur traitements* qui permet de pallier ces inconvénients <sup>(1)</sup>.

En 1966, le Patrimoine crée des « *bourses de spécialisation catégorie A* » pour permettre à de jeunes diplômés, particulièrement méritants, qui ne peuvent provisoirement trouver une place d'assistant ou d'aspirant au FNRS, de poursuivre leurs recherches <sup>(2)</sup>. Elles sont attribuées, sur proposition d'un membre du personnel enseignant et rapport motivé de la Faculté compétente, le Conseil d'Administration de l'Université entendu.

En 1957, la Faculté des Sciences appliquées se trouve dans une situation alarmante, en raison de la difficulté, non seulement de recruter des assistants, mais surtout de les « conserver », les ingé-

<sup>(1)</sup> Les mouvements annuels sont importants; les prêts dépassent 11.000.000 F en 1971.

<sup>(2)</sup> En 1971, 20 personnes ont bénéficié de ces bourses (1.600.000 F).

niers étant beaucoup mieux rétribués à l'extérieur qu'à l'intérieur de notre Maison. Le Conseil d'Administration exprime le vœu que le Patrimoine se penche sur ce problème. Celui-ci met, aussitôt, en vigueur *des bourses catégorie B*. Elles consistent à offrir, à certains assistants, qui poursuivent des recherches dans une branche des Sciences appliquées un supplément de traitement pour les inciter à rester à l'Université.

Les aspirants du FNRS ne peuvent postuler de grade supérieur s'ils ne sont pas encore « docteur ». Souvent, ils sont tout près de l'être et une année, voire exceptionnellement deux, leur permettrait d'achever leur doctorat. Ces chercheurs peuvent obtenir du Patrimoine une « *bourse de 3<sup>e</sup> cycle* » <sup>(1)</sup>. Ces bourses sont conférées sur proposition d'un membre du Corps enseignant et sur rapport motivé de la Faculté compétente, le Conseil d'Administration de l'Université entendu.

En 1968, en même temps qu'est instituée annuellement *une chaire d'actualités scientifiques*, des « *bourses de recherches scientifiques* » sont confiées par le Patrimoine, soit à des chercheurs étrangers spécialisés dans les domaines de pointe pour venir passer quelques mois chez nous, soit à des chercheurs de chez nous qui souhaitent faire un séjour de longue durée dans des laboratoires où ils peuvent se perfectionner dans un domaine particulier. Ces bourses sont attribuées sur proposition des membres du Corps académique.

Ces initiatives, au bénéfice du personnel enseignant et scientifique ont été très appréciées. Elles ont pris un développement progressif rapide. Les charges financières qu'elles entraînent ont augmenté parallèlement <sup>(2)</sup>.

Enfin, pour être complet, je rappelle que c'est le Patrimoine qui distribue les *indemnités pour prestations exceptionnelles* au personnel scientifique <sup>(3)</sup>, de même que les indemnités d'examens

<sup>(1)</sup> En 1970-1971, six bourses ont été décernées pour un montant d'un peu plus de 1.000.000 F.

<sup>(2)</sup> En 1956, ce poste représente une dépense de 500.000 F, en 1958, 2.890.000 F (année des associés), en 1964, 1.995.000 F, en 1968, 3.000.000 F, en 1971, près de 6.000.000 F non compris 2.500.000 F pour la chaire et les bourses d'actualités scientifiques.

<sup>(3)</sup> 2.290.000 F en 1971.



prévues par le Gouvernement depuis 1960 <sup>(1)</sup>. Elles sont calculées sur le nombre d'étudiants (comme l'avait proposé la Commission Nationale des Sciences) et réservées primitivement au chef de service. Le Patrimoine modifie cette règle d'attribution et répartit ces indemnités entre les membres du personnel enseignant et scientifique, proportionnellement aux prestations effectuées.

### *Etudiants.*

Nous avons dit que l'Etat, soucieux des conditions de vie des étudiants décide de les aider par le truchement du Patrimoine. Mais il faut le souligner, notre Patrimoine n'a pas attendu ce financement officiel pour s'inquiéter de la jeunesse estudiantine. Sa sollicitude pour elle est déjà ancienne. En 1941, le Recteur Léon Graulich crée un *Service social* <sup>(2)</sup> qui a pour objet de favoriser le développement de la vie matérielle, morale et intellectuelle des étudiants. Son Conseil, présidé par le Recteur se compose de membres du Patrimoine, des Amis de l'Université et du Président de l'Union Générale des Etudiants. Le Conseil est assisté par un comité de direction.

En 1949, l'Association des Amis de l'Université constitue un *Centre de recherches et d'informations sur les carrières universitaires*, partiellement financé par le Patrimoine.

Toujours grâce à ses fonds propres, le Patrimoine construit le premier home d'étudiants, le *Home Ruhl-Hauzeur* (p. 305).

Enfin, répondant à un vœu très généralement exprimé lors d'une enquête menée parmi les étudiants par voie de questionnaires, en 1954-1955 <sup>(3)</sup>, le Patrimoine complète la série des *Clubs interfacultaires* de l'Université. Certains cercles existent déjà :

Dès le début du siècle, le Professeur de Winiwarter forme le « *Cercle athlétique des Etudiants* » qui en 1940 se constitue en ASBL. En 1954, il compte 15 sections et en 1971, trente. Les nouvelles installations du Sart Tilman attirent un nombre de plus en plus grand d'étudiants.

<sup>(1)</sup> 8.140.000 F en 1971.

<sup>(2)</sup> Le règlement organique date du 9 octobre 1941 ; il a été modifié le 12 septembre 1945, le 16 décembre 1946, le 24 octobre 1947 et le 19 novembre 1954.

<sup>(3)</sup> En marge d'une enquête auprès des étudiants de l'Université de Liège. *Bulletin des Amis de l'Université*, n° 2, 1957.

Le « *Théâtre universitaire* », composé essentiellement d'étudiants en philologie donne une première représentation en 1938 pour commémorer le bimillénaire d'Auguste. Grâce à l'enthousiasme des étudiants et au dynamisme du Professeur Hubaux, il devient en 1941 une organisation permanente et chaque année, pratiquement, nous offre un spectacle de qualité (pièces classiques comme les Bacchantes d'Euripide - la Tempête de Shakespeare - la Paix d'Aristophane - mais aussi pièces modernes comme la Machine à Calculer d'Elmer Rice, etc...

C'est en 1949 que je crée avec l'appui financier de quelques mécènes, la « *Chorale universitaire* », je la place sous la direction de F. Anspach. Elle se distingue depuis dans des concerts annuels (œuvres de J. S. Bach, Fauré, Mozart, Hændel, Honneger, Stravinsky, Haydn, Brahms, etc...). Chorale et Théâtre universitaires donnent des représentations, non seulement à Liège et dans d'autres villes belges, mais à l'étranger.

A partir de 1955, naissent, grâce aux subsides accordés par le Patrimoine, les « *Clubs interfacultaires des Beaux-Arts* » <sup>(1)</sup> (sections de peinture, de dessin, de céramique, clubs de *photographie*, de *cinématographie*, de *musique instrumentale*, d'*éloquence*, de *littérature*, de *plongée sous-marine*, etc...). Chacun de ces clubs est administré par un Professeur ou un membre du personnel scientifique et dirigé par un spécialiste compétent. Ils s'affirment par des expositions, des récitals, des tournois, par la publication d'une revue : *Ecritures*.

Le Patrimoine apporte aussi son aide à la « *Maison des étudiants* », ou « *Mâson* ». C'est une société coopérative créée en 1920. Son but est l'amélioration de la situation matérielle, morale et intellectuelle des étudiants. Elle s'occupe surtout de service de repas et d'édition de cours à des conditions intéressantes. Dès que le Patrimoine dispose de fonds sociaux, il ristourne à la « *Mâson* » une partie du prix des repas des étudiants.

Une *filiale de la « Mâson »* est installée au Val-Benoît, près de l'Institut du Génie civil (elle n'assure que les repas de midi).

La politique estudiantine du Patrimoine peut prendre un nouvel essor grâce à la loi du 3 mars 1958 qui lui abandonne les droits

<sup>(1)</sup> Certains étudiants s'y sont révélés plus doués pour les Beaux-Arts que pour les études universitaires... et ont fait carrière dans la peinture.



d'inscription des étudiants. Aussitôt, le *Service des Etudiants* et le *Service social* sont développés; un *Service médical* est créé; un *Service des langues vivantes* <sup>(1)</sup> est mis sur pied. C'est par le Service des langues vivantes que sont donnés, en dehors des horaires du programme des cours de langues de l'Université, des enseignements de caractère pratique. Ils veulent amener l'élève à comprendre rapidement un texte étranger relatif à sa spécialité. Ces cours se font le soir, selon un rythme accéléré; ils comprennent deux degrés. En 1971, ont lieu des cours de *néerlandais*, d'*allemand*, d'*anglais*, d'*espagnol*, d'*italien*, de *russe*, de *suédois*. En outre, le Service des langues vivantes organise des cours accélérés de *langue française* pour les étudiants étrangers, ainsi que des cours accélérés d'espagnol destinés principalement aux universitaires se disposant à exercer des fonctions en Amérique latine, dans le cadre de l'aide au développement (CEDEV).

Enfin, la loi d'août 1960 qui vote au Patrimoine des Fonds sociaux destinés à la population estudiantine permet de donner aux Services des Etudiants et au Service Social un maximum d'expansion. Il contribue à l'installation à Liège d'une succursale de la *discothèque nationale* où les étudiants empruntent des disques à prix réduit.

Il ouvre des crédits, en 1961, pour des *voyages d'étudiants* et les met à la disposition des Facultés pour le choix des programmes et des bénéficiaires.

Dans le but de rapprocher les uns des autres les ressortissants étrangers et de faciliter leurs contacts avec les étudiants belges, le Patrimoine crée le « *Club house international* » <sup>(2)</sup>. Malheureusement, des problèmes politiques de nature diverse (notamment les problèmes katangais), compromettront dans une large mesure, l'esprit de fraternité que nous avons espéré voir se développer dans cette maison.

Enfin, le Patrimoine institue des *bourses pour étudiants étrangers* et notamment pour ceux venant du Tiers Monde.

En 1971, les dépenses sur le budget « subvention sociale » se répartissent comme suit : service des étudiants près de 600.000 F;

<sup>(1)</sup> Ce service connaît un développement qui va croissant. Le Patrimoine, qui lui consacre 200.000 F en 1960, lui accorde plus de 2.000.000 F en 1971.

<sup>(2)</sup> La direction en est assurée par Pol Libion puis par Y. Roquet, tous deux docteurs en droit.

subside de fonctionnement aux associations d'étudiants, 860.000 F; publication du guide de l'étudiant, 200.000 F; bourses pour étudiants étrangers, 564.000 F; voyages didactiques d'étudiants, 1.100.000 F; activités culturelles, près de 2.000.000 F; activités sportives, près de 2.000.000 F; location du home Ruhl-Hauzeur, 1.200.000 F.

Au cours des années et grâce à l'accroissement de ses ressources, le Patrimoine peut donc se consacrer de façon de plus en plus efficace à l'un de ses objectifs privilégiés : l'épanouissement de la vie des étudiants sur le plan de leurs études, des horizons qui s'ouvrent à eux, de leur santé physique et psychique. Il souhaite que ces années passées à l'Université, où les jeunes gens viennent chercher une formation professionnelle, soient enrichissantes sur tous les plans et les préparent à former une élite, non seulement compétente, mais aussi cultivée, équilibrée. Il espère que ces contacts dont il multiplie les occasions entre jeunes gens de formation, d'opinion philosophique et religieuse, de races différentes, aideront la jeunesse universitaire à adopter dans la société une attitude de tolérance, de compréhension, de respect de la liberté de pensée d'autrui.

Les sommes non utilisées par le Patrimoine à ces diverses activités sont inscrites à un compte spécial destiné à l'édification de homes, de restaurants, etc... C'est lui qui fournit, en 1966, 8.000.000 F pour l'agrandissement du restaurant du Val-Benoît géré par la « Mâson ».

Mais cette réserve est bien insuffisante pour permettre à l'Université de développer une politique de construction de cités estudiantines. Aussi, à partir de 1966 (loi du 9 avril 1965), le Gouvernement autorisera-t-il le Patrimoine à contracter auprès de la Caisse d'Epargne des emprunts remboursables en quarante ans, au taux très réduit de 1,5 % : 92.000.000 F sont empruntés en 1966, 23.000.000 F en 1967, 125.000.000 F en 1968. Ces sommes sont consacrées à l'édification du restaurant et des homes au Sart Tilman (p. 263).

### *Réforme des études.*

En 1962, le Patrimoine recueille un certain nombre de dons qui lui permettent de créer une « *Fondation pour la réforme des études universitaires* ». Son objet est de contribuer à résoudre les pro-





blèmes de personnel posés à l'occasion des réformes ou des adaptations des programmes de cours, des méthodes d'enseignement ou des examens.

## 2. — *Encouragement aux échanges intellectuels*

### *Conférenciers.*

Depuis fort longtemps, le Patrimoine prévoit un budget spécial qui permet aux Facultés d'inviter des savants étrangers, spécialement conviés à se déplacer (conférenciers ordinaires) ou occasionnellement de passage dans notre pays (conférenciers occasionnels) <sup>(1)</sup>.

### *Congrès, colloques et missions.*

Le Patrimoine a toujours eu à cœur de faciliter le déplacement à l'étranger de membres du personnel enseignant et scientifique, pour des congrès, colloques et missions scientifiques. Son action est ici seulement supplétive, il ne se substitue pas aux autres organisations pour supporter des dépenses dont celles-ci ont normalement la charge. Sous cette réserve, il participe aux frais de voyage de membres du personnel scientifique pour leur permettre de participer à des réunions scientifiques en Belgique, aux frais de séjour dans le cas de congrès et colloques à l'étranger, ainsi qu'aux frais d'inscription à ces assises. Ces interventions sont limitées, pour chaque personne, à trois congrès ou colloques par période de trois ans. Il subsidie également des séjours d'étude et de recherche à l'étranger (un par an et par personne).

Enfin, le Patrimoine subventionne également l'organisation, à Liège, de « *semaines d'études* », de « *journées d'études* » ou de « *colloques* », à condition que le nombre de participants soit limité à quelques spécialistes belges ou étrangers, réunis pour l'étude d'un thème déterminé correspondant à de nouvelles orientations dans le domaine des Sciences.

Ces diverses activités augmentent sans cesse avec l'accroissement du nombre de chercheurs <sup>(2)</sup> et les charges financières s'alourdissent parallèlement.

<sup>(1)</sup> Les dépenses, en 1971, sont de 546.000 F.

<sup>(2)</sup> Le budget y consacré représente 550.000 F en 1957, 1.400.000 F en 1960, 2.400.000 F en 1963, 2.800.000 F en 1971, non compris les services effectuant des prestations rétribuées, qui financent directement la participation de leurs membres pour les déplacements de ce genre.

### *Relations avec les Universités étrangères.*

Dans le but de nouer, ou d'intensifier les relations avec une Université ou une Faculté étrangère, une politique de jumelage a été instaurée : elle permet des échanges de membres du personnel enseignant et scientifique entre les institutions jumelées et la nôtre. Des accords particuliers sont de ce fait noués avec Poznan, Budapest, Bucarest, Naples, Bujumbura, Nancy, Elisabethville, Cracovie, Prague, Lille, Concepcion <sup>(1)</sup>.

### *3. — Aide aux activités universitaires*

#### *Subsides pour publications.*

Il s'agit d'un complément d'aide apporté à ceux qui présentent un mémoire d'agrégé de l'enseignement supérieur <sup>(2)</sup> et à ceux qui publient les comptes rendus de colloques dont les assises se tiennent dans notre Université à l'initiative d'un de ses membres <sup>(3)</sup>.

Le Patrimoine a soutenu aussi l'Association des Amis de l'Université en 1962, dans la publication de l'« *Annuaire des anciens étudiants de notre Alma mater* ».

#### *Collaborateurs divers.*

Depuis 1953, ce groupe hétérogène correspond à un poste important et assez variable de notre budget. Il couvre la rétribution temporaire d'agents qui passent généralement plus tard dans les cadres de l'Etat : indemnités de collaborateurs pour prestations exceptionnelles, mise sur pied du cadre de nos services d'études techniques (qui sera plus tard repris dans les dépenses du fonds des constructions universitaires), de notre équipe « forêts et jardins » (qui entrera plus tard dans les cadres de l'Etat), d'agents administratifs pour la gestion des comptes du Patrimoine, et plus particulièrement du service administratif de la Faculté de médecine.

<sup>(1)</sup> Ces villes sont citées dans l'ordre chronologique de jumelage. Les dépenses sont, en 1971, de 372.000 F.

<sup>(2)</sup> Qui reçoivent d'autre part une aide de l'Etat.

<sup>(3)</sup> Certains de ces colloques ont aujourd'hui une large audience internationale, par exemple, les colloques d'Astrophysique organisés par le Professeur Swings.

Les subsides consacrés, en 1971, à ce genre d'activités sont de 220.000 F.



cine <sup>(1)</sup>; et, d'une façon générale, collaborations occasionnelles de toutes natures attribuées à des services universitaires ou à l'Administration générale temporairement embarrassés.

#### *Participation à des activités diverses.*

D'autres interventions que celles que nous venons d'exposer et fort diverses, sont effectuées par notre Patrimoine : participation ; aux conventions avec le CRM (voir p. 300), à la foire internationale de Liège en 1962 – où fut projeté pour la première fois le film « Liège et son Université » –, à la création de l'ASBL « Centre résidentiel pour handicapés respiratoires ».

En 1964, convention avec l'Institut météorologique de Belgique pour l'installation, au Sart Tilman, d'une « Station climatique » ; participation à la création d'une ASBL « Station expérimentale de constructions métalliques » ; convention avec l'Université de Paris pour l'installation de notre méridienne à l'Observatoire de Font-Romeu en 1966 ; subside de 1.000.000 F pour l'organisation des fêtes du 150<sup>e</sup> anniversaire de notre Alma mater en 1967 ; subsides pour frais de relations publiques, etc...

#### *Aide aux pays en voie de développement.*

L'aide aux pays en voie de développement, la création et le financement de mandats coloniaux, de FULREAC et du CEDEV, a fait l'objet d'un chapitre spécial <sup>(2)</sup>.

### 4. — Politique immobilière

Rappelons qu'une loi du 11 mars 1954 permet au Patrimoine d'acquérir des immeubles de rapport et de procéder à des placements immobiliers. En fait, les biens immeubles acquis par le Patrimoine ont répondu à des besoins de l'Université : acquisition,

<sup>(1)</sup> Celui-ci absorbe 8.000.000 F en 1971, tandis que tous les autres postes classés sous cette rubrique coûtent, la même année, près de 3.500.000 F.

<sup>(2)</sup> Voir page 105. Le budget consacré aux mandats coloniaux est, par exemple, de 120.000 F en 1954, 450.000 F en 1955, et en 1956. À partir de 1957, le Patrimoine octroie chaque année 1.000.000 F à la Fondation FULREAC.

En 1971, le CEDEV émerge au budget des dépenses pour 926.000 F.

en 1924, de terrains au *Val-Benoît* et, à partir de 1960, de terrains au *Sart Tilman*; ensuite d'un terrain en *Corse* pour y construire une station de recherches océanologiques (Stasero).

Lorsqu'en 1959, l'Université doit arrêter ses constructions au *Sart Tilman*, faute de moyens financiers, c'est le Patrimoine qui relance le programme en consentant un prêt de 300 millions. Ces problèmes sont exposés dans les chapitres I et II. Ces biens immobiliers ne figurent au bilan que pour une valeur symbolique.

Il n'en est pas de même des homes et restaurants et d'une partie du matériel de la Cité universitaire, dont les dépenses correspondantes ont été prélevées, soit sur des subsides sociaux, soit sur les ressources provenant d'emprunts faits à la Caisse d'Epargne (1).

\* \* \*

Le Patrimoine qui, avant 1954, consacrait ses maigres revenus à l'achat de livres et d'animaux de laboratoire abandonne ce rôle dès que ses ressources deviennent suffisantes (sauf acquisition de manuscrits, de certains instruments) et, ayant fait éclater son cadre étroit, il va bientôt étendre son action à tous les domaines de la vie universitaire et les vivifier. Il devient un rouage essentiel de notre Maison parce qu'il apporte des subsides, bien sûr – et qui peuvent être importants – mais surtout parce qu'il les apporte à qui en a besoin, au moment voulu, sans pertes de temps. A nous qui sommes toujours freinés et souvent plus ou moins paralysés par les lois et règlements qui régissent le fonctionnement des Universités d'Etat, ce qui paraît miraculeux dans le Patrimoine, c'est sa souplesse, sa rapidité, sa liberté. Nous sommes émerveillés par son efficacité. Grâce à lui, nous connaissons vraiment la fière responsabilité de l'autonomie.

Il répond sans aucun doute aux vœux de ses lointains promoteurs : il est un inestimable outil de progrès.

(1) Au 31 décembre 1971, ces derniers postes figurent au bilan pour un peu plus de 256.000.000 F.



## Conseil d'Administration

### A. — STRUCTURE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous avons vu qu'à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1953, les Universités de l'Etat bénéficient d'une assez grande déconcentration <sup>(1)</sup> des pouvoirs. La loi réunit aux mains d'une seule autorité locale les pouvoirs décentralisés tant en ce qui concerne les questions académiques que les questions administratives.

Pour que l'Université participe à sa propre gestion par l'intermédiaire de ses mandataires, un Conseil d'Administration est créé. Il est constitué par le Recteur qui le préside, le Vice-Président et deux représentants par Faculté, le Doyen et un délégué. Donc 12 Professeurs <sup>(2)</sup>, 14, à partir de 1969, date de l'incorporation de la Faculté de Médecine Vétérinaire de Cureghem. Le Conseil

<sup>(1)</sup> En droit administratif, la « déconcentration » administrative est un « système d'organisation dans lequel un pouvoir de décision engageant une personne publique déterminée est attribué à un agent subordonné à l'autorité supérieure du service ». (J. Dembour, *Institutions de droit public et administratif*, les Presses Universitaires de Liège, 1972, pp. 24 et 25).

<sup>(2)</sup> Entre les années 1953 à 1971, bon nombre de professeurs ont fait partie du Conseil d'Administration; en dehors du Président et du Vice-Président : les *Doyens* L. Delatte, R. Fohalle, R. Demoulin, F. Desonay (†), J. Warland (†), J. Labarbe, de la Faculté de Philosophie et Lettres; E. Dembour, L. Moureau (†), R. Clémens, J. Constant, P. Graulich, de la Faculté de Droit; G. Gueben (†), O. Rozet, P. Macar, H. Brasseur, L. Winand, M. Migeotte, de la Faculté des Sciences; F. Vandervael, W. Esser, M. Welsch, E. H. Betz, de la Faculté de Médecine; A. de Marneffe (†), A. Schlag, J. Danze (†), E. Frenay (†), R. Spronck, Ch. Massonnet, L. Leloup (†), de la Faculté des Sciences appliquées; Lousse, de la Faculté de Médecine vétérinaire. Les *représentants* : M. Delbouille, R. Demoulin, de la Faculté de Philosophie et Lettres; Madame S. David-Constant (secrétaire du Conseil de 1961 à 1963), J. Dembour (secrétaire du Conseil de 1963 à 1971), de la Faculté de Droit; O. Tulippe (†), G. Gueben (†), P. Macar, G. Ubaghs, O. Rozet, de la Faculté des Sciences; J. Roskam, M. Chèvremont, J. Leconte, C. Heusghem, de la Faculté de Médecine; F. Campus, J. Danze (†), E. Frenay, L. Calembert, B. Fraeijis de Veubeke (†), de la Faculté des Sciences appliquées; F. Schoenaers, de la Faculté de Médecine vétérinaire.

d'Administration est bien représentatif de l'Université elle-même car tous ses membres ont été nommés aux deux tiers des voix, soit des Conseils de Faculté, soit du Conseil académique. Sans en faire partie, le Commissaire du Gouvernement assiste à ses assises. Il peut prendre un recours contre certaines décisions.

Le Conseil d'Administration a des pouvoirs de décision et des pouvoirs de proposition.

Ses pouvoirs de décision portent sur de nombreux problèmes.

Nous avons déjà dit qu'il intervient dans les questions des bâtiments (ch. III).

Dans les limites des cadres et des crédits – et les Facultés, Instituts, Centres interfacultaires intéressés entendus – il nomme les *assistants*, les *élèves-assistants* et les *internes de clinique*. Il nomme, dans les mêmes conditions, le personnel *administratif de grade inférieur* à celui de chef de bureau, le *personnel spécialisé*, le *personnel de maîtrise*, les *gens de métier et de service*. Il dispose, dans les limites fixées par la loi, des *crédits* affectés à l'Université et qui n'ont pas comme objet le paiement des traitements. Il effectue la répartition de ces crédits entre les différents services universitaires.

Pour les membres du *cadre supérieur* du personnel enseignant et scientifique permanent et du personnel administratif de grade supérieur, il étudie les vacances, les dossiers et fait des *propositions* au Ministre. Pour les *budgets* également, il fait des prévisions et des propositions.

Tous les problèmes de la vie universitaire lui sont soumis : réforme des études, relations publiques, politique universitaire, etc...

Les Administrateurs sont les porte-parole de leur Faculté. Ils exposent les points de vue mais ne sont pas là pour les défendre coûte que coûte. Ils les confrontent avec les autres opinions et prennent la décision la plus favorable aux intérêts supérieurs de l'Université. Ils sont informés huit jours à l'avance de l'ordre du jour des séances et ont la possibilité de consulter les dossiers à l'Administration. Ils le font rarement. Bien au courant des problèmes de leur Faculté, ils ne prennent connaissance de ceux des autres Facultés et des problèmes généraux qu'en cours de séance. Les dossiers doivent donc être particulièrement clairs car le Président souhaite que les échanges de vues se fassent entre hommes avertis.



Le Président du Conseil établit l'ordre du jour. Toutes les informations convergent vers lui et le Vice-Président. Ils ont, tous deux, à connaître de tout, à préparer les dossiers avec leurs collaborateurs, à les résumer, à les commenter, à prendre avis. Cela signifie que nos responsabilités sont grandes; nous devons tout savoir et tout expliquer et le faire avec une rigueur et un souci d'exactitude tels que les réunions se déroulent dans une atmosphère de confiance absolue.

Il suffit de suivre quelques lignes de conduite très simples pour pouvoir présider le Conseil en restant décontracté et enthousiaste : ne se préoccuper en aucune circonstance des appartenances politiques ou philosophiques des personnes en cause; réunir, par des avis puisés aux meilleures sources, un faisceau d'éléments qui permet de bien poser les problèmes; ne dire, bien sûr, que ce qui est vrai mais donner toutes les informations; ne présenter un dossier que lorsqu'il paraît complet et précis; ne pas se laisser influencer par ceux dont les opinions sont d'autant plus fermes qu'ils connaissent mal la question. Souvent, l'entrain du Président est communicatif et il se forme une bonne ambiance, un climat sain pour prendre des décisions. Rien de compassé d'ailleurs dans ces assemblées dont le programme est toujours chargé mais où règnent confiance et bonne humeur.

Pendant les dix-huit ans de mon Rectorat, je préside 314 séances du Conseil. Je ne me sens jamais en « difficulté ». S'il apparaît, à la lumière des échanges de vues, que le dossier, contrairement à ce que je croyais, n'est pas « mûr », je demande aussitôt la « remise » de la question pour la soumettre à une nouvelle étude. C'est évidemment élémentaire; le seul point un peu délicat, c'est de « choisir » le moment de la discussion où l'on fait la proposition de la remise !

Les Administrateurs sont tenus « au secret » pour tout ce qui concerne les « propositions » faites au Ministre de tutelle, ce qui laisse à celui-ci toute liberté de discuter éventuellement le problème, avant de soumettre au Roi le projet d'arrêté. Ils sont aussi tenus au secret pour ce qui concerne l'« analyse » des personnes. Il peut se faire, en effet, qu'en dehors de considérations purement académiques touchant à l'enseignement et à la recherche, des problèmes de comportement psychologique ou moral doivent être évoqués à la suite d'enquêtes qui n'ont de valeur que si les informateurs pré-

sentent eux-mêmes toutes les garanties souhaitables et il serait très peu élégant de les « découvrir » sans nécessité. Les Administrateurs sont enfin tenus au secret le plus rigoureux en ce qui concerne les « estimations » des travaux immobiliers, afin que le marché ne soit pas influencé au moment des adjudications.

Dans l'ensemble, les Administrateurs ont bien respecté ces conventions : les quelques fuites relevées ont été bien plus souvent le résultat de maladresses que d'indiscrétions. Mon sentiment est même que les Administrateurs, qui pourraient très librement faire état, notamment au cours de séances de leurs facultés, des décisions prises au Conseil, ont souvent préféré adopter un comportement mystérieux peut-être par excès de prudence.

Comment réagissent les Administrateurs ? Certains semblent assez passifs et n'interviennent guère que quand leur faculté est en jeu. Pour les autres problèmes, ils font crédit au Bureau qui a mis au point les dossiers et les connaît mieux qu'eux. Leur faible réactivité s'explique sans doute par cette confiance et non par le désintérêt car, chez tous les Administrateurs ou presque, se développe au cours de leur mandat une conscience universitaire.

D'autres, malheureusement plus rares mais très stimulants, ont beaucoup de dynamisme : rien ne les laisse indifférents et ils ont le souci constant que les résolutions soient prises, non dans un intérêt particulier, mais dans celui de la Maison.

Certains enfin, généralement clairvoyants perdent toute objectivité dès qu'il s'agit de leur propre service.

Suivant la nature des sujets et celle des Administrateurs, il est des conseils plutôt alertes et efficaces, d'autres plutôt amorphes, beaucoup sont intermédiaires entre ces deux extrêmes.

Pour le Président, ce sont les conseils amorphes qui sont les plus fatigants parce que les plus monotones sinon les plus désespérants.

M. Delchevalerie, avec qui les dossiers sont soigneusement préparés, est présent à toutes les séances. Les autres chefs de service MM. Remy (personnel), Schlitz (immobilier), Libion (budgets) assistent à la séance pour les points de l'ordre du jour qui sont de leur compétence.

Les candidats aux chaires, retenus par les Facultés, sont priés de se présenter au Conseil. Un dialogue souvent passionnant,



s'ensuit. Il permet aux Administrateurs de se faire une opinion personnelle à côté de celle que peuvent leur donner les dossiers scientifiques et administratifs. La même procédure s'applique aux candidats associés. Dans certains cas particuliers, des collègues viennent exposer leur point de vue. Dans le domaine des bâtiments, pour les décisions importantes, l'Architecte-Coordonnateur, les architectes, le délégué du Conseil à la direction des services techniques ou de la programmation sont invités aux séances. Il en résulte, pour les Administrateurs, une meilleure information, une confrontation plus « humaine »; pour les artisans de l'exécution, un grand encouragement.

Dès les premières réunions du Conseil, nous prenons l'habitude de « dîner » ensemble après la séance. C'est une mesure aussi agréable qu'utile. Elle permet à chacun d'exprimer très librement, et souvent gaiement, sa pensée, « hors procès-verbal », soit à propos de problèmes traités au cours de la séance, soit à propos d'autres sujets. Beaucoup de questions se sont ainsi éclaircies et j'ai appris des choses que je n'aurais pas connues autrement. Ces réunions nous donnent l'occasion aussi, les jours fastes (lorsque les nouvelles sont bonnes), de manifester notre joie, de nous rapprocher les uns des autres, d'apprendre à mieux nous connaître, à mieux nous comprendre, à mieux nous apprécier. Les Chefs de service de l'Administration sont toujours invités à ces dîners.

Le Commissaire du Gouvernement, le Professeur P. Horion (p. 367), ancien Administrateur-Inspecteur, assiste à toutes les séances du Conseil et au dîner qui les termine. Il a, pendant 17 ans, exercé sa fonction avec un tact parfait. Ses 3 ou 4 recours ne mettent pas en danger la cordialité de ses relations avec les Administrateurs. Ses interventions, aux séances du Conseil, sont toujours remarquablement exprimées. Il suit, avec grande attention, tous les problèmes de la Maison. A ses côtés, nous avons vécu des heures exaltantes, grâce à son amitié et à sa franche et sincère collaboration.

## B. — POLITIQUE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### 1. — *Action auprès du Gouvernement*

L'administration du Ministère ne s'est pas adaptée tout de suite aux nouvelles libertés qui découlent des pouvoirs récents que nous accorde la loi. Certaines contestations naissent. Un incident qui a fait quelque bruit permet de mettre les choses clairement au point. Le Conseil d'Administration, habilité à répartir entre les services, les postes de personnel, décide d'attribuer un « bibliothécaire-adjoint » à la Bibliothèque générale et un « hortonom-adjoint » à l'Institut de Botanique. Notre cadre ne comportant pas ces emplois, il nous faut demander leur création. Le Conseil adresse donc au Département un rapport circonstancié, approuvé à l'unanimité par les membres de l'assemblée, le Commissaire du Gouvernement présent. Le rapport est transmis, par le Ministère de l'Instruction publique, à celui de l'Administration générale qui décide de déléguer à Liège, une Commission d'enquête pour examiner si cette double requête est fondée.

Je l'apprends un jour où le Premier Ministre Achille van Acker, me reçoit dans son Cabinet. Notre entretien terminé, je lui fais part de mon étonnement devant l'envoi de ses « Contrôleurs » pour un problème mineur au sujet duquel notre Conseil d'Administration, parfaitement informé, et compétent, a longuement délibéré et pris position, à l'unanimité. Le Premier Ministre me répond qu'il s'agit là, sans doute, d'une ancienne habitude et qu'il comprend parfaitement mon point de vue. J'alerte donc, en sortant, son Chef de Cabinet, sur le problème.

Cependant, je suis prévenu quelques jours plus tard de l'arrivée d'une « Mission » de cinq fonctionnaires de l'Administration générale. Ils se présentent un matin, accompagnés d'un Directeur du Ministère de l'Instruction publique :

— Monsieur le Recteur, nous venons pour visiter la Bibliothèque et l'Institut de Botanique et examiner si votre requête, tendant à créer deux postes nouveaux, est justifiée.

— Messieurs, ces demandes dont il est question ont été soigneusement étudiées par les membres de notre Conseil. Elles ont été sélectionnées parmi un grand nombre de demandes d'emploi. Je crois que les Doyens et représentants des Facultés et les Autorités académiques sont plus



compétents que vous pour apprécier le fond du problème. Je ne conteste pas à l'Administration le droit de nous refuser une augmentation du cadre, mais je lui conteste un droit d'enquête de cette nature. Je suis donc au regret de vous refuser l'accès des deux bâtiments que vous souhaitez visiter.

— Monsieur le Recteur, nous avons reçu un ordre de notre Département.

— Je n'en reconnais pas la légitimité.

— Nous sommes contraints d'insister.

— Bien. Un instant (je prie mon huissier d'appeler le Chef de Cabinet du Premier Ministre).

— Monsieur le Chef de cabinet, j'ai devant moi la délégation de l'Administration générale. Je lui refuse l'accès des bâtiments qu'elle vient visiter.

— Vous avez raison, Monsieur le Recteur.

— Bien. Voulez-vous le lui dire vous-même ?

Les membres de la Délégation reçoivent comme instruction de considérer leur mission terminée. Ils en ont le souffle coupé, mais l'entretien se termine amicalement. Jamais plus, depuis, nous ne recevrons de visites de fonctionnaires de l'Administration générale !

J'ai tenu à rappeler cette affaire, d'abord parce que, répétée de bouche en bouche, au fil du temps, elle a été déformée : dix ans plus tard, un ministre à qui l'on en avait donné une version erronée, m'en a parlé et j'ai dû mettre les choses au point ; ensuite, parce que, étant donné le bruit qu'elle a fait, elle a marqué la détermination de l'Université de se considérer, non comme un instrument, mais comme une entité responsable. Notre volonté d'indépendance a été bien actée ; cela nous a facilité beaucoup de choses dans la suite.

\* \* \*

La loi, si généreuse soit-elle, nous laisse encore très dépendants du pouvoir central dans les domaines essentiels de la construction des bâtiments et de l'organisation des études. A travers toute la politique de l'Université vis-à-vis du Gouvernement, deux buts sont poursuivis : accroissement de notre autonomie (surtout dans les secteurs construction et organisation des études), accroissement de notre budget. Nous sentons clairement que tout notre avenir dépend de ces deux facteurs.

## 1. CONSTRUCTION DES BÂTIMENTS

J'y ai consacré un chapitre (p. 175). Je rappellerai ici seulement que nous n'avons conquis la maîtrise de l'ouvrage qu'après sept ans d'une lutte âpre.

## 2. ORGANISATION DES ÉTUDES

### a) *Grades légaux et grades scientifiques*

La loi s'est donné comme mission de régenter l'accès à certaines professions d'utilité publique (magistrature, barreau, médecine, professorat d'enseignement moyen). Dans toutes les Universités, d'une façon stricte et uniforme, elle organise les études préparatoires (durée - programme) et le diplôme confère automatiquement des droits professionnels correspondants. Ces diplômes étaient primitivement décernés par un « jury d'Etat ». La loi a abandonné ce privilège aux Universités sous réserve d'un entérinement par une « Commission d'Etat » qui se porte garante que les conditions légales ont été respectées. Ces grades où sont indissociablement liés compétence, diplôme et droits civils sont dits « *grades légaux* ».

Des jeunes gens qui ne satisfont pas aux conditions légales d'entrée à l'Université (étrangers - quelques Belges) peuvent y poursuivre cependant des études traditionnelles. Le diplôme qu'ils obtiendront sera un certificat de capacité mais il ne sera pas assorti de droits civils. Il s'agit d'un « *grade scientifique* ». Des études identiques et une même compétence peuvent donc être reconnues par des diplômes différents.

Le nombre des grades légaux est fixe. Il est, dès l'origine insuffisant à satisfaire les besoins de la société. L'Université crée donc – mais à titre scientifique – les études dont la nécessité se fait sentir : Education physique, Art et Archéologie, Sciences de l'Education, Médecine dentaire, etc... Ces diplômes conduisent à des professions privées. Le public, à cause de cette référence légale, a tendance à accorder plus de confiance aux diplômes légaux qu'aux diplômes scientifiques. Et pourtant, ces grades scientifiques vont prendre un développement considérable. La science et les techniques évoluent avec une rapidité qui ne fait que croître. De nouveaux champs d'étude, de nouveaux champs d'activité s'ouvrent. L'université se



doit de suivre de près ce progrès, de préparer des jeunes gens à de nouvelles fonctions. Aucune discipline n'échappe à cette expansion; les études traditionnelles forment des bourgeons : médecine du sport, sciences biomédicales, criminologie, musicologie, information, etc..., des domaines de pointe se multiplient : physico-chimie, océanologie, anesthésiologie, aéronautique, science de l'environnement, etc...

Par ailleurs, les étudiants se font de plus en plus nombreux. Nos méthodes sont souvent dépassées. Tout le monde parle d'adaptation et de réforme. Que faire quand nous ne pouvons même pas toucher à nos programmes ? Car si la loi de 1929 prévoit que les programmes peuvent être modifiés quand les quatre Universités sont d'accord, cet accord est tellement rare que la libéralité accordée est sans effet pratique.

Nos Universités paraissent bien immobiles à côté de leurs jeunes sœurs américaines pleines de dynamisme; c'est que celles-ci sont indépendantes et libres de leurs gestes tandis que, dans les cadres de l'Etat, à peine pouvons-nous respirer. Nous n'avons d'autonomie dans le domaine des études qu'au niveau des grades scientifiques.

En 1961, je fais de la question brûlante de la réforme des études le sujet du discours académique de rentrée.

Chaque Université doit pouvoir décider de ses programmes. Nos quatre Universités ont des cycles d'études identiques, alors qu'elles peuvent différer par leur philosophie des études, leurs moyens en hommes et en appareillages techniques et que leur contexte géographique, sociologique et culturel leur assigne des directions distinctes.

Chaque Université est capable de résoudre, en ce qui la concerne, le problème de l'organisation des études, en tenant compte de ses ressources particulières et de ses impératifs extérieurs.

L'Université est majeure.

Elle engage sa réputation par la collation d'un grade. Un diplôme devrait valoir ce que vaut l'établissement qui le confère. Nos quatre Universités ne tarderaient pas, dans cette perspective, à offrir un large éventail d'études différenciées. Les étudiants auraient le privilège de pouvoir choisir l'Université d'après leurs tendances propres, leur objectif de formation ou de carrière.

Ces considérations sont tout à fait péremptoires au niveau des études complémentaires d'un diplôme de base, souvent appelées aujourd'hui

études postgraduées, car chaque Université ne peut organiser la totalité des cycles d'études souhaitables, étant donné les besoins en hommes et en moyens financiers qu'ils supposent.

Enfin, cette politique développerait probablement la collaboration entre les Universités. Actuellement, il y a moins d'échanges et de relations entre nos quatre Universités qu'entre chacune d'elles et les Universités étrangères. C'est bien parce qu'il n'y a pas chez nous matière à échanges, à cause de l'uniformité des études et parce qu'à partir de là, l'esprit de concurrence s'instaure au détriment de celui de collaboration et de complémentarité.

En résumé, nous sommes donc conduits à penser que la plus grande liberté devrait être laissée aux Universités dans le domaine de la collation des grades et des programmes d'études, étant entendu que les effets légaux des grades restent définis dans une loi distincte réglementant les conditions d'accès aux professions et aux emplois publics.

Il serait entendu aussi que cette loi devrait prévoir la possibilité, pour l'Etat, de refuser, le cas échéant, l'entérinement des diplômes légaux qui seraient décernés après des études qu'il jugerait inadéquates aux exigences de la profession à laquelle ils donnent accès.

*... et, plus loin :*

Dès lors, il est peut-être opportun de proposer, à titre transitoire et expérimental, une première modification à la législation en vigueur. Elle introduirait déjà une énorme souplesse dans la mission de l'Université.

Elle consiste à transformer la loi sur la collation des grades académiques en une loi cadre qui :

- 1) énumérerait un certain nombre de grades (ceux que l'on qualifie actuellement de grades légaux) décernés par les établissements d'enseignement supérieur reconnus par elle;
- 2) fixerait les *matières* d'examens – et seulement les *matières* – conduisant à l'obtention de ces grades;
- 3) donnerait aux établissements d'enseignement supérieur le droit d'instituer, en toute liberté, tous autres grades.

Dans ce système, les Universités de l'Etat :

- a) décerneraient les grades prévus par la loi;
- b) institueraient librement les autres grades qu'elles estiment nécessaires ou utiles et en détermineraient les *matières*;
- c) désigneraient et organiseraient les cours, travaux et exercices correspondant aux exigences de la préparation des *matières* conduisant à l'obtention aussi bien des grades créés par la loi, que de ceux qu'elles instaurent elles-mêmes.



Ainsi serait maintenue, par exemple en ce qui concerne le grade créé par la loi, l'obligation pour les Universités d'enseigner un certain nombre de matières; mais il appartiendrait à l'Université elle-même de répartir ces matières en un ou plusieurs cours. Elle déterminerait l'importance de ces cours ainsi que les travaux ou exercices pratiques correspondants. Il va de soi qu'en ce qui concerne les grades institués par les Universités, celles-ci détermineraient à la fois matières d'examen, cours, travaux et exercices pratiques.

J'aimerais, pendant l'année académique prochaine, examiner, avec mes collègues Recteurs des autres Universités de notre pays, la possibilité de mettre sur pied un tel projet, d'en rédiger le texte et de le soumettre au Département de l'Éducation Nationale.

C'est ce qui est fait. La loi du 21 mars 1964 nous donne sur ces points satisfaction : désormais le Roi définit le cadre des *matières* des examens d'admission, sur avis conforme d'une Commission permanente des grades académiques <sup>(1)</sup>. *Mais c'est l'Université qui choisit, dans ces matières, les enseignements et définit leur importance.*

Ces nouvelles dispositions améliorent la situation, mais elles ne nous permettent pas de repenser en profondeur les « types de formation ». Sans doute, l'Université est-elle libre d'organiser des études de son choix, mais cela ne peut conduire qu'à des « *grades scientifiques* », c'est-à-dire *sans effet professionnel*; et l'employeur, surtout s'il est étranger, a tendance à se méfier d'un grade qui, contrairement à d'autres, n'est pas reconnu par la loi.

Néanmoins, les « grades scientifiques » se multiplient dans toutes les Facultés et ont tôt fait de constituer la part la plus moderne de l'enseignement.

*Ce qui, à maints égards, est précisément absurde, c'est la co-existence de grades légaux et scientifiques.* Cette distinction, spécifiquement belge, nous avons essayé, à de très nombreuses reprises, de la supprimer. Nous n'avons jamais été compris. Chaque fois qu'un Ministre veut bien nous écouter à ce sujet, il propose de régler le problème en « légalisant » les grades scientifiques. C'est clair : il ne souhaite pas rencontrer nos aspirations ou, à tout le moins, n'en saisit pas la signification <sup>(2)</sup>.

<sup>(1)</sup> Créée par la loi du 21 mars 1964 (art. 1<sup>er</sup>). Elle est présidée par le Ministre; seuls les Recteurs y ont voix délibérative.

<sup>(2)</sup> On trouvera une excellente étude de ces problèmes dans : « Quelques réflexions sur le système belge de collation des grades académiques », par J. Delchevalerie, *Revue Université de Liège*, 1968, n°s 2-4, pp. 3-14.

## b) *Sélection des étudiants*

Dans le cadre de la réforme des études, une autre question doit être abordée ici : « *la sélection des étudiants à l'entrée à l'Université* » <sup>(1)</sup>.

L'accroissement massif des populations estudiantines, tel que nous le connaissons à présent, met en danger l'existence même d'un enseignement universitaire digne de ce nom; il engendre des gaspillages d'argent; il est surtout inhumain, dans toute la mesure où il implique nécessairement un régime de sélection de fait qui pénalise lourdement tous ceux qui, se fondant sur un précepte légal, ont cru à tort pouvoir tenter leur chance...; il menace demain d'engendrer un redoutable « chômage » ou, en tout cas, un sous-emploi des intellectuels, tout en ne fournissant à la société qu'un nombre trop restreint d'universitaires de haute qualification.

Dans les pays où les universités sont sélectives : au Royaume-Uni, aux U.S.A., en U.R.S.S., presque tous les étudiants obtiennent leur diplôme final. C'est que seuls y sont admis les élèves bien doués pour les études qui y sont dispensées. De ce fait, l'enseignement peut y être organisé autant sous la forme de « dialogues » que de cours magistraux. Les dialogues poursuivis tout au long de l'année conduisent à une réorientation périodique de l'élève, voire à une certaine personnalisation de son programme, et permettent aux enseignants de prendre progressivement conscience du degré de formation des étudiants. Dès lors, il n'y a pas nécessairement d'examens chaque année, mais au terme de chaque tranche d'étude ou de chaque cycle et ils portent plus spécialement sur l'intelligence et l'imagination que sur le degré de connaissance dont l'évaluation a pu se faire en cours de route.

Si un tel système n'est pas appliqué chez nous, c'est que nos Universités sont collectives et encombrées de trop d'étudiants insuffisamment préparés ou mal orientés. Nous devons consacrer trop de temps, trop de moyens et trop d'efforts à jouer le rôle de gare de triage aux dépens de la formation d'authentiques universitaires.

D'une manière ou d'une autre, il faut que nos Universités aussi deviennent sélectives. La première réforme universitaire est là; tous les autres aspects de la réforme en seront tributaires.

Cette mesure n'est pas antidémocratique, au contraire. Par une orientation intelligente, elle assure à chacun le privilège de se former selon ses aptitudes à une profession dans laquelle il se sentira à l'aise, efficace et

<sup>(1)</sup> Dubuisson, *Il faut d'urgence réformer la loi sur la collation des grades académiques*, discours 5 octobre 1968.



heureux. Elle préserve la valeur des diplômes universitaires et permet à l'Université de consacrer toutes ses forces vives à la formation complète d'un nombre raisonnable d'étudiants.

J'ai mené, en 1969, une grande offensive au sein de la Commission permanente des Recteurs, pour une réforme de l'admission des élèves dans les Universités. Elle établirait un pont entre l'enseignement supérieur et l'enseignement technique. Après deux ou trois mois de cours, une épreuve organisée sur la base des leçons reçues permettrait de mettre en évidence la disposition des candidats à distinguer l'essentiel de l'accessoire, le niveau et les qualités de leur intelligence, de refouler ceux qui n'ont pas les aptitudes nécessaires sans les laisser s'user d'échec en échec, et d'orienter les autres, avec un minimum de risque d'erreur, et sans perdre de temps, soit vers l'enseignement supérieur, soit vers l'enseignement technique.

Il y a d'autres propositions que celle-là; mais le principe d'une sélection des étudiants à leur entrée à l'Université – ou tout de suite après – *est admis à l'unanimité*. La Commission permanente est, ce jour-là, présidée par le Ministre de l'Education nationale Vermeylen. Il semble parfaitement d'accord avec cette opinion unanime. On n'en reparlera jamais plus !

### 3. LES BUDGETS

Nous l'avons signalé, le Patrimoine par ses revenus propres vient en aide à l'Université chaque fois qu'il le peut. Mais ses disponibilités financières, quoique en constante augmentation, ne peuvent suffire aux besoins d'une politique universitaire dynamique.

Le problème des budgets d'Etat est donc, à tout moment, fondamental. Pour eux, il faut livrer combat chaque année, souvent tout le long de l'année, et à travers des incidents de parcours fort nombreux.

Les « *crédits extraordinaires d'investissements immobiliers* » sont envisagés dans le chapitre III. Voyons donc ici les « *crédits de fonctionnement* ». Dans ce domaine, les efforts portent sur deux fronts :

1. Il faut un budget suffisant « pour vivre » et même un peu au-delà pour que l'on puisse promouvoir certains secteurs soit pour

combler des lacunes de l'enseignement et de la recherche, soit pour permettre l'essor de certains services en raison de leur importance, de leur nouveauté, des qualités éminentes des hommes qui y sont attachés.

2. Il faut que les rubriques budgétaires soient simplifiées et que l'on puisse conserver les excédents éventuels de crédits dans un budget pour ordre.

a. UN BUDGET SUFFISANT.

*Augmentation nécessaire du budget de fonctionnement.*

L'augmentation du nombre d'étudiants (de 3.377 en 1953, ils sont 9.489 en 1971), la diversité des enseignements spécialisés, l'acquisition d'instruments de plus en plus compliqués et automatisés, coûteux, délicats à entretenir, la nécessité d'assurer la propreté de locaux de plus en plus fréquentés, l'utilisation d'un nombre croissant d'animaux de laboratoire, l'acquisition de livres et les abonnements à des publications sont les facteurs essentiels qui conduisent l'Université à solliciter davantage de crédit de fonctionnement et un accroissement du cadre de son personnel. Le tableau (p. 420) montre l'évolution du personnel enseignant, scientifique, administratif et technique, rétribué par l'Etat, de 1953 à 1971, ainsi que la répartition des crédits ordinaires et d'équipements pendant cette période. La colonne C indique les sommes relatives, ramenées au coefficient 100 en 1953. On le voit, l'accroissement est fort substantiel : les crédits sont doublés au bout des neuf premières années, presque quintuplés en dix-neuf ans, en tenant compte de l'évolution de la valeur de l'index. Etant donné l'accroissement du coût de la vie entre 1953 et 1971, nous avons placé dans la colonne CC les chiffres correspondants tels qu'ils seraient si la valeur du franc était restée fixe entre 1953 et 1971.

Jusqu'en 1964, l'accroissement nécessaire de nos crédits ordinaires est obtenu par un dialogue, généralement compréhensif, entre l'Université et le Gouvernement.

A partir de 1964, le problème change d'aspect et la bataille qu'il nous faudra livrer sera l'une des plus dures de notre histoire. Une loi du 5 avril 1964 va, en effet, venir tout bouleverser et comme elle a ruiné – et pour longtemps – la véritable coopération univer-



BUDGETS ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE DE 1953 À 1971 (en millions de F)

	Crédits d'investis- sement immobilier ( <sup>1</sup> )	Budget ordinaire					C	C C
		Personnel	Equipement	Travaux immobiliers	Fonction- nement	Total		
1953 .....	—	114,5	12,4	—	30,7	156,7	100,0	100,0
1954 .....	—	124,4	12,1	—	30,6	167,1	106,0	104,2
1955 .....	—	126,1	11,6	—	30,1	167,8	106,5	104,7
1956 .....	—	126,5	16,6	—	32,0	175,1	111,1	107,2
1957 .....	—	138,3	17,5	—	38,5	194,3	123,3	115,3
1958 .....	—	142,3	18,0	—	50,9	211,2	134,0	123,7
1959 .....	—	149,0	10,0	—	77,6	236,6	147,0	134,1
1960 .....	—	178,5	12,0	—	76,0	266,5	169,1	153,8
1961 .....	260	186,0	30,0	—	98,6	314,6	199,6	179,7
1962 .....	100	201,0	40,0	15,0	104,3	360,3	228,6	203,0
1963 .....	100	210,0	38,0	15,0	99,0	362,0	229,7	199,7
1964 .....	305,8	250,0	38,0	15,0	98,7	401,7	254,9	212,7
1965 .....	628,3	362,0	49,0	24,4	125,2	560,6	355,7	285,2
1966 .....	598,0	429,7	91,0	31,0	156,6	708,3	449,4	345,9
1967 .....	272,5	495,0	127,2	31,0	144,3	797,5	506,0	378,7
1968 .....	65,4	542,5	116,8	33,6	167,8	860,7	546,1	397,9
1969 .....	170,0	601,1	128,4	36,8	197,8	964,1	611,7	429,5
1970 ( <sup>1</sup> ) .....	465,3	713,5	126,1	39,9	239,4	1.118,9	676,3	457,0
1971 ( <sup>2</sup> ) .....	576,5	834,2	82,8	44,4	280,8	1.242,2	750,6	486,1

<sup>(1)</sup> Fonds des Constructions.<sup>(2)</sup> Y compris la Faculté de Médecine Vétérinaire de Cureghem, rattachée à l'U.L.g.

sitaire, après de nombreux mois d'âpres discussions, il convient que je porte ici témoignage de ce que j'ai vu et pensé à partir du poste où j'étais placé.

*Projet de création de nouvelles institutions du troisième degré.*

En octobre 1962, un groupe de Sénateurs PSC, conduits par M. Houben, rédige un projet de loi qui vise à l'essaimage de candidatures. Adopté par la Commission de l'Education Nationale et de la Culture du Sénat, le projet est déposé le 28 février 1963, mais des désaccords importants entre le PSC et le PSB se font jour et le Premier Ministre Théo Lefèvre demande et obtient l'ajournement du débat. La vérité est que des démarches pressantes des Universités libres, pour obtenir davantage de crédits, sont effectuées auprès du Gouvernement qui entend lier l'ensemble des problèmes.

Le Roi lui-même désire s'informer de la situation. Il réunit une table ronde, autour de laquelle une douzaine de personnalités sont invitées à exposer leur point de vue. Il me fait l'honneur de me demander un rapport introductif. La réunion a lieu au Palais, le 15 février 1963. J'expose les deux arguments généralement présentés pour justifier, aux yeux de certains, la création d'Universités nouvelles et (ou) l'essaimage, par les Universités, de candidatures géographiquement décentralisées : nécessité de « démocratiser » l'Enseignement Supérieur et désir de favoriser, par l'implantation d'Institutions nouvelles, le développement économique, social et culturel de certaines régions.

Le premier argument n'est pas solide. Tout le monde est largement d'accord sur le principe de la *démocratisation des études universitaires* (à condition que l'accès à l'Enseignement Supérieur soit réservé aux « biens doués »).

A ce problème important, deux solutions sont proposées. Les partisans de l'essaimage veulent rapprocher les Universités des étudiants. C'est une mesure extrêmement onéreuse pour le pays et qui restera toujours relative. Bon nombre de jeunes gens seront encore confrontés avec l'obligation de trajets quotidiens ou d'un séjour dans la ville universitaire. On comprendrait que l'on envisage cette éventualité si les Universités actuelles étaient surpeuplées et avaient atteint le degré de développement souhaitable. C'est loin d'être le cas et il ne faudrait pas perdre de vue, en projetant de



nouvelles dépenses, que le plein épanouissement des quatre Universités primitives exigera encore d'importants investissements.

La deuxième solution serait de résoudre la difficulté de l'éloignement par des *moyens de transports* et des *bourses*. Le système des bourses rencontrerait l'intérêt des Universités existantes et serait favorable aux étudiants qui pourraient choisir leur Université, y trouveraient des services d'accueil et des homes de mieux en mieux adaptés et auraient l'avantage de vivre dans une institution complète ayant une longue expérience de l'enseignement et de la recherche et une riche ambiance culturelle. Le sacrifice financier à consentir serait infiniment moins lourd que dans le premier cas.

Le deuxième argument sur lequel se fondent les partisans de nouvelles Universités concerne le *développement de certaines zones* et se base sur la notion d'étendue démographique. Rappelons que, « A l'échelle du phénomène des relations Industrie-Université, la Belgique tout entière est comparable, par sa superficie, aux espaces économiques que délimitent la France, l'Allemagne ou l'Italie pour traiter leurs problèmes de développement régional » <sup>(1)</sup>. Et même s'il n'en était pas ainsi, il faudrait – si l'on envisage de créer de toutes pièces une Université – être assuré que le coût de l'opération n'est pas disproportionné par rapport aux effets économiques escomptés.

Je marque mon désaccord avec la création de nouvelles Institutions du troisième degré ou l'essaimage, mais je suggère d'étudier l'éventualité de créer, dans des régions choisies, des Institutions de recherche de « Haut niveau », dans des champs d'activité où la recherche scientifique nécessite un déploiement de moyens considérables et où le nombre de nos savants spécialisés est, au départ, forcément limité. Il s'agirait en somme d'Instituts de troisième cycle; et l'on verrait avec faveur, s'installer, par exemple à Anvers, une Institution de très haut niveau spécialisée dans les recherches pétrochimiques, une autre dans celles d'hydraulique fluviale, etc...

Au cours de la discussion qui suit, il ne semble pas se manifester de divergences profondes quant au fond de mon raisonnement. Cependant, le Recteur Janne se montre favorable au développement de sections de « *propédeutique* », en quelques endroits de notre

<sup>(1)</sup> Extrait d'un rapport du CNPS sur la croissance des populations estudiantines, 1971, p. 76.

pays, en somme de « *candidatures* » que l'on ne veut pas appeler par leur nom.

En juillet 1963, M. Larock, Ministre de l'Education Nationale et de la Culture, quitte le Gouvernement. Il y est remplacé par Henri Janne, Sénateur, Recteur honoraire de l'Université libre de Bruxelles. Le problème de l'expansion universitaire et du financement des Universités va entrer dans une phase critique. Le CNPS est invité à entreprendre des études sur les facteurs qui influencent le nombre d'étudiants dans certaines régions du pays, le rôle de la localisation des établissements sur la participation de la population à l'enseignement universitaire et sur la création d'établissements nouveaux. Il dépose ses conclusions le 23 mars 1964.

Il constate que certaines Institutions créées en dehors des quatre Universités étendent et diversifient leurs activités sans que ces initiatives soient coordonnées; qu'à défaut de mesures appropriées, une telle évolution — surtout si de nouvelles créations ou essaimages avaient lieu — risquerait de compromettre les exigences scientifiques et pédagogiques de l'enseignement de niveau universitaire; que certaines de ces Institutions n'ont pas développé, dans une mesure suffisante, les activités de recherche scientifique qui constituent le support indispensable de l'enseignement universitaire, notamment en raison de leur isolement ou du caractère trop partiel de leurs activités.

Il recommande au Gouvernement :

I. — De prendre les mesures susceptibles de donner à la structure de l'enseignement supérieur de niveau universitaire, un caractère plus rationnel et répondant plus exactement aux besoins de l'enseignement, de la recherche et du développement économique et social; d'assurer à cette fin une coordination des activités des différents établissements d'enseignement supérieur de niveau universitaire et une complémentarité des institutions les unes par rapport aux autres tant en ce qui concerne les institutions existantes qu'en ce qui concerne celles qui seraient créées ou reconnues dans la suite.

Une formule susceptible de réaliser cet objectif consisterait à regrouper les institutions existantes et celles qui seraient ultérieurement créées ou reconnues dans des structures qui tiendraient compte de la localisation régionale et des responsabilités que les pouvoirs organisateurs doivent assumer sur le plan national.

II. — De considérer que la création et la reconnaissance de nouvelles



sections d'enseignement supérieur, devraient répondre en tout état de cause au développement probable de la demande d'emploi et de l'orientation des étudiants vers certains secteurs d'enseignement sans perdre de vue le caractère nécessaire de « complémentarité » que ces sections devraient avoir vis-à-vis de celles que comprennent les institutions existantes du pays.

III. — En ce qui concerne les instituts de commerce ne faisant pas partie des universités, le Conseil fait observer qu'ils ne présentent pas toutes les caractéristiques essentielles de l'enseignement universitaire. Si le Gouvernement souhaitait assimiler certaines de ces institutions à ce niveau, il y aurait lieu de prévoir les dispositions suivantes :

1. le programme des cours devrait être du même niveau que celui des licences en Sciences économiques et sociales organisées par les Universités;
2. les chaires créées à cette fin devraient être pourvues de titulaires ayant les qualifications requises et assurer effectivement le développement de la recherche pouvant conduire au doctorat;
3. une période transitoire devrait être instaurée pour l'adaptation envisagée.

Les pressions politiques en faveur de la création d'établissements universitaires nouveaux deviennent cependant de plus en plus fortes.

Mais la menace d'une expansion universitaire inopportune n'est pas seule à obscurcir l'horizon. Des différends s'élèvent entre Universités d'Etat et Universités libres au sujet des subsides gouvernementaux. Le nombre des étudiants est très inégal dans les quatre Universités; celles de Louvain et de Bruxelles ont, en outre, créé des sections néerlandophones. La gauche et la droite vont désormais s'associer pour faire bénéficier les Universités libres d'appuis financiers plus importants que ceux que leur accorde la loi de 1960. Un dialogue s'engage entre le Gouvernement et les Recteurs des quatre Universités. Les Recteurs des Universités de l'Etat, tout en ne méconnaissant pas les problèmes posés par le nombre d'étudiants, surtout à Louvain, sont d'avis que le mécanisme des subventions — basé sur les crédits de fonctionnement des Universités de l'Etat — risque d'avoir pour effet une compression des crédits qui leur sont accordés, pour peu que la situation financière du pays se trouve en difficulté. Dans la mesure où s'élève le pourcentage accordé aux Institutions subventionnées, s'accroît en effet le risque de voir se

resserrer la base de calcul. Comme il apparaît clairement que le pouvoir politique est bien décidé à apporter à Bruxelles et à Louvain des moyens considérablement accrus, la seule manière, pour les Universités de l'Etat d'échapper au danger est de *trouver un système de financement indépendant pour chaque catégorie d'établissement*.

En janvier 1965, je propose au Gouvernement, pour chacune des Universités libres, une subvention forfaitaire de 49 % du montant cumulé des crédits alloués aux deux Universités de l'Etat, augmentée de crédits complémentaires, par tranches de mille étudiants, au-delà de la moyenne du nombre des étudiants des Universités de l'Etat, suivant une certaine échelle dégressive. Les Recteurs de Gand et de Bruxelles marquent leur accord; celui de Louvain accepte *le plan Dubuisson* mais n'est pas d'accord sur l'établissement de l'échelle... qui, à ses yeux, favorise trop l'Université de Bruxelles.

Pendant ces discussions – qui ont lieu au domicile particulier du Premier Ministre et qui s'étalent sur plusieurs semaines – le Gouvernement ne perd pas de temps. Il prépare le projet de loi sur l'expansion universitaire. Celui-ci va être la cause d'une grande agitation dans les milieux académiques. Des contrepropositions sont faites; les partis politiques eux-mêmes suggèrent des amendements. Bref, le projet est remanié à plusieurs reprises.

Venons-en directement à la loi telle qu'elle est votée par le Parlement, le 9 avril 1965 et dans laquelle nous allons distinguer l'aspect politique puis les conséquences financières.

#### *La loi de 1965 et son aspect politique.*

L'aspect politique concerne la création d'Institutions nouvelles et l'assimilation aux Universités d'Etablissements techniques supérieurs. La loi de 1911 maintenait les Universités libres dans leurs arrondissements respectifs : Bruxelles et Louvain. Dans la loi de 1964, le Gouvernement stipule que font partie de l'Université de Bruxelles les « Etablissements supérieurs qui s'y rattachent » et qui sont situés dans les arrondissements de Bruxelles et dans le canton de Nivelles; que font partie de l'Université de Louvain, les établissements d'Enseignement supérieur « qui s'y rattachent » et qui sont situés dans l'arrondissement de Louvain et dans le canton de Wavre, sur le territoire de Courtrai (pour la délivrance des



diplômes de candidat en Philosophie et Lettres) et sur le territoire de Woluwé-St-Lambert (pour la délivrance de diplômes de Docteur en Médecine). On voit clairement où les auteurs du projet veulent en venir : *donner la possibilité à l'enseignement libre d'occuper des positions-clefs dans plusieurs régions du pays*. Comme le précise l'avis du Conseil d'Etat : « *Ce n'est pas une refonte de l'enseignement universitaire tel qu'il existe aujourd'hui que le projet entreprend* »...

... « *Le développement recherché de l'enseignement universitaire est avant tout géographique* ». Et pour qui ?

Sont en outre assimilés aux Universités :

1. *La Faculté universitaire St-Louis à Bruxelles*  
(candidatures en Philosophie et Lettres).
2. *Les Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur*  
(candidatures en Philosophie et Lettres, en Sciences, en Sciences naturelles et médicales).
3. *Les Facultés St-Ignace à Anvers*  
(candidatures en Philosophie et Lettres).
4. *Un Centre universitaire de l'Etat créé à Mons*  
(candidatures en Sciences et Sciences naturelles et médicales).
5. *Un Centre universitaire de l'Etat créé à Anvers*  
(candidatures en Sciences et Sciences naturelles et médicales).
6. *L'Ecole de Médecine vétérinaire de Cureghem*.
7. *Les Instituts agronomiques de l'Etat*.
8. *La Faculté polytechnique de Mons*.

Sont incorporés aux Centres universitaires de l'Etat créés à Anvers et à Mons, des établissements d'enseignement technique supérieur : à Anvers : *le Collège des pays en voie de développement, l'Institut supérieur de traducteurs et d'interprètes*; à Mons : *l'Institut supérieur de Pédagogie, l'Ecole d'interprètes internationaux et quatre Instituts supérieurs de Commerce à Anvers et à Mons* !

Une première conclusion qui s'impose à l'examen de ce qui précède, est que la notion d'Université est en train de perdre toute sa signification. Sous prétexte de démocratiser l'enseignement, et pour ne pas que les étudiants doivent trop se déranger, on finira par leur porter à domicile l'enseignement du troisième degré ! Et quel enseignement ? La vraie formation universitaire ne résulte pas seulement de l'assimilation plus ou moins complète de cours.

Elle se réalise surtout par la participation, même inconsciente, au climat d'étude, de recherche, d'esprit critique et de culture qui est celui d'une Université développée et vivante, et par l'enrichissement constant qui résulte du brassage continu d'idées entre les étudiants appartenant aux disciplines les plus variées. Dans des candidatures essaimées, et dans les Instituts à vocation unique, les étudiants ne bénéficieront du contact, ni de leurs aînés ni de leurs camarades d'autres facultés : leur formation véritablement universitaire se trouve, dès le départ, compromise.

Est-ce que, à la condition qu'une bourse suffisante leur en donne les moyens, l'étudiant éloigné d'une ville universitaire n'a pas le plus grand intérêt à quitter un milieu souvent peu favorable au développement de la culture ? Il est clair que oui.

Ce plan de décentralisation excessive des institutions, *c'est une dévaluation de l'enseignement supérieur*. En conférant le statut universitaire à des établissements d'enseignement technique, le Gouvernement établit une confusion systématique entre les enseignements universitaire et technique supérieur. Or, quelle que soit l'estime dans laquelle on tient les écoles techniques supérieures, on doit bien admettre un clivage entre elles et les Universités. Les types de formation qu'elles confèrent sont différents non pas tant au point de vue de l'étendue des connaissances que de leur nature, de leur orientation, de leurs objectifs. En supprimant cette distinction, le projet risque à la fois d'abaisser l'enseignement universitaire par la création d'institutions qui ne sont pas du niveau du troisième degré et de décapiter l'enseignement technique en le privant, dans certains de ses secteurs les plus importants, de son échelon supérieur.

Est-il, par exemple, judicieux de créer plusieurs facultés de sciences économiques *appliquées* à un moment où, dans une certaine mesure, l'enseignement de la science économique comme telle cherche encore ses voies et où l'on constate partout un effort d'adaptation et de rénovation de l'étude des sciences économiques *fondamentales* ? Eriger les Instituts de commerce actuels en Facultés de sciences économiques appliquées, c'est cliché, pour de nombreuses années, un système d'enseignement dit commercial, dépassé par les réalités, ainsi qu'il est démontré par les essais de réforme qui sont entrepris partout, à l'étranger comme dans notre pays. Et pourquoi, tant qu'on avançait dans cette voie, n'accorde-t-on



pas le même statut à l'école des Hautes Etudes commerciales de Liège ? Aurait-elle démérité ?

Il est assez inimaginable qu'un semblable projet ait pu être établi alors que *la politique visant à parsemer l'ensemble du pays de candidatures a été formellement condamnée par la Conférence des Recteurs* <sup>(1)</sup>, le CNPS, les associations d'étudiants, le Corps professoral et le Secteur enseignement de la CGSP !

Le projet de loi, dans l'exposé des motifs, insiste sur « *le caractère expérimental* » des candidatures décentralisées. Il est de toute évidence qu'on ne voit pas bien comment ces candidatures pourraient ne pas « réussir ». Tout dépend de ce que l'on entend par là ! Pour moi, il n'y a d'enseignement universitaire – digne de ce nom – que fondé sur l'existence, dans l'établissement même où il est dispensé, de services de recherche suffisamment développés. Ce caractère « expérimental » est d'ailleurs en contradiction avec le fait que la loi prévoit, pour les nouvelles Institutions, des dépenses relatives aux exercices 1965, 1966, 1967 et 1968 !

D'autre part, le Gouvernement montre bien que ses intentions sont définitives puisqu'il choisit de donner le même statut que celui des Universités de l'Etat aux centres universitaires, y compris les candidatures « expérimentales » en Sciences naturelles et médicales. Voici donc des Institutions nouvelles, sans tradition académique, sans expérience, sans administration, que l'on dote des *mêmes pouvoirs de gestion* et des *mêmes responsabilités académiques* que les vieilles Universités de l'Etat de Gand et de Liège, alors que celles-ci ne les ont obtenus qu'après avoir fait leurs preuves et livré plus d'un siècle de combats !

Au sujet de ce « caractère expérimental », notons que le Conseil d'Etat déclare : « *Il importe de ne pas se dissimuler que, quelque provisoire que se veuille le projet, la multiplication des établissements universitaires à fonctions limitées, implique sur le plan de l'expansion universitaire des conséquences sur lesquelles il sera, le cas échéant, difficile de revenir plus tard, même si juridiquement, aucun obstacle ne s'y oppose* ».

(1) La conférence des Recteurs belges a été créée le 4 mai 1962. Elle a joué depuis un rôle important en tant qu'organe consultatif du Gouvernement, notamment lors de la grève des Médecins, en 1964 à laquelle il fut mis fin grâce à l'intervention des Recteurs.

### *Les aspects budgétaires de la loi de 1965.*

Dans un important discours sur l'expansion universitaire fait par Théo Lefèvre, Premier Ministre, au Sénat, le 25 juin 1964, il est dit : *« Le gouvernement estime, d'abord et surtout, que les quatre Universités doivent être mises en mesure de se développer par priorité. Le développement des Institutions existantes et la création de centres nouveaux doivent se réaliser dans des conditions qui garantissent l'expansion des quatre Universités »*, et plus loin : ... *« il entre dans les intentions du Gouvernement de veiller à ce que les ressources financières supplémentaires, sollicitées pour l'enseignement universitaire, soient allouées par priorité aux quatre Universités »*.

On ne peut être plus clair. Mais pour que de telles promesses puissent être tenues, jointes à toutes les autres, à savoir l'attribution de crédits supplémentaires aux Universités de Bruxelles et de Louvain pour leur permettre de financer leur dédoublement, l'application du régime des subventions aux établissements que la loi élève au statut de Faculté, l'engagement de financer les nouveaux centres universitaires d'Anvers et de Mons, les construire, leur permettre de fonctionner, il faut disposer de ressources financières suffisantes. Or, nous allons le voir, tel n'est pas le cas.

Le 16 juin 1964, les Recteurs sont sollicités par le Ministre de donner leur avis sur son projet de loi.

Le 18 juin, j'écris au Ministre :

Je persiste à croire, malgré les exposés contradictoires dont j'ai eu connaissance ces derniers temps, que les Universités ne sont pas actuellement « encombrées » et qu'elles ne le seront pas avant de nombreuses années. En conséquence, à mon avis, le problème de l'expansion universitaire n'est pas et ne peut pas être autre que celui, d'abord, du développement normal des quatre Universités; celui ensuite, et dans toute la mesure des nécessités objectivement reconnues, des établissements y assimilés par la loi de 1929.

C'est vous dire que :

- 1) je ne pourrai que m'incliner, mais avec regret, devant toute mesure du Gouvernement et du Parlement qui viserait à développer l'enseignement universitaire en dehors du cadre que je viens de rappeler;
- 2) je me réjouis par contre vivement du principe placé en tête de la note confidentielle que vous m'avez communiquée et selon lequel *« les quatre Universités doivent être mises en mesure de se développer par priorité »*.



Je pense qu'il n'est pas inutile de souligner toutes les conséquences qu'il convient de tirer de ce principe du développement par priorité des quatre Universités.

D'une manière générale, ce principe paraît impliquer que les Universités ne pourraient à aucun moment voir objecter à des projets normaux et raisonnables de développement (que ce soit dans leurs constructions, dans l'organisation de leurs enseignements, dans les problèmes des chaires universitaires ou dans l'organisation de leurs services scientifiques et auxiliaires) des raisons budgétaires ou autres qui tiendraient à la création d'autres centres universitaires.

Or, je voudrais attirer l'attention du Gouvernement sur les impératifs budgétaires qui résulteront, pour le pays, de l'accroissement normal des seuls Universités et établissements assimilés.

Suit un calcul dont l'exposé serait ici fastidieux mais qui démontre que, rien que par le jeu de la loi de 1960, la dépense de l'Etat pour l'Enseignement Supérieur sera, pendant les cinq prochaines années de plus de 15 milliards <sup>(1)</sup>.

Et je poursuis :

Ce sont là des chiffres particulièrement impressionnants, me paraît-il, et dont je tire les conclusions suivantes :

Aucune mesure d'expansion, qu'elle vise la création de « centres universitaires nouveaux » ou même un mode de financement accru des établissements existants, ne pourrait intervenir que si le Gouvernement et le Parlement estiment pouvoir consentir un effort financier plus grand encore que celui qui vient d'être calculé.

Je fais cependant à ce principe deux réserves qui sont dictées par un souci de collaboration interuniversitaire.

Je comprendrais fort bien, pour ma part :

- a) que dans la mesure où la nécessité en est objectivement reconnue, ce qui est très certainement le cas, et d'ailleurs en compensation de l'accroissement de nos crédits au Fonds des Constructions universitaires, le Gouvernement estime devoir être plus généreux qu'actuellement au point de vue des prêts à la construction en faveur des Universités libres;
- b) de même, il me paraît équitable que, dans le calcul des subventions aux deux Universités libres, il soit tenu compte davantage des besoins

<sup>(1)</sup> Non compris :

- 1) les subventions supplémentaires résultant du calcul du nombre d'étudiants;
- 2) les interventions de l'Etat pour les paiements des pensions aussi bien des Universités de l'Etat que des autres établissements universitaires;
- 3) le coût des subventions sociales en faveur des étudiants.

financiers qui résultent pour elles de l'importance de leur population estudiantine.

Pour terminer, je me permets encore de faire remarquer que :

si l'on veut que l'expression : « *enseignement universitaire* » conserve tout son sens et continue à supporter la comparaison avec l'enseignement de troisième degré à l'étranger, il convient de veiller soigneusement à n'octroyer le statut universitaire à des établissements d'enseignement technique supérieurs que si l'on a les garanties réelles (et non seulement de principe) que ces établissements ont véritablement acquis un niveau universitaire, c'est-à-dire qu'ils sont désormais organisés pour faire face à un enseignement de qualité universitaire *basé sur des services de recherches vivants, productifs, dotés d'un personnel scientifique adéquat*.

Le 26 juin, le Conseil académique de Liège, à l'unanimité de ses membres vote une motion dans laquelle on lit :

Il (le Conseil académique) regrette de devoir constater que le projet s'écarte dangereusement des conclusions du rapport du Conseil National de la Politique Scientifique et du Groupe de Travail « Expansion de l'Enseignement supérieur » composé notamment des quatre Recteurs.

Il se déclare en conséquence en désaccord avec le plan gouvernemental et en fera connaître ultérieurement les raisons.

Il exprime sa complète solidarité avec l'Université de Gand.

Et tous les sénateurs sont alertés.

Le Conseil académique en délibère à nouveau le 18 février 1965. Il manifeste, à l'unanimité, sa très vive opposition à la politique du Gouvernement qui tend à créer une dispersion des efforts tant sur le plan financier que sur celui des hommes de science disponibles, sous-évalue le coût, à moyen et à long terme, des nouvelles institutions qu'il entend créer ou subsidier, ne paraît pas se soucier de la nécessité de disposer de services de recherche suffisamment développés dans des institutions qui prétendent à un enseignement de troisième cycle, établit une confusion systématique, profondément critiquable, entre l'enseignement universitaire et l'enseignement technique supérieur.

Il est évident que le Ministre cherche avant tout à favoriser le financement des Universités libres <sup>(1)</sup>, et, ne pouvant d'autre part

<sup>(1)</sup> Il subira, d'ailleurs, avec le Premier Ministre, des pressions considérables de représentants des Universités de Bruxelles et de Louvain.



éviter de soutenir les établissements nouveaux qu'il crée, est conduit à sacrifier les Universités de l'Etat.

Dans la lutte que celles-ci poursuivent, elles sont fort peu aidées par les Universités libres. A n'en point douter, ces dernières sont opposées à la création de nouveaux centres universitaires de l'Etat, mais satisfaites de constater qu'elles vont disposer de subventions considérablement accrues. Leur attitude est donc prudente...

Enfin, le Ministre établit un projet de budget pour 1965 et le soumet pour avis à la « Conférence des Recteurs ». Celle-ci se réunit en septembre. Elle constate que le budget de 1965 est insuffisant pour faire face aux nécessités de la gestion normale des établissements existants qui, rien qu'en ce qui concerne l'application des lois de 1960, nécessitent 3.090.000.000 F, c'est-à-dire 50.000.000 F de plus que ce que prévoit le Gouvernement. Les Universités de l'Etat, pour protester contre le projet de loi, suppriment la cérémonie d'ouverture des cours.

La position des Universités de l'Etat est la suivante : *si l'on veut que le Parlement mesure exactement l'effort financier qu'il devra consentir, il faut d'abord déterminer avec exactitude la charge budgétaire réelle et effectivement nécessaire des Universités de l'Etat pour l'exercice 1965.*

Cette charge, nous la discutons longuement avec les fonctionnaires du Département. Nous établissons, à la suite de ces conversations et avec l'accord de ces fonctionnaires, un budget « vérité » pour les Universités de Gand et de Liège. Il est soumis à la Conférence des Recteurs, et adopté, puis transmis au Ministre. Ce budget s'élève, pour l'Université de Liège, à 597 millions (tandis que le Ministre n'en a prévu que 538).

Le 9 octobre, les Recteurs des Universités et leurs collaborateurs compétents, sont convoqués au Cabinet du Ministre pour examiner ce budget de 1965. Nous sommes en droit de nous attendre qu'il accepte d'examiner, avec nous, les divers éléments constitutifs de ces budgets. Au lieu de cela, il nous déclare, d'entrée de jeu, « *que le Gouvernement a arrêté le montant global du budget de l'Enseignement supérieur, pour 1965, à 3.040 millions et que, dans cette somme, les crédits des Universités de l'Etat ont été fixés de manière définitive par le Comité du budget* ». Autant vaut dire qu'il nous reste seulement à discuter des pourcentages à attribuer aux autres Institu-

tions... Dans ces conditions, je réponds au Ministre que si un Gouvernement a le droit de fixer autoritairement le chiffre maximum du budget des Universités de l'Etat, il a quand même le devoir de ne pas méconnaître la réalité de leurs charges budgétaires.

Et je poursuis :

Dès lors que le Gouvernement décide, malgré nos observations et nonobstant le travail fait avec la collaboration des fonctionnaires de son administration et par la Conférence des Recteurs, de maintenir les crédits de l'Université de l'Etat au chiffre cité, le Gouvernement se met en contradiction grave avec la déclaration du Premier Ministre du 25 juin 1964. Celle-ci contient un principe, longuement souligné : celui du développement par priorité des Universités existantes. Or, il ne peut être question de qualifier le budget de notre Université ni de budget d'« expansion », ni même de budget de « besoins réels », *puisque'il est inférieur de 60 millions aux dépenses de fonctionnement normal.*

Si, au point de départ du plan d'expansion du Gouvernement, on sous-estime les dépenses réelles des Universités de l'Etat, il est impossible de chiffrer correctement le coût réel de ce plan. Nous ne pouvons nous associer à un calcul qui aboutit, en définitive, à priver les Universités de l'Etat de ce dont elles ont besoin et à induire en erreur le Parlement. Dans ces conditions, je décide de me retirer de la séance, estimant n'avoir pas d'autre avis à donner à Monsieur le Ministre de l'Education nationale.

Et, suivi de tous mes collaborateurs <sup>(1)</sup>, je quitte la séance.

L'affaire fait grand bruit, non seulement dans les milieux universitaires mais dans le monde politique. Le Ministre, très énervé, alerte, le soir même, la radio et les journalistes en annonçant : « Le Recteur de l'Université de Liège a brutalement refusé de coopérer à l'établissement du budget de son Université » (c'est inouï).

La Presse, dont les stylographes sont toujours ravis de pouvoir rapporter des événements de cette nature, souligne l'« incident très grave » avec éclat et lui donne une ampleur démesurée.

Le Ministre ne veut pas avoir plus longtemps de rapports directs avec le Recteur de Liège et choisit comme intermédiaire le Commis-

<sup>(1)</sup> M. le Vice-Président Cl. Renard, M. Delchevalerie, M. Remy, M. Schlitz, M. Libion.



saire du Gouvernement. C'est mal me connaître. Ou bien je reste le Recteur et c'est à moi que le Ministre doit avoir affaire, ou bien il demande au Roi ma révocation. Il n'en fera assurément rien. J'entends donc que ses dossiers me soient adressés *directement* et je n'accepte pas de les tenir par d'autres voies. Cette fougade prend fin au bout de deux à trois semaines et tout rentre dans l'ordre.

La fin de 1964 et les premiers mois de 1965 sont marqués par d'intenses combats menés contre le projet de loi : conférences de presse, meeting à l'Association des Amis de l'Université de Liège – qui rassemble un millier d'auditeurs – conversations avec le Premier Ministre Théo Lefèvre. M. Bouckaert, Recteur de l'Université de Gand marque publiquement sa solidarité avec notre position.

Nous ne cessons de démontrer, chiffres en mains, l'in vraisemblable légèreté d'un Gouvernement qui entend faire de l'expansion universitaire avec un budget qui n'est même pas suffisant pour couvrir les besoins réels des Universités de l'Etat qui fonctionnent depuis un siècle et demi !

Finalement, sous la pression du Premier Ministre – très engagé par son discours au Sénat – Henri Janne accepte, tout d'un coup – et m'en prévient par téléphone le 13 novembre – de « discuter le budget » des Universités de l'Etat. Le dialogue reprend donc. Liège obtiendra finalement, pour 1965, 560 millions au lieu de 538 initialement fixés, mais au lieu de 597 millions demandés. La loi prévoiera de substantielles augmentations pour les années 1966 (25 %), 1967 (18 %) et 1968 (18 %).

Ces pourcentages seraient intéressants en soi, mais leur valeur ne serait cependant qu'« indicative » ; elle ne peut être « normative » pour plusieurs raisons essentielles :

1. l'insertion dans une loi d'un pourcentage d'accroissement régulier d'un budget de l'Etat est directement contraire au principe constitutionnel de l'« annalité des budgets » ; en l'occurrence, cela n'a même pas la portée d'une déclaration d'intention puisque le Parlement qui l'émet va, dans les prochains mois, céder la place à un Parlement nouveau.
2. en fait, l'expansion réelle que ce pourcentage exprime dépend de la manière dont est calculé le budget de référence. Par exemple :

si des accroissements de cadre ont été accordés sur ce budget de référence mais que leur incidence budgétaire n'a été calculée que pour les trois derniers mois de l'année, le budget de l'année suivante comportera un quadruplement de cette somme, sans qu'il y ait le moindre accroissement réel de personnel.

3. même inscrit dans une loi, le principe d'un accroissement annuel d'autant de % ne nous dispenserait pas de justifier, chaque année et poste par poste, nos demandes de crédit, en raison, d'une part de l'obligation légale incombant au Conseil d'Administration de présenter, chaque année, ses prévisions budgétaires et, d'autre part, des règles de droit financier déjà rappelées.
4. enfin, si l'on comprend que, pour établir son Plan financier, le Gouvernement ait prévu des normes fixes d'accroissement budgétaire, il faut bien souligner que ce processus n'est pas forcément conforme à la réalité, celle-ci pouvant justifier en fait soit une élévation, soit une diminution du pourcentage selon l'année envisagée.

Si le Gouvernement prévoit effectivement des modalités d'expansion des budgets des Universités de l'Etat, celles-ci restent cependant, en vertu même des principes d'établissement des budgets des services publics, *largement soumises aux vicissitudes de la conjoncture financière et plus généralement politique.*

A propos de ces prévisions d'augmentations, le Conseil d'Etat a dit d'ailleurs : « *Cette disposition ne contient aucune règle d'ordre normatif. Elle ne fait qu'engager un programme de crédits* ». Et lorsque je demande au Ministre Janne en vertu de quelles règles un Gouvernement peut engager la responsabilité du Parlement trois ans à l'avance, il me répond : « Mon collègue des Finances, M. Dequae, est tout à fait d'accord » ! De qui se moque-t-on ?

Autant vaut dire que nous ne devons être assurés de rien. Il en sera bien ainsi : en 1967, au lieu de 18 % nous en recevons 11,18 %; en 1968, au lieu de 18 % nous touchons 7,34 % ! Dans la loi de 1965, le FNRS obtient 10 % des crédits correspondant aux dépenses ordinaires des deux Universités de l'Etat. Les Universités de Bruxelles et de Louvain en raison de leur dédoublement linguistique et du nombre de leurs étudiants, se voient accorder respectivement 61 % et 91 % de ces dépenses; les autres Etablissements subventionnés cumuleront ensemble 24,4 %. En d'autres



termes, pour 100 F dépensés au titre de crédits ordinaires, dans chacune des Universités de Gand et de Liège, l'Etat devra déboursier en tout 548 F, *plus les frais des deux centres universitaires de Mons et d'Anvers* (1).

Il va de soi que la loi de 1965 entraînera, pour l'avenir, un budget de l'Enseignement supérieur qui va devenir considérable et qui ne pourra que croître, ne fût-ce que par le développement des nouvelles Institutions qu'elle crée à Anvers et à Mons. Il est prévu pour celles-ci 31.700.000 F pour 1965. Ceci ne représente, en vérité, qu'un crédit de « mise en route » d'où sont exclues les sommes nécessaires aux constructions. Naturellement, il est clair pour tout le monde qu'à moyen et à long terme, le budget de l'Etat va saigner...

(1) Dans le projet primitif, le Gouvernement prévoyait trois éléments de subside :  
— D'abord, un subside de base, pour chacune des Universités libres, égal à 44 % du montant cumulé des crédits alloués aux deux Universités de l'Etat et à l'Institution nouvelle prévue à Anvers.

— Un pourcentage de dédoublement linguistique à fixer entre 10 et 18 % des mêmes crédits.

— Un pourcentage pour accroissement des populations estudiantines à fixer également entre 2,5 et 5 % par tranche de 1.000 étudiants au-dessus de la moyenne de la population des Institutions de l'Etat (soit environ 6.000 étudiants).

Nous avons défendu la thèse qu'il ne pouvait, en aucune manière, être question de fixer un pourcentage de subside de dédoublement linguistique. A l'appui de ce point de vue nous avons fait valoir les arguments suivants :

« La donnée fondamentale du problème qui doit être mise en lumière tout d'abord, c'est que toute initiative de développement prise dans les Universités de l'Etat doit statutairement être décidée ou approuvée par le Gouvernement; les incidences budgétaires en sont aussitôt enregistrées et les Universités libres en bénéficient automatiquement.

» En revanche, la seule limitation à laquelle les Universités libres se heurtent dans leurs initiatives de développement réside dans le plafond de leurs ressources; elles ne doivent pas soumettre leurs projets au Gouvernement.

» Tout cela est normal. Il devient au contraire très anormal que les Universités libres bénéficient, en plus d'un système de subvention tenant compte des accroissements budgétaires des Universités de l'Etat, de la possibilité de faire supporter par l'Etat les frais résultant de leurs initiatives autonomes.

» En conséquence, seuls peuvent être pris en considération des éléments de caractère objectif et indépendants de la volonté des Universités libres; à cet égard, seule la variation des populations estudiantines répond à ce critère.

» C'est la raison pour laquelle il ne peut être question d'accorder aux Universités libres une subvention motivée par le dédoublement linguistique. Celui-ci est le résultat d'une initiative — que d'ailleurs je n'ai pas à critiquer — des autorités académiques de Louvain et Bruxelles.

» D'ailleurs, le dédoublement linguistique et l'accroissement des populations estudiantines ne sont que les deux faces d'un seul et même phénomène. Les subsidier cumulativement aboutirait à faire supporter deux fois par l'Etat les mêmes frais.

» On ne sait si le Gouvernement s'est rangé à nos raisons; en fait *les pourcentages forfaitaires sont inscrits dans la loi sans aucune allusion à la base justificative des calculs.* »

Le Gouvernement – un autre – n'en restera pas là. La loi de 1971, sous l'impulsion d'un Ministre qui a bien des raisons de favoriser sa ville, *transforme le centre universitaire de Mons en Université. Il crée aussi un centre universitaire dans le Limbourg*, au sein duquel sont organisés des enseignements qui sont le prélude du développement d'une *Faculté des Sciences et d'une Faculté de Médecine* dans cette région. Sur le plan budgétaire, la menace qui pèse sur les Universités de l'Etat se précise donc de manière de plus en plus inquiétante.

*On voit le danger d'une semblable situation. Il est grand temps que l'on trouve un mode d'intervention de l'Etat dans le financement de toutes ces institutions qui ne soit plus calculé sur des pourcentages des crédits de fonctionnement des Universités de l'Etat* <sup>(1)</sup>.

Ce que l'on retiendra en tous cas de cette funeste loi de 1965 est qu'elle a ruiné, et pour longtemps, la véritable coopération universitaire. D'autres, venues depuis 1971 certaines rédigées par la peur qu'inspiraient quelques irresponsables, n'ont pas amélioré le climat <sup>(2)</sup>.

\* \* \*

#### *Simplification des postes budgétaires.*

Dans le domaine des budgets, notre deuxième objectif est la simplification des postes budgétaires et l'ouverture d'un compte pour ordre.

En 1963, les crédits ordinaires sont répartis en 16 rubriques. Chacune d'elles correspond à des dépenses de type déterminé. La classification est très stricte : il n'est pas possible d'utiliser un excédent éventuel de crédit pour couvrir des dépenses correspondant à une autre rubrique en déficit. On est enfermé dans des carcans. Et le système, outre l'inconvénient de sa rigidité excessive, va à l'encontre des intérêts de l'Etat : il incite à dépenser facilement

<sup>(1)</sup> Le problème est rencontré dans le chapitre de la politique scientifique.

<sup>(2)</sup> Il n'y a guère, je rencontre un Ministre socialiste de ce Gouvernement, *Professeur dans une Université de l'Etat*. Et comme je lui expose que la loi de 1971 qu'a fait voter le Gouvernement auquel il appartient devait gravement perturber le fonctionnement des Universités de l'Etat, il me répond :

« Mon cher, j'étais si occupé dans mon département que je n'ai même pas eu le temps de la lire. »

Telle est l'incurie d'un Ministre représentant un parti politique qui se veut défenseur de l'enseignement officiel.



dans les rubriques bien garnies et contraint l'Etat à voter des crédits supplémentaires pour couvrir le déficit des autres <sup>(1)</sup>.

Les interventions opiniâtres que nous avons faites pour améliorer cet état de choses sont foison. En 1967, nous avons obtenu une très modeste simplification des inscriptions budgétaires : au lieu de 16 rubriques, il n'y en a plus que 13 !

Les Universités de l'Etat disposent de budgets qui n'échappent pas à l'annalité. Les Universités libres, au contraire, reçoivent les subsides accordés pour une année déterminée : elles peuvent le dépenser totalement ou non ; c'est leur affaire. Nous avons beaucoup plaidé pour que soit réparée cette injustice. La loi du 1<sup>er</sup> août 1960 nous donne satisfaction. Elle porte, en son article 55bis :

Les reliquats des crédits prévus annuellement au budget du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture, pour les Universités de l'Etat, sont versés à la clôture de l'exercice, au budget pour ordre, à un compte ouvert en faveur de chaque Université. Ces reliquats gardent la même destination que les crédits dont ils proviennent.

\* \* \*

#### *Distribution du budget ordinaire.*

Le troisième point relatif aux budgets est la distribution du budget ordinaire.

En ce qui concerne le personnel, il apparaît au tableau de la page 420 que le rapport de son coût au budget ordinaire total passe de 72 % en 1953 à 56 % en 1962 pour se situer à 67 % en 1971.

Une autre donnée importante est le rapport entre le nombre des membres permanents du personnel scientifique à l'ensemble de ce personnel ; ce rapport qui est de 52 % en 1971 tend à s'accroître *dangereusement* depuis que la loi (a.r. avril 1965) prévoit la possibilité, pour les assistants, après au moins quatre années de service, de devenir premier assistant, grade qui correspond à une fonction permanente. Si dangereusement, que notre Conseil a mis au point, avec plus ou moins de bonheur, une politique visant à maintenir un certain équilibre entre permanents et temporaires. Car le danger,

(1) Feuilletons d'ajustement pour couvrir les postes incompressibles, mais insuffisamment pourvus (consommation de gaz, électricité, mazout, charbon, téléphone, par exemple).

c'est d'arriver à une situation où il n'y aurait plus que des agents « permanents » ce qui serait tout à fait contraire au rôle que doivent jouer les études de 3<sup>e</sup> degré dans la société. Le fait de remplir pendant quelques années les fonctions d'assistant avant d'exercer un métier dans l'enseignement secondaire, dans l'industrie ou ailleurs, est un mode de perfectionnement hautement utile; il serait très regrettable que l'Université ne puisse plus assumer cette mission formatrice. D'autre part, surtout dans les services des candidatures, il n'est pas indiqué de disposer d'un état-major de « permanents » dont certains risquent de se scléroser, ce qui ne peut avoir qu'une influence néfaste sur la qualité des enseignements et des travaux pratiques.

Les pouvoirs politiques ont, depuis quelques années – sous la pression des syndicats – cherché à « assurer la carrière du chercheur ». C'est fort bien, mais un jeune licencié, admis comme assistant n'est pas encore un chercheur. Il le deviendra peut-être, s'il fait des recherches avec un esprit et un comportement adéquats, mais nul ne peut l'affirmer avant de l'avoir vu au travail. Et, surtout dans certaines disciplines du domaine des Sciences exactes et naturelles, il faut souvent six ans avant de le savoir !

D'autres jeunes diplômés ne manifestent que peu ou pas d'aptitude aux recherches, mais possèdent par contre des qualités didactiques incontestables et précieuses. Le Conseil d'Administration a prévu ces cas en admettant que l'on attribue à ces jeunes gens le titre d'« assistants d'enseignement ». Il peut se présenter aussi que de jeunes diplômés possèdent des aptitudes particulières à l'exécution de techniques compliquées – sans pour cela souhaiter faire des recherches – techniques qui ne peuvent être effectuées par des techniciens ou des techniciennes parce qu'elles exigent des connaissances supérieures. Le Conseil a également prévu ces cas en acceptant que des postes d'assistant soient le cas échéant de « haute technicité ».

Lorsque l'on fait la somme de ce que coûte le personnel de toutes catégories et le coût des inéluctables dépenses d'intérêt général <sup>(1)</sup>, on arrive à constater qu'une partie importante du budget échappe à toute ventilation. Le reste est à distribuer entre les services. Ce

<sup>(1)</sup> Il s'agit des frais d'entretien, consommations, honoraires, frais administratifs et généraux, équipements, loyers d'immeubles, mobilier, transport et déplacements.



qui se fait selon des normes dans l'établissement desquelles les Doyens et Délégués des Facultés jouent un grand rôle. Certaines années fastes, il est arrivé au Conseil de disposer d'une « réserve ». La politique a été, dans ce cas, de choisir dans chaque Faculté un savant indiscuté, de lui demander s'il a des souhaits particuliers et pourquoi. Il vient s'expliquer au Conseil et reçoit un crédit approprié. C'est ainsi que notre Université lance notamment, à l'Institut d'Astrophysique, les recherches spatiales qui ont pris depuis une extension considérable et ont grandement contribué à la réputation des chercheurs de cette Institution.

## 2. — *L'Action auprès des Conseils nationaux de la Recherche*

### CRÉATION DE LA « COMMISSION NATIONALE DES SCIENCES » - SES EFFETS.

En 1956, la situation des Universités connaît, en Belgique, de sérieuses difficultés dans tous les domaines. Le problème est rencontré dans le chapitre III en ce qui concerne les constructions. Mais nous manquons aussi de crédits, de personnel, d'autonomie dans maints secteurs. J'en entretiens le Roi au cours de plusieurs audiences et Son désir de toujours bien comprendre les problèmes, Le conduit à me poser des questions précises auxquelles je suis embarrassé de répondre parce que nos revendications, si profondément ressenties qu'elles soient, ne reposent pas sur des données assez clairement démontrées.

Je m'en ouvre à mon ami Jean Willems, Vice-Président et Directeur du Fonds National de la Recherche Scientifique. Nous arrivons à cette conclusion qu'il est indispensable de créer, en Belgique, une « table ronde » pour étudier les problèmes posés par l'Enseignement supérieur, la Recherche scientifique et l'accroissement continu du nombre d'étudiants. Nous établirions ainsi un inventaire réel de nos besoins.

Jean Willems est un homme hors du commun. Son dynamisme est exceptionnel. Il possède une aptitude particulière à analyser les événements, à choisir les voies les plus sûres et à prendre sur le champ des décisions lucides et vigoureuses. Désigné comme Directeur du FNRS peu après sa création, en 1928, il conduit, avec une grande clarté de vues, une politique scientifique d'avant-garde qui rend au pays des services éminents. Sitôt Recteur de l'Univer-

sité de Liège, je suis amené à avoir de très nombreux contacts avec lui. Nos identités de vues dans bon nombre de problèmes sont à l'origine de relations très amicales qui ne connaissent aucune ombre jusqu'à sa mort. C'est sans doute parce que nous faisons généralement front ensemble dans les combats que nous livrons pour développer la recherche scientifique dans notre pays que l'on nous appelle « Les Caïds » !

Mais j'en reviens au projet de la table ronde. Aidé par Willems, les très nombreuses relations qu'il entretient dans tous les milieux, par son « flair » et son aptitude remarquable à distinguer l'essentiel des problèmes, à profiter des vents favorables, nous arrivons à mettre sur pied une « *Commission Nationale des Sciences* ». Nous proposons à M. Achille Van Acker, Premier Ministre, de la créer. Celui-ci comprend immédiatement l'intérêt d'une telle commission et, comme on en est alors au désir de marquer la reconnaissance du pays à tous les membres de la Famille royale, il applaudit à l'idée d'en offrir la présidence au Roi Léopold. Ce choix doit donner aux travaux projetés une certaine dimension et écarter le souci des appartenances politique ou linguistique du Président.

La « *Commission Nationale pour l'étude des problèmes que posent à la Belgique et aux territoires d'outre-mer les progrès des sciences et leurs répercussions économiques et sociales* » <sup>(1)</sup> est instituée par arrêté royal, le 17 janvier 1957. Sa Majesté le Roi Léopold en accepte la présidence. Elle dépose son message fin 1958 et le 12 janvier 1959, le Roi Léopold remet à Gaston Eyskens, Premier Ministre, son rapport final.

Les domaines abordés par cette Commission sont fort divers : eaux, gisements métallifères, pétroles, gaz naturel, exploitation des ressources de la mer, production forestière, Académies, mais un intérêt particulier s'attache aux problèmes de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La méthode utilisée consiste à désigner des « *groupes de travail* », composés d'un nombre *restreint de mem-*

<sup>(1)</sup> Outre le Président, elle comprend vingt membres : les Recteurs des quatre Universités et de la Faculté Polytechnique de Mons, le Commandant de l'Ecole Royale Militaire, les Secrétaires généraux des Ministères des Affaires économiques et de l'Instruction publique, le Vice-Président et Directeur du FNRS, le Directeur de l'IRSIA, de l'IRSAC, de l'INEAC, des Représentants des Académies, le Commissaire à l'Energie atomique, l'Administrateur général des Colonies, le Directeur de l'Observatoire de Belgique, le Conseiller aux affaires nucléaires au Ministère des Affaires étrangères.



*bres compétents dans chaque domaine considéré. Ce sont ces membres, eux-mêmes, qui choisissent, après une discussion préliminaire, celui d'entre eux qui rédigera un avant-projet de rapport. Ce projet est généralement condensé le plus possible, présenté rapidement, discuté, amendé, approuvé, puis soumis à la « Commission Nationale ». Adopté par celle-ci, il fait alors l'objet d'une recommandation au Gouvernement, courte et précise.*

La Commission dispose, pour la mise au point des textes, d'un Secrétaire général, Monsieur Y. de Hemptinne <sup>(1)</sup> et de trois secrétaires dactylos <sup>(2)</sup>. Ce secrétariat est chargé de la coordination des travaux des « groupes de travail » et de la « Commission Nationale ». Les « recommandations » sont adressées au Gouvernement, au fur et à mesure de leur approbation par la Commission <sup>(3)</sup>.

La « Commission Nationale » présente ainsi, après deux ans de travail (1957-1959), dix-neuf recommandations.

L'un des groupes les plus actifs est sans conteste celui des « Universités », composé des Recteurs et du Secrétaire général du Ministre de l'Instruction publique. Pendant deux ans, il siège, en principe, chaque semaine. Il rédige douze rapports et recommandations dans les domaines de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en Belgique.

L'entente, entre ses membres, est excellente. Recourant de temps en temps à l'avis d'experts pour des problèmes particuliers, ce groupe établit sur des bases solides des rapports brefs, dégagés de toute préoccupation politique, des bilans précis de la situation et les correctifs qu'il convient d'y apporter.

*Ces travaux marquent assurément un tournant décisif dans l'histoire de nos Universités. En un temps record, ils ont posé tous les problèmes importants. Et, ce qui est essentiel, le Gouvernement belge a donné, dans les délais les plus courts, une suite favorable à la plupart des propositions faites par la Commission.*

Je suis chargé de rédiger « un projet de rapport final en guise de conclusions ». Je m'acquitte bien volontiers de cette tâche. Nous nous rendons compte, en effet, que si nos études rencontrent quel-

<sup>(1)</sup> Détaché de l'UNESCO pour la circonstance.

<sup>(2)</sup> Dont les traitements sont pris en charge par la Fondation Francqui.

<sup>(3)</sup> Ensemble, rapports et recommandations, sont réunis dans un volume de 500 pages, publié par le Gouvernement.

ques objectifs immédiats, ils laissent dans l'ombre – faute de temps – des questions moins urgentes mais importantes; dès lors, la formule de la « Commission Nationale » doit, de quelque manière, *se prolonger dans l'avenir sous la forme d'une organisation « du même genre » mais dont le caractère sera permanent* <sup>(1)</sup>. Cette proposition discutée, mise au point, est la partie essentielle du rapport final de notre groupe et porte le titre « *Rapport sur l'organisation de la recherche scientifique en Belgique et sur la Politique Nationale de recherche* ».

L'introduction situe ainsi le problème :

La puissance économique des nations et le niveau de vie de leurs populations sont étroitement liés au progrès technique, donc au développement de la recherche scientifique.

Il est donc tout naturel que, dans le cadre d'une politique nationale de la recherche, les principes d'organisation et de coordination des services de recherche soient au centre même des préoccupations d'une Commission qui fut instituée par le Gouvernement pour l'étude des problèmes que posent à la Belgique et aux territoires d'outre-mer les progrès des sciences et leurs répercussions économiques et sociales.

Si les résultats des travaux scientifiques fondamentaux font, sauf exception, l'objet de publications largement diffusées dans le monde, il est néanmoins certain que si la Belgique veut rester dans le concert des pays scientifiquement et techniquement développés, elle ne peut se contenter d'enregistrer les progrès accomplis ailleurs, mais doit résolument s'organiser pour apporter au mouvement général un concours plus actif.

Le pays n'en récoltera pas seulement des avantages économiques mais sociaux, car le développement des sciences et des techniques ne peut se concevoir sans accroissement du nombre de chercheurs; cet accroissement – en corrélation étroite avec le niveau culturel de la population – entraînera des conséquences heureuses pour toutes les couches de la société.

En vue de suggérer les grandes lignes d'une réforme susceptible de permettre à notre pays de mettre sur pied et d'entretenir une politique scientifique, il convient, croyons-nous, d'examiner d'abord quelle est la situation actuelle, quelles en sont les lacunes et les carences les plus criantes, afin d'en analyser les causes et de chercher les remèdes.

(1) Beaucoup d'autres pays ont créé déjà des organes appropriés pour l'élaboration d'une Politique Scientifique de la Nation. Le Royaume-Uni possède l'« *Advisory Council on Scientific Policy* », les USA : la « *National science Foundation* », la France : le « *Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique et du Progrès Technique* ».



Le temps limité dont a disposé la Commission nationale des Sciences pour l'accomplissement de sa tâche ne lui a guère permis d'analyser tous les aspects du problème, ni de proposer des solutions complètes sur tous les points.

Ses travaux, portent dès lors, par priorité, sur les conditions fondamentales d'un renouveau scientifique dans notre pays.

Les réformes structurelles proposées dans le présent rapport constituent la condition première d'un tel renouveau. Les résultats de ces réformes devront être surveillés au fur et à mesure que se poursuit leur application. Ce sera au « Conseil national de la recherche et de l'enseignement supérieur » dont la création est proposée par ailleurs, et dont la Commission nationale des Sciences aura été en quelque sorte la préfiguration, qu'il appartiendra de mettre au point progressivement, les méthodes de coordination et d'expansion de la recherche scientifique dans notre pays.

#### MANQUE DE COORDINATION DANS LA RECHERCHE EN BELGIQUE ET CRÉATION DU « CONSEIL NATIONAL DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE ».

Nous l'avons senti tout au long de nos travaux, à côté des causes habituelles de sous-développement qui frappent, dans une mesure variable, toutes les institutions subventionnées par l'Etat (insuffisance de crédits, d'autonomie, de personnel), le manque d'une ligne directrice dans l'effort national pour la promotion de la recherche nous paraît une menace redoutable.

Au niveau des Etablissements scientifiques et des Stations expérimentales de l'Etat, faute d'aide technique ou administrative, les recherches sont abandonnées, les contacts avec les Universités, rompus, l'enlisement dans la routine devient presque fatal.

Là où la recherche est patronnée, c'est un manque d'organisation dans le financement que l'on peut déplorer. Une série de Fonds ont été créés pour répondre à des besoins précis. Leurs interventions, non coordonnées, risquent de faire double emploi.

Infiniment plus grave, enfin, est le danger de certaines initiatives ministérielles. Dans les budgets de plusieurs ministères (Instruction Publique, Santé, Intérieur, Affaires Economiques, Agriculture), apparaissent, de plus en plus fréquents au fil des ans, des « *subsidies à la Recherche* ». On se réjouirait de l'intérêt que les Départements portent à la Science si ces subsides n'étaient la cause de désordres et souvent, de véritables abus.

Certains Ministres accordent, pour des raisons souvent obscures pour les non-initiés, des subventions pour une « certaine » recherche, à une « certaine » personne ou à un « certain » groupe de personnes. Bon nombre de ces inscriptions budgétaires servent à commanditer des « Centres nationaux de recherches », dont les uns sont très secrets, d'autres, parfois factices. Le premier de ces Centres, appelés « interuniversitaires de recherches » a été créé par un Professeur d'Université occupant, *ad interim*, les fonctions de Directeur général au Ministère de l'Instruction publique et qui souhaitait trouver, en dehors de l'Université, des subsides de recherches pour son service. Un arrêté royal du 11 juillet 1955 officialise l'octroi des subventions à ces Centres. Il spécifie qu'est *réputé centre interuniversitaire de recherches, une association indépendante de chercheurs dont les membres, recrutés parmis trois au moins des Instituts de haut enseignement et de recherche du pays, se proposent de réaliser, en commun, un programme de science pure.*

Il va de soi qu'il est aisé, pour un chercheur appartenant à une institution donnée, de trouver dans d'autres institutions des collègues disposés à partager avec lui les subsides obtenus. Présenter un programme n'est évidemment pas une difficulté. Bien rédigé par un chercheur qui « connaît le Ministre » ou qui appartient au même groupe politique que lui, le dossier devient un « bon dossier »... et le Ministre accorde les crédits. Les chefs des établissements dont ces chercheurs favorisés font partie ignorent généralement la situation; il en résulte une répartition faussée et anarchique des subsides.

Nous sommes très heurtés par cette dispersion souvent « partisane » des efforts et conscients des risques qu'elle présente. Des organes permanents de « coordination et d'élaboration d'une politique de recherche » nous paraissent dès lors indispensables et nous proposons au Gouvernement de créer :

- 1° Un « Conseil National de la recherche et de l'enseignement supérieur », organe consultatif du Gouvernement, indépendant du pouvoir exécutif, comprenant des membres représentatifs des milieux intéressés : Enseignement supérieur, Académies, Etablissements scientifiques et Stations expérimentales de l'Etat, grandes Fondations et Institutions subventionnant les recherches du secteur économique et social. Pour la première fois, en Belgique, un organisme centralisé serait saisi de la totalité des



problèmes de la recherche scientifique et apte à suggérer des solutions tenant compte de l'ensemble de la situation et de tous ses aspects.

- 2° Un « *Comité Ministériel de la Coordination de la recherche scientifique* » présidé par le Premier Ministre et groupant les Ministres dont les budgets comportent des postes de recherche scientifique ou d'enseignement supérieur.
- 3° Une « *Commission scientifique interministérielle* », qui est une projection administrative du Comité ministériel.

Si les rôles du Comité ministériel et de la Commission interministérielle sont aisés à discerner, nous nous attacherons à préciser très soigneusement celui du « *Conseil national de la recherche et de l'enseignement supérieur* » : nos propositions seront retenues par le Gouvernement et c'est sur leur base que l'arrêté royal du 16 septembre 1959 déterminera les compétences du « *Conseil National de la Politique Scientifique* ».

Le Premier Ministre Eyskens, dans le discours qui suit la remise des rapports de la Commission Nationale des Sciences, déclare :

Le Gouvernement se saisit aujourd'hui de vos résolutions. Il réunira dans peu de jours le Comité ministériel de la Politique scientifique dont les travaux seront menés sans désespérer. Il désire pouvoir communiquer prochainement les premières décisions gouvernementales prises sur vos recommandations.

La promptitude des réactions du Gouvernement comble nos vœux. Je n'en suis point étonné, car dès novembre 1958, M. Harmel, Ministre de l'Instruction Publique dans le Gouvernement Eyskens, apprenant que je suis chargé de rédiger un rapport d'ensemble sur le problème de l'enseignement supérieur et de la recherche, me demande de lui exposer les conclusions sur lesquelles nous allons déboucher. Il prend un intérêt certain à la création des trois organes de coordination.

Dès la fin de nos travaux, M. G. Eyskens le charge de l'étude de ces questions. Il s'ensuit entre le Ministre Harmel et moi-même de longs échanges de vues qui conduiront à la rédaction de deux arrêtés royaux datés du 16 septembre 1959. L'un, relatif à l'organisation de la *Politique scientifique*, crée le « *Comité ministériel* », la « *Commission interministérielle* » et le « *Conseil national de la Politique scientifique* », définit leur mission et leur composition;

l'autre fixe le statut du Président, du Secrétaire général et du personnel du « *Conseil national de la Politique scientifique* ».

On aura remarqué que l'expression « *Politique scientifique* » est utilisée plutôt que « *Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique* ». Je défends cependant avec une certaine obstination la dénomination proposée par la Commission nationale parce que je trouve important que soit explicitement et indissolublement liés la recherche et l'enseignement supérieur. Dans la proposition Harmel, la liaison est escamotée. Le terme « *Politique scientifique* » me paraît imprudent : l'efficacité d'une « *Politique scientifique* » dépend de l'interprétation qu'on donne à l'expression.

Dans l'ensemble, mis à part l'intitulé, les mesures prises par l'arrêté sont conformes à l'esprit de la recommandation de la Commission nationale. L'a.r. précise bien que la mission du Conseil est :

1° d'étudier, en liaison étroite avec les Universités et les établissements d'enseignement supérieur assimilés aux Universités, et de proposer la conduite à suivre pour promouvoir le développement adéquat des établissements de haut enseignement en rapport avec les besoins de la Nation, l'expansion de la recherche et l'augmentation du nombre des étudiants;

2° de tenir à jour une information complète sur les services de recherche du pays ainsi que sur les travaux qui y sont effectués;

3° de proposer les moyens à mettre en œuvre en vue de créer les conditions favorables à la promotion et à la coordination efficaces des activités de recherche scientifique, tant dans le secteur économique que dans le secteur académique;

4° de concevoir un programme général d'expansion des recherches aussi bien dans les sciences humaines que dans les sciences naturelles et exactes et d'en indiquer les voies et moyens dans le cadre du produit national;

5° de formuler, pour l'élaboration du budget de l'Etat, les suggestions tendant à adapter aux besoins le financement des activités de recherche scientifique;

6° d'étudier les conditions d'efficacité de la recherche;

7° d'étudier les moyens de coordonner la diffusion des résultats de la recherche;

8° de conseiller le Gouvernement en ce qui concerne la participation de la Belgique aux activités scientifiques internationales.



Ensuite, afin que soient bien précisées les relations entre le Conseil, le Comité et la Commission, l'arrêté royal dit :

*Art. 15.* — Le Comité consulte le Conseil sur toute question intéressant la Politique Scientifique de la Nation.

*Art. 16.* — Le Conseil peut formuler des vœux et recommandations sur toute question intéressant la Politique Scientifique de la Nation. Ces vœux et recommandations sont soumis au Premier Ministre, qui en saisit le Comité ou les Ministres intéressés.

*Art. 19.* — Les Ministres tiennent le Conseil informé de l'action menée dans leurs départements respectifs en matière de Politique Scientifique; ils lui fournissent les renseignements qu'il leur demande *sur cette action*. La Commission tient le Conseil informé de ses travaux et lui fournit les renseignements qu'il lui demande sur ceux-ci.

L'arrêté royal du 16-9-1959 précise la composition du Conseil en suivant de près les recommandations de la Commission nationale <sup>(1)</sup>. Mais il crée, outre un Premier Vice-Président, quatre Vice-Présidents, un Comité d'« Experts scientifiques » et un « Comité de liaison Industrie-Université ». Il institue un « Bureau » comprenant le Président, le Premier Vice-Président, les quatre Vice-Présidents, le Président du « Comité d'Experts scientifiques » et celui du « Comité de liaison Industrie-Université ».

Ce sont d'heureuses mesures.

#### *Incidents au CNPS.*

Le Ministre Harmel tient essentiellement à ce que le « Secrétariat général » de ce Conseil soit confié à son ancien Chef de Cabinet André Molitor <sup>(2)</sup>. Etant donné l'appartenance politique du futur Secrétaire général, que l'on range à « droite », il apparaît inévi-

<sup>(1)</sup> Le Conseil comprend 27 membres au plus, dont un président, un premier vice-président, quatre vice-présidents, le président du Comité d'experts scientifiques et le président du Comité de liaison Industrie-Université. Tous les membres sont nommés par le Roi. Ils sont choisis « parmi les personnalités hautement représentatives de la recherche scientifique, de l'enseignement supérieur et des milieux économiques et sociaux qui y sont intéressés ». « Ils seront notamment choisis parmi les personnalités les plus représentatives des Universités et des établissements d'enseignement supérieur assimilés aux Universités, des Académies royales, du FNRS, de l'IRSIA, de l'IISN, des établissements scientifiques et des stations expérimentales ». « Les membres du Conseil y siègent à titre individuel et non comme mandataires ou délégués des institutions ou organismes auxquels ils appartiennent ».

<sup>(2)</sup> Qui connaît à ce moment quelques difficultés de carrière dans l'administration du Ministre de l'Instruction publique, à cause de la promotion de M. Darimont, ancien chef de Cabinet du Ministre Collart, au poste de Directeur général.

table (dans notre pays) que le futur Président soit plutôt à « gauche ». Je suppose que c'est de ce côté que l'on me classe, car le Ministre m'offre la présidence du Conseil. Il est vrai qu'au sein de la « Commission nationale », mon rôle a été prépondérant dans la création de ces organes de la Politique scientifique. Les choses ne seront pas aussi simples : Monsieur Molitor est « francophone » et le Président proposé du Conseil est le Recteur de Liège. Il est né en Flandre et bilingue. Peu importe : des polémiques surgissent qui empoisonnent l'atmosphère.

La presse néerlandophone engage le combat : le Gouvernement prend peur. Le Ministre Harmel suggère une échappatoire : on nommera un Président flamand, dont le titre serait seulement honorifique ; je le seconderais en faisant la besogne. Ayant le tempérament d'être un responsable plutôt qu'un instrument, j'abrège le dialogue et pour ne pas embarrasser plus longtemps le Ministre, je lui écris, le 3 juillet 1959, une lettre de renonciation.

*Liège, le 3 juillet 1959.*

*Mon cher Ministre,*

*Lorsque vous m'avez fait savoir que vous me proposeriez au Roi pour remplir les fonctions de Président du Conseil National de la Politique scientifique, j'ai accepté votre offre parce qu'il y avait là une mission à remplir, dont je mesurais l'ampleur, sans méconnaître les difficultés qu'il ne me déplaisait pas d'affronter.*

*Si j'entendais rester prudent sur les chances que j'avais de réussir, j'avais du moins la certitude de posséder assez d'énergie, de persévérance et de foi pour croire en cette mission.*

*Je vous l'ai dit. Vous m'avez cru.*

*Hélas, depuis, divers événements ont entamé ma ferveur.*

*Depuis que mon nom a été mêlé à cette affaire, personne ne m'a interrogé sur la façon dont j'envisageais la mission qui me serait confiée. On se plaît seulement à entourer le futur Conseil, et plus particulièrement le Président et le Secrétaire Général proposés, de considérations politiques et linguistiques, qui n'ont rien à voir avec le problème.*

*Pour réussir, il nous faut tout d'abord la confiance de ceux avec lesquels il faut construire.*

*Il faut reconnaître que c'est un triste départ.*

*Pour une fois que, dans ce Pays, on aurait pu construire un édifice permanent à l'abri des influences mouvantes de la Politique, à la hauteur du noble but à poursuivre, avec le concours d'hommes compétents, je sens que,*



*progressivement, tout s'embourbe dans un climat d'intrigue, de méfiance et de suspicion. On avait pourtant créé jadis, une Commission Nationale des Sciences, d'un seul coup, presque sans consultations, et sa composition, qui ne fit guère l'objet de critiques, conduisit à de constructives solutions.*

*Vous savez, vous, mieux que quiconque, Mon Cher Ministre, combien la tâche à accomplir par le nouveau Conseil sera lourde et difficile. Elle requiert au départ la mise en place d'un Président et d'un Secrétaire Général à qui il convient que l'on fasse confiance, sans restriction.*

*Je crois, avec tout ce que je sais – et tout ce que je ne sais pas – que nous sommes loin de compte, et cela est grave pour le démarrage d'une institution aussi délicate que celle que vous vous efforcez de créer, avec tant de persévérance.*

*Je vais donc vous demander de me laisser où je suis – j'allais dire « dans mon village » –; de là aussi je puis rendre service à ce Pays, tout d'abord en poursuivant la tâche entreprise, et puis, si vous le souhaitez, en vous aidant dans n'importe quelle autre perspective que celle que vous m'avez fait l'honneur de me proposer.*

C'est M. Massart, professeur à l'Université de Gand qui, en octobre 1959, est désigné comme Président. Biochimiste distingué, il n'est guère familiarisé avec les problèmes d'administration de la recherche. Le Ministre insiste pour que j'accepte la première vice-présidence et j'accède à son désir.

Pendant les assises de la Commission nationale des Sciences, les membres du groupe de travail, venus cependant de tous les points de l'horizon, se sont dégagés de leurs intérêts particuliers pour ne considérer que les intérêts supérieurs de la Nation. Un tel état d'esprit a créé une atmosphère à la fois sereine et stimulante qui a largement contribué à l'efficacité des actions entreprises. Ces conditions privilégiées ne se retrouvent hélas plus au niveau du Conseil national de la Politique scientifique. Il connaîtra un malaise permanent. En font foi les nombreux arrêtés royaux <sup>(1)</sup> qui modifient sa formule initiale. Leur fréquence, qui augmente avec le temps, révèle à tout le moins un dangereux manque de stabilité.

Pourquoi ce décevant départ d'un organisme conçu cependant dans l'enthousiasme et qui a devant lui de grands objectifs ?

<sup>(1)</sup> A.R. du 20-12-1959 (P. Harmel, Ministre de l'Instruction publique); 17-4-1963, 25-8-1965, 12-4-1966, 11-5-1966, 27-12-1967 (Th. Lefèvre, premier ministre, chargé de la coordination de la politique scientifique); 14-8-1968, 23-9-1968 (Th. Lefèvre, ministre de la politique et de la programmation scientifiques).

1<sup>o</sup> Les Recteurs des Universités de l'Etat ressentent une certaine méfiance vis-à-vis de ceux des Universités libres : alors que, pendant les travaux de la Commission nationale des Sciences, la collaboration a été générale, effective et empreinte de beaucoup de fraternité, le ciel s'obscurcit brusquement. C'est qu'au moment où le Gouvernement s'apprête à appliquer les recommandations de la « Commission nationale », des accords occultes sont conclus entre l'Université de Bruxelles et celle de Louvain qui s'efforcent d'obtenir du Gouvernement *des conditions financières meilleures que celles qui ont été prévues par la Commission*. Les Universités de l'Etat ne sont ni averties, ni consultées <sup>(1)</sup>. L'un jouant de ses appuis « à gauche », l'autre de ses appuis « à droite », ils effectuent une telle pression sur le Gouvernement que le Ministre de l'Instruction publique, M. Ch. Moureau, dépose, au début de 1960, un projet de loi, que je me vois obligé de combattre sur plusieurs points.

Dans ce projet, la « maîtrise de l'ouvrage » des Universités de l'Etat est accordée de façon inapplicable (voir partie 3, p. 185); les avantages financiers accordés aux établissements subsideés dépassent notablement ce que nous avions prévu d'un commun accord; dans le texte de loi, sont introduites des Institutions à subsidier indépendamment, alors qu'elles font partie intégrante, depuis toujours, d'Universités libres; le FNRS est inconcevablement désavantagé. Tout ceci suscite une atmosphère de suspicion et pèse lourdement sur la sincérité et l'efficacité des échanges de vues entre les Recteurs dans les réunions des organes du CNPS.

2<sup>o</sup> L'arrêté royal qui crée le CNPS prévoit (art. 38) que, trois fois par an, le Bureau du Conseil et le Comité interministériel, convoqués par le Premier Ministre, tiennent une réunion commune pour délibérer des grandes orientations de la Politique scientifique. Si je me souviens bien, une seule de ces réunions a lieu en dix ans, à tout le moins en ce qui concerne le bureau. Le Président Massart y est convoqué, seul, plusieurs fois <sup>(2)</sup>. Il doit assurément rendre compte, au bureau du Conseil, de ces échanges de vues. Il n'en fait rien.

<sup>(1)</sup> En date du 15 février 1960, je fais part de mes mécontentements aux Recteurs des Universités libres dont je déplore l'attitude.

<sup>(2)</sup> La possibilité pour le Comité interministériel de consulter seulement le Président n'a été introduite dans l'arrêté royal que le 17 avril 1963.



3° A de fréquentes occasions, le Président, étant donné le poste qu'il occupe, est amené à donner des avis à des personnes publiques ou privées sur l'un ou l'autre problème touchant l'Enseignement supérieur et la Recherche. Omettant de préciser qu'il donne ces avis à titre personnel, il engage le Bureau et le Conseil qu'il met, par cette attitude, plusieurs fois, dans des situations délicates.

4° Les travaux du « Conseil », du « Bureau », du « Comité d'experts », du « Comité de liaison Industrie-Université », de « Commissions » et de « Sous-Commissions » conduisent à la rédaction d'une foule considérable de rapports sur quantité de problèmes dont l'étude s'est engagée simultanément, sans hiérarchie dans les questions traitées et qui aboutissent à la production de mémoires imposants par leur volume, décevants par l'absence de concision. L'abondance de cette production désordonnée n'est pas faite pour impressionner favorablement le pouvoir politique. Ainsi, le CNPS ne fait assurément pas figure d'organisme de coordination.

5° Le Secrétaire général, André Molitor, appelé aux fonctions de Chef de Cabinet du Roi, est remplacé au CNPS, le 28 juin 1961 par Jacques Spaey, Docteur en Médecine de l'Université de Gand, qui a fait une carrière administrative et participe activement à la vie politique du pays. Intelligent, travailleur et courageux, il s'engage, au départ, dans ses nouvelles fonctions, avec prudence, ayant tout à apprendre dans le secteur de la Politique scientifique et considérant, à distance les « tensions » entre le Président et certains membres du Bureau. Bien que nous ayons attiré l'attention du nouveau Secrétaire général sur ce fait que, la période de rodage passée, il y a lieu d'être, désormais, plus exigeants dans la hiérarchie des problèmes à étudier et plus brefs dans les rapports que nous présentons, la situation, au lieu de s'améliorer, empire progressivement. Les rapports sont de plus en plus nombreux, de plus en plus longs. Il est manifeste que bon nombre de membres, du Bureau notamment, n'ont pas étudié les dossiers que l'on discute aux séances. C'est devenu d'ailleurs une charge écrasante.

En 1964, je siège au CNPS depuis cinq ans, je me suis déplacé une ou deux fois par semaine pour participer aux réunions et je dois bien constater que les résultats positifs sont dérisoires. Comparé à ce qui a été réalisé, en deux ans, par la « Commission nationale des Sciences », présidée par le Roi Léopold, le bilan du CNPS est sans commune mesure avec les efforts consentis.

6° Une série d'incidents viennent mettre le comble à notre ran-cœur : la Fondation cardiologique Princesse Liliane manque de fonds. M. Janne et M. Massart s'efforcent d'en trouver. Tout peut s'arranger si l'on crée un « Institut international de Sciences biologiques »... que subsidiera la Fondation. Il s'agit d'un Institut patronné par l'UNESCO, mais qui serait *essentiellement financé par la Belgique*. Il convient dès lors que le CNPS soit amené à donner son avis. M. Massart se contente de donner le sien. Sur quoi, Théo Lefèvre – qui ignore, à ce moment, les nombreux contacts qu'a eus M. Massart à Argenteuil et qui croit par ailleurs que le Président du CNPS a consulté son Conseil – donne son accord à l'UNESCO. Nous voici donc projetés sans notre consentement et à notre insu dans une aventure qui méritait sans doute quelque réflexion. Interpellé par moi, lors d'une séance du Bureau du CNPS, M. Massart affirme contre toute évidence ne rien connaître de cette affaire.

Ecœuré, je quitte la séance. J'adresse ma démission au Premier Ministre, Théo Lefèvre, chargé de la coordination de la politique scientifique, en date du 13 mai 1964.

Elle est ainsi libellée :

*Monsieur le Ministre,*

*J'exerce, depuis près de cinq ans, les fonctions de Premier Vice-Président du Conseil national de la Politique Scientifique.*

*J'ai conscience d'avoir collaboré avec intensité à cette Institution, malgré les lourdes charges que m'imposent, depuis onze ans, le Rectorat de l'Université de Liège et la reconstruction de l'Alma mater au Sart Tilman.*

*J'estime, après cette période d'essai déjà longue, devoir considérer que les efforts et le temps consacrés au Conseil de la Politique scientifique sont sans aucune mesure avec les résultats obtenus.*

*En conséquence, je vous prie de bien vouloir me décharger de mon mandat de Membre de ce Conseil.*

Moins d'un an après, M. Massart, qui n'a pas les relations les meilleures avec le Premier Ministre est désigné au Rectorat du Centre universitaire d'Anvers. L'intérim de la présidence du CNPS est assuré par M. Anciaux, gouverneur de la Banque nationale et l'un des Vice-Présidents de notre Conseil.



Le 2 décembre 1956, ces fonctions sont confiées à M. Jef Rens (<sup>1</sup>), spécialiste international du Travail et du Développement. A sa demande, j'accepte de siéger de nouveau au Conseil.

« Parachuté » dans de nombreux et inextricables problèmes, nouveaux pour lui, il prend ses fonctions dans des conditions assurément difficiles. Elles ne pourront cependant être efficaces que s'il existe, entre lui et le Secrétaire général, une confiance réciproque.

Mais Spaey, va progressivement faire du Conseil national de la Politique Scientifique, un « outil politique ».

Bénéficiant, à sa manière, des faiblesses du Président Massart, de l'impréparation, de la délicatesse et de la parfaite honnêteté des intentions de son successeur, Spaey va s'efforcer, avec une habileté consommée, de conduire le CNPS dans un sens conforme à ses *objectifs personnels*. Sachant, avec la vitesse de l'éclair, distinguer ce qui est important de ce qui ne l'est pas, tenace, vigoureux, pressé d'obtenir ce qu'il veut, il « force » les délibérations du Bureau du Conseil en rédigeant lui-même, avec la collaboration de son personnel, de volumineux rapports que les membres reçoivent quelques jours ou quelques heures avant la séance. Ils ont donc à peine le temps de les lire. Y sont glissés, avec habileté, un certain nombre de phrases-clés qui, demain, dans les mains du pouvoir exécutif, *isolées de leur contexte*, constitueront les points forts d'arrêtés ou de lois qui satisfont les idées de M. Spaey.

Le Secrétaire général a des moments de détente et de confiance, très rares il est vrai. Il se livre alors sans ambiguïté, par exemple, lorsqu'il me confie : « *Puisque le Ministère de l'Education nationale*

(<sup>1</sup>) Licencié en Sciences sociales et en Sciences économiques de l'Université de Bruxelles, Jef Rens, tout au long de ses études, a exercé à Anvers un métier manuel lui permettant de gagner sa vie. Grâce à une bourse, il complète sa formation sociologique à l'Université de Francfort. Ses qualités le désignent à l'attention des Premiers Ministres P. E. Janson et P. H. Spaak qui l'introduisent dans leur cabinet. Mais son sens de la fraternité humaine l'oriente vers les problèmes du Travail. En Belgique et bientôt sur le plan international, il joue un rôle de plus en plus important. Partout, il use de sa compétence et de son influence pour améliorer les conditions d'existence des travailleurs.

Il assurera pendant trois ans la présidence du CNPS pour rejoindre ensuite les domaines sociaux qui lui tiennent à cœur. Il est Président du Conseil national du Travail dès 1966. Il devient en 1968 Président du Conseil consultatif de la coopération au Développement et en 1972, Président du Centre national de Coopération au Développement.

est généralement aux mains « de la gauche », il convient que la Politique Scientifique soit et reste aux mains « de la droite ». Je trouve là l'explication d'un comportement dont j'ai, à de nombreuses reprises, ressenti les effets.

Une série d'incidents vont rendre ma collaboration à nouveau très pénible. En 1964, le bureau du CNPS élabore un rapport sur l'expansion universitaire. Il se base notamment sur des considérations démographiques et estime que, sauf peut-être à Anvers, il n'y a pas lieu de prévoir, pour l'instant, d'autres « Centres universitaires ». Lorsque le rapport du bureau est présenté au Conseil, un membre syndicaliste wallon plaide – sur des affirmations contraires aux résultats des études faites par le Bureau – pour un « Etablissement universitaire à Mons ». Et comme beaucoup de membres du Conseil, qui ne connaissent pas grand-chose aux problèmes universitaires, ne désirent pas contrarier le plaideur, une majorité se prononce pour Mons. Ainsi, en dix minutes, des mois d'efforts sont anéantis. Le Gouvernement trouvera, dans cet amendement de la dernière heure, de quoi justifier la création d'un « Centre universitaire » à Mons !

Afin de faire « passer » plus facilement son projet de loi <sup>(1)</sup>, M. H. Janne, Ministre de l'Education Nationale et de la Culture, propose que les nouveaux établissements créés, ou reconnus, comme Institutions universitaires le soient « à titre expérimental »... et pour que l'expérience puisse être suivie, il crée (art. 72 de la loi du 9 avril 1965), au sein du CNPS, une « Commission spéciale : Expansion universitaire » qu'il charge :

1. — De suivre l'application des mesures contenues dans la présente loi et de donner aux Ministres compétents tous avis que ceux-ci peuvent requérir.

2. — D'étudier les problèmes posés par l'expansion universitaire.

Elle déposera ses conclusions motivées relatives au 2<sup>o</sup> au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 1967.

Nous voilà donc encore embarqués dans une nouvelle entreprise hasardeuse. Naturellement, fin octobre 1967, nous ne sommes nulle part. Nous avons, il est vrai, envisagé certains aspects du

(1) Page 425 et suivantes.



problème. Nous les avons débattus sans oublier toutes les difficultés rencontrées au moment de la discussion de la loi de 1965, essayant prudemment de nous frayer un chemin dans le brouillard créé par le divorce de plus en plus marqué entre les Universités libres, soutenues par tous les politiciens et les Universités de l'Etat, qui ne sont soutenues par personne. Par ailleurs, au CNPS, de notables changements viennent empoisonner l'atmosphère. Plusieurs fois et à une cadence qui s'accélère, des arrêtés royaux y ont apporté l'une ou l'autre modification. Elles ne font, le plus souvent, qu'entériner une situation de fait. Elles tendent toutes vers le même but : *dépouiller le président du CNPS de toutes les initiatives et influences possibles et concentrer tous les pouvoirs dans les mains du Secrétaire général.*

Le décès de M. Seeldrayers, Secrétaire général du Ministère de l'Instruction publique, laisse vacant le poste de Président de la Commission interministérielle de la Politique scientifique : la CIPS. Jacques Spaey est désigné à ce poste alors que la « Commission nationale des Sciences » avait demandé – ce que confirme l'a.r. de 1959 – que cette présidence soit assurée par le *Secrétaire général du Ministère de l'Instruction publique* (art. 12). Jacques Spaey assume donc le secrétariat du CNPS et la présidence de la CIPS. La réunion de ces deux postes lui confère évidemment de grands moyens d'action sur la Politique scientifique.

De plus, il est créé un « *Bureau de la Commission* » de la CIPS non prévu en 1959, composé du Président et de deux Vice-Présidents, ce qui accentue la concentration des pouvoirs dans les mains de quelques-uns.

De 1961 à 1968, c'est le Premier Ministre qui a dans ses attributions la Coordination de la Politique Scientifique <sup>(1)</sup>. Déjà président de la CIPS et de son Bureau, qui sont des organes ministériels, Jacques Spaey, secrétaire général du CNPS devient aussi conseiller du Premier Ministre pour toutes les questions relatives à la Politique scientifique. Il est fréquemment « en mission » pour le Premier Ministre qu'il accompagne parfois, missions dont il n'a pas à rendre compte au Conseil. C'est lui qui prépare les discours du Premier Ministre sur tous les problèmes nationaux ou internationaux qui touchent au domaine de la Politique scientifique.

<sup>(1)</sup> M. Th. Lefèvre : 1961-1965; M. P. Harmel : 1965-1966; M. P. Van den Boeynants : 1966-1968.

On arrive à cette situation paradoxale que le secrétaire du CNPS, organisme indépendant du pouvoir exécutif est amené à jouer un rôle de plus en plus important dans le cadre du pouvoir exécutif. Dès lors, l'indépendance primitive du CNPS devient fort théorique.

Les membres du CNPS sont relégués au rang d'« outils » que l'on « orientera », prenant de leur travail ce qui convient au Gouvernement. Et, dans la mesure du possible, profitant de distractions, d'attitudes passives ou plus simplement du peu de temps dont ils disposent, en raison de leurs occupations professionnelles, on leur fera approuver des textes « à la sauvette » après y avoir ajouté « ce qui convient ».

Dépouillement du Président et des membres du CNPS de leurs prérogatives, concentration des pouvoirs dans les mains de M. Spaey seront encore favorisés par la mise en place d'un Ministre chargé exclusivement de la Politique et de la programmation scientifiques.

Dès 1968, Spaey est nommé Secrétaire général du « Ministre de la Politique et de la Programmation scientifiques » et passe donc sous l'obédience de celui-ci – tout en restant chargé de l'exécution des délibérations du CNPS et de son Bureau. Les membres du personnel du Conseil, qui ont été nommés en vertu de l'arrêté royal de 1959, sont ainsi transférés au service du Ministre de la Politique scientifique. Le Président du CNPS ne dispose donc plus, à partir de ce moment, que du personnel que le Ministre de la Politique scientifique veut bien mettre à sa disposition... C'est dans ce climat dont il faut s'accommoder que se poursuivent les travaux de la « *Commission spéciale : Expansion universitaire* » auxquels je reviens maintenant.

Pressé par le temps, tendu vers les options qu'il souhaite sans doute voir figurer dans notre rapport, voilà que, tout d'un coup, au début de 1968, le Secrétariat adresse aux membres de la « Commission spéciale » un document de 115 pages. *Quarante-cinq d'entre elles expriment des opinions qui ne sont pas celles des membres de la Commission spéciale*, soit que ceux-ci n'aient pas encore émis d'avis sur la question, soit que le débat ne soit pas clos, soit que, des positions ayant été prises, elles ne sont pas consignées dans le projet de rapport.

Il est une fois encore évident que ceux qui sont chargés du secré-



tariat de la Commission spéciale, n'ont pas limité leur intervention à la « conduite des études » qui leur sont demandées et à la relation objective des opinions et des avis qui sont exprimés par les membres de la Commission. Ce n'est assurément pas la première fois que des remarques de ce genre sont faites.

Enfin, sans doute pour prendre les devants de l'offensive, chaque fois qu'un document préparé par le CNPS présente un aspect politique, et c'est à coup sûr le cas ici, en raison des considérations développées sur le financement des Institutions, il se trouve aux mains de la Presse *avant* que nous ne le discussions, voire même, comme c'est le cas cette fois, *avant que nous ne l'ayons reçu* <sup>(1)</sup>.

Les vagues de dégoût déferlent les unes après les autres et je ne puis me résigner à une telle turpitude; je renonce donc à participer plus longtemps aux travaux de la Commission spéciale. Les Recteurs de Gand et de Bruxelles adoptent la même attitude.

Ces événements conduisent à un échange de messages entre P. Van den Boeynants, Premier Ministre, chargé de la coordination de la politique scientifique et moi.

12 février 1968.

Monsieur le Premier Ministre,

*Vous m'avez fait l'honneur, à plusieurs reprises, de me consulter sur les travaux du Conseil National de la Politique scientifique et, en particulier, sur ceux de la Commission Spéciale créée en vertu de l'art. 72 de la loi du 9 avril 1968 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire. Je me crois donc tenu de vous mettre au courant de ce qui s'est passé samedi 10 février dernier, au cours de la réunion de ladite Commission Spéciale.*

*J'ai été amené à devoir déclarer qu'il ne m'était plus possible de participer aux travaux de cette Commission et à refuser en conséquence, d'examiner le document CS/35 f du 1<sup>er</sup> février 1968 intitulé : « Avis et conclusions sur l'application des mesures contenues dans la loi du 9 avril 1965 ainsi que les problèmes posés par l'expansion universitaire ».*

*Les raisons de mon attitude résultent de deux considérations :*

*1<sup>o</sup> Depuis des années – et à de nombreuses reprises – j'ai attiré l'attention du Président et du secrétariat du Conseil National de la Politique*

<sup>(1)</sup> C'est ainsi que le rapport général que nous devons discuter ce samedi 10 février (et qui arrive au Rectorat de l'Université le lundi 5 février) est déjà en possession des journaux *Le Soir* et *La Libre Belgique*, le vendredi 2 dans l'après-midi.

scientifique sur le fait qu'il n'était pas possible d'accepter de donner un avis sur certains textes rédigés par le secrétariat, soit qu'ils concernent des problèmes qui n'ont pas, au préalable, été discutés par les groupes de travail compétents, soit qu'ils traduisent des vues personnelles du secrétariat allant à l'encontre ou omettant de relater des positions adoptées par ces groupes de travail.

Lors de l'audience que vous avez bien voulu m'accorder en votre Cabinet, j'ai attiré votre attention sur ce problème. La dernière fois, au cours du dîner auquel vous nous aviez conviés, j'ai réinsisté sur ce point, en présence du Secrétaire général du CNPS.

Malgré tout cela, dans le document cité ci-dessus – que nous avons reçu le 5 février au matin – 45 pages sur 115 expriment des opinions qui ne sont pas celles des membres de la Commission Spéciale, soit que ces membres n'aient pas encore émis d'avis sur la question, soit que le débat ne soit pas clos, soit que des positions ayant été prises, celles-ci ne soient pas consignées dans le projet de rapport. Pour ne citer qu'un exemple : la discussion des problèmes financiers avait été commencée au cours d'une séance du groupe de travail I, le 15 décembre 1967; de premières conclusions de principe avaient été adoptées. L'on pouvait normalement s'attendre à être convoqués assez rapidement pour parachever cette discussion. Il n'en fut rien. Néanmoins, on a introduit dans le rapport général, des considérations sur le financement qui ne tiennent aucun compte ou qui vont à l'encontre des résultats de cette séance du 15 décembre.

2<sup>o</sup> Chaque fois qu'un document rédigé par le secrétariat du CNPS présente un intérêt politique certain, ce document se trouve être en possession de la presse, soit avant que nous ne l'ayons discuté, soit même, comme c'est le cas cette fois, avant que nous ne l'ayons reçu ! C'est ainsi que le rapport général que nous devions discuter ce samedi 10 février (et qui est arrivé au Rectorat de l'Université le lundi 5 février) était déjà en possession des journaux *Le Soir* et *La Libre Belgique* le vendredi 2 dans l'après-midi.

Vous comprendrez, Monsieur le Premier Ministre, que, dans ces conditions, le travail au sein de la Commission Spéciale est devenu non seulement difficile mais impossible et que je me suis vu, dès lors, contraint de renoncer à participer à ses travaux.

Le Premier, alerté par la presse, avant de recevoir ma lettre m'écrit :

12 février 1968.

Monsieur le Recteur,

Ayant pris connaissance par la presse des incidents qui se sont produits au CNPS, j'ai convoqué cet après-midi le président et le secrétaire du CNPS.



*Je les ai priés de poursuivre les études en cours car il me paraît indispensable que nous disposions d'une étude basée sur des éléments chiffrés et étudiés.*

*J'ai voulu vous en informer immédiatement parce qu'il me paraît indispensable que de votre côté vous participiez à la discussion de ces éléments,*

*Comme vous, je regrette les indiscretions qui se sont produites et j'ai fait faire, le jour même, une enquête serrée qui m'a permis de conclure formellement que l'indiscrétion ne vient pas du secrétariat.*

*D'autre part, le président et le secrétaire ont insisté sur le fait qu'il s'agissait d'un avant-projet qui n'engageait personne et était destiné à la plus large discussion.*

*Vous avez peut-être des raisons sérieuses de ne pas partager l'avis émis par l'avant-projet et c'est bien pourquoi jje me permets d'insister pour que vous participiez à l'examen contradictoire : l'absence n'est en effet pas un argument et certainement pas un argument digne de votre personnalité. Vous vous devez à vous-même dle présenter les observations et critiques que vous avez à formuler et ne pas laisser subsister le doute quant aux vrais motifs de votre absence.*

*Je vous prie de m'excuser de vous écrire en des termes aussi peu académiques mais dans les circonstances où je me trouve vous excuserez certainement l'emploi d'un style hâtif et direct.*

A cette lettre je réponds aussitôt :

13 février 1968.

Monsieur le Premier Ministre,

*Je vous accuse réception de votre lettre du 12 courant, réf. CZ/X/DII, qui a sans doute été écrite avant que vous ne receviez la mienne, envoyée par porteur au début de l'après-midi d'hier.*

*Le problème n'est pas de savoir si je suis d'accord ou non avec certains passages du rapport incriminé ni, pour moi, de connaître le responsable des indiscretions.*

*Il s'agit de tout autre chose et je crois que le message que je vous ai adressé hier est explicite à cet égard.*

*Je ne cesse de protester, depuis longtemps, contre le fait que le CNPS soumet à la Commission d'expansion des textes exprimant des prises de position non préalablement discutées ou non conformes aux débats antérieurs. J'ai, à plusieurs reprises, prévenu le Président et le Secrétaire général du CNPS que c'était une mauvaise technique et une méthode dangereuse, susceptibles de provoquer d'inutiles conflits entre les membres de la Commission et que je ne saurais supporter que cela se renouvelle.*

*Je vous ai parlé de tout ceci au cours de l'entretien que vous avez bien voulu m'accorder dans votre Cabinet (le 30 novembre 1967) et je me suis*

*étendu sur ce problème en présence de Monsieur Spaey (le 22 décembre 1967).*

*Toutes ces interventions sont restées sans effet.*

*Il ne me reste, dès lors, qu'à quitter la Commission dont les méthodes de travail empoisonnées par ailleurs par la répétition des indiscretions, ne peuvent conduire qu'à accroître les difficultés d'accord entre les membres, à prolonger les débats et à livrer à l'opinion publique, sous couvert de projets de rapports au CNPS, des idées qui ne sont pas celles du Groupe d'expansion.*

*Et s'il ne s'agissait que d'un accident, je serais le premier à me contenter de le regretter, comme ce fut le cas au début de nos travaux. Mais ces accidents, la méthode utilisée dans la présentation des textes et les indiscretions de la presse, se répètent de telle façon que quelles qu'en soient les causes ou les raisons, ils rendent objectivement impossibles les conditions de travail.*

*Je n'ai pas l'habitude de travailler dans de telles conditions.*

*Je suis donc au regret, Monsieur le Premier Ministre, de devoir vous confirmer que je ne participerai plus aux travaux de la Commission Spéciale pour l'expansion de l'enseignement universitaire, telle qu'elle fut constituée par le CNPS, conformément aux dispositions de l'art. 72 de la loi du 9 avril 1965 sur l'expansion universitaire.*

*Avant de terminer ce message, je désire reprendre dans votre lettre une phrase rédigée comme suit : « vous vous devez à vous-même de présenter les observations et critiques que vous avez à formuler et ne pas laisser subsister le doute quant aux vrais motifs de votre absence ».*

*Je ne sais à quoi vous faites allusion, mais vous ne m'en voudrez pas de vous dire que cette phrase est blessante. C'est la première fois, dans une carrière déjà longue, que l'on me tient un tel propos. Je ne joue aucun jeu et je n'ai rien à cacher parce que je suis et reste un « indépendant » qui ne se laisse manœuvrer par personne. Les raisons de ma démission sont celles que je vous donne et elles sont très claires; mais s'il subsistait un doute dans votre esprit, ou dans celui de quiconque, je suis prêt documents en main, à démontrer que les méthodes de travail que l'on nous impose sont inadmissibles.*

*Le 14 février, M. Cl. Renard, Vice-Président du Conseil d'administration de l'Université de Liège, également membre de la Commission Spéciale, donne aussi sa démission. Il écrit notamment :*

*En effet, le projet du groupe II ne reflète pas exactement, sur des points importants, les vues acceptées de commun accord par les membres du groupe lors de sa dernière séance. Je terminais justement hier l'examen de ce projet, qui m'a été adressé il y a une huitaine de jours. Or, je vois*



que ce rapport est mis « éventuellement » et sans que j'aie été consulté, à l'ordre du jour des séances prévues pour les vendredi 16 et samedi 17 février prochains. Cette « éventualité » n'en est pas une, car le timing prévu est tel qu'il serait de toute façon impossible au groupe d'établir le texte définitif de son rapport; par ailleurs, il serait tout aussi impossible, moralement, au président du groupe, même s'il assistait aux réunions de la Commission Spéciale, de proposer à celle-ci des amendements qui n'auraient pas été débattus avec ses collègues; aucun motif d'urgence ne justifie semblable méthode de travail ».

Les choses en resteront là jusqu'à ce que, en septembre 1968, M. Théo Lefèvre, Ministre de la Politique et de la Programmation scientifique, me convoque pour me demander instamment de siéger à nouveau au CNPS, dont le conseil a été renouvelé. Le 12 septembre il m'adresse une copie de l'arrêté royal qui, une fois encore, me désigne comme membre. Etudiant les conditions dans lesquelles le travail pourrait se poursuivre, je m'aperçois que rien ne sera modifié, et je renonce à occuper ce poste.

*Monsieur le Ministre,*

*Je suis très honoré des décisions royales que vous voulez bien me communiquer et je vous remercie très vivement des mots aimables que vous voulez bien m'adresser à cette occasion.*

*Je voudrais vous redire que je suis tout disposé à vous apporter mon entier concours en vue de promouvoir, dans le pays, une politique scientifique hardie et efficace.*

*Je ne puis cependant vous celer une difficulté que je croyais aplanie au moment de notre dernier entretien et dont la lecture toute récente de l'arrêté royal du 14 août 1968 me prouve qu'elle est plus réelle que jamais.*

*Vous connaissez mon opinion – qui est aussi celle de nombre de personnes ayant une bonne connaissance du CNPS – : une des causes essentielles des échecs répétés de cette Institution réside dans le fait que le Secrétariat général de ce Conseil a exercé en fait une mission double et contradictoire; il a été à la fois le conseiller du Gouvernement et l'organe exécutif du Conseil. Il en est résulté que l'action du Secrétariat général a trop souvent donné l'impression de tenir le Conseil en une sorte de tutelle et de développer une politique parallèle à celle de ce dernier.*

*Je crains donc de ne pouvoir, dans ces conditions, vous apporter, en tout cas au sein du CNPS, le concours que j'espérais fermement vous donner. J'en suis, croyez-le bien, profondément désolé.*

Le Président Rens, écœuré de la situation, donne sa démission à son tour. Il sera remplacé par le Professeur Hacquaert de Gand le 7 février 1969.

En 1970, à l'occasion de la rentrée académique de l'Université de Liège, je subis une très forte pression de la part des autres Recteurs qui veulent me voir siéger à nouveau au CNPS pour discuter du projet de financement des Universités.

On en est arrivé à considérer que prendre les crédits ordinaires des Universités de l'Etat pour base de calcul des subventions à accorder aux Universités libres et aux Etablissements subventionnés, est un mauvais système.

Comme je défends depuis longtemps cette idée que le financement des Universités doit se calculer selon une procédure qui ne les fait plus dépendre les unes des autres et estimant que, pour notre Alma mater, je n'ai moralement pas le droit de ne pas être présent à ces discussions, j'accepte de siéger à nouveau. Mais les travaux sont déjà avancés. Un projet de financement est à l'étude : il est basé uniquement sur le nombre d'étudiants et le taux d'encadrement. L'examen de ce projet me conduit à déposer un rapport critique montrant que les options choisies pour les modes de calcul sont subjectives. Elles conduisent en effet à distribuer les crédits au prorata de la population estudiantine répartie selon trois orientations : Sciences humaines, Sciences et Sciences appliquées, Médecine, calculées *sur des moyennes statistiques établies à partir de la situation dans tous les Etablissements supérieurs — y compris les jeunes Centres universitaires — considérés à un moment donné.*

Elles aboutissent aussi à considérer comme idéal — et à généraliser dans un délai de cinq ans, ou au maximum de dix ans — un taux d'encadrement de 1/8. Mais c'est le taux auquel l'Université de Liège, faisant face aux nécessités de l'enseignement et de la recherche, est déjà arrivée; pendant dix ans, le budget de l'Université de Liège serait donc stabilisé. C'est évidemment inadmissible. Si l'on calcule le pourcentage de personnel scientifique par rapport à la population estudiantine et si les étudiants ne sont pas très nombreux, on condamne l'Université à négliger la recherche et on l'ampute ainsi de l'une de ses raisons d'être. On sent d'ailleurs que, dans le projet, la recherche scientifique est complètement passée sous silence, comme si les Universités étaient constituées seulement d'étudiants et de personnel enseignant.



Aussi, je propose que, comme pour le taux d'encadrement, *un objectif soit fixé pour le « fonctionnement »* : atteindre un taux idéal de 45 % du budget ordinaire, la charge du personnel ne dépassant pas 55 %. Je propose également que le nouveau système de financement implique que trois conditions essentielles soient corrélativement remplies : premièrement, *tous les Etablissements universitaires doivent avoir une même autonomie de gestion*; deuxièmement, *le système de financement ne peut inciter à la création de nouvelles Institutions universitaires ni à la multiplication injustifiée des orientations d'études et de recherche*; troisièmement, *le cadre du Corps professoral et scientifique, actuellement en fonction, ne peut en aucune manière subir de diminution*.

Ces propositions sont retenues. Elles sont votées par le Conseil le 4 novembre 1970 (document/CNPS/312). Un rapport complémentaire, voté par le Conseil le 1<sup>er</sup> mars 1971 (document CNPS/323) est entièrement consacré à ma proposition de fixer à 45 % du budget total, le budget de fonctionnement des Universités.

Mais la loi de financement, votée par le Parlement en juillet 1971, est loin d'être conforme à nos propositions : elle favorise, dans des proportions inadmissibles, les nouvelles Institutions par rapport aux anciennes ainsi que les Universités à grandes populations où le taux d'encadrement est faible. Elle ne fait aucune mention des crédits de fonctionnement; elle ne tient aucun compte non plus des recommandations du Conseil, notamment en ce qui concerne l'autonomie de gestion des Universités de l'Etat.

Sans doute le CNPS n'est-il qu'un organe consultatif et le Gouvernement ne peut être lié par ses avis. Mais quand il s'agit d'un problème aussi important que celui qui vient d'être évoqué, faire fi des avis des experts ou les adultérer d'une façon aussi orientée me paraît inadmissible.

#### *Action positive du CNPS.*

Je ne voudrais pas, en face de ce décevant relevé d'incidents, de mésententes, d'échecs, ne pas mettre en lumière la partie positive de l'action du CNPS.

S'il est vrai que les rapports présentés par le CNPS manquent de concision et constituent de véritables volumes que le pouvoir politique ne prendra assurément pas le temps de lire, et qui man-

queront ainsi le but qui leur était assigné, ils contiennent néanmoins des informations, des études statistiques, des graphiques qui sont le fruit de patientes recherches effectuées par le secrétariat général du CNPS. Il serait injuste aussi de ne pas affirmer que le Secrétaire général Spaey a, en maintes occasions, fait de courageux efforts pour mettre plus d'ordre dans l'organisation de la Recherche. Lorsqu'il est amené à s'occuper avec le Président Rens et les membres du Bureau, de problèmes n'ayant pas d'incidence politique immédiate ou fâcheuse sur ses propres objectifs, le travail se fait dans une atmosphère décontractée, la confiance étant réciproque, et s'avère particulièrement constructif.

Ensemble, nous avons tout de même obtenu des aménagements importants dans l'organisation de la Recherche. Les deux principaux me paraissent être ceux-ci.

J'ai déjà dit que nous considérons l'existence de « Centres nationaux de Recherche », favorisant quelques privilégiés du pouvoir politique en place, comme inadmissible. Grâce aux travaux du CNPS, un « *Fonds pour la Recherche fondamentale collective* » est créé (A.R. du 5-2-1962). C'est à lui que devront dorénavant s'adresser les promoteurs de recherche. Leurs dossiers seront transmis pour avis aux Commissions du FNRS. L'intervention du pouvoir politique se trouve de ce fait, non totalement abolie, mais singulièrement diminuée.

Lorsqu'un programme de recherches est subsidié par un Fonds ou une Fondation, il ne peut l'être indéfiniment, sinon la diminution des crédits dont disposent ces Institutions réduirait singulièrement leurs possibilités d'appuyer les initiatives nouvelles. Pour éviter cet écueil, nous avons proposé, en novembre 1966, une opération appelée « épongeage ». Elle consiste à contraindre les Universités à reprendre la charge des programmes subsidiés depuis plus de trois ans par les Fondations de la rue d'Egmont (Fonds de la recherche scientifique médicale, Fonds de la recherche fondamentale collective, Institut interuniversitaire des Sciences nucléaires), à condition toutefois que les Universités soient financièrement en mesure de le faire. Le Gouvernement, attentif au problème, crée, pour l'étude de la question, une table ronde appelée « *Commission pour l'organisation et le financement de la recherche* ». Il m'en confie la présidence. Je suis solidement et efficacement secondé par M. Spaey, qui assure le secrétariat de la Commission.



## CONCLUSION.

Quelles conclusions puis-je tirer de tout ceci ?

La première est que je crois vraiment qu'à partir du moment où l'on crée un « Ministère de la Politique et de la Programmation Scientifiques », doté d'une administration correctement informée, le CNPS comme tel n'a plus de raison d'exister. Je l'ai dit à Théo Lefèvre, en 1968. Il n'est pas nécessaire, en effet, de posséder une semblable organisation pour recueillir des avis autorisés sur l'un ou l'autre problème. *Il suffit que le Ministre constitue, au fur et à mesure de ses besoins, des groupes de travail ad hoc, à qui sont soumis les problèmes. Les groupes sont dissous, sitôt leur mission achevée.* C'est simple : toute équivoque, toute ambiguïté se trouvent automatiquement évitées. Le tout est de savoir si l'on désire vraiment travailler sans équivoque ?

Lorsque des experts se réunissent *entre eux*, on dispose réellement de *leurs avis*; lorsqu'ils sont assistés d'un secrétariat actif, vigilant, et qui sait sur quoi il convient de déboucher, le vrai se mélange au faux, les travaux sont orientés par des statistiques dont tout le monde sait qu'elles peuvent être présentées d'« une manière », on perd beaucoup de temps à les commenter; et puis, comme il faut à un moment donné en finir, on hâte le travail en approuvant des textes d'autant plus volumineux que l'on a eu moins de temps pour les faire courts.

La seconde conclusion est que, pour qu'il y ait d'harmonieuses relations entre la Recherche scientifique et l'Enseignement supérieur, il faut que ces deux secteurs soient rassemblés sous l'autorité d'un seul ministère et ce ne peut être sous celle du Ministère de l'Education nationale. Entendons-nous bien, je ne veux en aucune manière nier l'unité de l'Enseignement et la filiation de ses divers degrés. Cette continuité, j'en ai pris clairement conscience lorsque, Assistant à l'Université de Gand, j'ai été chargé de cours de Sciences dans les classes supérieures du second degré... Mais il semble évident que les multiples problèmes de l'Education Nationale et de son budget (qui, en 1971, représente près de 20 % du budget de l'Etat) constituent un ensemble trop important pour être géré par un seul ministère (deux à cause des régimes linguistiques). La cadence des exécutions ne peut être assez rapide et la quantité de questions traitées est telle qu'aucune d'entre elles ne peut être l'ob-

jet d'une attention suffisante. Loin d'imposer à ce Ministère surchargé un surcroît de travail et de responsabilités en lui imposant la Recherche, on devra chercher à alléger ses tâches. Or, si l'enseignement se déroule dans son ensemble selon une ligne continue et progressive, un élément très nouveau et très important apparaît au niveau de l'Université : la liaison de l'enseignement et de la recherche qui, dans tous les pays est à la base de la formation des élites et du progrès. Dès lors, pourquoi ne pas confier l'Enseignement supérieur au Ministre de la Politique et de la Programmation scientifiques ?

L'objection que je rencontre dans le monde politique, lorsque j'expose ce principe, est que l'Education nationale est généralement « aux mains de la gauche » et que, maintenant que la « Politique Scientifique » est « aux mains de la droite », aucune fusion ne peut être envisagée. C'est s'accommoder d'une considération bien médiocre et qui n'est pas digne du sujet. L'Enseignement supérieur et la Recherche méritent mieux. Pourquoi ne pas les confier à un « apolitique » ? Est-ce que oui ou non il y a un Parlement pour contrôler l'Exécutif ? Il est vrai, qu'on n'y rencontre pas beaucoup de représentants s'offrant la liberté d'agir selon *leur* conscience et non selon les impératifs de leur parti ; il est vrai aussi qu'un certain nombre d'entre eux ne sont pas universitaires et en font un complexe inexplicable ; il est vrai même que quelques-uns ne sont pas opposés à abaisser les Universités, coupables, à leurs yeux, de trop d'indépendance et d'esprit critique. Quand ils sont ministres, ces tendances sont singulièrement amplifiées et lourdes de conséquences. On a connu, récemment, quelques spécimens de Ministres qui feront piètre figure dans l'histoire de notre Pays.



## Perspectives d'avenir

Je me suis toujours fait de l'Université une certaine idée de grandeur et de dignité.

Préserver l'Université, tâcher de maintenir son intégrité, lui permettre de se développer selon sa double mission d'enseignement et de recherche, ce programme semble devoir se dérouler naturellement car il va dans le sens même du progrès économique et culturel de la nation.

Que de clairvoyance et d'énergie s'y sont usées, déjà !

Pour les Universités de l'Etat, non engagées et par conséquent, les seules qui méritent d'être qualifiées de libres, pas de secours extérieur ni même d'appui à espérer. Ce qui fait leur faiblesse – ce qui, en des temps moins misérables, eût pu faire leur honneur – c'est d'avoir été conçues dans une volonté de tolérance et de liberté. Mais malheur, à notre époque, à ceux qui ne sont pas embrigadés dans une coterie politique ou linguistique. Moi-même, qui n'appartiens à aucun parti et ne pratique pas de religion, combien de fois me suis-je senti, face au grouillement politique, merveilleusement détaché et serein, mais seul. Il en a été de même pour la Maison que j'ai eu le privilège de représenter pendant dix-huit ans et pour sa sœur gantoise. Les Universités non engagées sont les victimes désignées aux attaques sans représailles à craindre.

L'autonomie que nous recevons en 1953, nous la saluons comme une aurore et, en effet, notre horizon s'élargit bien que nous soyons attentifs à rester dans le cadre de la légalité. En dépit de lacunes et de difficultés sérieuses, nous nous sentons sur la voie du progrès et toutes les Universités connaissent une période ascendante mais nous n'avons encore atteint, ni notre niveau, ni notre régime de croisière que la situation est bouleversée par la loi de 1964

qui accroît de façon inutile et inconsidérée le nombre des établissements d'Enseignement supérieur. Alors que les Universités s'efforcent d'élever le sens de leur mission, on galvaude le terme même d'Université, en le conférant à des établissements dont nul ne songe à nier les mérites mais qui sont situés sur un autre plan que les Universités. Car, on ne peut espérer, en donnant un titre, donner en même temps des qualifications qui ne s'acquièrent que lentement.

Mais ce n'est pas seulement le prestige des Universités qui est atteint (au nom de telle ou telle institution correspondra toujours l'idée de telle ou telle qualité), c'est leur potentiel vital. Nous avons beaucoup insisté sur le fait que, si l'Etat ne peut consacrer aux établissements de 3<sup>e</sup> degré un budget suffisant, ce sont les Universités d'Etat qui payeront les libéralités faites ailleurs. Notre crainte se trouve, hélas, vérifiée, lors de la promulgation de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, dont les dispositions ont complètement vidé de leur substance les recommandations du CNPS. Désireux d'assurer à n'importe quel prix le dédoublement linguistique des Universités de Bruxelles et de Louvain et le transfert de l'UCL à Louvain-la-Neuve, l'Etat – sous le prétexte d'instaurer une égalité de financement et faute de moyens financiers suffisants – organise, en fait, la régression de ses propres Universités. Basée tout entière sur des « taux d'encadrement » qui, au lieu de constituer des objectifs à atteindre, représentent des *moyennes nationales*, la loi établit un système de financement par *tête d'étudiant*, c'est-à-dire qu'elle organise le financement des seules activités d'enseignement.

Les Universités, attachées à l'avancement des sciences, se sont efforcées de développer parallèlement à l'enseignement la recherche scientifique. Elles sont lourdement pénalisées tandis que de jeunes institutions, nouvellement créées et qui n'ont pas encore fait la preuve de leurs aspirations scientifiques, se trouvent largement dotées.

Aurait-on pu trouver une formule plus respectueuse des réalités véritables de la vie universitaire ?

Les charges financières augmentent avec le nombre d'étudiants, c'est un fait certain (encore qu'il n'y ait pas de proportionnalité entre ces deux facteurs). Le coût de la recherche scientifique augmente aussi avec le nombre de chercheurs.



On pourrait donc proposer, pour les institutions du 3<sup>e</sup> degré, un budget à deux volets : l'un calculé d'après le nombre d'étudiants, l'autre, d'après le nombre de chercheurs full-time (quelle que soit l'origine de leur traitement). Naturellement, tant dans le cas des étudiants que dans celui des chercheurs, il serait logique d'appliquer des coefficients différents suivant les disciplines en cause.

Je confie ce projet à Monsieur Spaey, secrétaire général du CNPS. Le surlendemain, *La Libre Belgique* publie le « Plan Dubuisson » en y ajoutant quelques commentaires destinés à avantager l'Université de Louvain.

Survient la « contestation » avec son cortège de difficultés. Mon attention se détourne temporairement de ce problème, d'autant plus que j'ai cessé, pour les raisons exposées plus haut, de participer aux travaux du CNPS. Celui-ci met la question à l'agenda de ses séances. Elles débouchent sur une proposition d'un système de subvention qui tient compte du nombre d'étudiants, du coût des enseignements selon les disciplines et du « taux d'encadrement ». La loi de 1971 reprend cette proposition.

Une autre menace pour le standing des Universités se cache sous un souci mal compris de « démocratisation des études ». Le principe s'impose de lui-même mais il ne faut pas confondre démocratisation des études et envahissement des Universités existantes ou multiplication injustifiée des institutions du 3<sup>e</sup> degré. J'ai déjà dit ma conviction qu'une organisation largement conçue de bourses offertes aux jeunes les mieux pré-adaptés aux études supérieures constituerait une solution excellente pour les étudiants qui décideraient de faire leurs études dans l'Université de leur choix, pour les Universités, pour les finances publiques. Ce qui importe au pays, ce n'est pas qu'une marée de jeunes – qualifiés ou non, motivés ou non – déferle sur les salles de cours et les laboratoires, c'est que les étudiants – boursiers ou non, et de quelque horizon qu'ils viennent – soient aptes à poursuivre leurs études et à devenir de vrais universitaires.

Sans sélection de base, il y a, pour beaucoup de jeunes gens qui se seraient épanouis ailleurs, échecs répétés et rancœur ; pour l'Université submergée, propension à accepter l'une ou l'autre solution de facilité, à relâcher ses critères, à délivrer des diplômes qui ne sont plus garants de la même compétence et trompent l'attente

de la société. Propension aussi – faute de temps – à sacrifier la recherche dont nous avons répété à plusieurs reprises qu'elle est essentielle à donner à l'enseignement universitaire ses caractéristiques particulières. Or, l'actuel examen de maturité est inopérant et le Gouvernement montre bien qu'il ne veut prendre aucune mesure favorable à une sélection des étudiants.

Ces dangers qui pèsent sur la formation de la jeunesse et la qualité des élites sont le résultat des préoccupations électorales de ceux qui nous gouvernent. Pour eux, les Universités ne sont pas des dépositaires de science et des sources du progrès, mais des pions que l'on déplace sur l'échiquier politique. Beaucoup de Ministres éphémères et pressés d'agir ont la vue courte. Le Parlement ne montre guère plus de circonspection. Il est vrai que les projets de réforme de l'Enseignement supérieur lui sont soumis – volontairement d'ailleurs – en fin de session et qu'il n'a guère le loisir de les étudier.

On ne s'étonne pas, après ces considérations, que l'avenir de l'Enseignement supérieur me paraisse en péril.

Notre époque est celle de la technique. Orientée vers les satisfactions matérielles, elle est entraînée à faire peu de cas du patrimoine spirituel qui va s'obscurcissant. Elle soumet la société à un nivellement si rapide qu'il ne peut se faire que par le bas.

L'Université cependant se renierait si elle ne gardait une claire conscience de sa vocation. Il n'est pas douteux que, dans le monde actuel, vouloir maintenir élevé son niveau intellectuel devient un défi, mais un fier et nécessaire défi.

Bien ou mal, les Universités sont donc désormais financées par un système qui ne les fait plus dépendre les unes des autres, et est le même pour toutes. Mais alors, il faut être juste : toutes doivent avoir le même statut. Nous sommes loin de compte. Plutôt que de prévoir une intervention plus importante des Pouvoirs publics dans la gestion (je dis bien « gestion » et non pas « contrôle ») des affaires proprement universitaires, il faudrait constituer chacune des Universités de l'Etat en Etablissement public doté d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat; plutôt que de faire voter de temps en temps une réforme de l'Université, il vaudrait mieux en faire une, une fois pour toutes, la dernière, qui doterait les Universités de l'Etat d'un statut les autorisant à s'organiser



elles-mêmes, les libérant des délais énormes séparant décision prise et permission d'agir, leur permettant d'avoir un comportement dynamique dans tous les secteurs de leurs activités. Il n'est pas logique qu'un Ministre de l'Education nationale voie sa responsabilité *politique* engagée par des actes de pure gestion *académique* lorsqu'il s'agit des Universités de l'Etat, alors qu'il n'en est rien lorsqu'il s'agit des Universités libres, financées, de la même manière par l'Etat. Il serait normal de distinguer clairement, dans l'exercice des pouvoirs, les responsabilités proprement académiques, lesquelles s'étendent aux actes de gestion de l'Université, des responsabilités proprement politiques.

Cette insoutenable distinction entre le degré d'autonomie des Universités libres et celle de l'Etat, *financées, j'y insiste, par l'Etat sur la base des mêmes normes*, est une faute qui pèsera lourdement sur l'avenir; elle entretiendra un ferment permanent de discorde entre ces deux types d'Institutions. Le Gouvernement doit cependant bien savoir que l'intérêt même du pays exige que les Universités s'accordent, puissent s'épauler, avoir des actions complémentaires. Ce sera de plus en plus évident au fur et à mesure que leur seront proposés des sujets d'études et de recherches de plus en plus nombreux et diversifiés. L'occasion d'une collaboration nationale leur est donnée pour le moment par la nécessité d'organiser de façon fructueuse et rationnelle – *pour les étudiants* – l'enseignement du 3<sup>e</sup> cycle. Qu'en adviendra-t-il ?

J'ai beaucoup parlé de la situation angoissante de nos Universités d'Etat, face aux nuages amoncelés à l'horizon.

Mais leur situation intérieure elle-même a été touchée et m'inspire aussi de grandes craintes. Pour être décidée et efficace dans son comportement, l'Université doit être « une ». La séparation des pouvoirs entre le Recteur et l'Administrateur <sup>(1)</sup> n'est pas faite pour faciliter l'action : c'est bien ce que les auteurs de la loi ont voulu, en revenant à un système d'organisation datant du XIX<sup>e</sup> siècle. Car une loi biologique veut que, dans une organisation comprenant une collection d'individus, il y ait un chef, et un seul. Il en est ainsi

(1) Dont le Ministre Harmel disait, en 1953 (exposé des motifs de la loi du 28 avril) : « La séparation entre les questions scientifiques confiées au Recteur et les questions administratives relevant de l'Administrateur-inspecteur est contraire au bon sens, car il existe des liens étroits entre ces deux ordres d'activités et chacun d'eux exerce sur l'autre des répercussions considérables. »

des troupeaux de mammifères comme des sociétés d'insectes. L'espèce humaine n'échappe pas à la règle, que ce soit dans l'armée, l'industrie, le commerce, la finance, les institutions... Si les charges de *conduire* et d'*administrer* sont trop vastes, le chef crée autour de lui une « administration » pour le seconder. Et là où il y a une administration efficacement structurée il est déraisonnable de compliquer la situation par la présence d'un Administrateur. Cela ne peut mener qu'à un dangereux relâchement de l'attention du Recteur sur l'ensemble des problèmes de l'Université, dont l'interconnection est évidente, et on risque par ailleurs des discordes entre deux pouvoirs différemment orientés.

Ce qui n'est pas fait non plus pour faciliter l'action, c'est une certaine apathie du Corps enseignant. J'en ai déploré plus haut l'existence. A l'heure actuelle, le personnel scientifique me paraît plus sensible à la notion de collectivité universitaire.

La situation des Universités d'Etat est sombre. S'il est des batailles aujourd'hui définitivement perdues, l'espoir ne doit cependant pas être abandonné. L'attitude du Gouvernement vis-à-vis des Universités libres justifie que les Universités d'Etat engagent le combat pour l'alignement des statuts de toutes les Universités qu'il subventionne de la même façon. Et cette attitude gouvernementale rend logique et normale l'issue victorieuse de la lutte. Les Universités d'Etat ne peuvent compter que sur elles-mêmes. Elles devront mener seules cette offensive qui réclamera dynamisme et courage, et que chacun, prenant conscience de ses responsabilités, soit à son poste, prêt à soutenir les Autorités académiques.

Ce n'est qu'au prix de cette lutte que notre Université, sortant du tunnel dans lequel elle me paraît aujourd'hui engagée, sera vraiment en mesure de s'ouvrir plus largement sur le dehors, *car elle pourra, elle-même, décider à temps et de la manière qui convient à son tempérament et aux conditions du milieu dans lequel elle est intégrée, des réformes nécessaires pour rencontrer les nécessités de l'Enseignement et de la Recherche de notre monde en accélération; établir les critères d'accès aux études universitaires; organiser des ponts entre l'Université et l'enseignement technique supérieur; définir la juste proportion à conserver entre les dépenses de personnel et celles de fonctionnement; étoffer, dans le cadre des chaires ou des départements, le nombre de membres enseignants « associés »*



*et de freiner aussi la menaçante inflation du nombre de titulaires de chaires; maintenir des mandats temporaires en suffisance pour que le cadre du personnel scientifique ne sombre pas dans la sclérose et puisse continuer de fournir, au dehors, les élites que la société réclame; agir en vue d'une organisation concertée des études, coûteuses, du troisième cycle dans notre pays; intensifier enfin les relations sociales et culturelles de la nouvelle Université de Liège avec la communauté dans laquelle elle est aujourd'hui harmonieusement intégrée.*



## Postface

### Le Recteur Dubuisson et son œuvre

#### AVERTISSEMENT

Pourquoi ajouter au manuscrit de M. Dubuisson, ces pages consacrées à le décrire à travers son œuvre rectorale ?

J'ai cru, en répondant à une invitation de Mme Dubuisson, remplir un pieux devoir : M. Dubuisson aimait les synthèses, celles qui aident à comprendre; peut-être eut-il souhaité qu'à défaut de pouvoir l'écrire lui-même, quelqu'un l'ayant bien connu et l'aimant assez pour ne pas le trahir, tente de dresser celle de ses six mandats rectoraux.

Entreprise redoutable et sujette à maintes critiques. Dresser une synthèse, c'est trier les faits, choisir ceux qu'on estime caractéristiques et, en les regroupant dans un ordre qu'on se donne et en les plaçant sous un éclairage approprié, leur donner une signification. On peut dès lors me reprocher ou de n'avoir pas tout dit, ou d'avoir mal regardé, compris, interprété, rapporté, ou d'avoir donné aux choses une valeur surfaite ou, au contraire, d'en avoir sous-évalué d'autres.

Convaincu qu'en dépit des erreurs possibles, mettre en évidence et interpréter peuvent faire réfléchir, j'ai accepté ces risques. Je tenterai de les réduire en précisant ici mes options.

N'étant pas historien, je n'ai pas voulu faire l'histoire du rectorat de M. Dubuisson, ni d'ailleurs celle de l'Université de Liège pendant ce rectorat. J'ai été témoin de la plupart des actions conduites à cette époque et mon propos est simplement d'en rappeler les principales – celles qui, selon moi, ont marqué l'évolution de l'Université – de tenter de les caractériser, à grands traits



et sans trop de soucis du détail, et surtout de montrer dans quel esprit, dans quelles intentions et selon quelles méthodes, le Recteur Dubuisson les a conçues et réalisées.

De même, mes intentions ne sont pas critiques : ni à l'endroit de ces actions elles-mêmes, ni de ceux qui y ont été mêlés <sup>(1)</sup>, ni des circonstances qui les ont entourées; je n'ai voulu ni exalter ni contester mais rapporter ce que je crois avoir compris des événements que j'ai vécus à côté de M. Dubuisson et de la manière dont celui-ci les appréhendait. Les opinions que je formule sur les événements ne sont donc pas mes opinions – en tout cas pas nécessairement – mais celles que, me souvient-il, M. Dubuisson professait.

Bien entendu, il se dégage de mon texte une image du Recteur Dubuisson, une façon de voir l'évolution de l'Université, une manière de présenter le contexte social et politique dans lequel tout s'est déroulé qui me sont personnelles et dont je prends la responsabilité.

Je dirai les choses comme je les ai perçues et comme je les crois vraies. Mais que « ma » vérité ne soit pas entièrement objective, comment le nierais-je ? Je parle d'une œuvre à laquelle j'ai participé, quelques fois avec des réserves, souvent en y adhérant pleinement. J'évoque un homme avec qui j'ai vécu intensément pendant dix-huit ans, qui m'a fait partager bien des joies et des peines, qui m'a offert, en même temps que sa confiance, une amitié paternelle.

Qu'on pardonne à l'affection fidèle que je lui garde, les écarts de jugement qu'inconsciemment j'ai pu commettre.

(1) En attribuant au Recteur Dubuisson lui-même la paternité de la plupart de ces actions, je suis conscient de n'être pas rigoureux avec le droit universitaire, puisque, la plupart du temps, les décisions ont été prises par les autorités responsables – Conseil d'administration, Ministre, etc. – ni non plus entièrement équitable pour toutes les personnes qui y ont été associées et y ont collaboré activement : il suffit à mon propos qu'à leur origine et à leur point d'aboutissement on trouve l'impulsion et la « marque » du Recteur Dubuisson.

## LES TROIS PÉRIODES D'UN RECTORAT

Quand on réfléchit à l'œuvre accomplie pendant les rectorats successifs de M. Dubuisson, l'idée se dégage qu'elle s'est forgée en trois temps, en trois périodes somme toute fort distinctes.

Une première période va d'octobre 1953 à l'année 1960-1961. Elle est caractérisée par une lutte incessante mais enthousiaste pour obtenir des moyens de vie convenables pour les universités et pour la recherche. Lutte féconde parce qu'elle correspond à des nécessités vitales qui commencent à être perçues par la Nation. En somme, malgré les inévitables oppositions conjoncturelles, il y a convergence d'objectifs entre gouvernement et université. C'est « le temps de l'action ardente et féconde ».

Une seconde période commence vers 1961 pour se clôturer avec les fêtes du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'université de Liège, en 1967. On pourrait appeler cette période « le temps de la grandeur et des déceptions ». C'est le moment où l'université est rayonnante et dynamique, où ses services scientifiques sont en plein développement, où l'on n'envisage l'avenir qu'en termes d'expansion. Mais sur la conception même de cette expansion, des fissures graves apparaissent entre ce que l'on pense à l'université et ce que veut l'appareil politique.

Enfin, la troisième période couvre les années qui vont de 1968 au départ du Recteur en septembre 1971. C'est « le temps de la dignité douloureuse ». Cette fois, le pouvoir politique se dresse contre l'université. La contestation estudiantine a secoué l'autorité et remis en cause bien des certitudes et des manières de faire. La « récupération politique » de ce mouvement ne se fait pas attendre. Trop longtemps, l'université a montré son indépendance. Dans le pays, aux yeux de certains, elle apparaît comme le dernier bastion du conservatisme : le moment est venu de la réduire.

### I. — LE TEMPS DE L'ACTION ARDENTE ET FÉCONDE

Marcel Dubuisson sait qu'il a été choisi par ses pairs et par le Roi pour être le Recteur du nouveau régime dont viennent d'être dotées les universités de l'Etat : la loi du 28 avril 1953, brisant une



tradition de centralisation administrative excessive, leur a accordé, par une déconcentration de pouvoirs, une gestion plus autonome.

Ce nouveau statut permettra-t-il de sortir l'Université de Liège de la médiocrité des moyens dont elle souffre, et ainsi de lui assurer une infrastructure plus appropriée à ses missions d'enseignement et de recherche ? Se dégagera-t-on des contraintes administratives, parfois courtelinesques, qui accablent sa conduite ? Les soucis académiques vont-ils enfin prévaloir de telle sorte que les savants puissent travailler dans des conditions désormais décentes et les étudiants recevoir des enseignements mieux adaptés ? L'université apparaîtra-t-elle dans la société à une place plus digne de ce qu'elle est, c'est-à-dire, une institution vouée à la science, à la culture, au haut enseignement ? Par ailleurs, justifiera-t-on à Liège la confiance que le Parlement vient de manifester à l'endroit des professeurs eux-mêmes pour « gérer » leur université ?

Ce sont les questions que se pose M. Dubuisson en accédant au rectorat. C'est le défi qu'il relève.

Son premier atout, pour conduire l'université hors des sentiers battus, sa première chance de réussite dans le combat qu'il entend mener, c'est précisément l'épreuve particulière à laquelle il est soumis, à savoir la mise en place d'une véritable autonomie universitaire.

Aussi, cet homme qui n'a rien d'un juriste et qui n'est en aucune façon préparé à un tel rôle, puisque sa carrière s'est déroulée jusqu'ici – et avec quel éclat – dans des laboratoires, s'attache-t-il à pénétrer en profondeur le sens des textes nouveaux qui définissent ses pouvoirs et ses devoirs, ceux du Conseil d'administration, ceux du Ministre. D'instinct, il sait ce qu'est le pouvoir et qu'il faut se battre pour le conquérir et l'exercer ; il comprend vite le sens des institutions et en saisit d'emblée les points forts et les promesses ; son impatience naturelle d'agir, d'avancer, de faire progresser, est doublée d'une perception aiguë des réalités des hommes et des choses et d'une évaluation très sûre de leurs rapports de force.

Au point de départ, sa méthode consistera à reconnaître le terrain et à choisir les piliers sur lesquels il pourra construire. *A posteriori*, on peut dire que ceux-ci sont au nombre de cinq, que l'on décrira à partir des cinq questions que voici.

— *Première question.*

L'existence légale, à côté du Recteur, d'un Vice-Président du Conseil d'administration, signifie-t-elle que le Législateur ait voulu donner à l'université une direction bicéphale ?

La loi n'est pas explicite sur ce point. Celui-ci, cependant, ne soulève aucune incertitude. Dès leurs premiers et francs échanges de vues, le Recteur et le Vice-Président du Conseil d'administration, le Professeur Victor Gothot, tombent d'accord qu'il est de l'intérêt évident de l'université d'avoir à sa tête un Recteur qui assume l'ensemble des tâches de gestion même s'il est aidé par un Vice-Président. Ultérieurement, tout le corps académique partagera cette opinion.

Ce principe de l'unité de direction qui lui paraît primordial, Marcel Dubuisson ne cessera de le défendre tout au long de son rectorat. Faut-il rappeler qu'il ne put accepter sa mise en cause par le Législateur en 1971 et que ce fut une des raisons de son départ.

— *Deuxième question.*

Les membres du Conseil d'administration chercheront-ils surtout à favoriser leurs facultés respectives ? Tenteront-ils d'agir en fonction d'une appartenance à des groupements philosophiques, économiques, sociaux ? Le Conseil d'administration sera-t-il au contraire un organe véritablement universitaire, ayant pour ambition de représenter l'université dans son ensemble, dans la globalité de ses problèmes, d'en viser le bien général et non pas les intérêts particuliers de personnes, de groupes, dans le respect de toutes les opinions certes, mais avec un entier détachement au moment des décisions ?

Sur ce point également les attentes sont de courte durée. Le Recteur, d'emblée, crée au Conseil d'administration un climat fait à la fois de fermeté et de cordialité, d'esprit de décision en même temps que de liberté de parole. Les membres du Conseil se définissent – et ce fut une règle unanimement reconnue jusqu'en 1971 – non pas comme des mandataires de leur faculté ou d'un quelconque groupement ou tendance mais comme chargés de prendre en main les destinées de l'université et par conséquent de décider, en toute indépendance et conscience, de ce qu'il convient



de faire, en utilisant au mieux les pouvoirs attribués par la loi du 28 avril 1953.

— *Troisième question.*

Le transfert à l'université de certains pouvoirs implique une responsabilité accrue et par conséquent des tâches entièrement nouvelles tant pour la préparation et l'exécution des dossiers soumis au Conseil d'administration, que pour l'étude et l'aménagement des options de gouvernement.

Les autorités académiques devront-elles, elles-mêmes, à la fois poser les problèmes, vouloir les politiques de gestion et se charger des détails de leur étude et de leur réalisation ? Ou au contraire, l'université se dotera-t-elle d'un outil adapté aux responsabilités nouvelles et susceptible de désencombrer la vie des autorités académiques des préoccupations administratives ? Cette administration jouerait-elle le jeu des autorités académiques ? ou voudrait-elle prendre son propre essor ?

Un des premiers actes à cet égard du Recteur et du Vice-Président Gothot, est de réunir en un seul organe les agents administratifs qui autrefois dépendaient les uns du Recteur, les autres de l'Administrateur-Inspecteur.

Aussitôt après, un premier universitaire est nommé pour seconder le Recteur et, en même temps, assurer la direction de cet embryon d'administration qui va, au fil des années suivantes, prendre l'extension que l'on sait. Jusqu'en 1971, cette administration, même fortement développée, a gardé sa place dans l'université, c'est-à-dire celle de support logistique des autorités académiques. Le nouveau statut légal de 1971 l'a placée, au contraire, en état d'antagonisme latent avec les autorités académiques : ce principe d'organisation heurtait de front les conceptions fondamentales du Recteur Dubuisson, qui s'est refusé à le mettre en application.

— *Quatrième question.*

Le Patrimoine universitaire n'avait été en rien modifié par la loi du 28 avril 1953. Va-t-il, pour autant, rester en marge du mouvement de l'université, continuer à distribuer en nombre restreint, animaux de laboratoire et livres, permettre à quelques chercheurs d'assister à des congrès scientifiques ? Par ailleurs, comment assu-

mera-t-il le rôle nouveau qu'un certain article 63 de la loi du 28 avril 1953 lui accorde dans le domaine des prestations rétribuées des services et, en particulier, dans le domaine des honoraires médicaux ?

Ici encore, les hésitations ne furent pas longues. M. Dubuisson aperçoit vite quel outil privilégié peut être le Patrimoine universitaire, pour constituer l'« avant-garde » de l'autonomie universitaire.

— *Cinquième question.*

La conduite d'une université ne peut se concevoir sans un certain type de rapports avec les pouvoirs politiques. Quel sera, en l'espèce, celui de l'Université de Liège avec les milieux politiques nationaux ? Le Ministre de l'époque est précisément celui qui vient d'octroyer la nouvelle charte universitaire. L'université lui en est reconnaissante mais le Recteur Dubuisson ne perçut jamais cette obligation de reconnaissance comme un acquiescement, à l'avance, à tous les désirs ministériels, présents ou à venir.

Conscient que la vocation de l'université dans la société est de veiller au développement et à la diffusion des connaissances et d'être en quelque sorte un « lieu » privilégié de la culture, on pense, à l'époque, que Science et Culture, sont choses distinctes et indépendantes de la Politique et qu'elles se doivent, dans le respect des lois certes, d'exprimer librement ce qu'elles entendent être et devenir. Il n'y a là aucune méconnaissance de la fonction politique, encore moins aucun refus de collaboration, mais la simple affirmation que les choses de l'esprit sont au-dessus du champ d'action du Pouvoir.

### **Trois objectifs prioritaires**

Pour mettre en œuvre la loi d'autonomie, pour faire « tourner » le Conseil d'administration qui en est la pièce maîtresse, il convient d'organiser son secrétariat, de lui donner son règlement d'ordre intérieur, ses formules de procès-verbaux et d'arrêtés, mais aussi de lui insuffler un rythme de travail et de délibération, un esprit.

De nouvelles procédures, de nouveaux règlements sont à élaborer, de nouveaux usages doivent naître pour adapter la vie universitaire



aux nouveaux modes de gestion. On vit dans une fièvre créatrice; partout s'affirme une volonté de renouveau. On prend vite l'habitude dans l'université d'attendre, à propos de chaque question posée, des réponses claires et précises, abruptes parfois, toujours pensées dans l'intérêt de « la maison ».

Tandis que le « nouveau régime » prend ainsi sa vitesse de croisière, on rencontre bientôt les problèmes difficiles : ils sont d'importance vitale.

Le budget tout d'abord. Les crédits qu'octroie annuellement le Parlement pour les universités sont misérables, à la mesure de ces temps d'après-guerre qui n'ont pas encore permis de porter attention à l'enseignement supérieur et à la science. La situation à Liège est telle, en 1954, qu'on ne pourra distribuer aux professeurs que quelques médiocres ressources, à peine de quoi assurer les travaux pratiques des étudiants. Rien n'est disponible pour la recherche. Tout ce que l'on peut faire dans l'immédiat, c'est distribuer aussi équitablement que possible ces maigres crédits.

M. Dubuisson s'indigne d'une telle situation et entreprend de premières démarches auprès des autorités politiques responsables, pour obtenir des améliorations au budget de l'année suivante. Il recherche déjà des solutions pour l'avenir. L'université ne peut remplir son rôle sans disposer de crédits suffisants pour la recherche comme pour l'enseignement puisque, aussi bien, dans une université, recherche et enseignement sont et doivent rester intimement liés. Le premier objectif est donc facile à déceler : il faut accroître la masse des crédits universitaires.

Il faut en outre augmenter, en quantité comme en qualité, le personnel universitaire.

Des assistants tout d'abord. Impossible d'assurer un enseignement universitaire digne de ce nom, sans encadrer davantage les étudiants; pas question non plus de faire avancer la science sans disposer d'un nombre raisonnable de chercheurs. Par ailleurs, pour retenir dans l'université ceux de ces jeunes chercheurs qui devront demain prendre la relève, on doit disposer de postes permanents plus nombreux.

D'un autre côté, la mission spécifique des professeurs comme des assistants, est d'ordre scientifique. Il est donc de saine gestion de les désencombrer au maximum des tâches administratives ou tech-

niques que, bon gré mal gré, dans les circonstances présentes, il leur faut bien accomplir eux-mêmes, puisqu'il manque de secrétaires pour « taper » correspondance et rapports et de techniciens pour régler et faire fonctionner les appareils. Ainsi importe-t-il d'accroître le nombre des secrétaires et des techniciens mais aussi d'obtenir pour eux un statut qui définisse clairement leurs droits et devoirs et permette à l'université de les recruter selon ses exigences propres et non plus selon les canons classiques du Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat.

Par contre, le nombre des professeurs est considéré comme suffisant. La loi va dans ce sens, puisqu'on ne peut nommer des professeurs qu'à des cours vacants. Sans doute, en crée-t-on parfois qui nécessitent de nouveaux titulaires, mais c'est chose rare à cause d'une loi sur la collation des grades académiques qui freine les réformes de programmes. Ultérieurement, cependant, et au fur et à mesure que l'importance numérique du personnel scientifique augmentera, une pression en sens contraire se fera jour et obligera à penser à des solutions différentes : celle des associés tout d'abord et, plus tard, celle des départements.

Ainsi, le second objectif de la nouvelle politique universitaire sera-t-il de constituer un corps de personnel scientifique bien étoffé, assez équilibré pour que des jeunes puissent, chaque année, s'essayer au métier de la recherche, et que les chercheurs chevronnés puissent songer à faire une carrière universitaire, bien secondé enfin dans les tâches d'enseignement et de recherche, par un personnel technique et administratif convenable.

Le troisième objectif concernera la politique des bâtiments. M. Dubuisson s'est expliqué longuement sur ce point, en y consacrant l'ensemble du chapitre 3 de ses mémoires. On rappellera seulement ici tout d'abord que, pour faire face à la pénurie excessive des locaux à usage de recherche et d'enseignement, il faut non seulement plus de crédits mais plus de sécurité dans leur usage : essentiellement un régime qui les fasse échapper au principe de l'annuité des budgets publics.

En second lieu, l'expérience de la collaboration avec le Ministère des Travaux publics s'étant avérée décevante, il s'indique de songer à une extension du régime d'autonomie de l'université : la « maîtrise de l'ouvrage ».



Enfin, la Ville de Liège n'ayant pas prévu d'espaces suffisants pour les expansions immobilières de l'université, il convient de trouver d'autres solutions : ce sera le Sart Tilman.

Comment réaliser ces trois objectifs vitaux ?

### **La Commission Nationale des Sciences**

Cette trilogie d'objectifs prioritaires – des crédits, du personnel, des locaux – ne s'est sans doute pas dégagée immédiatement dans toute son ampleur; elle s'édifiera progressivement et s'amplifiera au fur et à mesure que le déroulement de la vie universitaire fera toucher du doigt les différentes facettes des problèmes et leur complexité.

« Des crédits, du personnel, des locaux », ce sera le leit-motiv de toute une période. A chaque occasion, le Recteur dit et répète la misère de l'université, des universités et qu'il faut, sans retard, y porter remède si la Belgique ne veut pas tomber rapidement au rang des pays scientifiquement sous-développés.

Son angoisse, il la crie partout, la fait partager par son Conseil d'administration, par ses collègues, par l'université tout entière, la porte sur le plan national, parmi ses collègues Recteurs et les responsables du FNRS et des autres fondations scientifiques nationales. Il alerte le Gouvernement et les personnalités politiques, explique, adjure, persuade, obtient quelques premiers résultats.

Trop maigres cependant en regard des nécessités. Il faut trouver le moyen d'émouvoir la Nation, la persuader qu'elle doit consentir un effort supplémentaire pour ses universités et dans quelle direction il lui faudrait porter cet effort. Quelque chose de spectaculaire, qui soit, en même temps, bien pensé, concret, qui emporte l'adhésion à des mesures décisives, une entreprise en somme analogue à ce que les Anglais tenteront de réaliser avec la mission confiée à Lord Robbins.

C'est alors que, sous l'impulsion de Marcel Dubuisson et de Jean Willems, Directeur du FNRS, naît et se développe le projet de la Commission Nationale des Sciences.

On est à un moment crucial de la vie des universités, à un temps fort du rectorat de M. Dubuisson. Grâce à la collaboration de tout

ce que la Belgique compte de hautes personnalités académiques et administratives, le nouvel organisme va tenter de dégager les lignes générales d'une politique nationale en matière d'enseignement et de recherche scientifique. Il faudra faire admettre au public quelques unes des idées – déjà en cours aux Etats-Unis – qui permettent de comprendre que les crédits que l'Etat consacre à la recherche scientifique et à l'enseignement supérieur constituent, en réalité, un investissement dont les retombées sur la vie économique et le niveau social seront considérables.

Le caractère réaliste des protagonistes de la Commission Nationale des Sciences les incite à s'assurer, avant le début des travaux, de certaines conditions d'efficacité pour que les efforts consentis n'aboutissent pas seulement à un bon rapport qui serait rangé dans un tiroir après tant d'autres. On doit déboucher sur des conclusions concrètes qui puissent être reprises par le Gouvernement et le Parlement et coulées dans des textes réglementaires et des décisions effectives.

Ces conditions d'efficacité tiendront en quelques points : tout d'abord, la présidence de la Commission sera confiée à sa Majesté le Roi Léopold. D'autre part, le Gouvernement devra s'être engagé lui-même, tout au moins sur le plan des principes. Cet engagement sera double : d'une part, des ressources supplémentaires seront mises à la disposition de l'enseignement universitaire et de la recherche; ensuite, elles seront affectées à partir et sur la base même des conclusions de la Commission.

Ces conditions sont effectivement réalisées. L'arrêté royal du 17 janvier 1957 qui crée la Commission, la place sous la présidence de Sa Majesté le Roi Léopold. D'autre part, c'est le Premier Ministre, M. Achille Van Acker, lui-même qui installe la Commission le 5 février 1957. Dans son discours, il promet que « le Gouvernement mettra tout en œuvre pour que les recommandations que lui fera la Commission, tant en ce qui concerne le haut enseignement que la recherche scientifique, trouvent des prolongements pratiques dans nos universités et dans les laboratoires de recherche. Il a décidé de consacrer, à ces institutions, une partie des profits de la haute conjoncture actuelle ».

Pendant deux années entières, les autorités académiques les plus compétentes du pays, – et M. Dubuisson en est un leader évident, – vont, en collaboration avec les responsables administratifs,



étudier, discuter, négocier. On réunit les informations nécessaires, on en dégage les lignes maîtresses, on trouve des principes de solution dont on démontre le bien-fondé et auxquels on rallie les plus hésitants. C'est une période de travail intense, acharné, avec des moments de tension et d'autres où l'on se prend à rêver ensemble d'un avenir plus assuré.

Le 12 janvier 1959, le rapport final de la Commission Nationale est remis officiellement au Gouvernement, représenté par son Premier Ministre, M. Gaston Eyskens. « Aucun problème essentiel n'a été laissé dans l'ombre », déclare à cette occasion sa Majesté le Roi Léopold, « qu'il s'agisse de réformes de l'enseignement universitaire, de l'ouverture de nouvelles carrières scientifiques, de l'augmentation des effectifs d'assistants et de techniciens de laboratoires, de la démocratisation des études et des mesures à prendre pour l'organisation des études postgraduées, de la question cruciale des bâtiments universitaires, d'une meilleure coordination dans les recherches, de l'exploitation des ressources naturelles, du développement scientifique dans nos Territoires d'Outre-mer ».

Certains problèmes n'ont cependant pu être qu'effleurés, ajoute le Roi Léopold, des solutions concrètes n'étant proposées que pour les questions les plus urgentes; aussi, pour rencontrer ces problèmes, la Commission préconise-t-elle la création d'un « Conseil National de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, organe consultatif du Gouvernement chargé d'élaborer et de suivre l'exécution de la politique scientifique de la Belgique. Ce Conseil assurerait en fait la relève de la Commission Nationale des Sciences ».

Dans sa réponse au Roi Léopold, M. le Premier Ministre déclare que son Gouvernement « se saisit des résolutions de la Commission » et qu'il espère pouvoir « communiquer prochainement les premières décisions gouvernementales prises sur (ses) recommandations ». Il trace, ensuite, les grandes lignes de la politique gouvernementale : la recherche fondamentale est liée à l'enseignement supérieur; le Gouvernement visera « à stimuler les institutions de recherche, les aidant à former un nombre suffisant de chercheurs, à leur donner une carrière décente, à leur accorder les moyens d'action indispensables, à assurer leur utilisation efficace »; en outre, il faut « aménager les institutions chargées de définir et de poursuivre la politique scientifique, provoquer entre le monde universitaire et le domaine où se meuvent les grandes forces écono-

miques et sociales une collaboration constante et une stimulation réciproques ». Car, « les incidences de la science sur la vie des peuples ne sont plus à souligner ».

Ce ne sont pas là que des paroles et des promesses; les conclusions de la Commission Nationale des Sciences se traduiront bientôt par des décisions politiques dont les universités et les fondations scientifiques percevront rapidement les effets bénéfiques.

Dès l'été 1957, une première recommandation avait été soumise au Gouvernement. Elle demandait qu'en attendant les décisions définitives de la Commission, il soit « remédié à l'insuffisance actuelle des ressources des établissements d'enseignement supérieur et de recherche ». Un « ballon d'oxygène » devrait leur être accordé de toute urgence, qui leur permette d'éviter l'asphyxie. C'était une première recommandation, c'était aussi un test quant à la réalité des intentions du Gouvernement.

Effectivement, le Gouvernement « marche ». Des mesures d'urgence sont prises, des crédits libérés; au cours des années 1958 et 1959, une centaine de nouveaux mandats d'assistants seront distribués par le Conseil d'administration de l'Université de Liège dans les services scientifiques. Cette fois on respire. Les budgets des universités de l'Etat seront augmentés d'année en année, tandis qu'une loi du 2 août 1960 accorde aux universités libres et au FNRS un régime de financement beaucoup plus favorable.

Les universités de l'Etat vont recevoir bientôt la maîtrise de l'ouvrage (loi du 1<sup>er</sup> août 1960). L'Université de Liège obtiendra satisfaction également sur le plan des acquisitions de terrains au Sart Tilman (11 mars 1959). En outre, un fonds des constructions universitaires est créé par la loi du 22 avril 1958.

Sur un autre plan, un arrêté royal du 27 mai 1958 assure à l'Université de Liège un statut convenable pour son personnel administratif et technique. Plus longues seront les négociations qui aboutiront à la création des fonctions d'associés par la loi du 14 décembre 1960. Entre-temps cependant, le Patrimoine de l'Université de Liège en avait permis la création anticipée (décision du 22 octobre 1958).

L'Etat aide ses universités sur un autre plan encore. De manière à compenser l'érosion de leurs capitaux propres et par conséquent, de leurs revenus annuels, la loi du 3 mars 1958 décide le transfert à leurs patrimoines des droits d'inscription des étudiants.



Par ailleurs, une loi du 3 août 1960 accorde à toutes les universités des « subsides sociaux » destinés à permettre la construction et le financement de homes et de restaurants, à renforcer l'action des services sociaux et à développer les activités culturelles des étudiants.

Enfin, un arrêté royal du 16 septembre 1959 crée les organes de la politique scientifique de demain : un Comité ministériel, une Commission interministérielle et un Conseil national de la politique scientifique.

Ainsi, au cours de ces trois années 1958, 1959, 1960, les efforts consentis par quelques hommes clairvoyants et résolus ont conduit à un ensemble de mesures destinées à améliorer la situation des universités et à leur permettre ainsi de mieux réaliser leur mission de haut enseignement et surtout de recherche.

### **Puissance et dynamisme du Patrimoine universitaire**

L'action du Recteur Dubuisson au sein de la Commission Nationale des Sciences et, ultérieurement, auprès du Gouvernement pour obtenir l'application des résolutions principales de cette Commission, si intense et si absorbante qu'elle ait été, ne l'a cependant détourné ni de la conduite quotidienne de son université ni des mesures internes à prendre pour en faire une université moderne.

Il y développe le même dynamisme, le même sens de l'efficacité, le même soin à mettre de l'ordre sans brider les initiatives, la volonté aussi de placer l'université dans la société à un rang digne de ce qu'elle représente.

Une des premières questions et sans doute une des plus complexes, qu'il a héritée de l'« ancien régime », est celle de l'application d'une convention, intervenue en 1951, entre l'Assistance publique de Liège (qui, on le sait, a la responsabilité de l'hôpital universitaire) et le Patrimoine, au sujet des honoraires médicaux promérités par les professeurs de la Faculté de Médecine, chefs des services cliniques et policliniques de cet hôpital.

Cette convention est peu claire, sujette à controverses, peu attrayante pour l'université; la masse des honoraires médicaux en cause est certes médiocre encore mais on pressent qu'elle progressera rapidement, au rythme même du développement de la médecine

et de la sécurité sociale; l'avenir des services médicaux de l'université est ainsi directement impliqué, comme le sont d'ailleurs certains autres intérêts, ceux de l'Assistance publique, ceux aussi de quelques professeurs.

Bien des confusions existent sur la légitimité de ces différents intérêts; bien des questions fondamentales ne sont pas encore résolues; par exemple, qui est responsable des polycliniques? à qui appartiennent les honoraires médicaux?

Il faudra du temps, de la persévérance, une volonté affirmée de clarifier les choses, sans s'égarer dans des détails et en considérant avant tout le bien général de l'institution. On aboutira d'une part, à une convention convenable avec l'Assistance publique et d'autre part, à un régime de gestion des services médicaux qui allie la liberté d'action des professeurs et les conditions de leur intégration dans l'université.

L'article 63 de la loi du 28 avril 1953 est, à cet égard, d'un grand secours et M. Dubuisson incite aussi bien son Conseil d'administration que la Commission administrative du Patrimoine à l'utiliser dans toutes ses conséquences et ses prolongements. Rappelons-le, cet article régit les activités rétribuées des services universitaires; il en confie au Conseil d'administration la haute surveillance, de manière à ce qu'elles restent dans les limites de la mission universitaire; il en donne la propriété des revenus au Patrimoine universitaire, à qui incombent ainsi des tâches importantes d'organisation budgétaire et comptable.

C'est grâce à cet article et après de nombreuses réflexions, négociations et discussions, qu'un règlement est adopté, au printemps 1957, qui met au point les responsabilités respectives des autorités académiques et des chefs de service dans la gestion de ces revenus universitaires, aussi bien d'ailleurs pour les services de médecine que pour ceux des autres facultés.

Ce règlement est toujours en vigueur. On peut dire qu'il a été un des fondements du rayonnement de maints services scientifiques.

Ainsi, en contribuant à une meilleure organisation des services universitaires, le Patrimoine assume un rôle auquel ne le destinait pas son origine.

A l'origine en effet, le Patrimoine, c'est simplement un capital reçu de la *Commission for relief in Belgium*, relativement important



à l'époque (c'était en 1920) mais que les dévaluations monétaires successives ont singulièrement amoindri.

Comme en bien d'autres domaines, M. Dubuisson comprend rapidement quel instrument de gestion efficace peut devenir ce Patrimoine, s'il est manié correctement et s'il dispose de ressources plus importantes.

Il va donc s'efforcer de réaliser ces conditions. Il prend soin tout d'abord d'instaurer entre la Commission administrative du Patrimoine et le Conseil d'administration, une étroite collaboration et une parfaite unité de vues.

D'autre part, il va rechercher, à tous moments et en toutes occasions, les mesures aptes à renforcer la capacité financière du Patrimoine. L'équilibre budgétaire de celui-ci est bien entendu de rigueur, dans toutes ses principales composantes. On va tenter de gonfler son portefeuille et par là même l'importance de ses revenus annuels, en utilisant notamment la trésorerie des comptes de l'article 63.

Des moyens plus importants encore sont recherchés. Toute une action se développe auprès du Gouvernement pour obtenir la revalorisation des revenus du Patrimoine : c'est chose faite par la loi du 3 mars 1958 qui attribue au Patrimoine la propriété des droits d'inscription des étudiants qui jusqu'à ce moment, étaient versés au Trésor public. De même, c'est au Patrimoine que la loi du 3 août 1960 confie les subventions qu'elle destine à la promotion des activités socio-culturelles des étudiants. On va voir aussi les subsides de recherche des Fondations scientifiques transiter par le Patrimoine universitaire. On va obtenir que l'Etat rachète certains biens que le Patrimoine avait acquis mais qui étaient destinés à l'enseignement ou à la recherche. On va obtenir de meilleurs contrats avec l'Assistance publique et de meilleures conditions de paiements. On assurera aux disponibilités de trésorerie aussi bien qu'aux réserves un meilleur rendement.

Ces mesures vont donner au Patrimoine une puissance d'intervention financière inconnue jusqu'alors. Qu'on en juge : entre 1953 et 1971, les revenus propres annuels sont passés de 2 à plus de 45 millions et son portefeuille s'est accru de 30 à plus de 240 millions; ceci indépendamment de l'acquisition de nombreux immeubles.

Grâce à un Patrimoine ainsi doté de moyens plus substantiels, tout un ensemble de mesures pourront être prises pour contribuer

au développement de l'université. L'essentiel n'est pas ici de les énumérer <sup>(1)</sup> mais plutôt de montrer la manière dont le Recteur Dubuisson utilise le Patrimoine pour faire face aux problèmes que rencontre l'Université ou pour réaliser des objectifs d'expansion universitaire.

On pourrait résumer ceci en disant qu'à chaque moment où un problème se pose dans l'université, le Patrimoine intervient en soutien ou en avant-garde de l'action du Conseil d'administration.

S'agit-il, à un moment donné, de doter les prestations des services d'une organisation qui leur permette de se développer dans l'ordre universitaire, on l'a déjà dit, le Patrimoine prend ses responsabilités.

Le statut des universités de l'Etat ne permettant pas de disposer toujours du personnel approprié à certaines tâches, avec des titres appropriés, le Patrimoine crée des bourses de recherche, de jonction, de doctorat, des titres d'associé, de chargé d'enseignement, de maître de stages, etc.

Veut-on promouvoir une forme nouvelle d'aide sociale ou culturelle aux étudiants, le Patrimoine se fait constructeur et gestionnaire de homes et de restaurants, créateur de services – Service social, Service des étudiants, Service psychologique, Service des langues vivantes – promoteur de cercles interfacultaires à objectifs culturels, cofondateur d'une discothèque à Liège...

Est-on engagé dans la politique d'acquisition de terrains au Sart Tilman, le Patrimoine assume sa part de charges à côté de l'Etat; n'hésitant pas, d'ailleurs, à un certain moment, à prendre le relais provisoire de l'Etat défaillant pour éviter l'écroulement d'une équipe de travail et une interruption dommageable des travaux de construction.

Souhaite-t-on que l'Université de Liège soit présente au-delà des frontières belges, que ses membres soient au contact de la science internationale ou qu'ils mettent leur compétence au service du développement du Tiers-Monde? Songe-t-on à favoriser d'une manière particulière les échanges scientifiques avec les universités d'au-delà du rideau de fer? De nouveau, le Patrimoine intervient par ses bourses, ses subsides, ses conventions d'échanges, etc.

<sup>(1)</sup> Cfr J. Delchevalerie, « Le Patrimoine de l'Université de Liège », *Revue universitaire de Liège*, 1973/1.



L'université doit-elle participer, en tant que personne juridique, à une action régionale, c'est évidemment au Patrimoine que l'on a recours.

On pourrait s'étendre longuement encore sur ce thème. L'essentiel a cependant été dit sur ce que le Recteur Dubuisson a pensé et a fait en ce domaine. C'est à propos du Patrimoine, qu'ont été recommandées les plus âpres mesures d'économies et en même temps, imaginés les « coups » les plus audacieux et les paris sur l'avenir... Souvent, en parlant du Patrimoine, de la souplesse, de la rapidité et de l'efficacité de ses interventions, M. Dubuisson songeait avec mélancolie que c'était là, en somme, le régime normal des universités libres, et que ce serait un bien incommensurable pour les universités de l'Etat également, de jouir d'un statut analogue.

### **Une administration au service de l'université**

En quelques années, grâce à la Commission administrative du Patrimoine et au Conseil d'administration, le Recteur Dubuisson crée une administration à la mesure des desseins qu'il nourrit.

Ce ne fut pas une construction d'un seul bloc, soigneusement programmée, mais une œuvre patiente, prudente même, réalisée au fil des circonstances. M. Dubuisson se méfie des institutions artificielles, pensées en chambre, qui n'ont pas déjà prouvé leur nécessité avant que de naître. Aussi, est-ce en vue de faire face à des besoins concrets qu'il se choisira des collaborateurs – de préférence des universitaires, qui lui paraissent plus aptes à « comprendre » les problèmes de l'institution et à imaginer les solutions – et les placera dans le rôle qu'il leur destine.

Au départ, il a besoin d'un secrétaire qui l'aide à dépouiller ses dossiers; il en fera bientôt son conseiller et le placera à la tête des fonctionnaires déjà en place, avant que le Conseil d'administration n'en fasse le directeur général de l'ensemble des services administratifs.

Qu'apparaisse l'opportunité d'une nouvelle politique estudiantine, on crée un Service des Etudiants, pour la préparer, l'appliquer et la suivre. Le nouveau statut du personnel administratif et technique comporte-t-il des obligations en matière de recrutement, de régime de promotions, de paiement des traitements,

de relations avec les organisations syndicales, etc. : on trouve un universitaire pour rénover et adapter le Service du Personnel. Construire de nouveaux bâtiments, pour une nouvelle université au Sart Tilman, sous le régime nouveau de la maîtrise de l'ouvrage, ne pourra se réaliser sans mettre en place les services administratifs et techniques appropriés. La gestion des homes et des restaurants estudiantins, les relations publiques et les problèmes de l'information, une meilleure gestion budgétaire et financière, la récupération des honoraires médicaux, les achats de fournitures, les secrétariats de faculté, autant de domaines où il faut placer des hommes nouveaux.

Ainsi le Recteur, tout comme le Vice-Président du Conseil d'administration, entendent-ils disposer d'une équipe adaptée aux différents objectifs de la gestion universitaire, une et diverse en même temps, bien structurée et hiérarchisée sans vain formalisme, dynamique et décidée. Chaque membre de cette équipe devra devenir en quelque sorte un expert dans le domaine qui lui est confié et ainsi pouvoir aider de ses conseils les autorités académiques.

Aujourd'hui, on se préoccupe beaucoup des problèmes de la gestion universitaire et l'on trouve tout naturel qu'une université dispose d'un personnel spécialisé. A l'époque, c'était faire, en Belgique tout au moins, œuvre de pionnier. Le « fonctionnaire académique » belge est né à Liège. Non sans difficultés d'ailleurs ni sans réticences parfois dans les milieux académiques.

Ces difficultés et ces réticences, M. Dubuisson les assume résolument. Il est trop conscient de la nécessité de faire place, dans une université en développement, à la fonction d'étude et d'action administratives.

Il pense surtout qu'en définitive, une administration dépendant étroitement des autorités de l'université sera, pour celle-ci, un des moyens les plus sûrs de son autonomie, puisque, à défaut, c'est à l'administration ministérielle qu'il faudrait inéluctablement recourir.

De ses collaborateurs administratifs, M. Dubuisson exige beaucoup. Il entend entrer en séance du Conseil d'administration en disposant d'une étude préalable complète de chaque dossier et s'être fait sur chacun de ceux-ci une opinion ferme, débouchant sur des possibilités positives de solution, qu'il peut soumettre aux délibérations de ses collègues sans risquer un échec.



C'est sur son administration qu'il compte essentiellement pour lui fournir informations et conseils. Cet homme d'autorité qui sait ce qu'il veut et le veut fort, recherche la critique, à la condition qu'elle ne soit pas gratuite. Dans ce but, il n'hésite pas à dire ses intentions, à parler de ses projets immédiats et de ceux de demain, de manière que chacun sache où il en est et où il souhaite aller.

Il a une façon bien à lui d'aborder une question qui lui tient à cœur : il lance dans la conversation une idée inattendue, déroutante, apparemment impossible à réaliser et cependant séduisante; il l'exprime avec force, avec passion parfois, avec d'autant plus de force et de passion qu'il la sait inapplicable comme telle. Il attend qu'on en élague avec lui les formes excessives, qu'on fasse preuve d'imagination dans la recherche de solutions, qu'on élabore une argumentation convaincante, que l'on définisse un projet concret conduisant aux décisions appropriées.

La vie administrative est dure, non pas tellement en raison de la quantité de travail qu'à cause de la tension dans laquelle on travaille ainsi. Mais M. Dubuisson porte à ses principaux collaborateurs une estime et une confiance qui appellent le franc concours et il a pour eux des marques de sympathie, voire d'affection, qui rendent possibles et enthousiasmantes les heures de travail les plus ardues.

### Une politique estudiantine

La vie des étudiants dans l'université a été l'objet de la sollicitude constante et agissante du Recteur Dubuisson.

Si aujourd'hui, à tort ou à raison, les étudiants s'estimant adultes, entendent régler eux-mêmes leurs problèmes, on trouvait normal, avant 1968, que les autorités académiques développent une « politique estudiantine ».

L'université est alors généralement considérée comme une « communauté de maîtres et d'élèves », comme une « maison » où cohabitent professeurs et étudiants, unis dans une même intention de formation au plus haut niveau de la science et de la culture.

M. Dubuisson partage cette conception. Il considère donc que son devoir est d'aménager cette « maison » de manière que les étudiants s'y sentent accueillis et aidés dans leurs difficultés maté-

rielles, psychologiques ou autres; de manière aussi qu'on leur facilite l'accès aux informations et les guide dans leurs démarches administratives, qu'on les encourage à découvrir ce centre privilégié d'activité intellectuelle qu'est une université et à participer activement à sa vie.

Strictement respectueux de la liberté de chaque étudiant et de chacune de leurs associations, il ne croit pas pénétrer dans une zone d'action interdite en suscitant lui-même des initiatives en faveur des étudiants. Une certaine manière réaliste qu'il a de regarder les choses le conduit d'ailleurs à formuler des réserves sur la continuité des œuvres entreprises par les seuls étudiants et, par conséquent, à intervenir chaque fois que ces œuvres lui paraissent devoir durer.

C'est dans cet esprit que M. Dubuisson « intervient », avec son efficacité coutumière, à différents niveaux.

Et, d'abord, pourquoi ces couloirs mornes et ces amphithéâtres revêches ? Pourquoi pas des cafetaria et des salles de réunions là où c'est possible ? Les locaux vétustes, inhospitaliers, insalubres, sans âme ni couleur, seront une de ses préoccupations tenaces.

Sur le plan de l'aide matérielle, il a été de ceux qui, au sein de la Commission Nationale des Sciences, ont préconisé une extension, en nombre comme en importance, des bourses d'études pour les étudiants aptes à entreprendre des études universitaires. Parallèlement, il s'efforce d'accroître la capacité financière du Service social pour lui donner les moyens de multiplier les aides individuelles et de corriger ce qu'un régime national de bourses d'études peut avoir de trop rigide et de trop aveugle.

Les problèmes du logement des étudiants sont un objet privilégié de son attention. Il n'existe, en 1953, aucun home, en dépit des nombreux efforts consentis jusque là pour en construire. M. Dubuisson raconte, dans ses mémoires, comment, à cette époque où tout était difficile, il réussit, quoique ne disposant d'aucune ressource et malgré des obstacles administratifs et juridiques invraisemblables, à édifier un premier home, le home Ruhl et à le faire fonctionner.

D'autres homes et d'autres restaurants seront ultérieurement élevés, mais c'est au home Ruhl qu'il pense avec prédilection : il y a démontré sa vocation de constructeur, en même temps que



ses talents de diplomate et d'organisateur. Il aimait s'y rendre, le soir, pour y rencontrer des étudiants et aurait souhaité que ses collègues en fassent autant : peut-être, rêvait-il aux « colleges » anglais...

Entre-temps, d'autres problèmes sont apparus. Celui, tout d'abord, de l'information des étudiants sur leur avenir professionnel. Les Amis de l'Université s'en étaient préoccupés depuis plusieurs années déjà, en créant un centre d'information. Il faut consolider financièrement cette initiative; le Patrimoine universitaire s'y emploie dès le moment où il peut disposer des « subsides sociaux ».

Parallèlement, le Service Psychologique des étudiants est mis sur pied pour répondre aux questions que peuvent se poser les étudiants sur leurs chances personnelles de réussite dans les études ou pour les aider à surmonter certaines difficultés d'adaptation à leurs études ou à leur vie d'étudiant.

A la même époque, on organise le Secrétariat général du Service des Etudiants. Celui-ci est conçu comme un organe d'accueil des étudiants et d'information sur leurs études, en même temps qu'une administration chargée d'étudier les « affaires estudiantines » et de se tenir en étroit contact, pour les aider, avec les associations estudiantines.

Autre domaine d'intervention : les activités « culturelles » des étudiants. M. Dubuisson est personnellement un ami des arts; il aime fréquenter musiciens, peintres et sculpteurs et s'intéresse de près à leurs œuvres; on le trouve à l'origine de maintes initiatives de promotion culturelle : Concerts de Midi, Chorale universitaire, Discothèque de Belgique à Liège, Concerts du Conservatoire de Musique,... Il est de ceux qui regrettent la séparation de l'Art et de la Science et que l'Université ne s'ouvre pas suffisamment à la vie artistique. A défaut de pouvoir intégrer celle-ci dans des programmes officiels de formation, il croit qu'à tout le moins, il serait heureux d'offrir aux étudiants des occasions de s'initier à la pratique des arts.

Dès avant son rectorat, il avait créé la Chorale universitaire et l'avait conçue comme une occasion privilégiée de contact entre musiciens réputés, jeunes étudiants, professeurs et assistants, tous ensemble unis dans l'enthousiasme d'une œuvre à découvrir et à interpréter, avec la perspective d'un concert de grande classe offert par l'Université à la ville.

L'expérience et le succès de la Chorale l'encouragent à tenter d'autres expériences analogues; et c'est ainsi que naissent les « cercles interfacultaires » voués à la pratique des arts, peinture et sculpture, photographie et cinéma, littérature et théâtre.

Toute cette activité ne se déploie pas sans être motivée par un sentiment de sympathie. Mais il ne s'agit pas d'affection aveugle ou condescendante, ni non plus dénuée d'attention portée aux souhaits des étudiants.

Il est aux écoutes de ce qu'ils disent et font, reçoit et parle avec les responsables de leurs associations. Il regrette parfois de ne pouvoir les interroger tous individuellement et de devoir emprunter des voies détournées pour communiquer avec eux.

C'est cette curiosité à leur endroit, ce besoin qu'il ressent de connaître leurs avis pour orienter son action qui le poussent à annoncer, dans son discours de rentrée 1954-1955, son intention de les questionner, individuellement et anonymement, sur leur vie d'étudiant, sur les problèmes qu'ils y rencontrent, sur les suggestions qu'ils ont à formuler... Les réponses abondent <sup>(1)</sup>; elles seront à la base de maintes réalisations qui viennent d'être rappelées.

Une deuxième enquête, également anonyme, sera menée auprès des étudiants au moment où l'université s'interroge sur les réformes d'études à entreprendre. Elle porte sur la manière dont les étudiants ressentent l'organisation des études et des examens. Ici encore, des observations, critiques et suggestions seront exprimées par les étudiants et seront portées, pour qu'il en soit tenu compte, à la connaissance des professeurs, des facultés et du Conseil d'administration.

Ultérieurement – nous sommes en 1965 – des formes plus institutionnelles de concertation avec les étudiants seront mises en place : un comité social consultatif est créé pour conseiller la Commission administrative du Patrimoine dans l'utilisation et la répartition des subventions sociales prévues par la loi du 3 août 1960. Dans le même esprit, des comités paritaires sont institués dans chacun des homes, pour permettre à la direction de connaître les désirs des résidents.

<sup>(1)</sup> Cfr Mme Dubuisson-Brouha, « En marge d'une enquête auprès des étudiants de l'Université de Liège », *Bulletin de l'Association des Amis de l'Ulg.*, 1957, n° 2.



Ainsi, le Recteur Dubuisson est-il ouvert à ce que pensent les étudiants. Il n'admettra cependant pas que ceux-ci exercent des droits que le statut légal des universités de l'Etat ne leur reconnaît pas; celui, par exemple, de « participer » à part entière aux délibérations des organes de gestion. Il restera ferme sur ce point en dépit des difficultés que cette position lui causera en 1968-1969 et ultérieurement.

### **Des ouvertures sur le monde**

Pourquoi et dans quel esprit le Recteur Dubuisson a-t-il voulu tourner l'Université de Liège vers les problèmes du Tiers Monde ?

Faut-il faire appel à son goût presque romantique pour l'aventure, l'exotisme, l'action difficile en pays mal connu encore, proche, en maints de ses aspects, de la vie primitive et de la nature ?... C'est plutôt à sa conception des devoirs d'une université qu'il faut attribuer les décisions essentielles qui sont intervenues en ce domaine.

Le concept même d'autonomie le conduit tout naturellement à assumer les responsabilités du développement interne de l'université. Il a cependant la certitude que la grandeur de la maison qu'il gouverne se mesurera à son renom, au rôle qu'elle aura assumé dans la société et dans le monde.

Aussi recherche-t-il activement les portes par lesquelles faire sortir l'université de son enceinte, pour la faire rencontrer les problèmes des hommes.

Son premier discours ne s'intitule-t-il pas « Des portes s'ouvrent sur la mer » ? Le temps n'est cependant pas encore venu d'orienter l'université vers la mer et M. Dubuisson, impatient par nature, sait porter longtemps les projets qui doivent encore mûrir.

Pour l'immédiat, ne pourrait-on trouver un moyen d'établir, par-delà le Rideau de fer, des contacts avec les universités-sœurs des pays de l'Est ? C'est une de ses préoccupations et il trouve rapidement les contacts nécessaires à l'établissement d'accords bilatéraux qui ont été si bénéfiques et durent encore aujourd'hui.

Dans l'environnement immédiat de l'université, il est des ouvertures à trouver, des collaborations à susciter : il ne manque aucune

occasion d'encourager et d'aider des services universitaires à orienter des travaux scientifiques vers les entreprises publiques ou privées.

Mais comment ne pas se tourner vers l'Afrique ? Nous sommes en 1955 et la Belgique, — la Belgique savante y compris, — s'intéresse de plus en plus à sa « colonie » du Congo. Plusieurs professeurs de notre université sont déjà engagés dans l'action africaine. Mais l'Université de Liège comme telle ne doit-elle pas — comme d'autres l'ont fait déjà — apporter son concours, sa pierre, à l'édification de l'œuvre belge au Congo ?

Mais quelle pierre ? M. Dubuisson interroge autour de lui, se fait remettre de la documentation, s'informe sur les réalisations des autres universités ; il ne peut en tirer de conclusions convaincantes sur ce que pourrait être l'apport propre de son Alma mater, un apport spécifiquement universitaire qui servirait au développement du Congo.

Il faut aller sur place, voir les problèmes, observer les hommes et les choses, « sentir » les situations, se laisser imprégner par des sentiments, des idées, des émerveillements et des indignations.

Il effectue lui-même ce voyage de reconnaissance et y consacre deux mois entiers de l'année 1956.

Il en revient avec une moisson d'informations mais surtout avec une idée. Une des lacunes les plus visibles de l'œuvre coloniale, a-t-il observé, est le manque de réflexion en profondeur, non pas de telle action déterminée mais des interactions entre les différentes initiatives. La faute n'en incombe pas aux hommes qui, sur place, sont débordés par l'ampleur des problèmes auxquels ils sont confrontés. L'université ne pourrait-elle, si l'on fait appel à elle, orienter une partie de ses activités à étudier dans toutes leurs implications réciproques, certains projets et programmes d'actions ? Elle pourrait, dans ce but, mobiliser certains de ses chercheurs et constituer des « équipes interdisciplinaires ».

Du même coup, prédit M. Dubuisson dans son discours de rentrée de 1956, on assisterait à une « métamorphose » de l'université. Ne peut-on espérer, en effet, voir « nos chercheurs, pris à la gorge par le tragique de certaines situations congolaises, abandonner le sanctuaire de leurs recherches personnelles pour s'atteler résolument à l'étude des moyens les plus adéquats pour mettre en valeur un pays, tout en lui évitant les troubles excessifs, dans l'équilibre de



la nature et de ses habitants... L'université a été trop longtemps une tour d'ivoire au pied de laquelle s'éteignaient les remous d'une société tourmentée et tumultueuse ». Il faut la sortir « de son splendide isolement » et la rendre attentive aux problèmes des hommes.

Les motivations essentielles de l'action africaine liégeoise partent de là : d'un souci d'apporter à l'œuvre congolaise, un concours qui soit spécifiquement universitaire, du désir de venir en aide à la population de ce grand pays en crise de croissance et, en même temps, d'une volonté de faire sortir les chercheurs des préoccupations exclusives de leurs laboratoires pour les mettre, sur le terrain, en contact avec les réalités humaines fondamentales.

On sait comment cette idée a rencontré un désir de collaboration de la part du Centre d'Etudes des Problèmes Sociaux Indigènes d'Elisabethville et comment s'est établi un système de relations qui a conduit l'Université de Liège, par l'intermédiaire de sa Fondation FULREAC, à s'atteler à l'étude d'une des plus redoutables questions des pays en développement : la promotion économique et culturelle des populations rurales.

## II. — LE TEMPS DE LA GRANDEUR ET DES DÉCEPTIONS

Les objectifs des deux premiers mandats rectoraux ont été pratiquement réalisés, — au prix de quels efforts et de quelles luttes ! — grâce à la conjonction d'une volonté de renaissance universitaire et d'une politique gouvernementale centrée sur le développement des universités du pays.

A Liège, tout est en place, ou presque, pour faire face à l'expansion qui s'annonce. Les services scientifiques disposent maintenant des crédits et du personnel suffisants pour affronter leurs tâches de recherche. Le Conseil national de la Politique scientifique où l'influence académique est prépondérante va, espère-t-on, conseiller au gouvernement les mesures propres à accroître encore l'appareil scientifique des universités et à le rendre compétitif sur le plan international. Tout est prêt au Sart Tilman pour y construire, selon un plan général et un timing qui ont été admis en fait par le gouvernement, la « plus belle université d'Europe ». On s'active à préparer une nouvelle offensive pour

obtenir la « maîtrise des programmes d'enseignement » qui permettra de sortir du « carcan » de la loi de 1929 et d'adapter les études au temps présent. L'université est bien implantée en Afrique où elle poursuit, dans des conditions politiques fort complexes certes, son expérience de promotion rurale. Sur le plan international, l'Université de Liège fait bonne figure. Par exemple, les colloques scientifiques qu'elle vient d'instituer ont acquis déjà un renom enviable. Et la présence active du Recteur Dubuisson aux travaux de la Commission de l'enseignement supérieur et de la recherche près le Conseil de l'Europe et à ceux de la Conférence européenne des Recteurs et Vice-Chanceliers, montre tout l'intérêt de l'Alma Mater liégeoise à la dimension internationale des problèmes universitaires.

Cette période s'annonce féconde et elle le sera : le 150<sup>e</sup> anniversaire de l'université pourra être célébré, en 1967, avec un faste à la mesure de la vitalité de l'Alma mater liégeoise et de la renommée personnelle de son Recteur.

Elle comportera cependant, pour l'université comme pour M. Dubuisson qui vient d'être réélu Recteur pour la troisième fois, des déceptions et des sujets d'inquiétude.

Une fissure va apparaître entre les desseins politiques et les conceptions académiques en matière universitaire.

En ce qui concerne les universités de l'Etat, le sens de la loi du 28 avril 1953 va progressivement s'estomper, créant des malentendus et des difficultés à se comprendre. Bientôt, les autorités académiques se trouveront en désaccord avec les responsables politiques à propos de l'« expansion universitaire ». Ceux-ci conçoivent cette expansion dans le prolongement de leurs positions en matière linguistique et régionale, corrigées quelquefois par une certaine conception de la démocratisation des études; ils vont tendre, en conséquence, à un développement géographique des institutions universitaires. Les milieux universitaires, dans leur généralité, vont continuer à défendre une politique de concentration de l'effort du pays sur les établissements existants et feront valoir, à cet effet, considérations financières aussi bien que motifs proprement académiques. Des divergences apparaissent en outre, entre les universités elles-mêmes, quant aux modalités de leur propre expansion.

Sur un tout autre plan, celui de la politique scientifique, le Conseil





national de la Politique scientifique, après une période de rodage pleine de promesses, va connaître des dissensions profondes entre ceux qui misent surtout sur le développement des services scientifiques des universités et ceux qui entendent soutenir un certain nombre de programmes de recherches auxquels ils reconnaissent la vertu de servir la politique nationale.

Autre sujet d'inquiétude : à l'intérieur des universités, la vitalité des services scientifiques et l'extension des facultés vont créer de nouveaux problèmes, ceux-là que connaît, à un certain moment, toute entreprise qui, ayant prospéré, a pris une dimension nouvelle. Pourra-t-on, à temps, opérer les adaptations de mentalité et de structure qui permettront au système de s'adapter ?

Le contexte dans lequel l'action du Recteur Dubuisson va se poursuivre au cours des années qui viennent sera bien différent de celui de ses deux premiers mandats.

### **Réforme des études universitaires**

On pourrait croire que le rôle d'un Recteur en matière d'organisation des études est prépondérant. Il n'en est guère ainsi, du moins dans une université de l'Etat.

Ce sont les professeurs, « propriétaires » des cours que le Roi leur a attribués, qui décident ce qu'ils enseigneront et la manière de le faire; ce sont les facultés qui sont « gardiennes » des programmes d'études et qui, en fait sinon en droit, jouent sans doute le rôle le plus important dans les nominations des professeurs.

La mission personnelle du Recteur est en quelque sorte seconde. Il ne peut qu'agir par la persuasion auprès des facultés et des professeurs, animer des réflexions ou susciter des critiques ou encore, faire valoir des considérations administratives et financières.

Le Recteur Dubuisson ne s'est pas fait faute d'user de ces moyens, avec toute la force de sa personnalité. Persuadé que la nomination d'un professeur engage l'avenir d'une discipline pour le temps d'une génération, il a le souci de suivre de près l'évolution des procédures en faculté, de s'inquiéter lui-même de la personnalité des candidats, de se faire expliquer les conséquences des choix envisagés; il lui arrive de préconiser, lorsqu'il a le sentiment que la solution la meilleure n'a pas été trouvée, le recours à des procé-

dures extraordinaires, par exemple, des missions de reconnaissance auprès d'universités étrangères.

Mais ses préoccupations majeures, en cette matière, se situent sur le plan du système belge de collation des grades. Réadapter à temps l'organisation des études pour que, tout en conservant leur caractère universitaire, elles rencontrent les nécessités changeantes de la vie sociale et l'évolution des sciences, devrait aller de soi. Pourtant, dans notre pays, il fut un temps où entreprendre une action de quelque envergure en ce domaine, semblait relever du rêve et faisait hésiter les plus audacieux.

La législation de l'époque prévoyait, en effet, jusque dans le détail des intitulés de cours, la manière d'aménager les différents programmes qu'elle reconnaissait : changer un iota à ces dispositions légales impliquait une procédure longue et aléatoire. Sans doute, existait-il des grades non soumis à cette législation ; mais, outre qu'ils subissaient encore, dans maints milieux, le préjugé défavorable d'être des grades de seconde zone, leur organisation, dans les universités de l'Etat tout au moins, dépendait du Ministre de l'Instruction publique.

Une réglementation pèse non seulement par les règles qu'elle prescrit mais encore, et peut être surtout, par les habitudes qu'elle crée chez ceux qui doivent en user. La difficulté juridique d'opérer des changements, fussent-ils mineurs, aux programmes des enseignements avait conduit pratiquement à un sentiment d'impuissance, au sein même de l'université, et par là-même à l'immobilisme.

Sans doute pouvait-on, en dépit de tout, parvenir à certains résultats. Mais au prix de quels efforts ? On s'en rendit compte lors de la réforme des études d'ingénieurs dans laquelle le Doyen de la Faculté des Sciences appliquées de l'époque s'était intrépidement engagé en 1959. Elle suscita des discussions interminables entre collègues et entre facultés, des tempêtes de récriminations et de cris d'alarme, mobilisa énergie et imagination, avant d'aboutir à quelque résultat.

Pour leur part, le Recteur Dubuisson et son Conseil d'administration, s'impatientent de tant d'inutiles complications et décident de s'attaquer à la cause même de l'immobilisme, c'est-à-dire au système de la loi sur la collation des grades académiques.



A la rentrée académique d'octobre 1961, M. Dubuisson prononce un discours, dont le titre, à lui seul, est tout un programme : « Approprions les études universitaires à notre temps ». Il y dénonce, selon son habitude en peu de mots mais vigoureux et fermes, le « carcan » de la loi de 1929. « L'Université est majeure », déclare-t-il, « elle doit pouvoir décider de ses programmes »; redoute-t-on la diversité qui naîtrait ainsi entre les universités ? Au contraire, celle-ci est source de richesse puisqu'elle permettrait « d'offrir un large éventail d'études différenciées » qui « développerait probablement la collaboration entre les universités ». Sa conclusion est nette : à échéance moyenne, il faut revoir, en profondeur, tout notre système de collation des grades; pour l'immédiat, en homme pratique, se rendant compte qu'une modification radicale est, en ce moment, politiquement impossible, il suggère d'envisager une étape intermédiaire, destinée à *assouplir* le système.

Cette suggestion est retenue et par les autres universités et par le Gouvernement; elle est à l'origine de la loi du 21 mars 1964 et, d'autre part, de l'arrêté royal du 30 septembre 1964.

Le premier texte comporte la subtile mais efficiente distinction entre « matières » et « cours », qui donne pratiquement aux universités le pouvoir de concevoir, à leur manière et selon leurs possibilités, des programmes de cours dans le cadre des matières légales; quant aux modifications de ces matières légales, elles peuvent être opérées d'une manière beaucoup plus souple qu'antérieurement, par l'intervention de ce qui sera appelé la Commission permanente des grades académiques.

Le second texte donne aux universités de l'Etat le droit de créer des grades scientifiques et de les organiser librement, sous la tutelle exclusivement financière du Ministre de l'Education nationale.

L'usage que l'on fit de ces dispositions est considérable. L'inventaire des « réformes » et des créations d'enseignement qui ont pu être opérées ne trouve pas sa place ici, ni d'ailleurs les jugements de valeur qu'on peut porter sur elles.

Mais, il faut le souligner, c'est grâce notamment à l'action du Recteur Dubuisson, que les changements sont devenus possibles. Dans quelles directions et selon quel esprit ? Une doctrine s'est élaborée à l'Université de Liège sur la conception même de l'enseignement universitaire. La meilleure expression en est, sans doute,

celle qu'en a donnée le Vice-Président Cl. Renard, lors d'un discours prononcé à Namur devant les Amis de l'Université en 1964 <sup>(1)</sup>. Aujourd'hui encore, bien des idées contenues dans ce discours mériteraient d'être méditées.

Le succès de la réforme partielle qu'il avait contribué à obtenir, ne fait pas oublier au Recteur Dubuisson son idée de modifier, de façon plus radicale, le système légal de collation des grades. En 1968, il expose devant la Commission permanente des grades académiques, un projet ferme de refonte de ce système, destiné à supprimer la dualité des grades légaux et scientifiques, et à libéraliser l'organisation des études, en distinguant soigneusement celle-ci des conditions d'accès aux professions publiques ou d'utilité publique.

Après de nombreuses et longues discussions, un avant-projet de loi est déposé sur le bureau du Ministre de l'éducation nationale, où il se perd – on est en 1969 – dans des oubliettes profondes. Il est vrai qu'en cours de route, le projet initial avait subi tant d'assauts qu'il en est fort défiguré et ne mérite peut-être plus de nouveaux et après combats.

### Politique scientifique

Le CNPS (Conseil National de la Politique Scientifique) représente, au moment de sa création, un grand espoir pour les milieux universitaires. Dans leur esprit, il doit continuer la Commission Nationale des Sciences dont l'action a été particulièrement efficace et bénéfique. Il offre aux responsables du monde scientifique belge une table de concertation permanente, entre eux-mêmes et avec des personnalités du monde économique, social et administratif, d'où devraient partir vers le Gouvernement, études, conseils et avis sur les mesures à prendre pour développer le potentiel scientifique du pays et, en première priorité, celui des universités.

C'est donc dans un grand enthousiasme et avec une foi profonde dans l'avenir de l'institution, que M. Dubuisson, consulté par le Gouvernement, participe à la préparation des statuts du CNPS et des autres organes de la politique scientifique.

<sup>(1)</sup> Cl. Renard, « L'Université de Liège et les exigences de la société contemporaine », *Bulletin de l'Association des Amis de l'Université de Liège*, 1964, n° 3, p. 10.



Comme chaque fois qu'il s'attelle à une tâche qui lui tient à cœur, il ne ménage pas ses efforts, rassemblant autour de lui des collaborations, indiquant les problèmes à résoudre, s'enflammant sur les solutions à adopter : la nouvelle institution démarre avec beaucoup de dynamisme et prend bientôt sa place dans l'appareil consultatif de l'Etat.

Un tel enthousiasme au départ pour prendre, quelques années plus tard, autant de distance vis-à-vis de l'institution. Comment expliquer cette évolution ?

La notion même de « politique scientifique » était ambiguë ; par la force des choses, au fur et à mesure que les problèmes se présenteront, les équivoques feront surface et provoqueront des difficultés de plus en plus considérables.

Définie <sup>(1)</sup> comme « l'action du Pouvoir en faveur de la science et de ses applications en vue du progrès technique, économique et social de la nation », la politique scientifique sera-t-elle mise en œuvre, dans la perspective d'une action du Pouvoir en faveur de la science, le développement de celle-ci débouchant presque naturellement sur le progrès technique, économique et social de la nation ? Va-t-on au contraire développer des « programmes de recherche et d'enseignement qui correspondent aux intérêts de la nation et aux moyens dont elle dispose » ? <sup>(2)</sup>.

Dans le premier cas, l'action à mener consiste à reconnaître une priorité aux universités dans l'aide et l'encouragement à la recherche. Dans le second cas, le but sera <sup>(2)</sup> de « revoir les structures et l'organisation de l'appareil scientifique de manière à les rationaliser et à les adapter à des objectifs de politique générale de développement économique et social ». En d'autres termes, pratiquera-t-on une politique *pour* la science ou bien la science sera-t-elle englobée dans l'ensemble des *moyens* de la politique du pays ?

Cette seconde tendance va, peu à peu, prédominer dans les faits. Elle n'a pas les faveurs du Recteur Dubuisson qui, tout en reconnaissant à l'Etat le droit et le devoir de faire appel à la recherche scientifique pour guider son action, redoute, à moyenne échéance, le dirigisme politique en matière scientifique.

<sup>(1)</sup> Voir premier rapport du CNPS, 1960, p. 19.

<sup>(2)</sup> Voir deuxième rapport du CNPS, 1961, p. 17.

Ce n'est guère à un niveau doctrinal que le débat se situe mais à celui de la distribution effective des pouvoirs et M. Dubuisson est, sur ce plan, extrêmement sensible et repère vite les faits significatifs. Ces faits, quels sont-ils ?

*Premier fait :*

Depuis un certain nombre d'années, le Gouvernement dispose de crédits pour ce que l'on appelle des « actions scientifiques collectives ». Sera-ce le FNRS ou le CNPS qui aura la prépondérance pour la répartition de ces crédits et par conséquent, les pouvoirs d'agir sur la recherche ? Dans un premier temps, la « tendance FNRS » l'emporte et l'arrêté royal du 18 janvier 1965 consacre le rattachement au FNRS, à côté du FRSM et de l'IISN, du Fonds de la recherche fondamentale collective. Mais bientôt, des crédits différents sont prévus et mis à la disposition du Premier Ministre : ils vont permettre de nouvelles « impulsions » à la recherche, mais cette fois, dans des domaines reconnus intéressants par le Gouvernement et sous son contrôle direct.

*Deuxième fait :*

Le CNPS va-t-il continuer à soutenir la politique de financement indirect de la recherche dans les universités, en favorisant l'accroissement global de leurs crédits ? Il y a, après le vote de la loi d'expansion, en 1965, une tendance à voir les choses d'une manière beaucoup plus sélective et volontaire. Les universités, mises à part celles qui doivent se dédoubler, ont reçu, croit-on, bien assez ; le Gouvernement se doit maintenant de dominer davantage le problème des crédits de recherche. La loi du 27 juillet 1971 sur le financement des universités concrétise, en quelque sorte, cette tendance puisque, sans que les choses soient très clairement dites, elle ne vise guère en fait que le financement de l'enseignement universitaire et laisse dans l'ombre le problème du développement des services scientifiques des universités.

*Troisième fait :*

Dans l'organisation même du CNPS, qui prendra, dans la réalité des choses, la prépondérance en matière d'action scientifique : sera-ce le Conseil lui-même, où la représentation académique est



prépondérante, ou bien son secrétariat général ? Celui-ci a été doté de moyens d'étude et de documentation assez considérables. Dans l'esprit de M. Dubuisson, c'est grâce à la collaboration de ces services administratifs que le CNPS pourra fournir au Gouvernement les avis et les conseils éclairés qui permettront une politique de la science dynamique et forte. Sans cette collaboration, le Conseil risque de devenir rapidement un organe de discussion sans efficacité auprès du Gouvernement, et le secrétariat général évoluera vers une administration de type technocratique.

M. Dubuisson constatera avec indignation le distancement progressif du secrétariat général par rapport au Conseil, jusqu'à son absorption dans l'administration générale du pays, où il constitue un service administratif nouveau (le SPPS, Service de programmation et de politique scientifique), rattaché d'abord directement au Premier Ministre avant de l'être par le biais d'un secrétariat d'Etat.

#### *Quatrième fait :*

De plus en plus, on va s'apercevoir que les impulsions données à la recherche, à l'intervention du SPPS, par l'adoption de programmes reconnus par celui-ci, empiètent considérablement sur les responsabilités des universités elles-mêmes. Celles-ci ne participent guère au choix de ces programmes; elles ne peuvent pratiquement que les accepter. Et certes, des équipes de recherche de valeur se sont ainsi créées. Mais leur coût d'installation – la construction par exemple de nouveaux laboratoires – et de fonctionnement n'est pas – loin de là – entièrement couvert par les subsides gouvernementaux. En outre, ces programmes sont essentiellement temporaires et, à leur échéance, les équipes constituées devront, de quelque manière, être intégrées dans l'université. Si bien que l'on constate qu'une part importante de l'action universitaire de recherche se décide du dehors, le plus souvent sans volonté délibérée de l'université mais, pour une bonne part, à sa charge.

S'ajoutent à tous ces désaccords fondamentaux, des divergences profondes avec certaines personnes, à qui M. Dubuisson, dans ses mémoires, reproche de faire une politique personnelle et partisane.

Pour toutes ces raisons, mais surtout pour protester contre un type de politique scientifique qu'il redoute, le Recteur Dubuisson

se désolidarise peu à peu du CNPS; il cessera de participer à ses travaux pendant de longs mois.

\* \* \*

Pendant ce temps, le FNRS poursuit sa politique traditionnelle d'encouragement à la recherche, principalement par l'octroi de ses mandats de chercheurs. Le Recteur Dubuisson, membre de droit du Conseil du FNRS, apporte son entière collaboration à l'action de M. J. Willems qui en est sans doute la personnalité la plus représentative.

\* \* \*

Sur le plan proprement universitaire, on ne peut guère parler de politique scientifique délibérée. Et cependant, les années 1960 sont marquées par une expansion considérable des activités de recherche dans les différents services. La physionomie même de l'université en sera transformée. Cette efflorescence est due à l'initiative de professeurs-chefs de service qui s'attachent à trouver les subsides nécessaires à la réalisation de leurs projets.

Certains les obtiennent de l'Université, des fondations scientifiques, et, plus tard, des fonds du Premier Ministre. Certains concluent des contrats de recherche avec des entreprises publiques mais surtout privées. Les services universitaires vont, ainsi, se gonfler de ressources, de chercheurs, de personnel et d'équipements et accroître considérablement leurs activités.

Les publications scientifiques vont se multiplier, les concours scientifiques aux entreprises privées et publiques devenir plus efficaces, des objectifs de formation permanente ou d'études de 3<sup>e</sup> cycle s'avérer possibles.

Le Recteur et son Conseil d'administration soutiennent ce mouvement. C'est l'époque où tout qui a une bonne idée susceptible d'enrichir le renom universitaire, peut la présenter, avec des chances de succès, aux autorités académiques.

Bientôt cependant, des problèmes nouveaux naissent du développement même de l'université et de la dimension qu'ont pris les services de recherche. Le budget global de l'université est, on vient de le dire, grevé de charges supplémentaires. Mais, surtout,



ce sont les structures d'organisation qui sont touchées. Les professeurs-chefs de ces services scientifiques en expansion, vont devenir progressivement les gestionnaires de véritables entreprises, comprenant personnel nombreux et crédits considérables; leurs pouvoirs seront à la mesure de leurs responsabilités accrues et leur image, parfois, finit par ressembler à celle d'un manager de la science, plutôt qu'à celle d'un professeur d'université. Bientôt, on critiquera ces sortes de « fiefs » qui se sont constitués dans l'université et qui en déséquilibrent la conduite.

Ce sont là des problèmes que l'université et son Recteur devront un jour affronter.

### **Le tournant des années 1964 et 1965**

Les déceptions ne viennent pas seulement de la politique scientifique. Des divergences sérieuses vont apparaître aussi du côté de l'Education nationale.

On en connaîtra une première illustration avec le vote de la loi du 6 juillet 1964 sur les « chaires » universitaires.

Le moment était venu de revoir les barèmes des rémunérations dans le corps enseignant des universités de l'Etat. Des discussions s'engagent entre le Gouvernement et une représentation du corps enseignant. Comme il arrive souvent en semblable circonstance, elles sont longues et difficiles, émaillées d'incidents.

On constate bientôt que la volonté du Gouvernement est certes d'adapter les traitements mais aussi de réserver le bénéfice du traitement le plus élevé, celui de professeur ordinaire, à un nombre limité de professeurs, ceux à qui on attribuerait une « chaire ». Souci d'économie de la part du Gouvernement, en présence de l'accroissement, dans le pays, du nombre des professeurs d'université ? Sans doute, mais aussi volonté du Ministre de l'Education nationale de prendre des mesures de réorganisation dans les universités de l'Etat. Dans son esprit, cette disposition nouvelle sur les chaires universitaires doit permettre d'opérer des regroupements d'enseignements et de services scientifiques.

L'idée des regroupements pouvait être heureuse mais la manière de les opérer, par l'institution de « super-professeurs-chefs de service » dotés de pouvoirs étendus sur des ensembles de matières,

était particulièrement contestable. En outre, s'agissant d'une question d'organisation interne, les universités de l'Etat pouvaient espérer qu'on ne la résoudre pas à l'encontre de leurs souhaits.

Selon son habitude, le Recteur Dubuisson se lance dans l'arène pour défendre ce point de vue, invoque tous les arguments disponibles, rallie autour de lui l'opinion universitaire. Il ne peut, cette fois, ébranler une volonté politique qui entend s'imposer. La loi du 6 juillet 1964 est votée, avec toutes ses imperfections et ses incohérences; les universités de l'Etat doivent s'incliner et centrer leurs efforts sur une application de cette loi dans un sens qui soit moins éloigné de leurs véritables besoins.

Une tendance analogue – celle d'imposer aux universités de l'Etat, des règles d'organisation – se manifeste encore, cette fois au nom de la « fonction publique », à propos de la réforme du statut du personnel scientifique (arrêté royal du 21 avril 1965).

\* \* \*

Mais un conflit autrement grave s'annonce à propos de « l'expansion universitaire ». M. Dubuisson a consacré un long chapitre de ses mémoires aux péripéties qui ont précédé le vote de la loi du 9 avril 1965; il n'est pas nécessaire de rappeler les faits.

Mais on soulignera l'importance que le Recteur Dubuisson attache à cette question : il a le sentiment qu'à propos de l'expansion universitaire, on met en cause l'avenir de tout le système universitaire de la Belgique et, en particulier, la place, dans ce système, des deux universités de l'Etat. Il redoute l'orientation qui se dessine à cet égard et surtout les conséquences de cette orientation; c'est pourquoi il s'engage résolument dans la défense de ses opinions.

C'est à ce moment qu'on qualifie M. Dubuisson de « dernier Prince Evêque de Liège », voulant par là stigmatiser son esprit « autonomiste ».

En réalité, M. Dubuisson est homme « d'Etat », non de village, et s'il sait que sa force, à la base, est « liégeoise », il pense et veut l'intérêt universitaire national. Il en donnera, cette fois encore, le témoignage.

Toute l'équivoque vient, répétons-le, de ce que, aujourd'hui, contrairement à hier, les forces politiques pensent et veulent « l'ex-



pansion universitaire » non plus précisément en fonction de l'intérêt universitaire national, mais conformément à leurs vues politiques générales qui, proclamant certes un souci de démocratisation des études, sont dominées par des impératifs idéologiques, linguistiques et régionalistes. On voit ainsi apparaître des points de rupture : forces politiques et représentants universitaires ne se comprennent plus; l'équilibre traditionnel entre les universités, entre les « libres » et les « officielles » bascule; une géographie nouvelle de l'enseignement universitaire se dessine et l'on pressent de nouveaux éclatements; peut-être aussi, dans la polémique, le sens même de l'université est-il perdu de vue.

On en vint certes à un compromis, à la manière belge; la loi du 9 avril 1965 ne contente personne mais permet à tous d'obtenir quelque satisfaction.

Mais, comme le craignait M. Dubuisson, ce fut un compromis fort onéreux. Non pas à échéance immédiate : ne laisse-t-on pas croire, dans l'exposé des motifs du projet de loi, que la création de tel centre universitaire ne coûterait guère que quelques dizaines de millions au pays ? Bien entendu, la réalité est tout autre et le prix réel des créations de 1965 pèsera lourdement sur le budget de l'Etat et par là-même, conduira bientôt à freiner le développement de certaines institutions universitaires.

On parle aujourd'hui de « rationaliser » les universités et l'on préconise tel regroupement sans signification précise ou telle suppression sous prétexte de double emploi. En réalité, c'est en 1965 que furent prises les mesures irrationnelles. On ne peut certes accuser le Recteur Dubuisson de n'avoir point prédit une telle situation et de n'avoir pas fait l'impossible pour l'éviter.

### **Le Sart Tilman**

La nouvelle université du Sart Tilman est, aux yeux de l'opinion publique, l'œuvre maîtresse du Recteur Dubuisson. C'est en tout cas celle qui eut sa prédilection.

Parce qu'il apprécie ce qui est beau et qu'il dispose là d'un site admirable et d'une équipe d'architectes de valeur ? Parce qu'il aime la nature, la forêt comme la mer, et qu'il rêve d'une université où la nature et l'homme « communieraient » ? Parce qu'en

acceptant les contraintes de la construction dans un site voué au rôle de « poumon » de la région liégeoise, il a le sentiment de remplir un devoir social ? Parce que l'entreprise s'annonce difficile et par-là même exaltante, en raison même de ses objectifs apparemment contradictoires : bâtir dans une forêt vouée à la conservation, aménager un beau domaine en l'intégrant dans la Cité ? Parce qu'il a le sens de la « dignité » de la Maison universitaire et qu'il convient de l'exprimer jusque dans la disposition du site, son urbanisation et son architecture ?

Sans nul doute et aussi le fait qu'il y investit la part la meilleure de lui-même.

Il peut se faire que le nom d'un homme soit attaché à une entreprise par le simple hasard des choses, par exemple, parce qu'il était au pouvoir au temps de sa réalisation. Ce n'est pas le cas du Sart Tilman qui est bien l'œuvre personnelle du Recteur Dubuisson. Sans doute, s'en défendait-il parfois en parlant de l'équipe d'hommes qui y ont travaillé. Et c'est vrai qu'il disposait là d'hommes de qualité, sans qui rien n'eût été possible ; mais il était l'âme et le moteur de l'entreprise. Au reste, chacune des étapes de l'édification du Sart Tilman, est marquée de son empreinte personnelle.

Il est à l'origine du choix que fait l'université de se transporter au Sart Tilman. Les hésitations avaient été longues, parce que les difficultés s'annonçaient considérables et lui-même se les énumérait souvent. Il perçoit un jour que ce choix est possible : il en persuade les autres, les membres de son Conseil d'administration et le Gouvernement.

Il raconte, dans ses mémoires, le rôle essentiel qu'il a joué personnellement dans les acquisitions de terrains. Le choix des hommes, des principaux responsables en tout cas, il ne le laisse à nul autre que lui. La méthodologie des études préalables, « l'exploration scientifique » du domaine notamment, est de lui, comme la définition des priorités de construction.

Combien d'heures passées, sur le terrain, à arpenter la forêt ou à inspecter les chantiers ; dans les bureaux des architectes, à se faire expliquer leurs plans, à les critiquer, à les encourager ; dans son cabinet, à tourner et retourner sous toutes ses faces, un problème ardu, à discuter, à négocier, à faire comprendre, à freiner parfois, à faire prévaloir le respect bien compris des « deniers de l'Etat ».



Convaincu des prérogatives du Conseil d'administration, il souhaite l'associer de près à l'œuvre du Sart Tilman de manière que les décisions soient prises en connaissance de cause et surtout en communion d'intentions; il lui fait voir les plans et les hommes qui les ont conçus; il l'invite à visiter les chantiers. Mais il sait aussi qu'un Conseil d'administration attend des suggestions, des propositions, et il est celui qui montre les voies.

C'est grâce à cette attention permanente aux choses, grâce à ce contact immédiat et régulier avec les responsables, grâce en définitive à sa maîtrise sur les affaires du Sart Tilman, que celui-ci s'est construit de la manière que l'on sait.

Le jour de l'inauguration des premiers bâtiments du Sart Tilman est, sans doute, pour lui, le plus beau de son rectorat.

Dans le faste des cérémonies qu'il organise pour célébrer le 150<sup>e</sup> anniversaire de l'université, il réunit, en présence de Leurs Majestés le Roi et la Reine, toute la communauté universitaire liégeoise, une représentation chamarrée du monde universitaire national et international, les autorités du pays et de la région. Ce jour-là, le Recteur Dubuisson peut montrer, à la fois, le prestige du passé de son Alma mater, mais surtout la vigueur de son renouveau et ses espoirs de grandeur pour l'avenir, symbolisés par ces premiers instituts installés au Sart Tilman.

Mais, au lendemain de ces fêtes déjà, des difficultés s'annoncent. On avait prévu – en accord avec le Gouvernement de l'époque – que le rythme des crédits prévisibles conduirait à une reconstruction de l'université au Sart Tilman dans un délai de dix à quinze ans. Mais voilà que les perspectives d'investissements universitaires à réaliser en Belgique se dispersent d'une manière inattendue : l'Etat doit contribuer au dédoublement des deux universités libres et à la construction ou à l'extension des centres universitaires régionaux.

Un nouveau mode de partage des disponibilités financières du pays devra être trouvé et de nouvelles priorités : il faut craindre que les forces politiques qui seront prépondérantes pour influencer ce partage, ne joueront guère en faveur de l'Université de Liège. Demain, on connaîtra, au Sart Tilman, un tassement des crédits d'investissement et même, des arrêts temporaires. D'autres qui sont partis après nous, vont bientôt nous rattraper et nous dépasser...

### III. — LE TEMPS DE LA DIGNITÉ DOULOUREUSE

#### La contestation

Mai 1968 à la Sorbonne. Il faut s'attendre à des répercussions dans les universités belges. Le Recteur Dubuisson est prêt. Prêt à parler avec les étudiants, des réformes à apporter dans l'université. D'autant plus préparé que, depuis la fin 1966, il en a entrepris l'étude au sein d'une commission composée des doyens; les lignes directrices d'un plan de renouveau viennent d'être admises par le Conseil d'administration et de premières actions sont commencées.

Mais la « contestation » élargit son horizon à d'autres plans que celui des réformes universitaires : au travers de ses revendications, c'est l'université comme telle qui est critiquée, c'est la société qui est visée, c'est le pouvoir qui est atteint. Elle surprend le Recteur Dubuisson, comme elle surprend tous ceux qu'elle touche; elle l'atteint dans ses positions les plus fermes, dans son sens de l'autorité, dans sa conception de l'université et de la place de celle-ci dans la société. Elle va corroder les cohésions sur lesquelles reposait jusqu'à présent l'autorité académique : cohésion des professeurs avec « leurs » étudiants et « leur » personnel, cohésion au sein du Conseil d'administration, cohésion aussi, malgré les conflits conjoncturels, entre l'université et le pouvoir politique. Les certitudes disparaissent, les fidélités s'étiolent, les institutions se fissurent.

Bientôt apparaissent des intérêts qui entendent se couler dans la force du « mouvement », pour s'affirmer, se faire reconnaître, prendre place. Il y a ceux qui croient en de nouvelles formes de gouvernement de l'université; il y a ceux qui donnent des gages à l'esprit du temps et se forgent une réputation d'esprits ouverts au monde d'aujourd'hui; il y a ceux qui envisagent déjà de « récupérer » à leur profit le « mouvement »; il y a ceux qui prennent leur revanche sur leur situation d'hier et ceux qui ont des ambitions pour demain; il y a ceux qui, analysant la situation, tentent de voir clair au travers des « remises en cause » et des « prises de conscience ».

De l'autre côté, les irréductibles, ceux qui ne veulent pas céder au « chantage de la force », ceux qui croient que le changement mène à la catastrophe, ceux qui ne peuvent imaginer d'autres formes du monde que celles qu'ils ont connues.



Ainsi l'université est-elle, pendant de longs mois, le siège de débats, de témoignages, d'actions contradictoires : affirmations d'idées nouvelles sur la société, les façons de vivre, de gouverner, d'étudier, affirmations d'autant plus impatientes qu'elles se sentent impuissantes à s'imposer institutionnellement mais d'autant plus efficaces qu'elles pénètrent en profondeur; parallèlement, tout un réseau de manœuvres sinon d'intrigues, tout un déploiement de tactiques pour tenter d'accéder, de participer au pouvoir, académique ou politique.

Période difficile pour l'université, pour son Recteur en particulier. Elle révèle un homme aussi résolu à défendre la « dignité » de la maison universitaire qu'il l'avait été à l'établir et à la faire reconnaître; recherchant, mais sans compromission, des solutions nouvelles; au travers des soucis que chaque jour de confrontation apporte, des déceptions sur la fidélité des hommes et des inquiétudes sur l'avenir des institutions; malgré la fatigue des longues journées de débats sans issue ou de vaines recherches d'alliés.

Au terme de ces mois douloureux, il garde le visage d'un homme fermement accroché à la barre, une volonté indomptée de poursuivre jusqu'au bout et une aptitude fondamentale à tout recommencer, avec enthousiasme, quand les circonstances viendront à changer.

Il a tenu bon, il est resté lui-même et quand ses collègues, en mai 1969, le proposent au Roi pour un nouveau mandat de Recteur, ce n'est pas un homme usé par le pouvoir, déçu par les épreuves ou incertain sur le futur qui accepte, mais un homme d'expérience, décidé à continuer la lutte pour l'avenir de son Alma mater.

Et cependant, deux ans plus tard, le Recteur Dubuisson sera amené à donner sa démission.

### **Réformes de l'université et nouvelles options politiques**

Pour expliquer la démission du Recteur Dubuisson, il faut se rapporter à l'antagonisme qui va s'amplifiant entre le pouvoir politique et l'université.

Déjà, au cours des quelques années précédentes, des divergences d'avis et des incompréhensions étaient apparues, on l'a dit.

Fin 1968, en pleine « contestation », Education nationale et université découvrent qu'elles sont adversaires.

Les conceptions universitaires d'autonomie de gestion se heurtent à une volonté gouvernementale de « reprendre en main » les universités.

Celles-ci coûtent cher au pays, elles devraient donc se comporter selon les vues du gouvernement.

Le moment d'agir sur elles est tactiquement bien choisi. Les universités sont ébranlées par la « contestation estudiantine », qui atteint aussi bien les idées établies que les manières de se comporter, qui entraîne dans son sillon non seulement la masse des étudiants mais le personnel scientifique, les cadres administratifs, des professeurs et qui, par l'intermédiaire de la presse, touche l'ensemble du pays. Les universités sont montrées du doigt, accusées d'être rétrogrades et, en même temps, paradoxalement, d'être le siège de ce vaste désordre social. Elles sont en désarroi : n'est-ce pas l'instant de les réduire ?

L'université est devenue un *fait* politique, par l'ampleur même des problèmes qu'elle pose à la nation et par l'importance des options qui sont à prendre par le pouvoir et devant lesquelles d'ailleurs, celui-ci recule. Partant de cette constatation d'évidence, certains voudraient en faire un *objectif* politique, conquérir, au nom du progressisme et de la démocratie, ces citadelles de la tradition. Cet objectif, on va le poursuivre prudemment d'abord, résolument ensuite : on prend ses distances vis-à-vis des attitudes qu'adopte l'autorité académique pour tenter de faire face aux explosions de la contestation; on se pose bientôt en arbitre entre l'université et les « contestataires » et on adopte des initiatives qui se proclament libérales et qui sont démagogiques; on crée une Conférence de la Renovation universitaire; de là, on débouche sur des idées de réforme qui ignorent systématiquement ce qui se fait et se pense au sein de l'université, pour ne traduire qu'une volonté, appuyée sur une force politique, de réduire l'université à l'un quelconque de ces établissements du réseau officiel d'enseignement.

Les années 1969 et 1970 sont consacrées, pour l'essentiel, aux réformes. Les unes proposées par l'université, les autres conduites en dehors et souvent contre elles par le Pouvoir. A aucun moment, il ne sera possible de confronter les opinions, d'harmoniser les vues,



de s'entendre sur ce qu'il faut faire ni *a fortiori* sur la manière de le faire.

Le Recteur Dubuisson, pour sa part, ne recule pas devant le changement. « L'histoire est riche, dit-il dans son discours académique de rentrée, le 3 octobre 1970, l'histoire est riche en exemples de sociétés brillantes et puissantes qui se sont détruites elles-mêmes pour avoir refusé de s'adapter à l'évolution des choses ». Il sait, d'expérience, que les structures universitaires ne jouent plus bien leur rôle; il a compris que la « contestation » a apporté des bouleversements dans les conceptions et les comportements, qui sont irréversibles. Mais il sait aussi que rien n'est simple lorsque l'on veut réformer et que l'on peut commettre des erreurs graves, à vouloir l'impossible, à créer de l'artificiel, à mal poser les problèmes ou à ne leur donner que des solutions simplistes. Aussi, se méfie-t-il en cette matière, lui si impulsif par ailleurs, des improvisations et des conceptions approximatives. Il aime, avant d'aborder tel point particulier, le situer dans un ensemble.

En 1967 déjà, il a fait dresser par le Conseil d'administration, à l'intervention de la Commission des doyens qu'il présidait, un inventaire global des aménagements à apporter tant au système belge d'enseignement supérieur qu'au régime de la gestion interne des universités de l'Etat. Cet inventaire se situait bien entendu dans les perspectives d'expansion qui étaient en vigueur à cette époque.

Mais la « contestation » a entraîné des modifications sur la manière d'aborder les problèmes de l'université. En particulier, elle a mis en avant les idées de « participation » et de « contrôle » du pouvoir.

Il fallut un temps pour comprendre. Le Conseil d'administration pour sa part, placé devant ses responsabilités par un rapport conjoint du Recteur et du Vice-Président, au mois de juillet 1969, se découvre trop incertain pour prendre la tête d'un mouvement de réforme englobant ces idées nouvelles.

Dès la rentrée d'octobre 1969, on se trouve devant un projet de loi du Gouvernement qui, se fondant sur les discours de la Conférence de la Rénovation universitaire, entend réorganiser – mais fort partiellement – les structures de gouvernement des universités de l'Etat, en y introduisant notamment une forme – d'ailleurs peu élaborée – de « participation ».

C'est devant le Conseil académique que le Recteur Dubuisson pose alors le problème des réformes; il obtient que l'on crée une commission chargée de les étudier, en concertation avec tous les milieux universitaires concernés.

L'histoire de ces travaux mériterait d'être un jour écrite. En tout cas, c'est grâce à eux que le Recteur Dubuisson peut, à la rentrée d'octobre 1970, établir un parallèle entre un nouveau projet de réforme déposé devant le Parlement par les Ministres de l'Education nationale et le projet adopté, de son côté, par le Conseil académique de l'Université de Liège et accepté par les principaux groupes universitaires intéressés.

Son discours montre le caractère élémentaire de la réforme voulue par le Gouvernement. Celui-ci fonde ses espoirs de rénovation de l'université et ses objectifs de démocratisation, exclusivement sur une composition du Conseil d'administration qui institue la « participation » et sur un retour à la distinction ancienne entre les fonctions académiques et administratives.

En regard, la réforme proposée par l'université apparaît plus profonde et sans doute plus réfléchie : on recherche la démocratisation dans une formule de participation, certes, mais aussi dans un système de contrôle des organes responsables de la gestion; en outre, on vise à modifier les structures fondamentales de l'université à savoir, le système des chaires et des facultés; on organise un véritable contrôle par le Gouvernement non seulement de la gestion financière mais des développements souhaités par chaque université; enfin, on recherche une efficacité plus grande de la gestion universitaire par une décentralisation juridique des universités de l'Etat qui leur donnera, par le biais du droit d'organisation interne, la possibilité d'évoluer aisément et à temps, les mettant ainsi sur un pied de plus grande égalité avec les institutions libres.

En terminant son discours et après avoir affirmé la volonté de réforme qui anime la communauté universitaire liégeoise, le Recteur Dubuisson fait appel au Gouvernement pour qu'il accepte de réétudier avec les responsables des universités « les meilleures formes d'organisation de l'université de demain ».

Cet appel resta sans écho. Un silence complet répondit aussi bien à l'envoi, au printemps 1970, du projet de réforme de l'Université de Liège, qu'en octobre 1970, au discours de rentrée du Recteur



Dubuisson, et qu'en février 1971, au projet de statuts des universités, élaboré par l'ensemble des universités belges travaillant au sein d'une commission officielle du CNPS.

La loi adoptant, pratiquement sans modification, le projet du Gouvernement est votée et promulguée le 24 mars 1971.

M. Dubuisson avait dit que cette loi serait un coup d'arrêt dans l'évolution de l'Université de Liège : il donne aussitôt sa démission. Il entend ainsi protester solennellement contre l'agression commise par le Pouvoir à l'endroit des universités de l'Etat; contre une manière de gouverner qui, se réclamant de l'esprit de concertation, ignore délibérément avis, critiques et suggestions des personnes et des institutions les plus impliquées et à qui la loi du 28 avril 1953 a donné très largement la mission de se gouverner; qui fait peser le mépris sur toute opinion qui s'écarte de la sienne; qui règle des problèmes graves en improvisant des procédés techniquement approximatifs.

Respectueux de la Loi, il refuse cependant de prendre la responsabilité de l'appliquer; il sait, d'expérience, combien est fallacieuse et redoutable pour la direction de l'université, la restriction des missions rectorales aux seules affaires dites académiques. Il met en doute non pas le principe de la participation, mais la valeur d'un Conseil d'administration composé non pour affronter les problèmes de la gestion universitaire dans l'optique de l'intérêt de l'institution, mais pour représenter, au niveau de sa direction, des intérêts en définitive divergents. Pour lui, la vie des universités de l'Etat deviendra incertaine dans un système où, sans avoir pour autant réalisé une authentique démocratisation, on a institutionnalisé la faiblesse de l'autorité universitaire.

Il ne peut associer son nom à la mise en place d'un tel système.

D'autant qu'une nouvelle loi sur le financement et le contrôle des universités s'annonce (elle sera bientôt promulguée, le 27 juillet 1971), qui place l'Université de Liège en régime de stagnation budgétaire afin de libérer des crédits supplémentaires en faveur d'autres institutions.

M. Dubuisson quitte le rectorat en septembre 1971. Entrée dans le nouveau régime, l'Université de Liège, a, pendant de longs mois, redouté de se rapporter à son œuvre, voire, chez certains, de pro-

noncer son nom. Mais son histoire ne pourra s'écrire sans qu'on s'attarde longuement sur les années 1953-1971, sur les dix-huit années pendant lesquelles M. Dubuisson l'a tenue en éveil, l'a fait vivre de grands projets, l'a conduite de rêves en réalités, l'a fait participer à son propre sens du bonheur.

J. DELCHEVALERIE,

Directeur général  
à l'Université de Liège.

Juillet 1976.





Il est évident que la situation de l'Université de Liège est très grave. La situation financière est désastreuse. Les ressources sont insuffisantes pour couvrir les dépenses. Les salaires des professeurs sont en retard. Les locaux sont vétustes. Les équipements sont obsolètes. La situation est intenable.

Il est urgent de prendre des mesures pour remédier à cette situation. Il faut augmenter les ressources, améliorer la gestion, moderniser les locaux et les équipements. Il faut aussi améliorer la situation des professeurs et du personnel. Ces mesures sont indispensables pour assurer le bon fonctionnement de l'Université et pour lui permettre de continuer à jouer son rôle de premier plan dans la recherche et l'enseignement.

Le Gouvernement de la Région wallonne a pris conscience de la gravité de la situation et a décidé de prendre des mesures pour y remédier. Il a créé une commission d'enquête pour étudier les causes de la situation et proposer des solutions. Cette commission a rendu son rapport en 1971. Ses conclusions sont très claires : la situation est due à une mauvaise gestion et à une insuffisance des ressources. Elle propose des mesures pour améliorer la gestion, augmenter les ressources et moderniser les locaux et les équipements.

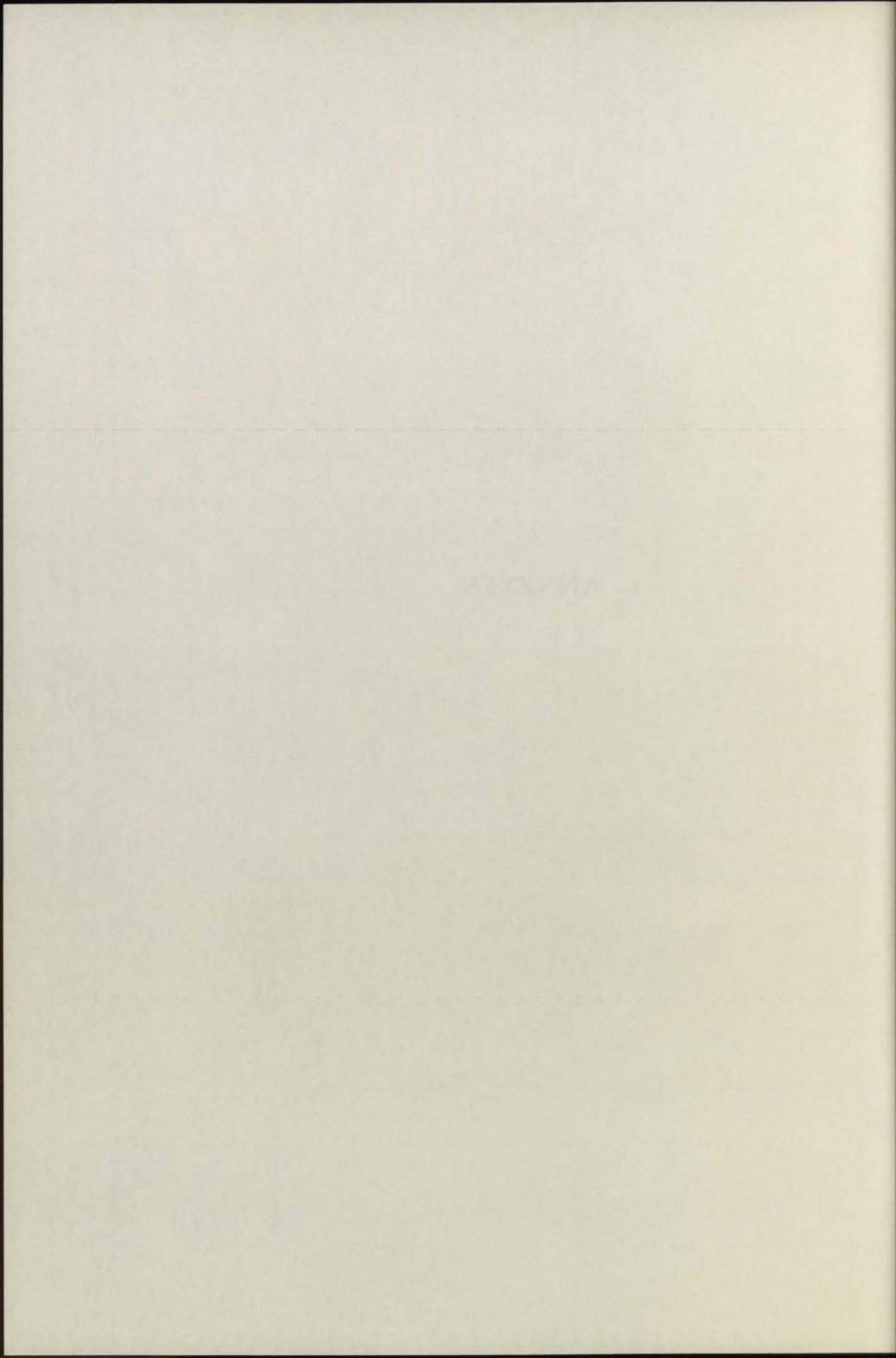
Il est urgent de mettre en œuvre ces mesures pour éviter que la situation ne s'aggrave encore.

D'autant qu'une nouvelle loi sur le financement de l'enseignement supérieur a été adoptée en 1971, qui prévoit une augmentation des ressources de l'Université de Liège. Cette loi est une bonne nouvelle, mais elle ne suffit pas. Il faut aussi améliorer la gestion et moderniser les locaux et les équipements.

M. l'Université de Liège a donc une situation très grave. Il est urgent de prendre des mesures pour y remédier. Le Gouvernement de la Région wallonne a pris conscience de la gravité de la situation et a décidé de prendre des mesures pour y remédier. Il a créé une commission d'enquête pour étudier les causes de la situation et proposer des solutions.

## **ANNEXES**





## Discours de M. Marcel Dubuisson

*Au cours d'une cérémonie d'hommage organisée lors de son départ, le Recteur M. Dubuisson répond aux discours de Monsieur le Recteur M. Welsch et de Monsieur A. Leroux, Président de l'Association des Amis de l'Université.*

Tout au long de son existence, chacun de nous rencontre des événements imprévisibles dont l'influence peut être grande.

Ce sont des accidents de parcours.

Certains d'entre eux se présentent à nous avec un visage maussade, un air de coup du sort ou de sombre fatalité et nous démasquent cependant bientôt des horizons inattendus et féconds.

Je n'ai personnellement connu que ceux-là.

Je puis donc dire que la chance m'a favorisé.

Dès lors, j'ai beaucoup moins de mérites qu'il n'a plu aux bienveillants orateurs que vous venez d'entendre de m'attribuer.

Qu'il me soit permis de citer quelques-uns parmi ces accidents.

Né en Flandre, j'ai fait mes études à l'Université de Gand où les enseignements se donnaient encore en français. Je voulais me consacrer à la recherche scientifique. Mais, premier accident de parcours, je ne trouve, jeune docteur en sciences, aucune situation disponible avant deux ans. Il n'y avait à cette époque guère de places d'assistants et les mandats du Fonds National de la Recherche Scientifique n'étaient pas encore créés. Je gagne ma vie, pendant cet intérim, en fabriquant des postes de T.S.F. (comme on disait alors), tout en suivant des cours de mathématiques et d'électronique.

Par la force des choses, j'acquiers ainsi une certaine habileté et des connaissances qui vont bientôt se révéler extrêmement précieuses dans la poursuite de mes travaux de physique biologique.



Je suis enfin nommé assistant, puis chef de travaux près la Faculté de Médecine. L'avenir semble aplani devant moi. Cependant, c'est l'époque douloureuse des luttes linguistiques à Gand. Elles m'amènent à prendre des positions politiques qui deviendront rapidement incompatibles avec mes fonctions : accident de parcours encore une fois et qui, d'emblée, paraît grave.

Mais au moment où je vais être éliminé de l'Alma mater gantoise, Jules Duesberg, alors Recteur de l'Université de Liège, m'y fait confier une chaire nouvelle : celle de « Biologie générale » créée par la loi Nolf. Sauvé in extremis, j'ai non seulement le bonheur de ne pas devoir renoncer à ma carrière scientifique, mais le privilège exaltant de forger de toutes pièces un enseignement inédit.

Mais nous sommes en 1931 et les perspectives sont peu encourageantes. L'Université ne dispose que de moyens médiocres. Je reçois, pour mettre sur pied un nouvel enseignement et poursuivre mes recherches de physique biologique, une pièce de 40 m<sup>2</sup> et un crédit annuel de 5.000 francs. Je n'ai aucun personnel !

Cependant, ces débuts difficiles m'apprendront que l'art d'être riche est de tirer parti de ce que l'on possède ; que, même pauvre, on peut connaître l'enthousiasme de tailler dans du drap neuf, de contraindre le présent, de modeler l'avenir.

Plus tard, de plus grandes possibilités seront mises à ma disposition. J'obtiendrai quelques collaborateurs. Des chercheurs s'adjoindront à nous et notre petit groupe évoluera dans un climat d'ardente adhésion, de généreuse amitié et d'inébranlable fidélité.

Nous sommes en 1953.

C'est par le plus grand des hasards, par la lassitude d'un Conseil académique qui en était à son 54<sup>e</sup> tour de scrutin, en somme par accident, que je suis appelé au rectorat de notre Maison.

J'avais grandi dans le respect de l'Université et de sa mission. Je pensais, tout naturellement, que l'institution devait tenir une place de premier plan dans la Nation.

Un souvenir me revenait, amer, humiliant. Juste avant la guerre j'assistais, au titre de Doyen de la Faculté des Sciences, aux obsèques d'un homme public important. Les Corps constitués appelés l'un après l'autre à prendre place dans le cortège, l'Université est citée la dernière !

Que l'Université, avec tout ce qu'elle représente de culture et d'esprit, que la pépinière intellectuelle de l'élite de demain soit ainsi traitée, provoque chez moi un traumatisme qui devait marquer plus tard mon comportement lorsque j'occupai le rectorat.

Mon accession à ce poste coïncidait avec la naissance d'une Université aux pouvoirs décentralisés notablement accrus. On pouvait donc espérer tailler tout de suite, ici aussi, dans du drap neuf. Mais il m'apparaît bien vite que l'autonomie dont nous disposons est, dans maints domaines, dérisoire, malgré les efforts faits par le Recteur Campus et l'Administrateur-Inspecteur Horion lors de la préparation de la loi avec le Ministre Harmel. C'est notamment le cas dans le domaine des bâtiments dont l'Université a un si pressant besoin. Par ailleurs, une perspective d'accroissement du personnel et des crédits est sans espoir dans l'immédiat. En somme, nous nous trouvons devant des responsabilités considérablement accrues sans les moyens d'y faire face. Le ciel est incontestablement couvert.

Pour parvenir à redresser pareille situation, il faut d'abord avoir la foi. Il faut aussi engager la bataille avec les Pouvoirs Publics, sur tous les terrains, avec une énergie qui puisera ses forces dans la conscience de l'indépendance nécessaire de notre Maison et de son importance dans la Société.

Mais, dans une telle lutte, les armes indispensables sont des dossiers bien étudiés, capables de cerner clairement les problèmes et d'emporter la conviction. Or, assez curieusement, l'Université qui forme tant de diplômés n'en utilise pour elle-même aucun. L'autorité académique se trouve en réalité dépourvue de tout concours spécialisé. C'est une difficulté sérieuse. Aussi, tout de suite, nous nous attacherons à forger cet instrument de haute valeur : une administration qualifiée, dévouée, réunissant des collaborateurs de choix, certains choisis pour penser, d'autres pour faire penser et ce ne seront pas nécessairement les mêmes.

Dans le corps administratif, je retrouve avec bonheur l'ardeur, la cohésion, la fraternité que j'avais rencontrées dans le Département de Biologie générale. Par sa vitalité, par ses qualités intellectuelles et morales, cette jeune administration ne tarde pas à devenir l'une des clefs de voûte de notre Maison. Les difficultés de départ vont donc nous conduire à une situation féconde.



Ainsi, petit à petit, l'efficacité, le rayonnement spirituel, le prestige de l'Université ne cessent de s'affirmer et trouvent une brillante consécration dans les fêtes qui marquent le 150<sup>e</sup> anniversaire de sa création.

Certes, les dernières années ont été marquées par les événements que l'on sait. Notre Maison a toujours été ouverte à tout dialogue, par définition et en fait; mais elle a dû défendre la position qu'aucune réforme valable et durable ne peut naître du désordre et de la précipitation. L'autorité académique s'efforça donc, une fois de plus, de préserver la dignité de la Maison. Elle ne trouva malheureusement auprès des Pouvoirs Publics pratiquement aucun soutien.

Il est curieux de constater que ce même Pouvoir politique, qui nous reprochait le manque de dialogue à l'intérieur et à l'extérieur et une autorité trop affirmée, prit d'autorité les mesures destinées à réformer l'Université, sans pratiquement nous consulter, sans établir de dialogue entre lui et nous, démontrant ainsi, une nouvelle fois, que, dans la démocratie d'aujourd'hui, la politique est souvent l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde.

Et ce fut la fin de ma carrière rectorale.

A présent, je voudrais réunir dans un même sentiment d'Amicale gratitude tous ceux qui, aussi bien dans ma carrière scientifique que dans ma carrière administrative, m'ont donné leur confiance et apporté leur soutien.

Je pense tout d'abord aux membres du Conseil d'Administration et de la Commission administrative du Patrimoine — et ils sont nombreux — qui ont siégé à mes côtés depuis 1953.

Je remercie particulièrement les membres actuels du Conseil d'Administration, ainsi que le Recteur et M. André Leroux, à qui je dois l'initiative de cette réunion.

Qu'il me soit permis de rendre un hommage particulier à ceux qui m'ont été le plus proche : au regretté professeur Victor Gothot, Vice-Président du Conseil d'Administration de 1953 à 1961, à mon Collègue et ami Claude Renard, qui lui succéda dans les mêmes fonctions et à mon regretté Collègue Horion, Commissaire du Gouvernement pendant la presque totalité de mon rectorat. Leur amitié, leur sollicitude, leurs conseils m'ont été d'un prix inestimable.

Je m'adresse aussi à M. Delchevalerie, Directeur général de notre Administration, et, à travers lui, à tous les membres de notre excellente équipe administrative, et je leur dis « Merci ». Ce que nous avons pu réaliser de bien pendant ces 18 ans, c'est en majeure partie à vous que nous le devons. Vous avez tous compris que, pour aller de l'avant, il ne faut jamais manquer d'audace, sous réserve d'en conserver le contrôle, et que, dans un travail d'équipe, l'intelligence seule ne mène nulle part.

Ma carrière administrative n'a malheureusement été possible que par l'abandon total de mes espoirs scientifiques. Je m'en console en songeant que mes collaborateurs ont poursuivi la tâche avec beaucoup de succès et que plusieurs d'entre eux sont venus rejoindre, dans le Corps enseignant, d'autres anciens élèves de notre département.

J'ai dû aussi renoncer progressivement à mes fonctions professorales. Celles-ci furent exercées par mes collaborateurs, surtout par ma femme, qui, pendant tant d'années, a concentré toutes ses forces pour assurer mes enseignements en poursuivant les siens. Sans elle, je n'aurais pu, si longtemps, conserver une fonction qui devait absorber la totalité de mon temps.

Cela signifie bien que la cérémonie de ce jour est aussi un hommage à son inlassable labeur, à son infatigable dévouement.

J'ai toujours été convaincu que rien ne peut être plus enrichissant pour nos étudiants, au point de vue de leur formation humaine, que d'apprendre à se connaître, en dehors des contacts scolaires, sur les plaines de sport, dans les clubs culturels, etc...

J'ai toujours souhaité voir se multiplier les occasions qui leur sont offertes de partager leurs rires, leurs émotions, leurs aspirations.

Je crois aussi que ces jeunes gens, qui seront appelés à jouer un rôle important dans la société, ne doivent surtout pas être isolés de la vie de la cité et que l'Université et la Ville auront toujours profit à entretenir entre elles des relations suivies.

Sous l'impulsion de mes amis, une Fondation se crée, dont le but sera de promouvoir les échanges socio-culturels entre Liège et le Sart Tilman.

Un vieux rêve va se réaliser, je vous en suis à tous redevable. Ma reconnaissance va donc à ceux qui ont eu cette initiative et à ceux qui, par leur intervention personnelle, ont permis, — ou



permettront, — à cette Fondation de disposer des moyens d'action nécessaires.

Enfin, grand merci à vous tous qui, si nombreux ce soir, avez tenu à nous entourer, ma femme, mes enfants et moi.

Mais au moment de la quitter, c'est vers l'Université que je me tourne. Je lui dois beaucoup. Elle m'a réservé une carrière scientifique pleine d'enthousiasme et une carrière rectorale qui ne l'a pas été moins. J'ai connu la joie de l'action, la joie de la lutte, parfois, la joie de la victoire.

Mes multiples contacts m'ont appris que la nature humaine est infiniment riche. Il suffit le plus souvent aux hommes d'avoir une activité qui leur convient pour développer des qualités remarquables.

J'ai connu la joie de l'amitié. Enfin, et surtout, j'ai vécu pour défendre de tout mon être une grande cause.

Je crois que rien ne peut être plus beau dans le destin d'un homme.



## ANNEXE 1

### « Des portes s'ouvrent sur la mer » (1)

L'intérêt que je porte à la Biologie me pousse à me préoccuper depuis quelque temps de problèmes susceptibles d'avoir, sur l'évolution de l'humanité, des répercussions importantes. Ces problèmes ouvrent des horizons assez vastes pour intéresser tous ceux qui se penchent sur l'avenir de l'homme, assez prometteurs pour attirer l'attention de nos étudiants et de nos chercheurs à qui ce discours est plus particulièrement destiné.

Il ne se passe pas de semaine sans que l'on ne trouve, dans la presse, des articles sur la conquête de l'Univers par des engins téléguidés ou autres. Nous cherchons visiblement l'étoile où nous allons débarquer, comme si notre propre globe avait fini déjà de nous livrer tous ses secrets.

Sans doute, les terres qui constituent près du tiers de notre planète sont-elles assez bien connues et les hommes de science en ont dressé un inventaire relativement satisfaisant.

Mais il y a la mer. La mer recouvrait autrefois toute la terre. Elle y a laissé, comme témoignage de son empire, les roches sédimentaires avec quantité de fossiles; on pense qu'elle y a déposé la vie et laissé les ancêtres de l'homme il y a quelque 500 millions d'années.

En regard de la portion terrestre, tard venue, relativement restreinte, les 48 mers de ce monde occupent 71 % de la surface du globe.

Or, que connaissons-nous des océans ? Bien peu de choses en somme. Nous en avons fait la conquête en ce sens que nous les utilisons surtout comme des voies de transit reliant îles et continents. Nous les franchissons généralement au plus vite, un peu comme le Sahara, avec une provision d'eau potable et le même regard fixé au but. Mais ces traversées, sur 362 millions de kilomètres carrés de mers, ne sont pas des conquêtes : l'homme n'a fait que passer sur des plaines nues. Il reste à explorer la mer en profondeur : quelques 1.370 millions de kilomètres cubes.

Le long de nos côtes, le sol s'incline sous la mer en pente douce sur une distance d'environ 90 kilomètres, formant une sorte de plateau,

(1) Discours prononcé à l'occasion de l'ouverture solennelle des cours de l'Université. Octobre 1954.



dit « plateau continental » dont la profondeur ne dépasse pas 200 m. Au-delà de cette corniche, commence la zone des grands fonds, avec une profondeur moyenne de 3.795 m, alors que le relief de la terre donne une altitude moyenne de 700 m seulement. Certaines fosses abyssales comme celle de Guam dépasse 11.000 m.

Le biologiste connaît, grâce aux marées qui couvrent certaines étendues de nos côtes, des spécimens superficiels de la faune et de la flore marines; la pêche lui rapporte des espèces de surface, les dragages, des formes profondes. On sait déjà, que sur quarante classes d'animaux, les trois quarts sont aquatiques, près de la moitié, exclusivement marines. Les animaux terrestres et aériens sont presque l'exception. Du reste, alors que la couche d'air et de terre colonisée par des formes vivantes est d'environ 3 millions de kilomètres cubes, les espaces marins offrent un volume 450 fois supérieur et des chalutages, comme ceux de Anto Brunne, dans la fosse de Mindanao (10.875 m), ont ramené des animaux vivants et démontré que la mer est habitée à tous les niveaux.

Mais toutes ces connaissances sont incomplètes et parcellaires. L'amplitude des marées dépasse rarement 10 m; les dragues, les chaluts en eau profonde, ne ramènent jamais que des formes petites ou sédentaires. La lenteur de manœuvre de ces appareils permet à la plupart des animaux non sédentaires de s'en éloigner prudemment. Nos prospections restent, par rapport à l'immensité des Océans, réellement punctiformes.

Pourtant un intérêt prodigieux s'attache à la connaissance de la vie sous-marine. Tandis que nos travaux et l'incessante transformation des campagnes ont changé le visage de la terre, la mer est restée relativement immuable : elle a gardé ses calanques, ses plateaux, ses vallées; elle a gardé sa faune et les ancêtres des organismes terrestres vivent sans doute encore dans les profondeurs abyssales. D'ailleurs, les plus anciens des fossiles connus sont tous marins. La Biologie devrait en quelque sorte être refaite sur place, au fond de l'eau, et il se pourrait bien que nous soyons conduits ainsi à remettre en question non seulement les principes de notre classification, mais nos idées sur l'évolution, nos notions sur les grands cycles de la nature, bref à modifier profondément nos conceptions biologiques actuelles. De même, la connaissance des dépôts sous-marins, des courants près du fond, des micro-organismes qui y vivent est de nature à rendre les services les plus grands aux géologues et aux hydrographes et à nous conduire à mieux comprendre la genèse et l'évolution des roches sédimentaires et la naissance par exemple des couches de pétrole.

En somme, derrière le miroir de la mer, un monde est en réserve. On nous avait donné pour fertile en merveilles une époque qui désintègre l'atome, mais on oubliait dans les comptes de la Planète toute l'eau qui s'y trouve.

Nous allons atteindre la lune avant de pénétrer le monde silencieux des Sirènes.

Et après avoir évoqué l'intérêt des recherches sous la mer, non seulement pour les biologistes, mais encore pour les archéologues, ceux qui s'occupent de prospections minières, etc... Je disais :

J'ai devant moi l'océan. Je songe que la population du globe, évaluée à 2 milliards d'individus, aura doublé en soixante-dix ans <sup>(1)</sup> et que la détresse alimentaire nous menace. Je sais que l'on peut améliorer les terres cultivées car elles ont été dégradées par des méthodes meurtrières. Mais toutes les solutions étudiées paraissent insuffisantes. Devant moi, la plus immense et la plus riche partie du globe est ensevelie sous ce miroir fermé aux regards. Les populations préhistoriques de toute l'antiquité classique ont compté pour se nourrir autant sur les poissons que sur les bêtes des forêts. Contre les uns et les autres, elles se sont fabriqué la même arme : le harpon. Nous, fils de paysans, nous avons été dévoyés par la terre. Aujourd'hui, la mer nous est promise et d'incommensurables ressources peuvent surgir d'un aménagement progressif et scientifique du plateau continental et d'une exploitation rationnelle de l'intense vie des océans, restée jusqu'ici insoupçonnée.

## ANNEXE 2

### *Carrière de Houot*

L'évolution de la carrière de Houot est assez curieuse. Né à Paris en 1913, il navigue comme officier sur plusieurs bâtiments de guerre. En 1949, il est atteint d'une poliomyélite très grave et reste paralysé pendant de longs mois. Il récupère progressivement et complètement. Lieutenant de Vaisseau, il succède au Commandant Cousteau au commandement de l'Aviso *Elie Monnier*. La suite des événements est racontée par Ph. Tailliez <sup>(2)</sup> :

Au bout de quelques jours, Houot vint me trouver avec Devilla, le médecin du GERS <sup>(3)</sup>, tous deux très ennuyés. Houot, je le savais, relevait d'une longue, d'une terrible maladie, la poliomyélite qui l'avait tenu, de longs mois, paralysé. Il était guéri maintenant, mais les médecins ne lui permettaient pas de se baigner.

<sup>(1)</sup> Cette estimation me paraît aujourd'hui considérablement sous-évaluée.

<sup>(2)</sup> Avant-propos de *Le Bathyscaphe* par Houot et Willm, Edit. de Paris.

<sup>(3)</sup> Groupe d'études et de recherches sous-marines.



Ainsi, d'ailleurs par simple mégarde, avait-on envoyé au GERS probablement le seul officier de notre marine inapte à la plongée. L'intéressé en était confus, désolé, il se rendait compte que cela n'allait pas. J'étais désolé aussi, et nous rédigeâmes ensemble un bref compte rendu où je signalais respectueusement ce paradoxe à l'amiral directeur du personnel.

Mais cet amiral n'aimait pas revenir sur un ordre donné et confirma la désignation.

Donc, Houot garda l'*Elie Monnier*. Et comme il était un excellent officier, doué pour la recherche, tout allait bien à son bord.

Toutefois, c'était pour le commandant un crève-cœur visible, lorsque nous embarquions pour quelque expérience sous-marine, de rester sur le pont au lieu de nous accompagner sous la mer, d'entendre, au retour, nos discussions passionnées, sans pouvoir y prendre part.

Si bien qu'un jour, après en avoir conféré avec notre médecin, je lui suggérai un moyen auquel nous n'avions pas pensé encore qui pouvait concilier l'interdiction médicale de se mouiller la peau avec son désir de plonger.

Pourquoi ne descendrait-il pas avec une de ces combinaisons étanches dont nous terminions l'étude ?

Houot trouva l'idée lumineuse. Comme il était grand, nous lui confectionnâmes un vêtement sur mesure et le baptême eut lieu quelque part, dans une baie de Provence, comme il est d'usage le long d'un câble mouillé du bord.

Je l'accompagnai, ému comme on l'est auprès d'un infirme qui, pour la première fois, décide de lâcher ses béquilles.

Houot n'avait encore jamais plongé, jamais même, je crois, ouvert les yeux sous l'eau derrière une lunette, jamais chaussé une paire de palettes et voilà que, par surcroît, il se trouvait soigneusement empaqueté dans une combinaison étanche des pieds à la tête, elle-même emprisonnée dans une cagoule. Et il lui fallait, dans cet attirail, descendre à vingt mètres sous la mer.

Je l'observais luttant, dès les premiers mètres, pour équilibrer ses oreilles à la pression croissante, pour évacuer l'air de son habit et atteindre le fond. Il luttait pour prendre de tous ses yeux, de tous ses membres, la mesure de ce nouvel univers qui s'était emparé de son corps et le pressait de toutes parts.

Mon masque au niveau du sien, je guettais ses yeux, car sous la mer, davantage encore que sur la terre, les yeux des hommes témoignent des mouvements secrets de leur âme. Il y avait en eux, tout d'abord, le désarroi et l'embarras habituels du novice... Mais quand nos regards

se croisèrent, le mien, qui était là pour l'encourager, rencontra dans le sien la volonté la plus froide. J'eus, à ce moment, la révélation de son énergie. Il toucha le fond, où il erra longtemps, gauche, maladroit encore, émerveillé, parmi les poissons, dans les rochers, dans les ombres et la lumière.

C'est, je crois, ce jour-là, qu'il eut la révélation de la mer. Et je ne fus pas surpris, lorsqu'il céda à son tour son commandement au lieutenant de vaisseau Alinat, d'apprendre qu'il était volontaire pour commander le bathyscaphe dont l'ingénieur du Génie maritime Gemppe commençait la refonte à Toulon, autour de la vieille boule du *FNRS II*.

J'étais dès lors certain, trouvant la chose assez drôle, que Houot, l'interdit de la plongée, deviendrait un jour l'homme le plus profond du monde.

### ANNEXE 3

#### A PROPOS DES PREMIERS RÉSULTATS SCIENTIFIQUES DE L'EXPÉDITION BELGE A LA GRANDE BARRIÈRE

Participer à une expédition comme celle de la Grande Barrière apporte au jeune chercheur un enrichissement extraordinaire. La connaissance s'enrichit dès la préparation de la campagne, par l'accumulation de données bibliographiques, la définition de programmes de recherches cohérents et pertinents, et les multiples réflexions que ce travail suscite. Puis vient la confrontation avec la réalité du terrain, avec l'échelle véritable des phénomènes, avec un monde étranger en plein fonctionnement, auquel il faut s'intégrer si l'on veut bien l'étudier. Déjà, la seule observation de cette Nature est riche d'enseignements. Le scientifique doit dépasser cet émerveillement pour tout noter, classer, et enregistrer car c'est souvent dans les notes de terrain que se trouve la solution de problèmes que l'on ne découvrira que bien plus tard, lors de l'étude en laboratoire.

Ce face à face entre le chercheur et la nature est un moment crucial dans sa vie. Jusque-là, il connaissait, ou mieux imaginait tel organisme, tel phénomène, à travers des descriptions, des croquis. A présent, il les voit, il les touche; cette vision directe des faits jointe à l'exploration manuelle donne à la connaissance un relief et une solidité remarquables. Ce dialogue constant avec la nature



telle qu'elle est, dans sa beauté, dans sa complexité, marque profondément le chercheur. Jamais plus le zoologue ne parlera des animaux comme si le fait de leur mode d'existence ou leur comportement ou leur parure étaient insignifiants. Jamais plus le géologue – qui vit, entre sable et eau, un moment de l'histoire de la terre – ne restituera tel paléo-milieu en termes de scènes mythiques et figées mais en termes de paysages naturels et vivants. Dans les deux cas, les mots ne seront plus des étiquettes, il recouvriront des visions. L'homme sera peut-être plus savant, il sera sûrement changé dans sa façon d'aborder et de comprendre les problèmes scientifiques et peut-être même la vie.

Tous les membres de notre équipe ont vécu l'aventure magnifique qui leur était offerte, avec intensité, mais la fascination du monde sous-marin a été telle qu'elle a suscité une véritable vocation chez deux d'entre nous. Thierry Jacques, tout en s'engageant dans l'étude des populations de décapodes vivant au sein des colonies de coraux branchus prend un goût si vif de l'océanographie et du milieu récifal qu'il entreprend un Ph. D. dans ce domaine à l'Université de Rhodes Islands. L'Anglais, David Barnes – qui pendant l'expédition a mis au point des méthodes de marquage *in situ* des colonies coralliennes pour estimer leur vitesse de croissance – entreprend de brillantes recherches à la station de Discovery Bay avec un maître éminent, le Professeur Tom Goreau. Celui-ci meurt hélas inopinément et, peu après, Barnes est victime d'un grave accident de plongée. La féconde collaboration brisée, Barnes accepte une place à l'Université Sainte Lucia de Townsville (Queensland, Australie) et poursuit au laboratoire des recherches fondamentales sur les processus de calcification et de structuration des squelettes de Madrépores.

Deux autres co-équipiers ont été, dès leur retour, accaparés par des tâches qui les ont éloignés temporairement (?) des problèmes de la Grande Barrière. Jean-Claude Bussers a repris sa thèse de doctorat et André Bastin s'est adonné à des questions de sédimentologie appliquée avant d'émigrer en France.

Nous avons rapporté un matériel considérable. Nos premiers rapports retiennent l'attention du Fonds National, et quand les Universités de Liège et de Gand rédigent un projet intitulé : « Etude des collections zoologiques, botaniques et sédimentologiques de la

Grande Barrière de Corail et des îles Bahamas » <sup>(1)</sup>, le Fonds National, dans le cadre de la Recherche fondamentale collective, attribue aux deux Universités des crédits destinés à l'achat d'équipements et à l'engagement de chercheurs. Dès lors, deux laboratoires vont orienter toute leur activité dans le dépouillement et la mise en valeur du matériel ramené par le *De Moor*.

A Gand, le Professeur A. Coomans développera un laboratoire spécialisé dans l'étude de quelques groupes animaux encore peu connus (certains petits crustacés et surtout des vers nématodes). Outre cet inventaire faunistique, le Professeur Coomans et son équipe travaillent dans les domaines de la systématique, de la morphologie et de l'histologie des nématodes des sédiments (découvertes d'espèces nouvelles, description précise de formes mal connues ou aberrantes, mise en évidence de nouvelles structures morphologiques, etc.). Bien qu'une dizaine de publications soient déjà parues, le Professeur Coomans pense qu'il est trop tôt encore pour risquer une synthèse.

A Liège, la présentation des premiers résultats de géologie marine et de géologie sédimentaire sous forme de thèses ou de notes à la Société Géologique de Belgique, n'éveille que peu d'écho à l'Université mais le monde scientifique européen réagit et je suis invité à faire des conférences dans les Universités en Angleterre (Oxford, Newcastle), en Allemagne (Heidelberg, Tübingen, Munster, Munich, Erlangen...), en France (Lille, Paris, Lyon, Montpellier, Nice, Strasbourg, Orléans, Caen...), en Hollande (Shell Rijkswijk, Leyden, Utrecht...), en Roumanie.

Grâce au Fonds National et à l'appui de notre Administration, nous sommes en mesure de monter un « Centre d'analyses paléo-écologiques et sédimentologiques » regroupant géologues et zoologues. Les chercheurs sont, soit des étudiants qui font une thèse de licence, soit des boursiers des FNRS, FRFC, IRSIA attachés au centre. Je les remercie tous de leur intérêt et de leur fructueuse collaboration. Deux d'entre eux ont obtenu en 1975 de passer deux

<sup>(1)</sup> Lors d'expéditions précédentes aux Bahamas (1964-1970), j'avais ramené des collections de coraux regroupant la presque totalité des genres connus dans la moitié nord de la province atlantique ainsi qu'un important échantillonnage de dépôts calcaires uniques, engendrés par des algues très primitives, les algues bleues. Il nous a paru logique de regrouper sous un même projet l'étude de ces collections des mers tropicales.



mois à Lizard Island pour y recueillir des informations complémentaires dans plusieurs domaines.

Je ne puis avoir la prétention de faire la synthèse de nos travaux mais je voudrais succinctement exposer dans quelles directions ils s'orientent et quels sont les premiers résultats.

Les études portent sur les coraux, les foraminifères benthiques, les faciès sédimentaires, la diagenèse des sédiments calcaires, sur les fonds actuels et l'intervention de phénomènes biogénétiques dans l'édification et l'altération des dépôts.

### *Les coraux.*

Nous en avons ramené plus d'un millier de spécimens prélevés tout au long de la Barrière et à tous les niveaux des récifs. L'étude d'une partie de ce matériel a été confiée à deux collaborateurs du Centre: Mmes J. Foidart et J. Stievenaert. Nous n'avons pas voulu, dès le départ, baser nos investigations sur les concepts de la systématique classique; cela nous aurait certes conduit à la définition de nouvelles espèces, voire de nouveaux genres. Mais quelle eût été leur signification naturelle ?

Il nous est apparu nécessaire de définir, de comprendre ou du moins de pressentir au préalable, la signification et la stabilité des critères diagnostiques communément utilisés pour la délimitation des taxons, ainsi que les facteurs éventuels capables d'en altérer tel ou tel attribut. En d'autres termes, cela nous amenait à aborder l'étude à trois niveaux au moins :

- 1) relation entre morphologie globale et environnement,
- 2) influence de la position des polypierites dans la colonie sur la structuration de leurs éléments diagnostiques,
- 3) influence du comportement des polypes sur la stabilité, et par conséquent, la valeur diagnostique de certains détails squelettiques communément appelés « ornements » par les paléontologues.

L'action immédiate du milieu sur le modelé des colonies se révèle très importante; sa compréhension permet d'opposer la plasticité adaptative de nombreux genres de madrépores à la rigidité subjective des classifications classiques.

Ainsi certaines colonies globuleuses en eau superficielle, où l'énergie lumineuse est suffisamment forte pour être utilisable par

les polypières disposés sur les flancs, c'est-à-dire obliquement à l'incidence, tendent à s'aplatir de plus en plus en profondeur et présentent ainsi, en lumière réduite, l'absorbance maximale.

Dans d'autres cas, des morphologies branchues ou globuleuses, prospérant en eau calme, tendent à développer des formes trapues ou encroûtantes en milieu agité.

L'étude de l'influence de la position des polypières à la surface de colonies globuleuses sur leurs caractères diagnostiques fut aussi riche d'enseignement; ainsi, par exemple, il n'est pas rare que si les polypières situés au sommet des colonies présentent tous les caractères classiques d'une espèce, ces caractères s'altèrent progressivement sur les flancs pour prendre, tant ils sont altérés à la base de la colonie, des valeurs propres à la définition d'une nouvelle espèce. L'explication est simple : aux différents niveaux, les polypes vivent dans des micro-environnements différents (incidence des rayons lumineux, exposition aux courants, à la turbidité, etc.); bien qu'appartenant à la même colonie, leur adaptation à ces « micro-climats » modifie leur squelettogénèse.

Semblable observation est particulièrement importante en paléontologie, où, limités par les hasards de l'échantillonnage, les chercheurs établissent généralement leur détermination sur de simples fragments de colonies.

Il existe d'autres exemples remarquables de l'action de l'environnement, notamment au niveau de la micromorphologie des squelettes.

Ainsi les paléontologues attribuent dans la détermination de l'espèce une valeur diagnostique à certains détails des squelettes qu'ils dénomment « ornements » (caractères de la columelle, configuration des faces septales, etc.). Or pour que ces éléments aient une valeur déterminative fondamentale, ils devraient présenter une réelle stabilité micromorphologique, ce qui n'est pas toujours le cas; c'est pourquoi des variations continues ou discrètes dans ces caractères ont conduit à la définition de « faux problèmes » ou à des distinctions taxonomiques ultrafines, mais sans valeur systématique.

L'une de mes collaboratrices s'est intéressée à la signification exacte de ces « ornements » par des études *in situ* sur les récifs de la Jamaïque. Grâce à des colorants vitaux qui se fixent sur le squelette, on peut suivre le développement de celui-ci pendant un



ou deux ans chez la même espèce et ce, dans des conditions variées (d'oxygénation, de turbidité, de profondeur, de mouvements des sables). Parallèlement, au laboratoire, l'examen en lames minces de spécimens enrobés dans des résines plastiques permet de préciser les relations tissus-squelette. Ces recherches établissent que les « ornements » n'ont pas un rôle de « décorum » mais qu'elles sont essentiellement fonctionnelles : certaines excroissances, épines, lamelles, servent par exemple de points d'ancrage critiques au polype tout entier ou à certaines zones particulières lors de mouvements déterminés (contraction, rétraction, élimination de sable, etc.). En conséquence, toute modification dans le comportement du polype, due aux conditions de vie, entraîne inmanquablement des modifications de ces points particuliers du squelette. Il est, dès lors, évident que le choix de critères de détermination doit s'appuyer sur une claire compréhension de la *morphologie fonctionnelle*.

L'étude des madrépores au microscope électronique à balayage nous révèle la micromorphologie des septes, des calices et, de manière plus générale, l'ultrastructure du squelette. Si le pool génétique planifie la micromorphologie de même que l'empilement et la juxtaposition des fibres calcaires constitutives du squelette, certaines conditions extérieures peuvent induire des modifications du plan de construction et de la densité de l'édifice squelettique (plus dense, moins dense, vacuoleux). L'on peut ainsi suivre l'action de l'environnement et des micro-environnements jusque dans les plus infimes caractéristiques du squelette.

Ces recherches ultrastructurelles ont enfin permis de distinguer certaines espèces des provinces atlantique et pacifique bien que la morphologie globale soit très voisine.

Enfin l'étude pétrographique de lames minces taillées dans des madrépores récoltés vivants a révélé la précipitation hâtive de couches carbonatées à la périphérie des cavités internes, parois ou planchers abandonnés par le polype au cours de la croissance. Ces précipitations, étrangères à la squelettogenèse, augmentent l'épaisseur des parois primitives ou encore les transforment en parois multicouches. Cette observation est très importante chez les coraux fossiles car les paléontologues considèrent souvent l'épaisseur ou la structure des parois comme un caractère spécifique alors que sa configuration actuelle peut n'être que le résultat d'événements diagénétiques.

Signalons pour terminer deux travaux de portée générale :

Le matériel récolté a permis, dans un premier temps, d'élaborer un « catalogue des Coraux de la province atlantique » regroupant la presque totalité des espèces connues. Chacune d'elles y est illustrée par des vues générales, des close-up ainsi que par des vues au microscope à balayage illustrant les ultrastructures. Ce catalogue comportant 128 planches format  $24 \times 32$  cm, dont 20 en couleurs, n'a pu encore être édité pour des raisons financières.

Enfin, la confrontation des observations réalisées tant au cours de l'expédition que lors de missions aux Bahamas, a permis la rédaction d'un ouvrage de synthèse concernant la signification paléoécologique (bathymétrique-hydrodynamique) des morphologies de coraux fossiles et son application à l'interprétation des bassins récifaux anciens.

### *Les Foraminifères.*

Un programme axé sur l'étude des foraminifères benthiques fut confié à M. J. Baccaert, géologue gantois qui vint travailler parmi nous. Ce programme fut couplé à l'étude des faciès sédimentaires en raison des relations évidentes entre faune et substrats. Etant donné l'extraordinaire diversité taxonomique des foraminifères présents et du grand nombre de sites échantillonnés (côtes, récifs, lagunes, shelf), les recherches furent initialement limitées au complexe récifal de Lizard Island et du shelf avoisinant; nous disposions en effet là d'un maximum de données de terrain. Le travail fut axé sur la dynamique des populations. Ici encore, un des premiers problèmes rencontrés fut la définition, la caractérisation et l'identification des espèces. Des dizaines « d'espèces » nouvelles eussent pu être créées selon la taxonomie classique; l'analyse des Soritidés, foraminifères de grande taille, illustra cependant la considérable variabilité morphologique des tests, que celle-ci résulte de « divagations » morphologiques autour de pôles spécifiques déterminant l'apparition de types intermédiaires ou de l'individualisation d'écovariants caractéristiques de milieux bien définis. Dans ce dernier cas, on a pu montrer que les individus de certaines espèces présentaient des premiers stades de développement identiques pour ensuite développer des morphologies différentes selon le milieu de vie : platier, récifal, ou plateau continental. Une fois de plus, et sans pour autant passer par la génétique, s'opposaient la notion d'espèce



telle qu'on peut la visualiser dans l'actuel et la notion d'« espèce » paléontologique définie sur la base de discontinuités dans les caractères morphologiques.

Dans l'étude de la dynamique de populations de foraminifères, il est essentiel de pouvoir établir si les tests prélevés en un site appartiennent à des organismes qui sont nés et ont vécu sur place ou à des organismes « étrangers » dont les tests ont été apportés par des courants après leur mort. Or, les foraminifères étudiés étaient extraits de sédiments qui, bien que conservés humides pendant l'expédition, avaient dû être séchés par la suite; dès lors, il s'avéra très difficile, lorsque l'étude fut entreprise, de distinguer les tests d'organismes morts de ceux d'organismes vivants au moment de l'échantillonnage. L'un des objectifs principaux des deux chercheurs de mon équipe envoyés en 1975 par le Fonds National à Lizard Island fut donc de récolter de larges échantillons de Foraminifères *in situ*, de les fixer histologiquement, de les colorer au rose bengale (colorant se portant électivement sur le protoplasma) et de les conserver sous formol. Ces opérations particulières, impossibles à réaliser dans le timing d'une expédition telle que la nôtre, permettent de distinguer, dans un échantillon provenant d'un site déterminé, les organismes autochtones (espèces et leurs écovariants : colorés) des tests de foraminifères étrangers, amenés par le mouvement des eaux après leur mort. Cette mission permet d'apporter une réponse ferme au problème des écovariants et d'asseoir l'étude de la dynamique de population sur des bases strictes.

Les résultats de cette étude concernent donc :

1. la révision et la systématique de certains groupes de foraminifères, où les caractères de l'espèce sont reconsidérés à la lumière de leur variabilité morphologique en fonction de l'influence du milieu.
2. la distribution des biocénoses de foraminifères dans les divers milieux récifaux, en relation avec la physiographie générale et les faciès sédimentaires.
3. la description des formes « aberrantes » voire « monstrueuses » soit par leur morphologie globale, soit par la présence de plusieurs proloculi.
4. la distinction entre la distribution et la composition des biocénoses (ensemble des tests de foraminifères vivant au site de

prélèvement et reconnus d'après les colorations) et celle des thalassocénoses (ensemble de tous les tests comprenant des formes endogènes et des formes exogènes amenées par les courants).

Ces observations intéressent le paléontologue et le paléoécologiste. D'une part, elles concernent des taxons dont certains remontent à l'ère tertiaire; les résultats obtenus permettent donc d'éclaircir certaines situations paléontologiques. D'autre part, elles montrent la grande complexité structurale des « assemblages » de foraminifères fossiles et les difficultés d'interprétation que leur étude présente. Des foraminifères caractéristiques d'un milieu récifal donné peuvent être transportés et déposés dans un milieu avec lequel ils n'ont aucun rapport écologique; ainsi, certains sables caractérisant des fonds où ne vivent pratiquement aucun foraminifère, peuvent être contaminés en permanence par des tests apportés par les courants locaux. Il en résultera un calcaire à foraminifère homogène que le paléoécologiste aura grand peine à interpréter. D'autres sédiments pourraient être considérés, au vu de leur richesse en tests foraminifères, comme reflétant des milieux particulièrement favorables à la croissance de ces organismes alors que cette variété, cette richesse et cette diversité des formes résulte simplement de la superposition d'assemblages exogènes aux communautés endogènes.

### *La sédimentologie.*

De très nombreux échantillons de sédiments ont été récoltés au grappin ou en plongée, tant sur le plateau continental que dans les récifs. Il a fallu attendre, pour en lancer l'étude, que le laboratoire de sédimentologie soit créé et équipé. Nous avons limité nos premières investigations à deux zones majeures.

La première, la plus méridionale, est centrée sur le tropique du Capricorne; elle montre la transition entre la province récifale calcaire de la Grande Barrière proprement dite et la province terrigène quartzeuse qui lui succède vers le sud : dans cette direction, en effet, la température moyenne de l'eau devient de moins en moins favorable à la vie des madrépores. Progressivement, les récifs s'appauvrissent en coraux pour n'être plus que des amas calcaires envahis d'algues rouges. Les courants, la mobilité du substrat et sa pauvreté en matières organiques s'opposent à la prolifération d'une faune calcaire luxuriante. Nous avons pu



ainsi <sup>(1)</sup> dresser d'intéressantes cartes de variations de faciès s'observant non seulement des régions côtières vers le large (l'extrémité du plateau continental) mais encore, dans une direction perpendiculaire, des calcaires récifaux et de shelf au nord vers le sable quartzeux au sud.

La seconde région étudiée est centrée sur Lizard <sup>(2)</sup> Island (16° Lat. Sud) en plein cœur de la zone tropicale.

L'étude des faciès sédimentaires se développa parallèlement à celle des foraminifères benthiques pour des raisons citées plus haut. Elle illustre clairement une situation récifale en période de « transgression » : récifs très verticaux, peu de débris alentour, passages brusques du récif et de son cortège sédimentaire aux sédiments de shelf typiques.

En 1971, les sédiments de Lizard Island nous révèlent la présence d'oolithes, petits grains ovoïdes (100 à 300 microns de diamètre) composés de couches concentriques de calcaire. Or, à cette époque, il était clairement admis dans la littérature qu'une des caractéristiques fondamentales de la province calcaire australienne résidait dans l'absence de sédiments oolithiques. Ceci la distinguait nettement des Bahamas ou du Golfe persique.

Au cours de colloques, en 1971 et 1972, nous exposons nos cartes de faciès et des vues de ces oolithes, ce qui ne manque pas de surprendre les spécialistes. Tandis que nous nous débattons pour obtenir un subside nous permettant d'aller examiner ce problème en détail sur place, les Anglais organisent une expédition à Lizard Island, étudient le phénomène et publient les résultats en 1975.

Les recherches sédimentologiques menées par M. Segers se sont encore attachées à l'impact des phénomènes vitaux sur la formation des sédiments calcaires; ces études, enrichies par la littérature, montrent clairement que ces phénomènes jouent un rôle considérable à 3 niveaux au moins : — Production de tonnes de grains sédimentaires (accumulation de tests morts évidemment, mais aussi

<sup>(1)</sup> Grâce au travail de deux thésiciens, MM. Van Eyll et Coppenolle.

<sup>(2)</sup> Avant notre expédition, Lizard Island était pratiquement inconnu. Cet archipel présente un grand intérêt, possédant des récifs frangeants ceinturant des îlots granitiques entre lesquels s'étendent de petits récifs barrières délimitant des lagunes peu profondes. Les autorités australiennes ont pris conscience de la valeur de ce site, y ont construit un petit laboratoire et l'ont mis sous la direction d'un géologue australien qui a travaillé avec nous sur le *De Moor*.

agrégats de défécation, de filtrages, particules libérées par bio-érosion, etc.); – Remaniement incessant par les fousseurs, d'où modification des structures sédimentaires et de la physicochimie des dépôts; Action sous-estimée des micro-organismes (bactéries, algues, mycètes) induisant des modifications fondamentales dans la taille, la structure, la minéralogie et la densité des grains sédimentaires eux-mêmes.

Ces remarques nous montrent que la sédimentologie des carbonates ne peut se ramener à de simples questions d'hydrodynamique et de profondeur d'eau.

Un autre programme de recherches concerne les modifications que subissent les grains sédimentaires calcaires sur le fond marin. Il débuta par l'étude du sort des squelettes de foraminifères. Trois modifications importantes furent clairement mises en évidence :

- l'extrême importance des microperforations dues aux micro-organismes térébrants. Cette action abaisse considérablement la densité des grains tout en les fragilisant.
- la précipitation de phases carbonatées diverses dans les cavités naturelles du squelette.
- la précipitation dans certaines perforations de sulfures de fer sous forme amorphe ou de pyrite. Ce dernier processus aboutit au noircissement des grains. Ce travail, dû à Monsieur Marchand, a illustré, pour la première fois, un mode de genèse de ces grains si fréquents dans la nature ancienne : les framboïdes de pyrite (agrégats en forme de framboise de minuscules cristaux de pyrite.)

L'analyse chimique des sédiments est à l'étude. Certains gradients chimiques (contenu en Strontium, Magnésium, etc.) sont mis en relation avec les gradients faunistiques, et les gradients de température; d'autres (contenu en Fer, Manganèse, etc.), avec les gradients de vitesse de sédimentation et d'influences terrigènes.

D'autres éléments (terres rares, Uranium, Cerium, etc.) sont l'objet de recherches analogues.

Nos investigations à la Grande Barrière – rendues possibles par le scaphandre autonome – éclairent bien les interactions réciproques des organismes vivants et de leur environnement – action morphogénétique du milieu, son action sur les faciès sédimentaires; et par ailleurs, formation et modification des sédiments par les



formes animales et végétales. Chacun de nos résultats apporte, en corollaire, une leçon de prudence quant aux interprétations paléontologiques, et quant aux choix des critères de saines classifications.

Les divers « noyaux » de recherches qui ont pu être créés jouent un rôle considérable dans l'évolution des concepts tant au niveau de la recherche pure que de l'enseignement.

Nos résultats n'ont pas manqué de nous ouvrir les portes du « privé » très avide d'appliquer notre acquis au domaine industriel.

Par ailleurs, la création d'un Musée des Madrépores, rassemblant une collection de références particulièrement riche, ainsi que la production de films scientifiques sont d'autres résultats dont on ne peut sous-estimer l'importance.

Liège dispose aujourd'hui d'un laboratoire de sédimentologie marine parfaitement équipé. L'expérience gagnée sur le terrain, lors de cette expédition et en laboratoire, nous permet d'entreprendre de manière extrêmement positive l'analyse des fonds marins de la baie de Calvi et d'apporter par là une contribution significative à l'étude globale du milieu marin auquel est consacré le laboratoire de Stareso.

Tout cela reste l'œuvre de Marcel Dubuisson. Souvenons-nous de ce que, jeune zoologue déjà, il met l'accent sur la dynamique de la vie et l'importance des conditions extérieures. Pour lui, les études de morphologie pure ne peuvent trouver leur pleine signification que si elles s'intègrent dans une connaissance globale du milieu naturel et du fonctionnement. En 1925, de telles idées, en zoologie, restent sans résonance. Elles le resteront longtemps encore mais pour ce pionnier, elles définiront une ligne directrice d'activités que l'on peut suivre étape par étape jusqu'à l'organisation de l'expédition d'Australie et la réalisation du laboratoire interdisciplinaire de Calvi. Grâce à cette persévérance et à cette vision de la Science, il implanta définitivement à Liège une discipline d'importance primordiale : l'océanologie.

Claude MONTY.

## ANNEXE 4

### *Plan de réconciliation nationale (Plan Thant)* (10-8-1962)

#### 1. DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES.

D'ici au mois de septembre, le gouvernement central présentera au Parlement et appuiera devant celui-ci, jusqu'à la mise en vigueur, un projet de constitution visant à l'établissement d'un gouvernement fédéral pour le Congo. A cette fin, le gouvernement central a demandé aux Nations Unies de mettre à sa disposition les services d'experts internationaux en matière de droit constitutionnel fédéral. Le gouvernement central attire l'attention sur son communiqué du 29 juillet et invite tous les gouvernements des Etats et tous les groupes politiques du Congo, intéressés en la matière, à lui faire parvenir leurs vues sur les dispositions qui devront être incluses dans cette constitution. (Pour autant qu'elles soient en accord avec le caractère fédéral de cette constitution, elles seront prises en considération dans toute la mesure du possible). Sous réserve des opinions des Etats et des groupes politiques intéressés, qui pourraient lui être communiquées, le gouvernement central donnera aux experts fournis par les Nations Unies les directives nécessaires en vue de la préparation d'ici le mois de septembre, d'un projet final de constitution, ce projet prévoyant la répartition ci-après de pouvoirs entre le gouvernement central et les Etats :

a. Les pouvoirs énumérés ci-dessous seront réservés exclusivement au gouvernement central :

- a) Affaires étrangères;
- b) Défense Nationale (autre que les fonctions de police locale);
- c) Douanes;
- d) La monnaie, le contrôle des changes et la politique fiscale;
- e) Le commerce inter-Etats et le commerce extérieur;
- f) Droit de fixer des impôts d'un montant suffisant pour les besoins du gouvernement central;
- g) Nationalité et immigration;
- h) Postes et Télécommunications.

b. Les gouvernements des Etats auront, bien entendu, le contrôle de leur propre administration et seront munis de tous les pouvoirs, autres que ceux qui sont expressément réservés au gouvernement central, y compris la police locale aussi bien que le droit de fixer des impôts suffisants pour faire face aux activités des gouvernements locaux.



## 2. REVENUS ET DEVISES.

Le Gouvernement central préparera avec l'assistance d'experts fournis par les Nations Unies, et présentera et appuiera au Parlement, un projet de loi financière qui déterminera les modalités de répartition des revenus entre le gouvernement central et les gouvernements des Etats, ainsi que les règlements et procédures pour l'utilisation des devises. Tous les gouvernements des Etats et les groupes politiques intéressés seront invités à présenter leurs vues sur les lois à proposer. En rédigeant ces lois, il sera tenu compte des vues exprimées par les gouvernements des Etats et les groupes politiques intéressés, des moyens et besoins d'ordre économique et financier des différents Etats, et de la répartition précitée des pouvoirs à prévoir dans la nouvelle Constitution fédérale, qui affectera particulièrement les besoins financiers futurs de chaque Etat et du gouvernement central. Les dispositions financières devront, autant que possible, assurer aux différents Etats le maximum des revenus provenant de leur région, et fournir tant au gouvernement central qu'aux gouvernements des Etats leurs propres sources d'imposition. En ce qui concerne l'utilisation des devises, les dispositions devront tenir compte des besoins essentiels de chaque Etat, en particulier des besoins relatifs aux activités des industries produisant des revenus en devises.

Le gouvernement central s'engage à appuyer au Parlement la législation nécessaire pour mettre en œuvre ces dispositions définitives. Jusqu'au moment où les dispositions définitives auront été mises en œuvre, le gouvernement central et le Katanga conviennent :

- a) de partager, à parts égales, les revenus provenant de tous les droits ou taxes sur les exportations et importations et de toutes les redevances des concessions minières, conformément à la répartition proposée à la Conférence de la Table Ronde qui s'est tenue à Bruxelles en 1960 et
- b) de verser les revenus en devises, de quelque partie du Congo qu'ils proviennent, au Conseil Monétaire ou à l'institution que celui-ci désignera et que les parties intéressées acceptent; le Conseil Monétaire contrôlera l'utilisation de toutes les devises et accordera au Katanga, pour ses besoins essentiels, 50 % au moins des devises ayant leur origine dans cet Etat.

## 3. MONNAIE.

Le Gouvernement central invitera les Nations Unies à demander au Fonds Monétaire international de charger ses experts d'établir un plan portant sur l'unification progressive de la monnaie.

L'unification prendra effet dans toutes les régions du Congo dix jours après son approbation par le Gouvernement central.

#### 4. DISPOSITIONS MILITAIRES.

Les commandants de toutes les unités militaires, paramilitaires ou de gendarmerie, qui ne l'ont pas déjà fait, prêteront le serment usuel d'allégeance au Président de la République. Une commission composée d'un représentant du gouvernement central et d'un représentant du gouvernement de l'Etat du Katanga, assistée par les experts fournis par l'O.N.U., mettra au point, dans un délai de 30 jours, un plan visant à l'intégration et à l'unification rapide de toutes les unités militaires, paramilitaires ou de gendarmerie aux fins de les constituer en un corps national de forces armées et de gendarmerie. Ce plan sera mis en œuvre dans les 60 jours suivants. Toutes les autorités centrales, des Etats et locales assureront à la Commission militaire précitée ainsi qu'aux experts de l'O.N.U. qui l'assistent, une complète liberté de mouvement sur l'ensemble du territoire du Congo.

#### 5. AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Attendu que la conduite des affaires étrangères est réservée au gouvernement central, il n'y aura pas lieu, pour les autorités des Etats, de maintenir à l'étranger aucun fonctionnaire chargé d'affaires étrangères, ni aucune mission diplomatique ou consulaire. Les Etats désirant avoir, à l'étranger, d'autres types de représentation pourront le faire moyennant accord du gouvernement central.

#### 6. AMNISTIE.

En harmonie avec le règlement de différends découlant du présent accord, le gouvernement central décrètera immédiatement et, s'il y a lieu présentera et défendra au Parlement une loi portant amnistie générale.

#### 7. COOPÉRATION AVEC L'O.N.U.

Toutes les autorités centrales, celles des Etats et les autorités locales collaboreront pleinement avec l'O.N.U. à l'application et à l'exécution des résolutions de l'O.N.U.

#### 8. RECONSTITUTION DU GOUVERNEMENT CENTRAL.

Le gouvernement central sera reconstitué de manière à ménager une représentation équitable de tous les groupes politiques et provinciaux. Le Premier Ministre Adoula réitérera son offre d'attribuer (...) ministères à des membres du parti Conakat; de plus, il précisera qu'il s'agit des ministères suivants (.....).



## MODALITÉS D'ACTION (COURSE OF ACTION)

Le représentant du Secrétaire général par intérim se conformera aux modalités d'action ci-après et recevra l'assurance que les Gouvernements sont disposés à prendre les mesures, dont l'énoncé suit, afin d'appuyer l'adoption de la proposition visant à la réconciliation nationale et d'aboutir à la réintégration du Katanga.

### PREMIÈRE PHASE.

A. La proposition de réconciliation nationale et les modalités d'action exposées dans le présent memorandum seront immédiatement données au Secrétaire général par intérim de l'O.N.U.

B. En cas d'approbation de la proposition et des modalités d'action par le Secrétaire général par intérim, l'accord final des gouvernements quant à la présentation de ces textes sera notifié, par leurs Ambassadeurs respectifs à Léopoldville, au représentant du Secrétaire général par intérim qui en fera part à son tour au premier ministre Adoula.

A cette occasion, il exposera verbalement les traits essentiels des modalités d'action. Le premier ministre Adoula sera prié d'accepter la proposition et de prendre immédiatement toutes les mesures qui, aux termes de la proposition, incombent au Gouvernement central. Si la proposition est acceptée par le premier ministre Adoula, elle sera présentée aux autorités katangaises par le même représentant du Secrétaire général par intérim.

C. Les autorités du Katanga seront invitées à signifier leur accord quant à ces propositions dans un délai de dix jours à compter de leur présentation à ces autorités. Ces propositions leur seront expliquées en détail et leur attention sera appelée sur le fait que, si les autorités katangaises les acceptent, l'O.N.U. et les Gouvernements utiliseront tous les moyens à leur disposition pour garantir que la proposition est appliquée équitablement. Le représentant du Secrétaire général par intérim expliquera aux autorités katangaises que les résolutions de l'O.N.U. prévoient la liberté de mouvement de ses forces militaires sur l'ensemble du territoire du Congo. Les autorités katangaises seront informées que, si le besoin s'en faisait sentir, l'O.N.U. aura recours à son droit à ladite liberté de mouvement. Pour l'instant l'O.N.U. ne se propose pas d'établir de nouvelles garnisons au Katanga. Les gouvernements, dans leurs contacts avec les autorités du Katanga, appuieront la position ainsi adoptée par le représentant du Secrétaire général par intérim.

D. Simultanément avec l'action prévue au paragraphe C ci-dessus, le premier ministre Adoula sera invité à promulguer ou à décréter (si

elle n'existe déjà) une législation réglementant les exportations et les importations à destination et en provenance du Congo et portant, en particulier, interdiction de l'exportation et de l'importation, en provenance ou à destination du Congo, de tous produits pour lesquels le Gouvernement central à Léopoldville n'a pas donné son autorisation.

E. Aussitôt que le Secrétaire général par intérim aura marqué son accord sur les modalités d'action exposées dans le présent mémorandum, les mesures suivantes seront prises à une cadence rapide :

1. Les gouvernements feront des déclarations publiques marquant leur appui au gouvernement central du Congo et établissant clairement leur volonté d'une fin rapide de la sécession du Katanga. Ces déclarations exprimeront également l'approbation desdits gouvernements à l'intention récemment annoncée par le premier ministre Adoula de soumettre au Parlement d'ici au mois de septembre un projet de constitution fédérale. Les gouvernements se concerteront entre eux et avec le Secrétaire par intérim sur le texte, les tactiques et la chronologie de ces déclarations.

2. Le Gouvernement du Congo entamera des négociations avec le gouvernement belge pour obtenir de ce dernier qu'il l'aide à organiser la perception en Belgique des droits afférents à tous les produits exportés de Belgique au Congo (y compris le Katanga).

3. En effectuant des vols de reconnaissance au-dessus du Sud-Katanga, l'O.N.U. évitera les vols à très basse altitude qui pourraient effrayer la population locale.

4. Les Etats-Unis, agissant par l'intermédiaire des Nations-Unies, examineront la possibilité de faire immédiatement et ostensiblement au gouvernement du Congo un petit envoi d'équipement militaire.

5. L'O.N.U. fournira sans retard toute l'aide possible au gouvernement central afin que soit mis en œuvre un programme urgent de modernisation de l'armée congolaise.

6. Dès qu'un accord sera intervenu sur les mesures qu'adoptera le gouvernement du Congo pour contrôler l'utilisation des devises, les Etats-Unis fourniront à ce gouvernement une aide complémentaire et la Belgique et d'autres Etats envisagent une action similaire.

7. Le gouvernement du Congo demandera aux gouvernements des pays limitrophes de coopérer avec lui dans l'établissement d'un dispositif de contrôle des armes et de lutte contre la contrebande.

8. Conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, l'O.N.U. demandera de nouveau instamment à tous les Etats membres de prendre les mesures nécessaires pour empêcher tous mouvements, non autorisés par les gouvernements nationaux, à destination du Congo, de merce-



naires, d'armes, de matériel de guerre, ou de tout équipement pouvant servir à des fins militaires. Les gouvernements déploieront une activité diplomatique intense pour appuyer cette action.

9. Le gouvernement du Congo invitera les représentants de l'U.M.H.K. <sup>(1)</sup> à étudier avec lui les questions d'intérêt mutuel, y compris l'attitude que le gouvernement du Congo compte adopter à l'avenir à l'égard des activités de l'U.M.H.K.

10. L'O.N.U. invitera le gouvernement belge et l'U.M.H.K. à examiner de concert la question de la protection des ressortissants belges et des installations de l'Union Minière du Haut-Katanga.

11. A la demande du gouvernement du Congo, les gouvernements refuseront, dans toute la mesure du possible, d'accorder des visas à des Katangais, et ils ne leur permettront pas de pénétrer sur leur territoire s'ils sont en possession de titres de voyage autres qu'un passeport congolais. De même, les gouvernements feront savoir publiquement qu'ils agréent la demande du gouvernement du Congo et engagent les titulaires de passeports délivrés par eux à solliciter et à se munir des autorisations nécessaires du gouvernement du Congo avant de se rendre au Katanga. Les gouvernements demanderont instamment au gouvernement du Congo de prendre toutes dispositions utiles pour qu'un passeport soit délivré à tous les ressortissants congolais qui souhaitent voyager pour des raisons compatibles avec le plan de réconciliation nationale.

## PHASE 2.

Durant les dix jours qui suivront immédiatement la présentation aux autorités katangaises du plan de réconciliation nationale, les mesures ci-après seront prises :

1. Les gouvernements inviteront solennellement les autorités katan-gaises à accepter cette proposition. Ils feront savoir aux autorités du Katanga qu'ils la considèrent comme raisonnable. Les gouvernements s'attacheront également à obtenir d'autres gouvernements, ainsi que de sociétés privées et de particuliers, d'appuyer les efforts déployés pour obtenir l'agrément du Katanga. Pour le cas où les autorités du Katanga signifieraient un refus ou un délai, les gouvernements leur feront savoir, que, faute d'une acceptation dans les dix jours, ils prendront, si le gouvernement du Congo leur en fait la demande, toutes les mesures en leur pouvoir pour assurer le respect des lois et règlements édictés par le gouvernement central visant les exportations de cuivre et de cobalt du Katanga. Les autorités katangaises seront prévenues, d'autre part, que

<sup>(1)</sup> Union Minière du Haut-Katanga.

si, en dépit du boycottage, il n'était pas mis fin à la sécession du Katanga, l'adoption de mesures plus sévères sera inévitable. Ces mesures pourraient comprendre notamment le retrait de techniciens belges, la suspension des services postaux et de télécommunications, l'interruption de tout trafic aérien entre Elisabethville et l'extérieur et l'application d'un blocus sur les exportations et les importations du Katanga au moyen de barrages établis sur les voies ferrées conduisant au Katanga. Les gouvernements se concerteront entre eux et avec l'O.N.U. sur la chronologie et les modalités de démarches qu'ils effectueront auprès des autorités katangaises.

2. L'U.M.H.K. demandera instamment aux autorités du Katanga d'accepter le plan de réconciliation nationale.

#### PHASE 3.

Pour le cas où les autorités du Katanga n'accepteraient pas le plan de réconciliation nationale dans les délais prévus, les mesures ci-après seront prises (sous réserve de révision ultérieure et de nouvelles consultations, compte tenu des circonstances du moment) :

1. Le gouvernement du Congo demandera à tous les gouvernements intéressés d'interdire les importations sur leur territoire du cuivre et du cobalt exportés du Katanga sans l'autorisation du gouvernement central de Léopoldville.

2. Les gouvernements prendront toutes les mesures en leur pouvoir pour donner suite à cette demande et pour aider à obtenir les résultats visés.

#### PHASE 4.

Pour le cas où les mesures prévues à la phase 3 n'entraîneraient pas l'acceptation par les autorités katangaises du plan de réconciliation nationale, les gouvernements se consulteraient entre eux et avec les Nations Unies sur les autres mesures qui pourraient alors être prises, compte tenu des circonstances du moment.



## ANNEXE 5

Extraits de l'A.R. du 19 juin 1958 (loc. cit., p. 186)

ART. 1. — Tous les contrats relatifs à l'étude (avant-projet, projet, cahier des charges, métrés et estimations) des travaux de construction, de modernisation, d'agrandissement et d'aménagement des bâtiments à effectuer à l'Université de Liège, en exécution des décisions prises par le Ministre de l'Instruction publique, sur avis du Comité consultatif du Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat, seront *conclus par le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction, avec le Service d'études techniques de l'Université*, pour autant que l'estimation de ces travaux dépasse 2.000.000 de francs.

ART. 2. — Le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction peut conférer, s'il l'estime nécessaire, certaines missions d'études, notamment en matière d'architecture et d'urbanisme, à une ou plusieurs personnes étrangères à l'Université, sous conditions à convenir.

ART. 3. — Le Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction verse, conformément à la loi du 28 avril 1953, article 63, le montant des honoraires dus pour les études commandées au Service d'études techniques, au compte du Patrimoine de l'Université.

ART. 4. — Le Service d'études techniques soumet le résultat de ses études au Conseil d'Administration pour approbation des plans et cahiers des charges, conformément à l'article 18 de la loi du 28 avril 1953.

Les documents sont transmis directement par les soins du Conseil d'Administration de l'Université au Ministre des Travaux publics et de la Reconstruction.

## ANNEXE 6

Extraits du *Rapport de la Commission nationale des Sciences présidée par le Roi Léopold, sur le problème des bâtiments universitaires*

Les Universités libres disposent librement des subsides qui leur sont consentis. Elles ont, par leur statut même, la qualité de « *maître de l'ouvrage* ». Il en est de même de l'Université d'Elisabethville.

Il n'en est pas de même des Universités de l'Etat en Belgique, où il existe un régime administratif lent et compliqué pour toute construction, aménagement ou entretien des bâtiments.

Ce régime est actuellement défini :

- a) par arrêté du Régent du 23 octobre 1946, concentrant au Ministère des Travaux publics les attributions relatives aux bâtiments de l'Etat;
- b) par l'article 18, 4<sup>o</sup>, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les Universités de l'Etat;
- c) par la loi du 22 juin 1953, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et universitaires de l'Etat.

Lorsqu'il s'agit de travaux d'entretien des bâtiments, c'est le Ministre des Travaux publics qui, sur proposition des Universités, décide et exécute les travaux; le coût de ces travaux est imputable sur les crédits du Département des Travaux publics.

Lorsqu'il s'agit d'aménagements ou de constructions nouvelles, dont le coût est imputable sur le Fonds des constructions scolaires et universitaires, la succession des interventions peut être décrite comme suit :

1. L'Université, par son Conseil d'Administration, arrête par ordre de priorité et communique à l'autorité compétente la liste des travaux de construction, d'aménagement et d'entretien à exécuter et donne les directives pour la mise au point des avant-projets relatifs à ces travaux (loi du 28 avril 1953, art. 18).

2. Le Ministre de l'Instruction publique, ainsi sollicité par le Conseil d'Administration, prend l'avis de la Commission consultative du Fonds des constructions scolaires et universitaires et décide des travaux imputables sur ce Fonds (loi du 22 juin 1953, art. 2).

3. Le Ministre des Travaux publics établit les avant-projets et les études, rédige les cahiers des charges et les plans d'exécution (*ibid.* et arrêté du Régent du 23 octobre 1946).

4. L'Université, par son Conseil d'Administration, approuve ou n'approuve pas les cahiers des charges et les plans d'exécution qui lui sont soumis par le Département des Travaux publics (loi du 28 avril 1953, art. 18, 4<sup>o</sup>).

5. Le Ministre des Travaux publics procède aux adjudications et fait exécuter les travaux.

Ce sont le troisième et le cinquième stade de la procédure ci-dessus rappelée qui freinent et retardent tous les travaux.

L'expérience a, en effet, prouvé que :

a) quelle que soit la bonne volonté des fonctionnaires qui le dirigent, le Département des Travaux publics manque des moyens techniques nécessaires pour réaliser un programme aussi vaste et aussi spécial de construction; il n'est même pas en mesure d'assurer efficacement les travaux d'entretien des Instituts existants;



b) la procédure administrative en vigueur au Département des Travaux publics pour l'étude et l'exécution des travaux est lourde, lente et compliquée. Ces défauts ne tiennent pas à la personnalité des fonctionnaires compétents. Ils découlent du régime lui-même de la concentration dans une seule administration, de tous les travaux à faire dans le pays aux bâtiments de l'Etat, à l'exception toutefois des bâtiments relevant du Ministère de la Défense Nationale (arrêté du Régent du 30 janvier 1950). Ils sont donc inévitables. Sous un tel régime, il est matériellement impossible de réaliser, dans de bonnes conditions et avec toute la célérité nécessaire, les bâtiments modernes et généralement complexes dont les Universités de l'Etat ont besoin.

L'Etat se doit donc de prendre des mesures appropriées à cette situation. Il doit accorder aux Universités de l'Etat, la possibilité de rattraper, aussitôt que possible, un demi-siècle de retard et leur donner les moyens de ne plus se laisser dépasser par les événements.

Le caractère spécialisé des constructions universitaires et aussi l'ampleur même du programme à réaliser, tant à Liège qu'à Gand, justifient, économiquement et techniquement, que l'on accorde aux Universités de l'Etat une dérogation au principe de la centralisation au Département des Travaux publics de toutes les prérogatives relatives aux bâtiments de l'Etat. La nécessité de sauver les Universités de l'Etat d'un étouffement progressif justifie cette mesure dérogatoire sur le plan de l'opportunité politique et administrative.

Une telle dérogation est d'autant plus facilement réalisable que :

1° Sur le plan technique, les Universités de l'Etat disposent, au sein même de leur Corps enseignant, de personnalités particulièrement compétentes dans le domaine des constructions; elles sont ainsi parfaitement à même d'étudier et de faire exécuter leurs propres constructions, soit en créant et en dirigeant un service d'études techniques propre, soit en s'organisant pour surveiller efficacement l'étude et l'exécution des travaux confiés à des tiers, soit encore en recourant, tantôt à l'une, tantôt à l'autre de ces deux solutions, selon les caractéristiques spécifiques et l'ampleur des bâtiments à construire, de manière à s'assurer, dans chaque cas, le concours des spécialistes les plus compétents pour la construction, l'aménagement ou l'amélioration des bâtiments universitaires.

2° Sur le plan juridique, les organes d'une gestion décentralisée des bâtiments universitaires existent; en effet, la loi du 28 avril 1953 a institué, dans les Universités de l'Etat, des Conseils d'Administration et les a dotés de pouvoirs de gestion décentralisée étendus. Il suffirait que le législateur étende leur compétence et leur accorde, en matière de

bâtiments, des pouvoirs analogues à ceux qui leur ont été donnés par exemple dans le domaine de l'utilisation des crédits budgétaires.

D'ailleurs, dans le domaine des constructions, l'art. 18, 4<sup>o</sup> de la loi du 28 avril 1953 donne déjà au Conseil d'Administration le pouvoir d'approuver ou de ne pas approuver les cahiers des charges et les plans d'exécution.

La solution proposée consiste à investir les Universités de l'Etat des droits de maître de l'ouvrage sur les travaux d'entretien, d'aménagement et de construction de leurs bâtiments, c'est-à-dire conférer à leur Conseil d'Administration le pouvoir de :

1. Proposer au Ministre de l'Instruction publique les travaux à exécuter et solliciter les crédits budgétaires nécessaires à cet effet.
2. Choisir librement l'architecte et l'entrepreneur.
3. Conclure avec eux les contrats appropriés et leur donner les directives sur la manière dont les travaux doivent être exécutés (droit de dresser les plans, droit d'établir les cahiers des charges, droit de mettre en adjudication et d'adjuger les travaux).
4. Surveiller l'exécution des travaux et, à la fin de ceux-ci, les réceptionner.
5. Disposer des crédits prévus au budget pour ces travaux.

Cette solution appelle une modification de l'article 18, 4<sup>o</sup> de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les Universités de l'Etat.

Bruxelles, le 6 mars 1958.



# ANNEXE 7

## Acquisitions au Sart Tilman (Terrains bâtis ou non)

Acquis par :	Superficie m²	Prix	Date	Vendeur
E	172.09.76	45.000.000	Mars 59	Bernheim
E	2.05.02	4.700.146	Oct. 59	Rigaux
P	58.91.50	21.500.000	Juillet 60	Bernheim
E	25.00	506.000	Juillet 60	Lesuisse
E	37.23.12	10.000.000	Juillet 61	Bernheim
P	46.68.00	Don	Juillet 61	Bernheim
E	3.37.46	Echange sans soulte	Févr. 62	Bernheim
E	12.84	594.400	Avril 62	Nivarlet
E	14.50	604.000	Juin 62	Steyns
E	54.50	540.992	Oct. 62	Com. de Tilff
E	7.43	408.650	Nov. 62	Hardy
E	30.35	3.000.000	Déc. 62	Petit Chais.
E	137.61.79	44.650.000	Fév. 63	van Zuylen
P	60.76.60	22.000.000	Avril 63	Bernheim
E	1.68.40	600.000	Déc. 63	Dejosée
E	32.42	800.000	Janv. 64	Bourguignon
E	33.40	383.000	Fév. 64	Hélas Massin
P	6.98.80	Don	Fév. 64	Bernheim
E	24.94.07	15.500.000	Avril 64	C <sup>ie</sup> Outremer
E	2.16.42	5.800.000	Mai 64	Debatty
E	12.76.54	21.518.635	Juin 64	Defrecheux
E	4.73.90	3.946.340	Juin 64	Schepers-Monsieur
E	29.66	190.237	Juin 64	Coenen
E	23.35	119.939	Juin 64	Detilleux
E	1.70.00	300.000	Juillet 64	Bades-Colemans
E	8.30	240.000	Sept. 64	Buchet
E	3.06	165.000	Sept. 64	Pansaert
E	7.58	1.102.200	Oct. 64	Maldaner
E	1.74	110.000	Nov. 64	Kersemackers
E	6.15.75	5.550.000	Mars 65	Deketelaere
P	3.65.33	5.479.950	Mars 65	C <sup>ie</sup> Outremer
E	7.34	952.476	Juillet 65	Galère
E	13.84	83.400	Nov. 65	Transfert
P	1.15	6.900	Mars 66	Ministère des Finances
P	22.41	134.460	Mars 66	Ministère des Finances
P	1.11.37	2.225.000	Mars 66	C <sup>ie</sup> Outremer
E	98.12	4.821.250	Nov. 66	de Valensart
E	11.77.49	28.341.000	Nov. 66	Théâtre
E	12.02	850.000	Avril 67	C <sup>ie</sup> financière immobilière
E	9.97.67	20.252.100	Mai 67	C <sup>ie</sup> Lambert
E	9.26	465.082	Août 68	Royal Standard Club
E	80.47	2.539.582	Août 69	Com. d'Ougrée
E	15.67	800.000	Sept. 69	Roultiau
E	15.76	800.000	Sept. 69	Close
E	16.07	800.000	Sept. 69	Bouvier
E	20.49	400.000	Mars 70	Com. d'Angleur
E	36.79	643.825	Nov. 70	Ministère des Travaux publics
E	21.45	1.250.000	Déc. 70	Boulangier
E	74.49	1.489.946	Mars 71	Soc. A. Cockerill-Ougrée

E = Etat

P = Patrimoine.

## ANNEXE 8

### *Quelques appréciations sur le Sart Tilman*

L'acquisition du terrain est une première victoire et le Doyen Fernand Desonay qui était au Conseil d'Administration à l'époque a bien apprécié l'obstination du Recteur Dubuisson. « Pour gagner à ses vues quatre ministres, les membres de leur Cabinet, les fonctionnaires de l'Administration, le Comité d'acquisition de Liège, pour réduire les objections, déjouer les manœuvres, évaluer les obstacles, pour ne pas jeter dix fois le manche après la cognée, pour mener de front d'aussi difficiles négociations, et les travaux de la Commission nationale des Sciences, sans que gauchisse entre ses mains le gouvernail de la barque universitaire, il aura fallu à cet énergique pionnier une endurance peu commune <sup>(1)</sup>. »

... « D'emblée, la très belle réalisation d'aujourd'hui rend manifeste le désir de justice distributive de l'Etat envers les régions.

Ce qui enrichit les moyens d'action de la région liégeoise nous enrichit tous.

Quel instrument de rayonnement pour cette ville universitaire qui, demain, au Sart Tilman, projetera aux yeux de l'Europe, un prototype d'université d'avant-garde, créé par les seuls Liégeois, mais avec l'appui nécessaire – et combien légitime – de l'Etat » <sup>(2)</sup>.

« Cette magnifique entreprise de modernisation qui constitue de surcroît un remarquable exemple de préservation d'un site naturel incomparable est menée à bien grâce à la compétence et à la ferveur d'une équipe d'hommes formés aux disciplines les plus diverses mais qui tous partagent un idéal commun et savent que l'urbanisme, qui est à la fois une science et un art, est l'une des formes les plus agissantes et les plus fécondes de l'Humanisme des temps modernes » <sup>(3)</sup>.

Dans la revue *Beaux-Arts*, n° 1204 d'avril 1968, dans un article : « La nouvelle Université de Liège au Sart Tilman ». Le miracle liégeois, sous la plume de l'architecte Pierre Puttemans, les lignes suivantes :

« Je le dis tout net : je viens d'avoir une grande émotion. Dans notre cher petit pays, nous sommes habitués à une telle marée de médiocrité architecturale que la moindre réalisation tout simplement « honnête »

<sup>(1)</sup> Robert Demoulin, *loc. cit.*, p. 52.

<sup>(2)</sup> Extrait du discours de Monsieur Janne, Ministre de l'Education nationale et de la Culture, au cours de la séance d'inauguration des nouveaux locaux du Studio de Liège, au Palais des Congrès, à Liège.

<sup>(3)</sup> Daniel Van Damme, président de la Commission du T.C.B. pour les Monuments et les Sites.



nous enchante. Mais quand on voit un ensemble de la qualité de la nouvelle Université de Liège au Sart Tilman, cela tient du miracle. Bien sûr, les circonstances étaient favorables : créer, dans un site superbe, de grands complexes de laboratoires, d'auditoires et de bureaux, et pouvoir « voir grand ». Mais enfin, des sites superbes, on en a déjà esquiné quelques-uns. Ici, c'est tout le contraire. La chose la plus frappante, peut-être, à Liège, c'est une prise de possession de l'espace et du paysage avec une autorité, une évidence, une rigueur, rarement atteintes – comme le Mont-Saint-Michel ou la Cathédrale de Chartres : les choses sont là où elles doivent être, elles modifient le paysage en le magnifiant. Autre chose, et qui étonne, c'est le profond accord plastique qui règne entre les bâtiments, malgré les grandes différences qui peuvent exister entre eux, et bien que les auteurs de ces bâtiments aient été choisis parmi les plus fortes personnalités de ce pays. »

Et plus loin :

« Enfin, je le répète : si vous pensez, comme certains, que l'architecture de notre pays est la plus laide du monde, un tour à Liège vous convaincra qu'au moins, nous avons quelques architectes dignes de ce titre si difficile à porter, et si légèrement accordé, pourtant... »

Le Recteur de l'Académie d'Orléans vient visiter le Sart Tilman, le 10 décembre 1968. Il est le créateur de la nouvelle Université d'Orléans au domaine de « La Source ». Il connaît donc les difficultés du problème. Il est, à cet instant, chef de Cabinet d'Edgar Faure, Ministre de l'Éducation nationale au Gouvernement français.

Interviewé par des journalistes qui lui demandent son sentiment après la visite du Sart Tilman, il déclare :

« Les premiers mots qui me viennent à l'esprit, sont ceux d'émerveillement et d'enthousiasme. Nous essayons, à Orléans, de garder à notre campus, plus modeste, un caractère agreste. Or, au Sart Tilman, j'ai découvert avec joie que les Liégeois avaient su conserver l'intégrité de la nature. C'est un élément capital pour les étudiants qui ont conservé une sorte d'éternité entre eux et adorent travailler dans un cadre de beauté et de paix.

Il n'y a pas de fioritures, il y a quelquefois des architectures monumentales et un peu lourdes, mais aussi de petits recoins intimes, des surprises discrètes. L'effet du contraste entre l'intimité et la grandeur est une réussite. »

## ILLUSTRATIONS





Partie I

**Des portes sont ouvertes sur la mer**

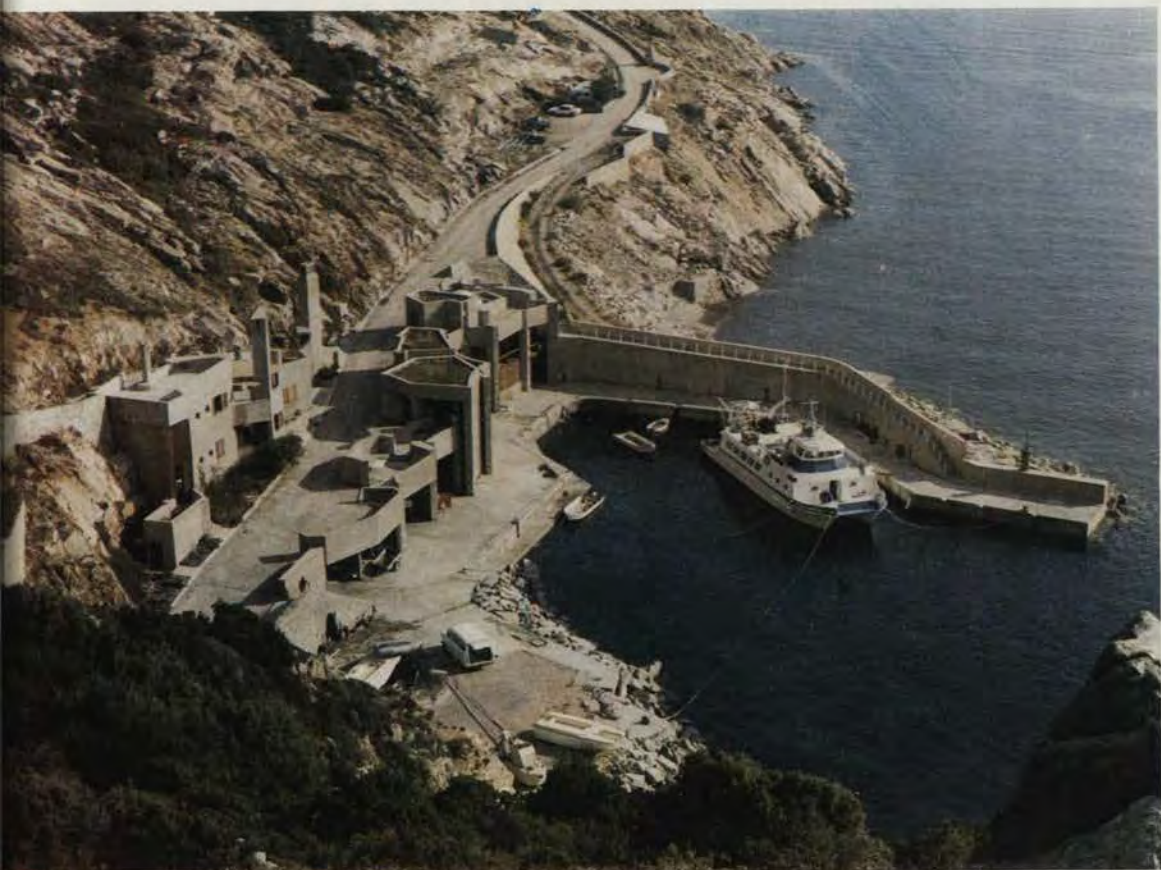




Marcel Dubuisson dans son laboratoire



Station océanographique de Calvi. Vue générale — Le *Recteur Dubuisson* est au port  
*Photo Pierre Dubuisson*







Station  
océanographique  
de Calvi  
Logements

*Photo Andrée Rossillion*

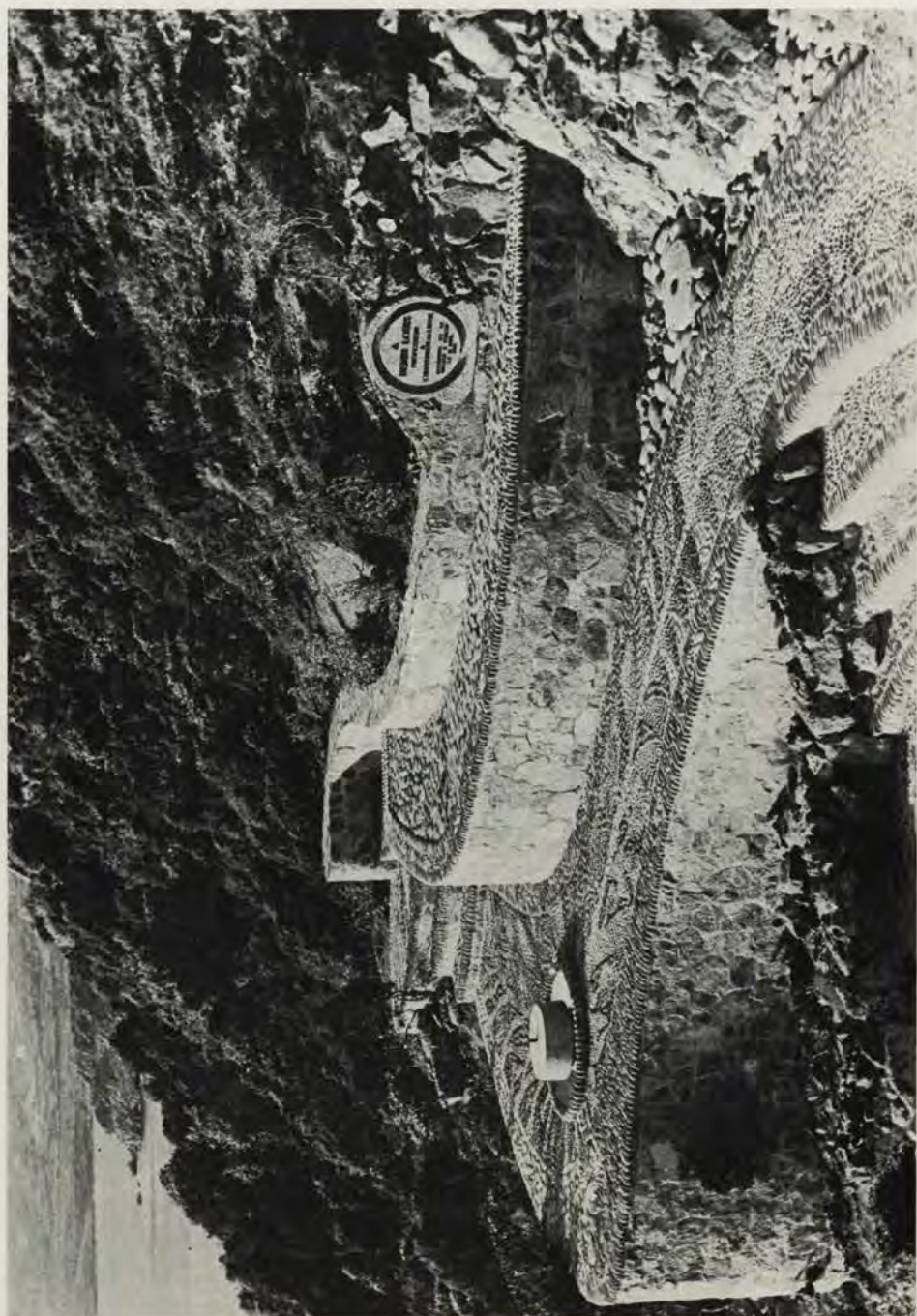




Station océanographique de Calvi  
Fonds marins (45 m) Cap Revellata - Corse  
*Cœlentérés Octocoralliaires : Paramuricea chamæleon (Gorgone rouge arborescente, polypes épanouis) - Cœl. Hexacoralliaires : Leptopsammia pruvoti (madrépores isolés, jaunes, rétractés)*  
Photo Pierre Dubuisson

Station océanographique de Calvi  
Fonds marins (62 m) Cap Revellata - Corse  
*Poisson Serranidé : Anthias (Barbier)*  
*Algue rouge ramifiée et algues vertes sur fond coralligène*  
Photo Pierre Dubuisson





Fontaine Louis — Photo Marcel Dubuisson



Descente en bathyscaphe — Marcel Dubuisson, sur le pont de l'*Elie Monnier*  
attend le moment de rejoindre le bathyscaphe

Le bathyscaphe s'enfonce.







Station océanographique  
de Calvi

*Symphysodon discus*

Disque  
ou poisson pompadour

Amazone et Méditerranée

Photo Pierre Dubuisson

*Pterois russeli* - rascasse

Océan Indien  
et Méditerranée

Photo Pierre Dubuisson





L'expédition à la Grande Barrière de Corail (pp. 73 et suivantes)  
Heron Island. Kangourou sur la plage. Au-delà du récif dont des coraux émergent en de nombreux points, le *De Moor*



*Acropora sp.* - Colonie corallienne

Expédition belge à la Grande Barrière d'Australie  
(juin-novembre 1967) — Photo sous-marine

Profondeur env. 5 m — Photo Pierre Dubuisson

*Protolobophyllia sp.* - Colonie corallienne

Expédition belge à la Grande Barrière d'Australie  
(juin-novembre 1967) — Photo sous-marine

Profondeur env. 5 m — Photo Ron Taylor

*Acropora Gemmifera sp.* - Colonie corallienne

Expédition belge à la Grande Barrière d'Australie  
(juin-novembre 1967) — Photo sous-marine

Profondeur env. 5 m — Photo Pierre Dubuisson









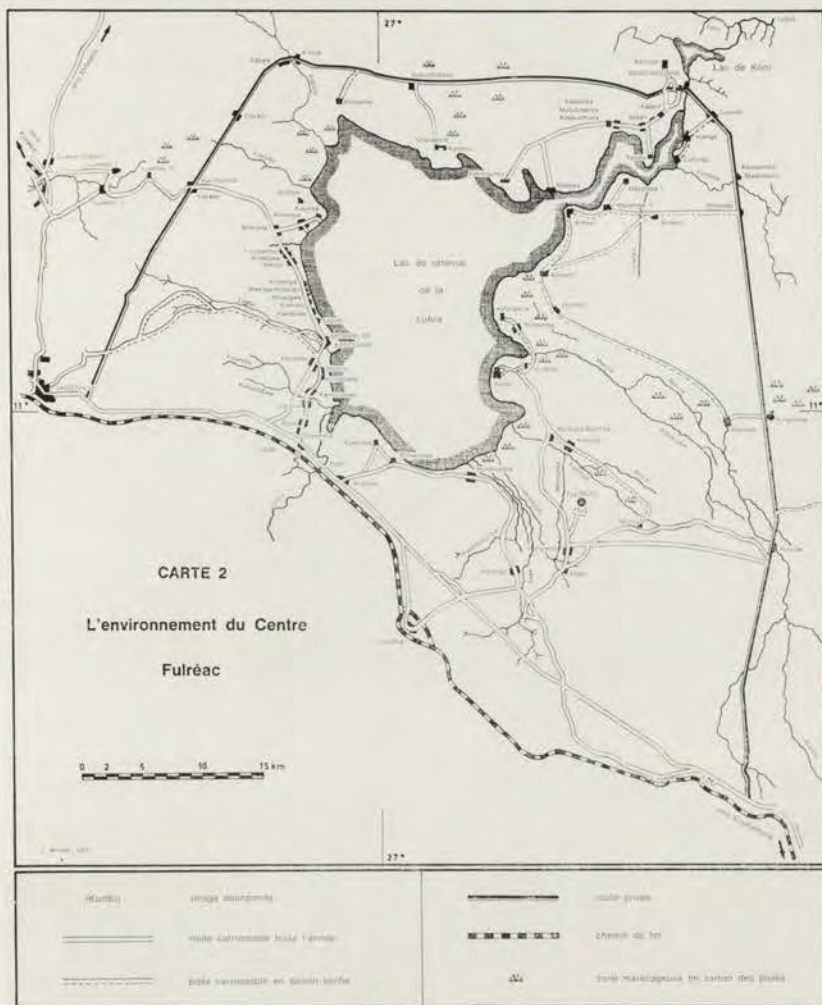
Au retour à Ostende du *De Moor*, le Commandant Robyns (à gauche sur la photo) est accueilli par le Prince Albert, le Commodore Lurquin et le Recteur Dubuisson — *Photo Le Soir*

Partie II

**Du côté de l'Equateur**







Environnement  
du Centre de Fulréac



Jeune femme katangaise

Photo Marcel Dubuisson





Pirogues sur le lac de retenue de la Lufira — *Photo Marcel Dubuisson*

Bain des éléphants — *Photo Marcel Dubuisson*



Partie III

**L'Université nouvelle et son intégration  
dans l'agglomération liégeoise**



Nécessité  
de rassembler les bâtiments universitaires  
(en gris clair)  
dispersés  
actuellement dans la ville  
(pp. 187 et suivantes)







Le Sart Tilman, barrière dressée contre la pollution de la vallée de la Meuse (pp. 194 et suivantes) — *Photo Gillis*

**Les projets  
du Sart Tilman  
vont passer  
du rêve à la réalité**



Bâtiment dans la brume

*Photo F. Wilkin*

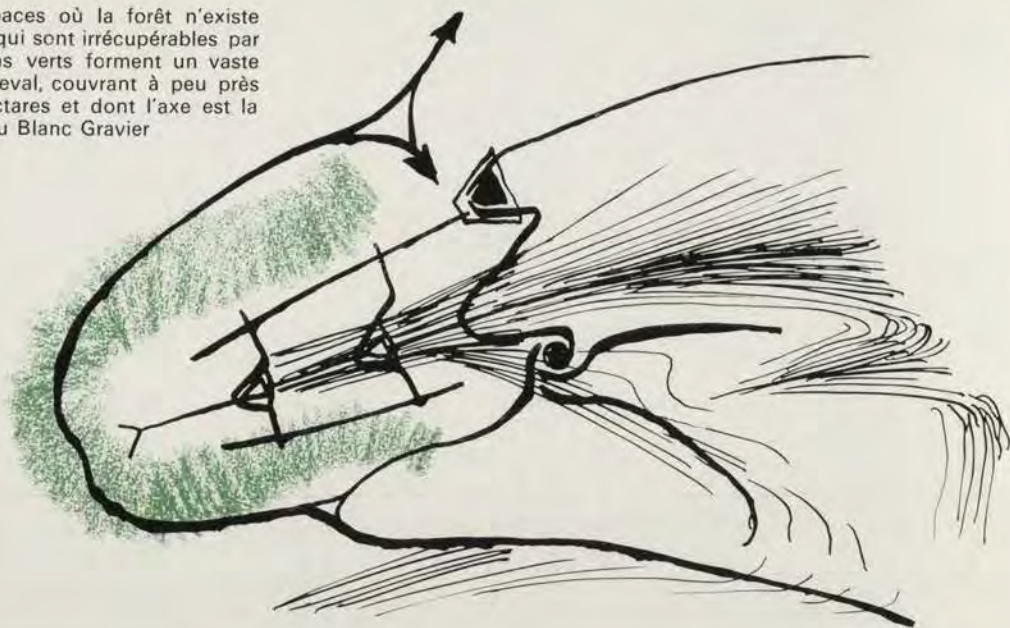


Discussion  
sur la maquette

*Photo Paris-Match*



Les espaces où la forêt n'existe plus et qui sont irrécupérables par les plans verts forment un vaste fer à cheval, couvrant à peu près 200 hectares et dont l'axe est la vallée du Blanc Gravier



Visite des chantiers

*Photo Paris-Match*







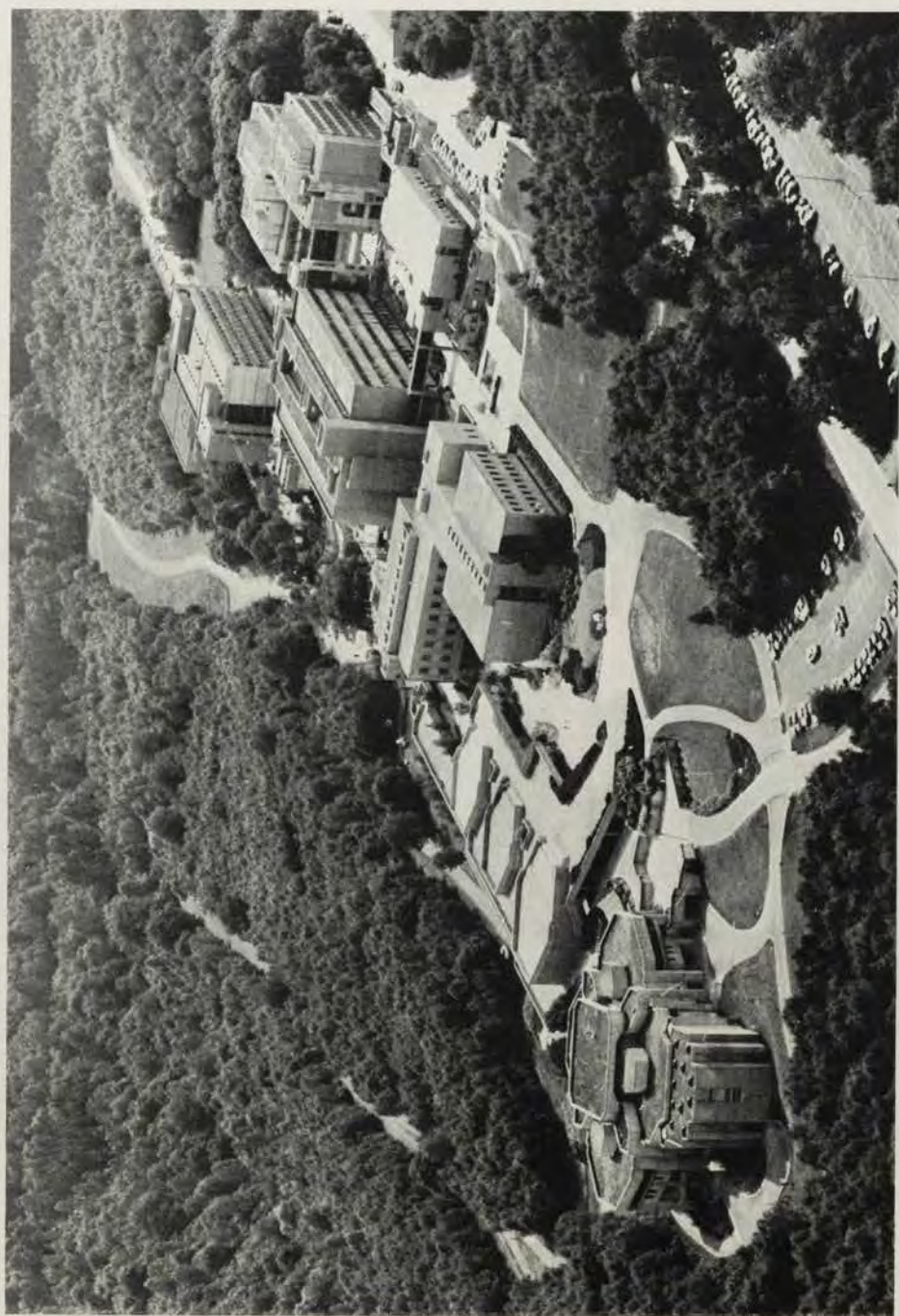
Centrale de chauffe (p. 251) — *Photo Andrée Rossillion*





Poste central de commande (p. 253) — *Photo Andrée Rossillion*





Vue aérienne. L'ensemble du restaurant et à droite des complexes

Entrée des Amphithéâtres (p. 272) — *Photo Andrée Rossillion*





Institut de Physique — *Photo Gillis*



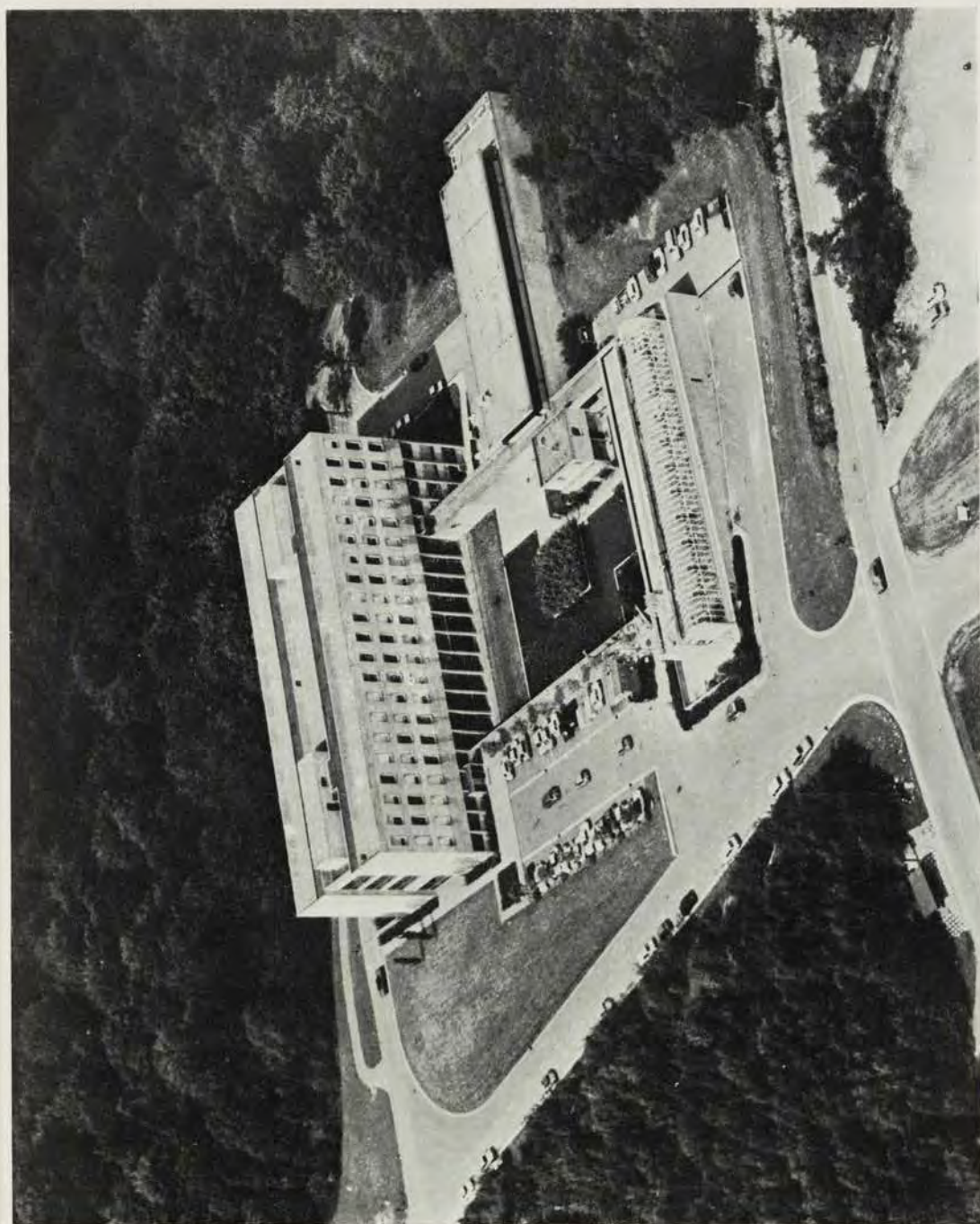


Institut de Chimie : une des tours et petit bassin (p. 267) — *Photo F. Wilkin*





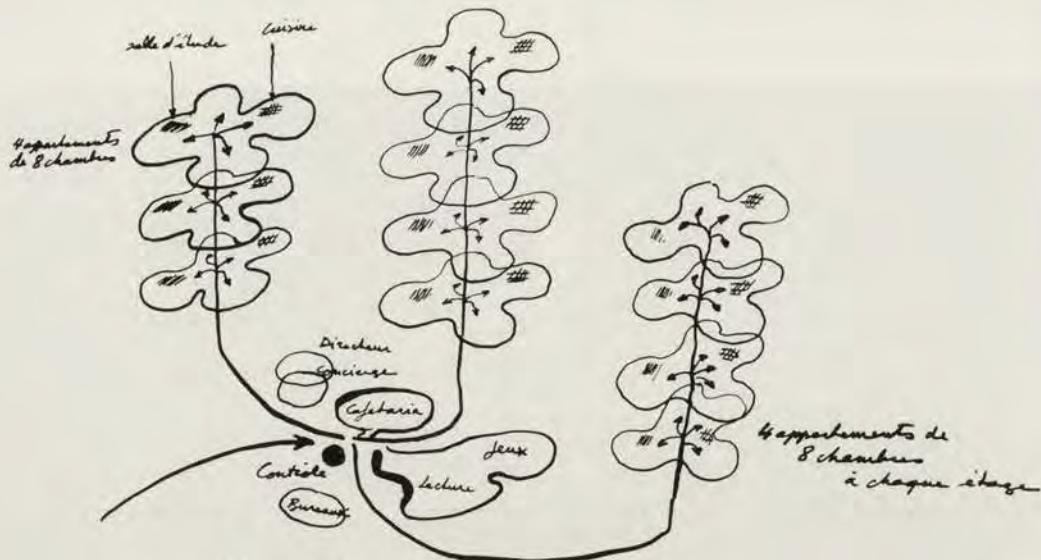
Institut d'Education physique (p. 275) — Aéro-photo Jean Laurent



Institut  
de Botanique  
(p. 274)

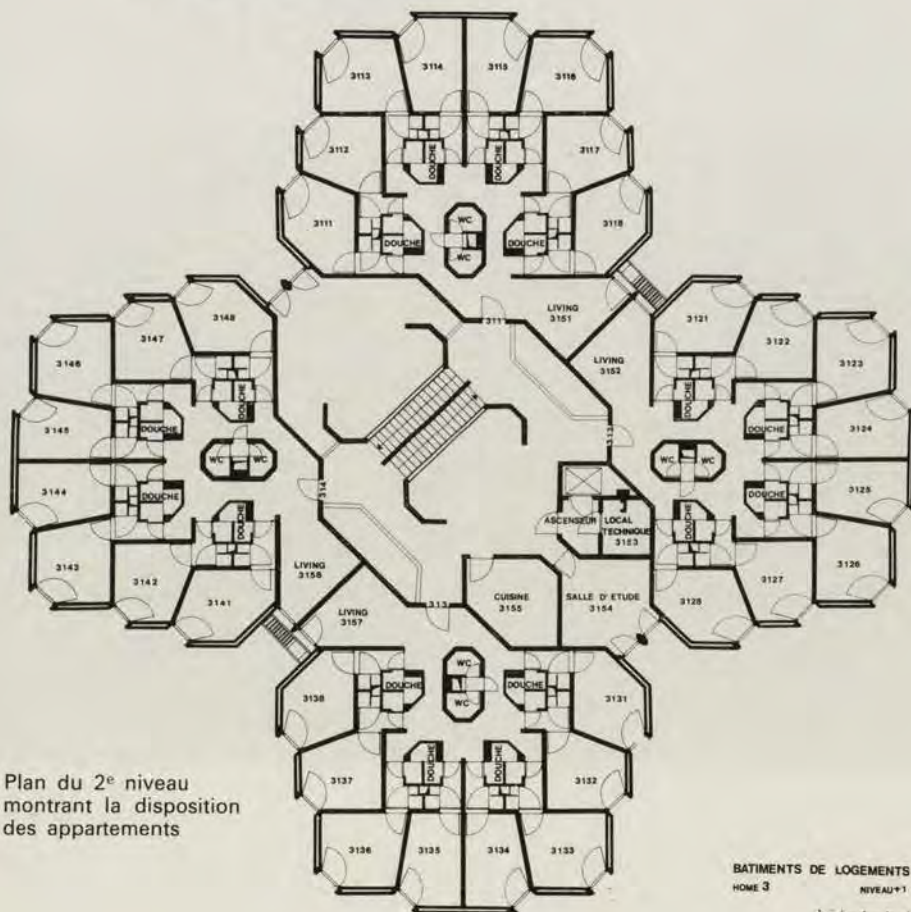
*Aéro-photo  
Jean Laurent*





un bâtiment bas  
au centre  
pour les services communs

Croquis général



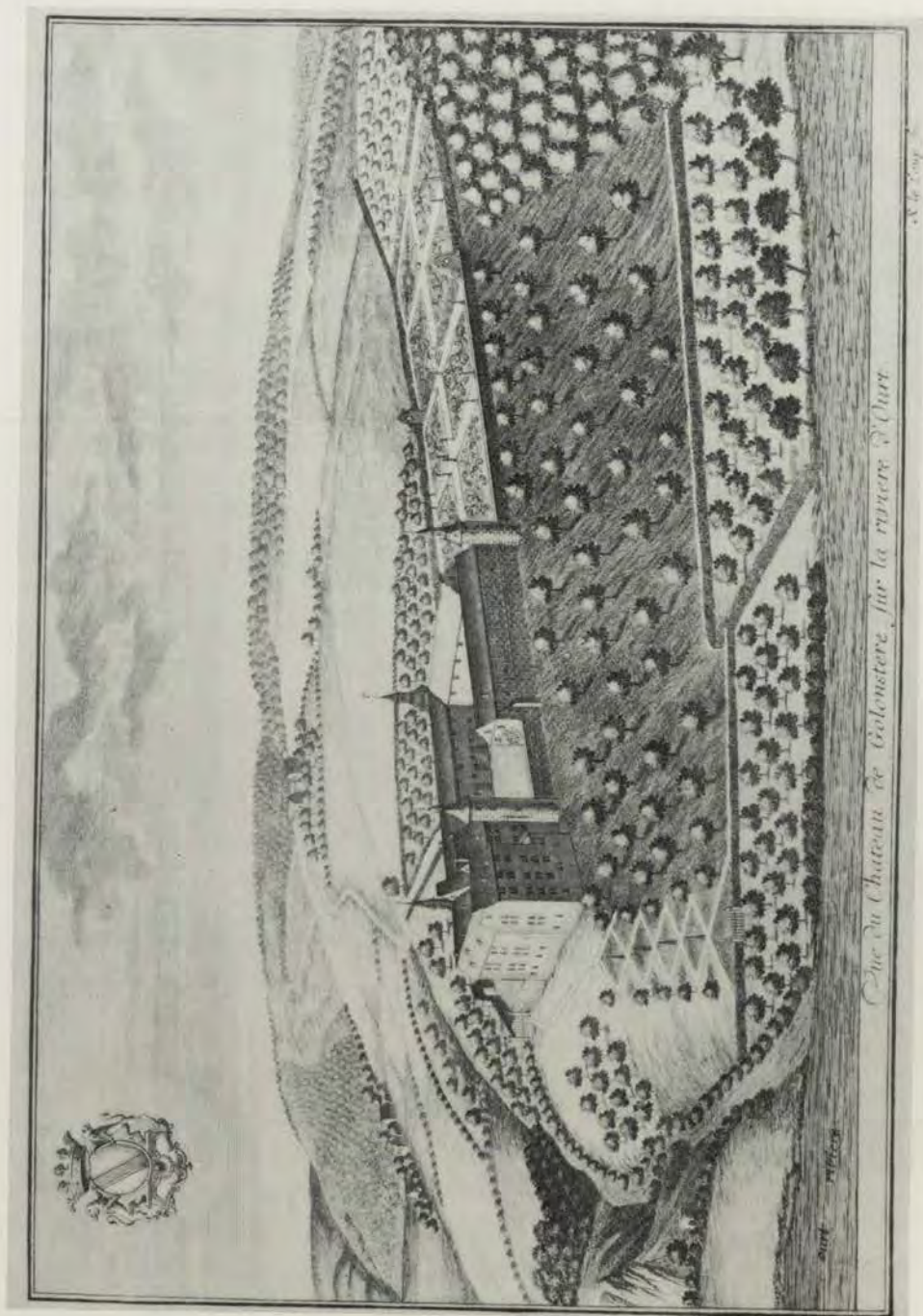
Plan du 2<sup>e</sup> niveau  
montrant la disposition  
des appartements



Homes. Vue aérienne  
Proches du village du Sart Tilman,  
les trois homes reliés aux  
locaux communautaires centraux  
(pp. 264 et suivantes)

*Aéro-photo Jean Laurent*

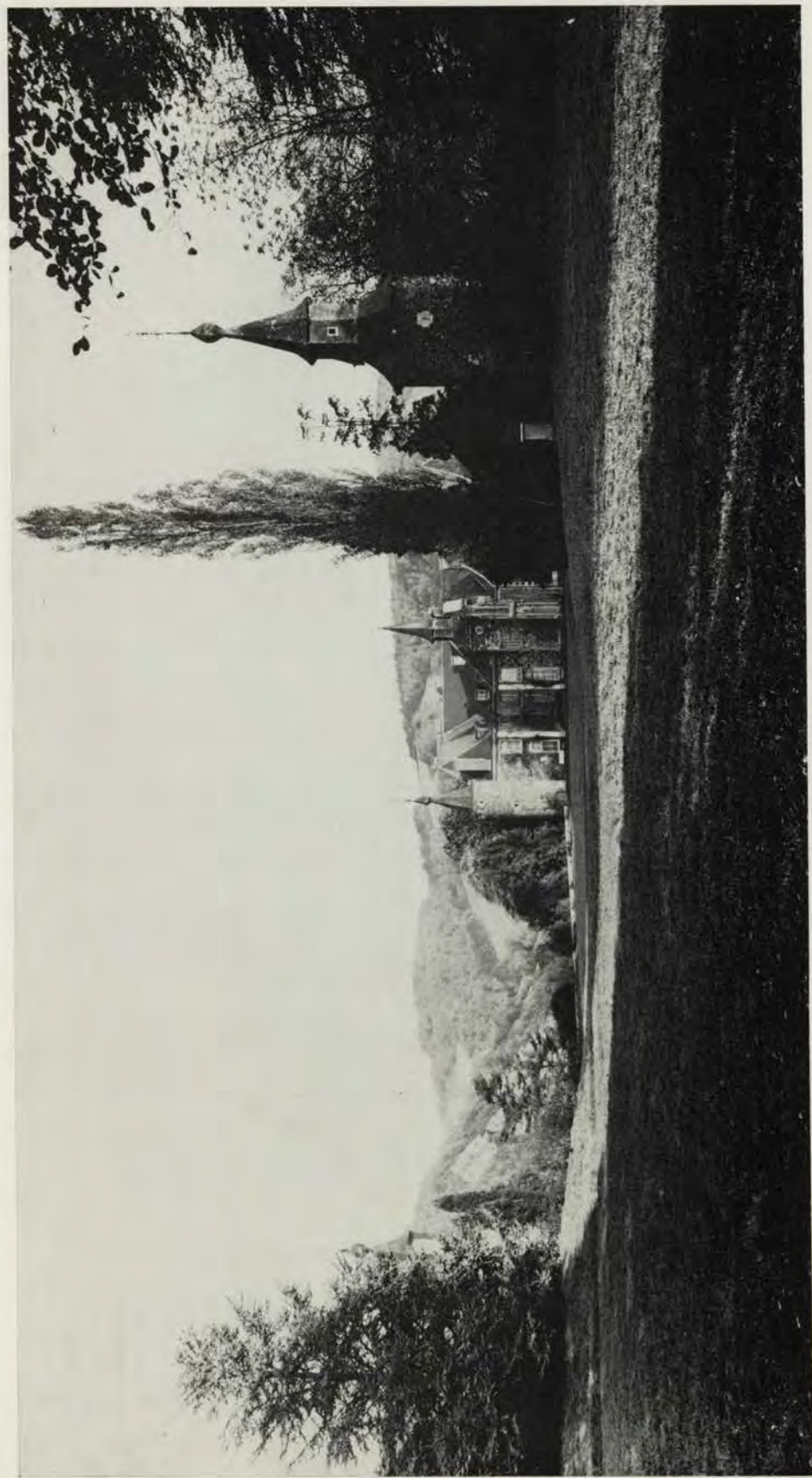




*Vue du Chateau de Colonster, sur la riviére d'Our*

*à la Loup*

Château de Colonster au XVII<sup>e</sup> siècle  
 d'après la gravure de R. Le Loup pour l'illustration du livre de P. Saumery « Les délices du pais de Liège »



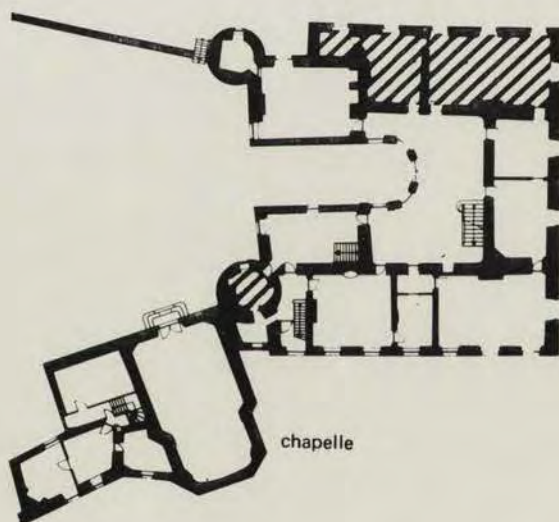
Vue du château de Colonsster au moment de l'acquisition; façade ouest — *Photo Gillis*





Incendie  
du château de Colenster

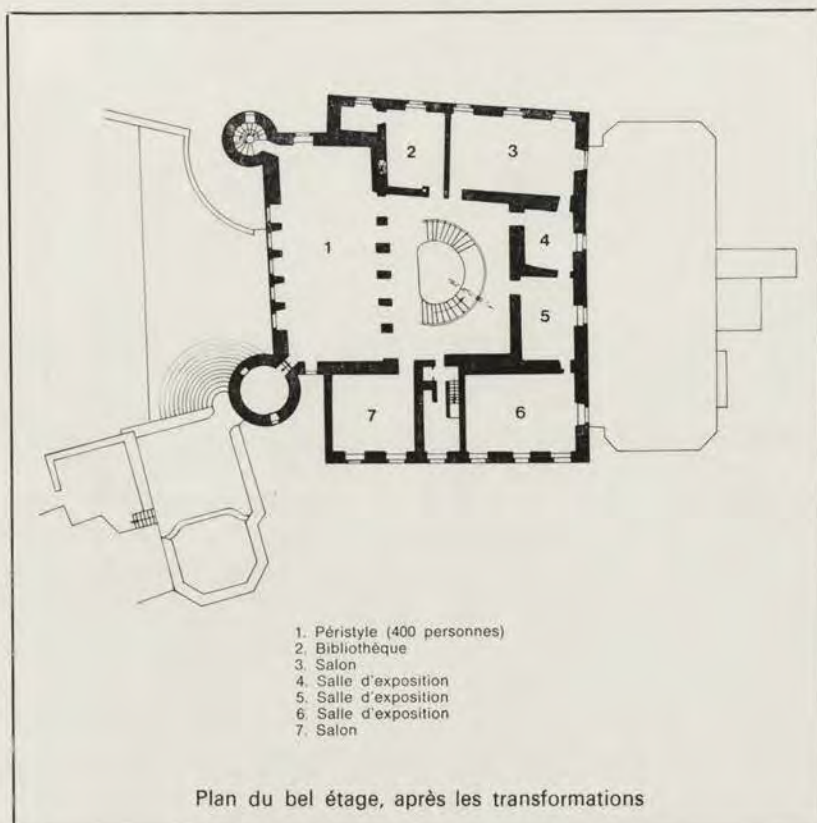
*Photo « La Meuse »*



Décors XVIIIème siècle conservés

NIVEAU 0

Plan du bel étage, avant les transformations



Le château de Colonster; façade sud — *Photo F. Wilkin*





Galerie couverte reliant le hall des amphithéâtres au restaurant — *Photo F. Wilkin*





150<sup>e</sup> anniversaire de l'Université (pp. 278 et suivantes) — Discours du Recteur — Photo « La Meuse »





150<sup>e</sup> anniversaire de l'Université — Le cortège académique — Photo « La Meuse »



150<sup>e</sup> anniversaire de l'Université — Arrivée des Souverains au Théâtre Royal  
*Photo « La Meuse »*





150<sup>e</sup> anniversaire de l'Université  
Sur les terrasses  
de l'Institut de Physique

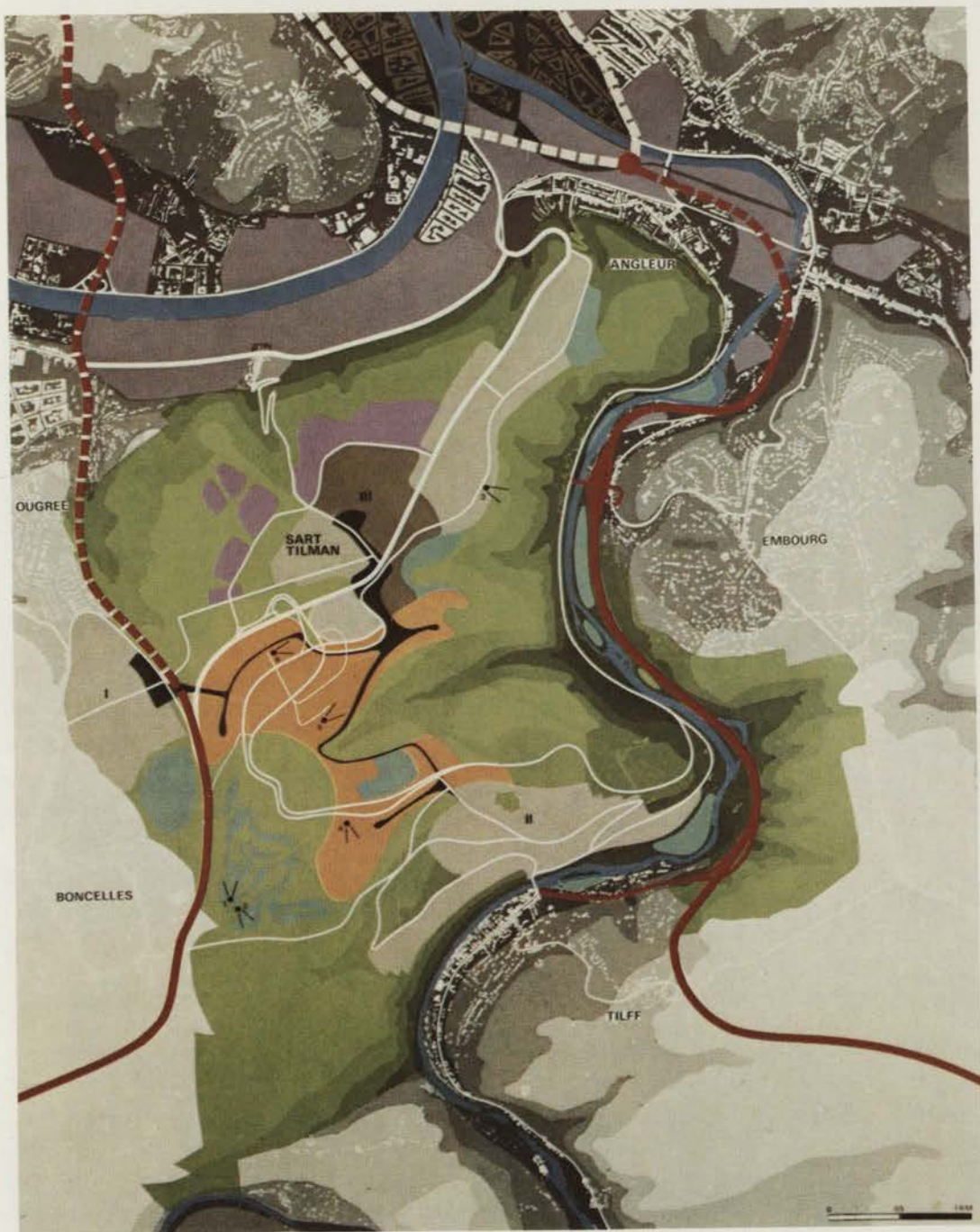
*Photo « La Meuse »*







L'Université et la ville de Liège. On remarquera que Liège et l'Université s'inscrivent dans un carré de 10 km de côté (p. 351)



Aménagement des 2.000 Ha du Sart Tilman (p. 341)



Mur du sculpteur Culot, face aux amphithéâtres — *Photo F. Wilkin*



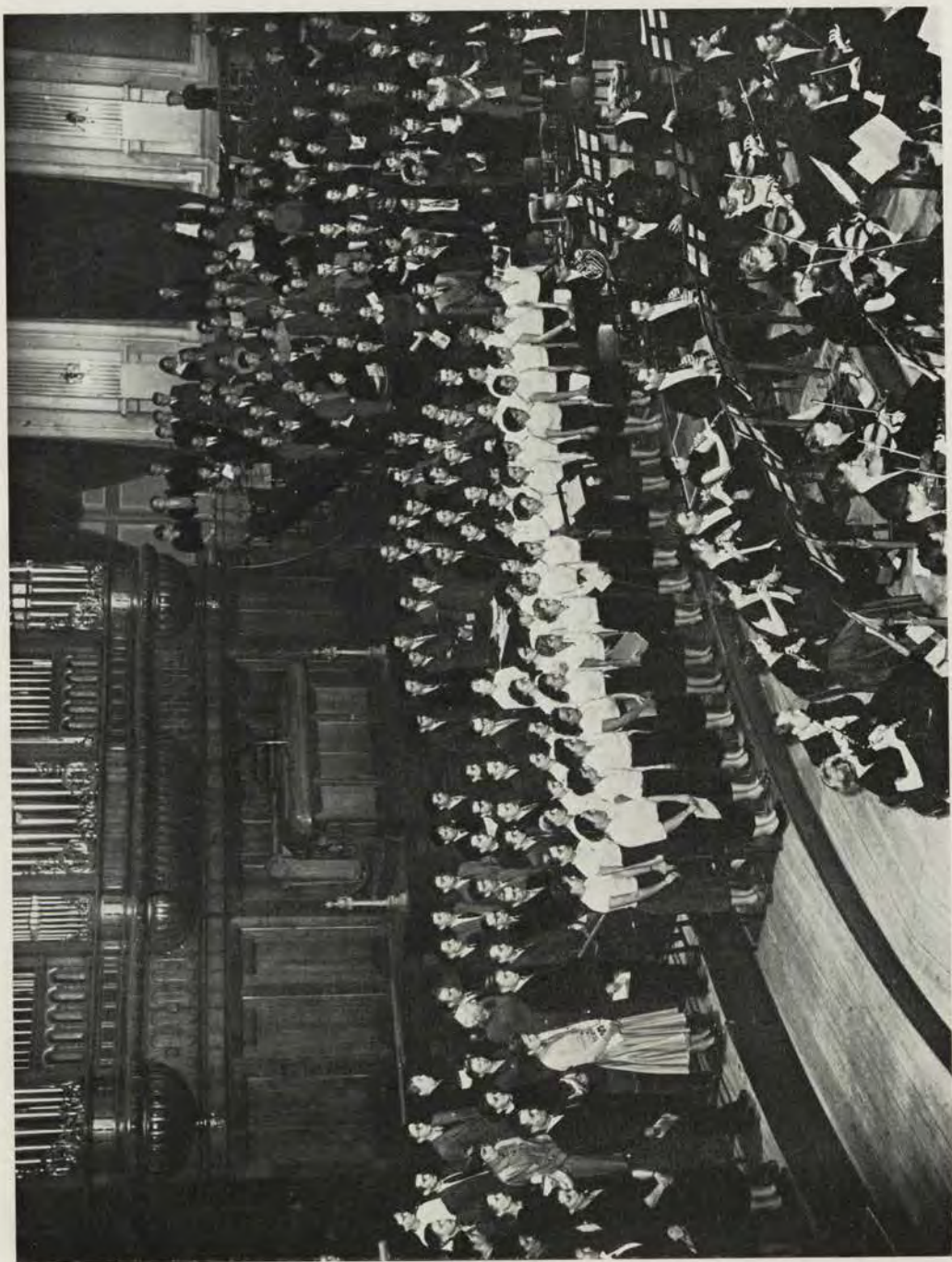
La joie de vivre de Rik Wouters — *Photo F. Wilkin*





Club de peinture et de céramique





La chorale universitaire lors d'un concert donné au Conservatoire royal de Musique



Petite pièce d'eau dans le jardin intérieur de l'Institut de Psychologie et des Sciences de l'Education  
*Photo J. Antoine*





Un des barbecues — *Photo A. Kuborn*



L'équipe  
de  
basket-ball





Printemps de Georges Gard — Photo F. Wilkin



Un des tableaux de la Collection Wittert — Photo Pierre Dubuisson





## **TABLE DES MATIÈRES**



TABLE 1.18. WATERBURY

## Table des matières

	Pages
AVANT-PROPOS GÉNÉRAL . . . . .	5
PRÉFACE . . . . .	9
PARTIE I	
DES PORTES SONT OUVERTES SUR LA MER	
AVANT-PROPOS DE LA PREMIÈRE PARTIE . . . . .	17
1. Premiers pas au bord de la mer . . . . .	21
2. Aux Etats-Unis et en Allemagne . . . . .	29
3. Séjour à Alger : la découverte du monde sous-marin . . . . .	35
4. Création d'un musée de zoologie et d'aquariums à l'Université de Liège . . . . .	38
5. Plongées au fond de la mer . . . . .	45
6. Centre belge pour le développement des recherches sous-marines et océanologiques . . . . .	57
7. Campagnes en Méditerranée. Prospections en Corse . . . . .	59
8. Installation en Corse . . . . .	64
9. Expédition à la Grande Barrière d'Australie . . . . .	73
10. Organisation de l'enseignement en océanologie à l'Université de Liège . . . . .	88
11. Regards vers l'avenir . . . . .	90
PARTIE II	
DU CÔTÉ DE L'ÉQUATEUR	
AVANT-PROPOS DE LA DEUXIÈME PARTIE . . . . .	101
1. Missions aux Colonies . . . . .	105
A. Action sociale du Professeur R. Clémens à la Katuba . . . . .	105
B. Action médico-sociale du Professeur A. Lambrecht (pédiatrie) . . . . .	107
C. Missions et travaux préliminaires à notre action de formation rurale au Katanga . . . . .	107
2. Premier Centre d'action et de formation rurales . . . . .	113
A. Objectifs — Choix d'un territoire . . . . .	113
B. Construction et peuplement du village . . . . .	116
C. Agriculture et élevage . . . . .	120
D. L'action médicale . . . . .	123
	619



	Pages
E. L'enseignement . . . . .	123
F. Organisation sociale . . . . .	129
3. FULREAC et le développement rural à l'échelle régionale . . . . .	133
A. Secteur économique . . . . .	134
B. Secteur médico-social . . . . .	135
C. Secteur enseignement . . . . .	136
4. Abandon forcé de nos activités au Katanga . . . . .	138
5. Bilan final de l'entreprise . . . . .	140
A. Sur le plan financier . . . . .	140
B. Sur le plan congolais . . . . .	140
C. Sur le plan scientifique . . . . .	141
D. Sur le plan des participants européens à l'expérience . . . . .	141
6. Autres recherches scientifiques outre-mer . . . . .	143
A. Gikongoro . . . . .	143
B. Parcs nationaux et Akagera . . . . .	144
7. Création d'un Centre d'études pour les pays en voie de développement . . . . .	146
8. Incidences politiques de la présence de FULREAC au Katanga . . . . .	149
A. Mission technique . . . . .	152
B. L'Université d'Elisabethville . . . . .	154
C. Le « troisième round » au Katanga . . . . .	154

### PARTIE III

## L'UNIVERSITÉ NOUVELLE ET SON INTÉGRATION DANS L'AGGLOMÉRATION LIÉGEOISE

AVANT-PROPOS DE LA TROISIÈME PARTIE . . . . .	169
1. Les bâtiments universitaires . . . . .	175
A. Lutte pour la maîtrise de l'ouvrage . . . . .	175
B. Politique de construction de l'Université . . . . .	187
2. Tentatives de sauvetage de la forêt du Sart Tilman . . . . .	194
3. Acquisitions au Sart Tilman . . . . .	202
A. Acquisition d'un premier territoire . . . . .	202
B. Les acquisitions ultérieures . . . . .	208
4. Choix et mise en place des Artisans et des Conseils d'exécution . . . . .	216
A. Services d'Etudes techniques (SETU) . . . . .	216
B. Conservateur-Régisseur . . . . .	217
C. Conseil scientifique des sites naturels du Sart Tilman . . . . .	218
D. Etudes préalables à l'urbanisation . . . . .	220
E. Services de programmation (SUP) . . . . .	222
F. Artisans de l'urbanisation et de l'architecture . . . . .	225
G. Bureaux d'études . . . . .	230
H. Conseil Supérieur des Bâtiments (CSB) . . . . .	232
5. Urbanisation du domaine, son aménagement, sa conservation . . . . .	235
A. Espaces bâtissables et bâtiments . . . . .	236

	Pages
B. Espaces verts . . . . .	240
C. Plaines de sport . . . . .	243
6. Infrastructure . . . . .	246
A. Routes . . . . .	246
B. Distribution d'eau . . . . .	249
C. Gaz . . . . .	249
D. Electricité et chauffage . . . . .	249
E. Egouts . . . . .	252
F. Poste central de commande . . . . .	253
7. Bâtiments . . . . .	255
A. Tout premiers bâtiments . . . . .	255
1. Annexe de la bibliothèque . . . . .	255
2. Atelier du Sart Tilman . . . . .	257
B. Première tranche de construction . . . . .	260
1. Introduction . . . . .	260
2. Service d'Etudes techniques . . . . .	262
3. Restaurant et annexe culturelle . . . . .	263
4. Homes . . . . .	264
5. Institut de Physique . . . . .	268
6. Institut de Chimie . . . . .	270
7. Amphithéâtres et salles de répétitions . . . . .	272
8. Institut de Botanique . . . . .	274
9. Institut d'Education physique . . . . .	275
C. Inauguration officielle de l'Université du Sart Tilman . . . . .	278
D. Constructions ultérieures et Projets en cours . . . . .	289
1. Hall de Métallurgie . . . . .	289
2. Institut de Pathologie et Hôpital universitaire . . . . .	291
3. Extensions Chimie . . . . .	293
E. Inévitables constructions et transformations en dehors du Sart Tilman . . . . .	295
1. Généralités . . . . .	295
2. Institut de Mathématiques . . . . .	296
3. Centre de Recherches Métallurgiques . . . . .	300
4. Salles d'Autopsies et Laboratoire médico-légal . . . . .	301
5. Service de transfusion sanguine . . . . .	302
6. Service des Hautes Energies . . . . .	302
7. Bâtiments polyvalents . . . . .	304
8. Homes . . . . .	305
9. Station des Hautes Fagnes . . . . .	310
8. Le Château de Colonster, ses annexes, ses fermes . . . . .	313
9. Problèmes financiers . . . . .	327
10. L'Université et l'agglomération liégeoise . . . . .	336

#### PARTIE IV

### LE GOUVERNEMENT DE L'UNIVERSITÉ L'AUTONOMIE ET LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE

AVANT-PROPOS DE LA QUATRIÈME PARTIE . . . . .	357
1. Autorité académique . . . . .	363
A. Loi de 1953 et ses effets . . . . .	363
B. L'Autorité académique et le régime de la loi de 1953 . . . . .	365



	Pages
2. Administration générale . . . . .	369
A. Nécessité d'élargir le cadre de l'Administration générale . . . . .	369
B. Collaborateurs les plus proches . . . . .	371
3. Le Conseil académique . . . . .	380
4. Patrimoine de l'Université . . . . .	383
A. Commission administrative du Patrimoine de l'Université . . . . .	383
B. Origine des fonds du Patrimoine . . . . .	385
1. Capital primitif . . . . .	385
2. La loi du 28 avril 1953 et les prestations rétribuées . . . . .	386
3. Mécénats, legs . . . . .	390
4. Fondations scientifiques nationales . . . . .	391
5. Subsidés d'Etat . . . . .	391
6. Loyers et ventes diverses . . . . .	392
7. Tactique de gestion . . . . .	392
C. Politique du Patrimoine . . . . .	393
1. Mesures prises en faveur de la collectivité . . . . .	393
2. Encouragement aux échanges intellectuels . . . . .	402
3. Aide aux activités universitaires . . . . .	403
4. Politique immobilière . . . . .	404
5. Conseil d'Administration . . . . .	406
A. Structure et fonctionnement du Conseil d'Administration . . . . .	406
B. Politique du Conseil d'Administration . . . . .	411
1. Action auprès du Gouvernement . . . . .	411
2. Action auprès des Conseils nationaux de la Recherche . . . . .	440
6. Perspectives d'avenir . . . . .	468
POSTFACE. LE RECTEUR DUBUISSON ET SON ŒUVRE . . . . .	475

## ANNEXES

DISCOURS DE M. MARCEL DUBUISSON . . . . .	525
Annexe 1. Des portes s'ouvrent sur la mer . . . . .	531
Annexe 2. Carrière de Houot . . . . .	533
Annexe 3. A propos des premiers résultats scientifiques de l'Expédition belge à la Grande Barrière . . . . .	535
Annexe 4. Plan de réconciliation nationale (Plan Thant) (10-8-1962). . .	547
Annexe 5. Extraits de <i>l'A.R. du 19 juin 1958</i> (loc. cit., p. 186) . . . . .	554
Annexe 6. Extraits du <i>Rapport de la Commission nationale des Sciences         présidée par le Roi Léopold, sur le problème des bâtiments         universitaires</i> . . . . .	554
Annexe 7. Acquisitions au Sart Tilman . . . . .	558
Annexe 8. Quelques appréciations sur le Sart Tilman . . . . .	559

L'ILLUSTRATION DU PRÉSENT OUVRAGE A ÉTÉ CHOISIE PAR MADAME A. DUBUISSON-BROUHA, EN COLLABORATION AVEC MONSIEUR CLAUDE STREBELLE ET MADAME JANINE LIBION. LES DESSINS DE PLANTES ET DE FLEURS SONT DE MONSIEUR BRAHY. TOUT EN SACHANT QUE SI SON MARI AVAIT CHOISI LES ILLUSTRATIONS, IL AURAIT ÉCARTÉ LES PHOTOGRAPHIES PERSONNELLES. MADAME DUBUISSON EN A RETENU PLUSIEURS POUR CE VOLUME POSTHUME, PENSANT QUE SES AMIS AIMERAIENT VOIR SES SOUVENIRS ANIMÉS DE SA PRÉSENCE.

CET OUVRAGE EST SORTI DES PRESSES DE L'IMPRIMERIE VAILLANT-CARMANNE S. A., LE 30 AVRIL 1977. LE TEXTE A ÉTÉ IMPRIMÉ SUR PAPIER JOYCE ET LES ILLUSTRATIONS SUR COUCHÉ IKONOLUX DES PAPETERIES BUHRMANN À BRUXELLES. LES CLICHÉS ONT ÉTÉ GRAVÉS PAR LES PHOTOGRAVEURS DE SCHUTTER À ANVERS, LEMAIRE ET POLYGRA À LIÈGE. LE BROCHAGE A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LES ATELIERS BLAMACO À LIÈGE. LA MAQUETTE DU LIVRE EST DE GEORGES DENGIS.



	Page
2. Administration générale	161
A. Nomenclature des unités de l'Administration générale	161
B. Classification des unités de l'Administration générale	161
3. Le Conseil d'Administration	162
4. Histoire de l'Administration	163
A. Commission d'Administration de l'Université de l'Université	163
B. Histoire des unités de l'Administration	163
1. Conseil d'Administration	163
2. Le Conseil d'Administration	163
3. Administration	163
4. Histoire des unités de l'Administration	163
5. Administration	163
6. Histoire des unités de l'Administration	163
7. Administration	163
8. Histoire des unités de l'Administration	163
9. Administration	163
10. Histoire des unités de l'Administration	163

L'ILLUSTRATION DU PRÉSENT OUVRE A ÉTÉ CHOISIE PAR MADAME A. DUBOISSON-BRUNA, EN COLLABORATION AVEC MONSIEUR CLAUDE STREBELLE ET MADAME JACQUELINE LES DUBOISSON. PLANTES ET DE FLEURS SONT DE MONSIEUR STREBELLE, TOUT EN SACHANT QUE SI SON MARI AVAIT CHOISI LES ILLUSTRATIONS, IL AURAIT ÉCRIT LES PHOTOGRAPHES PERSONNELLES. DUBOISSON EN A RÉTENU MAINTENANT CE QU'IL A VU. PENDANT QUE SES AMIS AIMAIENT VOS 25 SOUVENIRS ANNÉES DE SA PRÉSENCE.

1. Histoire des unités de l'Administration  
2. Histoire des unités de l'Administration  
3. Histoire des unités de l'Administration  
4. Histoire des unités de l'Administration  
5. Histoire des unités de l'Administration  
6. Histoire des unités de l'Administration  
7. Histoire des unités de l'Administration  
8. Histoire des unités de l'Administration  
9. Histoire des unités de l'Administration  
10. Histoire des unités de l'Administration

1. Histoire des unités de l'Administration  
2. Histoire des unités de l'Administration  
3. Histoire des unités de l'Administration  
4. Histoire des unités de l'Administration  
5. Histoire des unités de l'Administration  
6. Histoire des unités de l'Administration  
7. Histoire des unités de l'Administration  
8. Histoire des unités de l'Administration  
9. Histoire des unités de l'Administration  
10. Histoire des unités de l'Administration

1977-1978  
1977-1978

276295B





